



Universidade do Estado do Rio de Janeiro
Université Libre de Bruxelles



Margaux de Barros

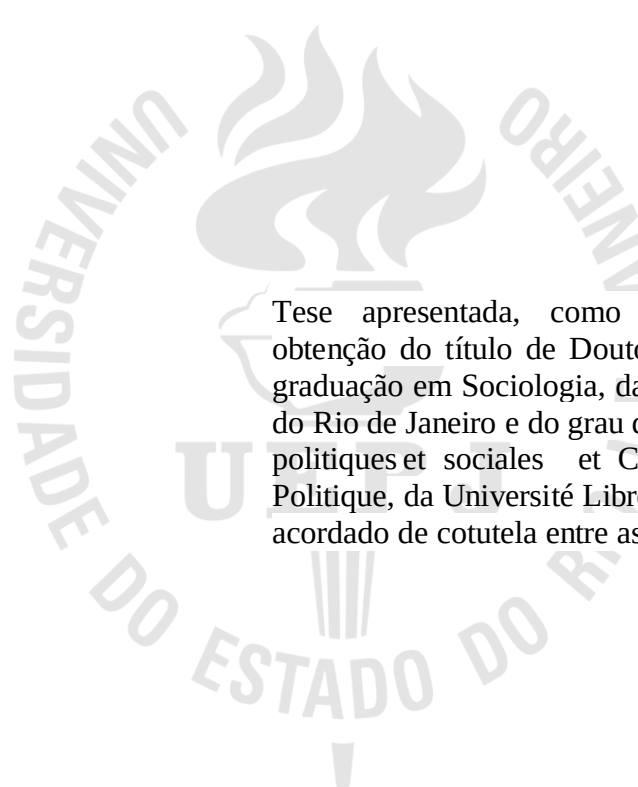
Habiter la lutte : Sociologie de l'engagement contre les expulsions à Rio de Janeiro (Brésil) et au Cap (Afrique du Sud)

Rio de Janeiro

2021

Margaux de Barros

Habiter la lutte : Sociologie de l'engagement contre les expulsions à Rio de Janeiro (Brésil) et au Cap (Afrique du Sud)



Tese apresentada, como requisito parcial para obtenção do título de Doutor, ao Programa de Pós-graduação em Sociologia, da Universidade do Estado do Rio de Janeiro e do grau de " Docteur en Sciences politiques et sociales " et Centre d'étude de la Vie Politique, da Université Libre de Bruxelles em regime acordado de cotutela entre as duas universidades

Orientador: Prof. Dr. Frédéric Louault

Coorientadora: Prof.^a Dra. Mariana Cavalcanti

Rio de Janeiro

2021

CATALOGAÇÃO NA FONTE
UERJ / REDE SIRIUS / BIBLIOTECA CCS/D - IESP

B277 Barros, Margaux de.
 Habiter la lute Sociologie de l'engagement contre les expulsions à Rio de Janeiro
 (Brésil) et au Cap (Afrique du Sud) / Margaux de Barros. – 2021.
 442f. : il.

 Orientador: Frédéric Louault.
 Coorientadora: Mariana Cavalcanti.
 Tese (Doutorado em Sociologia) - Universidade do Estado do Rio de Janeiro,
 Instituto de Estudos Sociais e Políticos.
 Convênio realizado em cotutela entre a Universidade do Estado do Rio de Janeiro e
 a Université Libre de Bruxelles

 1. Movimentos sociais urbanos – Rio de Janeiro – Teses. 2. Movimentos sociais
 urbanos – Africa do Sul – Teses. 3. Habitação – Aspectos sociais – Teses. 4. Sociologia
 urbana – Teses. I. Louault, Frédéric. II. Cavalcanti, Mariana. III. Universidade do
 Estado do Rio de Janeiro. Instituto de Estudos Sociais e Políticos IV. Título.

CDU 308(815.3)

Rosalina Barros CRB-7 / 4204 - Bibliotecária responsável pela elaboração da ficha catalográfica

Autorizo para fins acadêmicos e científicos, a reprodução total ou parcial desta tese, desde
que citada a fonte.

Assinatura

Data

Margaux de Barros

Habiter la lutte: Sociologie de l'engagement contre les expulsions à Rio de Janeiro (Brésil) et au Cap (Afrique du Sud)

Tese apresentada, como requisito parcial para obtenção do título de Doutor, ao Programa de Pós-graduação em Sociologia, da Universidade do Estado do Rio de Janeiro e do grau de " Docteur en Sciences politiques et sociales et Centre d'étude de la Vie Politique, da Université Libre de Bruxelles em regime acordado de cotutela entre as duas universidades.

Aprovada em 17 de junho de 2021.

Banca Examinadora

Prof. Dr. Frédéric Louault (Orientador)
Université libre de Bruxelles

Prof.^a Dra. Mariana Cavalcanti (Coorientadora)
Instituto de Estudos Sociais e Políticos - UERJ

Prof. Dr. David Paternotte
Université libre de Bruxelles

Prof.^a Dra. Hélène Combes
CNRS, Sciences Po Paris

Prof. Dr. Jérôme Tournadre
CNRS, Université Paris Nanterre

Prof.^a Dra. Neiva Vieira da Cunha
Faculdade de Educação da Baixada Fluminense-UERJ

Rio de Janeiro

2021

DÉDICACE

À mes parents

REMERCIEMENTS

En tant que fille de la montagne vosgienne, j'ai pensé que ma thèse était comme un sentier à parcourir, un effort physique et mental soutenu et continu, une ascension vers un sommet inconnu. Je ne serais jamais venue à bout de cette randonnée sans les nombreuses personnes qui ont balisé mon chemin, je tiens ici à les en remercier.

Le point de départ de cette thèse est ma rencontre avec Frédéric Louault, au cœur du massif des Alpes. Cette expédition n'aurait pu avoir lieu sans son sens de l'orientation déterminant. Il a été un excellent guide et a toujours su redresser ma boussole avec bienveillance et humour. Merci de m'avoir montré la voie. Merci pour tes critiques avisées et ton sens de l'écoute hors pair.

Merci à Mariana Cavalcanti de m'avoir transmis sa passion des études urbaines quand j'étais encore étudiante. Merci de m'avoir soutenue et enseignée comment m'acclimater et me mouvoir en terrain carioca. Merci à David Paternotte pour l'intérêt porté à mon travail et les encouragements. Merci à Pascal Delwit qui a été un accompagnateur expérimenté, attentif et dévoué.

Je tiens à remercier chaleureusement les membres extérieurs du jury, Neiva Vieira da Cunha, Hélène Combes et Jérôme Tournadre pour avoir accepté de participer à l'évaluation de mon travail.

Merci au FNRS de m'avoir permis de mener à bien cette expédition de recherche dans de bonnes conditions matérielles.

Je tiens à saluer mes camarades du CEVIPOL, qui ont marché et parfois souffert à mes côtés dans ce long périple qu'est la thèse. Je n'aurais pu croiser meilleurs adjouvants sur ma route. Merci à tous pour votre sens de la camaraderie.

Parmi eux, je souhaite remercier Eva, ma brave co...équipière pour les rigolades interminables et ton côté conserves mais peu conservateur. Fanny V pour l'entraide, les instants de relâchement et la fatigue partagés. Arthur pour ton amitié, tes consolations instantanées et la finesse remarquable de tes blagues. Sacha pour avoir ré-enchanté la fin de cette thèse, pour ton attention et ton soutien si précieux. Kévin pour ta solidarité et ta débrouillardise à toute épreuve. Fanny A, Coline et Isis avec qui je ferai nos bagages pour d'innombrables vendanges. Avec Piet dans la valise. Katia, Suzane, Émilien et Fanny S pour vos conseils avisés, les distractions, la passion du grattage et les pauses salutaires. Je remercie aussi Dave et Thomas de s'être si souvent montrés soucieux d'étancher ma soif. Mes joyeux et géniaux camarades connus en phase de montrés préparation, Marco et Anne Sophie. Tous ceux avec qui j'ai eu le plaisir de partager la

bonne humeur lors de haltes au refuge du Pickwick : Robin, Caro, Marylou, Julie, Fernanda, Roberto et les autres. Je remercie chaleureusement ceux d'entre eux qui ont accepté de relire les chapitres de ce « carnet de route ». Enfin, un grand merci à Mathieu, camarade et ami de l'IGEAT, pour l'apprentissage des outils de géographie et la confection commune des cartes.

Je tiens à exprimer ma gratitude à tous les professeurs chevronnés qui m'ont inspiré et formé en amont de la thèse : Elise Mougenot, Jean Pierre Ganaye, Yan Bouyrat, Solenne Jouhanneau, Jean Philippe Heurtin, Céline Belot, Paul Chopelin ; et ceux qui ont limité mes errances pendant mon cheminement, Mariane Houssay, Orlando Santos, Mathieu Van Criekingen et Serge Jaumain. Ma gratitude à Steven Robins pour avoir facilité et encouragé ma progression en milieu capétonien. Merci à Aude Merlin, Amandine Crespy et Émilie Van Haute pour les bonsconseils prodigués au détour du couloir ou de la salle détente. Je remercie aussi les excursionnistes d'AMERICAS, de CASAS et du séminaire CorpsSci CEVIPOL pour leur bienveillance et conseils avisés.

Quelques personnes rencontrées dans des territoires lointains ont été essentielles à ma survie et au bon déroulement de cette expédition.

Certaines femmes ont suscité mon admiration. Inacia, qui m'a ouvert ses portes, initié au sentier de la Vila Autódromo et m'a pourvu abri, joie, chaleur, musique et réconfort. Je te dois toutes ces pages. Je les dois aussi à celles qui arpentent les chemins broussailleux de Rio et du Cap : Marushka, Penha, Shamiela, Jane, Suelly, Ashura, Vania, Kali. À Jackie, partie rejoindre les étoiles. À tous les autres, pour avoir partagé avec moi un peu de leur temps et de leur propre traversée : José, Robin, Felipe, Delmo, Adamo, Roger, Altair, Beval. À tous les habitants de la Vila Autódromo et de Woodstock qui m'ont ouvert leurs portes pour partager un café, leur bonne humeur et leurs expériences. Merci infiniment à tous pour votre attention, votre gentillesse et votre accueil.

Merci à mes compagnons de bivouac, Björn et Matthew, pour les réflexions, les rires et la gaieté partagés à la taverne Casa Woodstock. À Jan et Dan, ses tenanciers.

Aux militants de Ndifuna Ukwazi qui marchent déterminés à éclairer et transformer les paysages de la ségrégation au Cap. Jared, Nick, Zack, Kyla, merci pour votre confiance.

Mes amis ont été cruciaux aux différentes étapes de mon itinéraire. Charlie et Eva dont la folie et l'amitié ont été un moteur tout au long de cette pérégrination. Mes amies d'aventures bruxelloises, Audrey, Malou, Anne Laure, Cain Cain, Fanny A, Iouli et Flo. Vous imaginer danser m'a aidée à avancer. Je pense à la fine équipe de brigands strasbourgeoise, Julien, Arthur, et David. Aux copains vosgiens qui sont partout et toujours des repères essentiels : Gaëlle, Théo M, Théo P, Rémi, Valentin, Malo, Eléa, Eddy, Léonard, Léo et Lucas. À mes amis lointains

mais présents : Jesus, Raquel, Angelo, Lucia, Irene et Belen. Mention spéciale à Julien, Arthur et Anne-Laure pour leur relecture et leurs conseils.

Je remercie tendrement ma famille, mes cousines Perrine, Clarisse, Tom, Audran, Carlos, Paula, mes oncles et tantes Maria, Eric, Titi, Alberto, Salvador, João Luis, Avelino, Emilia et Mamie, Papy. Merci aux Bartolomeo, ma famille de cœur stamésienne. Agradeço também a família daminha mãe. A distância não apaga os sentimentos.

Un grand merci à Nathalie et Aquilino pour leur soutien et les échappées toscanes. Merci à Jean-Paul d'avoir traqué sans relâche les coquilles de ce manuscrit.

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à mes parents Ana Paula et José. Merci d'avoir éveillé ma curiosité, de m'avoir soutenue et accompagnée à chaque étape de ma vie et dans mes voyages. Merci de m'avoir donné la liberté de construire ma propre liberté et de m'émanciper. Je remercie ma sœur Océanne pour les effusions de joies, de musiques et de fous rires. Et le bonheur de te sentir toujours auprès de moi, dans chacun de mes pas. Merci à Camille, mon filleul, d'être aussi sensible et rigolo. Il me tarde de te retrouver. À sa sœur, Carmen, d'avoir surgi dans ma vie. Tes premiers sourires ont ensoleillé la fin de ce parcours. Merci pour votre amour inconditionnel.

Enfin, je ne serais peut-être pas parvenue à destination sans le soutien, l'humour et l'intelligence de Matteo. La fin de ce voyage boucle le cycle de la solitude à deux et ouvre l'infini des possibles ensemble. Pour toi, je troquerai la montagne à la mer. L'aventure ne fait que commencer, il nous reste des milliers d'îles à explorer.

RÉSUMÉ

BARROS, Margaux de. *Habiter la lute : Sociologie de l'engagement contre les expulsions à Rio de Janeiro (Brésil) et au Cap (Afrique du Sud)*. 2021. 446 f. Tese (Doutorado em Sociologia) – Instituto de Estudos Sociais e Políticos, Universidade do Estado do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, 2021. (Convênio realizado em cotutela entre a Universidade do Estado do Rio de Janeiro e a Université Libre de Bruxelles)

L'objet de cette recherche est de saisir les logiques différenciées de l'engagement militant d'habitants menacés d'expulsion. À Rio de Janeiro et au Cap, villes dans lesquelles s'ancre cette étude, les classes populaires sont fragilisées par des politiques urbaines conduisant à des expulsions massives. Réunie au sein de structures collectives, une partie des résidents de la Vila Autódromo (Rio de Janeiro) et de Woodstock (Le Cap) se mobilise pour défendre son espace de vie. En rupture avec les lectures qui en sont communément données, je démontre ici que les structures militantes dans lesquelles les habitants se regroupent sont marquées par une forte hétérogénéité : les habitants s'y (dés)engagent selon divers degrés. Tandis que certains s'impliquent intensément dans l'action collective, d'autres préfèrent se tenir à l'écart ou se retirer au terme d'une période d'engagement. À travers un examen attentif des carrières des enquêtés, les mobiles objectifs (contexte et contraintes organisationnelles) et subjectifs (expériences, interprétations, représentations), qui sous-tendent leur participation sont analysés. Par le biais d'observations ethnographiques, ils sont ensuite réactualisés à la lumière des interactions entre résidents. Les liens sociaux de voisinage et les rapports de force entre résidents sont décryptés comme autant d'éléments susceptibles d'entraver un engagement au sein du groupe. En examinant les outils de façonnage du militantisme déployés par les groupes et les normes d'engagement diffusées par leurs cadres, je tente de comprendre comment les habitants s'y conforment, les contournent ou ajustent les activités militantes à leurs sphères de vie, bouleversées par la précarité économique et résidentielle. En retour, interroger l'hétérogénéité des engagements militants permet de mieux comprendre comment les groupes sociaux gèrent la diversité de leurs membres et ajustent leurs pratiques organisationnelles.

Mots-clés: Mouvements sociaux. Engagement militant. Logement. Rio de Janeiro. Le Cap.

RESUMO

BARROS, Margaux de. Habitando a luta: Sociologia do compromisso contra as remoções no Rio de Janeiro (Brasil) e na Cidade do Cabo (África do Sul). 2021. 446 f. Tese (Doutorado em Sociologia) – Instituto de Estudos Sociais e Políticos, Universidade do Estado do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, 2021. (Convênio realizado em cotutela entre a Universidade do Estado do Rio de Janeiro e a Université Libre de Bruxelles)

O objetivo desta pesquisa é compreender a lógica diferenciada do engajamento militante de moradores ameaçados de remoções. No Rio de Janeiro e na Cidade do Cabo, cidades em que este estudo se baseia, as classes trabalhadoras são enfraquecidas por políticas urbanas que conduzem a despejos massivos. Reunidos em estruturas coletivas, uma parte dos moradores da Vila Autódromo (Rio de Janeiro) e de Woodstock (Cidade do Cabo) se mobiliza para defender o seu espaço de vida. Mostro aqui que as estruturas militantes em que os moradores se reúnem são caracterizadas por uma forte heterogeneidade: os moradores estão empenhados nelas em diferentes graus. Enquanto alguns se envolvem intensamente na ação coletiva, outros preferem se afastar ou se retirar após um período de engajamento. Através do estudo das carreiras dos inquiridos, são analisados os motivos objetivos (contexto e restrições organizacionais) e subjetivos (experiências, interpretações, representações) subjacentes à sua participação. Através de observações etnográficas, são depois atualizadas à luz das interações entre os residentes. Os laços sociais do bairro e as relações de poder entre os residentes são considerados como elementos susceptíveis de dificultar um engajamento mais intenso no grupo. Ao examinar os instrumentos de ativismo utilizados pelos grupos e as normas de engajamento divulgadas pelos seus líderes, tento compreender como os residentes se conformam com eles, os contornam ou ajustam as atividades da militância às suas esferas de vida, que têm sido perturbadas pela insegurança económica e residencial. Por sua vez, questionar a heterogeneidade dos engajamentos permite entender melhor a forma como os grupos sociais gerem a diversidade dos seus membros e ajustam as suas práticas organizacionais.

Palavras-chave: Movimentos sociais. Engajamento militante. Moradia. Rio de Janeiro. Cidade do Cabo.

LISTE DES FIGURES

Carte 1 -	Déplacements au Cap et types d'habitat	95
Carte 2 -	Déplacements et types d'habitats à Rio de Janeiro	99
Carte 3 -	La gentrification à Woodstock	119
Figure 1 -	Allée et « boîtes d'allumettes »	129
Figure 2 -	Parcelles et décharge à ciel ouvert.....	129
Figure 3 -	Clôtures de fortune.....	130
Figure 4 -	Clôture consolidée, voiture et publicité pour barbier.....	130
Figure 5 -	Logements sociaux du Parque Carioca.....	135
Figure 6 -	Clôture d'entrée.....	135
Figure 7 -	Parking	135
Figure 8 -	Piscine clôturée	135
Figure 9 -	Habitat du Lower Woodstock	156
Figure 10-	Photographie de groupe	156

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AEC	Anti-Eviction Campaign
AEIS	Área de Especial Interesse Social
AMPVA	Associação de Moradores e Pescadores da Vila Autódromo
ANC	African National Congress
BRT	Bus Rapid Transit
CEDAE	Compagnia Estadual de Água e Esgotos
CGH	Cissie Gool House
CID	City Improvement District
CODESCO	Companhia de Desenvolvimento de Comunidade
COHAB	Companhia Estadual de Habitação
COSATU	Congress of South African Trade Unions
CHISAM	Coordenação de Habitação de Interesse Social da Área Metropolitana
DA	Democratic Alliance
EFF	Economic Free Fighters
FAFERG	Federação das Associações de Favelas do Estado de Guanabara
FAFERJ	Federação das Associações de Favelas do Estado de Rio de Janeiro
GEAR	Growth Employment and Redistribution
IBGE	Instituto Brasileiro de Geografia e Estatísticas

MDB	Movimento Democrático Brasileiro
MCMV	Minha Casa Minha Vida
MNLM	Movimento Nacional de Luta pela Moradia
MST	Movimento Sem Terra
MTST	Movimento de Trabalhadores sem Teto
NU	Ndifuna Ukwazi
NUTH	Nucleo Terra e Habitacoes
PAC	Panafrican Congress
PMDB	Partido do Movimento Democrático Brasileiro
PSDB	Partido da Social Democracia Brasileira
PSOL	Partido Socialismo e Liberdade
PN	Parti National
PT	Partido dos Trabalhadores
PRASA	Passenger Rail Agency of South Africa
RDP	Reconstruction and Development Program
RTC	Reclaim The City
TRA's	Temporary Relocation Areas
SERPHA	Service de Récupération desHabitations Antihygiéniques
SMH	Serviço Municipal deHabitação
SRWP	Socialist Revolutionary Workers Party
UERJ	Universidade do Estado do Rio de Janeiro
UFRJ	Universidade Federal do Rio de Janeiro

UPP Unité de Police de Pacification

WOSA Workers Organisation for
Socialist Action

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	22
1.0 État de la littérature et orientations théoriques de la recherche.....	25
1.1 Le quartier populaire comme point d'entrée pour l'étude de l'engagement militant.....	25
1.1.1 <u>Un objet épistémologique.....</u>	26
1.1.2 <u>Les mouvements sociaux de quartier en Afrique du Sud et au Brésil : dépasser l'approche géographique et homogène des mouvements de quartier.....</u>	27
1.1.3 <u>Saisir les dynamiques d'engagement à travers les mouvements de quartier, une approche interdisciplinaire.....</u>	34
1.2 Analyser les collectifs militants par l'interactionnisme symbolique.....	35
1.2.1 <u>L'interactionnisme symbolique.....</u>	35
1.2.2 <u>Façonnage militant et contraintes sociales.....</u>	39
1.2.3 <u>Ajustements individuels et collectifs.....</u>	40
1.3 <u>Les carrières comme mode de compréhension de l'engagement différencié.....</u>	41
1.3.1 <u>Les carrières.....</u>	41
1.3.2 <u>L'articulation entre sphères de vie et rétributions militantes.....</u>	44
2.0 Démarche comparative et choix méthodologiques.....	47
2.1 La démarche comparative.....	47
2.1.1 <u>Approche comparative et sélection des cas.....</u>	48
2.1.2 <u>L'intérêt de la comparaison pour l'étude des mouvements sociaux.....</u>	50
2.2 Outils méthodologiques.....	52
2.2.1 <u>L'entretien.....</u>	52
2.2.3 <u>L'analyse spatiale.....</u>	56
2.3 Remarques réflexives sur les enquêtes empiriques.....	57
2.3.1 <u>Accès au terrain.....</u>	57
2.3.2 <u>L'épreuve de l'autre : genre, classe et race dans la relation d'enquête.....</u>	59

2.3.3	<u>Favoriser la proximité, maintenir la distance. Les enjeux de l'enquête en terrain militant.....</u>	62
3.0	Plan de la Thèse.....	65
1	LA RELÉGATION SOCIALE ET SPATIALE DES CLASSES POPULAIRES AU CAP ET À RIO DE JANEIRO.....	67
1.1	L'autoritarisme politique transposé à la ville (Brésil : 1964-1985 – Afrique du Sud : 1948-1994).....	71
1.1.1	<u>La dictature et l'apartheid, vers une codification du stigmat.....</u>	71
1.1.2	<u>Le cas brésilien : le lieu de résidence comme motif de discrimination.....</u>	75
1.2	Apartheid et dictature : la spatialisation du stigmat.....	79
1.2.1	<u>L'institutionnalisation de l'apartheid.....</u>	80
1.2.2	<u>Les politiques urbaines : moteur de l'exclusion sociale au Brésil.....</u>	82
1.3	<u>Évictions et réactions populaires au Cap et à Rio de Janeiro.....</u>	84
1.3.1	<u>Des déplacements systématiques et peu contestés au Cap.....</u>	84
1.3.2	<u>À Rio de Janeiro, des évictions contestées et réprimées.....</u>	87
2.0	Régimes démocratiques et persistances des inégalités socio-spatiales.....	90
2.1	La consolidation démocratique sous le prisme des politiques urbaines à Rio de Janeiro et au Cap.....	90
2.1.1	<u>Le Cap post-apartheid : la fin de la ville morcelée ?.....</u>	90
2.1.2	<u>Rio de Janeiro : de l'urbanisation au retour des éradications des favelas.....</u>	96
2.1.3	<u>« Le Cap de Janeiro » : des recettes urbaines identiques pour des contextes différents.....</u>	100
2.2	Contester au Cap et à Rio de Janeiro.....	104
2.2.1	<u>Le Cap : le logement au cœur des protestations.....</u>	104
2.2.2	<u>Du contrôle négocié aux révoltes olympiques à Rio de Janeiro.....</u>	107
	Conclusion.....	109

2	L'ESPACE DES HABITANTS MOBILISÉS AU CAP ET À RIO DE JANEIRO.....	111
1.0	Woodstock et Vila Autódromo, des quartiers populaires et convoités.....	113
1.1	Du quartier populaire au quartier dépeuplé.....	113
1.1.1	<u>Woodstock : de la zone mixte à l'espace gentrifié au Cap.....</u>	113
1.1.2	<u>La Vila Autódromo au cœur de la Barra da Tijuca.....</u>	121
1.2	Immersion dans les espaces de relégation.....	128
1.2.1	<u>De Woodstock à Wolverivier.....</u>	128
1.2.2	<u>De la Vila Autódromo au Parque Carioca.....</u>	133
1.2.3	<u>Refus de la relégation et motifs du maintien.....</u>	137
1.3	Gentrifications et expulsions: effets différenciés sur l'action collective.....	142
1.3.1	<u>Déguerpissements et expulsions collectives.....</u>	143
1.3.2	<u>La gentrification.....</u>	145
2.0	<u>L'habitant situé : le quartier et le foyer comme espaces d'attachement et de stabilité.....</u>	149
2.1	L'attachement socio-spatial et les sentiments d'appartenance comme leviers d'engagement collectif.....	151
2.1.1	<u>Une ethnographie du déracinement à Woodstock.....</u>	151
2.1.2	<u>La Vila Autódromo: attachement écologique et vicinal.....</u>	159
2.2	Les expulsions frappent: changements de décor.....	163
2.2.1	<u>Du Woodstock populaire au Woodstock branché : perceptions des habitants expulsés.....</u>	163
2.2.2	<u>La Vila Autódromo: un décor de guerre pour faire fuir les acteurs.....</u>	167
2.3	Le foyer comme vecteur de stabilité individuelle et collective.....	171
2.3.1	<u>Un impensé des sciences sociales.....</u>	172
2.3.2	<u>Le foyer menacé : un bouleversement de la construction sociale.....</u>	173
2.3.3	<u>Le foyer comme coulisses de l'engagement.....</u>	177
	Conclusion.....	178
3	DE L'HABITANT AU MILITANT: FAÇONNAGE ORGANISATIONNEL ET MODALITÉS DE LA PARTICIPATION AU SEIN DES MOUVEMENTS DE QUARTIER.....	180
1.0	Les mouvements sociaux Reclaim The City et Vila Autódromo : inscription	

	historique, spatiale et répertoires d'action.....	182
1.1	<u>Reclaim The City, de la rue à l'occupation de Cissie Gool House.....</u>	182
1.1.1	<u>Genèse de Reclaim The City: la mise à l'agenda du « problème du logement »</u>	182
1.1.2	<u>L'occupation comme principal mode d'action : une innovation au Cap.....</u>	187
1.2	La Vila Autódromo, une mobilisation exemplaire inscrite sur le temps long	194
1.2.1	<u>Urbanisation, consolidation, mobilisation : les trois temps de la Vila Autódromo</u>	194
1.2.2	<u>Un symbole de la lutte contre les évictions à Rio de Janeiro.....</u>	198
2.0	L'attachement émotionnel, l'éducation populaire et le contrôle social comme principaux dispositifs de façonnage du militantisme.....	202
2.1	L'attachement émotionnel.....	204
2.1.1	<u>À Woodstock, rituels militants et religieux.....</u>	205
2.1.2	<u>À la Vila Autódromo, les célébrations locales pour réduire la distance sociale...</u>	208
2.2	L'éducation populaire comme vecteur d'émancipation.....	211
2.2.1	<u>Deux espaces d'éducation populaire : l'Induction course et l'Advice Assembly</u>	212
2.2.2	<u>Le plan populaire de la Vila Autódromo comme expérience d'auto- formation des habitants.....</u>	218
2.3	Normes et contrôle social.....	222
2.3.1	<u>Instituer le mouvement : enrôlement et normes militantes de Reclaim The City</u>	222
2.3.2	<u>Un contrôle social organisationnel affaibli et compensé par les rapports de voisinage à la Vila Autódromo.....</u>	227
3.0	Regards comparatifs sur les modes de participation à l'organisation à travers l'ethnographie des réunions.....	234
3.1	Scénographies des réunions de quartier.....	235
3.1.1	<u>Organisation hiérarchisée de l'espace et ambiance familière à Woodstock.....</u>	235
3.1.2	<u>À la Vila Autódromo, la réunion du mardi comme lieu de convergence de la lutte.....</u>	238
3.2.1	<u>Susciter l'engagement et la parole militante à travers le Chapter meeting, opportunités et contraintes.....</u>	240
3.2.2	<u>À la Vila Autódromo : une prise de parole configurée par l'urgence et une participation déclinante.....</u>	244
	Conclusion.....	247
4	UNE COMPRÉHENSION DE LA PLURALITÉ DES LOGIQUES	

	D'ENGAGEMENT ET DE DÉSENGAGEMENT DANS LES MOUVEMENTS DE QUARTIER.....	249
1.0	L'engagement situé et le mésengagement à Woodstock, une approche par les carrières et les interactions quotidiennes.....	253
1.1	Sphères de vie et socialisation politique contradictoire comme facteurs de l'engagement situé.....	255
1.1.1	<u>Prioriser d'autres sphères de vie.....</u>	255
1.1.2	<u>Une socialisation politique contradictoire.....</u>	259
1.2	La proximité spatiale et le quotidien comme entraves à l'engagement et opportunités pour le limiter.....	267
1.2.1	<u>Les interactions sociales de voisinage comme freins à l'action collective.....</u>	268
1.2.2	<u>Sens pratique de l'engagement situé.....</u>	273
1.3	Le mésengagement.....	278
2.0	Les carrières du déserteur à la Vila Autódromo : motifs individuels et interactionnels du désengagement.....	286
2.1	Les motifs individuels du désengagement, entre désajustement des sphères de vie et baisse des rétributions du militantisme.....	288
2.2	<u>Les conflits internes et la désunion du groupe comme motif de retrait individuel</u>	293
2.2.1	<u>Les conflits organisationnels.....</u>	293
2.2.2	<u>Conflits socio-spatiaux à l'intérieur du quartier.....</u>	297
2.3	Les conditions interactionnelles du désengagement.....	300
2.3.1	<u>Les accommodements du militantisme.....</u>	300
2.3.2	<u>Relâcher le contrôle social en disséminant les indices de départ.....</u>	307
	Conclusion.....	310
	PÉRENNISER SON ENGAGEMENT À WOODSTOCK ET VILA AUTÓDROMO.....	313
1.0	S'engager durablement au sein de Reclaim The City.....	314
1.1	La continuité d'un engagement ancien.....	314
1.2	Le militantisme thérapeutique.....	321
1.3	Le militantisme comme revanche individuelle et collective.....	327
2.0	Pérenniser son engagement et rester à la Vila Autódromo.....	333
2.1	La famille et les valeurs religieuses comme vecteurs de maintien.....	334

2.2	Les rétributions symboliques du maintien.....	339
2.3	Le maintien par dépit.....	346
	Conclusion.....	349
6	LES AJUSTEMENTS ORGANISATIONNELS DES MOUVEMENTS DE QUARTIER.....	351
1.0	De Reclaim The City à Reclaim The Occupation ? Transformation des répertoires d'action au Cap.....	352
1.1	Vers une fragmentation du mouvement social.....	352
1.1.1	<u>Les inégalités d'engagements comme sources de frustration et de fatigue militante.....</u>	353
1.1.2	<u>Scissions et réduction du rôle politique des leaders comme effets des inégalités d'engagement dans le groupe.....</u>	355
1.2	... qui amène à une réorientation de ses stratégies et finalités ?	358
1.2.1	<u>Les facteurs d'un recentrage sur l'occupation.....</u>	358
1.2.2	<u>Bâtir une identité collective dans une diversité d'engagements.....</u>	361
1.2.3	<u>Rituels militants comme modes de construction de l'identité collective.....</u>	369
1.3	Ce qu'implique la politisation des pratiques quotidiennes.....	372
1.3.1	<u>Le militantisme quotidien.....</u>	372
2.0	Vila Autódromo, démobilisation des résidents et restructuration du militantisme.....	376
2.1	La démobilisation des habitants.....	376
2.1.1	La répression comme facteur de relâchement du contrôle social vicinal.....	377
2.1.2	Hausse des indemnisations et départ de figures clé de la lutte.....	380
2.1.3	<u>L'extension du mouvement, une aubaine pour le désengagement des résidents ?</u>	381
2.2	Changement d'échelle, extension et survie du mouvement.....	383
2.2.1	<u>Répression, médiatisation et remobilisation !</u>	384
2.2.2	<u>Un leadership et des répertoires d'action renouvelés.....</u>	387
2.2.3	L'émulation.....	389
2.3	Succès ou échec de la mobilisation sociale ?	391
2.3.1	<u>Dénouement de l'action collective.....</u>	391
2.3.2	<u>Facteurs internes de l'affaiblissement du mouvement de quartier.....</u>	393
	Conclusion.....	396

BIBLIOGRAPHIE.....	406
ANNEXE A: Récapitulatif des entretiens et terrains d'enquête menés	433
ANNEXE B: Cartes du Cap (répartition raciale) et de Rio de Janeiro (déplacements)	434
ANNEXE C: Photographies des habitats à Vila Autódromo et Woodstock.....	434
ANNEXE D: Chronologie indicative des mouvements de quartier	436
ANNEXE E: House rules de l'occupation Cissie Gool House	438
Erro! Indicador não definido.	
ANNEXE F: Propriétés sociales et politiques des enquêtés selon leurs types d'engagements	439

INTRODUCTION

23 mars 2015, 19 heures, Rio de Janeiro. Après plus d'une heure d'attente, une centaine d'habitants de la Vila Autódromo s'engouffrent dans une salle de la Defensoria Pública. Il s'agit d'une réunion d'urgence. Cinq jours plus tôt, un décret public annonçait la destruction future de quarante-huit logements du quartier. Après avoir exposé le litige en cours, les défenseurs publics cèdent la parole à Pamela, représentante de l'association catholique Pastoral da Terra. Celle-ci exhorte les habitants à se remobiliser « Dernièrement rien a été fait pour défendre votre maintien. Nous ne pouvons pas lutter à votre place, c'est une lutte des habitants et pour les habitants, vous devez vous organiser, dès maintenant ! ». Exaltés par ces propos et pressés par l'urgence, les résidents se bousculent pour proposer des moyens d'action contestataires et réactiver leurs soutiens.

26 septembre 2018, 19 heures, Woodstock, Le Cap. Une centaine d'habitants expulsés de leur logement et occupants de l'ancien hôpital de Woodstock assistent à la réunion hebdomadaire du mouvement Reclaim The City. Les leaders guident la réunion. Soraya annonce la prochaine manifestation et souligne la nécessité d'une mobilisation massive. Adoptant un ton offensif, Soraya l'interrompt et reproche aux habitants leur manque d'assiduité : « We need to be all together men, we cannot fight the fight alone, we are doing it for you. You are the people occupying, not us! So atleast give your input and give your participation, come to pickets or whatever we plan. Don't say you're going to come and then you don't come, please people! ». Susanna lui emboîte le pas puis l'attention retombe. Les habitants sollicités à participer évoquent rapidement les problèmes inhérents à leur lieu de vie, s'éloignant des enjeux militants.

Les inégalités de participation sont fréquentes au sein des groupes sociaux. Qui ne s'est jamais agacé du manque d'implication d'une autre personne, ou trouvé confronté à une personne irritée par le faible investissement d'une autre ? Que ce soit au travail, dans les études ou la réalisation des tâches domestiques, le manque d'implication des uns peut entraîner l'exaspération des autres. Normes et contraintes sociales limitent ces comportements, mais celles-ci peuvent aisément être déjouées ou contournées. Aussi triviales puissent-elles paraître, ces variations de l'engagement, lorsqu'elles s'inscrivent dans la durée, peuvent avoir des conséquences sur les entreprises collectives, conduisant par exemple à une réorientation des objectifs fixés ou à leur affaiblissement. C'est pour cette raison que Pamela et Soraya, dans les épisodes décrits ci-dessus, recadrent les participants aux mouvements de lutte contre les expulsions, les exhortant à se mobiliser et à ne pas compter sur la seule action de leurs représentants ou sympathisants. Pour ces leaders, seule la mobilisation massive des résidents est en mesure d'infléchir la position de la municipalité quant aux expulsions qui affectent les quartiers populaires. Le manque de ressources des résidents rend d'autant plus décisive et indispensable leur mobilisation en nombre. Néanmoins, les conditions sociales de précarité et l'instabilité résidentielle peuvent représenter des obstacles à un engagement pérenne.

Ces épisodes, qui relatent brièvement la teneur des discussions abordées lors de deux assemblées d'habitants, reflètent l'inégalité de l'implication des participants dans l'action collective d'une part et les recadrages opérés par les leaders pour y remédier d'autre part. Ils attirent l'attention sur l'enjeu principal de cette thèse : saisir la diversité des engagements au sein de collectifs d'habitants menacés d'expulsions face à des processus de réhabilitation urbaine dans les grandes métropoles des pays dits émergents.

Les deux citations en exergue se réfèrent aux premiers rassemblements auxquels j'ai assisté dans chaque terrain d'enquête : Rio de Janeiro (Brésil) et Le Cap (Afrique du Sud). Au-delà de la configuration et de l'ordre du jour semblables – des habitants expulsés ou sur le point de l'être et qui se retrouvent pour mettre en place des stratégies d'action – les injonctions à la mobilisation proférées par Soraya et Pamela sont analogues. Dans les deux situations, ces dernières reprochent aux résidents leur manque d'investissement dans la lutte sociale. L'urgence de la situation de logement des résidents induit toutefois une réponse différenciée de la part des membres de l'assistance. Ce paramètre conduit rapidement à un regain de participation à la Vila Autódromo. En revanche, à Woodstock, les encouragements à prendre part à la lutte ne réaniment guère l'assemblée. Les habitants, déjà expulsés de leur logement, centrent leurs réflexions sur la régulation du nouveau lieu de vie qu'ils occupent, traduisant à cet instant la prééminence de leurs préoccupations immédiates sur les préoccupations militantes.

Cette thèse, en écho à ces deux épisodes, se consacre aux logiques différenciées de l'engagement militant d'habitants menacés d'expulsion. Il s'agit de comprendre au plus proche des enquêtés pourquoi certains habitants s'engagent de manière plus ou moins intense et plus ou moins durable dans l'action collective tandis que d'autres y renoncent ou s'en tiennent à l'écart. Réunis au sein de structures collectives mobilisées pour défendre leur maintien dans le quartier, les résidents n'adoptent pas les mêmes attitudes. Ces comportements distincts ne mettent pas seulement en évidence l'hétérogénéité de la composition des mouvements sociaux, ils permettent aussi de mieux appréhender la façon dont les groupes s'y accommodent ou réajustent leurs trajectoires collectives. Ces derniers sont confrontés à des défis internes et organisationnels, mais aussi externes. À Rio de Janeiro comme au Cap, villes dans lesquelles s'ancre cette étude, les classes populaires sont fragilisées par des politiques urbaines conduisant à des expulsions massives. Ainsi, les groupes sont, selon des modalités distinctes, travaillés par les rapports de pouvoir qui les opposent aux pouvoirs publics et privés, désignés responsables des mutations urbaines. Le rassemblement d'individus sur le point d'être évincés et qui se mobilisent pour défier les pouvoirs publics et contester la production urbaine est un phénomène

plus rare que la vaste littérature sur le sujet tend à la suggérer. De plus, les groupes formés sont – contrairement à l’image figée et homogène véhiculée par les médias de communication ou certains chercheurs – fortement hétéroclites, de par la diversité des habitants qui les composent et l’attitude différenciée que ces derniers adoptent à l’égard du mouvement.

L’analogie des premières réunions auxquelles j’ai assisté et la prise de conscience de fortes inégalités d’engagement ont façonné le point de départ de cette recherche. Celle-ci vise à répondre aux deux questions suivantes : pourquoi les habitants mobilisés au sein de mouvements de quartier s’engagent selon des modalités différenciées ? Comment ces inégalités d’engagement sont-elles rendues possibles et comment sont-elles gérées par les collectifs militants ? Ce travail ambitionne d’articuler la dimension explicative des divers engagements et celle de leur mise en scène dans l’espace public. Il s’agit d’aborder une facette sous-étudiée ou souvent passée sous silence dans l’étude des mouvements urbains. Comme cela sera ensuite développé, la littérature sur les mouvements urbains brésiliens et sud-africains est dominée par les approches de géographie sociale. Ces mouvements y sont fréquemment appréhendés comme des vecteurs de transformations sociales. Concernant les études sur les dynamiques d’engagement, celles-ci sont pour la plupart menées à travers un examen diachronique des trajectoires de vie des participants, en écartant l’analyse synchronique. En revanche, lorsque les dynamiques d’engagement sont restituées in-situ, ce sont alors ses inégalités qui échappent à grand nombre d’analyses.

Si la diversité des engagements individuels est observable dans une grande partie des collectifs, quelle que soit leur forme ou ambition, la réflexion développée dans cette thèse met en exergue la principale caractéristique qui unit les individus des collectifs étudiés et la façon dont elle régit leurs attitudes : celle d’habitants menacés d’expulsion. L’habitat, plus qu’un objet de revendication, constitue un vecteur de construction sociale et une ressource majeure. De plus, la proximité et les relations de voisinage configurent aussi bien les formes de la mobilisation que les types d’engagements qui s’y inscrivent. Enfin, l’instabilité résidentielle et la précarité sociale que partagent un grand nombre d’enquêtés influent sur les possibilités et modes d’engagements militants. Cette particularité qui unit les deux mouvements examinés, ceux de Reclaim The City au Cap et de Vila Autódromo à Rio de Janeiro, a en effet des conséquences significatives sur les trajectoires biographiques des habitants mobilisés.

Pour dévoiler les logiques de l’engagement différencié, j’ai opté pour une démarche empirique inductive. C’est en m’imprégnant de la vie sociale des quartiers, au gré des rencontres avec ses habitants et de ma fréquentation des rassemblements, que j’ai construit l’objet de cette recherche. Cette exploration, ainsi que les multiples facteurs à la source de l’engagement,

étroitement imbriqués et variables selon les situations locales, m'ont rapidement fait renoncer à une approche hypothético-déductive, raisonnant en termes de variables dépendantes et indépendantes. La conception causale et mécaniste des comportements sociaux produit l'illusion de leur rationalité et minimise les effets de contexte et processus. Agrikoliansky et Fillieule (2005, p. 22) soulignent qu'il « faut lui préférer une description la plus fine possible des phénomènes ». Rejoignant leurs propos, j'ai veillé à dépeindre les parcours des enquêtés que j'ai ensuite actualisés à la lumière de leur engagement en situation. Produire une sociologie de l'engagement implique en effet d'observer les modalités microsociologiques qui régissent les comportements individuels. Toutefois, il m'a semblé impératif d'élargir la focale et de restituer les normes de l'ordre social inhérentes à chaque société ainsi que l'intrication de logiques sociales, spatiales, économiques et urbaines qui modulent l'engagement individuel et configurent les mouvements sociaux de quartiers.

Dans la partie suivante, j'expose les travaux réalisés sur l'objet de recherche avant de présenter les réflexions théoriques qui ont guidé mon raisonnement. Ces orientations théoriques, ancrées dans la tradition de recherche interactionniste, plaident pour l'entrelacement de l'étude biographique, l'histoire et la géographie comme prérequis à la compréhension des logiques d'engagement inhérentes à chaque mouvement.

1. État de la littérature et orientations théoriques de la recherche

1.1 Le quartier populaire comme point d'entrée pour l'étude de l'engagement militant

Cette thèse se situe au croisement de la sociologie urbaine et de la sociologie des mouvements sociaux. L'étude des phénomènes sociaux localisés a tout à gagner lorsqu'elle prend en considération l'espace du quartier et les rapports sociaux qui s'y inscrivent. Les rapports de voisinage, journaliers et situés, constituent les sédiments des phénomènes sociaux qui y prennent forme. Les phénomènes d'action collective qui s'y superposent peuvent apparaître comme exceptionnels, inattendus et spectaculaires. Toutefois, loin d'être spontanés, ils s'inscrivent dans la vie quotidienne et les routines ordinaires des quartiers populaires.

L'entrée par les quartiers – pour laquelle j'opte ici – se réalise principalement à travers les individus qui les composent. Leurs expériences et pratiques sont captées par la mise en récit de leurs trajectoires individuelles et l'ethnographie. Cette thèse combine donc trois échelles

d'analyse imbriquées : le quartier (en tant qu'espace à la fois social, matériel et symbolique), le collectif militant, et les habitants. Je propose de revenir sur chacune de ces échelles d'analyse, d'observer l'intérêt heuristique de leur intrication et les travaux déjà produits qui en rendent compte.

1.1.1 Un objet épistémologique

L'étude du quartier dans l'analyse de l'action collective et des engagements peut paraître anecdotique, résiduelle et secondaire. Le quartier ne serait que le décor dans lequel se meuvent les acteurs. Pourtant, peut-on faire l'économie d'une réflexion sur les effets sociaux de cette échelle spécifique quand cette dernière constitue le cadre de la mobilisation, s'inscrivant à la fois comme une ressource, une contrainte et un enjeu des mobilisations examinées ?

Le quartier est un objet classique de la littérature en sciences sociales. C'est à partir de cette échelle urbaine, conçue comme un véritable point d'entrée, que les sociologues de l'école de Chicago, dès les années 1930, appréhendent les problèmes sociaux de leur époque tels que la violence ou la consommation de drogue. Depuis les années 1930, les quartiers de « déshérence » nord-américains font l'objet d'une vaste littérature (PARK et al., 2010 ; WHYTE, 2002) et constituent de véritables « laboratoires sociaux ».

Au Brésil et en Afrique du Sud, ce sont les quartiers dits « marginalisés » (VALLADARES, 2006) et stigmatisés, la favela et le township, qui suscitent l'intérêt des sociologues. Ces quartiers nourrissent de nombreux fantasmes quant aux niveaux de précarité, d'insalubrité et de violence qui y règnent. Au Brésil, dès les années 1930, dans les discours politiques et les productions médiatiques, les favelas sont désignées comme des lieux de concentration des problèmes sociaux, propices à la reproduction de comportements déviants et incompatibles avec ceux de la vie « formelle ». En Afrique du Sud, dès le début du XX^{ème} siècle, dans le cadre de politiques urbaines hygiénistes et sanitaires, les migrants noirs sont déplacés vers les premières *locations* et mis à distance des populations blanches. Les chercheurs (LEMON, 1991 ; HOUSSAY-HOLZSCHUCH, 1997) mettent en évidence la force des discours politiques et médiatiques qui conduisent à une réification de la ville manifestée par la dichotomie classique et répandue qui oppose la favela (dans le cas brésilien) ou le township (dans le cas sud-africain) au reste de l'espace urbain. Tout au long du XX^{ème} siècle, médias et hommes politiques conservateurs suggèrent le militantisme des habitants de ces quartiers comme un danger potentiel et diffusent le poncif de « hordes de pauvres descendant de leurs

collines, provoquant une émeute et menaçant les vies d'honorables citoyens » (PERLMAN, 2002, p. 174).

Cette polarisation des espaces, basée sur des critères économiques, normatifs et juridiques dans le cas de l'Afrique du Sud à partir de 1948, attribue le monopole du sens moral et de la vertu à l'espace « formel » et réserve l'anomie et le désordre social à l'espace « informel ». Cette vision dichotomique de la morphologie urbaine de Rio de Janeiro ou du Cap se perpétue après la dictature et l'apartheid. La structure sociale de ces quartiers, une fois mise en lumière par les sociologues, se révèle bien plus complexe. La composition sociale de ces deux espaces n'est pas nécessairement déterminée par leur « pauvreté » ou par leur violence. Comme je tâcherai de le démontrer, la Vila Autódromo, considérée comme « favela », est composée d'une classe moyenne basse et élevée tandis que le quartier de Woodstock, qui n'est pas un township, dissimule derrière ses jolies maisons victoriennes des situations de précarité sociale égales ou supérieures à celles visibles dans les townships. Comme l'observent plusieurs chercheurs (MACHADO, 1967 ; HOUSSAY-HOLZSCHUCH, 1997), ces lieux sont stratifiés socialement et intégrés spatialement au reste de la structure urbaine selon des dynamiques variables, prouvant ainsi leur forte hétérogénéité. Ajoutons que la labélisation des quartiers constitue en soi l'enjeu d'une lutte à laquelle concourent acteurs politiques, administratifs et académiques. Tout au long de ce propos, j'opte plutôt pour une désignation de ces espaces en tant que quartiers populaires, puisque j'ai affaire à des populations dont la distribution socio-économique est assez diverse, les habitants étant tout à tour employés, ouvriers (du bâtiment à Rio et dans la filière textile au Cap), femmes de ménage, secrétaires, chômeurs, travailleurs informels. Si ces classes populaires diffèrent d'un pays à l'autre, la condition sociale et économique à l'origine de la subordination et les expériences souvent analogues de ceux qui les composent les rassemblent.

L'entrée par l'échelle d'analyse des quartiers populaires, présente un intérêt certain pour le chercheur : celui d'examiner un phénomène politique circonscrit à un espace déterminé et composé d'individus vivant sur place, ces deux paramètres facilitant le recours à l'ethnographie et à l'entretien, comme je l'observerai dans la partie méthodologique.

1.1.2 Les mouvements sociaux de quartier en Afrique du Sud et au Brésil : dépasser l'approche géographique et homogène des mouvements de quartier

Pour comprendre l'action collective localisée, il s'agit d'abord de clarifier ce que « mouvements sociaux de quartier » désigne. En s'inspirant de la définition de Neveu sur

le mouvement social, une interprétation étendue peut être émise : des personnes réunies dans l'espace du quartier autour « d'un intérêt commun » et ayant « une revendication à faire valoir » (2008, p. 6) pour lesquels elles se mobilisent. Cette large définition permet de se départir de critères normatifs sur ce que sont ou devraient être ces « mouvements ». Ces derniers ont par ailleurs amplement été étudiés sous le prisme de leur potentialité à renverser l'ordre social.

Les mouvements sociaux urbains sud-africains et brésiliens sont l'objet d'une vaste littérature sociologique et géographique. Dans les années 1980, au Brésil, les sociologues puisent dans les travaux de Castells (1983) l'inspiration et la méthode influencées par le marxisme. Les mouvements sociaux qui surgissent dans les quartiers populaires à travers des groupements voisins ou des associations locales sont à la fois l'expression des contradictions du capitalisme avancé et les vecteurs de construction et d'union des classes populaires « pour le développement de la démocratie et du socialisme » (CASTELLS, 1983, p. 27). Les mouvements fondés depuis le quartier, imprégnés par l'idéal socialiste, se substituaient à des partis communistes en déclin et aux mouvements ouvriers, considérés comme cooptés ou en connivence avec le pouvoir (MACHADO, 2016). Contrairement à ces groupements dont les chercheurs se méfient, les mouvements de quartier sont perçus comme une voie vers la démocratisation du pays qui s'opérerait grâce à des changements sociaux substantiels, ne se limitant pas à un simple accès au jeu électoral. Les expériences quotidiennes des habitants des quartiers populaires formeraient alors la matrice à partir de laquelle ils peuvent résoudre des problèmes concrets et repenser les rapports sociaux. Les problèmes d'accès aux biens collectifs seraient envisagés comme une base de revendications sociales et économiques qui façonnent la contestation du capital à laquelle pourraient se joindre d'autres franges de la société. La dimension matérielle des mouvements – partiellement évacuée dans la sociologie française avec l'émergence de l'approche sur les Nouveaux Mouvements Sociaux (MELUCCI, 1978 ; TOURAINE, 1984), centrée sur les dimensions post-matérialistes (INGLEHART, 1977) – identitaires et culturelles – demeure prépondérante dans les travaux de sciences sociales brésiliens des années 1990 et 2000. Si les groupes revendiquent une amélioration de leurs conditions matérielles d'existence, ils œuvrent aussi pour leur reconnaissance, et toute césure trop marquée entre le matériel et post-matériel, le nouveau et l'ancien, s'avère en réalité peu féconde pour penser l'action et la continuité des mouvements de quartier. L'influence des travaux de Touraine outre-Atlantique et la reconfiguration des relations de pouvoir entre représentants de quartier et pouvoirs publics induites par la démocratisation amènent néanmoins les chercheurs à atténuer la potentielle portée politique des mouvements sociaux de

quartier.

En Afrique du Sud, ce ne sont pas tant les mouvements de quartier qui suscitent l'intérêt des sociologues, mais plutôt les mouvements sociaux mobilisés contre le régime de l'apartheid et les mouvements ouvriers. Toutefois, la composition et les moyens d'action de ces groupements ne sont analysés qu'à l'aune de leur capacité à renverser le régime de l'apartheid, laissant de côté d'autres types de revendications. Au cours des années 1980, les sociologues des universités anglophones blanches ou noires, s'opposent à la sociologie fonctionnaliste dominante et conservatrice de leurs collègues blancs et afrikaners. Pour analyser la situation politique de leur pays, marquée par une situation de guerre civile larvée, nombreux sont ceux qui adoptent les outils sociologiques du marxisme. Ils prônent la fin de la domination exercée par la minorité blanche concomitante à la fin du capitalisme et leur substitution par une majorité noire et l'avènement d'un régime socialiste (JUBBER, 2007). Les mouvements de quartier, invisibles et inaccessibles à une grande partie des universitaires, ne sont guère au centre de l'attention des sociologues.

L'avènement de gouvernements démocratiques et l'acquisition de nouveaux droits politiques garantis par les constitutions brésilienne (1987) et sud-africaine (1994) font prévoir à beaucoup d'observateurs un tarissement des mobilisations. Au Brésil et en Afrique du Sud, les mouvements de quartier entrent dans une phase de négociation avec les pouvoirs publics et abandonnent temporairement les outils protestataires. L'arrivée au pouvoir de groupes politiques favorables menés par deux figures nationales de la contestation populaire (Mandela en Afrique du Sud en 1994, et Lula au Brésil en 2004), conduit en effet à une certaine accalmie en raison de l'intégration de certains mouvements sociaux urbains. Les sociologues se désintéressent temporairement de l'action collective dans les favelas et les townships, laissant une large place aux anthropologues qui intensifient leurs recherches sur les modes de vie dans ces espaces populaires.

Après une période de reflux, les contestations reprennent, à partir de 2000 en Afrique du Sud avec l'apparition de multiples mouvements sociaux composés d'individus issus des classes populaires et mécontents de la mauvaise qualité des services et infrastructures. Au Brésil, les mouvements urbains renaissent progressivement – en dénonçant les ambitieux projets urbains déployés par les pouvoirs municipaux notamment – et se cristallisent lors des mobilisations de juin 2013. Ce regain d'activité protestataire donne de l'élan à la production académique des sociologues et politistes. Les chercheurs analysent le caractère inédit des mouvements sociaux postapartheid et mettent en avant la créativité des répertoires d'action déployés par les groupes pour défendre un meilleur accès au logement.

Dans les deux pays, sociologues et géographes contemporains révèlent le dynamisme des habitants des quartiers populaires. En effet, leur résistance est valorisée dans une grande partie des travaux. Empreints d'admiration, ceux-ci reflètent l'estime et parfois l'enthousiasme de leurs auteurs à l'égard d'habitants actifs et déterminés. En témoigne la large production académique sur le cas de la Vila Autódromo (SÁNCHEZ, OLIVEIRA, MONTEIRO, 2016; IVESTER, 2017; ALVES, 2017; ZANOTELLI, 2017; TANAKA, 2018). Les habitants et la résistance dont ils font preuve sont idéalisés, les conflits étant la plupart du temps minimisés ou uniquement attribués à la pression exercée par la municipalité. En Afrique du Sud, les récits donnent l'impression d'un front commun de mouvements sociaux déçus par les renoncements de l'African National Congress (ANC) et unis derrière la même bannière pour défendre collectivement les intérêts des plus défavorisés. Le regard parfois fantasmé des intellectuels découle notamment de leur circulation entre sphères militantes et sphères académiques¹. Elle est aussi le fruit d'une lecture empathique et valorisante des classes populaires. En 1950, Hoggart observe cette tendance des chercheurs à « surestimer la place de l'activité politique dans la vie des classes populaires en laissant échapper son fonds quotidien » (1981, p. 40) et, au même titre que d'autres auteurs critiques du misérabilisme (GRIGNON, PASSERON, 2015), dénonce le mélange de commisération, pitié et condescendance qui transparait dans ces récits.

Pour Pithouse, les récits mélioratifs et enthousiastes sur les habitants des quartiers populaires échouent à rendre compte de ce que les habitants des quartiers populaires ne sont « ni les garants d'une promesse de changement absolu ni une rupture avec l'ordre des choses ». Il poursuit en ajoutant que « ces habitants ne sont ni plus ni moins que des habitants qui vivent dans des quartiers précaires » (2008, p. 64). Lorsque les chercheurs font des habitants les garants d'une révolte contre l'ordre urbain guidé par la rentabilité, ils passent sous silence les rapports de pouvoir et la conflictualité sociale qui traversent les mouvements urbains. Réduire la portée politique et militante des collectifs de quartier ne conduit pas pour autant à porter un regard pessimiste et sceptique, comme le font certains géographes. En effet, plusieurs d'entre eux remettent en question la capacité des subalternes à défendre des intérêts plus larges que ceux de leur localité (SANTOS, 1987) et à faire face aux problèmes majeurs et grandissants de l'urbanisation (DAVIS, 2006). Ces observations sont à nuancer compte tenu de la continuité et du maintien de plusieurs collectifs après que leurs demandes ont été satisfaites et de l'extension

¹ Tournadre (2014) a bien montré dans sa recherche sur la contestation en Afrique du Sud la porosité entre univers militant et universitaire. Je l'ai également observé pendant mon terrain d'enquête brésilien. En effet, lors des mobilisations, les universitaires sont surreprésentés parmi les soutiens extérieurs au quartier.

d'une partie des mobilisations de quartier à d'autres cercles militants et acteurs (MACHADO, 2016, p. 110).

Restituer l'action collective des habitants de ces quartiers implique d'observer la toile de fond sur laquelle elle se déploie. Comme je l'examinerai dans le prochain paragraphe, cette toile de fond n'est pas un décor fixe et inanimé, elle influence les expériences et pratiques déployées par les agents sociaux. Pour rendre compte des mobilisations localisées, il s'agit aussi de mettre en évidence leur hétérogénéité. Les mouvements et les organisations diffèrent d'un quartier à l'autre, de par leur ancrage, histoire, stratégies et composition sociale. En effet, en m'arrêtant sur ce dernier point, j'observe que les mouvements de quartier ne sont pas composés d'individus impliqués avec la même intensité dans l'action collective. La diversité des positionnements, relative notamment à l'enjeu et aux moyens d'action de la mobilisation, peut être le fruit d'alliances ou de concurrences et détermine les orientations de la mobilisation. Or, la littérature, majoritairement issue des études urbaines ou de sociologie, véhicule trop souvent l'idée selon laquelle les mouvements agissent comme une unité organique. C'est en se penchant sur les motifs d'engagement des individus participant à ces groupes que l'on comprend mieux la diversité des positionnements due aux significations différenciées que la mobilisation collective recouvre pour chacun d'entre eux. Les articles qui magnifient le militantisme des habitants contre l'action municipale, en accentuant l'opposition entre représentants de l'État et mouvements sociaux, omettent les négociations et échanges entre ces deux entités. Ce positionnement peut induire des biais dans l'analyse sociologique. Expliquer le déclin du mouvement de la Vila Autódromo uniquement à travers la (ré)pression de la municipalité et les conflits qu'elle favorise, traduit l'idée selon laquelle les habitants sont impuissants et croulent sous le poids d'une puissance politique accablante. Au contraire, expliquer le succès de la mobilisation à travers le succès de vingt habitants déterminés à rester sur place, c'est oublier que ces personnes ont échoué à maintenir la cohésion du groupe et à retenir le reste des habitants au sein du collectif et du quartier.

Examiner un mouvement social implique donc d'une part de prendre en compte les rapports de pouvoir qui le traversent ainsi que la façon dont ils sont intégrés par ses membres, et de tempérer les attentes militantes que le chercheur projette éventuellement sur ce genre de collectif d'autre part. L'observation du quotidien et la prise en compte de la diversité des positions permettent de se départir d'une vision idéalisée et enthousiaste des classes populaires. Tous les habitants ne sont pas prêts à défendre leur quartier pour des idées ou au nom du droit à la ville, comme le généralisent parfois trop rapidement certains auteurs. Ils restent des « habitants qui vivent dans des quartiers populaires » pour répéter les propos de Pithouse, et

aspirent à y vivre le mieux possible.

1.1.3 Saisir les dynamiques d'engagement à travers les mouvements de quartier, une approche interdisciplinaire

Le meilleur moyen de comprendre l'individu est de « le replacer dans son environnement social et l'observer dans ses activités quotidiennes » (WHYTE, 2002, p. 36). La localisation, les propriétés et l'histoire du quartier configurent les usages et les pratiques des habitants et influent sur les sociabilités qui s'y développent. Les enquêtes de Wilmott (2011) ou Hoggart (1981) réalisées au cours des années 1950 respectivement auprès des habitants des banlieues ouvrières anglaises, dévoilent minutieusement la façon dont les environnements géographiques et sociaux influencent les façons d'habiter, de vivre, d'être et d'agir des individus. L'espace des individus induit, comme Pinçon et Pinçon-Charlot l'ont montré à propos de la haute bourgeoisie française, « des comportements et des apprentissages spécifiques » (2007, p. 26). Les habitants des quartiers populaires étudiés dans cette thèse assimilent des attitudes et pratiques façonnées par leurs conditions de logement. La promiscuité, le manque d'intimité et l'encombrement par exemple, imposés par le manque d'espace de leurs logements exigus, entraînent des pratiques qui s'impriment dans les corps. Ces expériences de l'habitat sont au fondement de l'acquisition de compétences sociales plus larges. Sous le regard des autres – contrairement aux individus issus de classes moyennes et supérieures – ils éprouvent des difficultés à maîtriser leurs gestes et à se mettre en scène. Desmond (2019) l'a également illustré dans son ouvrage sur les évictions : l'insalubrité et le désordre d'un logement peuvent affaiblir l'estime de soi de ses occupants.

Dans les deux quartiers examinés dans cette thèse, et comme l'ont mis en évidence les travaux sur la gentrification (GARSIDE, 1993; CHABROL et al., 2016; CLERVAL, 2016; AH GOO, 2018), les mutations physiques et sociales modifient les perceptions et les usages des habitants. Si le quartier a des effets propres sur les manières d'habiter et sur les sociabilités, ils ne peuvent être mis au jour qu'à travers une analyse des propriétés sociales des individus qui les peuplent (AUTHIER, BACQUÉ, GUÉRIN-PACE, 2007).

Ajoutons que la compréhension du quartier et des hommes qui l'habitent est impossible à mener sans élargir la focale aux dimensions structurelles qui le façonnent. Bourdieu rappelle dans la *Misère du monde* que « l'essentiel de ce qui se vit et se voit sur le terrain, c'est-à-dire les évidences les plus frappantes et les expériences les plus dramatiques, trouve son principe

tout à fait ailleurs » (2007, p. 159). Les terrains d'enquête ici étudiés illustrent cet argument de façon particulièrement saillante. Il est impossible d'extraire les perceptions et pratiques des habitants de l'histoire politique dans laquelle ils s'insèrent. Pour cette raison, je reviendrai sur les mutations urbaines de la seconde moitié du XX^{ème} siècle dans le premier chapitre. Dans les deux cas, la construction politique de l'espace par l'État (ou par l'initiative privée à laquelle il l'abandonne), marquée par une forte inertie de la ségrégation sociale et spatiale, régit les expériences individuelles.

Un des enjeux de la thèse est donc de saisir les engagements individuels en tenant compte des perceptions que les enquêtés se font de leur espace de vie. Le tournant spatial, opéré ces dix dernières années, et qui entrelace analyse géographique et sociologique (AUYERO, 2005; HMED, 2015; COMBES, GARIBAY, GOIRAND, 2016; BEAUGUITTE, SEVERO, 2019), rend compte de la façon dont l'espace configure la mobilisation et inversement. Plus qu'un simple support de l'action collective, l'espace peut être un enjeu d'appropriation (RIPOLL, 2005), une ressource ou une entrave à la mobilisation. Si de nombreux travaux mettent désormais en évidence le rôle de l'espace comme portion géographique source de contraintes ou d'opportunités, mais aussi en tant que lieu pratiqué par les acteurs sociaux, peu de travaux font référence à la façon dont l'espace vécu influence le degré d'implication des acteurs sociaux dans les collectifs de quartier. Dans une analyse fine de l'ancrage vicinal des ouvriers d'une commune française, Mischi (2016) met en évidence la façon dont les choix et mobilités résidentiels influent sur les rapports sociaux de militantisme et l'engagement des travailleurs. Je tâcherai également d'observer la place de ces enjeux spatiaux dans les dynamiques d'engagement.

Restituer les conditions à la fois sociales et spatiales de l'engagement et aborder le militantisme à partir des relations de proximité physique contribue à renouveler le regard porté sur les engagements différenciés. Plusieurs auteurs ont en effet examiné les différences d'engagement et d'implication au sein des mouvements sociaux ou partis politiques, les qualifiant « d'intermittents » (COMBES, 2006) ou encore d'« engagement à plein temps » (TOURNADRE, 2020) ou « d'engagement vorace », mais peu l'ont fait au sein des mouvements de quartier. Les sociologues se sont donc davantage intéressés à la temporalité de l'engagement qu'à sa spatialité. L'analyse francophone la plus répandue et portant sur l'engagement différencié est sans doute celle de Ion dans son ouvrage *La fin des militants* (ION, 1997). Son étude s'inscrit dans un cadre français, mais ses conclusions sur l'évolution des modes de militantisme qui opposent « l'engagement total » à « l'engagement distancé » peuvent être transposées à l'Afrique du Sud ou le Brésil, pays où le militantisme ouvrier décline

également. L'idéal-type du militant distancé, caractérisé par son engagement labile et résiliable à tout moment, est néanmoins inopérant dans le cas des mouvements de quartier. D'abord parce que les habitants sont en proximité constante avec le groupe et l'enjeu de la lutte, ils sont loin d'être libérés des normes organisationnelles et communautaires. Constamment soumis aux regards et jugements de leurs voisins, ils ne peuvent s'affranchir du groupe et mettre un terme à leur participation sans en subir les conséquences. Ensuite, l'approche de Ion passe sous silence les motifs objectifs (la dissolution d'un groupe par exemple) et subjectifs qui incitent les individus à quitter l'organisation ou à y participer ponctuellement. Enfin, pour Collovald (2015, p. 184), en expliquant les transformations du militantisme par des changements sociétaux (et non plus économiques et sociaux), l'analyse de Ion dissimule « une condamnation des formes d'intervention populaires » puisqu'elle ignore les trajectoires des individus et les rapports de domination qui s'exercent sur ceux issus des classes populaires. En tenant compte de ces trajectoires, et en les replaçant dans leur environnement spatial de production, le quartier, il est possible de mettre au jour la variabilité des engagements, qui aboutit parfois à un processus de désengagement.

Certains chercheurs ont mis en évidence le désengagement d'individus au sein des collectifs militants. Ils restituent les motifs de la mise à distance de l'univers militant à travers une reconstruction a posteriori des étapes ayant mené à cette prise de décision (PASSY, 1998; FILLIEULE, 2005; COROUGE, PIALOUX, MISCHI, 2013). Cette compréhension du désengagement met en évidence certains éléments tels que le tarissement des rétributions, le déclin collectif de l'organisation (GOTTRAUX, 1997; PUDAL, 2009) ou encore la répression (COMBES et al., 2011; FILLIEULE, 2012). Toutefois, ces auteurs n'abordent que partiellement la façon dont les individus désengagent concrètement, c'est-à-dire les moyens qu'ils déploient pour pouvoir partir sans subir les sanctions potentielles exercées par le reste du groupe et rendent rarement compte de la façon dont les institutions sont affectées par les défections (à l'exception notable des travaux de Gottraux (1997) et Pudal (2009), s'adaptant ou non à une baisse potentielle de leurs effectifs. Enfin, dans *Bonheur privé, action publique* (2002), Hirschman examine les allers-retours constants entre sphères privée et publique. Selon lui, la déception constitue le principal motif poussant les individus à se mettre en retrait de la vie publique pour se consacrer à la vie privée. Cette analyse, notamment parce qu'elle met en exergue le militantisme comme une fin en soi, rompt avec les études fonctionnalistes, et éclaire la variabilité des perceptions individuelles dans les dynamiques d'engagement. Toutefois, son approche ne restitue guère les conditions sociales qui façonnent ces perceptions et représentations, alors même qu'elles influencent aussi bien la façon dont les gens se mettent en

scène au sein du collectif que les modalités de leur engagement.

1.2 Analyser les collectifs militants par l'interactionnisme symbolique

1.2.1 L'interactionnisme symbolique

Pour appréhender les inégalités d'engagement dans les collectifs militants, de nombreux sociologues francophones font usage du concept interactionniste de carrière (GOTTRAUX, 1997; AGRIKOLIANSKY, 2001; FILLIEULE, 2001; LECLERCQ, 2011; CORMIER, 2016). Les trajectoires biographiques et transformations progressives de l'identité sont alors restituées de façon diachronique. Ici, je propose d'entrelacer la carrière aux conditions interactionnelles de l'engagement². Par conditions interactionnelles d'engagement, j'entends la propension des individus à s'engager selon les paramètres de l'interaction dans une situation donnée. Autrement dit, les interactions entre habitants à un moment donné – celles-ci étant façonnées par des conventions sociales et des normes fixées par l'organisation – conditionnent l'investissement de chacun dans l'action collective. Sans dévaloriser les approches diachroniques et rétrospectives, nécessaires pour comprendre des engagements passés, je pense qu'une approche qui articule les carrières aux conditions d'interaction rend mieux compte de l'engagement concret des individus et de l'environnement social dans lequel il se déploie ou non. Par conséquent, l'approche pour laquelle j'opte est multidimensionnelle, à la fois diachronique – à travers la restitution des carrières –, synchronique – par l'analyse des conditions d'interaction du militantisme – et spatialisée.

Pour commencer, il est ici nécessaire de jeter les bases de l'approche interactionniste qui guidemon raisonnement, sans prétendre à l'exhaustivité. Ce courant de pensée sociologique, développé par les sociologues de l'école de Chicago (BECKER, 1991; BLUMER, 2009; STRAUSS, 1959; GOFFMAN, 1982), accorde une attention particulière aux méthodes inductives et au dévoilement de la vie quotidienne. Il surgit dans un contexte académique – les années 1960 – marqué par la prégnance des sociologies fonctionnaliste et structuraliste et déplace le regard porté sur l'acteur. Ni purement rationnel, ni entièrement conditionné par la

² L'engagement est compris comme l'investissement individuel en faveur d'un objectif déterminé et au détriment d'autres activités et intérêts (SNOW, SOULE, KRIESI, 2004). C'est une ligne de conduite individuelle cohérente (BECKER, 2006) qui oblige les individus à agir de façon appropriée pour coller au rôle défini par les producteurs denormes du mouvement. La distinction de deux conceptions de l'engagement doit toutefois être signalée au préalable, ce terme revêtant un double sens selon la temporalité choisie. En effet l'engagement désigne à la fois l'entrée dans le militantisme et le processus à travers lequel l'individu est effectivement engagé.

force des structures sociales, l'individu (inter)agit dans un environnement social auquel il donne sens. L'action individuelle est envisagée dans un cadre d'interaction³, c'est-à-dire en constante prévision du comportement des autres. Marcher dans la rue, échanger avec un inconnu, une serveuse ou un ami, faire la file dans une boutique : l'ensemble de ces comportements sociaux est régi par une anticipation du comportement d'autrui. Les individus endossent des rôles sociaux selon les situations dans lesquelles ils se trouvent. Examinons brièvement l'exemple connu du garçon decafé de Sartre à travers une perspective interactionniste. Le garçon de café joue au garçon de café, car il endosse les représentations qu'il se fait du garçon de café. S'il agit d'un geste trop « précis » et « vif » c'est par souci de contrôler au mieux la conduite de ses interlocuteurs, ses clients et son patron, et « en particulier la façon dont ils le traitent en retour » (GOFFMAN, 1982, p. 15). La congruence au rôle découle aussi d'une norme implicite morale : les individus, ici les clients, sont en droit d'exiger de l'autre qu'il agisse de façon appropriée à son rôle social. L'interaction est donc constamment guidée par l'autoréflexion de l'individu portant sur l'impression qu'il donne aux autres, ces derniers interprétant à leur tour les données qu'ils perçoivent de leur interlocuteur. Les individus se protègent donc de la vulnérabilité que pourrait causer tout dérèglement de la situation d'interaction tel que l'embarras éprouvé par le garçon de café s'il renverse une tasse de café sur un client et l'humiliation infligée par son patron qui pourrait suivre et, lorsqu'un tel dérèglement se produit, ils œuvrent pour l'atténuer⁴.

Les actions et comportements des individus ne sont pas uniquement déterminés par la situation d'interaction, mais aussi par l'incorporation antérieure de normes et conventions sociales qui définissent le comportement adéquat à adopter. Contrairement à ce que Bourdieu affirme (BOURDIEU, 1976a, 1977), les sociologues interactionnistes, à l'image de Goffman, décrivent finement et à travers une multitude d'exemples, l'attitude des individus selon leur milieu social d'appartenance et l'influence des rapports de domination de race, de classe, de genre et de handicap sur leurs comportements. L'interaction n'est en effet pas réduite à des « rapports de communication » (BOURDIEU, 1977, p. 408) et doit être analysée sous le prisme des rapports de pouvoir – c'est-à-dire du pouvoir symbolique et matériel accumulé par les agents participant à l'échange – qui la façonnent. L'embarras du garçon de café sera d'autant plus important que le café aura été renversé sur des hommes d'affaires de classe supérieure et qui

³ Goffman différencie l'interaction – définie comme « l'influence réciproque que les partenaires exercent sur leurs actions respectives lorsqu'ils sont en présence physique immédiate les uns des autres » – d'une interaction, c'est-à-dire de « l'ensemble de l'interaction qui se produit en une occasion quelconque quand les membres d'un ensemble donné se trouvent en présence continue les uns des autres. » (GOFFMAN, 1982, p. 23).

⁴ Les rites employés par les agents sociaux pour faire face à toute situation d'embarras, sont nommés « rites réparateurs » (GOFFMAN, 1982).

attendent de sa part un contrôle strict de ses gestes. L'interactionnisme permet alors – dans le cas d'une enquête auprès de populations stigmatisées comme la nôtre – de mieux éclairer les manifestations de l'exclusion sociale dans la vie quotidienne et la façon dont les agents sociaux composent avec ces signes visibles, tels que l'humiliation et les affronts (ANDERSON, SNOW, 2001). L'action collective contribuerait alors partiellement à gommer le stigmate grâce à une revalorisation de soi (SNOW MULCAHY, 2001) ou au contraire augmenterait le sentiment d'exclusion généré par une reproduction des rapports de force à l'intérieur du groupe militant. Toutefois – et contrairement à ce que Becker avance – l'analyse de l'exclusion sociale implique de mettre au jour la formation et la reproduction des rapports de pouvoir d'une part, et d'éclairer la façon dont les individus les incorporent plutôt que de se limiter à la manière dont ils les réactualisent dans une situation donnée.

Cette dernière observation m'amène à penser l'intérêt heuristique d'une approche interactionniste pour examiner l'action collective. Gamson (1988) souligne l'utilité d'une perspective interactionniste dans l'étude des micro-mobilisations, celles-ci étant faites d'une série de rencontres en face-à-face. Ces interactions sont centrales pour une meilleure appréhension de la naissance et de la persistance de l'engagement des militants au sein du groupe, la configuration des réunions (leur contenu plus ou moins stimulant et la prise de parole par exemple), pouvant inciter les membres à s'impliquer. Elles traduisent également l'unité, la cohésion et la loyauté des individus à l'organisation. De plus, ces réunions peuvent avoir des effets sur le long terme, à la fois sur la participation politique des acteurs, mais aussi sur les transformations progressives de l'action collective. Au-delà des réunions et instants de mobilisation où l'ensemble des acteurs sont réunis autour d'un objectif commun, je plaide pour une approche qui prenne en considération les interactions et la participation aux affaires du quartier d'une part, et mette en relation la figure publique de l'individu engagé et sa figure privée d'autre part. Les interactions et pratiques sociales qui s'ancrent dans le quartier peuvent en effet influencer le degré d'engagement des enquêtés dans les groupes militants, encourageant ou décourageant leur investissement. Ensuite, les interactions entre habitants ou militants configurées par la tension entre sphères publique et privée influencent également le degré d'engagement des enquêtés. Cette dernière observation conduit à employer le vocabulaire dramaturgique de Goffman et à opérer une distinction entre les coulisses et la mise en scène de l'engagement.

Les coulisses constitueraient le lieu idéal de présentation d'un soi plus authentique que dans la sphère publique puisqu'il s'agit d'un espace de relâchement. Les individus

s'abandonnent à eux-mêmes, dans leurs distractions et propos. C'est aussi dans cet espace qu'ils se préparent à leur future apparition sur scène : ils se maquillent, s'habillent et anticipent leur présentation. Sur scène, en représentation, l'acteur se sent contraint d'accomplir le rôle qui lui a été attribué par le groupe ou de maintenir une façade. Comme le souligne Cefaï (2007, p. 601) les individus jouent de leur identité et tentent de se présenter sous un jour favorable, « ils dressent des façades à leurs organisations, en travaillant à leur mise en scène, variable selon les circonstances, et en assurant la cohérence cognitive et normative de ces performances pour éviter que ne naisse la suspicion à leur égard ». L'engagement est donc conçu ici comme une représentation publique, il s'agit de participer convenablement – c'est-à-dire de façon à ce que la situation d'interaction se déroule le mieux possible – aux réunions et actions contestataires, toutes deux régulées par des normes sociales et des scénographies particulières. L'engagement se prolonge toutefois dans les coulisses, où il peut être débattu, discuté, mis sous silence, ou préparé. L'intérêt d'une approche mêlant le visible de la scène et l'invisible des coulisses est de restituer d'une part les tensions existantes entre sphères publique et privée et d'autre part les perceptions et significations que les individus se font de leur investissement public, celui-ci pouvant être inhibé sur scène. Ce dernier point souligne l'intérêt de l'articulation entre des observations ethnographiques qui mettent au jour la mise en scène de l'individu et les entretiens qui révèlent – à travers l'examen des carrières – les significations qu'ils attribuent à l'action collective et les différents rôles qu'ils endossent. Ajoutons que dans cette thèse, je ne fais pas référence aux « cadres » employés par Goffman (2009) et utilisés par une frange de sociologues états-uniens pour définir les stratégies des organisations (BENFORD, 1993; BENFORD, SNOW, PLOUCHARD, 2012), mais plaide pour une approche centrée sur les interactions.

L'approche ethnographique que j'utilise pour comprendre les engagements s'apparente à celle employée par Eliasoph (2013), Lichterman (2005) ou Hamidi (2006) pour mettre au jour la participation et le rapport au politique de membres de collectifs de loisirs ou militants. Sans rendre compte de façon aussi poussée des échanges de mes enquêtés, je tente de combiner la restitution des rencontres – qui traduisent les normes d'engagement fixées par le groupe et les dispositifs de façonnage – aux trajectoires biographiques de nos enquêtés pour mieux comprendre l'attitude qu'ils adoptent au sein du collectif au moment de ma présence.

En optant pour une perspective synchronique, je tente donc de comprendre plusieurs éléments que l'ethnographie rend visibles : la pluralité des espaces sociaux dans lesquelles s'insèrent les individus – autrement dit les 'sphères de vie' sur lesquelles je reviendrai dans la sous-partie suivante centrée sur les carrières –, les dispositifs déployés par les organisations

pour retenir les habitants et les ajustements opérés par les enquêtés pour se conformer aux normes du groupe.

1.2.2 Façonnage militant et contraintes sociales

L'intérêt d'une approche heuristique interactionniste est de placer l'individu au cœur des transactions quotidiennes établies avec les autres membres du groupe, mais aussi avec l'organisation. Sawicki et Siméant (2009) incitent les sociologues à accorder davantage d'attention aux modalités déployées par les organisations pour retenir leurs membres au sein des structures. Durkheim souligne par ailleurs que « tout groupe qui dispose de ses membres sous contrainte s'efforce de les modeler à son image, de leur imposer ses manières de penser et d'agir, d'empêcher les dissidences » (1950, p. 159). Les sociologues interactionnistes soulignent la nécessité de prendre en compte l'incorporation des « dispositions institutionnelles » des participants, lesquelles « structurent les prérogatives individuelles de chaque participant » (GOFFMAN, CASTEL, 2013, p. 91), celles-ci ne se limitant pas aux seules institutions coercitives. En effet, quel que soit le degré de contrainte exercé par l'institution, leurs cadres déploient des dispositifs de façonnage pour encourager le militantisme de leurs membres, l'aligner aux modes de pensée revendiqués et ainsi le perpétuer. Les engagements ne peuvent donc pas être dissociés des pratiques organisationnelles, régulées par des règles et normes d'interaction (NICOURD, 2009). Ces dispositifs de façonnage se déclinent en incitations sélectives et mécanismes de contrainte, parmi lesquels on compte le contrôle social⁵.

De plus, les cas d'étude sélectionnés ont la particularité d'être situés dans l'espace restreint du quartier. Cette superposition entre voisinage et groupe militant implique donc une forte contrainte sociale sur ces membres : les contraintes exercées par les collectifs militants s'ajoutent aux contraintes de voisinage. Les membres des collectifs militants sont presque constamment soumis au regard de voisins qui sont aussi leurs « camarades ». L'ensemble de leurs activités, au-delà de l'engagement, peuvent être sujettes aux jugements moraux et opinions d'autrui. La coprésence permanente entre les membres du groupe accentue le contrôle social, qui s'exerce autant dans le cadre du militantisme qu'à l'extérieur. Des normes – entendues comme « des guides pour l'action et soutenues par des sanctions sociales » (GOFFMAN, 1996, p. 101)

⁵ S'il paraît important de revenir brièvement sur cette notion, c'est parce qu'elle permet d'une part de comprendre les collectifs militants comme des organisations participant à la régulation et l'encadrement des relations sociales et d'appréhender la façon dont les individus agissent pour s'en extraire ou s'y soumettre.

– sont formulées et imposées à tous pour assurer un alignement des comportements. Ces dernières encadrent l’engagement individuel et s’ajoutent à des normes implicites et informelles qui régissent la vie sociale du quartier. Il s’agit donc d’examiner la façon dont les individus incorporent ces normes et les ajustent de façon à se conformer au mieux aux demandes du groupe tout en conservant une certaine marge de manœuvre.

1.2.3 Ajustements individuels et collectifs

En dépit des contraintes sociales qui s’exercent sur les agents sociaux, j’ai observé que ces derniers ajustent sans cesse leur ligne d’action. Ces ajustements sont menés de façon inconsciente ou non pour s’accorder aux attentes énoncées par les producteurs de normes. Becker (1991, p. 206) fait part de ces ajustements multiples qui sont selon lui inhérents à l’action collective. Les ajustements opérés par les agents sociaux sont considérés comme des adaptations mutuelles et collectives des personnes à une situation donnée. J’observe que les formes d’engagements qui débordent de la ligne d’action préconisée par le groupe s’accompagnent d’une multiplicité d’aménagements, destinés à atténuer les sanctions possibles, mais surtout à s’accorder le mieux possible aux attentes du collectif. Sans ces ajustements, l’individu serait fort embarrassé par la situation qu’il créerait. Comme l’observe Goffman « plus qu’à une famille ou un club, plus qu’à une classe ou un genre, plus qu’à la nation, l’individu appartient à des rassemblements, et il a tout intérêt à montrer qu’il en est un membre en règle » (1963, p. 209). L’individu ajuste donc son comportement aux règles prescrites. Si ces contraintes s’avèrent trop sévères pour lui, il trouve alors des moyens subtils de s’en détacher ou de les détourner à sa faveur. Si les acteurs sont soumis aux jugements, opinions et évaluations des autres, ils sont aussi des êtres ingénieux et créatifs, capables de trouver des moyens pour transgresser, contourner, critiquer et remettre en question les règles qui leur sont imposées. Même si les subalternes ont plus de difficultés à revendiquer une autonomie et la valeur morale de leurs actions, ils parviennent souvent à gérer, réinterpréter et minimiser les effets de leur stigmat, leur permettant ainsi de préserver un sens positif de soi. Plusieurs auteurs (ANDERSON, SNOW, 2001; ANDERSON, 2003; BEAUD, PIALOUX, 2012; GOFFMAN, CASTEL, 2013) se sont efforcés de dévoiler les stratégies déployées par les exclus pour réduire les affronts entraînés par leur subordination. Ce sont ces ajustements, accommodements et aménagements que je souhaite examiner pour étudier des modes d’engagement qui dérogent aux normes du « bon militant » prescrites par les cadres du groupe.

Cette observation amène à une autre réflexion portant sur le caractère processuel des interactions et les ajustements continuels des collectifs, au contexte social et politique d'une part – comme l'ont examiné plusieurs chercheurs (GAMSON, 1990 ; GOODWIN, TILLY, 2006) – et aux conditions d'interaction du groupe d'autre part. Les collectifs ne sont pas des entités homogènes, mais sont composés d'agréats séparés qui, comme eux, évoluent au fil du temps. Les adaptations et choix opérés par les individus qui les composent peuvent modifier l'orientation des collectifs, comme l'ont mis en évidence les chercheuses Taylor (1989) et Staggenborg (1998; 2005). Les représentants des collectifs ne sont pas aveugles à la fuite de leurs militants ou au manque d'intérêt dont certains d'entre eux font preuve. La plupart des mouvements sociaux passent en effet par des périodes de stagnation et de baisse de l'activité militante (TAYLOR, THEODORE, RUPP, 1989). En réponse, ils peuvent donc infléchir la ligne d'action du groupe, rediscuter les modalités d'organisation ou décider de sa dissolution. Je tenterai donc de comprendre comment et dans quelle mesure les inégalités d'engagement et la multiplication des défections influencent les collectifs, pouvant entraîner une redéfinition des règles, activités et pratiques ou un élargissement à d'autres acteurs, considérés comme plus loyaux envers la cause défendue.

Enfin, je me suis astreinte à décrypter les relations entre résidents faisant partie, de près ou de loin, des collectifs mobilisés et à restituer leurs trajectoires individuelles. Le lien qui unit les représentants des pouvoirs publics aux habitants a uniquement été appréhendé à travers le regard de ces derniers. Si j'ai tenu à mettre parfois en évidence la réception des habitants quant au traitement qui leur ait réservé par les représentants des pouvoirs publics, je n'ai pas mené d'entretiens auprès de ces derniers ni ne me suis intéressée aux motifs qui sous-tendent leur action politique.

1.3 Les carrières comme mode de compréhension de l'engagement différencié

1.3.1 Les carrières

Pour saisir les logiques de l'engagement différencié des individus réunis au sein des collectifs militants, j'opte pour une approche interactionniste et traditionnelle centrée sur les carrières. D'abord pensé à partir des carrières professionnelles, le concept de carrière est défini par Hugues puis repris et élargi par Becker (1997, p. 126) dans son étude sur les comportements déviants :

Dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suite typique de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions ainsi que tout ce qui lui arrive.

L'intérêt d'une démarche heuristique centrée sur les carrières est donc de considérer la biographie de l'enquêté comme un processus dynamique, fait de changements successifs et parfois latents, qui s'observent sur un temps long. La carrière n'est toutefois pas un continuum, elle est un chemin heurté, fait de ruptures, de bifurcations et de points de friction. Son étude permet d'appréhender une succession d'étapes qui façonnent la trajectoire de l'individu et éclairent ses choix, décisions et actions. Cette observation s'adosse à une analyse interactionniste selon laquelle les individus agissent, et posent des choix en congruence avec la situation dans laquelle ils se trouvent placés. Comme je viens de le décrire ci-dessus, ils interagissent entre eux et avec eux-mêmes en tenant compte des significations d'une situation donnée (BLUMER, 2009). Cette approche accorde donc une place centrale aux significations, représentations, expériences et pratiques des agents sociaux, écartant les interprétations sociologiques qui font de la rationalité le moteur de l'action individuelle (OLSON, 2003; FINKEL, MULLER, OPP, 1989). Elle s'oppose donc à l'idée selon laquelle les actions et les rapports sociaux sont uniquement guidés par l'intérêt et les stratégies des acteurs.

Certains sociologues (AGRIKOLIANSKY, 2001; FILLIEULE, 2001) plaident pour une approche sociologique qui mette à distance les structures sociales et font plutôt valoir l'importance des contextes sociaux dans la production des significations relatives aux événements qui balisent la trajectoire biographique. Alors que l'analyse biographique par le biais des structures est écartée, l'œuvre interactionniste de Strauss, le premier à faire usage du concept de carrières, met pourtant en évidence la place des structures dans les interactions sociales : « Cette relation entre identités individuelles et collectives ainsi que leurs chorégraphies temporelles respectives, s'influence réciproquement au cours du temps, induit une relation explicite entre structure et interaction » (1959, p. 13). Ainsi – Collovald (2015) l'a bien mis en évidence –, les positions endossées par les individus ne doivent pas simplement être arrimées à leur contexte social de production, mais plutôt être appréhendées sous le prisme de la structure sociale. La domination, ancrée dans les systèmes politiques et économiques des deux pays, limite les possibilités des groupes sociaux à converger et à se mobiliser (SMITH, FETNER, 2007). Le contexte relationnel contribue certes à orienter les pratiques et les perceptions des acteurs. Mais, plus que d'examiner ces interrelations entre individus et le rôle qu'elles jouent

dans la trajectoire individuelle, il s'agit aussi de rendre compte des interactions entre les agents sociaux et les institutions. Ces dernières, n'étant pas composées d'agrégats séparés, mais constituées par des normes, des valeurs et un passé commun – marqués par des dynamiques d'inégalité –, sont susceptibles d'influer sur les conduites de leurs membres. Ce constat ne m'amène pas à interroger l'effectivité et le pouvoir d'action de l'individu – qui serait soumis à la force de la structure – mais plutôt à observer que son insertion dans un collectif ou une institution s'accompagne de négociations identitaires permanentes, d'accommodements de ses normes et de ses valeurs ; ces ajustements pouvant mener à une réévaluation de l'implication militante dans le groupe (LECLERCQ, 2011a). L'interaction est donc elle-même appréhendée en interaction avec les individus qui la composent et en interaction avec la structure dans laquelle elle s'insère.

L'approche biographique comporte de nombreux biais relevant de « l'illusion biographique » (BOURDIEU, 1986a). Ces biais sont multiples et s'entrecroisent : légitimation des actions passées, construction téléologique du récit, sélection hasardeuse et surinterprétation de certains moments de vie, fabrication illusoire d'idéaux types, recomposition d'un cheminement rationalisé et « qui va de soi » pour expliquer une situation présente. Ils concernent aussi bien l'interprétation sociologique des données empiriques par le chercheur que les informations biographiques fournies par l'enquêté. Néanmoins, et malgré ces faiblesses, cette démarche heuristique n'en reste pas moins pertinente pour mettre en évidence la pluralité des engagements au sein des mouvements de quartier. Débusquer les stratégies de valorisation de soi, examiner la reconstruction du récit, observer les incohérences et replacer les subjectivités dans leur contexte de production sont autant de techniques qui peuvent préciser le contour des trames biographiques et favoriser leur reconstitution. De plus, en les recoupant avec les données empiriques collectées grâce à l'observation ethnographique, l'enquêteur peut partiellement dépasser ces multiples biais.

En effet, cette approche en termes de carrière militante s'est révélée particulièrement féconde pour comprendre les ressorts de l'engagement individuel dans les collectifs militants. De nombreux travaux de sociologues francophones (AGRIKOLIANSKY, 2001; DECHEZELLES, 2009; LECLERCQ, 2011b; JOSHUA, 2012) en font usage pour saisir les prédispositions militantes, leur activation et la variabilité des formes d'engagement militant. Les attitudes de maintien ou de retrait du militantisme y sont appréhendées à partir d'un examen attentif des diverses positions occupées par l'acteur et des significations qu'ils leur attribuent.

1.3.2 L'articulation entre sphères de vie et rétributions militantes

Dans plusieurs enquêtes, les auteurs (PASSY, 2005 ; JACQUEMART, 2011; FRÈRE, JACQUEMAIN, 2013) mettent en évidence deux paramètres clés pour la compréhension des dynamiques d'engagement : la pluralité des sites d'inscription des acteurs sociaux et les rétributions militantes. L'approche en termes de carrière permet en effet de rendre compte de la diversité des espaces sociaux dans lesquels s'insère l'individu. Ces espaces sociaux sont désignés par Passy comme des sphères de vie (2005, p. 5):

La vie de chaque individu est composée de différents espaces qui ont leurs frontières réelles et symboliques, leur logique et dynamique propre. Dans le monde moderne, on peut énumérer un certain nombre de sphères qui composent la vie d'un individu : la sphère du travail, des études (s'il est en phase de formation), la sphère familiale ou affective, la sphère de ses engagements politiques, de ses loisirs, etc.

L'étude des sphères de vie des enquêtés constitue donc un moyen de replacer l'engagement individuel et de le situer parmi d'autres activités sociales qui lui sont parfois adjacentes, mais peuvent aussi entrer en concurrence. En effet, dans leurs travaux Giugni et Passy (2000) ont mis en lumière l'interconnexion de ces sphères de vie. Délimitées et recouvrant des significations spécifiques, elles sont en constante interaction. L'univers subjectif des individus est donc composé de diverses sphères de vie dont la hiérarchie et l'importance évoluent au gré des périodes de vie. Ces sphères sont constamment ajustées par les agents sociaux qui veillent à les combiner de façon la plus harmonieuse possible.

La formation et l'activation de la sphère du militantisme ne vont pas de soi et les individus sont inégalement disposés à consacrer leur temps à cette activité. Faire de la place au militantisme suppose de restreindre le temps accordé à d'autres activités, telles que la religion ou les loisirs. Les sphères de vie peuvent donc s'enchevêtrer harmonieusement, notamment lorsqu'elles se superposent (quand la sphère des amis est entremêlée à la sphère militante par exemple), mais peuvent aussi être vécues comme conflictuelles (comme lorsque la sphère du militantisme empiète sur la sphère familiale), le temps disponible étant limité. Ces frictions entre sphères de vie ont été examinées par Gottraux (1997) qui les qualifie de tensions à la fois objectives – le temps est limité – et subjectives – les individus n'attribuent pas les mêmes significations aux contraintes engendrées par leurs diverses activités –. Les rôles que les individus endossent – selon les espaces sociaux dans lesquels ils se situent – sont donc modelés par des arrangements et compromis susceptibles d'être renégociés et de conduire dans certains cas à une sortie de rôle. Cette approche contribue à rompre avec l'idée du militantisme total selon laquelle l'individu serait pleinement dévoué à la structure militante à laquelle il

consacrerait l'essentiel de son temps.

Je souhaite ici aborder trois éléments relatifs aux sphères de vie, en soulignant l'intérêt qu'ils comportent pour cette étude : l'observation in situ des pratiques sociales et militantes, leur caractère structurel et leur imbrication aux rétributions militantes.

L'analyse des sphères de vie à partir des quartiers permet de mieux comprendre leur imbrication puisque l'essentiel des activités des enquêtés se déroule dans cet espace social, notamment du fait de leur faible mobilité spatiale due aux contraintes structurelles de mobilité sociale. L'espace délimité des enquêtés permet de mieux rendre compte de l'ensemble des dimensions dans lesquelles s'insèrent les individus. Ainsi, en optant pour une approche ethnographique d'analyse des mouvements de quartiers, il s'agit d'observer comment les militants ajustent leurs diverses sphères de vie et tentent de les conjuguer. Si la plupart des analyses en termes de carrières sont effectuées de façon diachronique, je plaide ici pour un examen complémentaire et synchronique des diverses sphères de vie. Car si dans certains cas les enquêtés font part de leurs difficultés à conjuguer leurs diverses sphères de vie – celles-ci pouvant être sources d'inquiétude lorsqu'elles se bousculent – ils peuvent également les rationaliser ou les évacuer dans la construction orale de leur récit. L'observation in situ donne donc la possibilité d'observer l'action en train de se faire, la façon dont les individus s'impliquent et se présentent dans les divers espaces sociaux où ils se déplacent. Elle rend davantage visible les dilemmes auxquels ils se trouvent parfois confrontés et les pratiques et astuces qu'ils peuvent déployer pour ajuster tant bien que mal la sphère du militantisme à leurs autres sphères ou s'en défaire (distance au rôle, défection totale, etc.). Ainsi, les interactions avec leurs voisins et membres du collectif militant sont rendues visibles lors des réunions ou manifestations, mais aussi dans leurs échanges et pratiques au quotidien. Or, les sociabilités produites dans le cadre de l'organisation, mais aussi hors scène – difficiles à restituer à travers les entretiens – contribuent à l'attachement des individus au collectif ou peuvent au contraire favoriser leur éloignement. Le lieu de militantisme se superposant au lieu de vie il est dès lors plus aisé – à partir d'une perspective synchronique – de rendre compte d'autres contraintes objectives et subjectives qui pèsent sur l'engagement militant et sont trop souvent éludées dans les enquêtes (SAWICKI, SIMÉANT, 2009), telles que la vie de couple ou la vie professionnelle.

L'accès privilégié aux sphères de vie des enquêtés – en raison de leurs déplacements limités – met aussi en lumière l'influence que les structures sociales exercent sur ces dernières. Les sphères de vie, et la place qui leur est accordée sont le produit de socialisations ancrées dans des sociétés particulières (2000). La place du travail dans les sphères de vie, par exemple,

est ainsi déterminée par les régulations du temps de travail spécifiques à chaque pays. Au Brésil et en Afrique du Sud, les temps de travail légaux sont respectivement de quarante-quatre et quarante-cinq heures par semaine (sans compter les éventuelles heures supplémentaires), ce qui limite l'épanouissement d'autres sphères telles que les loisirs ou la famille. Toutefois, en raison d'un marché de l'emploi fragilisé, dans les espaces populaires examinés, c'est l'informalité économique qui prédomine et les temps de travail exercés de façon informelle peuvent parfois excéder la norme fixée par la loi. Ce constat peut être répliqué à la sphère domestique pour les femmes – sans doute plus importante que dans les pays occidentaux – puisque les mères célibataires sont nombreuses et fortement assignées aux tâches domestiques telles que l'éducation des enfants et l'organisation du foyer. Les contraintes structurelles qui pèsent sur les enquêtés ont donc une place déterminante dans la compréhension des diverses étapes qui composent les récits de vie des enquêtés. De même, la sphère du militantisme est façonnée par la valorisation sociale ou non de cette activité politique à l'échelle de la société et dans une temporalité spécifique (AGRIKOLIANSKY, FILLIEULE, 2005).

Enfin, l'approche par les carrières, en pointant les diverses insertions sociales de l'enquêté, met en lumière la variabilité des rétributions spécifiques à l'engagement (SIMÉANT, 2001), ces dernières pouvant le faire vaciller, le stabiliser ou le consolider. Les rétributions militantes, conceptualisées par Gaxie (2005) sont entendues comme les gratifications tirées des activités militantes. Elles peuvent être matérielles (déplacements, voyages, rémunérations), émotionnelles (plaisir, joie, sentiment de satisfaction) ou symboliques (prestige, reconnaissance sociale). Les organisations militantes mettent un point d'honneur à développer ces rétributions. Pouvant prendre la forme de récompenses (matérielles ou symboliques), elles constituent un gage d'attachement à la cause militante et un moteur de l'action. Cependant, et comme je l'observerai, les individus – en raison de propriétés sociales, de socialisation et de dispositions différenciées – sont inégalement disposés à « l'autorisation politique » souhaitée par les organisations. Ainsi, comme l'avance Gaxie (2005, p. 163), « la compréhension de l'appropriation ou des obstacles à l'appropriation de ces gratifications » constitue la clé de voûte d'une meilleure appréhension de l'implication continue ou du retrait des militants. Car cette appropriation des rétributions peut se faire en concurrence avec celles générées par d'autres sphères de vie (JACQUEMART, 2011), telles que la famille ou les amis. Le désinvestissement militant au profit d'un élargissement à d'autres sphères telles que celles du travail ou du couple, signale que celles-ci sont productrices de rétributions plus valorisantes pour les enquêtés.

Après avoir examiné la sélection de nos cas d'étude et les conditions d'accès au terrain, j'aborderai les méthodes utilisées. Quatre méthodes principales ont été mobilisées pour mener

à bien les enquêtes de terrain et la réalisation de la thèse: la comparaison, les entretiens, l'ethnographie et l'analyse spatiale.

2 Démarche comparative et choix méthodologiques

2.1 La démarche comparative

Cette thèse émane d'abord d'une étude monographique réalisée dans le cadre de mon mémoire de deuxième année de Master en sciences politiques, et d'un échange universitaire de six mois à la Fondation Getúlio Vargas entre février et juillet 2015. J'avais réalisé cette enquête avec l'intention de mettre au jour le façonnage de la Vila Autódromo comme lieu symbolique de résistance à Rio de Janeiro. Il s'agissait de comprendre comment à travers l'action militante des habitants, cet espace populaire s'était érigé en un haut lieu de l'action collective dans cette ville. Néanmoins, une fois sur place, j'ai constaté qu'en dépit d'une forte couverture médiatique, la mobilisation était sujette à un affaiblissement dont témoignait la réduction progressive du nombre de résidents. Cette observation m'a amenée à réorienter l'objet de ma recherche et à m'intéresser aux conditions de déclin d'une mobilisation exemplaire. J'ai ensuite souhaité approfondir les résultats obtenus en les comparant à ceux d'une autre mobilisation, également ancrée dans un quartier sujet à des transformations urbaines similaires à celles se déroulant à Rio de Janeiro. Pour des raisons que j'explorerai ci-dessous, j'ai sélectionné un quartier sud-africain situé dans la ville du Cap. Avant d'y réaliser mon enquête de terrain, je retourne à Rio de Janeiro, entre janvier et juin 2017, dans le cadre de ma cotutelle de thèse et pour compléter les données empiriques déjà collectées.

Cette seconde enquête de terrain est très différente de la première. Seules vingt personnes habitent encore à la Vila Autódromo, l'écrasante majorité ayant déménagé vers d'autres espaces. Ils sont alors dispersés à travers la ville. Certains d'entre eux sont néanmoins rattachés aux logements sociaux du Parque Carioca ou du Parc Colonia dans lesquels ils ont élu domicile ou possèdent un logement social. Je passe deux mois dans un logement social situé au Parque Carioca, partageant l'habitat avec Felipe, sa compagne et leurs trois enfants, anciens habitants de la Vila Autódromo. Le réseau d'interconnaissances de Felipe et ma présence sur place facilitent l'organisation d'entretiens avec des personnes ayant comme lui quitté le quartier. Souhaitant que mon enquête sud-africaine se réalise dans des conditions analogues à celles examinées à la Vila Autódromo, j'identifie un quartier dans lequel les habitants sont

également menacés d'expulsions et mobilisés pour rester. L'enquête de terrain sur place a été menée entre septembre et décembre 2018 puis entre avril et mai 2019. Toutefois, contrairement à l'expérience de la Vila Autódromo, face à la longue liste d'habitants en attente de logement et donc en situation d'urgence, j'ai refusé de loger sur place et n'ai pas soumis de requête en ce sens. Je n'ai donc pas eu le même accès privilégié à la sphère privée des habitants que lors de mon expérience carioca, mais habitant le quartier, je les ai fréquentés quasi-quotidiennement.

2.1.1 Approche comparative et sélection des cas

L'objectif de la démarche comparative employée dans cette thèse n'est pas de tester des hypothèses sur base d'une structure comparative préétablie, mais de produire un savoir situé, replacé au cœur des spécificités contextuelles, historiques et culturelles de chaque cas. Ainsi, cette étude plaide pour une approche comparative « interprétative » (YANOW, 2014). Le chercheur rend compte des éléments contextuels qui influencent les comportements sociaux, lesquels sont mis en relief par la dimension comparée. Ainsi, adopter cette démarche implique de renoncer aux généralisations élaborées par l'analyse de liens causaux, et rompt avec la méthode comparative positiviste. Le chercheur est invité à faire preuve de flexibilité, à être prêt à l'inattendu et aux surprises induites par la démarche inductive et à adopter un regard réflexif sur ses pratiques.

Pour mener à bien cet exercice comparatif, il s'agit d'abord de faire des choix en termes d'espaces et de catégories. Rio de Janeiro et Le Cap, villes portuaires, sont les vitrines touristiques de chaque pays. Elles partagent des paysages géographiques similaires et attractifs, oscillant entre plages de sable blanc tournées vers l'Atlantique et sommets montagneux. Au-delà du paysage de carte postale, ces deux espaces reflètent fortement les inégalités socio-économiques de leurs pays. La trajectoire nationale des deux pays dans lesquelles ces villes s'ancrent, est marquée par l'héritage colonial puis, dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, par l'avènement de régimes autoritaires auxquels succède un retour à la démocratie. Les transitions démocratiques entérinent l'adoption de politiques économiques néolibérales appliquées – selon des procédés semblables – à de nombreux pays du Sud. Les villes, centres de la production des richesses, sont transformées par les mutations des systèmes économiques, passant d'une économie industrielle à une économie tertiaisée. Les politiques urbaines répondent à des stratégies d'attractivité dont l'objectif est d'attirer de nouvelles ressources économiques et symboliques. La ville est pensée pour correspondre aux besoins des personnes jeunes, actives

et qualifiées, et non pas à celles issues des classes populaires.

Ainsi les villes des deux pays constituent des « cas emblématiques » pour penser aussi bien les rapports de pouvoirs quant à la production urbaine et ses dynamiques d'expulsions – comme l'observe Vieira da Cunha (2018, p. 137) à propos de Rio de Janeiro – que les mouvements de quartier qui s'y inscrivent. Leur construction historique s'est caractérisée par la relégation spatiale des catégories pauvres. Celle-ci a eu des conséquences économiques et sociales durables sur les représentations et expériences de ses habitants. Néanmoins, l'éviction des catégories pauvres à la périphérie de la ville demeure sujette à des résistances plus ou moins localisées. Compte-tenu de la persistance d'un paradigme urbain tourné vers le marché, de nouveaux mouvements de quartier ont surgi pour contester les évictions.

La revalorisation de certains espaces a conduit à des mécanismes de relégation visibles dans les deux pays: les expulsions collectives ou la gentrification. Les expulsions collectives sont un premier outil de planification urbaine répandu et ancien, puisqu'il elles ont été utilisées à plusieurs reprises pendant les régimes de l'apartheid ou de la dictature. La gentrification, plus récente, correspond à un développement urbain spécifique. Même si dans le premier cas – celui du Brésil – les habitants font face à des expulsions collectives et dans le second cas – celui de l'Afrique du Sud – les résidents sont confrontés à un processus de gentrification, ce sont davantage les effets de ces processus différents qui m'intéressent, ceux des déplacements. En effet, quel que soit le mécanisme de relégation qu'ils subissent, les habitants sont tous bouleversés par la menace qui pèse sur leur habitat. Ainsi, à partir d'espaces dissemblables, il est possible d'appréhender le rapport de ces résidents à leur espace de vie et la façon dont ce paramètre s'articule à leur engagement ou non au sein de structures collectives. Les différences de configurations historiques et spatiales dessinant des distinctions sur les modes d'organisation des groupes.

Le troisième élément de comparaison, après l'histoire nationale et la géographie, est celui du groupe mobilisé. La mobilisation contre les expulsions relève davantage de l'exception que de la règle. Les luttes des habitants pour préserver leur logement et rester dans leur quartier sont en fait peu communes à l'échelle globale du nombre de quartiers expulsés, même si l'importante littérature à ce sujet laisse entendre le contraire. En effet, les habitants des quartiers populaires menacés d'expulsion sont souvent pauvres et stigmatisés, ce qui limite a priori leurs ressources pour se mobiliser et avancer des revendications. J'ai donc identifié au Cap des protestations localisées. Contrairement à la Vila Autódromo, le mouvement impliqué dans la lutte pour la fin des expulsions n'est pas circonscrit au seul quartier de Woodstock. Cependant,

la participation des habitants, leur regroupement dans un même espace, l'ancrage revendiqué au quartier et l'autonomie organisationnelle de la structure locale rapprochent cette action collective de celle observée à Rio de Janeiro.

2.1.2 L'intérêt de la comparaison pour l'étude des mouvements sociaux

Repérer les différences, similitudes et spécificités des processus sociaux constitue une opération centrale à la formulation du savoir en sciences sociales. La comparaison a mis en évidence certains traits de l'action collective que je n'aurais probablement pas été en mesure d'entrevoir si je ne disposais pas d'un cas d'étude auquel me référer.

Plusieurs politistes (DELLA PORTA, 1995; TARROW, 2010; KLANDERMANS, 2015) ont montré l'intérêt heuristique de la démarche comparative pour l'analyse des mouvements sociaux. Ces auteurs ont mis en exergue quatre caractéristiques spécifiques à chaque mouvement, qui seront reprises tout au long de ma démonstration : le contexte, l'espace, la temporalité et les individus qui les composent. En effet, les mouvements urbains s'ancrent dans des contextes sociaux et politiques distincts qui façonnent leurs stratégies organisationnelles et répertoires d'action. Toutefois, certains répertoires d'action se reproduisent et varient peu d'un pays à l'autre (TILLY, 2006a) : cette observation est d'autant plus valide que leur circulation n'a jamais été aussi importante du fait d'une diffusion mondialisée de l'information. De même, les dynamiques individuelles d'adhésion et de militantisme sont proches d'un pays à l'autre, même si elles gagneraient à être davantage replacées dans leur contexte de production comme le souligne Neveu (2008). Ce dernier, au même titre que Tarrow (2010), rappelle par ailleurs que les études sur l'engagement dans des contextes non occidentaux sont encore lacunaires. Affirmer que le contexte influence les activités du mouvement et le militantisme de ses membres n'est donc pas nouveau, mais comprendre en quoi ils varient selon les paramètres contextuels cités plus haut l'est beaucoup plus (KLANDERMANS, 2015). Un des apports de cette étude est donc d'appréhender les effets contextuels sur les dynamiques d'engagements au sein des mouvements sociaux.

Comme signalé dans le cadre théorique, l'espace du quartier, déterminé par des politiques sociales et économiques spécifiques aux deux pays, influence les façons d'agir des individus ainsi que leurs modalités d'organisation. Les contraintes et opportunités que l'espace représente pour se mobiliser ne sont pas les mêmes d'un quartier à l'autre. Elles constituent un important facteur de différenciation des deux mouvements. Je propose donc d'aborder

brièvement les principales asymétries observées entre nos deux enquêtes de terrain puisque celles-ci déterminent à la fois la forme des mobilisations et les modes d'engagement.

Le rapport au foncier influence les conditions d'expulsion et donc de mobilisation des individus. La location de logements (souvent non conventionnelle) par une grande partie des individus de classes populaires à Woodstock facilite la mise en œuvre des expulsions par leurs propriétaires. Ce n'est pas le cas à la Vila Autódromo, où les habitants sont propriétaires de leur bien. Ces distinctions influent sur la temporalité de la mobilisation. Au Cap, les habitants se mobilisent après avoir été évincés tandis qu'à Rio de Janeiro, ils protestent pour ne pas être expulsés. Néanmoins, la superficie du quartier de Woodstock amène les résidents évincés à occuper un espace vacant. Ce répertoire d'action est impossible à déployer à la Vila Autódromo, où l'ensemble du quartier est sujet à un plan de réaménagement urbain. Ces différences spatiales doivent être mises en lumière pour comprendre les dynamiques sociales qui traversent les quartiers et configurent la forme que les mobilisations revêtent.

Les paramètres d'acquisition des biens fonciers conjugués aux conditions spatiales du quartier (superficie et démographie) influencent les leviers de mobilisation, mais aussi la temporalité dans laquelle s'inscrivent les mobilisations. À la Vila Autódromo, l'abandon du logement signe le désengagement complet de la mobilisation et le départ du quartier tandis qu'à Woodstock, les habitants expulsés de leur logement se mobilisent le plus souvent après avoir été expulsés, une fois qu'ils intègrent l'occupation gérée par le mouvement Reclaim The City. J'ai donc affaire à deux échéances différenciées de l'action collective, toutefois celle-ci n'entrave guère l'analyse de la variation des engagements même si dans le cas de Woodstock, le désengagement total est rarement envisagé par les individus du fait de leur dépendance au logement mis à disposition par l'organisation. La temporalité de la mobilisation n'est pas simplement envisagée par le caractère pré ou post-expulsion de l'organisation, elle est aussi appréhendée sur le temps long. Dans les deux cas, j'ai observé les mutations de l'action collective, nécessaires pour faire perdurer le mouvement. En effet, et comme énoncé dans le cadre théorique, les mouvements évoluent et opèrent des changements et ajustements constants pour s'adapter aussi bien au contexte politique dans lesquels ils s'insèrent qu'aux membres qui les constituent.

Ce dernier point m'amène à prendre en compte le facteur temporel et le caractère changeant de l'engagement. Discontinu, il évolue au gré des changements de trajectoire individuelles et organisationnelles. Les individus peuvent changer d'opinion, agencer leur investissement, l'abandonner ou au contraire le renforcer. Les entretiens et la reconstitution des

carrières permettent donc de comprendre l'évolution des points de vue des enquêtés et le rapport mouvant qu'ils entretiennent avec l'engagement. De même, les dynamiques de désengagement observées à la Vila Autódromo se produisent sur le long terme, elles n'émanent pas d'une décision de rupture nette, mais sont le résultat d'un processus complexe qui implique diverses contraintes objectives et subjectives. Ces changements d'attitude sont perceptibles à travers un examen longitudinal et processuel de l'engagement.

Il importe alors de comprendre pourquoi, malgré les normes et règles édictées par les organisations, les individus s'engagent différemment dans l'action collective. Cerner l'engagement d'un individu n'est possible qu'au regard de l'engagement de ses pairs, puisque les interactions influencent les façons d'agir et donc de s'impliquer ou non dans le collectif. La démarche comparative des dynamiques d'engagement individuel est donc pensée à partir de la temporalité de l'engagement, c'est-à-dire sa variation dans le temps, et au regard d'autres types d'engagements au sein du groupe.

La comparaison globale – menée à partir d'espaces urbains distincts – et l'échelle d'analyse microsociologique – à travers l'ethnographie notamment – ne sont pas divergentes, mais plutôt complémentaires (COLLECTIF ROSA BONHEUR et al., 2014; DIAS, 2013). La diversité des échelles offre une lecture renouvelée des phénomènes sociaux : la comparaison met en exergue la spécificité des contextes et espaces sociaux tandis que l'observation des interactions et le recueil des trajectoires biographiques rendent compte du réel au plus proche des expériences individuelles des enquêtés. L'analyse microsociologique est effectuée à travers un protocole de recherche qualitatif qui intègre entretiens semi-directifs et observations ethnographiques.

2.2 Outils méthodologiques

2.2.1 L'entretien

J'ai réalisé quarante-quatre entretiens approfondis⁶ (vingt-deux dans chaque terrain d'enquête) avec différents habitants de la Vila Autódromo et de Woodstock, de statuts sociaux et d'âge différents, même si les jeunes adultes sont sous-représentés dans cet échantillon. À ce sujet, il convient de noter que la plupart d'entre eux ont déjà quitté la Vila Autódromo lors de

⁶ Pour la liste des entretiens, voir annexe 1.

ma première enquête de terrain, tandis qu'à Woodstock, ils sont peu nombreux dans l'occupation⁷. Les entretiens ont été menés à partir d'un échantillonnage en « boule de neige », basé sur le réseau d'interconnaissances des résidents. Les recommandations et la confiance accordée d'un habitant à l'autre permettent de créer un climat serein et propice à une prise de parole relativement libérée. J'ai interrogé des habitants dont les statuts sont divers, la plupart sont des habitants « ordinaires », adhérents ou non aux associations locales, mais on dénombre aussi des figures reconnues tels que les « leaders ». Il a été plus difficile de m'entretenir avec des habitants ne participant guère à la mobilisation dans le cas sud-africain. Ces derniers n'assistaient pas aux réunions et étaient donc plus difficiles à identifier. De plus, parfois déconcertés, ils se montraient méfiants à l'égard du dispositif d'entretien. J'ai mené deux entretiens différents et à deux ans d'intervalle avec cinq de mes enquêtés de la Vila Autódromo pour examiner l'évolution de leurs expériences d'engagement. Une vingtaine d'entretiens ont été menés dans chaque quartier. À l'exception d'un habitant de Woodstock qui tient à dévoiler son identité en raison de la singularité de son prénom « Lumumba », l'ensemble des prénoms des enquêtés ont été modifiés pour garantir leur anonymat. Toutes les citations sont issues d'enregistrements audio enregistrés au dictaphone. Les propos recueillis sans cet instrument sont paraphrasés ou relatés. J'ai fait le choix de traduire l'intégralité des entretiens ayant eu lieu en portugais et laissé tels quels les entretiens en anglais. Afin de rester fidèle aux propos des enquêtés brésiliens, j'ai privilégié la traduction littérale au détriment d'une adaptation française.

Alors que j'avais pour chaque terrain rédiger des guides d'entretien, j'ai rapidement renoncé à leur usage. J'ai préféré à l'entretien réglé et calibré, une discussion plus libre et favorable à l'improvisation. De plus, en milieux populaires, ce dispositif tend à intimider les enquêtés en les plaçant dans une position de répondants et en « accentuant son caractère d'examen scolaire » (BEAUD, WEBER, 2017, p. 179). Une grande partie des entretiens a été menée au domicile des enquêtés, donnant accès à des informations sur leur lieu de vie et ouvrant plus facilement la discussion sur les dimensions privées de leur trajectoire personnelle. Ceux avec lesquels j'ai passé le plus de temps, et qui pour la plupart participaient au mouvement, se sont davantage livrés que ceux à la participation plus sporadique et que je connaissais donc moins. Ils portaient un regard suspicieux sur l'entretien, assimilé à un interrogatoire et, dans le cas sud-africain, me pensaient mandatée par les militants d'autres organisations (l'ONG

⁷ Selon un recensement informel mené par l'ONG Ndifuna Ukwazi, l'âge moyen des résidents de l'occupation de Woodstock est de quarante ans.

Ndifuna Ukwazi par exemple) pour contrôler leurs activités. D'emblée, j'ai donc veillé à souligner que mon enquête était indépendante d'une quelconque institution militante.

Les entretiens m'ont permis de rendre compte des motifs employés par les acteurs pour justifier le sens de leurs actions. Je me suis rapidement rendu compte que les entretiens sont pour eux un moyen de donner du sens et de la cohérence aux expériences successives de leur vie. À travers le dévoilement de leur existence, ils reconstruisent a posteriori une identité positive et œuvrent à la présentation d'un soi favorable aussi bien pour eux-mêmes que pour l'enquêteur.

Grâce à ces récits de vie, j'ai pu reconstituer les étapes et bifurcations qui jalonnent leurs existences. Cette reconstitution a posteriori pose le choix des fragments de vie à utiliser pour l'analyse. J'ai tâché de récolter des données objectives (lieux de vie, dates d'expulsions, mariage, enfants), puis d'insérer les données subjectives (opinions, représentations, perceptions interprétations) dans leur contexte de production, c'est-à-dire leur lieu et la conjoncture dans laquelle elles s'inscrivent, tout en les recoupant avec des observations et des données secondaires collectées à partir d'autres entretiens. Ces recoupements permettent entre autres de contrôler les défaillances de la mémoire ou de nuancer les propos des enquêtés.

Enfin, les entretiens ont été indispensables pour approfondir la façon dont les habitants font l'expérience de situations observées à travers l'ethnographie. Les deux outils sont donc enchâssés dans l'enquête de terrain.

2.2.2 Les observations ethnographiques

Par ethnographie j'entends l'immersion prolongée au sein d'un groupe et d'un espace délimité dans lequel l'enquêté noue des relations personnelles. La démarche ethnographique peut être résumée en trois points : l'expérience de partage avec l'autre, l'observation de la vie en train de se faire et l'improvisation. Se faire une place sur le terrain implique de développer des liens sociaux avec les enquêtés. Ces interactions ne se font pas sans affect, émotion et empathie. Ainsi, je partage le point de vue de Desmond selon lequel « l'ethnographie consiste à essayer de comprendre les gens en laissant leurs vies, se mêler à la vôtre aussi pleinement et sincèrement que possible » (2019, p. 414). L'ethnographie constitue une méthode privilégiée lorsqu'elle s'ancre dans une démarche inductive, attentive aux pratiques sociales et politiques hic et nunc. Elle donne l'opportunité de se familiariser avec les acteurs, rend leurs expériences,

perceptions et attitudes plus intelligibles. C'est par ailleurs à travers la fréquentation des militants que les pistes de recherche ont été élaborées et se sont affinées. En constatant le fort décalage entre discours public – affirmant la nécessité de s'engager – et privé – le désengagement – j'ai pu tracer les contours de mon objet de recherche.

Comprendre l'ancrage des habitants dans le quartier et les sociabilités qui s'y inscrivent semble d'abord incontournable pour examiner le rapport des individus à l'action collective. Passer du temps dans le quartier est un atout pour observer les relations de voisinage et devenir une oreille attentive aux rumeurs qui y circulent. De même, la présence sur le long terme permet de cerner les « variations contextuelles » (MISCHI, 2012) et l'évolution des attitudes des enquêtés.

À travers l'immersion, il devient possible de capter des pratiques et interactions entre habitants, au-delà des seules réunions. Ces interactions externes aux moments visibles de mobilisation (manifestation, réunion, rassemblement) peuvent avoir un impact sur leur degré d'engagement. Ces échanges peuvent être révélateurs d'une infra-politique (SCOTT, 1990), c'est-à-dire de situations infimes, a priori non politiques aux yeux des enquêtés et souvent des enquêteurs, alors même qu'elles révèlent des stratégies de façade, d'assentiment ou de déférence aussi bien envers l'ordre politique qu'envers l'organisation.

Par le biais de l'observation ethnographique, l'enquêteur peut porter son regard sur le fort degré d'interconnaissance qui unit les habitants. Ces liens sociaux – centraux dans la compréhension de l'engagement au sein de l'action collective – sont davantage perceptibles pendant des moments de convivialité et de fête que lors de réunions pendant lesquelles les échanges sont davantage guidés, codifiés et structurés. Aussi, les rapports sociaux routinisés entre enquêtés peuvent représenter des freins à l'engagement militant, cette dimension étant souvent délaissée par les sciences sociales. Cette démarche rend donc possible l'observation des divers rôles sociaux endossés par les enquêtés selon la scène dans laquelle ils se trouvent puisque ma présence ne se cantonne pas uniquement à l'enceinte du quartier. Selon qu'ils soient au tribunal, à l'église, dans une salle de réunion ou au bar du quartier, les habitants n'adoptent pas le même comportement. Ils modulent leur conduite à la configuration spatiale et la conforment aux normes institutionnelles et organisationnelles propres à chaque espace et à la coprésence (CEFAÏ et al., 2012). Ainsi, l'observation offre un regard complémentaire aux entretiens, puisqu'elle donne à voir la façon dont les habitants articulent les discours portant sur leur degré d'engagement et sa mise en pratique au quotidien, dans les réunions ou discussions informelles. De plus, elle permet d'infirmer, confirmer ou nuancer leurs témoignages. Grâce à

l'observation des rassemblements auxquels prennent part les enquêtés, il devient également possible de distinguer s'ils appartiennent ou non à une certaine faction plutôt qu'à une autre.

L'observation éclaire les relations de pouvoir – qui influencent la prise de parole – et l'expression concrète des inégalités de genre, de race ou de classe qui peuvent traverser les collectifs militants. Elle révèle les modalités de participation qui dessinent le type d'engagement attendu par les producteurs de normes du groupe. Elle est alors un outil indispensable à la compréhension du façonnage militant et du fort contrôle social qui s'exerce sur les membres des deux mouvements.

Enfin, l'observation ethnographique s'avère indispensable pour saisir la désorganisation des organisations militantes, les débordements et improvisations, peu perceptibles dans d'autres contextes. Grâce à sa mise en pratique, le chercheur peut saisir les aspérités⁸ souvent effacées des discours plus policés de l'entretien ou de la réunion. En somme, ce n'est que par l'ethnographie que l'enquêteur accède aux coulisses du mouvement social pour mieux en comprendre les rouages.

2.2.3 L'analyse spatiale

Les mobilisations étudiées s'ancrent dans des espaces dont la composition sociale et la production urbaine sont remises en question. Après avoir collecté des données géographiques sur les espaces, j'ai procédé au dessin des cartes. Il s'agit grâce à ces supports de mettre en évidence les phénomènes de gentrification et d'expulsions collectives qui affectent respectivement les habitants de Woodstock et de la Vila Autódromo. Ces supports graphiques sont indispensables pour rendre compréhensibles des phénomènes urbains complexes et identifier ces lieux au sein de l'armature urbaine de chaque ville. De plus, ils éclairent aussi bien la dimension physique des mobilisations que les trajectoires résidentielles de leurs habitants. Les cartes ont été réalisées grâce au logiciel libre de Système d'Information Géographique QGIS. L'usage de ce logiciel s'est avéré très pertinent pour dévoiler des phénomènes locaux, peu appréhendés par les géographes qui ont coutume d'avoir recours à une échelle inférieure, celle de l'espace urbain, pour illustrer les phénomènes d'expulsions. J'ai signé quatre cartes utilisées dans cette thèse et j'en ai mobilisé deux produites par d'autres cartographes pour représenter des phénomènes plus larges et à petite échelle tels que la

⁸ Par aspérités, je comprends les « coups de gueule », conflits ou moments de relâchement.

répartition raciale des espaces pendant l'apartheid au Cap ou le développement d'installations olympiques à Rio de Janeiro. Ces cartes restituent également l'emprise spatiale de ces quartiers à l'échelle de la ville et les mobilisations qui s'y inscrivent. Ainsi, elles neutralisent le biais localiste qui contribuerait à une surinterprétation des phénomènes observés, puisqu'elle évite toute généralisation hâtive sur leur extension géographique. En plus des documents cartographiques, j'ai également inséré des clichés photographiques que j'ai moi-même pris.

2.3 Remarques réflexives sur les enquêtes empiriques

2.3.1 Accès au terrain

Concernant le terrain brésilien, l'essentiel de mes données a été collecté lors de ma première enquête de terrain, en 2015. Les chercheurs brésiliens, étudiants de master ou de doctorat, sont alors nombreux à centrer leur attention sur le cas de la Vila Autódromo. Ils sont éloquents, participent intensément aux débats et m'intimident. Je suis surprise par la place qui leur est réservée sur le terrain de la lutte sociale. Rarement j'ai vu un tel engouement de chercheurs en sciences sociales pour une cause localisée. En tant qu'européenne et éloignée des enjeux cariocas je ne me sens guère légitime en leur présence. J'expose ma recherche pendant la première réunion à laquelle j'assiste ; après avoir intensifié ma présence dans le quartier, j'estime ensuite « avoir fait mes classes » (BROQUA, 2009) et me dispense de présentation supplémentaire. Les habitants m'accordent rapidement leur confiance, ils apprécient discuter à la fin des réunions et s'intéressent aux nouveaux venus. Être européenne suscite aussi une certaine curiosité de leur part même si plusieurs journalistes européens ont déjà couvert le sujet des expulsions dans le quartier. La surexploitation académique de mon sujet m'embarrasse, je ne sais comment apporter quelque chose de supplémentaire à ce qui a déjà été dit. Après avoir beaucoup dialogué sur la question de l'insertion des chercheurs dans un terrain éloigné lors de séminaires, je constate que pour les personnes éloignées de leur terrain et étrangers, la mise à l'épreuve individuelle est plus intense pour gagner sa place au sein d'un terrain pouvant être perçu comme concurrentiel.

Après deux semaines sur place, une habitante me propose de vivre chez elle, j'accepte. La quotidienneté dans le quartier et l'expérience prolongée de l'expulsion me permettent de mieux comprendre le vécu des habitants, de m'insérer aux discussions et tractations quotidiennes et capter les rumeurs et bruits qui courent. Vivre sur le terrain aide beaucoup,

comme le signale Desmond (2019, p. 414): « c'est la seule façon d'avoir une expérience immersive et sur le plan purement pratique, on ne sait jamais quand des choses importantes vont arriver ». Certains habitants ignorent les raisons de ma présence et supposent que je suis journaliste ou encore psychologue. Cette confusion entre les rôles de chercheur et psychologue se retrouve lors de plusieurs entretiens, pendant lesquels certains enquêtés « vident leur sac », me décrivent leur mal être, leurs problèmes de couple ou les conflits qui les opposent à leurs voisins. Cette propension à parler de problèmes privés traduit le manque d'interlocuteurs à qui s'adresser pour raconter leurs déboires (MAUGER, 1991).

Cette présence sur le terrain et surtout chez mon enquêtée, me donne la possibilité de mieux saisir l'influence de la sphère intime sur le désengagement. Je fais l'expérience du foyer expulsé et je prends conscience des pressions quotidiennes exercées sur les habitants. Ana ne me demande pas de m'acquitter d'un loyer, elle dit vouloir que je sois présente parce que ses parents ont quitté le domicile, mais qu'elle continue d'acheter de la nourriture pour quatre. Elle est d'une grande générosité, m'ouvre les portes de sa maison, de sa famille et de ses amis. Elle facilite l'organisation de plusieurs entretiens, notamment après la période d'évictions. Vivre quotidiennement auprès d'elle nous rapproche. Auprès des autres habitants, je suis rapidement associée à sa personne. Cette posture me permet de gagner la confiance des habitants, mais me place également au cœur des intrigues de quartier dans lesquelles Ana est plongée. Puisqu'elle est en conflit avec certains membres du groupe, je risque de clore l'accès à certaines personnes clés de la lutte. Je veille donc à participer aux activités du groupe, à être présente quand elle ne l'est pas et à prendre le temps de discuter avec les habitants au détour de la rue. Malgré mes déambulations de quartier, beaucoup de choses m'échappent pendant cette première enquête de terrain, pour plusieurs raisons : j'y suis étrangère, j'ai probablement besoin d'un temps d'adaptation, je tends parfois à surinterpréter les propos et événements qui s'y déroulent. Certains secrets me sont confiés et suscitent des questionnements éthiques. J'ai connaissance d'affaires de corruptions entre habitants et agents locaux qui interrogent mon rapport aux enquêtés et posent des questions déontologiques inhérentes à l'immersion.

En Afrique du Sud, j'accède au terrain en contactant les membres de Reclaim The City. Par l'entremise de Mike, membre de Ndifuna Ukwazi, j'assiste à l'Heritage Walk, une marche commémorative ; excellente occasion pour découvrir le quartier de Woodstock aux côtés de ses résidents. Ce n'est que deux jours plus tard que je me présente publiquement, lors de la réunion hebdomadaire du « Chapter meeting ». Je ne dis pas explicitement que je mène une recherche sur l'engagement, de peur de catégoriser les pratiques militantes, mais plutôt que je travaille

sur les mobilisations contre les évictions en Afrique du Sud au Brésil. Comme je l'ai fait au Brésil, je préfère me maintenir à distance lors des réunions pour produire le moins d'interférences possible sur le cours de la réunion. À l'inverse, lors des manifestations je participe plus activement et pratique les rituels d'action collective (chant, danse). Cette situation d'engagement « au cœur de l'action » me permet de vivre l'expérience de la mobilisation et de réduire la distance que j'affiche lors des réunions avec mes enquêtés.

En dehors des activités militantes, mes journées consistent également à côtoyer mes enquêtés au sein de l'hôpital, mais aussi à l'extérieur. Je passe du temps avec Maruchka qui me raconte les derniers rebondissements de sa vie personnelle en me préparant des décoctions d'herbes exotiques, je bois des cafés avec Marius et Rick, je vais à la plage avec Nana et Susanna, m'improvise interprète d'un syndicaliste chilien en visite, déménage la maison de Susanna, fais une randonnée avec Marius et les militants de Ndfiuna Ukwazi, participe à une maraude avec George et le prêtre de l'église locale. Je suis conviée à une *baby shower*, à des funérailles, à un mariage. La marche est un excellent moyen de se rapprocher des habitants et d'entamer des conversations passionnantes. Entre le centre et Woodstock, en passant par District Six, les habitants du Cap se plaisent à me raconter l'évolution de la ville et des paysages. Les « blancs » n'ont aucune importance et personne ne ressent la nécessité de les combler.

2.3.2 L'épreuve de l'autre : genre, classe et race dans la relation d'enquête

L'expérience d'un terrain éloigné est singulière à plusieurs égards. Je ne maîtrise pas les codes sociaux des deux pays et je crains que la distance sociale altère les relations avec mes enquêtés.

En Afrique du Sud, plusieurs personnes m'ont sollicité pour obtenir de l'argent. Je crains de creuser la distance sociale en étant trop dispendieuse et d'être catégorisée comme la « riche européenne » comme a été taxé publiquement un de mes collègues chercheur. J'ai bien aidé quelques habitants en Afrique du Sud, mais je n'ai pas octroyé de sommes importantes. Au Brésil, les habitants ne m'ont jamais demandé de les aider matériellement. Lors d'un second terrain, mené en 2018, j'ai passé deux mois chez le fils d'Ana auprès duquel je me suis acquitté d'un loyer. Mon origine française était valorisée et je tirais avantage de ma naïveté, réelle ou supposée, basée sur ma jeunesse et mon éloignement culturel, pour me voir accorder leur confiance. Néanmoins, aussi bien au Brésil qu'en Afrique du Sud, je portais le bagage de ma classe et de mon pays d'origine. Le poids de la « culpabilité sociale » (MEMMI, ARDUIN,

1999, p. 139), est un implicite d'autant plus perceptible dans les enquêtes auprès des dominés. Memmiet Arduin emploient la formule-choc suivante pour expliciter ce non-dit dans les interactions:

« Tu es destiné à la mort sociale (et à une mort physique anticipée) alors que je prospère au point de pouvoir me payer le luxe de t'interroger ». Je tentais toujours de compenser cette culpabilité par une attitude compréhensive et avenante, tout en ayant conscience que la parole que je recueillais et le temps que mes enquêtés me consacraient étaient sans commune mesure avec ce que je pouvais leur apporter.

Si la question raciale est omniprésente dans les deux pays, je ne l'ai pas ressentie aussi fortement au Brésil qu'en Afrique du Sud. La forte étanchéité des rapports de race dans ce dernier pays façonne davantage qu'au Brésil les rapports sociaux. Être blanche, européenne et bien portante parmi des Métis à la situation économique précaire intimide, génère un sentiment d'inégalité, et renvoie à une domination profonde et ancrée structurellement. Certains cadres du mouvement se méfiaient de ma présence et scrutaient mon attitude. Cette suspicion pouvait par ailleurs conduire à des quiproquos et à la surinterprétation de certaines situations. Un collègue anthropologue, Björn, et moi avons par exemple été accusés par certaines personnes de l'occupation de saouler les enquêtés Métis pour leurs soutirer des informations, comme au temps de l'apartheid. Au cours d'une soirée à laquelle plusieurs enquêtés étaient présents et dont je me retirai après deux bières, une altercation a eu lieu entre un enquêté et un client du bar. De retour à l'occupation, l'enquêté, ivre, s'est mis à hurler car les portes de l'occupation étaient fermées et a insulté certains occupants. Ayant eu vent de notre présence au bar, deux habitantes et leaders du mouvement l'ont interprété comme une incitation à consommer pour ensuite profiter de leur ébriété. Cet épisode, interprété comme une instrumentalisation et une infantilisation des enquêtés, a ravivé auprès d'elles les souvenirs de l'apartheid. Comme souligné plus haut, la relation asymétrique entre enquêté et enquêteur est empreinte de violence symbolique, cet épisode illustre la domination symbolique que j'ai pu exercer sur les habitants. Les paramètres sociaux et raciaux exposés ci-dessus sont centraux dans une enquête en sciences sociales puisqu'ils influencent la production des données empiriques. Sociologues et anthropologues leur consacrent par ailleurs de nombreux articles (MAUGER, 1991; MEMMI ARDUIN, 1999; DUNEZAT, 2015; HUNTER, 2018). C'est pour cette raison que je souhaite ici explorer deux paramètres plus négligés dans la réalisation de l'enquête, celui du genre et de l'asexualité. J'ai pris conscience de l'importance du genre dans l'enquête par la crainte qu'ont suscitée les potentielles violences sexuelles sur mon terrain sud-africain. Une mauvaise expérience au Brésil – dont je ne souhaite pas ici préciser les contours – se réveille dans ma mémoire et me tient avertie des dangers qui guettent les jeunes femmes chercheuses dans leur

démarche sociologique. Avant de m'envoler pour l'Afrique du Sud, je ressasse cette mauvaise expérience et ressens un sentiment de solitude face à ce sujet perçu comme inaudible et donc difficile à objectiver. Je m'étonne de la place lacunaire accordée à ce paramètre dans les manuels d'enquête en sciences sociales ; d'autant plus que celui-ci s'immisce nettement dans les relations tissées avec mes enquêtés. Aussi, les professeurs auxquels j'évoque mes craintes, ne semblent pas en mesure de me conseiller des références sur le sujet⁹. Grâce à des échanges avec deux doctorantes, je trouve satisfaction dans le texte de Clair (2016) qui a pour moi une vertu thérapeutique et chasse mes angoisses. Je n'ai en fait pas besoin de conseils d'autodéfense, mais plutôt de savoir que mes questionnements, doutes et inquiétudes à ce sujet ne se cantonnent pas au domaine de l'intime, mais méritent une attention d'ordre sociologique. Je suis alors sidérée que ses réflexions ne soient pas transmises aux apprentis sociologues et politistes. Ce « tabou méthodologique » ne constitue pas un simple écueil de l'enseignement des sciences sociales, il peut aussi (indirectement) exposer les débutantes en sociologie aux harcèlements ou agressions sexuelles, comme elle le rappelle (CLAIR, 2016, p. 45):

« En ne la soumettant pas à l'analyse réflexive, on s'empêche d'objectiver ses effets sur la production de connaissances et on contribue à laisser les sociologues dans l'impréparation, exposés à des difficultés concrètes exclues de la réflexion méthodologique, ils et elles peuvent avoir le sentiment que le discours sur ces difficultés est illégitime. (...) L'omission de la sexualité dans la relation d'enquête ajoute à la solitude du terrain l'ignorance de certains dangers que ce dernier renferme ».

Ne souhaitant pas contourner cette question et puisque je mobilise une approche interactionniste de l'engagement, je me vois dans l'obligation d'explicitier même brièvement les effets de genre et les « tensions sexuelles » suscitées par la rencontre d'individus de sexe opposé dans des espaces restreints et d'énoncer les stratégies mises en place pour les réduire. Clair a habilement éclairé le script sexuel caché dans la relation d'enquête, mettant en lumière les similitudes entre l'organisation d'un entretien et une rencontre amoureuse ou sexuelle. Dans la partie réflexive de son ouvrage, Desmond admet qu'en enquêtant sur les expulsions locatives, il est accusé à plusieurs reprises de vouloir profiter sexuellement des femmes en s'entretenant avec elles à leur domicile. En tant qu'homme hétérosexuel, on l'accuse d'exercer son emprise sur des femmes dans des situations de vulnérabilité économique. Travailler sur la question du logement induit presque systématiquement de s'introduire chez l'enquêté puisque l'habitat constitue l'unique lieu dans lequel il est possible de discuter dans le calme, à l'écart de l'agitation du quartier. Entant que femme, j'éprouve des difficultés à me rendre chez les

⁹ Une professeure m'a recommandé de m'adresser à Garance, une association féministe d'autodéfense.

enquêtés masculins et me sens plus à l'aise en présence de leur famille élargie ou en extérieur. Je ne crains pas d'être agressée sexuellement par un homme lors d'un entretien en huis-clos, mais j'appréhende plutôt la réaction de sa compagne. Je redoute qu'elle me prenne pour une « allumeuse » et préfère donc qu'elle soit dans la pièce, même si sa présence peut altérer les propos des enquêtés. Lorsque les individus hétérosexuels et célibataires m'invitent chez eux, je ressens de la gêne. D'autant plus quand ils ne disposent pas de chaise sur laquelle m'asseoir et qu'ils me proposent de m'installer sur le lit, lieu de l'intime par excellence. L'environnement, c'est-à-dire les lieux et objets entourant la relation d'enquête peuvent alors exacerber la perception du rapport de genre entre enquêteurs et enquêtés. Je propose donc à certains d'entre eux que je connais moins de les retrouver au bar. Toutefois cette appréhension d'une certaine tension sexuelle résolue par un entretien en public se heurte cette fois aux conditions économiques et sociales de mon enquêté. Les seuls bars du quartier de Woodstock sont des espaces chers. Réservés aux blancs de classes moyennes et supérieures, ils ont substitué les troquets populaires. L'enquêté se trouve comme paralysé, il ne commande rien, semble mal à l'aise et éprouve des difficultés à s'exprimer. Je savais qu'emmener l'enquêté dans un des cafés branchés qui renvoie au phénomène de gentrification était une mauvaise idée, mais je n'avais guère d'alternative. Je propose alors de changer de lieu, embêtée de ne pas savoir réellement où mener la suite de l'entretien. Il me propose d'aller à l'église, le prêtre lui ayant confié les clés. J'accepte, la sacralité du lieu me rassure, l'enquêté se sent également à son aise et nous poursuivons l'entretien dans des conditions plus favorables. Trouver le lieu idéal dans lequel réduire la distance sociale et contrecarrer le script sexuel caché est une tâche parfois hasardeuse, surtout dans le terrain sud-africain dans lequel le quartier et les espaces de sociabilité sont devenus hostiles aux enquêtés. Il s'agit donc « de faire avec » et tenter de débusquer avec un regard réflexif la façon dont ce paramètre configure la relation d'enquête. Cette dernière remarque souligne l'importance d'une objectivation des biais sociologiques produits par les propriétés sociales de l'enquêté et la situation d'enquête, rappelant que toute production scientifique est un savoir situé.

2.3.3 Favoriser la proximité, maintenir la distance. Les enjeux de l'enquête en terrain militant

Enquêter en terrain militant conduit souvent à s'engager au sein du groupe et à en épouser la cause (BROQUA, 2009; MISCHI, 2012; JOUAN, 2016). Les chercheurs brésiliens étaient nombreux à enquêter sur le terrain de la Vila Autódromo. En tant qu'européenne et

éloignée des enjeux cariocas je ne me sentais guère légitime à la Vila Autódromo. J'ai toutefois gagné ma place en m'impliquant sur le terrain de façon routinière comme décrit plus haut.

À Woodstock, j'ai davantage senti que je devais faire mes preuves. Il était mal perçu de s'exprimer en public lors des rassemblements, mais certains leaders attendent des étudiants-chercheurs une participation intense et des garanties quant à l'utilisation des données collectées. Par ailleurs, cette norme de non-participation des chercheurs fluctue selon le leader qui anime la réunion et le nombre de participants. Lors d'une réunion de taille réduite, Lumumba, un militant du groupe, m'interpelle en me nommant « Comrade Margaux » et me demande pourquoi je n'interviens pas et garde le silence. Peter, ancien syndicaliste et leader du mouvement, portait quant à lui un regard critique sur les chercheurs, en particulier sur les chercheurs français qu'il avait connus lors d'un voyage à Paris organisé par son ancien syndicat. Il dénonçait leur regard surplombant à l'égard des mouvements sociaux dont ils refusaient de prendre part. Les leaders de Reclaim The City exhortaient donc plutôt les chercheurs à s'affilier au mouvement (en devenant membre et à travers le paiement d'une cotisation de 50 rands¹⁰ dont je me suis acquittée) et à participer en dehors des espaces de délibération. Ils souhaitaient limiter nos interventions en public et tentaient d'exercer un contrôle sur le savoir les concernant. Peter ou encore Johanna, tous deux leaders du mouvement, ont exprimé leur méfiance envers les chercheurs, à qui ils reprochaient de capter les données nécessaires à leur recherche et donc à leur évolution personnelle et professionnelle. Lorsque Björn et moi leur avons fait part de notre participation à un congrès de sciences politiques, Johanna s'est mise à répéter « Nothing about us, without us ».

Même si je tente alors de faire mes preuves et de m'opposer par mon action au sein du groupe à une recherche purement instrumentale maximisant les coûts-bénéfice du terrain, j'étais traversée par ces questionnements. Je culpabilisais de déposséder mes enquêtés, de capter leurs propos, scruter leur façon d'être, pénétrer leur domicile et leur vie sans être en mesure de leur donner quoi que ce soit. Pour limiter ma culpabilité et « faire mes preuves » auprès du groupe, j'ai participé aux actions tout en me cantonnant aux tâches d'exécution militante. J'ai assisté aux moments de mobilisations, accompagné les habitants au tribunal, soutenu les habitants expulsés. J'ai maintenu mes distances quant à la production de discours et à l'élaboration des stratégies du mouvement.

Cette différence de traitement selon le terrain de thèse est selon moi imputable aux

¹⁰ Environ 2,50 euros.

trajectoires variées des deux mouvements sociaux et au rapport différencié qu'ils entretiennent avec les institutions académiques. Dans le cas de la Vila Autódromo, les habitants ont reçu un fort soutien de chercheurs d'universités publiques qui ont participé en 2013 à l'élaboration d'un plan d'urbanisme concurrent à celui de la municipalité. Ce projet salué par un concours international d'urbanisme a consolidé la renommée du quartier à l'échelle du pays et au niveau international, légitimant la collaboration et la participation des universitaires à la lutte sociale. De nombreux habitants arguent que la recherche peut renforcer sa visibilité : la présence de chercheurs est donc valorisée et encouragée. Ce soutien universitaire n'est pas surprenant, il émane de la longue tradition d'enquêtes en sociologie, géographie et sciences politiques menées dans les quartiers populaires.

À l'inverse en Afrique du Sud, la méfiance exprimée par les leaders à l'égard des chercheurs trouve ses racines dans une perception des acteurs de ce secteur, plus particulièrement quand ils viennent d'Europe, comme indissociable du passé colonial. Le traumatisme de l'apartheid marque encore les corps et les esprits des enquêtés. La recherche menée auprès de dominés Métis ou Noirs, par des acteurs extérieurs blancs et de classe moyenne, venus analyser leurs pratiques et expériences peut – dans une certaine mesure – raviver la suspicion engendrée par des entreprises ethnographiques coloniales passées. De plus, les leaders, souvent multipositionnés dans les luttes sociales, voient d'un mauvais œil les tentatives d'appropriation des mouvements sociaux par des porte-parole blancs et issus de la classe moyenne. C'est également pour cette raison que le mouvement souhaite exercer un contrôle étroit sur les connaissances produites sur lui. Les modalités d'accueil des chercheurs sont donc tributaires de configurations sociales et raciales passées, de facteurs internes aux groupes et des frontières que les producteurs de normes souhaitent marquer avec les interlocuteurs externes.

Certains habitants « ordinaires », pensant que je représente le mouvement social, ont par conséquent adopté une attitude irréprochable à mon égard, soignant ma réception, s'exprimant avec prudence et surestimant sans doute leur participation au mouvement. Certains d'entre eux, que je connaissais le moins, semblaient stressés. À travers mes interrogations et mon expression, je reproduisais peut-être le langage des institutions envers lesquelles ils ressentent une vive méfiance. Cette croyance avait la peau dure même si j'ai tenté de la désamorcer dès le début de l'entretien en donnant un ton plus informel à la rencontre et en précisant que j'étais indépendante des organisations. Je tenterai dans mon propos d'en déceler les contours, les raisons et la manière dont cette méfiance s'exprimait. Recouper leurs propos avec des

observations ethnographiques a en partie permis de dépasser ce biais. Enfin, la frontière linguistique qui me séparait des enquêtés, et l'incapacité de saisir certaines particularités de langage ou de comprendre l'Afrikaans pour le cas sud-africain, m'ont sans doute conduit à passer à côté de données empiriques qui auraient permis une compréhension plus fine de certaines situations.

3. Plan de la Thèse

Cette recherche est divisée en six chapitres différents. Son organisation découle de la volonté d'articuler l'analyse des carrières et activités sociales, d'une part, aux temporalités et espaces dans lesquelles elles s'inscrivent et, d'autre part, aux groupements au sein desquels elles se déploient. La structure de la thèse s'articule donc autour de trois dimensions principales, le contexte et la spatialité dans laquelle s'ancrent les mouvements sociaux (premier et second chapitres), les organisations (troisième et sixième chapitres) ainsi que les divers types d'engagements en leur sein (quatrième et cinquième chapitres). La comparaison de chaque mouvement au sein des différentes parties composant les chapitres a été préférée à l'élaboration de chapitres distincts selon les espaces. Néanmoins, par souci de compréhension, les éléments analytiques relatifs à chaque mouvement sont subdivisés dans chaque partie.

Le premier chapitre décrit les modes de développement urbain à partir de la moitié du XX^{ème} siècle en Afrique du Sud et au Brésil. L'analogie entre des planifications urbaines conduisant à l'expulsion des plus pauvres est examinée et nuancée par les distinctions normatives mises en place dans chaque espace national. J'analyse ensuite les mutations urbaines entraînées par le retour à la démocratie. Dans chaque pays, l'espoir d'un redressement des inégalités socio- spatiales se heurte à des injonctions économiques qui les font perdurer ou les aggravent.

Le second chapitre explore les quartiers dans lesquels s'ancrent les mobilisations. Les phénomènes d'expulsions y sont examinés pour mieux comprendre les revendications portées par les groupes, mais aussi le fort ancrage social de leurs habitants. Je me concentre d'ailleurs dans un second temps sur l'expérience vécue du quartier et du logement. Ces espaces physiques sont les supports d'affects et d'émotions partagées collectivement. Les significations qu'ils recouvrent peuvent constituer des supports à l'engagement dans la lutte et être instrumentalisées par les collectifs pour susciter l'adhésion.

Le troisième chapitre est consacré à la description des mouvements sociaux. Il s'agit de comprendre la genèse de ces mouvements, les répertoires d'action qu'ils utilisent et la façon dont ils s'articulent au paysage contestataire carioca ou capétonien. Les outils de façonnage du militantisme sont également examinés pour mieux comprendre comment les structures collectives retiennent leurs membres et tentent de limiter les défections. Dans le même sens, les modalités de la participation aux actions publiques et rassemblements sont examinées à travers une observation ethnographique. Ce chapitre qui permet de comprendre les attentes véhiculées par les producteurs de normes reflète également les rapports de pouvoir qui traversent les collectifs.

Dans le quatrième chapitre, j'explore la diversité des engagements au sein des collectifs mobilisés. Dans un premier temps je m'attèle à comprendre pourquoi et comment, malgré un contrôle social exacerbé, certains membres de Reclaim The City parviennent à négocier un engagement « situé », c'est-à-dire limité à l'enceinte de l'occupation. Dans un second temps, j'explore le désengagement d'une partie des habitants de la Vila Autódromo, m'intéressant aussi bien aux motifs de leur retrait qu'à la façon dont ils procèdent pour se retirer dans les meilleures conditions économiques et sociales possibles. Dans un troisième temps, j'examine la pérennisation de l'engagement. Dans le cas de la Vila Autódromo, j'observe les motifs pour lesquels certains habitants ont refusé toute forme de compensation et lutté jusqu'à obtenir gain de cause tandis que dans le cas de Woodstock, j'observe des engagements intenses, qui s'inscrivent dans la durée et en dehors des murs de l'occupation.

Enfin, le cinquième chapitre est consacré aux ajustements opérés par les mouvements sociaux pour répondre aux inégalités d'engagement et à l'évolution du contexte et des rapports de pouvoir instaurés avec les pouvoirs publics. En raison de dynamiques très différentes, ce chapitre est divisé par mouvements sociaux. Dans le premier cas, celui de Woodstock, j'examine les transformations des répertoires d'action, passant d'actions publiques à des initiatives localisées et centrées sur l'occupation. J'interroge également l'impact politique de ce repli sur la sphère locale. Dans le second cas, celui de la Vila Autódromo, j'observe l'ambivalence des facteurs du déclin de la mobilisation, ces derniers permettant également d'inscrire la lutte dans la durée et l'étendre à de nouveaux espaces.

1 LA RELÉGATION SOCIALE ET SPATIALE DES CLASSES POPULAIRES AU CAP ET À RIO DE JANEIRO

L'urbaniste occidental voit dans Texaco une tumeur à l'ordre urbain. Incohérente, insalubre. Une contestation active. Une menace. On lui dénie toute valeur architecturale ou sociale. Le discours politique est là-dessus négateur. En clair c'est un problème. Mais raser c'est renvoyer le problème ailleurs, ou pire : ne pas l'envisager. Non, il nous faut congédier l'Occident et réapprendre à lire : réapprendre à inventer la ville. L'urbaniste ici-là, doit se penser créole avant même de penser (Patrick Chamoiseau, Texaco, Gallimard, 1992, p. 296).

Ce chapitre a pour but de contextualiser les luttes urbaines auxquelles cette thèse est consacrée, de les replacer dans leurs cadres historiques respectifs, façonnés par l'évolution des rapports de pouvoir entre pouvoirs publics et groupes sociaux qui composent les villes du Cap et de Rio de Janeiro. Je pars du postulat selon lequel la morphologie urbaine constitue une transposition des rapports de pouvoir entre groupes sociaux (HARVEY, 1989 ; 2014 ; LEFEBVRE, 1968). Cet examen de l'évolution des rapports de force entre classes sociales se fera donc sous le prisme de la géographie, à travers l'analyse de la gestion des espaces dans les deux villes par les pouvoirs publics ; de l'histoire, puisque j'éclairerai la production urbaine des deux villes à la lumière des configurations politiques nationales qui s'y sont succédé ; et de la sociologie urbaine, en mobilisant ses apports qui mettent en évidence les formes d'organisation urbaine et leur articulation aux mutations de la structure sociale.

La sociologie urbaine, inspirée par l'école de Chicago, connaît un écho retentissant au Brésil dans les années 1970 et 1980. Certains chercheurs brésiliens, dans le sillage des sociologues américains, contribuent au développement d'une littérature focalisée sur les classes populaires dont ils dévoilent les formes d'existence sociales et matérielles, par le biais de certaines thématiques (en vogue dans le monde académique de l'époque) qui connaissent un fort intérêt académique à cette époque : la marginalité, la dépendance et les mouvements sociaux (PERLMAN, 2010). Valladares (1978, 2005, 2006) et Leeds (1978) notamment, contribuent à une meilleure compréhension, d'une part de la stigmatisation des *favelas* et des catégories pauvres de Rio de Janeiro, et d'autre part de la régulation de leurs conditions de travail et de logement par les pouvoirs municipaux et étatiques. Ils soulignent la stratification urbaine de la ville selon les classes sociales qui la composent. L'œuvre de Machado (1967) éclaire dès les années 1960 les formes de sociabilité urbaine, la façon dont les hommes interagissent et négocient leurs conditions d'existence avec les structures de pouvoir. Ces travaux remettent en question les images du sens commun, d'une part celles des médias qui véhiculent des représentations négatives des quartiers populaires, de l'autre celles des chercheurs qui valorisent au contraire le potentiel subversif de leurs populations. Ces derniers,

enthousiasmés par les travaux de Castells (1983) sur les mouvements urbains, mettent en avant la capacité d'action des classes travailleuses et urbaines dans le bouleversement de la structure sociale.

Dans le même sens, Perlman (1976) déconstruit le mythe de la marginalité, qui prédomine aussibien dans les médias que dans la recherche académique et met en évidence à la fois l'intégration des favelas à la structure urbaine et les interactions que leurs représentants entretiennent avec les pouvoirs publics. Alors qu'en Europe la sociologie urbaine, façonnée par la figure d'Henri Lefebvre et sa conception du droit à la ville [Lefebvre, 1968] comme droit démocratique fondamental, décline avec l'érosion du marxisme dans les cercles universitaires, elle connaît un fort dynamisme au Brésil où elle se perpétue avec la transition vers la démocratie. De nombreux chercheurs analysent alors le passage d'un urbanisme autoritaire à un urbanisme régi par des injonctions financières, entre autres dictées par des organismes internationaux tels que la Banque mondiale. Inspirés par Harvey (1989, 2011; 2014), chercheur marxiste étasunien, considéré comme l'héritier d'Henri Lefebvre, plusieurs chercheurs brésiliens, tels que de Souza (2001, 2006) Rolnik (2015), Santos (2017), Vainer (2011), ainsi qu'une nouvelle génération de jeunes chercheurs (ALMEIDA, 2013; FAULHABER, AZEVEDO, 2015), mettent en évidence l'imbrication des logiques financières dans la production urbaine contemporaine.

Les travaux de Harvey trouvent également un écho retentissant en Afrique du Sud puisqu'ils décrivent des dynamiques urbaines propres à l'ensemble des villes globalisées instituées comme acteurs centraux du développement économique. Ces travaux, qui éclairent la redéfinition de l'action publique dans sa réduction de la place de l'État substitué par de nouveaux acteurs (ONG, entreprises), entrent en résonance avec le paradigme urbain entrepreneurial adopté par la municipalité du Cap. Paradigme, caractérisé par une délégation des prérogatives de l'État aux entreprises privées, qui se heurte au *Reconstruction Development Program*, programme national adopté par l'ANC en 1994 pour résorber les inégalités sociales et économiques. La production académique, qui pendant l'Apartheid s'oriente sur les motifs et les modalités de la partition raciale et spatiale, ainsi que sur les velléités qu'elle suscite (HOUSSAY-HOLZSCHUCH, 1998; LEMON, 1991; 1986; WESTERN, 1996), se focalise ensuite sur les politiques urbaines de rattrapage mises en place par les institutions métropolitaines dans les espaces les plus défavorisés de la ville. Plusieurs chercheurs (OLDFIELD, 2002; PIETERSE, 2002, 2006; MIRAFTAB, 2007; DIDIER, PEYROUX, MORANGE, 2009; DUBRESSON, JAGLIN, 2011) géographes pour la plupart, mettent alors en évidence la reproduction des mécanismes de relégation et l'exacerbation de la structure

socio-spatiale ségréguée du Cap sous le nouveau régime démocratique. Au Brésil comme en Afrique du Sud, malgré des contextes historiques différents, la recherche universitaire sur les questions urbaines s'articule autour de problématiques similaires: la financiarisation de la ville, la fragmentation spatiale et les mouvements sociaux. Les deux pays sont marqués par de fortes inégalités socio-économiques¹¹ et leurs villes sont caractérisées par l'inscription spatiale d'une idéologie autoritaire.

L'enjeu de ce chapitre n'est pas de retracer exhaustivement et comparativement l'histoire des pays dans lesquels s'ancrent les mouvements sociaux urbains étudiés, cette entreprise a déjà été menée (LIPTON, 1986; MAYLAM, 1990; DE ALMEIDA ABREU, LE CLERRE, 1994; HOUSSAY-HOLZSCHUCH, 1997; GONÇALVES, 2013a). Il s'agit plutôt, d'une part, de mettre au jour le rôle des régimes autoritaires dans la fragmentation de l'espace urbain et dans la création de catégories qui délégitiment en termes légaux les classes populaires et urbaines du Cap et de Rio de Janeiro, et d'autre part, d'observer comment l'avènement de régimes démocratiques combiné à des injonctions économiques globales influence les modes de production urbaine. Ce chapitre a donc pour ambition de mettre au jour les continuités, transformations et ruptures de certaines pratiques urbaines élaborées sous des régimes autoritaires. Comme je l'examinerai, la stabilité résidentielle et sociale des classes populaires est sans cesse remise en cause, aussi bien sous régime autoritaire qu'en démocratie. Seuls changent les modalités et les registres de justification employés pour mener à bien les politiques de relégation par les pouvoirs publics, lesquels tolèrent désormais les contestations populaires devenues contre-pouvoir.

Ce chapitre est pensé comme un préambule à l'objet d'étude central: l'engagement d'habitants de quartiers défavorisés mobilisés contre les évictions. Il retrace, comme l'exprime Tilly (1986), les processus de transformation de l'État qui permettent de comprendre l'émergence de mouvements sociaux. Les contextes analysés, marqués par la présence de régimes autoritaires à la tête des États brésilien et sud-africain, ne permettraient pas a priori la formation de mouvements sociaux, alors que les démocratisations qui s'ensuivent favoriseraient quant à elles leur émergence. Or, malgré la forte limitation de la liberté d'expression et les interdictions de se réunir et de protester sous les périodes autoritaires, certaines contestations localisées éclatent dans et depuis les quartiers populaires. Il est primordial d'observer que ces mobilisations populaires, aux diverses formes

¹¹ L'indice de Gini du Brésil s'élève à 0,530 en 2017. En Afrique du Sud, il est de 0,630 en 2014, taux le plus élevé au monde (Banque Mondiale, 2018).

organisationnelles, exercent des effets sur les politiques publiques. Aussi limitées et contenues soient-elles, elles auront aussi une influence sur les modes d'organisation et les répertoires d'action employés par les mouvements sociaux actifs dans le contexte démocratique. Ces mobilisations, ainsi que les résistances locales plus silencieuses (1990) qui se développent sur ces territoires peuvent également forger la culture politique des habitants. Comme Tilly le signale ; les mouvements sociaux s'enracinent dans des contextes culturels spécifiques "social movements incorporate locally available cultural materials such as language, social categories, and widely shared beliefs ; they therefore vary as a function of historically determined local cultural accumulations" (TILLY, 2006b, p. 5).

Les cultures politiques incorporées par nos enquêtes varient fortement d'un endroit à l'autre. L'engagement des habitants aussi bien au Cap qu'à Rio de Janeiro est façonné par ces cultures, expériences et croyances partagées. De plus, les parcours individuels de l'ensemble de nos enquêtes s'enracinent dans ces contextes sociaux et économiques, marqués par de fortes inégalités. Bien qu'à des degrés variables dans les deux pays, les effets de l'exacerbation des inégalités sociales dans la seconde moitié du vingtième siècle, légitimés par des discours contre les classes populaires et racisées, sont encore bien perceptibles et s'inscrivent aussi bien dans l'espace que dans les perceptions collectives. Les catégorisations et divisions du corps social formulées et mises en pratique par les dignitaires du régime d'apartheid sud-africain et de la dictature brésilienne ont des conséquences sur les trajectoires individuelles de nos enquêtes, dont je tenterai de rendre compte tout au long de mon propos.

Rappelons brièvement que la ségrégation et la mise à distance des catégories populaires et noires sont bien antérieures au XIX^{ème} siècle: les pouvoirs coloniaux portugais au Brésil et hollandais puis britanniques en Afrique du Sud ont assujéti les populations indigènes tandis que l'esclavage a dépossédé les Noirs de leurs droits et de leur force de travail pendant près de trois siècles. Au XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècles, les politiques de relégation spatiale sont justifiées par l'hygiénisme et la lutte contre les épidémies. Cependant, dans aucun de ces territoires, cette mise à distance physique des dominés n'eut force de loi. Si l'attention est centrée sur les périodes politiques simultanées d'apartheid et de dictature¹², c'est parce que ces deux régimes systématisent et légalisent la relégation des noirs en Afrique

¹² Dans les deux cas étudiés, il est possible d'affirmer que les régimes autoritaires, dictature et apartheid, simultanément au pouvoir, n'ont pas été mis en place selon un projet entièrement préconçu, élaboré et systématisé en amont. Ils émanent de luttes internes à l'appareil d'état et se développent en corroborant les intérêts de la classe politique blanche à ceux des industriels et des grands propriétaires terriens (LIPTON 1986). De plus, les différentes phases de la dictature et de l'apartheid doivent être appréhendées sous le prisme des conflits sociaux avec les classes populaires et les populations noires.

du Sud et, dans une moindre mesure, des habitants des favelas au Brésil.

Les pauvres n'ont pas leur place dans la ville moderne et développée. Comme je l'explorerai, les représentations de leurs mœurs sont réprouvées socialement (DE ALMEIDA ABREU, LE CLERRE, 1994; HOUUSSAY-HOLZSCHUCH, 1997) et ne correspondent guère à celles des classes dominantes. L'arsenal législatif de hiérarchisation des populations fut beaucoup plus poussé en Afrique du Sud qu'au Brésil. L'Apartheid, qui interdit la coprésence de races différentes, y est entériné juridiquement en 1948. Au Brésil, à partir de la décennie 1930, les régimes politiques successifs vantent au contraire un modèle de « démocratie raciale » (TWINE, 1998; SANSONE, 2003) qui dissimule les dissensions de classe et de race. Le racisme, s'il n'est pas inscrit dans la loi, est implicitement diffusé dans les discours médiatiques et politiques. Ces derniers propagent et consolident ces représentations, qui se répercutent sur la vie des subalternes. Qu'ils aient forcé la loi ou se reproduisent en tant que représentations et discours banalisés des divisions du corps social, les modes de domination raciste et sociale pénètrent les corps et les esprits, tout en façonnant l'expérience du quotidien. Socialisation, travail, éducation et logement sont autant de sphères sociales conditionnées par l'appartenance désignée à un groupe.

1.1 L'autoritarisme politique transposé à la ville (Brésil : 1964-1985 – Afrique du Sud : 1948-1994)

Aussi bien en Afrique du Sud qu'au Brésil, l'étiquetage des personnes racisées et des *favelados*¹³ est à prendre en compte dans la justification des politiques de relégation spatiale. Apriori, en Afrique du Sud, la discrimination est initialement raciale, tandis qu'au Brésil elle se fonde sur les inégalités sociales et économiques. Pourtant, les modes de discrimination se révèlent en fait bien plus complexes. En Afrique du Sud, la stigmatisation ne se produit pas uniquement à partir de la race, mais se base sur d'autres critères révélateurs de la classe sociale. Au Brésil, la discrimination sociale, souvent doublée d'une discrimination raciale non assumée, se manifeste par une moindre mobilité sociale des Noirs et des Métis. Loin d'être exclusives, les formes de discrimination s'imbriquent subtilement. Dans les deux pays, elles reposent sur des mécanismes de disqualification similaires articulés autour de la morale, la violence, l'hygiène et les valeurs. Ces caractéristiques écartent l'Autre de la société et de la ville,

¹³ Habitants des favelas. Ce terme étant connoté, je lui préfère « habitants des favelas ». Toutefois, je l'emploie parfois pour désigner les représentations sociales négatives qui lui sont associées.

letransformant en un individu déviant qui doit être cantonné à un territoire spécifique.

1.1.1 La dictature et l'apartheid, vers une codification du stigmat

1.1.1.1 Racialiser et classer pour dominer en Afrique du Sud

Au XX^{ème} siècle, aucun État n'a investi autant d'effort pour mener à bien la distanciation physique des populations racisées que l'Afrique du Sud. Le discours suprématiste s'enracine dans la culture blanche et coloniale, il se concrétise d'abord par l'asservissement des populations noires en provenance du Mozambique et par la combinaison des colonisations hollandaise et anglaise. Malgré l'abolition de l'esclavage en 1811 et la déclaration de l'Union sud-africaine en 1910, les ethnies majoritaires noires, Zoulou et Xhosa sont perçues comme inférieures à celle blanche, soit-elle anglophone ou boer. Dès 1910, les Boers à la tête de l'État, traumatisés par une guerre aussi désastreuse que coûteuse contre les Anglais, tentent de réaffirmer la culture afrikaner et de contrôler le territoire en se dotant de mécanismes de ségrégation raciale. La séparation des races est d'abord justifiée par la nécessité d'enrayer les épidémies de typhus et de peste bubonique qui affectent la ville du Cap à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}. Les Noirs sont alors montrés du doigt : pour les pouvoirs publics, leur hygiène et la promiscuité de leurs logements seraient à l'origine de la diffusion des épidémies. En 1920, la promulgation du *Native Act* les oblige donc à résider dans les townships construits à l'extrême périphérie de la ville et à limiter leurs déplacements dans le centre-ville. Ces infrastructures de logements permettent aussi de faire face à l'exode rural de Noirs venus du Transkei et du Ciskei¹⁴. Ces derniers sont alors massivement envoyés vers Ndabeni, premier township du Cap construit en 1901 (pour l'installation des Noirs), afin de limiter la propagation de la peste bubonique (HOUSSAY-HOLZSCHUCH, 1997). Pourtant, cette loi, flexible et inefficace, n'empêche pas les habitants de ce nouveau township de regagner le centre-ville pour s'y installer ou y travailler. La population de Ndabeni décroît alors fortement entre 1920 et 1930¹⁵. Le manque de clarté de la loi et la difficulté de discernement des personnes (selon des attributs flous qui seront ensuite abordés) bénéficient aux populations racisées qui négocient leur présence en ville. La Seconde Guerre mondiale et l'afflux de populations noires vers les

¹⁴ Provinces situées au Cap Oriental.

¹⁵ En 1920, le township de Ndabeni est surpeuplé. En conséquence, les épidémies de typhus s'y développent et la criminalité augmente. Le township est démantelé en 1926. La plupart de ses habitants rejoignent alors le township de Langa, construit à 5 kilomètres, en 1923. Pour plus d'informations voir Houssay-Holzschuch (1997, 103).

centres urbains augmentent le taux de chômage. La recrudescence de la violence est imputée aux migrants noirs et renforce les thèses du Parti National. Ses membres invoquent le devoir de préserver la pureté de la culture blanche et afrikaner (« le peuple élu ») face à la menace de la culture noire, considérée inférieure, primitive et répugnante. L'idéologie raciste, au cœur du programme du Parti National élu en 1948, se propage dans l'ensemble des secteurs de la société.

Si certains membres du PN brandissent l'étendard de la supériorité biologique blanche commémécanisme de stratification sociale et de hiérarchisation, les architectes de l'apartheid la conçoivent plutôt comme un outil de construction sociale (POSEL, 2001). Comme le souligne Suzman (1960) dès le début du XX^{ème} siècle, ce n'est pas tant la race, en tant qu'attribut biologique, qui entre dans les logiques de classification, mais la présentation sociale de celle-ci. Présentation sociale, car la distinction raciale ne s'effectue pas uniquement à partir de l'apparence limitée à la couleur de peau, mais inclut d'autres caractères tels que l'attitude ou le discours.

Tout comme dans la société martiniquaise racialement stratifiée du XIX^{ème} siècle et finement décrite par Chamoiseau dans son roman *Texaco* (1992, p. 98); le style de vie, « la manière et les beaux airs », sont autant de critères utilisés par les dominants pour déterminer l'assignation raciale de chaque individu non blanc. Rappelons que dans ces sociétés, la population n'est passivement séparée entre Blancs et Noirs, mais, en Martinique comme en Afrique du Sud, les nuances raciales qui régissent la distinction raciale sont aussi complexes que cruciales pour comprendre la répartition des pouvoirs dans la société.

En cas de doute sur l'appartenance à telle ou telle race, l'assignation est tranchée par le pouvoir discrétionnaire de certains fonctionnaires publics (POSEL, 2001). Or, dans le sillage de ses prédécesseurs, Voerwood, le Premier ministre d'Afrique du Sud de 1958 à 1966, considéré comme un des pères de l'apartheid, est conscient que les différences entre Noirs et Blancs sont davantage la conséquence d'une construction et « doivent être vues comme sociales plutôt que biologiques » (POSEL, 2001, p. 101). C'est pourquoi il parle de « supériorité sociale et civilisationnelle de la race caucasienne ». Voté en 1950, le *Population Registration Act* stipule que « les habitudes, l'éducation, le discours, le comportement et l'attitude en général doivent être pris en compte ». Autant de critères servant à éclairer la dimension sociale de la race, qui sont trop souvent minimisés dans les études historiques ou sociologiques sur l'Afrique du Sud. Les classifications raciales sont si nettes et assumées qu'elles constituent la partie visible de l'iceberg.

La classification de 1948 ne relève évidemment d'aucune méthode scientifique

probante. En opérant une désignation arbitraire des races selon la couleur de peau combinée à des propriétés sociales, la législation tente de « définir l'indéfinissable » (CHRISTOPHER, 1990) ou selon Mbembé de « codifier la folie » (MBEMBE, 2015). De cette façon, l'élite blanche sacralise sa supériorité (WESTERN, 1996) et l'érige en principe fondateur de l'Union sud-africaine, régime démocratique pour seulement 10% de sa population. À travers cette hiérarchisation raciale des individus, les Blancs consolident leurs privilèges sociaux et économiques. Minoritaires sur le plan démographique, le recours à la race établit leur domination politique, économique et sociale, tout en favorisant leur auto-identification au groupe dominant. La distinction en « races », juridiquement entérinée, permet de désigner l'espace des dominés sans toujours signifier symétriquement la place accordée aux dominants (NAUDIER, SORIANO, 2010), cette dernière va de soi et n'implique aucune restriction. Ainsi, dans les lois de l'apartheid, alors que les obligations, interdictions et punitions des dominés sont énumérées et largement détaillées, celles des Blancs en contrepartie apparaissent peu et irrégulièrement¹⁶. Ces étiquetages raciaux et sociaux façonnent l'intégralité des sphères de vie individuelles et pèsent considérablement sur le quotidien des dominés, prisonniers de leur apparence et du statut social qui en découle. Le racisme institutionnalisé et systémique s'immisce dans l'intimité, les corps et les expériences. Il façonne les schèmes de pensée de l'ensemble du corps social et s'introduit dans ceux des dominés, qui intègrent les stigmates et intériorisent leur infériorité raciale¹⁷ (FANON, 2015).

De plus, la discrimination résidentielle se consolide avec l'avènement du Parti National en 1948: il devient alors indispensable de limiter l'exode rural des Noirs, qui constitue une précieuse main-d'œuvre paysanne à bas coût. L'indigène est perçu comme inapte à la vie urbaine et sa présence en ville, indésirable, est uniquement pensée du point de vue de l'instrumentalisation de sa force de travail. En 1960, le discours hygiéniste resurgit pour justifier la destruction de quartiers réputés insalubres et la formation de frontières raciales, conçues comme « cordons sanitaires » [Western, 1996, p. 144] limitant la propagation de la tuberculose. Pour Marris, ingénieur en charge de l'urbanisme au Cap, la misère, mère de tous les vices, justifie l'éradication des townships, seul moyen efficace pour résorber les dysfonctionnements sociaux : « Physical squalor is an affront to the order of society, which

¹⁶ Un contrôle renforcé est tout de même exercé sur les Blancs, qui comme le reste de la population doivent soumettre leurs données biographiques au *Population Registration Act*. Ce volet de la loi a d'ailleurs été le fruit d'intenses débats parlementaires et souleva l'indignation de certains députés.

¹⁷ Pour Fanon (1967), l'aliénation des Noirs, entendue comme la dépossession des droits et la soumission forcée, constitue le premier obstacle à leur soulèvement. Ce constat peut aussi être appliqué aux Métis d'Afrique du Sud, certes socialement et économiquement privilégiés par rapport aux Noirs mais toujours considérés inférieurs aux Blancs.

readably becomes associated with other signs of disorder in the public image. Crime, drunkenness, prostitution, feckless poverty, mental pathology do indeed cluster where housing is poorest-though not thereonly (MARRIS, 1974, DANS WESTERN, 1996, p. 144).

Des arguments semblables sont employés au Brésil tout au long du XX^{ème} siècle pour justifier l'éradication des quartiers informels.

1.1.2 Le cas brésilien : le lieu de résidence comme motif de discrimination

Au Brésil, la discrimination raciale s'exerce selon des logiques distinctes, mais toujours dans des contextes d'expansion du capitalisme. Comme en Afrique du Sud, elle est d'abord le produit de l'exploitation coloniale par les puissances européennes. Le Brésil, République indépendante depuis 1822, est le dernier pays d'Amérique à abolir l'esclavage en 1888. Les contempteurs du servage n'en sont pas moins les partisans du blanchiment¹⁸, croyance assimilationniste, qu'ils considèrent comme la seule voie de rédemption pour la nation brésilienne (ROZEAUX, 2015). C'est pourquoi, au début du XX^{ème} siècle, la jeune république encourage l'immigration européenne et interdit les immigrations noire et indienne. Les catégorisations raciales s'atténuent dans les années 1930, avec la diffusion dans les cercles du pouvoir et les universités¹⁹ du récit narratif de la « démocratie raciale » forgé par le sociologue Gilberto Freyre (1933). L'harmonie entre les races, véritable instrument de propagande de la dictature brésilienne (1964-1985) sur la scène internationale, prend la forme d'une chimère. La mise en place de milices d'extermination adouées par les gouverneurs Lacerda (1960-1965) et Negrão de Lima (1965-1971), les assassinats²⁰, tortures et emprisonnements massifs, qui touchent majoritairement les populations noires, font de la mixité raciale un outil de propagande qui ne correspond aucunement à la réalité des rapports raciaux.

Certains chercheurs qualifient l'attitude de la dictature à l'égard des subalternes de « racisme institutionnel » ou encore « d'apartheid social » (VARGAS, 2005 ; ROTONDANO, 2019). Or, la mise en comparaison avec l'Afrique du Sud prévient tout usage abusif de ces termes²¹. La dictature militaire n'a pas élaboré de catégories institutionnelles destinées à

¹⁸ Croyance assimilationniste développée au XIX^{ème} siècle par une partie de l'élite brésilienne et selon laquelle l'immigration massive en provenance d'Europe permettrait de régénérer la nation, dégénérée par la présence d'une main d'œuvre Noire et servile.

¹⁹ Les chercheurs en sciences sociales de l'époque, focalisés sur les discriminations d'ordre social acceptent l'analyse de Freire.

²⁰ Entre 1963 et 1975, on dénombre 654 cas d'exécutions sommaires.

²¹ D'emblée précisons qu'il ne s'agit pas d'entrer dans le débat stérile d'une comparaison des crimes commis par la dictature ou l'apartheid, mais de soulever rigoureusement les particularités inhérentes à chaque forme de

assujettir les racisés. Le racisme n'est pas non plus érigé en logique institutionnelle de planification urbaine, bien qu'il se superpose indéniablement à la logique sociale qui motive les évictions. Pour ces raisons, il semble inopportun de parler pour le Brésil de « racisme institutionnel » ou « d'apartheid social ». Le terme « apartheid » trouve sa racine étymologique de l'afrikaner et signifie séparation. Pensé et formulé par les producteurs de normes sud-africains, il se réfère avant tout à la nation australe. Ancrée dans un contexte particulier, son exportation dans d'autres contextes sociaux est peu pertinente. Bien que dans la discrimination spatiale brésilienne, issue d'une idéologie européenne suprématiste, soit en germe une séparation, une idée d'apartheid. Je corrobore donc l'idée selon laquelle au Brésil le racisme guide la répression exercée sur les classes dominées, pour qui toute ascension sociale est impossible, bien qu'il ne soit pas juridiquement institué. En contrepoint d'une institutionnalisation du racisme, les mécanismes de discrimination employés sont toutefois insidieux et détournés : ils s'appuient avant tout sur le lieu de résidence des dominés. Il semble donc plus approprié de parler de « ségrégation sociale » pour qualifier la fragmentation spatiale brésilienne, qui depuis le début du XX^{ème} siècle se base sur la mise à distance des habitants des favelas.

Dès les années 1920, les premières campagnes médiatiques contre la propagation des favelas voient le jour. Ces quartiers précaires, pour la plupart installés sur des terrains illégaux à flanc de colline, sont représentés comme étant des espaces dominés par l'insalubrité et les épidémies dont il faut éviter la contagion et comparés à une « lèpre urbaine » (DE ALMEIDA ABREU, LE CLERRE, 1994). Bien que considérés illégaux et provisoires, ils sont volontairement délaissés par les pouvoirs publics. Ce n'est qu'à partir de 1930 que la question urbaine se transforme en « problème favela » (VALLADARES, 2005; ALMEIDA, 2013), dont les acteurs publics se saisissent dans l'objectif de réguler ces territoires. L'État Nouveau de Getúlio Vargas (1937-1945) observe les habitants des favelas comme des travailleurs à éduquer et encourage l'implantation de politiques urbaines paternalistes. Les favelas, où ne sont respectées ni normes morales ni mesures hygiéniques, sont perçues comme des entraves à l'élévation « civilisationnelle » du travailleur. Au début des années 1940, des parcs prolétaires voient le jour à proximité des favelas de la zone sud de Rio de Janeiro, pour accueillir les *favelados* et favoriser la formation d'une « classe ouvrière disciplinée » (ALMEIDA, 2013) et étroitement contrôlée (VALLADARES, 2006).

Dès 1945, les pouvoirs publics opèrent un changement de paradigme et ébauchent des

projets d'urbanisation dont ils délèguent le pilotage à la Fondation Léon XIII. Entre 1947 et 1954, cette institution catholique procède, en collaboration avec les habitants, à la réalisation de travaux dans trente-quatre favelas de la ville de Rio de Janeiro (LIMA, 1989). Outre la récupération morale des habitants, l'objectif de la Fondation est politique. Il s'agit de contenir la poussée du Parti Communiste Brésilien, qui émerge dans certains de ces quartiers. En effet, dans le même temps, les habitants des favelas, dont l'importance numérique tend à croître continuellement, deviennent un important contingent électoral²² (GOIRAND, 2001). Les candidats aux élections tentent alors de pénétrer ces espaces en courtisant leurs résidents par la promesse de l'introduction de services publics. En 1956, la création du Service de Récupération des Habitations Antihygiéniques (SERPHA) participe au renforcement des nouvelles associations d'habitants qui naissent dans ces quartiers et poursuit la dynamique d'urbanisation engagée par la fondation Léon XIII. En parallèle, se diffuse largement dans les médias de communication²³ l'image de la favela comme espace disloqué en marge de la ville. La favela est perçue comme le support de la marginalité et du désordre urbain, et ses habitants, à l'image de cet espace chaotique, deviennent l'archétype du pauvre, désorienté et, par sa condition de migrant issu du monde rural, inapte à s'intégrer à la modernité urbaine. Ces discours, reproduits dans l'ensemble de la presse écrite, façonnent les représentations et les imaginaires des habitants de Rio de Janeiro. Comme l'exprime Parisse : « La ville regarde les favelas comme une maladie, un kyste, une calamité publique » (1969, p. 36). Cette compréhension de la favela et de ses habitants, comme foyer de concentration des problèmes urbains, nourrit et justifie les discours d'éradication tenus par l'administration Lacerda au début des années 1960. L'avènement de la dictature, après le coup d'État militaire de 1964, crée les conditions politiques favorables à la mise en place combinée de politiques d'éradication et de répression des classes populaires. Comme Pires (2018) le décrit en s'appuyant sur les récits de plusieurs leaders communautaires pendant la période de dictature, l'habitant de la favela est le premier à subir les exactions de la police militaire. Le transfert de populations est le principal répertoire répressif déployé par l'État pour contrôler davantage les habitants des favelas. La Coordenação de Habitação de Interesse Social da Área Metropolitana (CHISAM), créée en 1964 sous la dictature, n'a pas recours à la notion de race lorsqu'elle se réfère aux populations des favelas, ce sont les caractéristiques sociales des « favelados » qui sont désignées comme déviantes :

²² Entre 1950 et 1960 la favela croît de 97% passant de 169 305 habitants répartis dans 44 000 baraquements à 335 063 habitants répartis dans 69 990 baraquements (Parisse 1969).

²³ Déjà en 1948, Carlos Lacerda, journaliste au *Correio da Manhã*, lance la campagne médiatique « La Bataille de Rio » pour faire de la favela un problème social d'ordre national et ébaucher ainsi des solutions de relogement de ses habitants.

Nous arrivons à la conclusion que le système d'urbanisation de la favela n'est pas psychologiquement favorable puisque les favelados continuent de penser, d'agir et de vivre comme des favelados. Donc le fils de cet homme qui habite dans la favela va grandir avec la mentalité d'un favelado (...) Il est difficile et sinon presque impossible de récupérer des hommes, femmes et enfants dans une atmosphère comme celle des favelas. C'est pour cette raison que nous optons pour le plus difficile, mais fructueux travail d'éradication (CHISAM, 1971 dans Brum, 2010).

L'urbanisme de ces quartiers auto-organisés (par les résidents) et la proximité spatiale de ses habitants sont considérés comme les vecteurs de l'immoralité du *favelado*. Loin d'être perçue par la CHISAM comme un moyen d'ascension sociale, la favela est à l'inverse pensée comme un espace de déchéance sociale (BRUM, 2013). C'est le lieu de vie qui constituerait le principal mécanisme de reproduction sociale des habitants. La question du travail (pourtant centrale dans les logiques de reproduction sociale) est évacuée de l'examen de la CHISAM : c'est la favela, en tant que quartier composé d'habitats précaires et contigus, situé à la marge de l'État, qui entrave la mobilité sociale. À partir du moment où le citoyen enfonce les lois foncières, il devient à la fois responsable et coupable de sa condition économique et sociale. C'est à travers une vision philanthropique et bienfaitrice d'expiation des crimes de « l'envahisseur de propriétés », que la CHISAM justifie son action « fructifère » destinée à éliminer les « mauvaises herbes ». Il s'agit de délivrer les habitants des favelas de leur stigmatisation de *favelado* :

L'objectif premier est la récupération économique, sociale, morale et hygiénique des familles faveladas. Ce programme prétend à la transformation de la famille favelada, de sa condition d'envahisseur de propriétés – avec toutes les caractéristiques d'insécurité que cela inclut — en titulaire de sa propre maison. Par conséquent, le but est de parvenir à l'intégration de ces familles dans la communauté, principalement en ce qui concerne la forme d'habiter, penser et vivre (CHISAM, 1971 dans Brum, 2010).

On remarque ici la volonté d'intégrer les « favelados » à l'espace urbain et l'usage discursif d'une mise en dualité entre la ville formelle et informelle. La favela, peuplée d'habitants indignes et méprisables, constitue le miroir de la ville formelle et intégrée, composée au contraire d'honorables citoyens (GONÇALVES, 2013a). Les *favelados*, par leur condition « d'envahisseurs », ne répondent pas aux normes de « l'habiter, du penser et du vivre » et mettent en danger l'intégralité du corps social. La favela, uniformisée et homogénéisée, est présentée comme le foyer des vices et le lieu par excellence de la dépravation morale : elle est gangrenée par la violence, l'incivilité, la misère et l'insalubrité. On observe alors que le quartier constitue le facteur premier de la disqualification sociale. Comme en Afrique du Sud, les milieux conservateurs infantilisent les subalternes qu'ils considèrent comme une population à éduquer (GOIRAND, 2010), qui nécessite tutelle et contrôle. Les pouvoirs publics

font valoir les déplacements de populations comme une opportunité (BRUM, 2013) de sortir les habitants de leur marginalité. La CHISAM passe sous silence les intérêts économiques qui motivent ces déplacements. Le dessein des pouvoirs publics est de rapprocher les habitants des lieux de production industrielle majoritairement situés dans la zone nord de Rio de Janeiro, d'y encourager la construction civile et d'accroître l'attractivité de la zone sud en stimulant le secteur immobilier. Avec la même logique qu'en Afrique du Sud, les habitants des favelas sont pensés d'un point de vue rationalisé et instrumental : ils constituent une main-d'œuvre exploitable et bon marché. S'ils ne travaillent pas, le poids de leur stigmatisme s'alourdit sur leurs épaules, ils sont inutiles, voire néfastes pour la société²⁴. Hormis leur valeur marchande, le corps d'un Noir en Afrique du Sud ou d'un favelado a peu de valeur pour les institutions publiques ou le secteur privé²⁵.

1.2 Apartheid et dictature : la spatialisation du stigmatisme

L'avènement de la dictature au Brésil et du Parti National en Afrique du Sud conduit d'abord à une confiscation des droits politiques. Les deux régimes cherchent alors à opérer un contrôle renforcé des populations précaires et racisées. Dans les deux cas, celles-ci sont décrites comme des masses dangereuses et menaçantes pour l'ordre social. Il s'agit alors de les éloigner des centres urbains réservés aux Blancs et de maintenir cette main-d'œuvre bon marché à proximité des lieux de production industriels. Le renforcement de la ségrégation se fait à partir de deux critères d'assignation : la race et l'appartenance au quartier, qui se superposent. En Afrique du Sud, c'est l'appartenance raciale qui l'emporte sur l'appartenance au quartier et qui justifie les déguerpissements, tandis qu'au Brésil, l'appartenance au quartier l'emporte sur l'appartenance raciale et motive l'éradication des favelas.

Dans cette partie, j'analyse le déploiement d'un appareil juridique qui institutionnalise la ségrégation spatiale. Les déplacements ne peuvent pas être effectués sans la force instituante du droit (BOURDIEU, 1986b). Comme je l'examinerai, l'Union africaine développera et systématisera la hiérarchisation des individus, mettant en place le système de ségrégation socio-spatial le plus sophistiqué au monde. L'institutionnalisation de la séparation physique des

²⁴ Leur toit permet toutefois de préserver leur intégrité physique à l'inverse des mendiants, soumis aux exactions policières, et parfois aux assassinats : en 1960, plus de cinquante mendiants sont jetés à la mer par des policiers dans le cadre de la politique d'hygiénisation de la ville lancée par le gouverneur Lacerda (ANTONIO, 2019).

²⁵ Cette négation de la valeur du corps et des droits politiques des populations défavorisées et racisées par la conjonction de la violence et du droit a été théorisée par Agamben (1995) qui parle d'« *Homo-sacer* », homme dont les droits civiques sont niés et qui peut être tué.

individus se concrétise par la politique dite du « développement séparé ».

1.2.1 L'institutionnalisation de l'apartheid

En 1948, le Parti National (PN) de Malan²⁶ remporte la majorité des sièges au parlement sud-africain et compose le premier gouvernement uniquement constitué d'Afrikaners. Ils mettent rapidement en place la mesure phare de leur campagne électorale: l'apartheid, ou « développement séparé ». Théorisé en 1932 par le Broederbond, organisation secrète afrikaner, cette mise à part vise à « empêcher l'intégration des Indiens, Noirs et Métis » dans la société européenne et à renforcer et à renforcer le contrôle de leurs déplacements (HOUSSAY-HOLZSCHUCH, 1997), de sorte que seuls les ouvriers soient autorisés à séjourner dans la ville. Ces mesures sont destinées à créer des territoires exclusivement noirs et à réguler leur présence en ville, somme toute nécessaire à la bonne marche économique du pays, puisqu'ils représentent une grande partie de la classe ouvrière (1986). En outre, le PN souhaite dissiper les craintes du patronat blanc, inquiet face à la syndicalisation des Noirs et à l'accès de certains d'entre eux à des postes qualifiés dans les usines. L'isolement des racisés empêche la propagation de révoltes et les contient dans des espaces définis pour mieux les contrôler (WESTERN, 1996).

Les premières lois d'apartheid renforcent les mœurs et la morale: elles interdisent les mariages interraciaux (*Prohibition of Mixed Marriage Act*, 1949) et les relations sexuelles hors mariages interraciaux (*Immorality act*, 1950). Le *Population Registration Act* encadre les conditions de recensement selon la race et constitue la pierre angulaire du système d'apartheid. Il inaugure la mise en place d'une société de surveillance totale : tous les citoyens, peu importe leur appartenance raciale, doivent être répertoriés selon leur couleur de peau, profession, lieu de naissance et domicile. À partir de cette loi de recensement, qui instaure une classification raciale rigide, les lois suivantes ont toutes pour objectifs la restriction des mobilités et le confinement des racisés dans des espaces déterminés. Van Den Berghe distingue trois échelles de ségrégation en Afrique du Sud (1966, p. 409):

- La microségrégation : interdiction de la coprésence de races différentes dans des espaces privés et publics
- La mésoségrégation : la séparation physique des groupes raciaux dans des quartiers homogènes
- La macroségrégation : la ségrégation raciale dans des unités territoriales, nommées réserves ou plus tard Bantoustans

²⁶ Premier ministre de l'Union Sud-africaine de 1948 à 1954.

Je m'intéresserai en priorité à la méso-ségrégation, intensifiée à partir des années 1960. Mais revenons brièvement sur quelques caractéristiques de la macro-ségrégation : dans les espaces ruraux, des « *natives reserves* », plus tard renommés Bantoustans, sont restreintes aux populations « tribales », leur territoire étant délimité par le *Native Trust and Land Act*. Le surplus de Noirs non productifs est alors contraint au confinement dans deux espaces: les *reserves*²⁷ ou les terres de fermiers blancs dans lesquels ils servent de main-d'œuvre à bas coût. Par cette politique qualifiée de « Grand Apartheid » les dignitaires politiques sud-africains veulent taire les critiques de la communauté internationale à l'égard de l'apartheid et mettre à exécution la décolonisation encouragée par les Nations Unies. Les bantoustans, artéfacts spatiaux qui donnent l'illusion d'indépendance aux populations noires ne remettent nullement en question l'hégémonie et le contrôle des Blancs sur ces espaces.

Concernant la micro-ségrégation, celle-ci s'impose aussi bien dans la sphère privée que dans la totalité des espaces publics (écoles, transports publics, usines), et religieux. Les rapports de proximité sont étroitement réglementés selon la distance raciale. Le nombre d'aides de ménages racisées est drastiquement réduit et à partir des années 1960, le séjour chez l'employeur est interdit. La micro-ségrégation peut être étendue à l'emprise sur les espaces privés exercée par les agents de l'État: ces derniers peuvent à tout moment intervenir dans les logements des racisés. Le registre national de classification autorise la mise en pratique du Group Areas Act. Votée en 1950, cette loi définit l'attribution de zones différentielles selon les races et régule la présence des Noirs, Indiens et Métis dans les centres urbains. C'est à la fin des années 1950 et l'épineuse mise en place bureaucratique du registre national pour que soit élaborée la planification urbaine de séparation des groupes selon la race. Le Group Areas Act s'applique principalement dans l'espace urbain²⁸ et symbolise le régime d'apartheid (LANDIS, 1961). En effet, il s'agit de la loi qui matérialise au mieux l'idéal de séparation physique entre les races. Les populations noires sont reléguées à la périphérie de la ville, dans les *townships* préexistants. Des zones tampons sont construites entre les *townships* et la ville formelle afin d'éviter toute rencontre inopportune entre personnes Blanche et non-Blanches. Ces zones tampons se matérialisent par des éléments naturels (rivière, forêt, colline) ou anthropiques (voie ferrée, entrepôt ou usine). Les populations noires doivent se munir d'un passeport intérieur pour

²⁷ En 1955, ces espaces ruraux, pluvieux ou au contraire très secs et pour la plupart peu fertiles, représentent seulement 12,9% du territoire de l'Afrique du Sud.

²⁸ Hormis les réserves confinées aux populations Noires, l'ensemble du territoire sud-africain est considéré comme « controlled area », dans lequel s'applique les lois de l'apartheid, à la fois celles qui régissent les mœurs sexuelles, interdisent la coprésence entre races et la propriété des terres pour les non-Blancs.

effectuer leurs déplacements quotidiens. Enfin, une fois les aires reconnues comme non accessibles aux Noirs, et à partir d'une date spécifiée, il leur devient interdit de posséder ou occuper un bien sur le territoire. Pour simplifier la fragmentation spatiale, cette loi apporte des précisions au Registration Act et détermine la dimension patriarcale de l'assignation raciale : les femmes doivent systématiquement endosser la race de leur mari (excepté dans le cas d'union interracial d'un homme blanc et d'une femme noire ou métisse antérieure à l'interdiction). Les Métis, majoritaires dans la ville du Cap, sont soumis aux mêmes mesures d'apartheid et leurs droits politiques leur sont également retirés. À la suite de protestations de nombreux élus blancs et Métis, ils obtiennent certains « privilèges » dans l'accès à l'emploi, actés par la *Coloured Labour Preference Policy*²⁹ qui exige l'emploi prioritaire de Métis. Enfin, sur le plan politique, le parti communiste est interdit dès 1950 avec le vote du *Suppression of Communism Act*. Cette loi, à la fois vaste et vague, autorise l'interdiction de plusieurs groupements politiques et la condamnation de nombreux activistes anti-apartheid.

1.2.2 Les politiques urbaines : moteur de l'exclusion sociale au Brésil

Les contextes sud-africain et brésilien s'ancrent dans la période de la guerre froide : le spectre de la révolution socialiste plane sur les continents latino-américain et africain. Dans un moment de radicalisation des positions socialistes, le président João Goulart se prononce en faveur d'une vaste réforme agraire auquel répond l'agitation politique des secteurs conservateurs. Les militaires commettent un coup d'État le 30 mars 1964. Les citoyens brésiliens perdent l'intégralité de leurs droits politiques et doivent se soumettre au régime autoritaire. Les politiques urbaines sont alors au cœur des débats soulevés par les militaires. Leur avènement met un coup d'arrêt à la politique de coexistence tolérée (VALLADARES, 1978). À cet égard, les politiques menées à Rio de Janeiro illustrent les efforts déployés par l'État pour mettre à distance les classes populaires. Déjà en 1960, Carlos Lacerda, journaliste et pourfendeur de l'urbanisation des favelas et gouverneur de l'État de Guanabara (1960-1965) avait lancé un programme d'éradication des favelas. La SERPHA avait été déstructurée au profit d'un nouvel organisme : la Compagnie Étatique des Habitats (COHAB). La création de la COHAB marque une rupture dans les relations entre État et habitants des favelas. La COHAB a pour principale mission d'organiser le transfert des habitants des favelas de la Zone Sud vers

²⁹ Cette loi, votée en 1955, est complétée en 1968 par la *Physical Planning and Utilisation of Resources Act* qui conditionne l'installation ou le développement d'usines à l'emploi exclusif de Blancs et de Métis.

des ensembles d'habitats situés dans la Zone Nord. Leurs habitants sont transférés dans des espaces édifiés à cette occasion tels que la Vila Kennedy, Vila Aliança, Vila Esperança et plus tard Cidade de Deus. D'autres *favelados* sont transférés dans des « unités de triage »³⁰, où ils occupent provisoirement de petites maisons en bois. Si le pouvoir municipal opte pour la voie de l'éradication dans une grande partie de la zone sud, certaines favelas telles que Rocinha (ZoneSud) ou Vila da Penha (Zone Nord) connaissent un processus d'urbanisation partiel, ce qui garantit à Lacerda le soutien des associations d'habitants présentes dans ces quartiers.

Le mythe de la démocratie raciale, qui se perpétue après le coup d'État militaire de 1964, constitue la matrice idéologique du pouvoir en place. Assumant cette double fiction, celle d'une démocratie, qui plus est pacifiée racialement, le pouvoir politique interdit toute remise en question des discriminations raciales, les assimilant à des incitations à la haine. Cette interdiction autorise l'arrestation et la répression des leaders de mouvements noirs et fait taire les voix discordantes, rendant impossible toute remise en question de la prééminence blanche (PIRES, 2018). Les représentants de la dictature rejettent l'apartheid sud-africain, qui selon le chancelier Magalhães est « contraire aux sentiments brésiliens »³¹ (DÁVILA, 2016). Ainsi, L'État ne catégorise ni ne hiérarchise racialement ou socialement ces citoyens à travers des moyens juridiques comme en Afrique du Sud: tous les individus sont égaux devant la loi. La ségrégation brésilienne n'est pas officielle, rationalisée et organisée comme en Afrique du Sud, elle est insidieuse³². Derrière la fiction raciale prônée par les militaires, le racisme étatique s'approfondit après 1964 et se mêle à la criminalisation de la pauvreté. La disqualification des classes populaires et des Noirs puis leur relégation sociale et spatiale sont le fruit à la fois du racisme et de la volonté de contrôle des masses travailleuses, susceptibles d'être séduites par les discours communistes. Comme dans le cas sud-africain, mais selon des mécanismes plus dissimulés, et moins systématiques, les politiques urbaines reflètent l'impératif d'éloignement spatial des classes populaires.

Le programme d'éradication s'étend jusqu'en 1965, avec la fin du gouvernement Lacerda. À partir de 1966, l'opinion publique de Rio de Janeiro est majoritairement favorable

³⁰ Terme officiel.

³¹ Cela ne prive pas le pouvoir brésilien de nouer des relations commerciales avec l'Afrique du Sud dans un contexte d'isolement politique et de lutte contre le communisme, répandu dans le reste de l'Afrique noire en pleine décolonisation.

³² Le caractère insidieux du racisme, « *o racismo mascarado* », répandu parmi des intellectuels noirs pour contredire le mythe de la démocratie raciale, a parfois mis sur un pied d'égalité la ségrégation brésilienne et la ségrégation nord-américaine. Or, à cette époque, la mobilité sociale pour les individus de couleur au Brésil est supérieure à celle des étasuniens (BOURDIEU, WACQUANT, 1998) et est sans commune mesure à celle des sud-africains, rendue quasi-impossible par la loi.

au déplacement des favelas (LIMA, 1989), rendues responsables des catastrophes provoquées par les pluies cette même année. En 1968, le gouvernement fédéral appelle à la création de la CHISAM, organe du ministère de l'intérieur chargé de la politique urbaine en collaboration avec l'État de Guanabara³³. Le Gouverneur Negraõ de Lima (1965-1971), d'abord favorable à l'urbanisation des favelas – ce dont témoigne la création de la Compagnie de Développement des Communautés (CODESCO) – renie ses engagements et prend position pour l'éradication des favelas, encouragée par l'État fédéral. Le travail de la CHISAM doit mener à terme à la disparition totale des favelas (BRUM, 2013). Comme en Afrique du Sud, les municipalités sont assujetties au pouvoir central, et chargées d'exécuter les politiques d'éradication. En plus du rapprochement de la main-d'œuvre des bassins industriels, les transferts de population revêtent un intérêt économique, celui de stimuler le secteur privé de la construction civile avec l'édification de près de 200 000 logements (VALLADARES, 1978). L'objectif est aussi politique, ils'agit de contrôler ces quartiers qui apparaissent comme des foyers de propagation du communisme. Malgré une durée d'existence brève qui s'étend sur cinq ans, le nombre de déplacés atteint des records dans l'histoire brésilienne. Entre 1968 et 1973, date de la dissolution de la CHISAM, près de 90 000 personnes sont déplacées de la Zone Sud vers la Zone Nord. Brum qualifie cette période d'« ère des déplacements »³⁴ (BRUM, 2011).

1.3 Évictions et réactions populaires au Cap et à Rio de Janeiro

La confiscation des droits politiques dans les deux pays, l'entérinement des lois d'apartheid en Afrique du Sud et la mise en place d'institutions telle que le CHISAM au Brésil ne signifient pas pour autant que les lois s'appliquent de façon systématique et immédiate. En outre, les mouvements sociaux de lutte contre l'apartheid et la dictature influencent les actions des pouvoirs publics, contredisant l'historiographie d'un projet politique conçu et déterminé par avance. Dans les deux pays, les régimes politiques doivent faire face à l'émergence de révoltes. Toutefois, celles-ci diffèrent d'un pays à l'autre. La crainte de la répression exercée par le régime sud-africain démobilise davantage que dans le cas brésilien où les organisations locales jouent un rôle déterminant dans l'expression du mécontentement populaire.

1.3.1 Des déplacements systématiques et peu contestés au Cap

³³ Nom donné à l'État de Rio de Janeiro entre 1960 et 1975.

³⁴ En portugais « *Era das remoções* ». Au total, entre 1962 et 1974, 139 218 personnes ont été déplacées.

Le Cap, « la ville mère », premier centre urbain fondé par les colons et ville européenne par excellence, est constitutive du monopole blanc. Sa morphologie urbaine, organisée selon un modèle occidental et l'érection de nombreuses statues à la gloire des colons (WESTERN, 1996) révèlent la prégnance de l'idéologie raciste (et sexiste) avant même la théorisation de l'apartheid. Après 1955, le PN affermit sa position et met à exécution le déplacement des populations noires, métisses et indiennes et sanctuarise ainsi la blancheur du centre urbain. Ses objectifs sont de conserver et d'étendre le monopole des Blancs sur le territoire métropolitain. La discrimination résidentielle se rigidifie avec l'avènement du PN qui souhaite limiter l'exode rural des Noirs. Des quotas sont instaurés pour limiter leur présence en ville. La politique du *Group Areas Act* est accélérée suite au durcissement du PN, qui a consolidé son assise électorale un an plus tôt, en 1954.

En 1955, le gouvernement précipite le transfert de près de 60 000 Noirs, vivant dans les *slums* épars du Western Areas de Johannesburg, vers des *townships* éloignés de la ville (LANDIS, 1961). Dans la ville du Cap, avant les années 1960, le *Group Areas Act* est moins effectif que dans les autres métropoles du pays : les Noirs sont déjà pour la plupart relégués aux marges de la ville, dans les *townships* de Langa, Nyanga et Gugulethu³⁵. De plus, la lenteur de l'application du *Group Act Areas* s'explique par la résistance de la municipalité, composée de Métis, à redessiner la ville selon l'appartenance raciale. L'agglomération du Cap subit une série de découpages administratifs entre 1957 et 1967. Cette succession de découpages urbains est concomitante à la prise de pouvoir par le Premier ministre Voerwood qui accélère la mise en place des diverses formes de ségrégation. Cette initiative remplit trois objectifs principaux : répondre aux critiques de certains milieux conservateurs quant à la lenteur de la mise en place de l'apartheid urbain, contenir de potentielles révoltes dans des territoires déterminés et enfin punir les contestations qui secouent l'Afrique du Sud au début des années 60³⁶.

Les années 1960 et 1970 sont alors marquées par les expulsions de milliers de Métis vers la périphérie de la ville. L'événement le plus marquant pour une partie de la population métisse est la destruction de District Six, proclamée zone blanche en 1966. Le quartier est alors

³⁵ Les *townships* sont agencés selon un « urbanisme de contrôle », manifesté spatialement par l'isolement du quartier, un nombre limité d'entrées étroitement contrôlés et la présence d'une police blanche en son centre. Cette configuration géographique est destinée à limiter les mouvements de populations locales et à étouffer les révoltes.

³⁶ La révolte du township de Sharpeville en Mars 1960 et l'exécution de 69 habitants par la police conduiront à une grève générale au Cap, menée par une partie des habitants de Langa, qui à cette occasion, détruisent des bâtiments publics. Voerwood, premier ministre depuis 1958, déclare alors l'État d'urgence et interdit l'ANC et le Panafricain Congress (PAC) contraints dès lors de mener leurs activités dans la clandestinité.

composée de 60 000 habitants, principalement des Métis, et quelques centaines d'Indiens et de Chinois. Sa proximité avec le Central Business District, la contiguïté et l'insalubrité des habitats ainsi que la surreprésentation des Métis justifient l'expulsion des habitants du quartier. Cet espace, caractérisé par son tissu social dense et une culture locale ouvrière (1996), s'ancre durablement dans la mémoire des Métis District Six. Situé au pied de Table Mountain, géo-symbole de la nation sud-africaine, ce quartier constitue une source de fierté pour les populations métisses [Houssay-Holzschuch, 1998]. Après sa destruction, le quartier est rebaptisé Zonnenbloem.

Cette expulsion massive suivie par la dispersion des habitants initie la formation d'une identité métisse, quasi inexistante avant cet événement³⁷. D'autres quartiers à l'image de Mowbray, ou Claremont, seront également dépouillés de la présence de populations métisses. Une grande partie d'entre eux sont alors déplacés vers les Cape Flats, townships construits sur la plaine sablonneuse à la périphérie pour les recevoir. Les habitants des Cape Flats doivent se confronter à d'immenses défis sociaux et économiques qui dans les années 1980, participent au renforcement des gangs.

Ces expulsions génèrent de faibles protestations de la part des habitants, tant la crainte de la répression est importante. Houssay (1998), souligne que certaines résistances populaires qui émanent essentiellement des églises – notamment de l'Église méthodiste – surgissent. Mais celles-ci sont limitées, contenues, et ne suffisent pas à infléchir la position de la municipalité. Lors de mon enquête de terrain, Yvonne³⁸, une ancienne habitante de District Six, décrit la brutalité employée par les pouvoirs publics pour les évincer ainsi que l'impossibilité de se rebeller:

Yvonne: When we were in district six, they demolished and then there was a fire, and my one friend was burnt there and so, ok the building did burn but I don't know why it burnt so she burnt in the fire and the children went through. But they did not put us in places and at the same time they demolished the places, piece by piece and then you must find a new place yourself. It was, the apartheid time, so we must just get out, they don't want us.

Margaux: There were no people fighting to stay ?

Yvonne: No, no it was apartheid! It was very very tough that time. I see now how they treated the people, and how the police treated the people, you must just go.

Les résistances locales aux évictions ou aux conditions de vie dans les townships ont été peu mises en avant par les historiens. En effet, en Afrique du Sud, ce sont plutôt les groupes réfractaires à l'apartheid qui bénéficient d'un large traitement à la fois médiatique et

³⁷ Comme je le remarquerai ensuite, l'engagement politique d'anciens habitants ou de leurs enfants s'articule autour de la mémoire de District Six.

³⁸ Entretien réalisé le 3 novembre 2018, au domicile de sa fille (Occupation Cissie Gool House).

universitaire. La prohibition totale de leurs activités suite au massacre du township de Sharpeville en 1960 et l'instauration des procès de Rivonia en 1961 condamnant les leaders de l'ANC, renforcent cette tendance historiographique. Cette activité militante occulte alors les insurrections qui parsèment certains quartiers pauvres d'Afrique du Sud. Dans son ouvrage *Black Politic in South Africa* (1983), Lodge met en avant les nombreuses révoltes spontanées, non organisées, souvent localisées à l'échelle d'un quartier et qui ont été oubliées ou minimisées par les historiens qui ont focalisé leur attention sur l'action de l'ANC. Il évoque alors les grèves menées à la fin des années 1950 par les travailleurs noirs des townships de Nyanga et Langa au Cap et suivis par près de 90% des ouvriers. Cependant ces révoltes restent peu documentées et les protestations dans les townships noirs et Métis sont pour la plupart invisibles. Le régime rend impossibles les protestations sociales et, si elles émergent, celles-ci sont confinées à leur territoire, elles sont donc peu visibles pour les médias, rapidement réprimées par la police et atteignent difficilement les sphères du pouvoir localisées au centre-ville. Seules les manifestations qui se diffusent dans plusieurs townships, ou dont la répression fait des victimes, bénéficient tragiquement d'un traitement médiatique et universitaire. Enfin, il est important de souligner que ces révoltes localisées sont essentiellement le fait de Noirs situés en bas de l'échelle raciale. Les Métis, par peur de perdre les quelques menus privilèges dont ils disposent par rapport aux populations noires, ne prennent pas part aux révoltes ou alors plus tardivement, lors des mobilisations des écoliers dans les années 1970. Pendant toute la période d'apartheid, ils sont très peu à intégrer des groupes protestataires mobilisés contre l'apartheid tels que l'ANC ou le PAC³⁹.

1.3.2 À Rio de Janeiro, des évictions contestées et réprimées

À Rio de Janeiro, le gouvernement Lacerda inaugure l'ère des déplacements au début de la décennie 1960. Ces déplacements d'habitants sont effectués de la Zone Sud vers la Zone Nord, qui concentre l'essentiel des parcs prolétaires. Les déplacements et leur exécution ne peuvent être examinés sans prendre en considération les résistances et révoltes locales qu'ils ont suscitées. Ce recours aux expulsions sert plusieurs objectifs examinés précédemment, l'un d'eux est celui de l'extinction du potentiel insurrectionnel que représentent les associations d'habitants de favelas. Certaines favelas sont en effet marquées par une intense activité

³⁹ Pan African Congress, groupe militant qui naît d'une scission avec l'ANC en 1959 à Soweto. Les leaders du PAC mènent la révolte de Sharpeville de 1960, à la suite de laquelle ils sont arrêtés puis emprisonnés.

politique. Déjà dans les années 1950, les habitants de la favela du Borel s'organisent pour fonder l'Union des Travailleurs des Favelas du Borel. Ils tentent alors de créer une jonction entre habitants des favelas pour réclamer collectivement l'introduction de services publics dans leurs quartiers [Almeida, 2013]. Les interventions publiques de déplacements menées à bien par les pouvoirs publics dignitaires cherchent alors à troubler la capacité d'organisation des favelas, attestée dès 1962 par la formation de la Fédération des Associations de Favelas de l'État de Guanabara (FAFEG). Créée pour protester contre les déplacements de Vila Pasmado vers la Vila Kennedy, la FAFEG, potentiel vecteur du communisme dans les favelas, préoccupe le pouvoir militaire dès son arrivée au pouvoir en 1964. La FAFEG mène une intense campagne en faveur de l'urbanisation des favelas. Hostile aux évictions, elle s'appuie sur le slogan « Urbanização sim, remoções nunca »⁴⁰. La capacité d'action de la FAFEG, qui regroupe à l'époque près de cent associations de quartier (PERLMAN, 2010) est largement réduite après la prise de pouvoir par les militaires et la fermeture des canaux démocratiques qui s'ensuit. Elle s'oppose toutefois aux premiers communiqués du CHISAM qui lance la politique d'éradication des favelas. Les premiers quartiers menacés d'expulsion sont tous situés près du lac Rodrigo Freitas : Ilha das Dragas, la Praia do Pinto et la favela de Catacumba (totalisant près de 27000 habitants)⁴¹. La favela Ilha das Dragas est la première à être affectée par le programme de la CHISAM en 1969. Épaulée par la FAFEG, une partie de ses habitants s'oppose au recensement économique. Des révoltes conduisent à l'emprisonnement des dirigeants d'association. Comme l'énonce Perlman (1976), cette démonstration de force incite les habitants à accepter de visiter les logements sociaux, auxquels ils sont définitivement conduits. Cet épisode de répression porte un coup à la capacité de mobilisation de la FAFEG.

D'autres épisodes de résistances célèbres éclatent dans certaines favelas comme Praia Do Pinto. Située à proximité de Ilha das Dragas, sur un terrain très valorisé elle présente pour la CHISAM « un choquant contraste avec les constructions du quartier ». Plusieurs centaines d'habitants, parmi les 7000 que compte le quartier, réunis au sein de l'association locale et qui refusent toute négociation avec la municipalité, s'insurgent contre l'éradication du quartier par les pouvoirs publics annoncée en 1968. Un an plus tard, un mystérieux incendie dévaste la favela et met un terme à cet épisode. Ses habitants sont relogés vers d'autres les grands ensembles de Cidade Alta, Vila Paciência, le Centre d'Habitat Provisoire de Bonsucesso et Cidade de Deus⁴². Enfin la favela de Catacumba, composée d'environ 9000 habitants, adopte

⁴⁰ En français : « L'urbanisation oui, les évictions jamais »

⁴¹ Parmi eux, 60% proviennent des favelas de la Zone Sud, pour la plupart situées à proximité du Lac Rodrigo Freitas.

⁴² Ces deux derniers espaces deviendront ensuite des favelas, la première comptant près de 140 000 habitants et la

une attitude tout à fait différente de celles de ses voisines. L'association des habitants, dont les leaders sont rapidement cooptés, collabore avec les pouvoirs publics, favorables aux déplacements (GONÇALVES, AMOROSO, 2014). L'ensemble de la procédure de transfert se déroule dans le calme. Trois attitudes différenciées des habitants de quartiers peuvent être esquissées: la mobilisation à partir du réseau d'association de la FAFEG, la mobilisation désorganisée et la non- mobilisation marquée par la coopération des habitants avec les pouvoirs publics. Dans les deux premiers cas, la répression par les forces de police ou l'usage criminel des incendies met un terme aux protestations et décourage d'autres favelas évincées de se mobiliser. La dernière attitude, celle de la collaboration entre association et pouvoirs publics est peu mise en avant dans les enquêtes historiques et sociologiques. Valladares (2006) rappelle que si certains mouvements sociaux localisés ont éclaté, ceux-ci restent marginaux à l'échelle de la ville. Elle balaye d'un revers de main les récits idéalisant la résistance et énonce des stratégies individuelles menées par les habitants dans le but de bénéficier du processus de déplacement en cours. Les pratiques des présidents d'association sont davantage teintées de clientélisme et d'opaques négociations que d'actes de résistance. Enfin, des non-habitants des favelas anticipant les effets lucratifs des déplacements s'installent sur les favelas en voie de démolition, afin de bénéficier des politiques de déplacement. Ces *favelados* de la dernière heure construisent alors des logements dans un temps record et y logent les membres de leur famille, faisant accroître la densité démographique et la superficie des favelas. Ces pratiques, également observées dans le cas plus actuel de la Vila Autódromo, traduisent l'impératif pour les habitants d'anticiper au mieux leur avenir économique en maximisant les intérêts qu'ils peuvent capter dans leur rapport avec l'État. Ces pratiques individuelles peuvent toutefois avoir des conséquences sur l'action collective comme l'affirme Valladares: « si la participation des favelados a été active et créative, elle s'est avérée beaucoup plus individuelle que collective, chacun essayant de capter des avantages particuliers, l'idéologie utilitaire et l'éthique individualiste étant plus fortes que l'action collective » (2006, p. 39).

Pour l'autrice, ces tactiques s'incorporent au *jeitinho* qui désigne un ensemble de pratiques culturelles brésiliennes basées sur la débrouillardise et le marchandage. Si cette analyse est pertinente tant le *jeitinho* est une pratique ancrée dans le quotidien des Brésiliens, il est important de la replacer dans un schéma d'interactions et de la relier à la connaissance des conditions sociales et économiques des enquêtés qui la pratiquent. Néanmoins, le travail de démystification qu'elle opère semble capital dans la mesure où la plupart des chercheurs en

sciences sociales omettent ces aspects perçus comme négatifs et continuent de véhiculer une image valorisée et parfois fantasmée de ces espaces et de leurs habitants.

La CHISAM est dissoute en septembre 1973 (VALLADARES, 1978) après le déplacement de plus de 90 000 habitants de 62 favelas vers 35517 unités d'habitat dans les zones nord et ouest. Les résultats de son action sont jugés mitigés et n'endiguent pas la favelisation de la ville⁴³. Malgré quelques résistances ponctuelles, les résidents ne parviennent guère à infléchir les méthodes violentes ni les intérêts économiques et politiques qui sous-tendent ces opérations urbaines (VIEIRA DA CUNHA, 2018). Le traumatisme des déplacements est vivace dans la zone nord puisque les habitants sont souvent transférés à distance de leurs lieux de travail et extraits de leurs cercles de sociabilités locales. À partir des années 1970, les pouvoirs publics détournent leur attention de la Zone Sud vers la Zone Ouest de la ville : la Barra da Tijuca. Urbanisée sous l'impulsion de Lucio Costa, la Barra da Tijuca répond à la volonté d'expansion immobilière à l'intention des classes moyennes.

2. Régimes démocratiques et persistances des inégalités socio-spatiales

Dans cette seconde partie, j'examine le changement de paradigme social et urbain engendré par les transitions démocratiques nationales en 1988 au Brésil et en Afrique du Sud en 1994. J'examinerai en quoi les espoirs nés de la fin de la dictature et de l'apartheid sont rapidement déçus. Au Cap tout comme à Rio de Janeiro, les exigences économiques freinent la politique de rattrapage menée par les pouvoirs publics. Le déficit en matière de logements reste colossal et le spectre des déplacements réapparaît, notamment à l'occasion de grands événements sportifs.

2.1 La consolidation démocratique sous le prisme des politiques urbaines à Rio de Janeiro et au Cap

2.1.1 Le Cap post-apartheid : la fin de la ville morcelée ?

⁴³ Durant la période d'extinction des favelas engagée par le CHISAM, le nombre de favelas augmente de 74% et le nombre de ses habitants de 36,5%. De nouvelles favelas se multiplient et s'étendent rapidement dans certaines zones localisées à l'ouest de la ville telles que Jacarepaguá, Campo Grande, Santa Cruz ou au Nord, à Ilha do Governador (VALLADARES, 1978).

Au lendemain de l'apartheid, les défis à relever pour réduire les inégalités socio-spatiales des villes sud-africaines sont colossaux. Les élections de 1994 consacrent la victoire de l'ANC qui, ne parvenant pas à conquérir les deux tiers des sièges, est contrainte de rédiger la constitution en collaboration avec d'autres groupes politiques. Les élections provinciales organisées en même temps donnent la victoire à l'ANC dans sept provinces sur neuf. Le Kwazulu Natal est gouverné par l'Inkatha⁴⁴ tandis que le Parti National est majoritaire au Cap. Le vote en faveur du Parti National repose essentiellement sur le vote massif des populations métisses. Étant donné que la plupart de nos enquêtés sud-africains sont Métis, je souhaite brièvement m'arrêter sur les motifs qui façonnent leur choix politique, et qui continuent d'influencer leur comportement électoral et politique, vingt-cinq ans après la fin de l'apartheid. Ce vote, aussi surprenant qu'il puisse paraître aux yeux des politistes, s'explique par la situation intermédiaire des Métis. Houssay estime que ce choix électoral est le produit de trois éléments contextuels. Le premier est celui de l'explosion des violences politiques qui affectent le pays entre 1985 et 1989⁴⁵. Persistantes après l'ouverture des négociations entre 1990 et 1994, elles provoquent le mécontentement des Métis et sont imputées à l'ANC⁴⁶, et non pas au PN. Le second est lié au chômage : le marché du travail met en compétition les travailleurs noirs et les travailleurs métis, les Blancs étant épargnés par leur niveau de qualification. Enfin, la criminalité et le crime organisé, considérés comme des problèmes qui touchent essentiellement les populations métisses ne peuvent pas selon eux être résolus par l'ANC, « tant on le croit éloigné des problèmes des populations non africaines » (HOUSSAY-HOLZSCHUCH, 1999, p. 139).

L'entreprise entamée par le PN pour préserver leur bastion électoral porte ses fruits. Le parti est apprécié par la population métisse, notamment grâce à la nouvelle image qu'il façonne à travers la figure charismatique de son leader De Klerk. De plus, il dispose d'une solide assise locale dans les quartiers métis du Cap (LODGE, 2004). Enfin, le PN et l'ANC, conscients de l'importance du vote métis et ouvrier, touchent une corde sensible : celle du logement. Les deux jouent la surenchère et promettent de développer un vaste programme de logements. Or, les Métis, craignant la construction de logements à l'attention des Noirs uniquement préfèrent voter pour le PN. Ces éléments témoignent tous de la crainte d'un déclassement social, mais

⁴⁴ Parti traditionnaliste zoulou, indépendantiste et fervent opposant à l'ANC.

⁴⁵ Entre 1985 et 1989, de nombreux townships Noirs se soulèvent contre la politique d'apartheid. Le premier ministre Botha déclare alors l'État d'urgence et procède à l'arrestation de plus de 30 000 personnes. Le pays est en proie à une guerre civile larvée qui conduit à la mort de plus de 10 000 personnes.

⁴⁶ Les Métis qui participent aux mouvements contestataires des années 1980 et 1990 sont une minorité, et ceux qui s'engagent politiquement le font au sein d'autres organisations telle que la COSATU (Congress of South African Trade Unions), principal syndicat.

aussi racial. Les Métis redoutent un bouleversement de la hiérarchie raciale par la mise en place d'un système privilégiant les intérêts des Noirs au détriment des leurs. Relativement favorisés sous l'apartheid par rapport aux Noirs, et ayant intériorisé un complexe d'infériorité par rapport aux Blancs et de supériorité par rapport aux Noirs, ils voient d'un mauvais œil ce remplacement au pouvoir par le dominé noir. Comme le souligne Adhikari « their political behaviour was further influenced by the internalization of dominant values of the society and the acceptance of some of the negative racial characteristics attributed to coloureds » (ADHIKARI, 2005, p. 108). Une partie des Métis, malgré leur affirmation identitaire, considère que la fin de l'apartheid les fait chuter vers le bas de la pyramide raciale et sociale. Ces reconfigurations de l'identité métisse sont importantes à prendre en compte dans cette étude, car encore aujourd'hui, elles régissent les formes de l'engagement politique.

La constitution sud-africaine de 1995 consacre l'égalité dans l'accès au logement et le droit à un logement décent. Le pouvoir étatique met en place le *Reconstruction and Development Program* (RDP) pour rectifier les inégalités socio-économiques créées par le régime d'apartheid. Comme au Brésil, la Constitution encourage alors une décentralisation des pouvoirs à travers la formation de gouvernements métropolitains. La tendance à l'autoritarisme, caractéristique des régimes centralisés, serait alors réduite par la capacité des gouvernements locaux à mieux connaître les besoins de ses habitants. La métropole est également consubstantielle de l'adoption du tournant économique néolibéral conclu entre les élites patronales, l'ANC et les syndicats. En 1996, le parlement vote le *Growth Employment and Redistribution* (GEAR). Ce programme entérine l'adoption du néolibéralisme en Afrique du Sud. Il libéralise le marché, impose sa participation à la restructuration de l'État et l'intégration de ce dernier à l'économie internationale. Le néolibéralisme, bien que résultant d'un processus transnational alors appliqué à l'échelle des États, s'ancre dans le contexte local.

En 1996, Le Cap comme cinq autres centres urbains sud-africains se dote d'un organe métropolitain chargé de piloter l'unification politique et de réduire la fragmentation urbaine. La fusion des six municipalités⁴⁷ est menée à terme en 2002 avec la formation de Unicity, nommé plus tard The City of Cape Town. La métropole du Cap opte pour une organisation basée sur le New Public Management et intègre rapidement la stratégie entrepreneuriale (HARVEY, 1989) à ses pratiques urbaines. L'objectif affiché de la nouvelle métropole est de répondre aux défis colossaux de la transition démocratique (DUBRESSON, JAGLIN, 2011). Il s'agit de diminuer

⁴⁷ À partir de 1996, les 58 structures municipales qui composent la province du Cap sont provisoirement regroupées en six municipalités.

les écarts sociaux et spatiaux entre groupes raciaux pour atteindre l'égalité sociale, l'égalité spatiale et l'inclusion politique (JAGLIN, 2001). De fait, les townships, territoires de l'exclusion volontairement éloignés des bassins d'emplois sous l'apartheid, deviennent la priorité des pouvoirs publics locaux. Entre 1996 et 2002, les investissements de l'État dans le logement et les infrastructures augmentent sensiblement, notamment dans les townships de Khayelitsha et Langa. Toutefois, ils ne parviennent pas à endiguer le déficit de logements dans la ville, qui passe de 150000 en 1994 à 300000 en 1998. Et pour cause ; le RDP, vaste et ambitieux programme social basé sur les investissements publics se bute sur les injonctions du néolibéralisme. L'austérité budgétaire est appliquée et la restructuration économique et sociale de la ville est confiée à des entreprises privées tandis que les partenariats public-privé sont encouragés. Les entreprises privées, fournisseuses d'eau et d'électricité en particulier, appliquent alors d'agressives politiques de recouvrement (OLDFIELD, 2002), augmentant les difficultés financières des familles défavorisées touchées par le chômage et qui sont dans l'incapacité de payer le loyer et l'accès aux services basiques⁴⁸. Entre 1999 et 2001, 160 000 ménages du Cap sont ainsi privés d'eau (TOURNADRE, 2014). Afin de construire massivement des logements individuels à bas coût, les sociétés immobilières sélectionnent des terres situées dans la périphérie de la ville (DUBRESSON, JAGLIN, 2011). Ils intensifient alors l'étalement urbain et perpétuent l'organisation spatiale de l'apartheid. Le coût des terres localisées à proximité du centre urbain est trop onéreux et la métropole du Cap se refuse d'utiliser les quelques terres⁴⁹ qu'elle y possède pour la construction de logements sociaux. Afin de réhabiliter le centre-ville, et d'éviter le syndrome de Johannesburg, caractérisée par le déclin du centre urbain (DIDIER, PEYROUX, MORANGE, 2009) – c'est-à-dire la fuite des activités économiques vers la périphérie – la métropole adopte en 2000 le *City Improvement District* (CID). Exporté de la ville de New York, ce programme urbain vise à « améliorer l'environnement physique et social de l'espace défini ». Les propriétaires du quartier s'acquittent d'une surtaxe en vue de stimuler les activités économiques du quartier et de valoriser son image par le développement d'aménités locales (sécurité, nettoyage, entretien des espaces verts) réalisé par des entreprises privées. Pour les défenseurs du CID, le rôle des acteurs privés est de corriger les défaillances de la gestion urbaine par les pouvoirs publics et d'alléger les

⁴⁸ Les autorités considèrent que la gestion externalisée des services fournis permet de dégager des marges financières essentielles à la restructuration urbaine. Ces politiques poursuivent aussi des fins éducatives et ont une dimension punitive, elles rappellent aux citoyens leur devoir de payeur et la valeur des services rendus.

⁴⁹ Certains espaces du centre-ville du Cap sont détenus par la province du Cap, ou par les entités parapubliques telle que le South African Defence Force, propriétaire d'un vaste terrain s'étendant sur des centaines d'hectares.

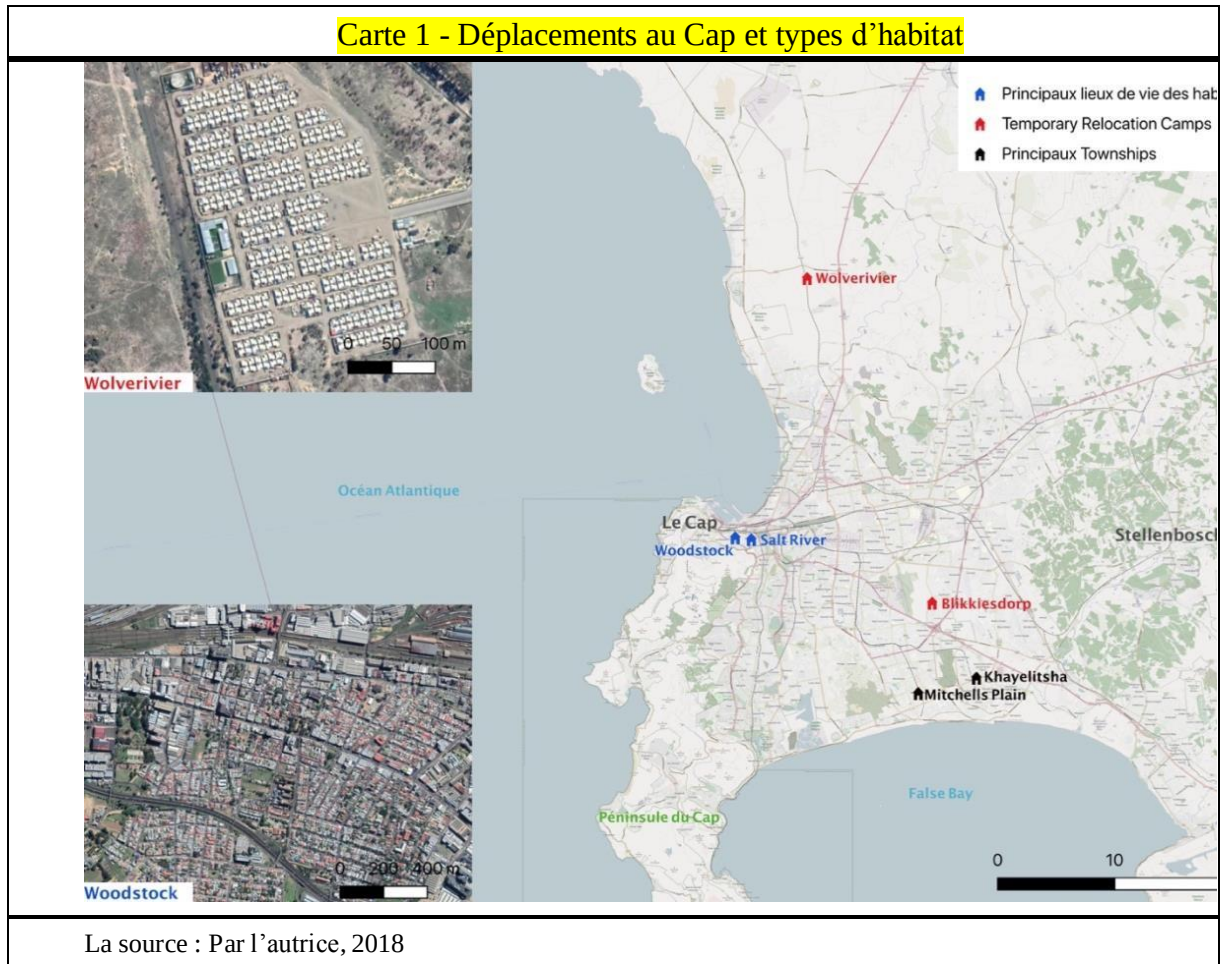
finances publiques. Implanté au centre-ville, poumon économique de la ville, ce programme sert d'abord à revitaliser cet espace et à attirer de nouveaux capitaux internationaux. Aux ambitions économiques s'ajoutent les ambitions touristiques. Profitant des aménités environnementales du Cap, la métropole souhaite transformer le du Cap en vitrine de l'Afrique du Sud. La revitalisation par le tourisme est tributaire d'une amélioration des dispositifs sécuritaires et de l'aménagement d'espaces de loisirs. Plusieurs projets immobiliers basés sur des partenariats public-privés sont lancés pour séduire les touristes : la rénovation du stade de football et la construction du Victoria et Albert Waterfront. D'une surface de 123 hectares, le Waterfront regroupe un vaste centre commercial, plusieurs hôtels, un centre de conférence internationale et des espaces résidentiels luxueux. Les investissements en direction du centre-ville grimpent en flèche et atteignent 12,5 milliards de dollars entre 2000 et 2006.

Les effets négatifs des CID ont largement été documentés par les chercheurs (DIDIER, PEYROUX, MORANGE, 2009; Miraftab, 2007; PARNELL, PIETERSE, 2010) et je ne souhaite pas les développer, mais les énumérer rapidement. La circulation du modèle new-yorkais⁵⁰ dans un contexte sud-africain révèle d'abord la prégnance des imaginaires coloniaux dans les pratiques urbaines (MIRAFTAB, 2007). Ensuite, ils contribuent à une dépolitisation des enjeux urbains: les acteurs privés sont considérés comme neutres et indépendants des conflits politiques. L'efficacité d'une délégation au secteur privé est vantée et mise en opposition à l'incompétence et la rigidité d'une gestion publique. Enfin, les effets sociaux des CID sur les populations les plus vulnérables démystifient leurs bienfaits. Les personnes considérées comme déviantes tels que les SDF ou les vendeurs informels sont expulsées du centre-ville et les activités sociales et économiques sont scrupuleusement encadrées. Les traces d'informalité dans la ville sont supprimées pour s'intégrer aux normes urbaines occidentales.

Ces programmes urbains se diffusent ensuite dans vingt autres quartiers. Ils conduisent à un processus de gentrification qui s'illustre par la multiplication des investissements privés dans des espaces situés à proximité du centre-ville tels que Woodstock et Salt River (VISSER, KOTZE, 2008; KOTZER, 2013). Autres indicateurs visibles de la revitalisation urbaine en cours dans ces quartiers : la construction de nouveaux buildings hauts standing et la substitution de la classe ouvrière par une « classe créative » (FLORIDA, 2005) et majoritairement blanche. Comme je m'attacherai à l'étudier dans le second chapitre, les habitants expulsés de leur logement, majoritairement Métis et issus des quartiers de Woodstock et de Salt River, sont

⁵⁰ Les CID ont également été exportés en Europe, notamment dans la ville de Londres.

transférés dans des zones grises, les Temporary Relocation Areas (TRA's). La Carte 1 suivante localise deux des principaux TRA's vers lesquels ils sont déplacés.



Situés à la frontière entre la ville et l'espace rural ou dans des terrains vagues isolés (comme c'est le cas pour Wolverivier), leurs logements sont construits à la hâte. D'une surface de douze mètres carrés par famille, construits en tôle, peu isolés, à peine lumineux et très mal équipés, ils sont similaires à ceux du township pendant l'apartheid. Rationnalisés et uniformisés, ces quartiers sont éloignés des services et infrastructures publics. Les photographies aériennes illustrent le contraste entre le camp de Wolverivier, déconnecté du reste de la ville et standardisé, et le quartier de Woodstock, densément peuplé, inséré dans l'armature urbaine et bien desservi, puisque situé au centre des voies d'autoroute et de chemin de fer. La reproduction de quartiers isolés et composés d'habitats précaires illustre les difficultés des pouvoirs publics à se départir du modèle urbain dominant et ségrégationniste.

Dans un article de 2006 sur la crise urbaine dans les villes sud-africaines, Pieterse

souligne le fossé entre volontarisme étatique et effectivité des politiques urbaines : « On the one hand, enormous effort is exacted to create a post-apartheid identity and form through a plethora of legislation, policies and plans. On the other hand, the more the state acts on the city with all of its ‘good’ intentions, the more it seemingly stays trapped in its apartheid form (2006, p. 286). » Il énonce ensuite une série de recommandations pour saisir la crise comme une opportunité susceptible d’ouvrir la voie à une démocratie radicale basée sur « des communautés épistémiques » capables de débattre et d’élaborer les plans d’une ville plus inclusive. Treize ans après la publication de son article, le bilan des problèmes sociaux s’est aggravé. L’exacerbation de la ségrégation spatiale et le maintien de taux significatifs de violence⁵¹ et des épidémies de sida⁵² et de tuberculose⁵³, phénomènes qui affectent majoritairement les racisés des classes populaires, témoignent de l’incapacité des pouvoirs publics à enrayer « le fantôme de l’apartheid »⁵⁴ (PIETERSE, 2006).

2.1.2 Rio de Janeiro : de l’urbanisation au retour des éradications des favelas

La période de démocratisation politique engendre un bouillonnement associatif dans les favelas. L’élection de Leonel Brizola à la tête de l’État de Rio de Janeiro provoque un changement de paradigme dans les modes de gestion urbaine. Proche de João Goulart et exilé politique durant la dictature, il est élu après une campagne basée sur son opposition au régime militaire et son soutien aux classes populaires (GONÇALVES, 2013a). Il met un terme aux opérations policières pour réduire la violence dans les favelas – en forte augmentation avec la crise économique –, renforce les infrastructures et équipements publics et initie une régularisation foncière grâce à l’attribution ciblée de titres de propriété. Ces améliorations ont toutefois une conséquence fortuite : celle de la densification des favelas. Le spectre des déplacements ayant disparu, les habitants verticalisent les constructions pour accueillir de nouveaux-venus. Le chômage incite les habitants du reste de la ville, fragilisés

⁵¹ Avec 65,53 homicides pour 100 000 habitants en 2015, le Cap apparaît en neuvième position du classement des villes les plus violentes du monde, réalisé par le Conseil Mexicain de la sécurité publique et de la justice. Ville la plus violente d’Afrique, elle devance aussi Rio de Janeiro.

⁵² Plus de 20% des personnes atteintes du sida dans le monde résident en Afrique du Sud où 13,1% des habitants sont séropositifs. 19% des individus âgés dix-neuf à quarante-cinq ans sont séropositifs. L’épidémie touche surtout les jeunes femmes noires et les travailleuses du sexe. Dans la province du Western Cape, le taux de sida est le plus faible du pays avec 12,9% de personnes touchées (Unaid, 2020).

⁵³ La tuberculose est la première cause de mortalité en Afrique du Sud. 320 000 cas actifs sont déclarés en 2017 (500 000 en 2011). Le Eastern Cape (692 nouveaux cas en 2015), Le Kwazulu Natal (685) et le Western Cape (682) sont les provinces les plus touchées par l’épidémie (TBfacts, 2015).

⁵⁴ La carte située en annexe 2, illustre la persistance de la répartition raciale de l’espace au Cap.

économiquement, à s'installer dans les favelas. Le nombre de leurs habitants augmente inexorablement dans les années 1980. La formation d'un Forum National de la Réforme Urbaine facilite les demandes des mouvements sociaux de favelas dans l'élaboration d'une nouvelle constitution. La Constitution de 1988 ne mentionne pas explicitement ces quartiers, mais précise la fonction sociale de la propriété⁵⁵, promeut une meilleure intégration des secteurs pauvres et érige le logement en droit fondamental⁵⁶. Au cours de la décennie 1990, les favelas s'urbanisent avec le plan Favela-Bairro voté en 1993 et mené en collaboration avec les associations d'habitants. Des infrastructures et grands équipements d'éducation et de santé sont installés dans les favelas. Si le plan Favela-Bairro est salué, certains chercheurs (FREIRE, 2008; ALMEIDA, 2013) notent de nombreuses limites. Les installations, construites à la hâte, sont de mauvaise qualité et inférieures à celles du centre-ville, modérant l'intégration des quartiers populaires à la ville. Néanmoins, ce programme contribue à de nombreuses régularisations foncières: la consolidation est pensée comme évidente et l'emporte sur l'usage suranné des déplacements.

Toutefois, la tendance à l'urbanisation des favelas à travers le Favela-Bairro ne doit pas éclipser la poursuite des politiques d'éradication, qui même si elles sont minoritaires continuent d'être employées dans certaines parties de la ville comme la Barra da Tijuca. Plus de dix favelas y sont détruites sous l'impulsion du sous-préfet Eduardo Paes⁵⁷ qui officie entre 1993 et 1996. Enfin, le programme illustre le changement d'approche des questions sociales, approfondi avec l'avènement du Parti des Travailleurs (PT) et visible dans d'autres villes d'Amérique latine, qui se traduit par le passage de la question sociale (centrée sur le travail et la famille) à celle de la pauvreté (CASTEL, 1998) dont le logement constitue la pierre angulaire⁵⁸. Des mesures spécifiques et localisées sont mises en place pour éviter toute universalisation et refondation en profondeur des politiques sociales (LAUTIER, 2013). Ces politiques ciblées préconisées par la Banque Mondiale sont largement suivies en Amérique latine (MERKLEN, PLEYERS, 2011) et s'adosent à l'imposition de politiques néolibérales dans la ville. La ville, transformée en métropole, doit devenir un centre de croissance économique et attirer les capitaux internationaux. Les municipalités brésiliennes, comme acteurs à part entière au pouvoir accru par la décentralisation et motivés par la compétition urbaine, placent l'espace urbain au centre

⁵⁵ Article 182 de la constitution fédérale brésilienne.

⁵⁶ Article 8 de la constitution fédérale brésilienne. En 2001, Le Droit à la ville est consacré dans le Statut de la ville, additionné aux articles 182 et 183.

⁵⁷ Ce dernier, soutenu par le maire de l'époque Cesar Maia entre en opposition avec Leonel Brizola qui fait obstacle à la destruction de certaines favelas, dont la Vila Autódromo.

⁵⁸ Cette affirmation est toutefois à nuancer dans le sens où les citoyens d'Amérique Latine n'ont jamais bénéficié de systèmes de sécurité sociale solides et développés.

du processus d'accumulation du capital (ALVES DOS SANTOS JUNIOR, RAMOS NOVAES, 2017). Signal de ce changement, les acteurs urbains (aménageurs et urbanistes) cèdent progressivement le pas à de nouveaux protagonistes issus de la finance et des secteurs bancaires qui sont chargés de favoriser une « planification urbaine amicale au marché », (VAINER, 2011). Par conséquent, il devient indispensable de redorer l'image de la ville pour stimuler son attractivité.

Comme au Cap, les pouvoirs publics misent sur les aménités environnementales de la ville pour développer le tourisme. L'organisation de méga événements entre également dans cette logique. Le principal objectif des grands événements sportifs ou culturels est de dynamiser la Zone Ouest de Rio de Janeiro. En 2007, les favelas de la Zone Ouest sont menacées par l'organisation des Jeux panaméricains, mais l'emportent devant les tribunaux. L'organisation de la Coupe du monde de football masculin en 2014 et les Jeux olympiques et paralympiques réactivent le discours des évictions, déjà amplement diffusé par les médias de communication⁵⁹ (ALMEIDA, 2013). Dès 2005, l'augmentation de la violence dans les quartiers défavorisés amène les médias à prendre parti pour les évictions. Les pouvoirs publics mettent alors en place le *Choque de Ordem*, opération policière brutale et non planifiée menée dans des « espaces d'insécurité publics propices aux crimes » (PREFEITURA DO RIO DE JANEIRO, 2009), qui touchent de nombreux quartiers et individus vulnérables, toxicomanes et vendeurs informels, dont le but est de « mettre fin aux désordres urbains » (PREFEITURA DO RIO DE JANEIRO, 2009). La mise en place de polices de pacification dans des quartiers partiellement contrôlés par le narcotrafic est une autre mesure phare du gouvernement Lula. Des Unités de Police de Pacification (UPP) s'installent dans les quartiers à fort potentiel touristique de la zone sud ou ayant une renommée mondiale à l'instar de Cidade de Deus tandis que les quartiers de la Zone Nord ne bénéficient guère de ces programmes. Ces projets, qui s'inscrivent dans une volonté de redorer l'image des quartiers populaires et à développer leur mise en tourisme (FREIRE-MEDEIROS, 2009), conduisent à une hausse de la spéculation immobilière et mènent à la gentrification de plusieurs favelas de la zone sud (VIEIRA DA CUNHA, MELLO, 2011; NINNIN, 2014).

Parallèlement à la stratégie de gentrification, les pouvoirs publics réhabilitent

⁵⁹ Les 50 principaux médias brésiliens appartiennent à 26 entreprises de communication. Vingt et un de ces groupes de communication sont liés à d'autres secteurs économiques tels que l'immobilier, l'infrastructure, l'agriculture ou la santé. Pour les ONG de défense de la liberté d'expression comme Intervozes ou Reporters sans Frontières, la forte concentration des médias et la collusion entre sphère médiatique, économique et politique mettent en danger la pluralité démocratique du Brésil. Selon RSF, le pays est classé 105ème au classement mondial de la Liberté de la presse, tandis que l'Afrique du Sud se situe en 31ème position.

l'éradication des favelas dans leur discours [BRUM, 2013], à l'image d'Eduardo Paes qui les stigmatise en les associant les favelas à l'illégalité et à la violence urbaine. Il justifie ainsi les déplacements et légitime son action par l'organisation des Jeux olympiques. En 2013, selon Faulhaber et Azevedo, à l'échelle de Rio de Janeiro, près de 67 000 personnes localisées dans 119 favelas sont concernées par le processus de déplacements de population (2015). Les évictions sont menées à bien essentiellement dans le nord et l'ouest de la ville. À l'Ouest les quartiers Barra da Tijuca et Recreio concentrent 26% des déplacements de population (BRUM, 2013). La Carte2 localise la Barra da Tijuca sujette à de vastes transformations urbaines. Elle met en évidence les déplacements des habitants du quartier Vila Autódromo – objet de cette étude – vers des logements sociaux et les types d'habitat relatifs à chaque espace.



Des logements sociaux, basés sur le modèle des résidences fermées des classes moyennes et supérieures – à l'image du Parque Carioca sur la Carte 2 – sont alors construits pour recevoir les habitants expulsés. Ces espaces, comme cela sera développé dans le chapitre

suivant, sont étroitement contrôlés, rationalisés et règlementés, contrastant avec la favela et ses installations informelles – visibles sur la photographie au centre de la Carte 2. Ces logements ont été construits dans le cadre du programme social Minha Casa Minha Vida (MCMV). Lancé en mars 2009, ce programme permet à des familles à faibles revenus⁶⁰ d'accéder à la propriété privée moyennant le paiement d'un faible loyer. Destiné à améliorer les conditions d'existence des plus défavorisés, MCMV joue un rôle clé dans la relégation des populations indésirables aux marges de la ville (MARQUES, RODRIGUES, 2013; ROLNIK et al., 2015). En raison de la faible valeur économique du sol, les investissements des constructeurs immobiliers se concentrent dans les espaces périphériques. En dépit de l'engagement du gouvernement de privilégier des solutions de relogement de proximité, les populations déplacées sont pour la plupart reléguées à la périphérie des villes, loin de leurs lieux de travail, de loisirs et de sociabilité à l'instar des habitants de la Vila do Metrô relogés à soixante-deux kilomètres du centre-ville, à Santa Cruz. Si ces relogements à distance sont majoritaires, ils ne concernent pas toutes les favelas. En effet, dans le but de convaincre les habitants de la Vila Autódromo d'accepter les déplacements, ces derniers se voient proposer des logements à proximité; le Parque Carioca et la Colonia Juliana Moreira (Voir Carte 2) étant conçues pour recevoir les populations déplacées.

2.1.3 « Le Cap de Janeiro » : des recettes urbaines identiques pour des contextes différents

Au cours de cette démonstration, j'ai exploré la façon dont les transformations spatiales à Rio de Janeiro et du Cap s'ancrent dans des contextes historiques et spécifiques. En effet, il est possible d'observer de nombreuses similitudes dans les modes de gestion urbaine. Les Constitutions nationales consacrent le droit au logement rompent avec des décennies d'autoritarisme. Cependant, le passage des droits juridiques accordés aux citoyens en droits *de facto* se révèle extrêmement ardu (OLDFIELD, 2002; VIDAL, 2009). Le recouvrement de la citoyenneté basé sur l'égalité des droits se heurte à l'inégalité inhérente aux sociétés capitalistes (SANTOS, 1987). Les périodes de transition constitutionnelle coïncident avec le développement de modèles néolibéraux diffusés par les organismes internationaux tels que la Banque Interaméricaine de Développement ou la Banque Mondiale, contraignant les pouvoirs publics à abandonner l'investissement public et à se plier aux injonctions du néolibéralisme

⁶⁰ Ayant un revenu brut maximal de 1800 réais par mois, soit 257 euros environ (Caixa, 2020).

pour atténuer les inégalités socio-spatiales.

On pourrait penser le néolibéralisme comme un concept abstrait et désincarné. Pourtant, malgré les transformations du capitalisme qui opèrent une dématérialisation des capitaux, celui-ci a besoin de l'espace pour se développer (SMITH, 2002; HARVEY, 2014). Le lien entre le néolibéralisme et la ville a été amplement discuté par les géographes qui distinguent deux processus: néolibéralisation de l'urbanisme et urbanisation néolibérale (PINSON, REIGNER, 2017). Le premier désigne le processus par lequel les pouvoirs publics sont contraints de respecter de nouvelles contraintes fiscales et budgétaires imposées par le gouvernement fédéral et les organisations internationales tandis que le second renvoie à l'accumulation capitaliste dans les espaces urbains et la financiarisation de l'économie. Ces deux phénomènes se succèdent dans les villes étudiées. Le tournant néolibéral urbain opéré aussi bien au Cap qu'à Rio de Janeiro relève d'un modèle urbain standardisé et occidental (souvent celui de Barcelone), livré clé en main par les institutions internationales (BORJA et al., 1997). Ces pratiques homogènes qui réifient la ville portent un coup aux promesses de justice sociale et spatiale portées par les tenants transition démocratique. Elles sont d'autant plus délétères pour les subalternes des villes du Sud que ces pays ne disposent pas de systèmes de protection sociale solides contrairement aux pays d'Europe de l'Ouest. Les dirigeants des villes sont sommés de se convertir à l'entrepreneuralisme urbain⁶¹ (HARVEY, 1989). L'objectif central des politiques urbaines n'est plus de « produire des services à destination des ménages, mais de vendre la ville à des groupes sociaux dotés de ressources, d'y créer un « good business climat », d'investir dans l'amélioration de l'infrastructure urbaine pour créer « les conditions d'une construction spéculative de la place » (PINSON, REIGNER, 2017, p. 10). Les employés en communication de la municipalité de Rio de Janeiro diffusent l'image et le slogan de la « Ville merveilleuse » tandis que les représentants de la ville du Cap, en s'appuyant sur les données du *benchmarking urbain*⁶², s'enorgueillissent d'avoir transformé la ville en « World class city »⁶³ favorable aux investissements. La puissance publique ne disparaît pas, mais elle se cantonne à la promotion urbaine en vue d'attirer les capitaux et veille à la régulation et à la répartition des groupes sociaux.

⁶¹ Suivant les principes de l'entrepreneuralisme urbain, la ville est pensée comme un centre de production de richesses, basé sur une économie tertiaire et la recherche d'attractivité. Ce développement économique mène à une mise en concurrence des territoires et répond principalement aux besoins des jeunes actifs et des cadres.

⁶² En 2017, le magazine de tourisme Travel + Leisure élit Cape Town « meilleure ville d'Afrique » (Travel + Leisure, 2017). Le Cap est classé deuxième ville africaine du *Benchmarking global city competitiveness*, réalisé par The Economist Intelligence Unit (The Economist Intelligence Unit, 2012).

⁶³ La municipalité du Cap reprend fréquemment ce vocabulaire pour promouvoir les services de la ville : « world class services and infrastructure », « world-class solid management service » et stimuler les investissements : « world-class investment destination ». (City of Cape Town, n.d).

Pour se conformer à ces exigences urbaines, les pouvoirs publics du Cap et de Rio de Janeiro procèdent au milieu des années 1990 à une métamorphose de leurs systèmes productifs: le déclin du secteur industriel les encourage à développer le secteur tertiaire grâce aux services, au tourisme et aux loisirs. Désormais mêlés à l'économie de la connaissance, ces métiers excluent les populations non qualifiées ou confrontées au chômage suite à la fermeture des usines. En 2019, le taux de chômage à Rio de Janeiro est de 15,3% (11,3% au niveau national) tandis qu'il atteint 29,1% (29% au niveau national) au Cap. Les Métis – majoritaires dans les usines du Cap depuis la *Coloured Labour Preference Policy* votée par le régime d'apartheid – sont les plus affectés par le déclin industriel. À la précarité des conditions socio-économiques des ménages pauvres se mêle l'instabilité spatiale. Les ménages menacés d'expulsion doivent trouver des alternatives de logement. Leur présence est souvent niée dans les politiques de rénovation urbaine.

Ces politiques de rénovation des quartiers sont légitimées par le champ sémantique de la « revitalisation urbaine », valorisée par un discours exaltant la qualité de vie et les rapports humains dans les espaces publics. En réalité elles servent un double objectif : normaliser le quartier en développant ses aménités et en réduisant ou reléguant la violence pour in fine attirer les investissements. Les embellissements de l'espace urbain passent par une dissimulation des sans-abris. Leur itinérance n'est plus perçue comme un problème social, mais comme une offense, un problème esthétique qui entrave l'attractivité de la ville (MIRAFTAB, 2007; GONÇALVES, 2013b). Des quartiers délaissés par la puissance publique sont transformés en nouveaux espaces attractifs aux investissements. Comme les cas d'étude de Woodstock et la Vila Autódromo l'illustreront, les populations affectées par la gentrification et les expulsions sont reléguées à la périphérie de la ville. Le programme de relogement temporaire en Afrique du Sud ou le programme social MCMV au Brésil sont convertis en instruments de dépossession urbaines. Ces processus de gentrification, expulsions, relégations sont le résultat d'une précarisation des classes populaires et la manifestation spatiale du phénomène « d'accumulation par dépossession » décrit par Harvey (1989). La dépossession des pauvres urbains ouvre un terrain d'opportunités pour l'accumulation du capital et permet la construction d'infrastructures dont les plus aisés seront les seuls bénéficiaires.

Les classes populaires devenues indésirables, surnuméraires, véritables « parias urbains » (WACQUANT, 2007) sont contenues à la périphérie de la ville et rendues invisibles. Les mécanismes de polarisation urbaine mis en œuvre sous l'apartheid et la dictature se perpétuent sous d'autres formes, plus insidieuses et atténuées dans les discours par un recours au marketing

urbain. La stratification urbaine est rendue visible par l'intensification des contrastes entre quartiers pauvres et favorisés. Les quartiers les mieux localisés, disposant d'aménités naturelles et à proximité du centre-ville, sont principalement composés de résidences fermées ou *condominios fechados*. Séparés du reste de la ville, leurs habitants disposent d'un service de surveillance privé et de jardins soignés. Ces « citadelles » sont délimitées par des clôtures et murs électrifiés, dispositifs qui les protègent de l'espace public, considéré comme naturellement violent. À l'opposé, les populations défavorisées sont reléguées dans des espaces sous investis par la puissance publique, disposent d'infrastructures publiques médiocres et sont pour la plupart sous le joug d'un groupe violent organisé, milices ou narco trafiquants. Balbo (HARVEY, 2011) définit ces espaces extrêmement polarisés comme à des « micro-États » où la vie sociale est régulée par des acteurs privés, palliant le désengagement de l'État. Cette extrême polarisation des groupes sociaux au Brésil doit toutefois être relativisée, comme le souligne Valladares : « ce sont les beaux quartiers qui sont éloignés de la moyenne des autres, les favelas ayant une évolution proche de celle des autres quartiers populaires » (2006, p. 128). Les classes moyennes se rapprochent du modèle urbain autoségrégué des classes supérieures même si les jeunes éduqués investissent de nouveaux espaces dynamiques, et participent – parfois malgré eux – aux mécanismes de la gentrification. De plus, dans les quartiers défavorisés des deux villes, les quartiers pauvres, townships et favelas principalement, ne sont pas uniquement composés de pauvres urbains, mais sont socialement hétérogènes. Certaines nuances supplémentaires peuvent également être apportées concernant les interactions entre groupes sociaux dans les deux villes. En Afrique du Sud, et plus particulièrement au Cap, les Blancs sont presque hermétiques à la présence des Noirs et Métis qu'ils côtoient par leur emploi massif dans la réalisation de tâches subalternes (serveur, femme de ménage, caissier). Ils vivent pour la plupart dans un monde séparé et délimité par les frontières dessinées par l'apartheid. À Rio de Janeiro, pauvres et riches se côtoient davantage puisque leurs lieux de vie sont parfois situés à proximité ou parce que les pauvres investissent les quartiers résidentiels ou d'affaires pour y exercer des emplois informels. Cependant, l'écart entre les pratiques spatiales des différentes classes sociales des deux pays tend peu à peu à s'accroître. En effet, les classes moyennes et supérieures brésiliennes entretiennent toujours plus le désir d'entre-soi comme le témoignent par exemple le mode d'habitat privilégié – celui de la résidence fermée – ou la pratique des loisirs essentiellement située dans les centres commerciaux qui, comme au Brésil, tendent à substituer la rue (CARY, 2012), espace public par excellence. Dans les deux villes, un même constat : les classes moyennes et aisées privilégient la ségrégation résidentielle, pas seulement pour profiter d'un environnement social favorable, mais aussi pour se protéger des

classes pauvres (PAUGAM et al., 2017), perçues comme menaçantes. Les distances physiques, mentales et symboliques entre les groupes sociaux se creusent, leurs expériences urbaines de la ville sont exclusives et foncièrement différentes. Leurs relations sont façonnées par un climat de peur basé sur la crainte de l'altérité sociale et raciale et dans le cas des classes moyennes, alimenté par la crainte du déclassement social.

2.2 Contester au Cap et à Rio de Janeiro

En Afrique du Sud comme au Brésil, les mouvements sociaux se sont très tôt saisis des problématiques urbaines. Comme examiné dans la sous-partie sur les contestations contre les déplacements de populations, les injustices spatiales envers les classes populaires sont la cause de multiples révoltes. Cependant, celles-ci sont limitées par la crainte d'exactions policières ou si elles émergent, elles sont réprimées dans la violence. De plus, les pratiques clientélistes ou de négociations sont souvent préférées à une confrontation aux pouvoirs publics. L'avènement de la démocratie suggère une nouvelle inclusion des catégories exclues dans l'élaboration des politiques urbaines. Or, cet idéal de démocratie participative est rapidement déçu. Tandis que les associations de quartier déclinent au lendemain de la transition démocratique, elles reprennent un nouveau souffle dans leur opposition à la production urbaine.

2.2.1 Le Cap : le logement au cœur des protestations

L'avènement national de l'ANC en 1994 suggère un affaiblissement des mouvements sociaux avec la circulation d'anciens militants et figures du mouvement dans les rangs politiques tandis que les leaders syndicaux sont cooptés. À la fin de l'apartheid, les bailleurs sociaux se retirent massivement d'Afrique du Sud, ce qui affaiblit une partie de la société civile. Les ONG qui se maintiennent sont parfois contraintes de se professionnaliser et d'adopter un mode de gestion plus technocratique. Enfin, la structure d'opportunité politique se modifie radicalement avec l'avènement du régime démocratique : les citoyens sud-africains sont patients et considèrent que le gouvernement élu s'attache à résoudre le problème de la pauvreté. Toutefois, à partir des années 2000, la perception d'une aggravation des inégalités sociales et de la pauvreté depuis l'avènement du régime démocratique (BALLARD et al., 2005) conduit à une intensification de l'activité protestataire. L'externalisation des services publics tels que l'eau et l'électricité et les politiques de recouvrement agressives (OLDFIELD, 2002) des entreprises

privées réaniment les modes d'action politiques. Ces modes de protestations politiques sont intégrés à la culture politique des habitants opprimés des villes sud-africaines et entrent en résonance avec ceux employés pendant l'apartheid. Déjà dans les années 1960, dans les townships et quartiers populaires, un intense tissu de comités de quartier s'était formé. Après 1994, les groupes protestataires recrutent encore leurs membres à partir d'un réseau dense et local d'interconnaissances. C'est le cas du Western Cape Anti-Eviction Campaign (AEC), mouvement social fondé en 2001 et qui lutte à la fois contre les évictions et contre les coupures d'eau et d'électricité – thèmes centraux dans les luttes contre l'apartheid – dans les quartiers pauvres du Cap. Pour Oldfield et Stokke (2004), cette contestation est une expression de défiance et de résistance envers l'adoption de politiques néolibérales par la métropole du Cap. La campagne est menée dans des quartiers métis périphériques tels que Delft, Philippee, Athlone. Basée sur une organisation communautaire, AEC se formalise à partir de 2002 et intègre d'autres répertoires d'actions à ceux utilisés durant l'apartheid. Le mouvement se base notamment sur la judiciarisation des questions urbaines et porte certains cas d'évictions devant la justice. Actif jusqu'en 2010, l'AEC décline après l'organisation de la Coupe du monde de football masculin. Le refus de ses membres de collaborer avec d'autres entités publiques ou des ONG a drastiquement coupé ses ressources financières, limitant sa capacité d'action. Cependant, la création de l'AEC marque une innovation dans la formation des mouvements sociaux du Cap, les Métis, auparavant peu mobilisés pendant l'apartheid, composent l'essentiel de ce mouvement social. La circulation militante entre habitants des townships Noir et Métis permet une diffusion des répertoires d'action, ils adoptent leurs chants, leurs danses et modes de protestation.

En 2009 se forme le Housing Assembly qui lutte pour l'accès des classes populaires à un logement décent dans les townships. Représentés localement dans plusieurs de ceux-ci par quatre leaders de districts, ses membres veulent sensibiliser les habitants aux problématiques urbaines par l'organisation de pétitions, porte à porte et workshops en direction des jeunes. La manifestation de rue est peu utilisée par le groupe qui peine à mobiliser des habitants. Leur siège se situe à Salt River, dans un immeuble qui abrite plusieurs associations et ONG. Cet immeuble est un lieu solennel, symbolique et historique. Base de la lutte contre l'apartheid dans les années 1980 et bombardé partiellement à la fin de la décennie par le régime d'apartheid, il est ensuite transformé en haut lieu de l'activisme au Cap. Ce lieu de jonction des associations et mouvements sociaux constitue une ressource spatiale considérable (RIPOLL, 2005). La proximité permet aux divers groupes d'échanger des stratégies d'action et d'élaborer des

campagnes politiques et des projets communs. Les militants professionnels qui s'y côtoient se connaissent tous et se saluent chaleureusement. J'y suis allée plusieurs fois avec Peter, militant à Reclaim The City et à la Housing Assembly. Le bâtiment, neuf, moderne et coloré dont la façade représente des ouvriers en lutte et dans lequel s'enfilent les bureaux témoigne aussi d'une formalisation et d'une domestication des mouvements sociaux, qui se sont bureaucratisés et adoptent une attitude plus collaborative à l'égard de l'État (BALLARD et al., 2005).

Comme le témoigne Tournadre (2014), dans la seconde moitié de la décennie 2000, malgré un renouvellement d'intérêt porté par les revendications urbaines, les mouvements sociaux sud-africains doivent faire face à une hémorragie numérique. L'explosion des revendications auparavant focalisées sur la contestation du système d'apartheid et la fragmentation des groupes peine à soulever l'enthousiasme des militants. Le désengagement est inhérent à tous les groupes sociaux et associations. Même s'il conduit parfois à la fin des espaces militants, les idées et répertoires d'action employés perdurent et sont transmis aux différents groupes. Les mouvements sociaux urbains sont à la peine à l'image de Abahlali Base Mjondolo, association de lutte contre les évictions particulièrement puissante dans l'est du pays notamment à Durban (PITHOUSE, 2008), mais qui peine à se faire connaître au Cap. L'AEC disparaît après la coupe du monde alors même que les expulsions à Woodstock, quartier situé à proximité du centre-ville se multiplient après 2010. Si les révoltes de quartiers déclinent, d'autres mouvements sociaux investissent les rues tels que les mouvements étudiants en 2015 et ceux contre la corruption et le président Zuma en 2017.

L'absence de mouvements sociaux urbains ou de collectifs locaux créés pour contrer le processus de gentrification qui se développe dès les années 1990 dans les quartiers situés à proximité du centre-ville étonne. Ce désintérêt s'explique par la concentration dans les townships des acteurs publics, des mouvements sociaux et des ONG, mais aussi des chercheurs en sciences sociales, financés par la puissance publique pour améliorer les conditions de vie ou mener des recherches dans ces quartiers situés à la périphérie de la ville. Tandis que ces quartiers sont massivement investis par ces acteurs, les quartiers centraux sont délaissés, aussi bien au Cap que dans d'autres villes sud-africaines (VISSER, KOTZE, 2008). Comme dans d'autres cas d'expulsions de travailleurs pauvres à travers le monde (PIVEN, CLOWARD, 1979), les habitants menacés d'expulsions, pour la plupart des Métis pauvres et sans expérience politique préalable, se rendent responsables de la précarité et de l'instabilité de leur situation résidentielle, ce qui limite toute possibilité d'action collective. La formation de Reclaim The City, mouvement de quartier sur lequel je centre mon attention dans cette thèse, naît avec la

prise de conscience d'un retrait des ONG et mouvements sociaux des espaces centraux et la volonté de les reconquérir, comme cela sera examiné dans le second chapitre.

2.2.2 Du contrôle négocié aux révoltes olympiques à Rio de Janeiro

Au Brésil, la dynamique des mouvements sociaux est également enrayée avec la transition démocratique. Cette dernière entraîne la multiplication des ONG dans les favelas de Rio de Janeiro qui collaborent ou entrent en compétition avec les associations d'habitants. Ce foisonnement des groupes d'intérêts conduit à une fragmentation. La reconnaissance des demandes de rénovation des habitants, l'implantation de politiques urbaines et la disparition du spectre des déplacements amènent Zaluar et Alvito (1998) à parler d'une « victoire » de la favela. Ce succès de la favela aurait pour effet la démobilisation des habitants représentés par les associations locales. Pour Machado (MACHADO, 2002), le désengagement des habitants n'est pas l'effet d'un triomphe des quartiers populaires, mais traduit les ajustements de la relation entre associations et pouvoirs publics. La régulation des associations de quartier par les pouvoirs publics et la prise en compte de leurs demandes se font sous le mode d'un « contrôle négocié ». L'État entend contrôler les associations et limiter leur potentiel contestataire en répondant à certaines de leurs demandes, notamment en termes d'urbanisation, dans le but de mieux contenir leur étalement et d'endiguer la violence. Les favelas loin d'être intégrées à la ville demeurent des espaces stigmatisés et leurs habitants continuent d'être disqualifiés et assignés à leur territoire. Je corrobore cette thèse, selon laquelle la normalisation des relations entre l'État et les associations conduit à un ralentissement de l'activité protestataire dans les favelas. Les droits des habitants des favelas -comme souvent pour les populations plus fragiles économiquement ou pour les femmes-, sont vulnérables et incertains ; ils peuvent à tout moment leur être retirés, parfois au mépris de la loi. Toutefois, comme le souligne Neto, l'attitude des mouvements sociaux de quartiers relève davantage d'une adaptation au nouveau contexte démocratique (NETO, LOURENÇO, 2009) et illustre le passage de revendications plus matérielles à des demandes de reconnaissance. De plus, les luttes contre les déplacements essaient la décennie 1990-2000, mais sont toutefois ponctuelles et localisées, rendues peu visibles par la diffusion concomitante de politiques d'urbanisation.

En dépit du recul des mouvements localisés, d'autres mouvements sociaux émergent au début des années 2000 et se saisissent des revendications en faveur du droit à la ville. La visibilité accrue des intérêts privés appuyés par les pouvoirs publics et manifestés par une

explosion de la spéculation immobilière réactive le militantisme dans les favelas. Cet élan est porté par divers mouvements urbains qui, contrairement aux associations de favelas en proie au déclin, acquièrent une importance majeure à partir des années 2000. En effet, alors même que les mouvements sociaux sont marqués par la prégnance des questions rurales à travers l'essor du Mouvement des Sans Terre, d'autres organisations inspirées par ce modèle s'affirment et se font une place sur le terrain des luttes urbaines. C'est le cas par exemple du Mouvement des Travailleurs Sans Toits (MTST) dont les militants s'implantent dans divers espaces urbains.

Plus que de contester les pratiques spatiales imposées par les dominants, ils élaborent de nouvelles pratiques urbaines et tentent d'élaborer une spatialité basée sur le droit à la ville et la justice spatiale. Le MTST est largement présent à Sao Paulo, il se rend visible par l'occupation de logements vacants qui constitue son principal répertoire d'action. À Rio de Janeiro, soulignons l'action du Movimento Nacional de Luta Pela Moradia (MNLN), qui intervient pour défendre les travailleurs des quartiers populaires aussi bien sur le terrain grâce à un appui logistique et numérique qu'auprès des organes institutionnels. Enfin, le Comité Populaire de la Coupe et des Jeux, qui naît en 2008 et succède au Comité Social do Pan⁶⁴, occupe une place centrale dans le paysage des luttes urbaines qui se dessinent entre 2010-2020: mobilisé contre l'organisation des grands événements de 2014 et 2016, il place la Vila Autódromo au cœur de sa campagne contre les expulsions. J'évoquerai davantage l'action du MNLN et du Comité Populaire de la Coupe à travers le soutien qu'ils apportent aux habitants de la Vila Autódromo. Si toutes ces organisations interviennent dans plusieurs favelas, et participent activement aux mobilisations sociales, il faut également souligner le rôle proactif que jouent les habitants des quartiers affectés par les désappropriations. En effet, les mouvements sociaux ne se contentent pas d'apporter des ressources médiatiques ou numériques pour défendre les expulsions collectives, mais comptent souvent sur la participation des habitants pour revendiquer leurs droits, contribuant ainsi à leur politisation⁶⁵ des habitants et à la renaissance du militantisme de favela. De nombreuses manifestations et mobilisations, réunissant habitants et militants des mouvements évoqués plus haut, sont organisées au sein des favelas. Parmi les plus mobilisées, on peut distinguer les favelas de la zone ouest menacées par les projets d'urbanisation et qui luttent contre l'installation du BRT: Vila Recreio, Vila Harmonia, Indiana, Vila União de Curicica et enfin Vila Autódromo. En juin 2013, période d'intenses protestations qui essaient

⁶⁴ Comité populaire créé en 2005 pour débattre des conditions d'organisation des Jeux Panaméricains de 2007 et de leurs conséquences sur l'espace urbain.

⁶⁵ La politisation désigne un « mouvement » (ELIASOPH, 2010) par lequel des individus élargissent le spectre de leurs préoccupations et les formulent collectivement.

dans le pays et durant la conférence des Nations Unies Rio +20, une marche de solidarité à la Vila Autódromo et aux autres communautés de la Barra da Tijuca attire sur place près de 4000 personnes proches du MNLM, du Comité Populaire ou du MST. Pendant ce mois d'ébullition contestataire, mouvements sociaux et habitants actifs dans les quartiers se retrouvent à d'autres occasions et dans d'autres espaces de la ville pour protester contre l'organisation de la Coupe du Monde et des Jeux olympiques, et défendre le droit au logement. Une partie des habitants d'autres favelas comme le Morro dos Prazeres ou Rocinha, situées dans la zone sud de la ville, se mobilisent contre les démolitions justifiées par les pluies de 2010 et protestent également contre une autre face de la gentrification : celle de la militarisation des quartiers. Dénonçant la multiplication des contrôles abusifs, une partie des habitants se mobilisent contre l'action des polices de pacification installées dans les quartiers populaires de la zone sud. En 2013, après un simple contrôle de routine, Amarildo, habitant de la favela Rocinha est torturé et assassiné par la police militaire. Cet événement déclenche une vague de mobilisations dans plusieurs favelas de Rio de Janeiro et dans le reste du Brésil. L'assassinat d'une femme et d'un enfant dans la favela Complexo do Alemão le 2 avril 2015 suscite également l'indignation. Des marches et actes de solidarité sont organisés dans plusieurs favelas de la ville. Ces actes de violence et les affrontements entre forces de police et habitants des favelas ne sont pas nouveaux, toutefois la nouvelle configuration des forces de police et leur installation routinière de proximité exacerbent les tensions entre habitants et policiers.

Si ces mobilisations peuvent paraître a priori fragmentées en raison de leur nombre et de la multitude de leurs revendications, la circulation des leaders locaux dans divers espaces militants non localisés suggère néanmoins la solidité de leurs liens. Comme l'affirme Neto (2009), les habitants des favelas sont en mesure d'identifier et de reconnaître ces mouvements sociaux urbains et de les solliciter lorsqu'ils font face à une situation de risque. Les mouvements sociaux urbains ne se substituent donc pas au mouvement associatif de favelas, mais collaborent étroitement avec certains de ses représentants lorsqu'ils en font la demande.

Conclusion

Pour conclure, les mutations urbaines du XX^{ème} siècle, mises en place sous des régimes autoritaire ou raciste, influencent durablement les représentations et pratiques urbaines. Les régimes politiques en place dans les deux pays diffèrent, mais des représentations similaires des classes populaires guident les politiques urbaines dans les deux pays. Principalement mises en place entre 1960 et 1970, elles conduisent au déplacement de plusieurs dizaines de milliers de

personnes vers la périphérie, dans des espaces d'habitats qui leur sont consacrés (townships ou parcs prolétaires). Les habitants des quartiers concernés peinent à faire obstacle aux méthodes violentes employées par les pouvoirs publics et sont contraints d'être transférés vers la périphérie de la ville. Les transitions démocratiques insufflent auprès des classes populaires, l'espoir d'améliorer leurs conditions d'existence.

Néanmoins, en dépit de la consécration du droit au logement dans les Constitutions démocratiques des deux pays et du déploiement de programmes d'urbanisation, la ségrégation sociale persiste. Les gouvernements municipaux se heurtent à des injonctions économiques contradictoires à un développement urbain en faveur des plus précaires. Ils tentent alors d'articuler des politiques urbaines – qui favorisent l'attractivité de l'espace urbain et la croissance économique – au développement de politiques sociales localisées. Cependant, ces politiques sociales de logement destinées à compenser les inégalités économiques s'avèrent insuffisantes. Les logements, de mauvaise qualité et construits à la périphérie de la ville pour la plupart, contribuent à exacerber la ségrégation. En Afrique du Sud comme au Brésil, après une période de démobilisation qui suit la transition vers un régime démocratique, les mouvements sociaux, parfois regroupés autour d'associations locales, réactivent des répertoires d'action et contestent la production urbaine. La mise en tourisme des villes, qui passe notamment par l'organisation d'événements sportifs planétaires, destinée à mieux les insérer dans la compétition interurbaine, conduit à des déplacements massifs. Le contexte démocratique rend toutefois possibles les contestations et négociations avec les pouvoirs publics. Ces mouvements ne sont pas uniquement façonnés par les contextes et crises du logement actuels, ils s'enracinent dans des espaces dans lesquels leurs résidents sont marqués par l'expérience de la dictature et de l'apartheid.

Les quartiers de Woodstock au Cap et de Vila Autódromo à Rio de Janeiro, sujets à des revitalisations urbaines, illustrent les transformations sociales et économiques des villes. Ces quartiers sont aussi des lieux de contestations, dans lesquels les habitants, marqués par une histoire commune et le partage d'une identité locale, se mobilisent pour défendre le maintien de leur logement sur place.

2 L'ESPACE DES HABITANTS MOBILISÉS AU CAP ET À RIO DE JANEIRO

Ils ne sont chez eux ni dans les usines, ni dans leurs logements, ni dans les partis et syndicats soi- disant faits pour eux, ni dans les lieux de plaisir, ni dans la culture intellectuelle s'ils essayent de l'assimiler.

Simone Weil, *L'enracinement*, 1949, Gallimard, p.73

Toute pièce se joue quelque part, le décor influence le jeu des acteurs, leurs pratiques et leurs mobilités. La question du lieu est souvent passée à la trappe dans les enquêtes en sciences sociales. Jusqu'aux années 2000, l'analyse sociologique est réticente à l'emploi des catégories spatiales, leurs représentants craignent qu'elles servent à euphémiser l'« âpreté » (ROBERT, 2000) et la force des rapports sociaux, à éluder les conflits. On reproche aux études spatiales de réduire et circonscrire les phénomènes sociaux à leur inscription territoriale, adoptant ainsi des démarches de l'action publique ou de l'enquête journalistique. À partir des années 2000, un regain d'attention est porté aux dimensions spatiales de l'action sociale et réanime les apports de la sociologie urbaine de l'école de Chicago. La multiplication des conflits urbains et la diffusion à de nombreux mouvements sociaux contemporains – les Indignés en Espagne, Occupy Wall Street ou les révoltes d'Oaxaca au Mexique – d'un répertoire d'action centré sur l'occupation de places publiques, conduisent sociologues et politistes (AUVERO, 2005; COLLECTIF ROSA BONHEUR, 2019; COMBES, GARIBAY, GOIRAND, 2016; DECHEZELLES, OLIVE, BUU-SAO, 2019; RIPOLL, 2005) à s'intéresser davantage à la dimension géographique de l'action collective. Dans ce travail, l'espace du quartier est d'abord pensé à partir des expériences vécues de ses habitants et des pratiques sociales qui s'y déploient. L'ancrage local est ensuite appréhendé sous l'angle de sa dimension affective. Il constitue le support à partir duquel se développent des liens d'entraide et de solidarité, lesquels sont au fondement des mobilisations de quartier. Néanmoins, ces liens sont fragiles et fragilisés par la remise en question – aussi bien par les pouvoirs publics que privés – de l'appropriation de l'espace par ces classes populaires.

L'un des premiers objectifs de ce chapitre est de reconstituer les quartiers dans lesquels s'inscrivent les mobilisations étudiées. Cette analyse de l'imbrication du social et du spatial est nécessaire à plusieurs égards. Comme je l'ai montré dans le premier chapitre, en Afrique du Sud comme au Brésil, les transitions démocratiques modifient la stratification socio-spatiale rigide et laissent émerger de nouvelles formes de gouverner l'espace. Si les modèles ségrégués en vigueur cèdent rapidement le pas à des pratiques urbaines plus inclusives, celles-ci sont modelées par des injonctions à la métropolisation et à l'insertion au sein de la compétition

interurbaine. En ce sens, les mutations urbaines sont aussi la matérialisation de reconfigurations politiques et économiques qui dépassent les quartiers. Les mécanismes qui conduisent aux déplacements des classes travailleuses à la périphérie se retrouvent aussi bien sur le continent africain que latino-américain. Les évictions, à travers la gentrification et l'expulsion collective, ne constituent pas uniquement la toile de fond des luttes analysées, mais sont autant d'épreuves qui ont une incidence sur le vécu des habitants, sur leur expérience quotidienne et donc sur leur degré de militantisme. Complexes, mondialisés [SASSEN, 2014], mais distincts dans chaque espace, ces phénomènes de privation du droit à un territoire menacent presque toujours et exclusivement les mêmes catégories d'acteurs: les classes populaires.

En outre, la résistance active des classes populaires à ces phénomènes, loin d'être systématique est plutôt un événement qui relève de l'exception, que ce soient dans des régimes autoritaires ou démocratiques. Les formes de résistances décrites par certains chercheurs sont alors des résistances silencieuses (BAYAT, 2013; CHABROL et al., 2016; CLERVAL, 2016; COLLECTIF ROSA BONHEUR, 2019; GIROUD, 2011; SCOTT, 1990), qui permettent de survivre au sein de ces espaces à travers la débrouillardise et autres stratégies de survie, mais ne conduisent que rarement à l'action collective. Elles mettent toutefois en évidence la façon dont les individus négocient leur vie quotidienne dans ces quartiers en mutation. Il s'agit donc de saisir à travers nos deux cas d'études, la façon dont les changements urbains affectent leur quotidien et comment, alors qu'*a priori* ils ne disposent pas des ressources nécessaires à l'action collective, les habitants se saisissent de l'espace du quartier comme « point d'appui » (MERKLEN, 2009) pour revendiquer leur droit au maintien et s'engager dans la lutte urbaine.

On observe que les modalités qui configurent les évictions exercent une influence sur le déclenchement de l'action collective. En effet, la comparaison met en exergue des pratiques de l'espace différenciées selon le profil social des habitants et les menaces qui s'exercent sur eux. Soucieuse à ce que la spatialité n'élude pas la place des acteurs sociaux, je prendrai en considération les propriétés sociales des résidents, qui, à partir de l'espace local, impulsent la mobilisation. Comme je l'examinerai, l'espace est d'abord un support aux mobilisations qui s'y déroulent, mais c'est aussi une ressource affective. L'ancrage local et les relations de voisinage nouées sur place incarnent des valeurs, attitudes et émotions partagées. Plus que d'être un simple support spatial et désincarné où se déroulent les mobilisations, l'espace est à la fois ressource, enjeu, et objet d'attachement. La prise en compte de l'espace s'inscrit comme une exigence dans la compréhension de l'engagement des résidents. S'ils entrent dans la lutte, c'est d'abord, comme ils le font tous remarquer, pour rester, préserver leur maison et maintenir les liens sociaux. Évacuer le poids des transformations de quartier et des menaces d'évictions sur les

trajectoires individuelles consisterait à donner un caractère statique et figé aux mouvements sociaux étudiés, à les déraciner de leur lieu alors même que leur existence est conditionnée à la sauvegarde de ce même lieu⁶⁶. J’insisterai sur le rôle des sociabilités de voisinage et de l’attachement à l’espace dans les dynamiques d’engagement. Enfin, j’examinerai que le foyer – dans ces deux acceptions, la maison et la famille –, oublié des sciences sociales, apparaît dans ces deux cas d’études comme le nœud des trajectoires biographiques des enquêtés et un espace central de façonnage de l’engagement politique.

1 Woodstock et Vila Autódromo, des quartiers populaires et convoités

1.1 Du quartier populaire au quartier dépeuplé

Malgré d’importantes différences urbanistiques, architecturales, démographiques et de durée d’existence, les quartiers de Woodstock et de Vila Autódromo partagent de nombreux points communs. Majoritairement composés d’individus des classes populaires, ils attirent à partir des années 1990 de nouveaux habitants de classes moyennes et supérieures. Ces quartiers, localisés dans des espaces attractifs de la ville, sont sujets à des transformations urbaines, lesquelles remettent en cause les formes d’habitats populaires. Les deux processus qui affectent chaque quartier, la gentrification et les expulsions collectives, sont ici décrits pour mieux comprendre l’environnement proche des enquêtés – et ses évolutions – et cerner la façon dont il influence leurs expériences et représentations.

1.1.1 Woodstock : de la zone mixte à l’espace gentrifié au Cap

L’extrait de journal suivant (Encadré 1) retrace mon arrivée à Woodstock. Un simple trajet de l’aéroport vers le quartier et quelques heures sur place suffisent pour entrevoir la segmentation sociale et spatiale du quartier.

⁶⁶ Dans un troisième chapitre, j’observerai que les degrés d’engagement et de participation dans les arènes militantes varient selon les individus, notamment en fonction du degré d’attachement des enquêtés au quartier.

Encadré 1 : Extrait de journal de terrain – Arrivée à Woodstock

J'arrive à Woodstock le 13 septembre. Le chauffeur de taxi me fait remarquer qu'il s'agit en fait de l'Upper Woodstock et cette distinction semble importante pour lui. C'est la fin de l'hiver, il fait presque nuit, le temps est pluvieux. Il me dépose au 62 Earl Street, devant le logement dans lequel j'ai réservé une chambre Airbnb. Il s'agit d'une petite maison individuelle, récemment rénovée et de type victorien. Elle est protégée par un mur élevé et un système d'alarme. Le système d'alarme est signalé par un panneau. Sur ce panneau, un chien est au centre d'un triangle rouge, et en dessous, sur un fond noir, il est inscrit « Security 24/24 ». Passée le mur en partie électrifié, mon hôte Elie me salue chaleureusement sur le pas de la porte et m'avertit : « tu dois absolument faire attention où tu vas et ne pas marcher seule ». Après une démonstration du fonctionnement du système d'alarme, je dépose mes affaires dans la chambre. Je jette un coup d'œil à l'intérieur bohème et soigné de la maison. Elie est artiste, ses œuvres ornent les murs de chaque pièce. Je l'interroge sur la présence de supermarchés dans les environs. Elle se propose de me déposer sur son chemin vers le centre du Cap. Je monte dans le 4X4 blanc BMW. Avant de me laisser à Victoria's Road, à une centaine de mètres du supermarché recommandé, elle s'assure une énième fois de ma sécurité et me met en garde « Tu es sûre que tu sauras revenir à pieds ? Tu as l'air débrouillarde, mais fais attention ». On m'arrête à plusieurs reprises pour me demander de l'argent. Il fait nuit, les lumières jaune vif des réverbères créent une ambiance à la fois sombre et lumineuse, un peu effrayante. La rue grouille de monde, je suis la seule femme blanche. Certains me dévisagent et s'interrogent sur la raison de ma présence. J'ai sans doute l'air perdue. Je passe à côté du Shoprite, un supermarché qui affiche ses nombreuses promotions et où se pressent les clients. Elie m'avait prévenu : « ne va pas au Shoprite ». Devant le supermarché, quelques vendeurs à la sauvette tentent de me vendre des herbes aromatiques et des légumes. J'arrive à Balmoral, le magasin recommandé. Quelques blancs sont dans les rayons. Je fais mes emplettes et repars. Je perds mon orientation, je ne sais plus exactement par où je suis venue. Je retrouve la rue adjacente à Earl Street. Elle est obscure et vide. Je m'y faufile puis me mets à courir jusqu'au 62 Earl Street.

Ce bref récit traduit la fracture spatiale entre populations blanches et métisses à Woodstock, matérialisée par la rue Victoria's road qui sépare l'Upper Woodstock du Lower Woodstock comme me l'a justement fait remarquer le chauffeur de taxi. L'Upper Woodstock qualifie la partie haute de la ville, mais désigne également la supériorité sociale de ses habitants. C'est un quartier composé principalement d'individus issus des classes moyennes supérieures.

Le Lower Woodstock, partie basse de la ville à proximité du port et de l'océan est majoritairement composée de foyers métis et défavorisés.

C'est d'abord par le biais d'un couple de jeunes artistes, archétypes du gentrifieur: issus de la classe moyenne supérieure, récemment installés dans le quartier et propriétaires, que je fais mes premiers pas à Woodstock. Cet extrait retrace seulement quelques heures de présence dans cette partie de la ville, mais illustre déjà le climat de psychose dans lequel ce foyer, et plus généralement les populations blanches de classes moyennes et aisées du centre-ville sont plongées. L'éloignement social et la proximité spatiale des habitants aisés et défavorisés dans ce quartier trouvent ses motifs dans la configuration historique et géographique particulière de Woodstock.

Dans les années 1980, les études sur la ville post-apartheid et sur les townships se développent, mais très peu de mots sont dits sur les espaces centraux. Ce manque d'intérêt s'explique par la sacralisation des centres-villes comme espaces par excellence de l'homme blanc, alors même que certains interstices des centres sont habités par des métisses. Au Cap, par exemple, les quartiers de Walmer State et Bo-Kaap, proches du centre-ville, sont réservés aux populations malaises et métisses. Woodstock et Salt River, *a contrario*, situés à proximité de District Six demeurent des zones contrôlées (comme l'ensemble du territoire sud-africain), mais échappent à la politique du Group Areas Act. Au cours du vingtième siècle, la localisation idéale du quartier attire de nombreux migrants, des juifs européens dans les années 1930 et plus tardivement, dans les années 1960 des Portugais en provenance d'Angola et du Mozambique, fuyant la guerre de décolonisation. Le système productif du quartier, centré sur le tourisme balnéaire et les loisirs, est bouleversé avec la construction du port en 1950. Le béton recouvre la totalité des plages de sable blanc, détournant les touristes. Le port de Woodstock inaugure le tournant économique, désormais dominé par les activités portuaires et textiles dans lesquelles sont respectivement employés femmes et hommes du quartier. Après 1964, la destruction par les pouvoirs publics du quartier voisin de District Six génère un flux d'habitants métisses vers Woodstock. Au cours des années 1980, leur présence dans le quartier s'intensifie, ils en viennent à supplanter numériquement les Blancs. Les autorités ferment les yeux, permettant aux Métis de s'installer dans le quartier sans autorisation préalable. Les propriétaires blancs profitent par ailleurs de leur détresse dans la quête d'un logement à proximité des usines dans lesquelles ils travaillent, et déjà les exhortent à s'acquitter de loyers onéreux (GARSIDE, 1993). Très peu de Métis sont propriétaires de leurs logements.

En 1986, le projet d'implantation d'un *Group Areas Act* formulé par le Premier ministre Botha voit le jour. Il s'agit de mettre aux normes raciales cette partie basse du quartier en limitant son accès aux seules populations métisses. Certains travailleurs blancs réagissent à l'annonce et s'organisent pour empêcher de potentielles évictions, conséquences inévitables de la mise en place du *Group Areas Act*. Ils se réunissent dans une église méthodiste pour lancer la campagne Open Woodstock qui vise à empêcher l'introduction du *Group Areas Act* et ainsi éviter leur expulsion. Une pétition en faveur d'un « Woodstock ouvert » et tolérant sur le plan racial recueille 674 signatures. La presse relaye largement le message des habitants. Impopulaire auprès de la population blanche travailleuse, le projet est rapidement abandonné. Dans les derniers jours de l'apartheid, Woodstock est donc un des rares exemples de quartier résidentiel situé dans le centre-ville qui abrite à la fois les travailleurs blancs, immigrés et métis. Le quartier, qualifié de « zone grise » ou « zone mixte » par les chercheurs en sciences sociales (GARSIDE, 1993) est vécu par ses habitants comme un espace de liberté, relativement affranchi des restrictions sociales et spatiales de l'apartheid. Une de nos enquêtées par exemple, Jackie, métisse de cinquante-trois ans⁶⁷, mariée à un travailleur blanc, fait part de certaines libertés que lui offre Woodstock pour vivre sa relation conjugale malgré l'illégalité des rapports interraciaux

Jackie : In 1984, we met each other, we got married. Apartheid was still here. Whenever we walked together in the main road. Of course, you always get that person to turn around and look at you, "a coloured girl and a white guy". But here in Woodstock at least, it was free, there has never ever been apartheid in Woodstock.

Margaux : How was Woodstock?

Jackie : It was nice, in the street it was nice, but when there was public transport, it was a bit difficult. Coloured people sat at the bottom. The whites sit at the top. In the train, in the shop. Whites this side, coloureds that side. In the beaches, white people were in it. It was... we lived through it. It was quite difficult sometimes.

Si la campagne Open Woodstock empêche l'entérinement du *Group Areas Act* dans cette partie de la ville, le processus de gentrification qui s'en suit a des effets similaires : il conduit à l'expulsion des travailleurs blancs à l'origine de la campagne et au remplacement progressif du profil social des résidents.

En 1993, Garside est la première à nommer le phénomène de gentrification dans le centre-ville du Cap. Les Métis issus de la classe moyenne anticipent l'abolition du *Group Areas Act* et quittent la plaine sablonneuse des Cape Flats pour rejoindre le Lower Woodstock, majoritairement composé de métis. Leur afflux provoque une revalorisation de l'immobilier et une augmentation de 400 à 500% du coût des loyers. Certaines familles métisses incapables de payer les coûts du logement sont dans l'obligation de s'éloigner ou de déménager dans des

⁶⁷ Entretien réalisé avec Jackie, le 17 octobre 2018, à son domicile (Occupation Cissie Gool House).

zones du quartier plus abordables, elles-mêmes concernées par une hausse des loyers quelques années plus tard. Ce modèle se reproduit dans l'Upper Woodstock où travailleurs blancs immigrés sont remplacés par la classe créative blanche attirée par certaines aménités du lieu :

Many artists, architectural business and small advertising enterprises were attracted by Woodstock's Victorian architecture, its closed proximity to Table Mountain and hotchpotch mixture of residential, retail and warehousing activities which was markedly different to the bland uniformity of much of suburban Cape Town (GARSIDE, 1993, p. 32).

La désindustrialisation du quartier qui s'amorce à partir des années 1990 conduit à l'abandon de vastes espaces délabrés et vacants (anciens entrepôts de stockage, usines fermées), qui sont ensuite réhabilités pour accueillir des activités tertiaires. Le quartier illustre le passage d'un système productif à un autre. Auparavant centrée sur l'industrie portuaire et textile, l'économie se tertiarise progressivement. Le secteur textile entre en crise et est substitué par les économies créative et de la connaissance qui se développent et attirent de nombreux jeunes diplômés et artistes, mais exclut les personnes peu qualifiées. Au milieu des années 1990, à la fois dans le Lower et l'Upper Woodstock les propriétaires locaux prennent conscience du remplacement de la classe travailleuse par des locataires de classes moyennes (VISSER, KOTZE, 2008) et rénovent leurs logements afin d'augmenter la valeur des loyers. L'arrivée d'une population plus aisée conduit à une transformation progressive des formes d'habitats résidentiels : les maisons victoriennes sont rénovées, affublées de systèmes de sécurité sophistiqués et clôturées par de hauts murs. Les rues dans lesquelles les nouveaux arrivants ont élu domicile sont dépeuplées. L'espace public, assimilé à la violence et au désordre est déserté, évité, voire nié. Les habitants issus des classes moyennes et supérieures se déplacent majoritairement à bord de 4X4 allemands, même lors de courts déplacements. On les retrouve parfois dans les quelques cafés bohèmes, qui fleurissent dans le quartier. Ces cafés attirent le chaland, leurs devantures sont colorées, les meubles sont en bois suédois et les murs sont décorés avec des affiches d'art ou des photographies. Cultivant leur différence, ces cafés se ressemblent tous. De la voiture au café, de la voiture au supermarché, la sortie dans la rue et les mobilités sont soigneusement encadrées.

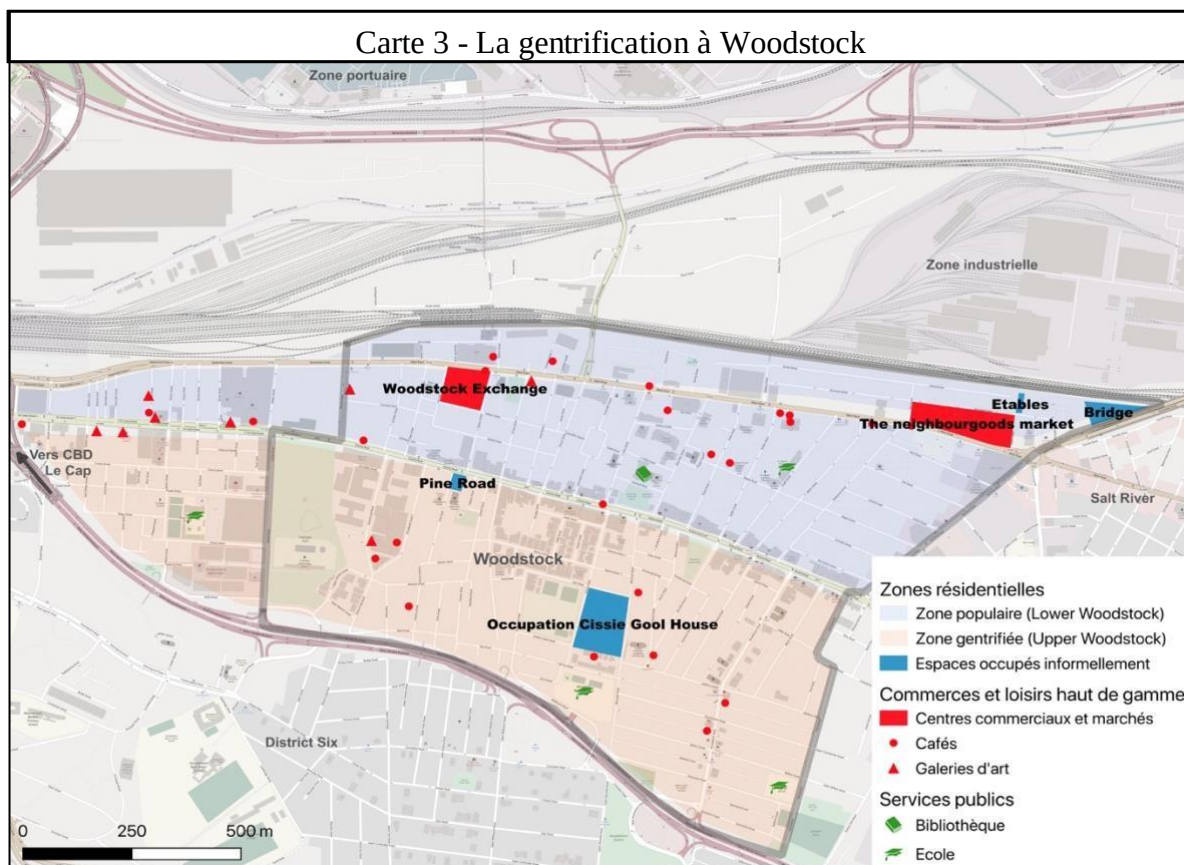
L'abolition totale du *Group Areas Act* en 1991 n'infléchit donc pas le processus de gentrification, qui s'accroît et s'accélère à la fin des années 2000 avec l'organisation de la Coupe du monde de football masculine, pendant lequel il atteint son paroxysme. En 2004, la métropole du Cap vote en faveur de l'implantation du City Improvement District (CID). Politique publique importée de New York (DIDIER, PEYROUX, MORANGE, 2009) et pilotée par les pouvoirs publics, en collaboration avec les entreprises privées, elle définit les espaces

qui doivent bénéficier de services de sécurité, nettoyage et marketing additionnels, fournis par les entreprises privées et financés à hauteur de 15% par les propriétaires locaux. Destinée à revitaliser le centre-ville du Cap, elle s'étend désormais à 32 quartiers de l'espace métropolitain, dont Woodstock. L'objectif affiché des CID est de « favoriser un environnement physique et social favorable du quartier » et mettre fin au diptyque « crime and grime »⁶⁸, mais leur recours constitue surtout une opportunité pour modifier l'image de la ville et ainsi attirer des investissements et intégrer la ville dans la compétition interurbaine. Parmi les critiques qui émanent de plusieurs chercheurs sud-africains (BÉNIT-GBAFFOU, OLDFIELD, 2014; DIDIER, PEYROUX, MORANGE, 2009; MIRAFTAB, 2007), les CID mènent à l'hygiénisation de l'espace – manifestée par les évictions, l'expulsion des sans-abris et la répression exercée sur les vendeurs informels, donnent des pouvoirs étendus aux compagnies de sécurité privées et encouragent la dépolitisation des questions urbaines.

La délégation des services publics à des compagnies privées financées par les propriétaires de Woodstock atteste de l'accompagnement par les pouvoirs publics – paradoxalement manifesté par une délégation des pouvoirs à des entreprises privées – de la dynamique gentrificatrice dans cet espace. Dans certains cas, l'État coordonne les expulsions en amont à travers la vente de terrains et bâtiments publics à des compagnies privées au lieu de développer ces espaces pour la construction de logements sociaux ou en aval à travers les interventions des forces de police pour déloger les familles sous le coup d'une expulsion.

La Carte 3 met en évidence le processus de gentrification à Woodstock. Celle-ci éclaire le développement du secteur tertiaire – avec ses commerces et loisirs haut de gamme – dans le Lower Woodstock, zone la plus populaire du quartier.

⁶⁸ En français « le crime et la crasse ». D'après le site internet de l'organisme chargé de la coordination du City Improvement District au Cap (Cape Town CCID, n.d.).



La source : Par l'autrice, 2018.

En effet, certaines zones du Lower Woodstock concentrent fortement les investissements immobiliers, parmi elles, Albert Road. Cet axe, bordé par des sites industriels rénovés, traverse Woodstock et regroupe de nombreux antiquaires, marchands d'arts et cafés branchés. En 2005, le Old Biscuit Mill est inauguré au 365 Albert Road, à la jonction entre Woodstock et le quartier voisin de Salt River. Cette ancienne manufacture de biscuits rénovée accueille de façon permanente des artistes, créateurs, designers et restaurateurs de luxe. Depuis 2012, chaque samedi, le Old Biscuit Mill organise le Woodstock Neighbourgoods Market. Ce marché des « voisins » n'en porte que le nom, car il réunit principalement les touristes et l'entre-soi blanc et aisé de Woodstock et du centre du Cap. Espace bourgeois-bohème par excellence, il est le symbole de rites de consommation exclusifs, réservés aux classes aisées et créatives (WENZ 2012). La création de cet espace a pourtant des conséquences directes pour les voisins du Biscuit Mill exclus du Woodstock Neighbourgoods Market : la hausse du prix des loyers des rues adjacentes telle que Bromwell Street. En 2013, plusieurs maisons victoriennes de Bromwell Street sont achetées aux propriétaires par le développeur immobilier Woodstock Hub qui menace d'expulsion les quarante-trois familles en location. En 2011, un autre centre

commercial ouvre ses portes à Albert Road : le Woodstock Exchange. Construit sur une dizaine d'étages, l'espace est composé de bars branchés, galeries d'art, boutiques haut-de gamme et espaces de travail partagé. Situé à l'autre extrémité du Neighbourgoods Market – comme on peut le remarquer sur la Carte 3 –, il jouxte les rues populaires adjacentes. Sa construction puis son ouverture provoquent une hausse du prix de l'immobilier et conduit à l'expulsion des familles habitant les immeubles en face et dans les rues adjacentes. Ces dernières peinent à trouver sur place des logements disponibles et accessibles économiquement.

La hausse dérégulée des loyers conduit indirectement à une densification des logements. Une grande partie des ménages métis ne peut plus se payer la somme intégrale de la location d'un logement et se trouve contrainte d'y louer une seule chambre. Ainsi, de nombreuses familles cohabitent. Elles partagent les espaces communs d'une même maison (cuisine et salle de bain) et vivent chacune dans leur propre chambre. La contiguïté permanente, avec les autres locataires dans les espaces communs et entre couple et enfants dans la chambre, restreint l'intimité de chacun. La hausse progressive des loyers conduit les ménages à opter pour diverses solutions précaires et souvent instables : déménager vers d'autres logements en surdensité, occuper un *backyard dwelling*⁶⁹ pour rester dans le quartier, accepter les propositions de relogement à distance si elles sont formulées par la municipalité, vivre temporairement dans un véhicule ou dans la rue comme cela a été le cas pour plusieurs de nos enquêtés. En effet, comme cela se produit dans d'autres espaces gentrifiés du monde (MARCUSE, 1989). Le phénomène provoque une hausse du nombre de sans-abris à Woodstock⁷⁰. Certains espaces publics de Woodstock sont donc occupés par plusieurs sans domicile fixe. À la jonction de Victoria's Road et de Pain Road, une vingtaine de familles ont construit des logements informels, en taule et objets de récupération. Leurs habitats entrent en contraste avec les maisons victoriennes et soignées de l'Upper Woodstock. Au centre de l'avenue Victoria's Road, en face de la bibliothèque municipale de Woodstock, des sans-abris ont installé des tentes et passent une grande partie de leur temps dans le square à échanger et mendier. Les passants feignent de ne pas les voir, évitent de croiser leur regard et dévient leur trajectoire.

Dans certains cas, le sans-abrisme est couplé à la consommation de drogues et produit des espaces dédiés à ces pratiques. Contrairement aux espaces précaires précédemment décrits, ces zones sont pour la plupart invisibles, localisées sous les ponts (à l'image de l'espace *bridge*

⁶⁹ Le *backyard dwelling* est un logement de fortune construit à l'arrière d'un autre domicile ou aménagé dans un garage. Pour y habiter, le locataire verse un subside au propriétaire qui fournit le logement, l'eau et l'électricité. Il s'agit en somme d'un taudis tel qu'on le retrouve dans les bidonvilles mais celui-ci est isolé, invisible et situé dans des quartiers légaux et dotés d'infrastructures et services basiques.

⁷⁰ Le nombre de sans-abris et individus expulsés n'est pas documenté.

surla Carte 3) et à proximité des rails qui jouxtent le Lower Woodstock, où des dizaines de jeunes adultes, mépris pour la plupart, consomment du Mandrax et du Crystal Meth. Certaines familles⁷¹ se sont construit des abris de fortune, d'autres dorment à même le sol. La gentrification conduit à la juxtaposition d'espaces fortement segmentés socialement. La distance sociale entre résidents d'un même quartier est exacerbée, d'une part, par la multiplication du nombre d'évictions, la survie difficile des classes populaires, le maintien sur place de catégories sociales défavorisées et, d'autre part, par la hausse du nombre de ménages aisés.

1.1.2 La Vila Autódromo au cœur de la Barra da Tijuca

La Barra da Tijuca, à Rio de Janeiro, partage quelques caractéristiques avec Woodstock. C'est un quartier dominé par les activités tertiaires, mais celles-ci sont davantage tournées vers le commerce et l'événementiel. Classes populaires et classes aisées vivent dans le quartier. Cependant, le territoire est avant tout dédié à ces derniers qui logent dans des résidences fermées et n'ont que des contacts limités avec les habitants des classes populaires qui résident dans les favelas. Contrairement à Woodstock, où ces derniers sont progressivement substitués par le rachat de leur logement par la classe moyenne aisée, les résidents des favelas menacées sont expulsés par la puissance publique et leurs logements et quartiers sont détruits.

Les grands événements grâce à la flexibilisation de la loi qu'ils garantissent, constituent le principal moteur des transformations urbaines dans cette partie de la ville (BRUM, 2013; VAINER, 2011). Un des objectifs principaux de l'organisation des Jeux olympiques de 2016 est de stimuler la zone ouest de Rio de Janeiro, la Barra da Tijuca, pour en faire une nouvelle centralité (SANTOS, GAFFNEY, DE QUEIROZ RIBEIRO, 2015). La Barra da Tijuca est aménagée à partir de 1970 sous l'impulsion de l'architecte Lucio Costa, planificateur de la ville de Brasilia. L'expansion immobilière se détourne de la Zone Sud et du Centre en manque d'espace et gagne cette nouvelle zone attractive. En 1970, la Barra da Tijuca concentre déjà l'essentiel des investissements immobiliers de la ville de Rio de Janeiro. Le projet de Lucio Costa reçoit un accueil chaleureux de la part des médias et des élites cariocas qui y voient une opportunité de ne pas reproduire les erreurs urbaines de la Zone Sud qui auraient conduit à la prolifération des favelas.

⁷¹ Plusieurs consommateurs de drogues sont accompagnés de leurs enfants. Observation réalisée en octobre 2018 lors d'une maraude dans le quartier avec le prêtre de l'église locale et George, enquêté et habitant de l'ancien hôpital de Woodstock.

C'est sur cet espace que surgissent les premiers quartiers résidentiels fermés au Brésil. Ces *condominiums* garantissent le développement d'un mode de vie basé sur l'entre-soi et protégé de l'animosité du reste de la ville. C'est donc tout naturellement que cet espace conçu pour l'exclusion, véritable « lieu de ségrégation par excellence » (LOPES DE SOUZA, 2001), s'est transformé en refuge pour les franges aisées. Situé dans la partie ouest de la ville et créé *ex nihilo* sur des terres marécageuses pour devenir un espace moderne et rationalisé, il s'oppose au reste de la ville. En 1981, quatre grands propriétaires, tous à la tête d'entreprises du bâtiment, possèdent une large partie des terres de la Barra da Tijuca : Pascuale Mauro, Carlhos, Thiong Hiong Oei, Mucio Athyade et Fernando Carvalho. À cette même époque, Fernando Carvalho détient plus de 12 millions de mètres carrés, soit la surface d'espace urbain privé la plus vaste du monde. La Barra Da Tijuca demeure toutefois fragmentée : parallèlement au phénomène d'auto-ségrégation des classes moyennes et supérieures (MAIA, 1998), les favelas s'y développent dès les années 1970. Ses résidents constituent la main-d'œuvre principale des constructions du quartier.

À partir de 1986, l'expansion immobilière et l'augmentation des prix du mètre carré consolident l'appropriation de la Barra da Tijuca par le secteur immobilier. Cette intensification du capital immobilier dans la région et la forte concentration des terres font de la Barra da Tijuca un cas exemplaire et un laboratoire « d'espace du capital » (CARDOSO, 1989). Le boom immobilier des années 1986 et 1987 est concomitant avec les premières menaces qui s'exercent sur les quartiers populaires dont le nombre s'accroît au rythme du développement urbain dans la zone. L'existence de ces quartiers informels est remise en question par les grands promoteurs immobiliers de la Barra puis par les pouvoirs publics. En 1993, la prise de pouvoir du jeune Eduardo Paes⁷² à la tête de la Barra da Tijuca est significative d'un changement d'attitude envers ces espaces. Eduardo Paes construit son image de jeune réformateur et séduit les classes moyennes et les médias grâce à la sévérité de ses propos portés contre les favelas et à sa détermination pour les démanteler. Paes met à exécution son souhait de « nettoyer la région » (O Globo, 1993) et ordonne la destruction de Via Parque, Restinga do Recreio, Favela da Macumba, Favela do Mato Alto, Vale do Sol, Grande Canal, Gilka Machado et autres terrains de taille inférieure occupés illégalement⁷³. Seules deux favelas, Vila Autódromo et Vila

⁷² Eduardo Paes a vingt-trois ans lorsqu'il est intronisé sous-préfet de la Barra da Tijuca par le maire alors récemment élu Cesar Maia. Il a dirigé le groupe de « Jeunesse pour Cesar Maia » lors de la campagne municipale et venait de terminer ses études de droit à la PUC-Rio.

⁷³ Consentino (2018) démontre que la plupart des favelas détruites par Eduardo Paes sont localisées à proximité des terres des grands propriétaires Carvalho Hosken et Thjonh Hong Oei qui soutiennent assidument l'action de Paes à travers l'Associação Comercial e Industrial da Barra da Tijuca (Acibarra).

Marapendi, résistent aux évictions et parviennent à se maintenir sur le territoire. Les conflits fonciers et les déplacements s'accompagnent de la hausse du nombre d'assassinats de leaders communautaires. L'ONU ouvre une enquête en 1991 pour éclaircir les circonstances de la mort de trente-six d'entre eux. En 1993, le président de l'association de la Vila Autódromo qui milite pour la préservation du quartier est exécuté.

Néanmoins, l'action volontariste et parfois arbitraire de Paes ainsi que les menaces à l'encontre des leaders communautaires, n'enrayent pas le développement des favelas dans la Barra da Tijuca. Entre 2000 et 2010, le nombre d'habitants des favelas dans la zone Barra da Tijuca- Jacarepaguá augmente de 58%⁷⁴. Plus de 26% des résidents de la *subprefeitura* Barra da Tijuca-Jacarepaguá⁷⁵ vivent dans des favelas. Cette évolution démographique exponentielle dans la décennie 2000 s'explique alors par la disponibilité de vastes terrains et par le volume d'offres d'emplois non qualifiés dans la construction civile, le commerce ou les services.

Marqué par une croissance démographique rapide, mais aussi l'enclavement, le district affirme sa dimension sélective avec le développement du nombre de centres commerciaux et centres d'affaires. Le quartier est depuis peu articulé autour d'un couloir de bus BRT⁷⁶ et d'un axe routier bordé par de nombreux centres d'affaires, des centres commerciaux ou de loisirs et de nombreux parcs de logements constitués de hautes tours blanches – pour la plupart des résidences fermées, espaces d'entre-soi, dotés d'un accès privé et de dispositifs de surveillance. Le développement urbain en cours à Barra da Tijuca se traduit par un processus « d'accumulation par dépossession » (HARVEY, 2011), le transfert d'actifs immobiliers passant des mains des plus défavorisés aux classes aisées et la marchandisation de services urbains bénéficiant seulement à ces dernières⁷⁷. La valorisation immobilière et les expulsions engagées par la municipalité visent alors à encourager l'implantation des classes supérieures (FAULHABER, 2013; SANTOS JUNIOR, RAMOS NOVAES, 2017). La Carte 4, ci-dessous, met en exergue les usages résidentiels et mercantiles de cet espace.

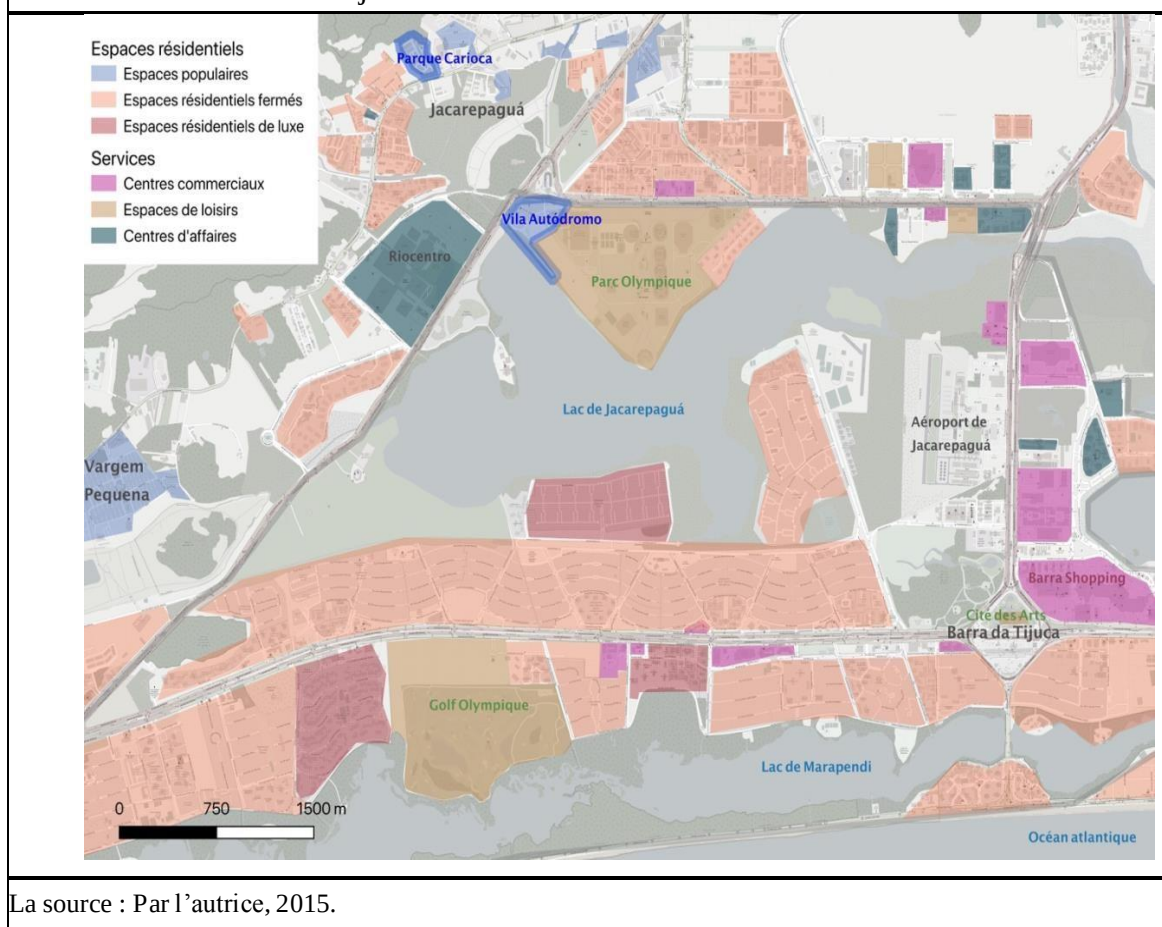
⁷⁴ Données du recensement réalisé par l'IBGE (Institut Brésilien de Géographie et Statistiques) en 2010. La variation de population dans la Barra da Tijuca, en exemptant les habitants des favelas, est de 28%. A titre de comparaison, la variation de population dans la zone sud est de 15% pour les favelas et de -1% pour les habitants vivant dans l'espace considéré comme « formel ». Soulignons toutefois que la majorité des favelas situés dans la zone Barra da Tijuca-Jacarepaguá sont pour la plupart situés à Jacarepaguá, quartier situé au nord de la Barra da Tijuca (IBGE, 2010).

⁷⁵ Idem. À l'échelle de Rio de Janeiro les favelas concentrent 23% de la population, 1,443 million d'habitants.

⁷⁶ Bus Rapid Transit, bus ayant ses propres couloirs, construits de 2010 à 2016.

⁷⁷ Carvalho Hosken, promoteur immobilier qui, aux côtés des entreprises Odebrecht et Andrade Gutierrez (consortium Rio Mais), a construit le Parc olympique dans le cadre d'un partenariat public-privé et qui possède plus de 10 millions de m² de Barra da Tijuca, n'a jamais caché sa volonté de transformation du quartier, selon lui « destiné à l'élite » (BBC News, 2015).

Carte 4 - Barra da Tijuca



Les quartiers résidentiels fermés et quartiers de luxe sont prédominants sur la bande de terre séparant le lac de Marapendí du Lac de Jacarepaguá. Les espaces de loisirs – tels que les centres commerciaux, les complexes de cinémas, le Golf olympique ou la Cité des Arts – destinés aux classes moyennes et supérieures occupent l'essentiel des autres terrains constructibles. La Carte 4 met par ailleurs en évidence la superficie de certains espaces, tels que le Barra Shopping, plus grand centre commercial du pays, ou le Riocentro, plus important centre des congrès d'Amérique latine. Elle illustre le développement d'espaces d'entre-soi, étroitement contrôlés et surveillés, protégés de l'agitation et de la délinquance. Les quelques favelas construites sur le territoire, ou celles plus nombreuses au nord de la Barra da Tijuca, – à Jacarepaguá – représentent une menace pour ses habitants. On remarque sur la Carte 4 qu'en 2015, la Vila Autódromo est l'un des seuls quartiers populaires faisant partie de la Barra da Tijuca. Le quartier semble encerclé par les résidences fermées, le parc des congrès Riocentro et le Parc Olympique. Sa localisation stratégique traduit l'intérêt des promoteurs immobiliers à

y développer leurs activités économiques. Le processus de déplacements, engagé par la municipalité de Rio de Janeiro à partir de 2009, donne la possibilité au Consortium Rio Mais d'acquérir cet espace – en plus du Parc Olympique qui le jouxte.

Selon Faulhaber et Azevedo (2015), entre 2009 et 2015, à l'échelle de Rio de Janeiro, près de 67 000 personnes sont concernées par le processus de déplacements de population. Les évictions sont principalement menées à bien dans les Zones Nord et Ouest de la ville. À l'ouest, les quartiers Barra da Tijuca et de Recreio concentrent 26% des déplacements de population (BRUM, 2013). En recourant aux expulsions et dans certains cas à la gentrification⁷⁸, les pouvoirs publics accentuent la ségrégation et donnent la priorité aux espaces dont les populations sont favorisées, excluant celles considérées comme déviantes⁷⁹ (BRUM 2013; GOIRAND, 2001). Comme examiné dans le premier chapitre, la figure du *favelado*, façonnée à partir de son appartenance sociale et ethnique, marginalisée à la fois socialement et politiquement ne répond pas aux injonctions sociales et économiques du paradigme de la ville marchande.

C'est à la jonction de la Barra da Tijuca et de la Baixada de Jacarepaguá, vaste espace populaire, que se situe, dissimulé par une importante végétation, le quartier de la Vila Autódromo. À l'entrée du quartier une pancarte aux couleurs vieilles par le temps indique « Vila Autódromo, communauté⁸⁰ pacifiée et ordonnée depuis 1967 ». Elle rappelle aux visiteurs et habitants l'effort d'auto-organisation pacifique, inscrit dans l'espace et la durée. Selon les résidents, l'origine de la Vila Autódromo remonte à 1967, lorsque des pêcheurs s'installent à proximité du lac de Jacarepaguá. Au cours des années 1970, des travailleurs du bâtiment fixent leurs pénates à proximité de l'autodrome Nelson Piquet dont ils participent à la construction. D'autres ouvriers, mobilisés sur les vastes chantiers immobiliers de la Barra da Tijuca suivront leur exemple dans les années 1980. À partir de 1986, et grâce à l'action de l'association locale créée la même année, les habitants procèdent à l'urbanisation du site. Ils percent de nouvelles rues et installent les infrastructures nécessaires à l'approvisionnement en eau et électricité. Au cours des années 1990, des individus de classe moyenne s'installent sur les berges du lac pour profiter des aménités locales: un cadre esthétique favorable et une

⁷⁸ A Rio de Janeiro, ces évictions sont concomitantes à l'installation de polices de pacification (UPP) dans des favelas à fort potentiel touristiques (Vidigal, Cantagalo ou Santa Marta) ou ayant une renommée internationale (Cidade de Deus). S'ensuit une tendance, plus ou moins effective et marquée selon les lieux, à la gentrification, manifestée par une hausse des prix de l'immobilier, des loyers et du coût de la vie conduisant à la mobilité contrainte de populations défavorisées au profit d'individus aux revenus supérieurs (NINNIN 2013; QUIRION 2017; SANTOS JUNIOR, RAMOS NOVAES, 2017).

⁷⁹ Le « favelado », considéré par les pouvoirs publics comme « envahisseur de terrains publics », transgresse les normes sociales basées sur la propriété individuelle. Voir Brum (2012).

⁸⁰ Le terme de « communauté » est employé au Brésil pour faire référence à un quartier populaire organisé. Il tend à se substituer progressivement au terme de « favela » connoté péjorativement (DAHLET, 2016).

localisation idéale. La densité démographique du quartier s'accroît tout au long des années 1990, elle se manifeste par la construction de nouvelles maisons et leur progressive verticalisation qui témoigne d'un regroupement familial au sein du même espace.

Encadré 2 : Les habitants de la Vila Autódromo

En 2010, d'après le recensement réalisé par l'IBGE, la Vila Autódromo est composée de 1252 habitants. 88% des enfants et adolescents étudient dans les environs, et 65% des habitants travaillent dans un quartier à proximité. 10,6% des résidents sont locataires de leurs logements, les autres sont tous propriétaires.

Contrairement aux représentations de sens commun, les favelas ne sont pas des espaces homogènes, mais sont fortement stratifiées socialement⁸¹. Le quartier est ainsi divisé en deux espaces distincts, caractérisés par le type de construction des maisons, leurs localisations et le profil économique des habitants.

La partie située à proximité de la route Salvador Allende est principalement constituée de maisons en briques rouges. Elle est composée d'individus majoritairement issus de la classe populaire. La plupart des hommes exercent soit dans les métiers de la pêche ou du bâtiment : maçons, charpentiers, électriciens. La plupart des femmes sont mères au foyer, femmes de ménage ou secrétaires. Certaines d'entre elles exercent des professions informelles et vendent des cafés et des sucreries dans l'enceinte du quartier.

Sur les berges du Lac, les habitants vivent dans des maisons plus cossues, les façades sont peintes, et certains terrains sont dotés de piscine. Ils sont plus aisés économiquement que leurs voisins de la partie nord de la favela. Ils exercent des professions libérales, sont en retraite militaire, travaillent dans la fonction publique ou dans l'événementiel.

Dès 1993, les habitants sont menacés d'évictions à travers une action publique coordonnée par Eduardo Paes (affilié au parti PMDB⁸²), alors *subprefeito* (l'équivalent du maire d'arrondissement d'une grande ville) de la Zone Ouest de la ville dans laquelle se trouve Barra da Tijuca. La municipalité entame une action judiciaire alléguant du « dommage esthétique, paysagiste et touristique » (TANAKA, 2018) de ce quartier informel situé à proximité de

⁸¹ Machado qualifie les couches supérieures de « bourgeoisie favelada » (MACHADO, 1967), composée essentiellement d'individus au fort capital social et politique.

⁸² Le Parti du Mouvement Démocratique Brésilien (PMDB) est un parti de centre-droit. Il succède en 1981 au Mouvement Démocratique du Brésil (MDB), unique parti d'opposition toléré sous la dictature.

l'autodrome où déjà se tiennent des événements automobiles internationaux. En 1996, les résidents mobilisés autour de l'association de quartier profitent d'un désaccord politique entre le maire de l'époque Cesar Maia (DEM)⁸³ et le gouverneur Leonel Brizola (PDT)⁸⁴, pour obtenir de ce dernier les concessions de terrain (*Concessão de Direito Real de Uso*) pour septante-sept familles, renouvelables après trente-cinq ans. En 1998, au prétexte de fortes pluies qui ont dévasté certaines parties de la ville, Eduardo Paes réitère ses menaces d'expulsions, qualifiant la totalité de l'espace de « zone à risque ». Le gouverneur Marcello Alencar (PSDB)⁸⁵ s'y oppose en étendant la concession à la quasi-totalité des habitants pour une durée de 99 ans (SÁNCHEZ, OLIVEIRA, MONTEIRO, 2016). En 2005, la municipalité déclare une partie du quartier comme Aire Spéciale d'Intérêt Social⁸⁶, rappelant la fonction sociale du quartier et ouvrant la voie à une urbanisation future. Cependant, les titres de propriété sont attribués au compte- goutte, d'abord à la partie considérée comme « favela » (composée de travailleurs pauvres), par les pouvoirs publics puis à celle située sur les berges du lac (composée d'habitants exerçant des professions intermédiaires, voir Encadré 2). Cette portion du quartier n'a d'ailleurs pas été incluse à l'Aire Spéciale d'Intérêt Social, les berges du lac étant considérées comme « zone à risque ». Cette séparation légale entre les deux espaces (en plus d'être sociale) aura des conséquences sur la mobilisation collective, les habitants se positionnant distinctement quant à l'issue de la lutte⁸⁷.

Malgré la régularisation du quartier, en 2005, la municipalité revient à la charge en vue de l'organisation des Jeux panaméricains prévus pour 2010 et exhorte les locaux à quitter le quartier. Ces derniers obtiennent finalement gain de cause auprès des tribunaux et les Jeux panaméricains sont organisés dans la péninsule d'Itaipéba. Néanmoins, cela ne décourage pas Eduardo Paes, devenu entre-temps maire de Rio de Janeiro, qui récidive à l'occasion de l'organisation des Jeux olympiques. En janvier 2010, la municipalité annonce par voie télévisée la destruction de 119 quartiers (O GLOBO, 2010) pour réaliser de vastes « revitalisations » urbaines. Invoquant l'argument du risque, il souhaite réduire de 3,5% la surface des favelas de la zone ouest. Cette fois, le maire Eduardo Paes dispose d'un argument solide susceptible de

⁸³ Affilié au parti Democratas. Parti conservateur issu du MBD.

⁸⁴ Affilié au Parti Démocratique des Travailleurs (PDT). Parti de centre-gauche.

⁸⁵ Affilié au Parti Social-Démocrate Brésilien (PSDB). Parti libéral de centre-droit, principal opposant au Parti des Travailleurs (PT).

⁸⁶ Art 77 et 78 de la loi sur les Áreas de Especial Interesse Social (AEIS) : « Les AIES permettent que les lotissements irréguliers, qui sont aujourd'hui considérés clandestins et irréguliers soient mieux intégrés à la ville (...). La désignation de AIES admet que ces dernières pourront être urbanisés, en prenant en considération la forme de l'organisation de l'espace ».

⁸⁷ Si je passe sous l'action collective, pourtant cruciale dans l'obtention progressive des titres de propriété des habitants, c'est parce que celle-ci sera examinée dans le chapitre suivant.

faire fléchir les habitants de ce quartier populaire : leur transfert vers des logements sociaux situés à moins de deux kilomètres.

1.2 Immersion dans les espaces de relégation

1.2.1 De Woodstock à Wolverivier

En Afrique du Sud comme au Brésil, les expulsions des classes populaires sont menées à bien grâce au déploiement de politiques sociales de logements. Celles-ci revêtent des formes et modalités différentes, mais servent un même objectif, celui d'éloigner les classes populaires. En Afrique du Sud, l'arrivée au pouvoir de l'alliance démocratique en 2000 accentue le tournant néolibéral et exacerbe l'embourgeoisement à Woodstock où de nombreux habitants, incapables de payer leur loyer en hausse, sont contraints d'être déplacés. Comme le prévoit la loi sud-africaine, l'État est dans l'obligation de reloger les personnes en situation d'itinérance. Ces camps sont construits à la périphérie des villes sud-africaines pour abriter victimes de circonstances exceptionnelles (incendies et autres catastrophes naturelles ou anthropiques). Ces espaces sont construits par la municipalité pour se conformer à la Constitution de 1994 qui les oblige à reloger les sans-abris (LEVENSON, 2017). Au Cap, leur fonction a évolué puisqu'ils servent désormais à héberger les pauvres, évincés de leurs logements. La plupart des évincés sont transférés dans deux principaux camps⁸⁸ : Blikkiesdorp (tic-can-town en Afrikaans) et Wolverivier. Créés à la hâte en 2007, en dehors de la ceinture spatiale de l'apartheid puisqu'ils sont situés à une trentaine de kilomètres du centre-ville, ils sont désignés par la municipalité comme des « installations informelles ». Vivement critiqués par une partie de la presse et comparés à des « camps de concentration », ou à une « déchetterie humaine », (TIMES LIVE, 2012) les TRA's, sont isolés des services publics et du centre-ville (voir Encadré 3 et Carte 1), principal bassin d'emploi⁸⁹. Les logements de 12 mètres carrés sont souvent surpeuplés et exempts de système d'assainissement.

La violence, en particulier à Blikkiesdorp où s'opposent plusieurs gangs, génère un fort sentiment d'insécurité auprès des habitants des TRA's. Annoncés comme temporaires (pour une durée de six mois environ) puisque destinés au relogement d'urgence suite à des

⁸⁸ D'autres camps ont été construits à proximité des Cape Flats tels que Bosaa, Tsunami, Langa Intersite ou Happy Valley.

⁸⁹ Selon l'ONG Ndifuna Ukwazi, 73% des habitants de Blikkiesdorp sont au chômage.

catastrophes naturelles ou anthropiques touchant des populations précaires, ils endossent aujourd'hui un rôle central dans les politiques urbaines du Cap. Ils sont la principale option formulée par la ville du Cap pour faire face aux évictions (LEVENSON, 2017). Ils sont assimilés par certains dignitaires de la municipalité comme des solutions qui s'apparentent à des logements sociaux, mais construits avec des murs en tôle.

Encadré 3 : Observation à Wolverivier, Temporary Relocation Camp

Wolverivier est situé à 35 kilomètres de la municipalité du Cap. Matthew, un jeune doctorant nous conduit sur place avec Ismael. Nous nous dirigeons vers le nord, la route de la Namibie. Après 45 minutes de trajet dans la campagne environnante, nous empruntons un sentier en terre et arrivons à Wolverivier. Au fond, nous repérons Table Mountain, signalant la présence, mais aussi l'éloignement de l'espace urbain du Cap. Le quartier est aussi délimité par une voie de chemin de fer en usage, située entre le quartier et les champs. Un petit dispensaire médical est installé à l'entrée du quartier. Il a été financé par des Hollandais dont le fils, mort au Cap, travaillait dans le quartier. Les rues sont en terre. Les 465 maisons en tôle s'alignent telles des « boîtes d'allumettes » (voir Figure 1). Entre ces maisons, se trouvent parfois des interstices servant à l'entrepôt des déchets (voir Figure 2).

Figure 1 - Allée et « boîtes d'allumettes »

Figure 2 - Parcelles et décharge à ciel ouvert.



Fonte : Autor, data.

La plupart des logements sont clôturés par des bâches en plastique (voir Figure 3), des grillages sommaires ou des murs en parpaings pour ceux qui disposent des ressources

économiques (voir Figure 4) suffisantes pour consolider leur espace.

Figure 3. Clôtures de fortune
publicité pour barbier



Fonte : Autor, data.

Figure 4. Clôture consolidée, voiture et



On observe quelques échoppes qui vendent aux habitants des produits de première nécessité à des prix plus élevés que dans d'autres espaces de la ville, aucun supermarché n'étant situé à proximité. Les familles sont entassées dans des logements à l'espace réduit. Nous nous entretenons près d'une heure avec Paty, qui connaît l'amie Ismael. Le logement est très sombre. Seule une petite lucarne laisse pénétrer un rayon de soleil. Le sol est en béton, l'espace salon-cuisine est sommaire, meublé d'une chaise et de quelques matelas qui jonchent le sol. Nous nous asseyons tous par terre, aux côtés de trois jeunes membres de sa famille qui nous observent, mais ne disent mot. Paty nous fait part de sa tristesse, de la peine ressentie par l'éloignement et de sa colère, envers elle-même d'abord puis à l'égard des représentants de la municipalité, de leurs fausses promesses et du traitement qu'ils réservent aux gens de sa condition sociale : « Même les chiens ils les traitent mieux que nous ». Elle décrit aussi la pénibilité des conditions de vie sur place, accentuée par des hivers qui y sont très froids et les étés très chauds. Le soleil de plomb s'écrase sur les maisons en tôle, aucun arbre n'apporte l'ombrage salutaire qui abriterait les habitants de la chaleur. Pour se rendre au centre du Cap, elle doit effectuer trois trajets différents, allongeant la durée de transport à plus de deux heures. Elle nous fait part de la difficulté de réunir les habitants pour tenter d'améliorer conjointement leurs conditions de vie et interpeller les pouvoirs publics.

Nous quittons Paty puis déambulant dans les allées, nous remarquons une affiche de campagne défraîchie sur laquelle apparaît le visage souriant de De Klerck, dernier candidat du PN aux élections nationales de 1994. Une messe accompagnée d'un *sound system* est

improvisée. Un prédicateur s'adresse avec ferveur à ses fidèles, assis par terre et qui entonnent les chants. Cette joie semble en contradiction avec le désarroi et la désolation ressentis par une grande partie de la population sur place. Nous observons la fin de la messe puis nous rebroussons chemin vers le véhicule de Matthiew.

Comme l'analyse Levenson (2017) dans son étude ethnographique sur les TRA's, les producteurs de normes justifient ces installations sommaires par une politique sociale de « *delivery* » à destination des plus pauvres. L'auteur soulève l'antinomie d'une politique sociale menant à la confiscation des droits par la dépossession et parle alors de « *depossession by delivery* » : en donnant l'accès à ces quartiers construits *ex nihilo* et aux infrastructures limitées, la municipalité prive les résidents de leur espace de vie et de sociabilité et de l'accès aux services publics. Ce phénomène prédomine auprès des Noirs et des Métis, exacerbant la structure spatio-raciale de l'apartheid. Les TRA's sont désormais surpeuplés, leur superficie réduite et le manque d'installations de logements ou d'infrastructures ne permettent pas de recevoir le surplus d'habitants expulsés ou à la rue et en attente d'un logement. La forte précarité des habitants, la violence des gangs et le « scepticisme des nouveaux arrivants » (LEVENSON, 2017, p. 87) entravent la possibilité de s'organiser collectivement en vue d'améliorer les conditions de vie sur place. Quelques ONG existent, composées d'un seul ou de quelques individus, elles sont toutefois peu représentatives du quartier, ont une marge d'action limitée et sont parfois concurrencées par les gangs.

Pour répondre à la hausse du nombre d'évincés des zones centrales du Cap, la municipalité a entrepris la construction de nouveaux habitats dans ces espaces. Ces projets de construction signifient une consolidation et une extension spatiale et temporelle de ces espaces qui perdent alors leur caractère transitoire. Les mesures pour répondre à l'urgence de logements se convertissent en politique sociale durable revendiquée par les pouvoirs publics qui se réfugient derrière l'adage du « *better than nothing* ». Parallèlement, la construction de logements sociaux au Cap stagne. Les annonces à répétition sur la construction future de logements dans les zones centrales du Cap sont toutes restées lettre morte. Les habitants de Woodstock figurent pour la plupart sur des listes d'attente aux logements sociaux, parfois depuis 1995, date de la fin de l'apartheid. L'opacité des listes, le non-renouvellement annuel des résidents et l'inertie bureaucratique exaspèrent les personnes en attente d'un logement⁹⁰. Le droit d'accès au logement est étroitement lié à l'expérience de l'attente, commune à tous les enquêtés. Cet état « perpétuellement temporaire » (YIFTACHEL, 2009) les contraint à opter pour des solutions

⁹⁰ Au Cap, environ 300 000 personnes sont sur la liste d'attente pour un logement social (CAPETALK, 2016).

de logement intermédiaires, à adopter une position d'entre deux (OLDFIELD, GREYLING, 2015) à la lisière de la légalité et de l'illégalité.

L'observation d'un jugement d'éviction au tribunal du Cap, met en évidence la confrontation entre une habitante désemparée, car menacée d'expulsion et un représentant municipal peu averti des conditions de vie dans les TRA's. Le 6 mai 2019, à dix heures du matin, lors d'un jugement à la cour du Cap concernant l'éviction d'Ashura, habitante de Salt River, un représentant du secteur des logements informels mandaté par la municipalité, fait savoir que les quartiers de Wolverivier et Blikkiesdorp sont en surdensité démographique et qu'en l'attente de nouveaux logements prévus pour septembre 2019, la municipalité n'est pas en mesure de fournir une solution alternative. Il propose d'inscrire Ashura sur la liste des évincés du Cap et lui conseille d'investir un *Backyard shack* d'un particulier ou de membres de sa famille. Il précise que la municipalité n'est « sans doute » pas en mesure de fournir le matériel nécessaire à l'installation dans le *shack*, car la priorité financière est donnée aux victimes d'incendie, actuellement en attente de logements.

Lemanski (2009) souligne que les politiques du logement ou leur insuffisance ont indirectement mené à l'augmentation de l'informalité dans les villes sud-africaines, manifestée par la multiplication de ces *backyard dwellings*. Le *backyard dwellings*, phénomène propre à l'Afrique du Sud et exponentiel au Cap⁹¹, matérialise l'incapacité de la municipalité à résoudre une crise du logement qui s'est pérennisée. Les propos du représentant municipal l'illustrent de façon saisissante et constituent un aveu d'échec: les pouvoirs publics, incapables de fournir une quelconque solution temporaire ou durable, incitent les expulsés à s'installer dans un logement informel⁹². L'incongruité de sa proposition et son discours indécis desservent son argumentaire. Justifiant son retard à la séance et indirectement son impréparation, il explique avoir été informé le matin même de son devoir de présence. Il ne délivre aucune affirmation, emploie un registre hypothétique : « *I think* », « *I am not sure* » « *it is probably full* », « *it is difficult to say* », et semble dépassé par la situation. Il est rapidement décontenancé lorsque la juge l'interroge sur les conditions de vie dans les TRA's. Après avoir bredouillé quelques contre-vérités sur la superficie des logements, qui selon lui sont de 30 mètres carrés, dotés

⁹¹ Selon le recensement de 2011, entre 2001 et 2011, le nombre de *backyard dwellings* a augmenté de 55% au Cap. La municipalité dénombre 52 154 logements informels de ce type (STATISTICS SOUTH AFRICA, 2011).

⁹² Cette position étonne tant les pouvoirs publics ont porté peu d'attention au développement de ce type de logement et se montrent réticents à reconnaître l'utilité de ces espaces pour répondre à la forte demande de logements des classes populaires. Lemanski souligne que l'action des pouvoirs publics est davantage tournée vers la destruction que le soutien et l'assistance envers les locataires précaires de ces logements. Les politiques d'amélioration d'infrastructures dans les backyards (*Backyard rental policy*) menées dans la province du Gauteng ont toutes menées à un affaiblissement des droits des locataires au profit des propriétaires qui se saisissent de cette occasion pour augmenter les loyers. Pour plus d'informations, voir Lemanski (2009).

d'espaces privés – chambres et cuisines –, de toilettes à chasse d'eau et situés à proximité de services publics, il confesse ensuite timidement, ne jamais s'être rendu sur place. Mal à l'aise, le regard dans le vide, n'osant pas se confronter à l'assistance, il manque des compétences nécessaires pour représenter la municipalité dans un registre expert et témoigne ainsi de l'amateurisme et de l'inexpérience des autorités publiques en ce qui concerne la gestion de ces espaces. L'assistance est exaspérée par ses propos tandis que la juge sort de son devoir de réserve et semble agacée des réponses vagues de son interlocuteur.

1.2.2 De la Vila Autódromo au Parque Carioca

Contrairement à Wolverivier, le Parque Carioca, complexe de logements sociaux, se situe à proximité de la Vila Autódromo. Même si cette proximité est toute relative au regard des durées de transport (une demi-heure de transport, un BRT plus un taxi partagé), elle constitue un argument essentiel avancé par la municipalité pour inciter les habitants de la Vila Autódromo à quitter leur logement. Alors que la plupart des habitants expulsés des favelas sont déplacés à l'extrême périphérie de la ville (à l'instar de ceux de la Vila do Metrô relogés à soixante-deux kilomètres du centre, à Santa Cruz), le Parque Carioca, où la municipalité entend reloger les résidents de la Vila Autódromo se situe à deux kilomètres. L'argument d'une relative proximité spatiale est avancé pour les appâter et les persuader à quitter le quartier. Contrairement à Wolverivier, annoncé comme un parc de logement temporaire, le Parque Carioca est destiné à accueillir des personnes de façon permanente. On y retrouve l'essentiel des anciens habitants de la Vila Autódromo même si d'autres, venus de favelas distinctes de la Zone Ouest, y sont également logés.

En octobre 2013, la municipalité lance son opération séduction : des agents municipaux du Service Municipal de l'Habitat (SMH) organisent pour les habitants de la Vila Autódromo une visite guidée du Parque Carioca. Grâce à la mise en scène d'un habitat de luxe avec surveillance, piscine et toboggans, la municipalité pousse les résidents à se désolidariser du mouvement et du quartier au profit de ces logements. Vanessa, vivant actuellement dans le Parque Carioca, parle en ces termes de la visite organisée :

La mairie a payé le déplacement et affrété des bus pour qu'on aille sur place et ça m'a tout de suite donné envie, c'était beau, bien décoré et spacieux, on avait envie de vivre dans un espace comme ça, et puis il y avait de l'asphalte, c'était urbanisé ! Ça aussi ça m'a donné envie.⁹³

⁹³ Propos collectés lors d'une conversation informelle avec Vanessa le 15 janvier 2018 à son domicile du Parque

En même temps, lors d'une réunion organisée au centre des congrès Riocentro⁹⁴, le maire promet la présence permanente d'un service de sécurité et de surveillance privées, des techniciens-réparateurs, la prise en charge du déménagement depuis la Vila Autódromo, ainsi que l'installation de nouveaux meubles. De plus, il garantit aux habitants la possibilité d'obtenir le titre de propriété du logement, ce qui leur permettrait de louer ou revendre le bien à leur guise (WILLIAMSON, 2018). En leur offrant l'accès à la propriété légale des biens et une échappatoire à leurs conditions de *favelados*, la municipalité stimule leur désir d'ascension sociale. La visite guidée et les engagements pris par le maire sont déterminants pour faire vaciller les indécis. Ces derniers développent un imaginaire positif autour de ce nouvel espace et projettent la possibilité de vivre à l'extérieur de la Vila Autódromo. Un premier groupe d'habitants défavorisés, récemment installés dans la Vila Autódromo ou peu engagés lors des mobilisations antérieures contre les déplacements, quitte le quartier en 2014 (WILLIAMSON, 2018) en quête de meilleures conditions de vie. En 2015, ce groupe est suivi par un second qui ne supporte plus la coercition des autorités et renonce à la lutte. Au total, 341 familles ont été relogées au Parque Carioca.

Pour rencontrer d'anciens résidents de la Vila Autódromo, anciennement mobilisés, j'ai passé près de deux mois dans le logement de Felipe, ancien habitant de la Vila Autódromo. Je suis donc en mesure de décrire à la fois les effets de l'enclavement et l'amertume ressentie par les personnes transférées vers ces condominiums.

Encadré 4: Extraits de vie au Parque Carioca depuis mon journal de terrain. Arrivée le 23 février 2017.

J'arrive au Parque Carioca accompagnée d'Ana, ancienne habitante de la Vila Autódromo. La municipalité lui a octroyé 450 000 réais⁹⁵ et deux logements au Parque Carioca, dans lesquels vivent désormais ses deux fils. Le parc Carioca est enclavé entre la montagne, la route Estrada dos Bandeirantes (voir Figure 5) et les studios de la télévision Globo.

Carioca.

⁹⁴ Réunion de présentation du projet d'urbanisation à une partie des habitants de la Vila Autódromo. Ceux hostiles au projet n'ayant pas été conviés, ils manifestent devant le centre des congrès puis forcent le passage afin d'assister à la réunion (O DIA, 2013).

⁹⁵ Environ 67 300 euros.

Figure 5 - Logements sociaux du Parque Carioca



Fonte : Autor, data.

Figure 6 - Clôture d'entrée



Les bâtiments sont identiques, ils sont construits sur quatre étages, réunis au sein de cinq blocs séparés par des clôtures de métal peintes en blanc (voir Figure 6). Il y a peu de végétation ou d'espace vert, mais on trouve un vaste parking dont de nombreuses places sont inoccupées. Un terrain de foot jouxte le parking (voir Figure 7).

Figure 7 - Parking



Fonte : Autor, data

Figure 8 - Piscine clôturée



Au centre du parc de logements se situe une piscine avec toboggan (voir Figure 8). Inutilisable, elle s'apparente davantage à un étang tant l'eau est verte et les algues y prolifèrent⁹⁶. Quelques cabanes réglementées se situent à l'entrée du parc de logements, sur un terrain vague en graviers. Deux *lanchonetes*⁹⁷ qui disposent de quelques tables pour converser se disputent la clientèle. Un petit restaurant de sushis ouvre chaque mardi et le restaurant « *O ponto G das*

⁹⁶ En 2018, la piscine est praticable. Les habitants doivent toutefois s'acquitter de 10 réais (environ 2,50 euros) pour y avoir accès.

⁹⁷ Établissements commerciaux populaires de type « snack-bar ».

massas »⁹⁸, ouvert chaque soir, est dirigé par deux jeunes femmes lassées de la désertion des clients. Un mur en béton marque la frontière du parc. Une ouverture y a récemment été creusée. Elle permet d'accéder au supermarché construit à proximité en 2017, le Costazul. Les habitants du Parc font des allers-retours fréquents entre ce supermarché et le quartier qui sont en étroite communication. En vivant sur place, je considérais que le quartier se limitait essentiellement à ces trois espaces : le parc de logement, le supermarché et son vaste parc de stationnement presque toujours vide. De fait, le supermarché est le seul espace de vente proche du quartier. Les commerces de proximité, boulangerie, épicerie, coiffeurs, pharmacies sont éloignés et les gens doivent prendre le bus pour s'y rendre. Une église évangélique a vu le jour à proximité du Parque Carioca, de nombreux fidèles s'y pressent les soirs.

Nous arrivons chez Felipe, qui vit au dernier étage du bloc numéro 4. Il me dit être satisfait de son nouveau logement même s'il n'aime pas la hauteur et le manque d'accès direct à la rue. L'appartement est étroit, bricolé, mal fini, il y a des trous dans le mur et le sol est meuble. La peinture tombe en lambeaux. Il est composé d'un salon ouvert sur une étroite cuisine, une petite salle de bain et deux chambres, une avec un lit double et l'autre avec un lit simple. Felipe m'octroie la chambre au lit simple. Je lui fais part de mes scrupules à occuper les 30 mètres carrés d'appartement dont lui, sa compagne et ses trois enfants disposent. Je retrouve l'incommodité du lit en bois, sur lequel j'ai dormi lors de mon premier séjour à la Vila Autódromo. À dix-neuf heures, le quartier est calme, il y a peu de personnes dans la rue. De nombreuses règles régissent la vie à l'intérieur de ces condominiums et la première que m'énonce Bia est celle du bruit : le silence s'impose à partir de vingt-deux heures. Ma première impression est celle d'un quartier hostile, aux logements de petite taille et oppressants, construits à la hâte. Je me rendrai compte dès le lendemain que de nombreux habitants partagent ma vision et tentent par tous les moyens de fuir ce quartier. Un voisin s'approche d'Angela, unique vendeuse ambulante du quartier et s'exclame « j'essaie de vendre mon appartement, mais évidemment personne ne veut de cette porcherie, ça vaut rien ». Par crainte de la milice auprès de laquelle elle négocie sa présence, elle abrège l'entretien.

Comme exposé dans l'Encadré 4 ci-dessus, les promesses du maire ne sont pas tenues et les habitants du Parque Carioca déchantent rapidement⁹⁹ : le parc de logements (à l'instar de

⁹⁸ En français « Le point G des pâtes ».

⁹⁹ Après trois années de vie dans ces logements, beaucoup d'entre eux pensent avoir été floués, et avoir « avalés les paroles » et les promesses du maire. Depuis 2015, en constatant la dégradation de leurs conditions de vie et les indemnités reçues par les habitants qui avaient tardé à accepter les conditions de leur relogement, plus de cent familles ont décidé d'attaquer en justice la Caixa Econômica Federal, la municipalité et le constructeur immobilier (Consortium Rio Mais: Odebrecht, Andrade Gutierrez et

nombreux logements du programme MCMV) est enclavé et isolé, les services basiques (éducation, transport, santé) y sont absents, les activités économiques informelles (communes à la Vila Autódromo) y sont interdites et le quartier est contrôlé par un groupe paramilitaire. En 2018, lors de l'enquête menée au sein du Parque Carioca auprès de la population ayant résisté aux expulsions puis opté pour un logement social, j'ai observé que certains appartements sont en état d'insalubrité (fuites d'eau, affaissement du sol, installation électrique précaire) et que les infrastructures de loisirs, espaces verts et piscine, sont hors de fonctionnement. De plus le quartier est contrôlé par la milice, ce qui crée un sentiment d'insécurité chez bon nombre d'habitants.

1.2.3 Refus de la relégation et motifs du maintien

Les résidents de Woodstock ou de la Vila Autódromo qui ont accepté d'être déplacés affirment tous a posteriori avoir été dupés par la municipalité. Ils se déclarent comme « stupides », « idiots », « bêtes », n'ayant pas été en mesure de constater le piège dans lequel ils tombaient. S'ils dénoncent la responsabilité de la municipalité dans leur relégation, c'est principalement sur eux qu'ils rejettent la faute. Leur choix, loin d'être irrationnel et guidé par la bêtise, s'inscrit plutôt dans une quête de bien-être et d'amélioration de leurs conditions d'existence pour leurs familles. La plupart des habitants, en quête d'un meilleur habitat, veulent délaisser leur logement social, mais s'y sentent condamnés par l'impossibilité de vendre leur bien. Ils décident alors de le louer illégalement comme c'est le cas pour les résidents du Parque Carioca ou d'aller vivre chez des membres de leur famille pour ceux de Wolverivier. S'il est possible de contourner la loi et de vendre leur bien (même si dans les faits cette pratique est illégale), pour les personnes vivant à Wolverivier au Cap, il est impossible de procéder de la sorte puisque ces quartiers ont mauvaise réputation, sont dépourvus d'infrastructures et sont localisés à l'extrême périphérie de la ville. Les motifs de déplacements sont différents dans les deux cas : la possibilité d'une vie meilleure est réellement envisagée par les résidents de la Vila Autódromo. Ce critère est marginal pour les habitants de Woodstock qui optent pour ces logements en dernier recours ou par l'attrait d'une compensation immédiate. Dans les deux quartiers, de nombreux récits rapportent les cas de personnes qui ont refusé un habitat alternatif, mais se sont résolues à accepter une somme d'argent dérisoire qui ne leur permet pas de se pourvoir un logement. Stigmatisées par les habitants pour leur mauvaise gestion de l'argent et

Carvalho Hosken) pour dommages moraux.

leur manque d'anticipation, leur choix économique n'est pas dépourvu d'une logique rationnelle. Comme l'analyse Desmond (2019) dans son étude sur les expulsions locatives, les plus précaires favorisent souvent les solutions à court terme pour résoudre leurs problèmes immédiats.

Pour ceux qui restent dans les quartiers populaires menacés, leur refus de l'exclusion et leur maintien dans le quartier à travers la lutte s'articulent autour de trois motifs : la préservation des formes d'habitat et des sociabilités locales, l'accès aux services publics et la reconnaissance de la citoyenneté.

Dans les deux quartiers, se maintenir dans le quartier renvoie d'abord à la sauvegarde d'un tissu dense de relations de confiance nouées sur place et basées sur des réseaux familiaux, d'amitiés, ou d'interconnaissances¹⁰⁰. Il s'agit de maintenir des habitudes¹⁰¹ forgées progressivement dans la quotidienneté de la fréquentation des lieux. L'habitant investit physiquement et émotionnellement son habitat et son espace proche, il se l'approprie. Cette volonté de maintenir les formes d'habitat et d'habitant sous-tend les revendications pour le droit à habiter, tel que l'entend Illich (1975): être capable de produire et de vivre l'espace, et ce en dehors des normes imposées par les systèmes experts.

Les lieux de relégation précédemment analysés sont dénués d'identité. Les municipalités du Cap et de Rio de Janeiro prennent peu en compte les attentes des habitants dans l'emplacement, l'agencement et l'architecture des logements; la logique comptable l'emportant sur leurs demandes. Si les logements de relégation sont standardisés et non altérables¹⁰², ce sont leurs habitants qui se doivent d'être mobiles, flexibles et adaptables à ce nouvel environnement imposé et réglementé. En refusant d'être déplacé vers ces lieux, il s'agit donc par extension des'opposer à la vie dans des logements construits sans tenir compte des attentes et besoins des populations.

Ensuite, les habitants restent sur place en raison d'un bon accès aux services et infrastructures basiques sur place. Les deux quartiers de relégation ont la caractéristique d'être éloignés des infrastructures et services publics. La rupture socio-spatiale engendrerait encore davantage de précarité pour des travailleurs déjà affectés par leurs conditions salariales, un accès limité aux services de santé et à l'éducation. Demander à rester sur place c'est asseoir sa légitimité et son droit à être soigné, instruit et à se déplacer. En Afrique du Sud et au Brésil, comme

¹⁰⁰ Je reviendrai en seconde partie sur l'importance des relations de voisinage tissées dans l'enceinte du quartier.

¹⁰¹ Les termes habitat et habitant proviennent de la même racine latine et renvoient à la notion d'habitude.

¹⁰² Dans les deux villes, il est formellement interdit de modifier la nature et l'aspect des logements attribués.

dans d'autres régions du monde, les politiques publiques en direction des plus pauvres ne s'intéressent guère aux effets de dislocation provoqués par leur déplacement (DECHEZELLES, OLIVE, BUU-SAO, 2019). La logique « un logement équivaut à un autre logement » occulte totalement les espaces et les sphères de vie préexistantes qui participent à l'épanouissement des individus. Les habitants défendent ardemment la scolarisation de leurs enfants dans les écoles à proximité. Déjà affectés par leur condition sociale précaire, les enfants souffrent particulièrement des phénomènes d'évictions qui les extraient de leurs milieux de sociabilité et les conduisent à des scolarisations discontinues et donc fragilisées. La précarité des conditions de vie des familles (pour la plupart monoparentales à Woodstock) dont ils sont issus limite les possibilités d'ascension sociale par l'éducation. Eliane, cinquante-six ans, habitante de Woodstock, me fait part des obstacles à la mobilité sociale lorsqu'elle envisage une carrière universitaire pour ses enfants. Selon elle, les métis « pauvres », « les gens comme nous » n'ont pas leur place à l'université. Elle évoque les coûts de la scolarité comme une barrière infranchissable pour l'accès aux études supérieures. Lorsque je l'interroge sur son coût annuel, elle me répond :

Oh my yaaa, 10 thousand maybe, we cannot send our children to university, from the moment they stop school, they have to look for a job and you cannot find a decent work. We know they'll work at places like Shoprite. Now there is no work for our children because they don't go to university.

L'éducation sud-africaine, profondément inégalitaire, échoue à offrir les dispositions éducationnelles garantes de la mobilité sociale intergénérationnelle. Certains enquêtés défavorisés préfèrent parfois payer des frais d'inscription élevés et placer leurs enfants dans des écoles primaires privées, le système public étant considéré comme défaillant. Toutefois, l'absence de capital scolaire des parents et leurs conditions socio-économiques fragiles sont des barrières à l'accomplissement normal du parcours scolaire (MOSES, VAN DER BERGHE, RICH, 2017). Par conséquent, à l'image d'Eliane, les habitants précaires adoptent une attitude résignée et fataliste lorsqu'ils envisagent le futur des jeunes générations. À Rio de Janeiro, ceux vivant dans les quartiers populaires sont également mis à distance sur le plan scolaire. Néanmoins, leurs perspectives d'ascension sociale à travers l'éducation sont légèrement supérieures (VALLADARES, 2009) à celles des habitants des quartiers pauvres du Cap¹⁰³ et l'accès à l'enseignement supérieur n'est plus perçu comme étant totalement hors de portée (PAIVA, BURGOS, 2009).

¹⁰³ Une étude de l'OCDE réalisée en 2018 classe l'Afrique du Sud et le Brésil comme derniers pays des 36 membres de l'OCDE en termes de mobilité sociale intergénérationnelle (OCDE, 2018).

Les luttes menées sont aussi étroitement liées à la question du travail. À Rio de Janeiro, la plupart des individus exercent un emploi situé sur place ou à proximité. De nombreux hommes travaillent dans le bâtiment et sont mobilisés dans les travaux de la Barra da Tijuca, le déplacement augmenterait le temps passé dans les transports vers leur lieu de travail. Les femmes en activité, femmes de ménage ou autres, bénéficient également de la relative proximité des *condominiums* de la barra où la plupart d'entre elles exercent leur métier. Jonglant sur la corde raide entre le logement, les activités domestiques et les emplois précaires, l'éloignement et les dépenses de transport ne feraient qu'accroître les difficultés du quotidien.

Aussi bien à la Vila Autódromo qu'à Woodstock, celles et ceux qui exercent des activités économiques locales et informelles – telles que la vente ambulante ou le bricolage – sont également pénalisés par un possible déplacement qui signifierait la perte de leur clientèle basée sur leur réseau de connaissances et l'impossibilité d'exercer leur travail dans l'enceinte normée des logements sociaux¹⁰⁴. À Woodstock, les femmes métisses sont les plus affectées par la rudesse de leur condition de travail, les emplois partiels et précaires ou encore le chômage. Ouvrières dans le textile, elles sont les premières victimes de la désindustrialisation qui frappe Woodstock au début des années 1990. Certaines d'entre elles exercent encore dans les usines à temps partiel pour un maigre salaire. Elles sont pour la plupart célibataires tout comme les hommes présents dans l'hôpital, mais contrairement à ces derniers, ont des enfants à charge¹⁰⁵. En Afrique du Sud, où le salaire d'une femme est inférieur de 28% de celui d'un homme (POSEL, ROGAN, 2009), la précarité a la silhouette d'une mère célibataire noire ou métisse. Le phénomène de monoparentalité, aux conséquences sociales désastreuses¹⁰⁶, est particulièrement prégnant au Cap et en Afrique du Sud plus généralement où comme dans d'autres sociétés coloniales comme les Antilles, il s'enracine historiquement dans l'éloignement de la main-d'œuvre masculine et se perpétue dans le temps. De nombreuses résidentes de l'hôpital de Woodstock racontent péniblement la violence de leur ancien conjoint exercée contre elles ou

¹⁰⁴ Les activités informelles sont strictement interdites dans l'enceinte des logements sociaux du programme Minha Casa Minha Vida.

¹⁰⁵ En Afrique du Sud, en 2019, seulement 33% des enfants vivent avec leurs deux parents. Parmi les 67% d'enfants nés en dehors d'une famille biparentale, 40% d'entre eux vivent avec leur mère, 4% avec leur père, tandis que le reste est réparti entre des centres gouvernementaux pour enfants, la famille étendue ou les amis d'un des parents. Le taux de mère célibataire, qui s'élève à 40% est un des plus élevés au monde. À titre de comparaison, au Brésil les mères célibataires représentent 16,3% des parents en 2018.

¹⁰⁶ Comme le révèle le rapport du Statistics South Africa (2012), en Afrique du Sud, les enfants nés au sein de familles monoparentales sont plus affectés par la dépression et l'instabilité émotionnelle. Ils sont plus disposés à adopter des comportements violents et à tomber dans la criminalité. Les jeunes filles sont quant à elles plus disposées à adopter des comportements sexuels « risqués » et à tomber enceinte avant leur majorité. Enfin, selon ce même rapport, les enfants issus de famille monoparentale ont trois fois plus de chance d'être pauvres que ceux nés au sein d'une famille biparentale.

leurs enfants, leur consommation abusive de drogue et d'alcool et l'expérience de l'abandon. La plupart d'entre elles affirment qu'elles sont mieux seules, certaines dégradent véhément les comportements des hommes, toutes disent devoir redoubler d'efforts pour leurs enfants.

Enfin, l'expression du désir de se maintenir sur le territoire et les pratiques quotidiennes des acteurs constituent des formes d'affirmation d'une citoyenneté plus inclusive. Les enquêtés ressentent une certaine frustration à l'égard de la démocratie représentative. Victimes de discrimination du fait de leur lieu de vie ou de leurs propriétés sociales et raciales, les habitants des classes populaires brésiliens et sud-africains peinent à faire reconnaître leur droit à habiter et sont rarement consultés pour débattre de l'avenir de leurs quartiers. Dépossédés de leur droit à participer à la vie publique, la plupart d'entre eux se considèrent alors comme des citoyens de second rang. Marius¹⁰⁷, travailleur informel de trente-neuf ans et occupant de l'hôpital de Woodstock et Yvonne, retraitée, expulsée de District Six et de son appartement à Woodstock, émettent des propos virulents quand ils se réfèrent au traitement que la municipalité leur réserve:

Marius : They treat us like dogs. These people. Why can't we stay in Bishops Court? Why can't we stay in Camps Bay? Because it is our land! Hmm. Just because we don't have a mark on there it doesn't mean it is not our land, it just heart sore.

Yvonne : They don't go where you will go, and they don't care (...) After District Six most of the people went to places that they did not even know. There was nothing, no light, it was a bush. It was in the winter that time. Most of our people were dumped, they dumped you just there, at Mennenberg, Philippe. Like dogs, you can stay there. We were like dogs, they pick you up and dump you there, "see what is gonna happen". And Woodstock was not like that ? No Woodstock was like District six, it is very similar. But now, most of the coloured people don't stay here anymore. If you walk up District Six or Woodstock, if you see the colouring houses, it is most foreigners now. And where is our people? They dumped them in Blikkiesdorp. You see now?

Les propos de la plupart des habitants de la Vila Autódromo sont également véhéments lorsqu'ils se réfèrent à la démocratie brésilienne et à la place accordée aux plus défavorisés, à l'image de Pedro¹⁰⁸, professeur de sport de cinquante-cinq ans et de Maria¹⁰⁹, guide touristique âgée de cinquante ans :

Pedro : Ici on vit dans un pays qui est comme une dictature, ils mettent un masque, un déguisement, mais la démocratie n'existe pas. Ça c'est très clair pour moi et je n'ai pas besoin d'avoir fait de grandes études pour découvrir ça. On voit ça avec la santé ? Dans le public, vous mourrez. La santé est pour ceux qui ont de l'argent, ceux qui n'en ont pas n'ont pas la santé. Ici c'est une oligarchie, la démocratie n'existe pas. Et quand on essaye de pratiquer la démocratie, on reçoit des balles de caoutchouc au visage, de la violence.

¹⁰⁷ Entretien réalisé le 7 novembre 2018, au domicile de Marius (Occupation Cissie Gool House).

¹⁰⁸ Entretien réalisé le 26 mars 2015, au domicile de Pedro.

¹⁰⁹ Entretien réalisé le 13 mai 2018, à l'église du quartier.

Maria : Nous vivons dans une ville dans laquelle le pauvre n'a aucun droit, où la population n'a le droit à aucune histoire, une ville construite par les esclaves (...) dans laquelle l'élite a toujours profité des pauvres comme main-d'œuvre pas chère et les expulse comme s'ils étaient des déchets. Et c'est comme ça que la ville suit son cours, le pauvre construit la ville et on ne lui accorde aucune valeur, il n'a pas sa place, ni dans la ville ni dans l'histoire.

En Afrique du Sud comme au Brésil, la production de logements a été au cœur du rattrapage démocratique opéré au lendemain des périodes autoritaires. Dans ces pays fortement inégalitaires, l'accès au logement et aux services publics est au cœur de l'exercice de la citoyenneté. Toutefois, la perpétuation de la ségrégation et de l'exclusion sociale conduisent à penser que les États sud-africain et brésilien ont failli dans leur mission de rectifier les injustices du passé et d'assurer l'exercice des droits constitutionnels pour les plus précaires (MIRAFTAB, 2007). Le désengagement de l'état sud-africain au début des années 2000 dans l'accès au logement a conduit à un désenchantement démocratique. Ce même désenchantement s'observe auprès des habitants des quartiers populaires de Rio de Janeiro où l'accès limité aux services publics et la corruption constituent les principaux motifs d'indignation. L'ensemble de nos enquêtés critique la poursuite d'intérêts privés par les acteurs publics et leur incompetence pour résoudre les problèmes les plus urgents.

En restant sur place, et même si tous ne le revendiquent pas, ils rejettent la démocratie représentative comme source légitime de citoyenneté, s'opposent à la relégation sociale et affirment leur droit à exercer une « citoyenneté active ». Pour Holston (2009, p. 246), "it is not in the civic square that the urban poor articulate this demand with greatest force and originality. It is rather in the realm of everyday and domestic life taking shape in the remote urban peripheries around the construction of residence". À partir du moment où une partie des habitants clament leurs droits et s'unissent pour préserver leurs logements, ils créent des espaces dans lesquels ils peuvent faire l'apprentissage d'une citoyenneté alternative. Néanmoins, cette citoyenneté active ne va pas de soi. Elle implique pour eux de se regrouper afin de formuler collectivement leurs droits et défendre leurs espaces résidentiels.

1.3 Gentrifications et expulsions: effets différenciés sur l'action collective

En retraçant les évolutions des deux quartiers, on remarque que les classes populaires sont menacées d'évictions dès le début des années 1990. Or, dans un cas, celui de la Vila Autódromo, les résidents s'organisent rapidement afin de défier la municipalité tandis que dans celui de Woodstock, l'union des habitants s'opère tardivement, principalement en 2016 avec

l'émergence de Reclaim The City, alors même que de nombreux habitants ont déjà été transférés à la périphérie de la ville. Cette sous-partie suit l'argument que les topographies urbaines spécifiques ainsi que les modalités de mise à distance des classes populaires influencent les logiques de l'action collective. Ainsi, les expulsions collectives apparaissent sous certaines conditions comme plus favorables à la protestation politique que le phénomène de gentrification. Ces deux processus se déroulent dans des circonstances historiques et géographiques différentes, cependant il est possible de tracer certaines généralités quant aux configurations socio-spatiales qui prédisposent la contestation sociale.

1.3.1 Déguerpissements et expulsions collectives

Il s'agit d'abord de distinguer plusieurs termes, les déguerpissements, les expulsions collectives et la gentrification. Pour commencer, les déguerpissements, terme forgé à partir de quartiers africains colonisés, désignent l'expulsion de résidents qui vivent informellement et illégalement sur un territoire (BLOT, SPIRE, 2014). L'expulsion collective désigne l'expropriation de personnes possédant des droits sur un espace défini. Ces deux phénomènes s'ancrent dans le domaine du tangible : ils sont à la fois palpables, visibles et spectaculaires. À la Vila Autódromo, la progressive destruction du quartier anéantit l'espace bâti et agresse les sens, elle est visible sur les murs démolis ou lisible sur ceux tagués, sonore à travers le bruit des travaux, perceptible à l'odeur qui s'en dégage, et saisissable à la poussière qui se respire. L'attention portée à ce quartier, dont l'ensemble des habitants est menacé d'expropriations, est caractéristique d'une mise en visibilité accrue des quartiers touchés par ce phénomène. Les déguerpissements et les expulsions collectives constituent l'apogée de la violence matérielle de l'expropriation : ils renvoient à des siècles d'oppression et d'accaparement des terres, menés à travers l'importation de la propriété privée conçue puis entérinée par les colons blancs. Le déguerpissement et l'expulsion collective, motivés par la nécessité de dégager de l'espace disponible, constituent des formes de déracinement spatial caractérisées par la confiscation des repères sociaux et spatiaux.

Même si les effets des expulsions collectives et de la gentrification sont similaires, l'éradication totale d'un quartier en tant que phénomène saisissable et non ambigu apparaît comme plus frappante qu'un quartier en pleine métamorphose. Déguerpissements et expulsions collectives frappent aux yeux et génèrent presque systématiquement auprès d'autrui un sentiment d'injustice. L'empathie entre les êtres, touchés ou non, est fortifiée par ces

phénomènes de dépossessions. Ce sentiment d'injustice est encore plus intense lorsqu'il s'agit d'expulsions collectives; dans ce cas spécifique, l'expropriation vise au retrait de la propriété privée, légalement acquise. L'empiétement du droit ou sa flexibilisation au service du pouvoir municipal et des compagnies immobilières privées alimente davantage les sensations de privation et d'injustice. Lorsque ce sentiment d'injustice est partagé par plusieurs individus sein du même espace, l'agrégation des colères communes est alors facilitée. Engagés dans un même processus, les habitants peuvent s'entretenir sur le déroulement de la procédure d'expulsions et aiguïser des stratégies pour le contrer. Lors d'expulsions collectives, le quartier se transforme à la fois en enjeu, support et ressource de la mobilisation. La coprésence quasi permanente des habitants, tous affectés par un même problème, est à la base de la mobilisation, cependant, elle n'est pas systématique. En effet, certains quartiers menacés n'intègrent pas l'arène de l'action collective, car quatre facteurs – imbriqués ou non – empêchent le déploiement de ressources organisationnelles. Les liens d'interaction et de confiance y sont trop faibles, leur capacité d'action est perçue comme limitée (DESMOND, 2019), leur action est bridée ou court-circuitée par la présence d'organisations criminelles (LOPES DE SOUZA, 2001; MACHADO, 2016) ou leur perception de la répression empêche tout sursaut. Dans le cas de la Vila Autódromo, l'ouverture des canaux démocratiques à la fin des années 1980 a diminué les coûts de la participation à l'action collective et favorisé la mise en place d'organisations capables d'établir un rapport de force avec les pouvoirs publics. Les opportunités de défiance et d'accès aux arènes institutionnelles sont donc facilitées dans le cas des structures associatives brésiliennes, même si elles peuvent être court-circuitées par des mécanismes clientélistes qui profitent en priorité aux représentants de ces structures, comme cela a été le cas dans certaines favelas. Au-delà des capacités organisationnelles du quartier, le capital social et politique d'habitants plus aisés dans la favela a joué un rôle déterminant dans la mobilisation de soutiens externes, qu'ils soient académiques ou médiatiques.

Enfin, le traitement médiatique des expulsions est facilité par la forte lisibilité du phénomène. Les journalistes ont un accès simplifié aux acteurs sur place et peuvent aisément rendre compte des événements. Les expulsions sont photogéniques, elles favorisent une meilleure représentation et mise en scène de la mobilisation collective. Dans le cas de la Vila Autódromo, les médias relayent le message des habitants, façonnent la renommée du quartier et participent à l'érection de ce lieu, en haut lieu de la résistance urbaine à Rio de Janeiro.

1.3.2 La gentrification

À l'inverse de l'expulsion collective, le phénomène de gentrification est bien plus complexe à prendre en considération par les habitants précaires, car il relève du domaine de l'invisible et de l'abstrait. La gentrification est silencieuse, presque insaisissable quoique perceptible à travers un bond « qualitatif » du mode de vie des résidents et de l'habitat. Contrairement au processus d'expulsion collective qui conduit in fine à l'éradication du quartier, la gentrification ne remet pas en cause l'existence d'un quartier, mais bouleverse ses configurations sociales et spatiales. Ensuite, la gentrification est un concept protéiforme servant à décrire une réalité concrète caractérisée par plusieurs phénomènes concomitants et reproduit dans de nombreuses villes du nord et du sud (SMITH, 2002), mais il n'en reste pas moins un concept heuristique dont les populations défavorisées peinent à se saisir. En plus de la relative invisibilité du phénomène, les discours publics autour de la revitalisation ou de la régénération urbaine masquent les dynamiques d'exclusion sociale qui affectent les plus pauvres et qui sont également tues par les médias. Alors que les expulsions collectives sont souvent condamnées par une partie de la presse, la gentrification, métamorphosée par un champ lexical mélioratif tel que « revitalisation », « embellissement » ou « réforme » est souvent nuancée voire valorisée au profit des effets positifs qu'elle produirait sur le quartier : amélioration de l'atmosphère du voisinage, baisse de la violence et de la criminalité. C'est entre autres pour cette raison que certains chercheurs souhaiteraient supprimer le terme de gentrification, jugé comme trop neutre pour désigner un phénomène hétérogène (BOURDIEU, 2008). Or supprimer ce terme, ne supprimer pas la nature du phénomène, il faut donc chercher du côté de ses effets et répercussions plus que des processus effectivement différenciés pour sortir de son éventuelle neutralité : celles des évictions (KIRKLAND, 2008; SLATER, CURRAN, LEES, 2004).

La substitution d'une classe populaire par les classes moyenne et aisée a des effets concrets et homogènes sur les espaces concernés. La gentrification se traduit par une hausse de la concurrence entre populations pour l'accès au logement, de discriminations basées sur la classe et parfois sur la race. Ce phénomène met à jour les stratégies d'évitement des classes blanches (SLATER, CURRAN, LEES, 2004) et l'intention, portée par l'action publique, de réinventer le quartier à leur image pour transformer l'expérience du quotidien. L'entre-soi des Blancs aisés à Woodstock, essentiellement situé dans deux enceintes – l'espace domestique et les lieux de sociabilité fermés et exclusifs (restaurants, bars) – trouve ses racines dans la quête d'une mise à distance des classes populaires, qui ne peuvent pas, du fait de leur faible capital social,

économique et culturel, avoir accès à ces espaces restrictifs. Plus que de consacrer des pratiques sociales et spatiales exclusives, la gentrification entraîne le déplacement des populations par des moyens qui de prime abord peuvent sembler indésirables : hausse du prix du foncier et donc des loyers, hausse du prix des denrées alimentaires. Ces logiques prétendument indirectes et silencieuses, sur lesquels se fondent les producteurs de normes pour justifier leur impuissance et donc leur inaction, sont pourtant encouragées par l'action municipale. Son expression est indissociable des politiques publiques qui l'accompagnent et même la pilotent (SMITH, 2002; VAN CRIEKENGEN, 2013). Ainsi, la gentrification n'est pas un effet indésirable, mais une stratégie urbaine¹¹⁰ de « montée en gamme » (ROUSSEAU, 2008) qui met en lumière l'ordonnancement spatial des questions raciale et sociale par la puissance publique.

Contrairement à la pièce qui se joue dans les quartiers menacés d'expulsion collective, le décordu quartier gentrifié évolue et les acteurs sont peu à peu substitués, mais le rideau ne tombe pas, les tableaux se succèdent. De plus, alors que les habitants affectés par un phénomène de déplacement collectif peuvent capitaliser sur le partage d'expériences communes vécues comme injustes pour entrer dans l'action collective (ERDI LELANDAIS, 2016), les résidents des quartiers gentrifiés ne sont pas menacés au même endroit, en même temps et par les mêmes acteurs. Woodstock est un quartier plus dense démographiquement, sa superficie est plus vaste que celle de la Vila Autódromo et si à Woodstock les propriétaires personnifient l'expulsion, d'autres acteurs qui participent à la dynamique gentrificatrice, tels que les promoteurs et développeurs immobiliers sont complexes à identifier¹¹¹. Dans le cas de la Vila Autódromo, l'expulsion généralisée portée sur l'ensemble du territoire et coordonnée par l'action publique facilite le déploiement de ressources organisationnelles nécessaires à l'action collective.

Par conséquent, la jonction d'habitants subissant le même sort est ardue à réaliser. Ceux affectés par la hausse des loyers portent le fardeau de leur propre situation économique et se rendent responsables de leur situation. Plusieurs enquêtés soulignent les sentiments de honte, crainte et culpabilité ressenties par leur impossibilité de s'acquitter du loyer et de la solitude dans laquelle ils vivent chaque menace d'expulsion. Lors des Advice Assembly, réunions organisées par Reclaim The City chaque mardi à l'ancien hôpital de Woodstock, ils sont nombreux à se lever pour exposer à tour de rôle, les intimidations et le chantage que leur font subir leurs

¹¹⁰ Cette stratégie dépasse le simple cadre national et comme rappelé dans le premier chapitre, elle entre dans des logiques de mise en compétitivité et d'attractivité des villes globales.

¹¹¹ Cette même difficulté à identifier les acteurs de la gentrification constitue également une entrave à la recherche scientifique portant sur les causes et les rôles des différents agents qui participent à ce phénomène (SLATER, CURRAN, LEES, 2004).

propriétaires. Insultes, menaces, expulsions illégales, chantage, destruction de matériel, la liste des méfaits commis par des propriétaires peu scrupuleux est longue. Les habitants se sentent dépossédés¹¹² et décrivent leur impuissance et leur soumission à des propriétaires omnipotents. Avant certaines de leurs interventions en public, ils remercient Reclaim The City de leur donner la possibilité à la fois de s'exprimer et de prendre connaissance de leurs droits juridiques. La vivacité et l'élan avec lesquels ils s'expriment témoignent du soulagement qu'ils ressentent en extériorisant leur souffrance et en prenant conscience que celle-ci est partagée. Nombreux sont ceux qui n'en sont pas à leur première expulsion. Ces évictions consécutives les ont transformés en nomades urbains: ils voguent d'espace en espace, à la recherche d'une chambre disponible et au prix accessible pour loger leur famille tout en ayant conscience qu'une fois emménagés, leur installation sera temporaire et conditionnée à la prochaine hausse de loyer. Une habitante m'indique avoir eu du mal à déballer ses affaires, craignant d'être de nouveau expulsée. Les cartons qui jonchent le sol de sa chambre sont révélateurs de l'angoisse d'une expulsion sommaire.

C'est la responsabilisation du pauvre, doublée d'une individualisation de l'éviction par les propriétaires épaulés dans leur démarche par les pouvoirs publics ainsi que l'accès limité des classes populaires aux institutions (PIVEN, CLOWARD, 1979) qui a entravé pendant de longues années la mise en place d'une action collective. La densité des liens de voisinage dans les quartiers défavorisés n'entraîne pas systématiquement l'action collective, celle-ci étant souvent rendue impossible par le manque de ressources financières et un accès limité aux producteurs de normes (WILSON, 2006). Une fois les menace d'expulsions tombées, les obstacles et difficultés à la formation et à l'organisation d'habitants ainsi qu'à la prise de parole publique sont aggravés avec l'éloignement à la périphérie d'une partie des classes populaires affectées.

Enfin la gentrification sud-africaine, contrairement aux gentrifications nord-américaines ou européennes, demeure un objet épistémologique peu développé dans les sciences sociales. La mise en visibilité tardive des espaces de gentrification en Afrique du Sud s'explique par deux motifs. Après l'apartheid, géographes et sociologues centrent leur attention sur le déclin des centres-villes sud-africains, phénomène unique au monde, intensément documenté et dont le cas de Johannesburg est le plus emblématique. Parallèlement, les impératifs de recherche dictés par les organismes publics ou les ONG se tournent vers les espaces de relégation tels que

¹¹² Dans *Asiles* (2013, p. 61), Goffman souligne que le sentiment de dépossession est d'autant plus intense que « l'on investit dans les effets personnels l'image que l'on se fait de soi-même ».

les townships dans le but d'identifier les problèmes sociaux et d'améliorer les conditions de vie des pauvres urbains (VISSER, KOTZE, 2008). Par conséquent, les institutions publiques de recherche tout comme les ONG détournent leur regard des processus de gentrification majoritairement localisés à proximité des centres-villes. Or, la mobilisation d'acteurs externes peut être cruciale pour faire émerger l'action collective dans des quartiers défavorisés. James, leader de Reclaim The City et dirigeant de l'ONG Ndifuna Ukwazi, initialement mobilisé dans le township de Kayelitsha fait part du déplacement de regard opéré par son ONG:

And we realized “but if we put all our energy into the periphery, we will never transform the power that replicates the inequality in our city!” That forces people to live in the periphery. So we will never begin to antagonize where power resides in the city and its spatialized resides here in well-located area. So we made a conscious decision that instead of focusing on the periphery we will change our attention to the center and that we would try to antagonize and disrupt their land that has much more value as a tool to shift the system a little bit. Just tinker a little bit as a whole. And we went and we said... We didn't know anything about tactics or where we would focus.

Comme James l'observe dans ses propos, l'emphasis mise sur la périphérie par les organismes étatiques ou les ONG reproduit les mécanismes de relégation des classes populaires. Les politiques publiques et les interventions ponctuelles des ONG se cantonnent au domaine de l'assistance aux pauvres¹¹³ essentiellement situés dans les townships. Comme d'autres politiques publiques sociales¹¹⁴, elles permettent de rendre supportables les conditions de vie des pauvres urbains (LAUTIER, 2013) dans ces espaces, mais constituent aussi, parfois involontairement, un moyen de les contenir à la périphérie de la ville. Élaborées pour colmater la misère sociale plus que pour l'éradiquer, ces politiques publiques constituent des outils palliatifs qui préviennent toute remise en question profonde du modèle ségrégué centre-périphérie dessiné par le régime d'apartheid. Ainsi, le décentrement du regard aussi bien par les mouvements sociaux, essentiellement localisés à la périphérie, que par la recherche académique s'impose comme moyen de repolitisation de l'action publique dans des espaces sous-investis. Les mouvements sociaux peuvent en retour se saisir des grilles de lecture des sociologues et géographes portant sur la gentrification et procéder à une simplification conceptuelle, de façon à ce que les populations affectées soient en mesure de s'en saisir. Comme Clerval l'a démontré dans son enquête sur les formes de résistance à la gentrification à Paris (CLERVAL, 2016) ou Desmond sur les expulsions locatives à Milwaukee (DESMOND, 2019), la mobilisation des

¹¹³ Cette injonction à assister les catégories les plus pauvres par des politiques publiques ciblées est dictée par les organismes internationaux tels que la Banque mondiale qui développent de nombreux programmes sociaux d'assistance aux plus démunis dans les pays du sud.

¹¹⁴ Précisons que ces politiques sociales, à l'instar d'autres programmes, sont loin d'être uniquement publiques, car elles sont souvent déléguées à des organismes privés en charge de leur opérationnalisation.

classes populaires demeure un phénomène marginal et ce sont souvent les classes moyennes et les propriétaires qui se rassemblent pour se saisir des questions urbaines.

Après avoir étudié l'histoire particulière des quartiers de Woodstock et Vila Autódromo ainsi que les mutations urbaines récentes qui s'y inscrivent, il convient d'examiner la façon dont les habitants s'identifient à ces espaces et se les représentent. Pour une partie d'entre eux, les changements récents conduisent à un bouleversement des pratiques sociales locales et accentuent l'attachement aux liens de voisinage et à l'environnement proche.

2. L'habitant situé : le quartier et le foyer comme espaces d'attachement et de stabilité

Après avoir réalisé une topographie des espaces dans lesquels s'inscrivent les actions collectives et ceux vers lesquels les habitants refusent d'être déplacés, je propose d'examiner l'expérience journalière de ces cadres sur les trajectoires individuelles et collectives des enquêtés. L'objectif est de dresser le portrait des résidents expulsés de Woodstock et Vila Autódromo en restituant leurs attachements, conduites, et pratiques inscrites dans leur environnement proche. Ces expériences sont au cœur de la question de l'engagement au sein des structures collectives de quartier. D'abord parce que les habitants répondent spontanément à la question de l'engagement par le lien qui les unit à l'espace et aux hommes qui l'occupent. Ensuite parce que les interactions de voisinage précèdent les interactions militantes auxquelles elles se superposent. Enfin parce que le voisinage est le lieu de politisation par excellence des catégories populaires et que les mouvements locaux s'efforcent d'ancrer ces mobilisations dans le quartier afin d'y construire « un sens commun » (MELÉ, NEVEU, 2020). L'idée centrale de la réflexion qui constitue cette seconde partie est que l'attachement au quartier et au voisinage, entendu comme support de sociabilités locales, conditionne en partie l'engagement dans les structures locales.

L'exploration de l'attachement spatial comme mobile et motif de l'action collective est récente dans la sociologie des mouvements sociaux. Si le sous-champ des émotions (JASPER, 2018; TRAÏNI, 2009a, 2010) a connu un regain d'intérêt académique ces quinze dernières années, le lien émotionnel qui unit l'individu à l'espace a été sous-investi dans les logiques d'engagement. Manzo et Perkins (2006), dans leurs travaux de géographie et psychologie sociale, énoncent la nécessité de mieux prendre en compte ce lien qui unit les personnes aux espaces ou au voisinage et avancent la connexion entre l'attachement à l'espace et la participation aux débats locaux. Les numéros récents de publications académiques issus de

revues scientifiques au carrefour de la géographie et de la science politique, tels que *Espaces Politiques* (2020) et *Carnets de géographes* (2019) – tous deux centrés sur le lien entre espace et mobilisation – ou de l'ouvrage *Politisisation du proche* (DECHEZELLES, OLIVE, BUU-SAO, 2019) témoignent d'un engouement heuristique renouvelé sur la place attribuée à l'espace par les collectifs militants et leurs participants. Plusieurs chercheurs britanniques (HOGGART, 1981; YOUNG, WILMOTT, 2011) ont mis en exergue la relation émotionnelle des habitants à l'espace, d'autant plus manifeste lorsque l'ancrage de ces derniers est menacé. Déjà en 1925, Park (2010, p. 88) met en évidence la construction émotionnelle et interactionnelle du voisinage :

Au fil des années, chaque secteur, chaque quartier de la ville acquiert quelque chose du caractère et des qualités de ses habitants. Chaque partie de la ville prend inévitablement la couleur que lui impriment les sentiments particuliers de sa population, de sorte que ce qui n'était qu'une simple expression géographique se transforme en un voisinage, c'est-à-dire une localité avec sa sensibilité, ses traditions, son histoire propres.

Les sociologues éclairent alors la place centrale du voisinage dans la structure sociale et politique de la ville. A priori, les unités de voisinage sont des entités sociales peu structurées, imposées et déterminées par l'agglomération d'individus appartenant à une même catégorie sociale. Pourtant, le voisinage constitue un tissu social plus animé et organique qu'il n'y paraît. Aussi spontané et informel soit-il, le voisinage n'en est pas moins « cohérent » (JOHNSON, 1925) et organisé. Cette notion de voisinage ne peut être détachée des sensibilités et représentations affectives des habitants qui composent le quartier. Souvent oublié par les politistes, le voisinage constitue pourtant « l'unité locale la plus petite » de l'organisation sociale et politique de la ville. Le voisinage et le quartier participent à la définition que les individus se font d'eux-mêmes et de leur place dans la cité. Penser l'engagement au cœur du voisinage, c'est penser le rapport des individus à l'altérité dans un cadre familial situé et les efforts qu'ils investissent pour l'améliorer et le préserver.

D'emblée, trois notions analytiques semblent essentielles à distinguer : l'attachement, le sentiment d'appartenance et l'enracinement. L'attachement est un lien émotionnel entre l'individu et l'espace de vie. Le sentiment d'appartenance, loin d'être une catégorie sociale « figée dans le temps (...) et relevant d'une catégorie savante instituée par les chercheurs »¹¹⁵ (CARO, 2020) est un marqueur d'identité individuelle et collective. Activé dans des circonstances particulières, il s'inscrit au sein d'une pluralité d'appartenances concurrentes

¹¹⁵ Si cette notion est aussi décriée que celle « d'identité » c'est sans doute parce qu'elle renvoie aux mêmes débats sensibles portant sur la question de l'identité en France, malmenée par le discours médiatique.

(professionnelle, sexuelle, ethnique etc.). Enfin, l'enracinement est conçu comme le rapport affectif de l'individu à l'espace, ce dernier étant entendu comme support des sphères individuelles.

2.1 L'attachement socio-spatial et les sentiments d'appartenance comme leviers d'engagement collectif

2.1.1 Une ethnographie du déracinement à Woodstock

Le rapport affectif des individus au quartier et la façon dont le mouvement Reclaim The City le mobilise pour stimuler un sentiment d'appartenance et de solidarité sont apparus comme étant particulièrement saillants lors de mon premier jour d'enquête à Woodstock. Au regard des théories portant sur l'influence des émotions suscitées par l'espace dans l'action collective, le récit ethnographique suivant s'attache à mettre au jour le lien qui unit les habitants au quartier.

James, militant au sein de l'ONG Ndifuna Ukwazi auprès duquel j'ai pris contact pour accéder au terrain m'a informée de l'organisation de l'Heritage Day Memory Walk, marche organisée par Reclaim The City le 24 septembre à dix heures du matin. Je me dirige à pied vers le Lower Woodstock. Quelques maisons victoriennes, pimpantes, rénovées et de couleurs pastel s'alignent sur le côté gauche de la chaussée. Je m'enfonce dans la rue et le décor change. La partie basse du quartier contraste à la fois avec les maisonnettes colorées et avec la partie supérieure de Woodstock. La chaussée est peu soignée, des débris jonchent le sol. Les maisons sont aussi de style victorien, mais contrairement à celles rénovées de l'Upper Woodstock, elles ne sont pas clôturées par des dispositifs de sécurité et leurs façades sont délabrées (Voir Figure 9). Les enfants jouent dans la rue. Pieds nus, ils frappent dans un ballon de football dégonflé. Ils côtoient des sans-abris, qui boivent de bon matin dans des bouteilles de bière en verre. Le quartier est plus animé et bruyant que l'Upper Woodstock, silencieux et vidé de ses habitants. Des ouvriers se pressent vers un immeuble en construction. D'après la perspective sur le panneau du promoteur immobilier, ce bâtiment se composera prochainement d'appartements modernes. J'aperçois au loin, au bout de la rue, entre Gympie Street et Albert Road, un regroupement aux couleurs rouges duquel je me rapproche.

Plusieurs dizaines de personnes, métisses pour la plupart, portent un t-shirt rouge sur lequel est inscrit « Reclaim The City, land for people, not for profit ». Les personnes affiliées au service d'ordre sont vêtues d'un gilet jaune. De nombreux enfants sont présents, ils portent

également le t-shirt rouge et certains d'entre eux brandissent des pancartes en carton sur lesquelles on peut lire: « Our history is in Woodstock », « I love Woodstock », ou : « I used to live here » . L'ambiance est chaleureuse, c'est une belle journée de printemps. Il semble qu'il manque encore certaines personnes. Nous les attendons, je me tiens à l'écart. Nous sommes trois jeunes étudiants blancs dans la manifestation. Je parle peu et me contente d'observer. Peu de personnes s'adressent à moi. Une femme sort d'une maison détériorée d'Albert Road et traverse la route pour se rendre jusqu'à l'attroupement, les gens la saluent chaleureusement. J'apprendrai peu de temps après qu'il s'agit d'une leader du mouvement prénommée Soraya.

Après quinze minutes d'attente, un taxi collectif s'arrête, les passagers vêtus du t-shirt rouge Reclaim The City descendent. Le taxi reste, il suit le parcours de la marche et transporte les enfants.

La marche commence, nous nous dirigeons vers Victoria Road puis nous arrêtons à la jonction de Victoria Road et Cornwall Street devant les travaux où se pressent les ouvriers. Johanna, autre leader du mouvement prend la parole:

Welcome Reclaim the city, this walk is about remembering the people who lived here and remembering that we still live in Woodstock. Today we are going where our members lived. We are here to show that we are part of Woodstock community. The new developers with their buildings are erasing these stories. We are going to do this walk every year !

Les gens clament le slogan du mouvement : « Viva Reclaim The City, Viva » et lèvent le poing. Cette marche est symbolique à plusieurs égards, plus qu'un simple déplacement d'un point à l'autre du quartier, il s'agit d'une commémoration de l'espace vécu¹¹⁶ (FRÉMONT, 1999). La date du 24 septembre est celle de l'Heritage Day, jour férié en Afrique du Sud qui célèbre la diversité des cultures du pays. À travers l'organisation de cet Heritage Day Memory Walk, les membres de Reclaim The City transforment ce jour de célébration nationale en commémoration locale, conçue pour donner la parole aux expulsés, célébrer les instants vécus dans le quartier et affirmer leur permanence.

Johanna se retire et laisse la parole à une famille. Après quelques minutes de confusion à la recherche de ses membres, cinq femmes se retrouvent. La plus âgée d'entre elles prend la parole:

¹¹⁶ Selon Frémont, l'espace vécu découle des processus de représentations et des relations à l'espace, il le définit comme: « l'espace vu des hommes, non seulement dans leurs déplacements qui constituent l'armature de leurs espaces de vie, mais aussi par toutes les valeurs qu'ils attribuent à ces espaces en tant qu'hommes. » (FRÉMONT, 1999, p. 102).

I lived here for 34 years, I had my children here, and I started a family here. I was happy. It wasn't as violent as people think. It was a very nice place to raise a family. At first they cut off the electricity, then they cut off the water, we couldn't stay because the rent was too expensive so we had to leave and they finally kicked us out. And now this is what they are building, a huge and newbuilding that we don't fit in. I lived in District Six, I'm living District Six again.

Pendant qu'elle parle et s'émeut, ses filles et petites filles resserrent leur étreinte. Je comprends ses paroles grâce à la traduction de Marushka, de l'afrikaans vers l'anglais. Nous rebroussons Gympie Street pour rejoindre Albert Road. George, ouvrier d'une cinquantaine d'années, me demande si je connais Gympie Street, je réponds que non, il s'étonne et me répond:

You couldn't go down this street before, because there were gangsters, but we knew them, so they didn't do anything to us, it's very different today with the gangsters, with the shooting and killings. But it's a street that has always been famous because it was the most violent street in Cape Town, and maybe even in South Africa.

À un croisement, George me glisse à l'oreille « avant on passait par là pour aller à la mer, maintenant nous n'y avons plus accès, mais quand j'étais jeune, on y allait souvent, et c'était magnifique ». George a vécu toute sa vie à Woodstock, il ne l'a jamais quitté et selon ses dires, ne le quittera jamais. Ouvrier dans le quartier, il travaille dans une usine de fabrication de tuyaux qui exporte maintenant vers les États-Unis, précise-t-il fièrement. Il est père d'une petite fille qu'il porte sur ses épaules et d'un petit garçon affublé d'une pancarte « *Gentrification stole my house* », son neveu qui les accompagne porte également une pancarte en carton, sur laquelle est dessinée une maison aux couleurs vives.

Les leaders de Reclaim The City réclament le silence, George se tait. Nous nous arrêtons pour écouter l'histoire de Soraya. Elle raconte avoir longuement vécu dans une maison proche de cette rue avant d'y être expulsée puis d'avoir occupé le logement désormais vide et délabré devant lequel nous nous tenons et où après quelques mois elle se trouve de nouveau menacée d'expulsion. Nous poursuivons notre chemin sur Albert Road et passons devant les vitrines des magasins branchés et des cafés colorés qui jalonnent le chemin, comme Dando, café aux couleurs pimpantes. Soraya ironise : « Ici, c'était l'épicerie portugaise où on allait faire nos petites courses, il a laissé la place à ce café qui propose des cafés pas chers: 25 rands¹¹⁷ ! ». Nous passons ensuite devant une ancienne école catholique, reconvertie en boutique d'antiquaire et devant laquelle se situe une statue de la vierge Marie, vestige de l'ancienne école confessionnelle. Marushka à côté de laquelle je marche s'adresse à moi en parlant de la vierge:

¹¹⁷ Environ 1,70 euros.

« c'est la seule qui a réussi à résister aux évictions » puis elle rit. L'atmosphère est légère. Nous arrivons devant une église catholique. Soraya nous dit être attachée à cette église dans laquelle elle a été baptisée. Nous nous arrêtons ensuite devant un bâtiment rose flambant neuf, situé à proximité de nouveaux édifices qui abritent désormais un bar à bières au style branché et industriel, le « Woodstock Brewery ». Une femme exprime sa peine de revenir sur ces lieux. Une vieille femme à ses côtés fond en sanglots en écoutant ses paroles tandis qu'une des leaders du mouvement pose la main sur son épaule.

Cette journée vise à éveiller individuellement des bribes de souvenirs émanant du quartier et à raviver collectivement la mémoire « nostalgique ». Cet adjectif étant compris dans son sens étymologique : *nostos* et *algique* du grec ancien signifiant respectivement retour et souffrance. Cette nostalgie entendue comme un rapport affectif « au temps et à l'espace » (COLIN, GERVAIS-LAMBONY, 2019; GERVAIS-LAMBONY, 2012), formé par les représentations et l'imaginaire, sous-tend également le désir d'un retour au passé. Le passé évanoui resurgit à la vue des mutations du quartier. Les discours des habitants témoignent de la fin d'un « âge d'or » précipité par le déracinement du quartier. Les lieux de sociabilité disparus suscitent une douce mélancolie tandis que la destruction de la maison éveille de douloureux souvenirs. Comme pour la première enquêtée, dans certains cas, ces souvenirs accablants résonnent avec l'expérience traumatique de l'expulsion collective de District Six. Maurice Helbowchs dans *Mémoire collective* (1997, p. 88) fait part de l'émotion ressentie par l'habitant chassé de son lieu de vie et pour qui « ces vieux murs, ces maisons décrépies, ces passages obscurs et ces impasses faisaient partie de son petit univers, et dont bien des souvenirs se rattachent à ces images maintenant à jamais effacées, sent que toute une partie de lui-même est morte avec ces choses, et regrettent qu'elles n'aient pas duré au moins aussi longtemps qu'il lui reste à vivre ».

Il décrit l'expérience de l'habitant qui a perdu son logement comme l'effondrement d'un univers personnel et une rupture identitaire. Cette mort de soi-même, revient à plusieurs reprises dans les entretiens individuels. Lors de conversations informelles ou dans les entretiens, les habitants vont jusqu'à interpréter la mort de voisins ou d'êtres chers comme une réaction physiologique extrême au déracinement. Pour Sam¹¹⁸, travailleur au port âgé de cinquante-quatre ans et « *born and bred* » à Woodstock, comme il se plaît à le rappeler, les évictions d'un quartier qu'il assimile à sa famille, sont synonymes de mort:

If I must move to another place now, I will die. Serious. I will die out there, like my

¹¹⁸ Entretien réalisé le 18 novembre 2015, au domicile de Sam (Occupation Cissie Gool House).

parents died, I will also die. Because there is nothing for me out there. My parents, when they left there, they told us for the last time: “when we leave here, you will never see us again”. And they just passed away like that. They just woke up in the morning, they were dead. It destroyed them, because the memories, you know, it is too much, because if you are at that age, it gets to you. You know? How long is it going to take them, 50, 60 years for them to get to know the people that is staying around with, who can they trust? That’s why I say, Woodstock was a close-knit family. We know who was who. You understand?

À la Vila Autódromo, cette même croyance se retrouve dans les conversations informelles, avec Sandra et Ana par exemple, qui lors d’une rencontre en avril 2018, échangent les nouvelles nécrologiques et énumèrent les décès pendant et après les évictions, estimant que « beaucoup de personnes sont définitivement parties avec la Vila Autódromo ».

En contrepoint des conversations privées, légères, teintées de joie, de souvenirs et de rires, les prises de paroles publiques qui prolongent l’évocation des souvenirs sont marquées par le désespoir et la colère. Lorsque Susanna, leader du mouvement, intervient après un moment d’émotion durant lequel une habitante se remémore les pièces de son logement, elle transforme la douleur en griefs politiques, accusant la responsabilité des pouvoirs publics dans l’expulsion à la périphérie des catégories pauvres:

We are here to say that we exist. Gentrification is just a modern word to say Group Areas Act. It is always the Group Areas Act and we need to stop that now. How can the city and the government sell public lands to the private developers? Public lands should remain public. I lived in two houses in that street, and I feel that it is my right and that it is OUR right to live in Woodstock.

Un autre leader ponctue son discours par un vif « Amandla », auquel les participants répondent « Ngawethu ! »¹¹⁹ en levant le poing. La répétition de ce cri de ralliement, popularisé par les militants de l’ANC pendant l’apartheid, rompt la tristesse du moment commémoratif pour donner de l’élan au mouvement et susciter la ferveur des participants.

La présence massive des anciens habitants de Woodstock dans le Lower Woodstock marque leur retour fracassant et en nombre dans le quartier. Par leur occupation des rues, ils montrent qu’ils « existent » comme le soutient Susanna. Même si leur occupation de l’espace est temporaire, cette présence, amplifiée par le code vestimentaire rouge les rendant visibles, les slogans et les chants les rendant audibles, constitue une réappropriation (RIPOLL, 2005) du Lower Woodstock. Dépossédés de leur logement, ils sont obligés de s’approprier la rue vers laquelle ils ont été repoussés. S’ils peinent parfois à reconnaître leur ancien quartier, c’est parce qu’ils ont affaire à un espace mouvant, flexible et transformé en simple décor, dans lequel ils sont passés d’acteurs à spectateurs. Certains d’entre eux disent ne plus se déplacer dans cette

¹¹⁹ Dans les langues Nguni (Xhosa et Zulu) Amandla, signifie « le pouvoir », ce à quoi les participants répondent, « Ngawethu », « à nous ».

partiebasse du quartier, assimilée au douloureux moment de l'éviction. Ils s'étonnent alors de la prolifération de négoce récemment ouverts. Parfois désorientés face aux modifications du bâti, mais parfaitement à l'aise dans leurs déplacements, ils se remémorent les bons moments passés dans les petites échoppes et les bistrots disparus, figeant ces espaces dans l'imagination et la parole. Ils partagent les souvenirs des divers lieux qui composaient le Lower Woodstock et se rassurent de leur capacité à les conserver dans un coin de leur mémoire. Les rues et le nom qu'elles portent subsistent, mais ses habitants y ont perdu leurs habitudes, bouleversées par leur emménagement dans l'ancien hôpital de Woodstock¹²⁰ située dans la partie haute du quartier et la fermeture des lieux de sociabilité qu'ils fréquentaient. Ils ne tarissent pas d'éloges sur leur ancien lieu de vie, largement idéalisé dans les discours. Ils valorisent les conditions de vie du quartier, l'épanouissement de la structure familiale malgré la précarité et l'intense sociabilité de voisinage. Revient souvent dans les récits la figure fantasmée du gangster gentleman et honorable, opposée à celle du gangster crapuleux et sans vergogne d'aujourd'hui.

Nous poursuivons le parcours vers des lieux plus industriels puis pénétrons dans une rue parallèle à Albert Road. Je me rends compte que cette partie du quartier, plus populaire, semble temporairement et partiellement épargnée par les évictions. Un véhicule de police passe et ralentit, mais ne s'arrête pas (voir Figure 9). Un mécanicien répare une voiture, les membres de Reclaim The City le saluent chaleureusement. Les saluts amicaux et appuyés adressés à ceux qui restent, en plus de simples gestes de politesse, sont aussi une façon d'affirmer leur respect à ceux qui se maintiennent et à montrer aux autres et à eux mêmes qu'en dépit de leur départ et des transformations urbaines en cours, des restes de sociabilité subsistent et les rattache à leur vie d'antan.

Figure 9. Habitat du Lower Woodstock

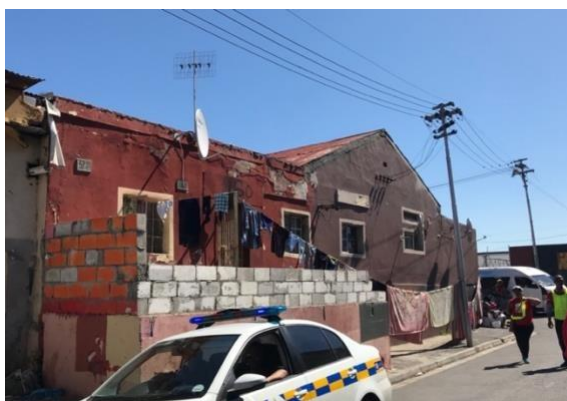


Figure 10. Photographie de groupe



¹²⁰ Les habitants expulsés, réunis au sein du mouvement Reclaim The City, occupent l'ancien hôpital de Woodstock. Dans le troisième chapitre je reviendrai sur les conditions d'accès à cette occupation et les règles de vie qui la régissent.

En face des maisons basses et détériorées se situe un building moderne noir et luxueux avec de grandes baies vitrées. Des habitants jeunes, blancs et bien habillés sont sur le balcon ou à la fenêtre et scrutent la manifestation qui se déroule sous leurs yeux. Les femmes avec qui je me trouve, Marushka et Jackie me disent qu'elles se prendraient bien un appartement par ici. Ces boutades sur leur position sociale et leur expulsion sont autant de marques de mépris à l'égard des gentrificateurs que de manières de dédramatiser leur situation. Elles s'esclaffent puis me parlent ensuite « d'étables ». Je perds le fil de la conversation et ne comprends pas de quoi elles me parlent en se référant à ces « étables ». À quelques mètres des appartements de luxe, derrière une cloison en bois sommaire, j'aperçois des étables pour chevaux. Une vingtaine d'anciens box pour chevaux sont alignés et occupés par des résidents. Je suis interloquée par le contraste entre les appartements luxueux et ces anciennes étables. Un membre de Reclaim The City m'explique que certains d'entre eux ont refusé d'être déplacés à Blikkiesdorp et qu'ils sont toujours sous le coup d'une expulsion. J'aperçois à l'intérieur d'un box de nombreuses affaires entassées. Une femme accompagnée d'un enfant pieds nus et dévêtu capte de l'eau à la fontaine située à l'extérieur. C'est l'unique point d'eau. Le visage crasseux et fatigué d'un homme surgit au-dessus de la porte d'un box, attiré par l'attroupement de curieux à l'entrée des étables. Une partie de Reclaim the City rentre à l'intérieur des étables, mais une autre ne souhaite pas y pénétrer, par crainte ou par pudeur. Marushka me préconise de dissimuler mon téléphone et de rester sur mes gardes.

Cet épisode traduit la façon dont les habitants se positionnent socialement face à d'autres espaces interstitiels de la ville, marqués par une extrême pauvreté. L'approche méfiante des étables et l'agitation qui s'en suit, suscitée à la fois par la crainte et le voyeurisme, témoignent de la répulsion que ce lieu génère.

Nous poursuivons brièvement la marche et faisons une halte à l'église située sur notre chemin. Les manifestants rentrent dans l'église. Ils s'installent sur l'estrade et fredonnent des chants liés au mouvement. Nous en profitons pour prendre quelques photographies de groupe (voir Figure 10). Les enfants se positionnent à l'avant, les plus grands à l'arrière. Une fois sortis de l'église, nous arrivons à un coin de rue et nous arrêtons pour écouter une nouvelle histoire, mais les participants, agités, sont moins attentifs. On les réprimande et les rappelle à l'ordre. Il y a beaucoup de bruits, peu d'attention, la marche fatigue adultes et enfants. Pendant le parcours, plusieurs voix s'élèvent pour commenter les changements urbains récents: « oh regarde une nouvelle pizzeria, ici avant il y avait la poste, avant on avait l'habitude de venir

boire un verre ». Tandis que je découvre le quartier, les habitants le redécouvrent, au travers de cette promenade nostalgique. Une fois la balade terminée, ils organisent un *braai*¹²¹ dans la cour de l'ancien hôpital de Woodstock.

Ce recours à la nostalgie collective ne relève pas d'une logique purement utilitariste, mais certains aspects apparaissent comme instrumentaux: ceux d'éveiller un sentiment d'appartenance partagé, de susciter l'engagement et d'alimenter la ferveur collective dans le mouvement en réinvestissant cet espace.

La démarche de Reclaim The City, qui s'appuie sur le partage d'expériences vécues aspire en effet à agréger et consolider les sentiments d'affection et d'appartenance au quartier. Les pratiques sociales et spatiales ainsi que les expériences contées sont communes à tous les habitants qui s'identifient et se reconnaissent dans les propos de chacun. Comme l'observe Portelli (2014) dans son enquête sur le quartier populaire de Buon Pastor à Barcelone, la mémoire collective autour d'un espace vécu peut constituer le ferment d'un sentiment de solidarité menant à l'action collective. Pour Asher, la conscience d'un intérêt commun ne se situe pas tant dans la proximité spatiale, mais plutôt dans la proximité sociale (ASCHER, 2001; BOURDIEU, 2007). Ce type d'événements cristallise ces deux paramètres puisque c'est la prise de conscience de la proximité spatiale comme intérêt commun qui génère les interactions sociales militantes. Cette mise en scène d'une appartenance commune au quartier suscite de fortes émotions, permet de souder le groupe et prédispose les habitants à s'engager (TRAÏNI, 2009a, 2010) autour d'une cause commune. Elle définit également les contours et frontières du groupe en le distinguant d'autres acteurs tels que les promoteurs immobiliers ou les consommateurs et usagers des lieux gentrifiés.

Ce recours à l'espace comme levier d'engagement est d'autant plus nécessaire que les individus du quartier subissant les expériences d'expulsions ne sont pas socialisés politiquement, pour la plupart. Selon Spera (2020, p. 8) qui étudie l'engagement de militants internationaux à Exarcheia, quartier alternatif à Athènes « l'enracinement n'est pas une condition nécessaire à l'engagement ». Elle observe que les individus rejoignent ce quartier par attrait d'un mode de vie associé à la contre-culture et pour mettre en pratique leur mode de pensée politique. L'enracinement y est alors un facteur secondaire de l'engagement. Néanmoins, au sein des groupes étudiés ici, l'enracinement constitue le vecteur principal de l'engagement puisque les habitants ne sont guère réceptifs à une culture politique de gauche et contestataire. Ce paramètre

¹²¹ Signifiant « viande grillée » en afrikaans, ce barbecue est une coutume sociale sud-africaine.

amène les leaders des mouvements à insister sur les rapports de proximité qu'entretiennent les résidents à l'espace. Stimuler l'attachement au quartier est donc une opération cruciale pour eux puisqu'elle conditionne l'engagement. La prise de conscience d'une appartenance commune au quartier et le passage d'une expérience d'exclusion vécue comme individuelle à un phénomène d'expulsion collectif est facilitée par les entrepreneurs de mobilisation. Ces derniers ont bien compris que la relation affective au quartier stimule le sentiment d'appartenance et contribue à donner un sens commun au groupe. Le rapport à l'espace est donc conçu comme clé de voûte de l'engagement individuel.

Enfin, ce sentiment d'appartenance au quartier est corrélé au sentiment d'appartenance à l'identité métisse, déjà fondé à partir d'injustices spatiales. Comme l'exposent Salo (2018) et Beyers (2009), l'expérience traumatique des expulsions collectives de 1965 et le confinement spatial dans les townships qui leur sont dédiés sont au fondement du sentiment d'appartenance à l'identité métisse. Avant les expulsions collectives, « Métis » est une catégorie normative dans laquelle les individus ne se reconnaissaient guère. C'est à travers le récit des expulsions et le partage de cette mémoire commune traumatique dans les townships que les Métis commencent à revendiquer leur appartenance à ce groupe au début des années 1970. Il s'agit donc, en mobilisant notamment les injustices vécues sous l'apartheid comme grille de lecture de la gentrification, comme le fait Susanna, ou en comparant leur expérience à celle vécue à District Six, de raviver le sentiment d'appartenance au quartier et de l'associer à l'identité métisse, née de l'oppression vécue sous l'apartheid.

2.1.2 La Vila Autódromo: attachement écologique et vicinal

À la Vila Autódromo, les relations entre habitants sont d'autant plus étroites qu'ils vivent tous sur un territoire peu peuplé et dont la superficie est bien inférieure à celle de Woodstock. On retrouve ici le même phénomène d'attachement à l'espace et aux liens constitués sur place. Au cours des entretiens, les habitants rappellent, non sans émoi, la solidarité et l'entraide, tissées à partir de l'ancrage local. Ces valeurs se manifestent par des pratiques de troc, de transports partagés, de garde d'enfants ou de cagnottes de Noël pour les plus défavorisés. Lors des entretiens, Ana, chargée du catéchisme et du théâtre et Pedro, qui encadre les activités sportives du quartier, m'exposent les photos des nombreuses activités réalisées, notamment avec les enfants et les adolescents. Comme dans le cas de Woodstock, les habitants

soulignent leur inadaptation à d'autres espaces de la ville et trouvent dans leur environnement matériel et les interactions de voisinage les conditions de leur félicité individuelles et familiales. De nombreux souvenirs sur le quartier abondent lors des entretiens:

Maria : Ici, tout a été fait avec beaucoup de communion. La boulangerie était dans ma rue, les gens avaient une bonne relation avec les travailleurs et les patrons qui étaient aussi nos voisins, ceux du supermarché aussi et du bar. Ils avaient un petit bar qui était en fait le jardin de leur maison. Tout a été organisé avec beaucoup d'interactions sociales, les enfants jouaient dans la rue, mes fils ont été élevés en jouant dans la rue sans que ce soit un problème. Ils ont eu une belle adolescence ici avec d'autres ados qui se connaissent depuis presque toujours. La vie était agréable et belle ici. Moi j'aimais bien parce que j'aime la nature, dans la ville tu n'as pas ça, alors qu'ici dans cet espace j'avais ce côté rustique et fermier tout en étant à Rio de Janeiro, une métropole ! Tu comprends ?

La toponymie du quartier, élaborée par les habitants, s'organise selon la localisation des diverses activités; du bar, à la boulangerie en passant par le supermarché. Les résidents s'approprient l'espace à travers la construction, la rénovation collective du quartier et les pratiques spatiales quotidiennes (AUYERO, 2005). Certaines rues portent d'abord le nom d'habitants qui s'approprient l'espace, comme le raconte Larissa¹²² à Ana et moi, au travers d'une anecdote cocasse, sur une des rues du quartier, anciennement nommée « Rua do Bil » :

Larissa : Ma rue et je te raconte pas de bêtises, c'est un ivrogne qui l'a baptisée ! Avant de s'appeler rue Gilles Villeneuve, ma rue s'appelait la Rue du Bil (*Rua do Bil*). Parce que Bil c'était un ivrogne qui restait dans le coin de la rue, qui buvait tout ce qu'il avait sous la main et qui hurlait que la rue était à lui, que c'était le maître de la rue ! Tu te souviens où habitait Patricia avant qu'elle achète le troquet ? Lui il s'asseyait à ce troquet et il buvait tout ce qu'il trouvait ! J'avais honte chaque fois que je devais donner mon adresse et dire « rua do Bil » et puis personne ne savait l'écrire !

Les relations de voisinage relativement pacifiées et l'association locale exercent un contrôle social qui limite les phénomènes de délinquance dans le quartier. La nouvelle école de Chicago a insisté sur les vertus des organisations de voisinage pour réguler les problèmes sociaux. Sampson souligne l'agentivité des habitants dans la résolution des problèmes inhérents à leur espace de vie et conceptualise l'efficacité collective (1997). L'efficacité collective serait possible grâce à deux mécanismes: la cohésion sociale et des attentes communes de contrôle (*shared expectations for control*). L'efficacité collective basée sur les liens de voisinage permettrait de réduire les taux de criminalité et de générer davantage de bien-être dans un espace commun. Le contrôle social constituerait alors la clé de voûte d'interactions pacifiées à l'intérieur du quartier. Cela ne signifie pas que les voisins doivent entretenir des rapports amicaux, mais plutôt des rapports de confiance mutuels. Les pratiques spatiales partagées, et

¹²² Entretien réalisé avec Larissa et Ana, au domicile de Larissa, le trois avril 2018.

les rituels quotidiens tels que les brèves salutations, les observations et les menus services sont autant de phénomènes mineurs (GOFFMAN, 1987) susceptibles de forger des rapports de confiance. Les activités informelles et services rendus sont à la base de la formation d'un sentiment d'appartenance à ce même voisinage, comme on le remarque à la Vila Autódromo. Les habitants soulignent leur sentiment de sécurité et les relations de confiance tissées au fil des années et affirment qu'ils ne parviendront pas à retrouver dans la ville un espace aussi paisible, idéalement localisé et exempt de violence. Le périmètre du quartier, comme dans le cas de Woodstock, constitue un repère et un espace de refuge dans une ville considérée comme violente et hostile pour les gens de leur condition sociale. Tous les enquêtés font part du sentiment de sécurité garanti par un contrôle social étroit et permanent, comme l'observent Maria et Carlos :

Maria : Moi j'aime beaucoup cet endroit pour toutes les années que j'y ai passé. Je ne pensais pas que l'amour pouvait être dans la coexistence. Ce sont les années qui me l'ont montré. Je me suis de

plus en plus passionnée pour ce lieu, pas tant pour le lac, même si j'adore la nature, mais plus parce que c'est une communauté dans laquelle il n'y a pas de violence. Il y en a eu au début, mais il n'y en a plus, elle a été coupée et il n'y a pas de « boca de fumo »¹²³. C'est un lieu où je dors avec les fenêtres ouvertes, je dors avec les portes ouvertes. C'est un lieu qui a toujours été comme ça, les personnes peuvent entrer et sortir à n'importe quelle heure de la journée. Et en plus il n'y a jamais eu d'armes ici.

Carlos : Ici, nous sommes tous les jours en contact et on s'observe mutuellement, d'une maison à l'autre, comme si les habitants se surveillaient. Au cas où il y a un problème, le voisinage surveille. L'habitant protège l'autre d'une certaine façon, et nous sommes tous comme ça.

Avant de s'installer à la Vila Autódromo, certains ont vécu dans des favelas dans lesquelles sont présents des groupes armés – Rocinha, Cidade de Deus et Jacarezinho pour la plupart. Leur expérience passée et routinière du risque – liée à la violence de groupes armés et aux interventions policières – manifestée par des stratégies permanentes d'évitements (MACHADO, 2016), leur fait d'autant plus apprécier la relative tranquillité de la Vila Autódromo. Ils n'ont plus à subir les interférences des sociabilités violentes sur leur quotidien et craignent en cas d'expulsion un retour forcé vers des favelas sujettes au contrôle de groupes armés. Maria parle de ce sentiment de sécurité inégalé dans d'autres espaces populaires :

Moi j'ai dit que je ne voulais pas aller dans un appartement et où est ce que je pourrais acheter une maison avec cet argent ? Dans une autre favela ? Dans une autre favela je pourrais, mais dis-moi, laquelle est comme la Vila Autódromo ? Il n'y en a pas. Sans trafic de drogue, sans milice, sans criminalité, un lieu sûr où vivre, c'est où ? Il n'y en a pas. (...) Les quartiers populaires de Rio sont tous contrôlés par le trafic ou par la milice, tous ! Il n'y a pas d'espace sûr dans cette ville, il n'y en a pas ! Dans toute la ville, la sécurité est compromise criminellement, si on s'arrête pour y réfléchir, c'est super compliqué, car on a... on a une réalité très cruelle, très violente, très différente d'ici en fait.

¹²³ Point de vente de stupéfiants.

Ce discours très répandu parmi les habitants sur la sécurité de la Vila Autódromo sert aussi à ériger la supériorité des valeurs morales des habitants du quartier. Grâce à leur effort d'auto- organisation, ils seraient parvenus à limiter l'émergence de groupes armés. Ils reproduisent ainsi, de façon involontaire, les représentations sur la complicité ou l'inaction des habitants des favelas dans la « violence urbaine ». Il s'agit pour eux de s'opposer aux représentations communes de la favela associée à la violence, même si l'emphase mise sur la tranquillité du quartier souligne qu'il s'agit plutôt d'une exception urbaine. Le panneau placé à l'entrée du quartier et sur lequel apparaît le message « communauté pacifiée et ordonnée depuis 1967 » participe à cette mise en récit d'un espace dépourvu de violence, qui ne requerrait pas d'intervention municipale, contrairement à d'autres quartiers où ont été mises en place des politiques sécuritaires telles que les Unités de Police de Pacification ou le « *Choque de ordem* » auxquelles le panneau semble implicitement se référer. Les violences et dissensions, inhérentes à chaque quartier (favela ou non), sont passées sous silences. Une minorité d'enquêtés contredit ce récit laudatif et affirme que la Vila Autódromo n'est pas exempte de violences et que plusieurs assassinats ont touché le quartier au début des années 1990, dont celui de Tenorio, ancien président de l'association locale qui participa aux premières luttes contre les évictions.

Les perceptions valorisantes sur la sérénité du quartier et les relations sociales harmonieuses entre résidents sont narrées par les habitants lorsqu'ils soulignent leur attachement au quartier. Les menaces de déplacements qui s'abattent sur eux favorisent la formulation d'un sentiment d'appartenance. Comme le rapporte Lelandaïs dans son étude sur les mobilisations du quartier Vallée de Dikmen à Ankara (2016), le sentiment d'appartenance est renforcé et activé par les menaces de déplacements. La menace sert de déclencheur à la formulation d'une appartenance au quartier comme l'observe Halbwachs (1997, p. 85) lorsqu'il déclare que « le groupe a pris conscience avec plus d'intensité de ce qu'il était depuis longtemps et jusqu'à ce moment, et que les liens qui le rattachaient au lieu lui sont apparus avec plus de netteté au moment où ils allaient se briser ».

L'espace du quartier et l'habitat, une fois menacés, deviennent inviolables (LELANDAIS, 2015; MATHIEU, 1999). Davi¹²⁴, travailleur dans la construction âgé de cinquante-cinq ans et Bruna¹²⁵, femme au foyer âgée de cinquante-cinq ans, proclament avec fermeté leur volonté de rester et me font part du lien « sacré » qui les unit à l'espace:

¹²⁴ Entretien réalisé le 17 mai 2015, au domicile de Davi.

¹²⁵ Entretien réalisé le 26 mars 2015, au domicile de Bruna.

Davi : Je suis ici depuis le début et j'ai un lien très fort avec cet endroit, c'est plus que ma maison tu sais ? Tu vois quand un lion choisit une caverne pour élever ses enfants, personne ne peut s'approcher. Eux, parmi un million de cavernes, ils ont choisi la mienne et à partir de (...) là, elle devient sacrée.

Bruna : C'est ici que j'ai découvert la beauté d'aimer et de cultiver la terre, la beauté d'être heureuse que je possède, je me sentais maîtresse de cette terre. Je me sentais vraiment à la maison. Et quand vous trouvez cela, et il n'y a pas vraiment de mots pour expliquer cette relation d'amour, c'est quelque chose de merveilleux et vous vous sentez super bien. Je suis allée dans d'autres parties du monde, mais c'est seulement ici que je me sens à la maison. Ici, je me sens bien, je me sens chez moi, c'est comme si je n'avais peur de rien, ici je suis heureuse et ce bonheur n'a pas de prix, c'est pour ça que je reste.

À travers les propos de Bruna et Davi qui insistent sur la solidité des liens d'attachement qui les unissent à l'espace, les deux résidents, mais également ceux qui insistent sur l'absence de violence dans la Vila Autódromo, affirment leur ancrage spatial et expriment l'impossibilité d'envisager l'avenir dans un lieu différent. Comme l'ont observé certains chercheurs dans d'autres pays (BÉNIT-GBAFFOU, OLDFIELD, 2014; DECHEZELLES, OLIVE, BUUSAO, 2019; ERDI LELANDAI, 2016; OPILLARD, 2018), la mobilisation des habitants menacés d'évictions sert avant tout à préserver les relations sociales tissées à partir de l'ancrage territorial et des modes d'habiter. L'écologie spécifique du lieu – avec la proximité du lac de Jacarepaguá et une importante végétation – la sensation de campagne dans la ville sont souvent mobilisés dans les discours pour justifier leur détermination à rester.

Enfin, il serait trompeur de penser que tous les habitants de la Vila Autódromo sont attachés à leur espace de vie. Les premières personnes à quitter le quartier ont en commun leur jeunesse (ils sont nombreux à avoir moins de trente ans), un attachement plus faible au quartier dû à une durée de résidence souvent inférieure à dix ans, et des conditions de logement précaires. Les personnes mobilisées pour la conservation du quartier vivent toutes dans le quartier depuis au moins dix ans et une grande majorité d'entre elles ont plus de cinquante ans. Comme l'observaient déjà Wilmotte et Peter (2011), dans leur enquête sur des quartiers populaires de Londres, la durée de résidence constitue un critère déterminant dans le développement d'un sentiment d'affection pour le quartier.

2.2 Les expulsions frappent: changements de décor

2.2.1 Du Woodstock populaire au Woodstock branché : perceptions des habitants expulsés

À Woodstock, l'attachement au voisinage s'ancre dans le Woodstock antérieur à la

gentrification et est mis en opposition avec le Woodstock actuel. Sur un mode discursif proche de celui utilisé par les habitants de la Vila Autódromo, les résidents de Woodstock mythifient leur espace de vie à travers une idéalisation de la sécurité et d'un tissu social dense comme l'expriment Yvonne¹²⁶ et Sam, travailleur au port âgé de cinquante-cinq ans et Rick¹²⁷, occupant au chômage âgé de cinquante ans:

Yvonne : Before in gimpy street, all around the corner, we stayed all our life in Gimpy Street. It was very very nice, everybody knows everybody, and we joined together, there was no violence or troubles. We were like a family there in gimpy street. We were a family, it was very nice.

Sam : Woodstock. In the whole of the Western Cape, there is not a lot of place like Woodstock. Seriously. Here people used to look after each other. Woodstock was like family, man. Woodstock meant family. One unity, you know ? Rick : Yeah, we've done things for each other we helped out people that needed help. There was some households where parents have died and it was only a grandmother on pension that is looking after her grandchildren some of them couldn't get to school some was sickly. As a community governments Help was very little to almost nothing, we would go as a community, we would come, and help with the kids take them to school. Pensioners get a very little money from government. Soto feed three four children and you're a grandparent, living alone you widowed, there's no other family around. We would come, we would help with those things. You know that was the beauty of the sense of community and spirit we had together.

Comme dans le cas de la Vila Autódromo, et même si leurs propos sont idéalisés, les habitants rappellent l'entraide et la solidarité tissées dans l'enceinte du quartier et emploient également le terme de « communauté » pour qualifier leur district¹²⁸. De nombreuses personnes comparent leurs relations de voisinage à la famille qui pourvoit entraide, solidarité, affection et ressources économiques compensent le manque d'engagement de l'État en leur direction. Néanmoins à la différence de ceux de la Vila Autódromo, lorsque les habitants de Woodstock valorisent les intenses interactions et pratiques de solidarité dans le quartier, celles-ci sont temporellement situées dans le passé. Ils se remémorent en effet le Woodstock d'antan et mettent en avant les activités réalisées à l'extérieur, avec amis, familles et voisins. Le quartier de Woodstock, c'est avant tout les rues de Woodstock. Comme dans de nombreux quartiers populaires (HOGGART, 1981) et comme à la Vila Autódromo, la rue est une échappatoire à la précarité des logements exigus et surpeuplés, elle constitue l'espace par excellence des interactions sociales et des activités économiques. Les rencontres entre habitants s'organisent le plus souvent dans l'enceinte du quartier, plus qu'à l'intérieur du logement¹²⁹. À Woodstock

¹²⁶ Entretien réalisé le 3 novembre 2018, au domicile de sa fille (Occupation Cissie Gool House).

¹²⁷ Entretien réalisé le 8 novembre 2018, au domicile de Rick, (Occupation Cissie Gool House).

¹²⁸ Contrairement aux pays francophones où ce terme est connoté péjorativement, au Brésil, la « communauté » traduit une vision méliorative et organisée des rapports sociaux produits à partir de la proximité.

¹²⁹ Lors d'un entretien avec Ana et Larissa, anciennes habitantes de la Vila Autódromo, celles-ci prennent

et à la déception des enquêtés, la rue s'est progressivement transformée en simple lieu de passage.

Ce constat vaut aussi pour le bistrot, intensément fréquenté par les individus issus des classes populaires, surtout les hommes, et qui sont désormais fermés. Seuls deux bars situés à Victoria's Road servent des bières bon marché aux nombreux Métis attablés ou debout au bar. Le bar des sports Marshall est sans doute le plus fréquenté. Presque invisible puisque situé à l'étage d'un immeuble délabré et mal indiqué, son décor est peu soigné, son choix de bières est limité et l'ambiance un peu glauque détonne avec les autres bars du coin. À l'image du Jelly's Bar, subtilement dépeint dans une ethnographie d'Anderson (2003) et dans lequel se retrouvent les Noirs de la rue partageant une identité stigmatisée, les Métis et immigrants de Woodstock qui n'ont pas accès aux nouveaux espaces de loisirs, se retrouvent dans ce lieu qu'ils valorisent. Pénétrant dans le bar avec Marius, un des enquêtés, celui-ci s'exclame, heureux, fier et les bras vers le ciel « This is a real bar ».

Les enquêtés regrettent la fin des multiples activités de rue, telles que les loisirs, le commerce informel, les fêtes ou les discussions improvisées à la nuit tombée. Ils ne sont plus en mesure d'accéder aux espaces de sociabilité, les cafés étant destinés aux couches sociales favorisées ou aux touristes. La plupart d'entre eux tentent de « maintenir leur équilibre ancien dans les conditions nouvelles » (HALBWACHS, 1997, p. 88). Mavis¹³⁰, occupante et employée de commerce de quarante-sept ans, fait part également des mutations qui modifient le quotidien de ses pratiques économiques :

You know that time it was like... there were more vendors on the street, you understand? And now it's not like that anymore. We had more people that sold fresh fruit and vegetables on the street. And it was more like for people that could afford it, even the shops. You know now most of these people around here can't go into these coffee shops, you understand what I'm saying.

Comme Mavis, la plupart des enquêtés adaptent leurs habitudes de consommation. Alors qu'ils achetaient leurs produits de première nécessité » auprès de vendeurs informels, ils se rendent pour la plupart au Shoprite, le supermarché le plus économique du quartier. Ils profitent parfois d'une visite auprès de leur famille dans les Cape Flats, pour la plupart à Mitchell's Plain, pour faire quelques courses, les prix pratiqués y étant moins élevés.

Les mutations sociales provoquées par la gentrification ont en partie enrayé les mécanismes favorisant la cohésion sociale à l'intérieur du quartier. La fréquentation intense des

conscience qu'en plus de vingt ans de voisinage, elles ne sont jamais rentrées dans le domicile de l'autre, la majorité de leurs rencontres étant organisées dans la rue ou devant chez elles, sur des bancs disposés à cet effet.

¹³⁰ Entretien réalisé le 7 Octobre 2018, au domicile de Mavis (Occupation Cissie Gool House).

espaces publics et le tissu social dense sont affectés par les évictions. Tous les enquêtés évoquent un changement brutal des rapports de sociabilité. Lorsque Rick parle de la beauté du sens de la communauté, il poursuit son propos en signalant l'effritement des mécanismes de solidarité :

You know that that was the beauty of the sense of community and spirit we had together. When things started changing with the developers coming in, you know people started moving people into their houses to try and help out. But then it became financially a burden on you, you know, you're between poor and touching sort of middle class and things like that. So, it changed the whole dynamic and the community couldn't do it anymore when foreigners took Woodstock over.

La modification du profil social des habitants ainsi que la disparition graduelle des activités populaires dans la rue avec la répression exercée sur les acteurs du commerce informel ont produit une réduction de la cohésion vicinale et un repli sur la sphère domestique. Enfin, la multiplicité des mobilités résidentielles marquées par un va-et-vient d'emménagements et de déménagements fait fluctuer les réseaux de voisinage et enraye les dispositifs de solidarité. Lorsque j'interroge Mavis sur l'aide éventuelle apportée par ses voisins lors de la période d'évictions, elle me répond :

No. I don't usually walk around and talk to people because all that homes in our street is now privately owned. The owners are in the houses. It was only our house that was rented.

Les transactions sociales et services entre voisins pour faire face aux vicissitudes du quotidiens'amenuisent avec l'arrivée d'une classe moyenne matériellement plus aisée. Comme d'autres enquêtés le signalent, les interactions sont altérées par l'arrivée de nouveaux individus aux propriétés sociales différentes qui par leur présence modifient les normes sociales et introduisent des attitudes jugées comme hostiles par les résidents : les regards, perceptions et ressentis envers les habitants changent. Les contacts sont modifiés : la méfiance et l'évitement de l'autre s'accroissent. Le quartier perd « la capacité de protection » (SAMPSON, 1997) qu'il apportait aux habitants. Après avoir fait part des pratiques de solidarité à Woodstock, Rick exprime la sensation d'une dissolution du « sens de la communauté » et de l'exacerbation des pratiques égoïstes et parfois racistes avec l'arrivée d'une nouvelle classe sociale :

You know the sense of community is not there anymore. We used to greet our neighbors before. Now we go the guy, either coming from overseas, or he is coming from a rich neighborhood he is living in your neighborhood now you greet; nobody wants to greet you because you either have a different color. We don't have that sense of "how can I help you with something you got something" you know but no, now it is, ok I'll do it myself. Or, you know, the sense of community is not there you know. So there's some very nice people that's moved in. But a lot of people it's not the same quality of human being itself.

Sam décrit aussi les rapports de voisinage houleux avec les nouveaux arrivants de Woodstock :

This people that is giving all the wrong stories about this place here, they don't know Woodstock. They came to live here a short while ago. We were born here. Don't make us look like hooligans, we are not hooligans. You understand? There is another girl that stays down there, was a friend of my sister, also put something bad into the paper. So, I got hold of her the other day, I told her my baby, you mustn't talk like that. "Oh no, I didn't know you also staying out there", but even if I didn't stay there, don't talk like that.

À l'image de Sam, ils sont nombreux à revendiquer leur légitimité dans le quartier par l'antériorité de leur installation, celle-ci étant conçue par les habitants comme un motif qui confère une respectabilité naturelle. Les arrangements sociaux entre habitants et délinquants sont également modifiés. Les politiques de répression pour réduire la violence conduisent à un renouvellement des acteurs et des formes de délinquance dans le quartier, modifiant les rapports de coexistence pacifique instaurés informellement entre résidents et gangsters. Le contrôle social exercé par les liens communautaires s'érode progressivement et est remplacé par un contrôle social étatique et privé renforcé.

Les habitants de Woodstock désignent tantôt les gentrificateurs, tantôt les étrangers ou l'ANC comme responsables de leur situation personnelle. Plus que leur choix du lieu de vie, les gentrificateurs sont parfois critiqués pour leur attitude méprisante à l'égard des classes populaires. Les étrangers désignent avant tout les investisseurs étrangers, difficiles à identifier, mais qui n'ont aucune attache autre que financière à l'espace du quartier. Enfin, la critique du gouvernement de l'ANC revient fréquemment alors même que ce sont les villes qui disposent de l'essentiel du pilotage des politiques de logement. Ces critiques de l'ANC ne peuvent être comprises qu'au regard du comportement électoral des enquêtés. Comme observé au cours des entretiens, l'essentiel des individus soutient l'alliance démocratique, plus par tradition politique et par rejet de l'ANC que par conviction.

2.2.2 La Vila Autódromo: un décor de guerre pour faire fuir les acteurs

La marche du souvenir réalisée par Reclaim The City ainsi que les témoignages exposés sur l'expérience vécue des transformations du quartier mettent en évidence la façon dont les habitants se situent et s'adaptent à leur cadre spatial mouvant. Après avoir mis en évidence les formes de l'attachement des habitants de la Vila Autódromo à leur quartier – à travers une idéalisation des interactions et de la sécurité –, il convient désormais d'observer la façon dont

le décor est perturbé par l'entreprise de déplacements, bien plus tangible pour le visiteur extérieur que l'expérience de la gentrification. Nous sommes conscients que les expériences vécues entre les habitants des deux quartiers sont très distinctes en raison notamment du processus différencié d'expulsions et des pressions exercées sur les personnes qui y vivent. Toutefois, comme cela sera développé dans le quatrième chapitre, les perceptions des mécanismes d'expulsions par les riverains façonnent leur engagement et peuvent, selon leurs propriétés sociales et dans certains cas qui seront ensuite spécifiés, mener au désengagement. À Rio de Janeiro, la période des évictions, qui s'étend de 2014 – date des premiers départs – à 2016 – destruction des derniers habitats – est plus brève que celle de la gentrification à Woodstock et ses effets sont plus intenses et tangibles. Les moyens coercitifs déployés ont vocation à éloigner définitivement les gens du quartier tandis qu'à Woodstock, les locataires peuvent demeurer dans le quartier s'ils y trouvent un moyen de logement alternatif.

Une journée à la Vila Autódromo est suffisante pour comprendre les difficultés que vivent les habitants dans leur quotidien. Comme rappelé plus haut, leurs sens sont constamment agressés et leurs journées sont rythmées par les évictions. Pour commencer, l'accès à la Vila Autódromo par la route Salvador Allende est jonché d'obstacles. Rien n'indique la présence du quartier et oblige les conducteurs à lever le pied. Sur cet axe très fréquenté où la vitesse est limitée est à 90 km/h, mais que l'on doit traverser pour se rendre au principal arrêt de bus, « on risque sa vie à chaque traversée »¹³¹. Les travaux de construction du BRT (couloir de bus) obstruent également l'accès au quartier. Pour se rendre plus à l'ouest, un détour de près de 5 km est obligatoire, ce qui représente près d'une demi-heure de temps perdu lors des heures de pointe. Lors de ma première excursion à la Vila Autódromo, je suis aussitôt saisie par l'odeur des travaux, leur bruit assourdissant et la vue des débris.

Si les derniers habitants sont encore sur place, ils payent indirectement le choix de leurs anciens voisins qui ont décidé de partir. Les maisons dont les familles ont accepté un logement social ou une indemnisation sont partiellement détruites. Les habitants se sont habitués à ce paysage, ils ne s'arrêtent plus pour observer ce qu'il reste de ces maisons, dont la vue suscite colère et douleur. Ces dernières sont partiellement détruites afin de ne pas rendre possibles leur usage et occupation. Les débris sont laissés sur place pour exercer une pression psychologique sur les riverains:

Avant, ils démolissaient et tout était “joli”, mais ils se sont rendu compte que laisser les marques de destruction nous affecterait plus, du coup ils ont arrêté de tout ordonner

¹³¹ Propos collectés à la fin d'une réunion organisée à l'église de la Vila Autódromo, avril 2015.

et ont laissé les maisons à l'abandon¹³².

Chaque destruction, aussi marquante soit-elle au début, entre ensuite dans le cours du quotidien. On s'habitue à la présence des ruines : « la mémoire ça joue des tours, je vais chercher le pain je vois une maison détruite, ça me marque puis après je m'habitue, mais après ça me rend triste d'oublier comment était la maison ». Les maisons sur le point de s'écrouler constituent une menace pour les foyers voisins sur lesquels elles peuvent s'effondrer. Elles sont devenues le terrain de jeu des enfants. Certaines familles ont quitté les lieux en raison des risques que présentait le terrain. Les arbres du quartier ont tous été déracinés. La plupart des habitants, à l'image d'Ana et de Larissa, rappellent la colère qu'a suscitée l'abattage des arbres :

Larissa : Ça a été horrible. Alors avec Ana on est allé vers le lac et on a vu tous les papiers numérotés qu'ils avaient mis sur les arbres pour les détruire, toi et moi (*s'adressent à Ana*) on est allé arracher tous ces petits papiers avec une telle colère ! Et ils les ont tous détruits, ils n'ont pas laissé un seul arbre debout.

Un mur de tôle blanc de deux mètres de hauteur a été édifié par la municipalité et épouse les formes du quartier, entravant l'accès aux seuls espaces verts encore disponibles. Frontière matérielle et moyen d'isolement de la population, ce mur est recouvert d'inscriptions taguées : « Droit d'être pauvres, non d'être expulsés », « Nous voulons la justice socio-spatiale », « Messieurs les juges ne laissez pas la justice devenir un théâtre de marionnettes, la démocratie est malade », « Paes ment ».

Les moustiques rendent la vie difficile pour les résidents. Les décombres et flaques d'eau conduisent à leur multiplication : « maintenant qu'ils veulent qu'on parte, les moustiques sont partout »¹³³. Plusieurs enquêtés ayant quitté les lieux attribuent partiellement leur départ à la prolifération de ces insectes nuisibles qui limitent le déplacement dans les rues une fois la nuit tombée et affectent le sommeil. De plus, le fait que les rues ne soient pas revêtues favorise la formation de flaques d'eau qui sont propices au développement de maladies telle que la dengue. Les démolitions, en détruisant les canalisations et en mêlant l'eau potable à celle des égouts, dégradent la qualité de l'eau. Les coupures d'eau et d'électricité sont fréquentes. Lors d'une énième coupure, Ana s'exclame « comment tu veux que j'invite des gens dans ces conditions ? »¹³⁴. Ainsi, la coercition s'exerce par l'intermédiaire de l'espace matériel, se répercute sur les corps fatigués et la santé mentale, contraignant certains habitants à négocier leur bien. Si l'on ajoute les intimidations, la présence d'agents de police aux entrées et sorties du quartier, on remarque que les agents municipaux ne lésinent pas sur les moyens de contrainte.

¹³² Propos collectés à la fin d'une réunion organisée à l'église de la Vila Autódromo, avril 2015.

¹³³ Propos recueillis lors d'une conversation informelle avec Inacio, le 20 avril 2015.

¹³⁴ Propos collectés lors d'une conversation informelle avec Ana, le 15 mai 2015.

De plus le passage de 4500 ouvriers dans le quartier pour se rendre sur le chantier de construction provoque un sentiment de méfiance auprès des habitants, à l'image de Carlos, professeur de samba âgé de trente-deux ans:

Je pouvais dormir avec les fenêtres ouvertes et parfois quelqu'un laissait la clé sur le moteur et il ne se passait rien, mais maintenant ce n'est plus possible de faire ça. Maintenant il y a beaucoup de gens de l'extérieur, tout a changé, tellement de personnes. Maintenant avec les personnes qui travaillent dans les travaux, va savoir qui est bon et qui est mauvais !¹³⁵

Lina est la dernière à vivre dans la zone à proximité des travaux. Sa maison est un îlot de résistance au milieu du chantier. Elle a dans un premier temps refusé que la municipalité mesure son terrain. Tout est fait pour la déstabiliser, les employés municipaux lui ont bloqué l'accès à l'entrée et lui ont coupé l'eau et l'électricité. Les tracteurs sont postés à l'entrée de sa maison et attendent l'ordre de la mairie pour la démolir. Elle n'a plus de voisins et l'accès au riverain le plus proche a été encombré. Elle dit pourtant être « heureuse de pouvoir retarder les travaux, eux sont en train de retarder ma vie »¹³⁶.

Les témoignages de souffrances des habitants abondent, les silences remplissent les entretiens, et les pleurs me déstabilisent et entravent leur déroulement. J'ai dû m'y habituer lors de leur réalisation, ils résonnent comme un appel à l'aide et à la compassion. Les enquêtés sont inquiets quant à leur avenir, en pleines difficultés financières ou connaissent des problèmes familiaux. Il n'est pas rare d'entendre parler de difficultés respiratoires dues à la poussière émise par les travaux ou d'accident cardio-vasculaire. Beaucoup font part de leurs problèmes de santé : le manque de sommeil, la dépression, la perte d'appétit et le renfermement sur soi.

Comme l'observe Magalhaes (2013), qui a également enquêté auprès de la Vila Autódromo et dans d'autres quartiers menacés d'évictions à Rio de Janeiro, les expulsions sont sur toutes les lèvres et rythment le quotidien des riverains. Rares sont les échanges entre voisins qui ne font pas référence aux difficultés éprouvées, aux accusations de la municipalité et aux attitudes de certains d'entre eux. Ces conversations devenues centrales dans les interactions entre habitants sont nécessaires pour partager les souffrances vécues collectivement, mais peuvent aussi conduire à un effet de saturation. Lorsque je résidais sur place, les évictions étaient omniprésentes. Ce phénomène est d'autant plus amplifié pour les locaux contraints de négocier l'expulsion dans leur sphère privée, mais aussi celles du voisinage ou du travail. Pour plusieurs d'entre eux, quitter le quartier pour aller travailler est devenu impossible. Ils craignent

¹³⁵ Entretien réalisé avec Carlos, à son domicile, le 21 avril 2015.

¹³⁶ Entretien réalisé avec Lina, dans le local de l'occupation créé par les habitants, le 15 juin 2015

une démolition arbitraire et restent confinés chez eux. D'autres, qui travaillent dans le bâtiment, nepeuvent tout simplement plus exercer leur métier puisque les matériaux de construction sont confisqués par la police municipale placée à l'entrée du quartier. La municipalité, en contraignant les mobilités, retient les habitants dans un quartier dégradé et les confine à l'intérieur de l'espace domestique. Afin de mieux leur faire assimiler la future disparition du quartier, leurs adresses sont rendues invalides par les pouvoirs municipaux et les agents de poste ne distribuent plus leur courrier. Roberta, institutrice de cinquante-cinq ans qui vit depuis plus de vingt ans dans le quartier, s'exprime en ces termes lors d'une réunion publique organisée en avril 2015:

Nous passons de la situation d'une communauté qui dispose de titres, qui est reconnue et identifiée à la situation d'une communauté abandonnée, invisible, qui n'a pas d'identification. Nous, nous n'existons plus, tout est en train d'être démoli et il ne reste plus que quelques personnes.

Dans une société où le statut social est fortement corrélé à la propriété et au lieu de vie, la perte de ces repères conduit à une sensation d'impuissance et de dissolution de l'identité personnelle. De même, les formes de routine spatiale (AUYERO, 2005), qui jouent un rôle moteur dans la consolidation des liens entre habitants, sont affectées. En effet, les lieux du quotidien tels que la boulangerie, le bar, le supermarché, les deux églises évangéliques, négocient avec la municipalité leur départ contre dédommagements et sont fermés, contraignant les habitants à se déplacer à l'extérieur pour pourvoir à leurs besoins. Les menaces d'expulsions se répercutent sur le travail, atteignent l'espace de vie et portent un coup à leur sentiment d'appartenance, à l'espace et au groupe.

2.3 Le foyer comme vecteur de stabilité individuelle et collective

Les évictions s'insèrent au cœur des parcours individuels de nos enquêtés. Comme remarqué plus haut, les liens d'interaction entre voisins sous-tendent le refus d'être évincés. Ceux-ci se conjuguent avec la préservation de la maison et du foyer. Si les lieux du proche commencent à être investis par les politistes, les lieux du microscopique demeurent un angle mort. Comme le remarque Staszak (2001, p. 340) interrogeant les spécialistes du social:

Les sciences sociales peuvent-elles ignorer le lieu où nous passons tant de temps, auquel nous consacrons un tel investissement affectif et financier, dans lequel se déroule parmi les événements les plus importants de notre vie, où nous sommes « vraiment nous-mêmes ?

À travers cette question rhétorique, Staszak met en évidence trois points centraux : la négligence des sciences sociales à l'égard du foyer, le foyer comme espace de construction sociale et enfin le foyer comme espace de relâchement.

2.3.1 Un impensé des sciences sociales

Les sciences sociales ont davantage centré leur attention sur l'espace public, partant du postulat selon lequel c'est principalement au sein de cet espace que les êtres humains interagissent en société. L'espace domestique, renvoyé au domaine du privé et construit en opposition à l'espace public ou à l'espace de travail est considéré comme un objet banal¹³⁷ et inintéressant puisqu'apolitique. Comme le souligne Gilbert (2016, p. 5), un réinvestissement du domaine du privé est essentiel lorsque l'on constate l'importance « grandissante de la vie privée et l'investissement du chez soi » depuis l'avènement de la société de consommation à partir des années 1960 dans les sociétés occidentales. Le dossier « Les classes sociales au foyer » des *Actes de la recherche en sciences sociales*, publié en 2016, témoigne de la volonté des sociologues d'apporter un regard renouvelé sur les rapports de genre et les styles de vie des diverses classes sociales dans l'enceinte privée. La littérature sur les mouvements sociaux a éludé la question de l'espace domestique, puisque l'espace public, à travers ses rues et ses places, est considéré comme le lieu prééminent de l'action collective. Cette tendance n'est pas sans conséquence, elle contribue à une survalorisation de la vie publique sur la vie privée dans les récits militants, laissant penser que l'activité militante constitue l'essentiel du temps biographique des enquêtés. Hirshman dans *Bonheur privé, Action publique* (2002) a pris soin de restituer l'insertion des individus dans les différentes sphères publiques et privées, celles-ci entrant en opposition, les individus effectuant des aller-retour constants entre ces deux sphères. Pourtant et comme le souligne Passy (1998), la sphère privée a une forte influence sur le militantisme des individus et s'imbrique davantage à la sphère publique plus qu'elle ne la concurrence. Si peu d'auteurs ont mis en évidence l'importance que requiert l'activité domestique pour les militants, le travail ethnographique de Mischi (2016) doit être souligné. En analysant les trajectoires résidentielles d'ouvriers affiliés à la CGT, il met en évidence la

¹³⁷ L'affirmation de Staszak est toutefois trop générale puisque certaines disciplines des sciences humaines et sociales, plus que d'autres, se sont largement penchées sur la question du logement. Les anthropologues se saisissent rapidement de la question du foyer tribal, comme objet de cosmologie, représentatif de la hiérarchie sociale et de l'organisation sexuelle des groupes [Carsten, Hugh-Jones, 1999]. Cependant, ethnologues et anthropologues, majoritairement nord-américains et européens ont principalement examiné les formes de l'habiter dans des contextes tribaux et ruraux.

fluctuation de leur militantisme. En effet, la construction de la maison peut mettre en pause l'activité militante ou la réduire. Dès 1968, les mouvements féministes éclairent l'« exploitation domestique » (DELPHY, LEONARD, BOISSET, 2019) des femmes assujetties à des tâches subalternes et invisibles, rappelant dans leur slogan que le « privé est politique ». Il convient donc de souligner que la prise en compte de la sphère domestique dans la mise en récit des carrières militantes est nécessaire à plusieurs égards. Cette prise en considération ne permet pas seulement de mieux situer la place de l'engagement dans les trajectoires individuelles, mais aussi de considérer le foyer comme vecteur de construction sociale individuelle.

2.3.2 Le foyer menacé : un bouleversement de la construction sociale

D'abord les maisons reflètent les valeurs et les modes de vie des êtres qui les peuplent même si ces modes et valeurs sont influencés par la société dans laquelle elles s'insèrent. Dans le cas de la Vila Autódromo, les maisons ne sont pas de simples *barracos*, précaires et limités à leur utilité d'abris. Certaines maisons consolidées sont sanctuarisées et apparaissent comme des havres de paix, des lieux de mise à distance du monde extérieur. La maison constitue l'espace de la maîtrise et du contrôle, les habitants peuvent l'agencer et la construire à leur image. Le soin, le temps et l'argent dédiés à l'amélioration du foyer reflètent la condition sociale de leurs occupants. À l'instar des vêtements et du langage, la maison comme « extension de la personne » (CARSTEN, HUGH-JONES, 1999) est une façon de se présenter et de se représenter aux autres. Le président d'association de la Vila Autódromo par exemple vit dans une maison modeste, mais aménagée avec grand soin et avec du mobilier moderne. Les murs sont peints et de vives lumières éclairent la pièce. À l'entrée on est immédiatement happé par l'écran de télévision de grande taille situé en face d'un confortable canapé. À côté de la télévision, sur un meuble, sont soigneusement disposés trois robots de cuisine lustrés et neufs, à écart égal. Ces produits de consommation pourtant utiles à la cuisine, située dans une pièce séparée, sont exposés au regard du visiteur et symbolisent le confort du ménage. Comme le remarque Cavalcanti (2009), la favela à travers la maison consolidée constitue à la fois un stigmaté produit par les catégories extérieures et un vecteur de réalisation de soi-même. Elle correspond à la volonté d'inclusion des propres habitants, cette inclusion étant elle-même prônée et véhiculée par les producteurs de politiques d'urbanisation. Bruna, habitante de la Vila Autódromo évoque ce « rêve de la maison », cette conquête individuelle devenue réalité grâce à la ferveur et aux efforts menés pour la consolider :

C'est ici que je suis heureuse et ça n'a pas de prix, l'argent ne se vend pas il se conquiert et cela fait une grande différence. J'ai vu beaucoup de voisins qui se plaignaient de leurs conditions, maintenant, je sais que beaucoup d'entre eux sont partis avec au fond d'eux une grande tristesse, parce qu'ils étaient heureux ici dans leur communauté, le lieu où ils ont vécu et élevé leurs enfants, c'est toute une histoire ça, c'est celle d'un rêve qui se réalise, c'est la conquête de la maison qui est si difficile, mais une fois que vous réussissez à la construire, c'est un rêve qui se réalise. La maison rêvée ! Combien de gens n'ont pas rêvé de cette maison ? Ils avaient un taudis et ils rêvaient d'en faire une maison avec une petite cour. Pour les gens pauvres c'est fondamental, ce rêve c'était notre maison donc pour nous elle n'a pas de prix.

La maison matérialise alors les efforts consentis par les classes populaires pour garantir leur ascension sociale et procure de la fierté à ses résidents. Elle constitue un espace central et privilégié pour elles, qui y consacrent l'essentiel de leur temps libre et de leur argent. Elle est dans ce sens et comme le rappelle Cavalcanti en employant le vocabulaire de Mauss : « un fait social total ».

Pour les ménages économes, le foyer est un vecteur de stabilité. Dans *La culture du pauvre*, Hoggart (1981, p. 66) met en avant l'importance conférée au foyer pour les classes populaires et leur attachement à la sphère domestique.

L'impression de réconfort que procure l'intimité du groupe familial est peut-être plus recherchée que jamais à une époque où le cours du monde semble échapper à toute prise et où « les tuiles vous tombent sur la tête » au moment où vous vous y attendez le moins. C'est pourquoi la salutation la plus chaleureuse pour accueillir un visiteur est toujours « ne vous gênez pas, « faites comme chez vous ».

La maison est un espace de continuité dans un ordre en rupture ou en mouvement perpétuel. Les objets et le monde matériel rassurent. Si les habitants construisent, agencent et décorent la maison à leur image, c'est aussi à travers son biais qu'ils se construisent en tant qu'individus. Les propos de Bachelard (1957, p. 27) sont proches de ceux de Hoggart lorsqu'il déclare que « la maison dans la vie de l'homme évince des contingences, elle multiplie ses conseils de continuité. Sans elle, l'homme serait un être dispersé. Elle maintient l'homme à travers les orages du ciel et les orages de la vie ». La maison est alors la matérialisation de la construction sociale et constitue un pilier du bien-être individuel et familial¹³⁸. C'est pour cette raison que les évictions qui mettent en branle ce pilier sont vécues si douloureusement par les enquêtés. Les évictions sont « une tuile » supplémentaire : affectant la charpente, elles menacent à la fois la construction physique sous lequel s'abrite la famille et la construction sociale

¹³⁸ Comme l'énoncent Carsten et Hugson (1999), la maison est si familière et commune qu'on en oublie son importance dans la vie de tous les jours comme dans les sciences sociales. Ce n'est qu'à l'occasion de circonstances exceptionnelles, telles qu'un incendie, des épidémies ou des expulsions que l'individu touché prend conscience du rôle fondamental du foyer.

de ses occupants. Les évictions atteignent la sphère domestique, non seulement parce qu'elles remettent en question l'utilité première du logement, celle d'abris, mais parce qu'elles mettent à l'épreuve la construction sociale des individus. La maison est le support d'affects et d'émotions (PAQUOT et al., 2007) créées à partir de souvenirs partagés avec des êtres chers. C'est un espace sacré dont l'accès est rigoureusement encadré et souvent limité à la famille. D'ailleurs, les familles qui vivent dans ces logements étriés ont une intimité réduite et vivent dans une forte « promiscuité affective » (HOGGART, 1981, p. 69). Comme observé aussi bien à Woodstock qu'à la Vila Autódromo, les gens pénètrent rarement les domiciles de leurs voisins. Pour leurs occupants, le foyer est un espace de retranchement, il sert à atténuer les tourments que peut procurer la vie de quartier, avec ses commérages, ses scandales et ses conflits et permet de limiter relativement les rapports de domination. La maison sert ainsi comme le décrit Hoggart à amortir le choc des « tuiles qui vous tombent sur la tête ». Or, les évictions qui rendent hostile le quartier produisent en retour un regain d'attention et d'attachement vers le lieu de vie, ce dernier pouvant conduire à un repli encore plus important sur la sphère privée. Lorsqu'une personne est menacée d'éviction, elle prend conscience de « la fin d'une époque » et accorde d'autant plus d'importance au foyer – à la maison et à la famille – qu'elle le sait menacé et sur le point de disparaître.

L'espace domestique constitue la matrice de la socialisation primaire. Les enfants y intègrent un certain nombre de normes sociales comme la division des tâches ; ils y font l'apprentissage de pratiques et modes d'appropriation de l'espace. Les formes d'habiter sont étroitement corrélées aux conditions matérielles du logement qui « façonnent les dispositions de leurs occupants » (GILBERT, 2016, p. 6). Le surpeuplement, la promiscuité et le désordre au sein de l'espace domestique se sont révélés dans plusieurs enquêtes de sciences sociales (LAHIRE, DEBROUX, 2005) comme étant des facteurs décisifs à la réussite scolaire des enfants. S'ajoute à cette liste la menace d'éviction qui a également une influence négative sur les résultats scolaires de ces derniers (DESMOND, 2019). Comme l'énonce Desmond dans son enquête auprès des habitants expulsés de Milwaukee, les personnes pauvres vivant dans des espaces fortement délabrés et insalubres se font souvent une piètre image d'eux même. Menacer la maison des travailleurs pauvres revient à menacer la stabilité psychologique de l'ensemble du foyer. En effet, l'éviction ne menace pas seulement la stabilité spatiale du foyer, elle menace aussi l'intégralité des sphères personnelles de ses occupants. Pour les classes populaires, dont la mobilité est plus réduite, l'habitat constitue le nœud à partir duquel se tisse les autres sphères de vie, autrement dit, il préside l'ensemble des comportements et activités du social. Le travail, intimement lié au logement puisqu'il permet de se reposer et de récupérer des forces est aussi

bouleversé par l'annonce de l'éviction. À la Vila Autódromo, certains renoncent à leur travail par crainte d'une destruction sommaire de leur logement. À Woodstock, une partie de la population fait part de sa difficulté à travailler avec la crainte constante d'être prochainement délogée. L'expulsion consume le temps, l'argent et l'énergie des habitants qui sont contraints de trouver une alternative rapide. Comme le souligne Desmond (2019, p. 297):

Perdre son emploi peut mener à une expulsion, mais l'inverse est aussi vrai. Non seulement une expulsion vole du temps et peut, par exemple, forcer des locataires à s'absenter du travail, mais elle pèse aussi sur l'esprit, ce qui provoque souvent des fautes professionnelles.

Les travailleurs menacés d'éviction, fragilisés psychologiquement, sont submergés par le stress. Ce stress quasi permanent atteint la sphère du travail, mais peut aussi peser sur la sphère des amis, sur la famille élargie ou sur les loisirs. La perte de la maison s'amoncelle au lot de problèmes quotidiens, de « tuiles », qu'elle exacerbe du même coup. Les évictions et leur lot de procédures juridiques et institutionnelles rendent les problèmes quotidiens plus saillants, ils apparaissent alors comme insurmontables comme l'évoque Shaneeka¹³⁹, femme au foyer âgée de trente-trois ans, habitante de Woodstock :

My daughter had a meningitis. I spent three weeks at the hospital. At the same time, I felt something was not right at home. When I went home, I saw a letter, opened it and saw that we were being evicted. I just returned from the hospital and was already stressed out. We already went out to the housing tribunal for the landlord lack of maintenance. When we got hold of the lawyer, it seemed he was too scared of the landlord to act. My daughter Almirah was getting sick again and I began to feel like giving up. I felt like giving up, everything is crashing, but I told myself I have to be strong.

À la Vila Autódromo, dans les discours des habitants, la hausse du nombre de malades et la multiplication des morts sont implicitement liées à la menace d'évictions. Dans ce quartier comme à Woodstock, ils évoquent les nombreux cas de dépressions nerveuses. Contrairement à la Vila Autódromo, les habitants de Woodstock vivent ce phénomène avec solitude. Celle-ci mêlée à la dépression et à la détresse de leur situation peut dans certains cas mener à des tentatives de suicide comme le souligne Desmond dans son enquête ethnographique et comme plusieurs enquêtés m'en ont fait part. Le moment de l'éviction est largement redouté par ces derniers. Nombreux sont les habitants de la Vila Autódromo qui éprouvent des sentiments de peine et d'accablement en déménageant leurs biens, refusant parfois d'assister à la destruction de leurs logements.

¹³⁹ Témoignage inséré sur un tableau informatif résumant les parcours de vie de certains résidents et affiché dans la salle de réunion de l'occupation Cissie Gool House.

2.3.3 Le foyer comme coulisses de l'engagement

Comme cela vient d'être observé ci-dessus, l'éviction produit un repli sur la sphère privée. Ceretranchement doit être étudié pour mieux comprendre les dynamiques d'engagement et de désengagement des habitants. D'abord la prise en compte de la vie quotidienne ancrée dans cet espace permet de déceler les décalages entre l'action collective et ses coulisses. Le voisinage constitue le hors-scène, après le spectacle tout le monde s'y retrouve et débat sur la pièce qui vient de s'y jouer tout en respectant les règles cérémoniales. Les coulisses sont le moment durant lequel l'habitant se retrouve devant son miroir, il n'est plus contraint de respecter les normes qu'il s'impose constamment à l'extérieur et enlève son masque. L'action collective est faite de multiples normes, parmi elles l'obligation de respecter la parole de l'autre, d'employer un langage compréhensible, de limiter les bavardages, d'adopter un comportement mesuré et de s'afficher comme un bon militant. Ces normes se fissurent dans l'enceinte de la maison, les personnes se relâchent, émettent des réserves et des critiques qu'elles seraient incapables d'endosser en public ou adoptent un comportement perçu comme intolérable en assemblée, mais qui révèle les dynamiques changeantes de leur engagement. L'engagement militant mis en scène n'est souvent pas en adéquation totale avec l'engagement vécu dans la sphère privée. Or, ce décalage est peu pris en compte par les politistes. L'imbrication de la sphère de l'engagement avec la sphère du foyer se révèle être une opération difficile pour le chercheur. D'abord, ce dernier ne dispose pas toujours de l'accès au logement de l'enquêté. Ensuite, toute interrogation relative à la sphère privée et intime peut être perçue comme une intrusion, ce domaine étant étroitement normé et voilé par la pudeur.

Dans les cas étudiés, la question du militant situé dans son foyer est impossible à éluder. L'engagement pour le quartier contrairement à l'engagement associatif, a une place majeure au sein du foyer, puisqu'il sert à sa sauvegarde. En effet, dans les mouvements sociaux mobilisés contre les expulsions, la prise en compte de l'échelle domestique paraît essentielle puisqu'il n'y a pas de rupture nette entre l'engagement et la vie quotidienne telle qu'elle peut apparaître dans les mouvements traditionnels. La lutte ne s'arrête pas sur le seuil de la maison. L'habitat au même titre que le quartier s'inscrit comme enjeu central de la mobilisation, mais renvoie à des souvenirs plus intimes que ceux du voisinage et à un agencement plus maîtrisé et personnalisé de l'espace.

L'intégralité du foyer est menacée d'éviction, ce qui ôte la fonction protectrice de

l'espace pour la famille. Ainsi, dans le cas de la Vila Autódromo – où les habitants disposent de solutions alternatives contrairement à ceux de Woodstock –, des individus qui ne sont pas engagés dans la lutte (un des membres du groupe ou les enfants) et ne supportent plus les conditions d'évictions peuvent influencer la trajectoire résidentielle de l'intégralité du foyer. Le choix de la trajectoire résidentielle a une importance majeure sur la façon dont les habitants envisagent la lutte, choisissent de s'engager ou au contraire d'opter pour les propositions de la municipalité ; elles sont d'ailleurs débattues par l'ensemble du foyer. Ce n'est pas un hasard si les premières familles qui quittent la Vila Autódromo vivent dans des logements précaires et construisent un imaginaire positif envers les logements sociaux. Ils donnent la priorité à l'amélioration de leurs conditions d'existence matérielles aux interactions sociales bâties au sein du quartier.

Enfin, la maison est un bien disputé. Comme cela sera détaillé par la suite, le logement est le fruit d'âpres transactions et négociations à l'intérieur du couple et peut mener à la séparation de celui-ci, parfois manifestée par la destruction matérielle d'une partie de la maison¹⁴⁰, un des deux conjoints ayant accepté une indemnisation financière. La maison peut être aussi un objet stratégique de négociation en cas d'éviction indemnisée comme à la Vila Autódromo. Certains habitants bâtissent de nouveau les étages détruits au-dessus des maisons ou agrandissent certaines surfaces afin de renégocier à la hausse la valeur de leur bien avec la municipalité. Ces négociations sur l'avenir de la maison et les stratégies pécuniaires sont menées dans l'enceinte de la maison et se dérobent aux regards des voisins. À Woodstock, la maison est parfois le fruit de longues batailles judiciaires avec les propriétaires pour dénoncer les conditions d'expulsions ou l'insalubrité et pouvoir s'y maintenir. De nombreuses familles du quartier vivent dans des logements insalubres et peu de propriétaires réalisent les tâches d'amélioration du logement qui pourtant leur incombent. L'habitat est donc aussi un objet de luttes : plusieurs parties s'opposent pour définir son appropriation et son usage.

Conclusion

À travers ce second chapitre, j'ai examiné les caractéristiques sociales, historiques et démographiques des quartiers de Woodstock et Vila Autódromo. La trajectoire de ces quartiers diffère considérablement : Woodstock est un quartier dense et ancien tandis que la Vila Autódromo s'est densifiée tardivement. Néanmoins, à partir des années 1990, les classes

¹⁴⁰ Voir annexe 3.

populaires de ces deux quartiers sont menacées d'évictions, selon des modalités distinctes. À Woodstock, la gentrification qui débute à la fin des années 1980 entraîne l'arrivée de ménages aisés et conduit à la relégation des classes populaires à la périphérie ou à la dégradation de leurs conditions de vie sur place. À la Vila Autódromo, dès 1993, l'intégralité des habitants sont menacés par les déguerpissements. Cette modalité différenciée des expulsions n'est pas sans effet sur l'action collective. Le caractère total et collectif de l'expulsion catalyse le rassemblement des habitants pour protester contre la destruction du quartier. Cette mobilisation induit des formes de solidarité et coopération qui renforcent l'organisation. À Woodstock, la lutte contre les évictions surgit tardivement. Le caractère atomisé de la gentrification ainsi que sa dilution dans le temps et l'espace, sont peu propices à l'émergence d'un collectif organisé. Les espaces de relégation vers lesquels sont transférés les habitants ont également été explorés. À Rio de Janeiro, les efforts déployés par la municipalité pour séduire les habitants ont été payants puisqu'une partie des résidents a accepté d'y être déplacée. À Woodstock, des habitants désemparés et à la rue ont été contraints d'accepter leur relogement à la périphérie de la ville. Pour ceux qui restent, aussi bien à la Vila Autódromo qu'à Woodstock, ces espaces de relégation constituent des repoussoirs. S'opposant à leur transfert, ils réaffirment leur volonté de rester sur place.

J'ai ensuite tâché de montrer que ces transformations urbaines ont des conséquences sur les trajectoires des enquêtés. L'instabilité résidentielle, la fermeture d'espaces de sociabilités ou la dégradation de l'environnement à la Vila Autódromo, grèvent le quotidien des résidents et bouleversent un équilibre familial et professionnel déjà précaire. Enfin, et dans le même sens, j'ai restitué la place primordiale du foyer dans l'existence des résidents de ces quartiers populaires. Attachés à leur espace de vie et à leur habitat, auquel ils attribuent des significations affectives, ils se regroupent alors pour défendre leur maintien dans le quartier. Comme observé à travers l'ethnographie d'une marche mémorielle à Woodstock ou les entretiens à la Vila Autódromo, les collectifs militants mobilisent cet attachement à l'espace local pour susciter la ferveur collective des habitants. Cet outil d'adhésion compte parmi d'autres dispositifs encadrés par les leaders et déployés pour susciter et entretenir l'engagement des résidents.

CHAPITRE 3: DE L'HABITANT AU MILITANT: FAÇONNAGE ORGANISATIONNEL ET MODALITÉS DE LA PARTICIPATION AU SEIN DES MOUVEMENTS DE QUARTIER

Quand les travailleurs se lancent dans des grèves, les organisateurs vendent des cartes d'adhérents, quand les locataires refusent de payer les loyers et résistent aux policiers, les organisateurs forment des comités d'immeuble, quand des gens brûlent et pillent, les organisateurs profitent de ces moments de folie pour rédiger des statuts. Piven et Cloward, *Poor people's movements, Why they succeed, how they fail*, 1979, p.21-22.

L'objectif de ce chapitre est de saisir la façon dont les membres des deux mouvements de quartier – et plus particulièrement leurs cadres¹⁴¹ – suscitent l'engagement et tentent de transformer les habitants menacés d'expulsion en militants aguerris. Pour sortir d'une analyse structurelle ou individuelle et rationnelle de l'engagement, et comme exposé dans le cadre théorique, j'opte ici pour une approche interactionniste qui prend en considération à la fois les contextes sociaux et locaux dans lesquels s'inscrivent les mobilisations, et les contraintes et opportunités exercées sur les acteurs.

Dans leur ouvrage *Poor's working mobilization, why they fail, why they success* (1979), Piven et Cloward examinent les facteurs de réussite ou d'échec des protestations lancées par les plus démunis. Les révoltes populaires et spontanées, une fois catalysées par les organisations, perdraient selon eux leur portée révolutionnaire et leur teneur revendicatrice. Les préoccupations sociales céderaient le pas aux préoccupations organisationnelles liées à la subsistance de l'organisation et à la construction de sa légitimité auprès des pouvoirs publics. Soucieuses de capter des ressources et de s'inscrire comme interlocuteurs fiables auprès des élites, les organisations court-circuiteraient maladroitement l'insurrection populaire, obtenant des élites de maigres concessions. Celles-ci tomberaient ensuite en désuétude à mesure que la menace décroîtrait. L'analyse de Piven et Cloward, véritable provocation à l'égard des acteurs organisationnels, rend compte de la tension entre fonctionnement interne des groupes constitués et contestation populaire.

En contrepoint de leur examen, d'autres chercheurs mettent en évidence dans les années 1970 et 1980 le rôle primordial des structures organisationnelles dans la réussite des mouvements sociaux. Gamson (1990), par exemple, souligne l'importance d'une armature organisationnelle dans la coordination des actions et campagnes, dans l'innovation des

¹⁴¹ Cadres et leaders sont compris comme synonymes.

répertoires d'actions, ainsi que dans la protection qu'elle offre aux militants. Les organisations en tant que principales ressources et leviers de mobilisations constitueraient l'équation sine qua non à la réussite des mouvements sociaux. Clemens et Minkoff (2007) soulignent que cette compréhension des organisations comme structures rationnelles dissimule l'irrationalité et la spontanéité des organisations et plaident en faveur d'une approche interactionniste et processuelle des mouvements. La théorie de la mobilisation des ressources a permis de resituer la place de l'organisation dans l'analyse des mouvements sociaux, mais elle véhicule l'idée selon laquelle l'organisation est un ensemble d'acteurs homogène purement instrumental, et étroitement organisé. Dans les années 1990 et au début des années 2000, certains chercheurs tels que Eliasoph et Lichterman (ELIASOPH, 2010, 2013; ELIASOPH, LICHTERMAN, 2003) renouvellent l'approche interactionniste dans l'analyse des mouvements sociaux et associations civiques en éclairant la diversité des styles organisationnels et des trajectoires collectives. Les organisations ne sont pas des entités figées, mais sont au contraire le reflet des individus qui les composent, elles peuvent donc être instables et désorganisées.

Certaines associations de voisinage étasuniennes auprès desquelles ils réalisent leurs enquêtes de terrains laissent à penser, comme dans le cas de cette étude, qu'à partir du moment où des individus se réunissent, il devient « possible d'acquérir des préoccupations politiques plus larges » (ELIASOPH, 2010, p. 37). Cet élargissement ou montée en généralité des préoccupations, comme levier d'engagement et condition de maintien du mouvement social, n'est toutefois possible qu'à travers le travail mené par les organisations. Ce travail consiste à faire incorporer par les habitants les normes, pratiques et rituels militants par les participants, sa finalité étant celle de les retenir à l'intérieur du groupe mobilisé. L'analyse des dispositions biographiques – qui seront abordées dans le chapitre suivant – est cruciale dans la prise en compte des modalités des engagements individuels. Toutefois, celle-ci est indissociable d'une explication détaillée des logiques qui « fabriquent les pratiques militantes et qui permettent de les maintenir dans le temps » (NICOURD, 2009, p. 13). Les engagés doivent tous respecter une série de normes établies par les organisations. Cette compréhension des règles du jeu militant permet de mieux saisir ensuite, à travers l'examen des dispositions biographiques, les façons différentes dont les individus agissent, respectant scrupuleusement ces contraintes, les rejetant ou tentant au contraire de les adapter.

Après avoir examiné l'émergence et la composition des deux mouvements, les logiques de façonnage militant opérées sur les habitants seront analysées comme autant de critères qui influencent leur degré d'engagement. Enfin, à travers des ethnographies de réunions des deux mouvements de quartier, les modalités de la participation, et les discours portés par les

cadres des mouvements pour susciter l'engagement collectif seront décryptés.

1. Les mouvements sociaux Reclaim The City et Vila Autódromo : inscription historique, spatiale et répertoires d'action

Cette première partie s'attache à examiner la genèse des mouvements sociaux qui constituent les cas d'étude de cette thèse. Si les deux entités cultivent un fort ancrage dans les quartiers précédemment analysés, la temporalité et la forme qu'elles revêtent diffèrent néanmoins¹⁴². Mettre au jour la construction des mouvements sociaux est nécessaire pour comprendre les luttes de pouvoir interne et externe qui conduisent à la définition des moyens d'action et des revendications ainsi que les attentes participatives que nourrissent les producteurs de normes à l'égard des membres qui composent les deux groupes.

1.1 Reclaim The City, de la rue à l'occupation de Cissie Gool House

1.1.1 Genèse de Reclaim The City: la mise à l'agenda du « problème du logement »

La campagne Reclaim The City naît en 2016 sous l'impulsion de deux groupes : l'ONG Ndifuna Ukwazi (voir Encadré 5) et des anciens membres du Rainbow Housing Group, groupe de travailleurs domestiques de Sea Point, dont certains membres ont été affiliés à l'ANC au début des années 1990. À Sea Point¹⁴³, quartier qui longe le littoral, les emplois dans le secteur de la restauration et du tourisme sont occupés par des Noirs résidant dans les townships qu'ils doivent regagner une fois leur journée de travail terminée. Une partie de ces travailleurs se rassemblent alors pour débattre sur les moyens d'exercer une pression auprès de la municipalité de Sea Point afin d'obtenir la construction de logements sociaux à proximité de leur lieu de travail. Dans le même temps, suivant la recommandation d'un journaliste, l'ONG Ndifuna Ukwazi (voir Encadré 5), détourne son regard des townships -comme précédemment évoqué- et rejoint les réunions du Rainbow Housing Group. S'intéressant alors au quartier central de Sea Point, en février 2016 les membres de l'ONG prennent connaissance de la vente

¹⁴² Chronologie indicative des deux mouvements de quartier en annexe 4.

¹⁴³ Sea Point est un quartier touristique composé de 13 000 habitants. Exclusivement blanc sous l'apartheid le quartier est composé en 2010 de 67,46% de Blancs, 17,97% de Noirs et 7,67% de Coloured. Données du recensement réalisé en 2010.

controversée¹⁴⁴ d'une ancienne école publique, Tafelberg School.

Encadré 5: Ndifuna Ukwazi

Ndifuna Ukwazi – Dare to know, est une ONG créée à la fin des années 2000. Ndifuna Ukwazi comme beaucoup d'ONG après l'apartheid, s'engage dans l'amélioration des conditions sanitaires dans les townships. L'ONG est financée par des fonds étatiques et par la Bertha Fondation, fondation britannique pourvoyeuse de ressources aux acteurs contribuant à la justice sociale et économique dans les pays du Sud. À partir de 2016 et à travers le lancement de la campagne Reclaim The City, l'ONG se focalise sur la question du logement dans le centre-ville. Les travailleurs de Ndifuna Ukwazi (NU), au nombre de onze, sont donc des militants professionnels. Ils sont engagés à partir de leurs compétences sociales, de leur engagement antérieur et selon des critères de discrimination positive raciaux et genrés. Les valeurs d'égalité et de justice sociale revendiquées par l'organisation sont relativement mises en pratique dans l'organisation du travail. La distribution des salaires est d'un à cinq et malgré la hiérarchie des tâches et des métiers, les débats et discussions se réalisent sur un mode horizontal. Parmi ses employés, on trouve deux présidents, des organisateurs, des avocats, des chercheurs et deux femmes de ménage.

Ndifuna Ukwazi est indépendante du mouvement Reclaim The City, mais l'inverse n'est pas vrai. En effet, l'ONG fournit à Reclaim The City des ressources financières, logicielles, expertes, organisationnelles et enfin juridiques. Ses membres sont multipositionnés. Le vice-directeur de Ndifuna Ukwazi par exemple, James, est l'un des Chapter Leader de Reclaim The City chargé de la coordination du mouvement et les organisateurs de Ndifuna Ukwazi animent les réunions hebdomadaires et sont en charge des ateliers d'éducation populaire. Ndifuna Ukwazi fonctionne également comme un *Law Center*, une permanence juridique dans laquelle travaillent plusieurs avocats chargés de porter les litiges fonciers devant la justice.

Le local de NU, situé dans le centre-ville du Cap est un espace de travail ouvert. À l'entrée, un canapé confortable et une grande table en bois avoisinent des étagères sur lesquelles sont disposés de nombreux livres portant aussi bien sur l'histoire de l'Afrique du Sud que sur les questions urbaines. Deux salles de réunion et une petite cuisine jouxtent cet espace collectif. Le local de l'association est aussi un lieu de jonction pour l'ensemble des militants de Reclaim

¹⁴⁴ En 2012 une enquête de faisabilité conduite par la province du Western Cape conclut à la possibilité de construire 270 unités de logements sociaux sur le site où se situe l'école en question. La province du Western Capeprocède pourtant à la vente en 2015 pour une somme de 135 millions de rands, environ 7 millions d'euros.

The City et de Ndifuna Ukwazi. Ils ont pour habitude de s'y retrouver avant les actions, et parfois après, pour bavarder et boire un café.

Pour James, co-président de Ndifuna Ukwazi, le cas Tafelberg constitue « *Ground zero* », autrement dit, le socle et moment fondateur du mouvement social. Comme d'autres faits sociaux transformés en problèmes publics, la question des logements sociaux au centre-ville du Cap, éludée par la priorité donnée à l'amélioration des conditions de vie des habitants des townships, se convertit en problème public par « l'action volontariste (...) de divers opérateurs » (NEVEU, 2008, p. 42). Ndifuna Ukwazi transforme progressivement la question du logement en problème public à travers un processus de métamorphose défini par Felistner, Abelet Sarat (1980) grâce au tryptique « *naming, blaming and claiming* ». La vente de Tafelberg School à une entreprise privée, épiphénomène, révèle un malaise social plus large, celui de la distribution inégalitaire des terres du centre-ville du Cap. L'ONG se saisit de cet événement pour le définir comme une offense et une injustice génératrice de litiges. C'est donc à partir de cet événement que les membres de Ndifuna Ukwazi décident de faire du logement au centre-ville, la pierre angulaire de la campagne à venir.

Ses membres lancent la campagne #StopTheSale, amplement diffusée sur les réseaux sociaux et concrétisée par l'organisation de réunions tenues au cours du mois de mars 2016 et auxquelles participent une centaine de personnes, majoritairement des travailleuses, rassemblées sur la promenade de Sea Point. Ils désignent les entités responsables de la vente (phase de *blaming*), – ici la province du Western Cape – et déposent un recours en justice pour mettre un terme à la vente. L'identification des responsables du litige à travers l'étape de « *blaming* » ne sert pas uniquement à réclamer une résolution de l'offense faite (*claiming*), mais à dénoncer et cibler l'action individuelle des personnes étant intervenues dans la vente pour mieux les discréditer moralement et publiquement. Cette stratégie de « *shaming* », constitue un moyen d'action clé du mouvement social. Les entrepreneurs de mobilisation souhaitent responsabiliser les décideurs publics et donner des visages à des phénomènes pouvant être perçus comme opaques et abstraits. Ainsi, en juin 2016, le groupe dénonce l'action du dignitaire à la tête du Département des Travaux Publics du Western Cape entre 2011 et 2014, Gary Fisher. Grâce à des échanges de mails, obtenus par des chercheurs de Ndifuna Ukwazi, ils prennent connaissance de sa participation à la vente de Tafalberg School à une compagnie immobilière

avant de devenir lui-même dirigeant d'une autre compagnie immobilière¹⁴⁵ et de procéder à l'achat de terrains avoisinant l'ancienne école. Parallèlement, les organisateurs de Ndifuna Ukwazi et du Rainbow Housing élaborent des stratégies d'action pour protester contre la vente du terrain et y imposer un usage social. Les deux mouvements lancent la campagne Reclaim The City et défilent pour s'opposer à la vente de Tafelberg School, brandissant pour la première fois le slogan « *Land for people, not for profit* ». Ils occupent le terrain pendant une durée de quarante-huit heures. Dans l'extrait d'entretien ci-dessous, James suggère l'impréparation du groupe et les nombreuses hésitations et tâtonnements quant à la pertinence d'un recentrage spatial et stratégique de son action :

We didn't know anything about tactics or where we would focus. Initially we were going to work in Relocation Camps but they were such places of desperation and poverty, there was very little politics and people were really desperate and struggling serious problems. That just wasn't the ability to organize... And it wasn't close enough to the center. And it changed when I saw this Tafalberg Advert in the newspaper, and it was Zach who said "that it is the site that we need to organize around".

Pour James, ce détournement de la focale vers la question du logement au centre-ville se réalise donc de façon hasardeuse et improvisée. Pourtant, les compétences acquises lors de leur travail dans le township de Khayelithsa pour améliorer les conditions de logement, le réseau militant déjà constitué et le capital informationnel mis à disposition grâce aux ressources financières de l'organisation laissent à penser que l'émergence de Reclaim The City, loin d'être accidentelle, n'entre pas en rupture, mais que, comme pour d'autres organisations, elle est le fruit de la mise en réseau avec d'autres collectifs de choix individuels ou collectifs, et de décisions multiples (NIKOLSKI, 2010).

Le succès de la campagne et l'enthousiasme suscité par les premiers épisodes protestataires incitent le mouvement à intensifier la lutte, comme James m'en fait part en soulignant les émotions soulevées par ce moment :

You must remember that this was the first time ever in Cape Town that people start to organize around an inner-city piece of land. It was exciting. People were like "wow this is possible?" It was like people had been in a room before and suddenly we opened the door to...there was a whole mansion here. And so, it was exciting to people.

Dans le même temps, la multiplication des expulsions à Bromwell Street dans le quartier de Woodstock attire l'attention de Ndifuna Ukwazi. La campagne Reclaim The City se focalise

¹⁴⁵ Gary Fisher dirige la compagnie immobilière CapitalGro.

sur les évictions en cours dans cette rue populaire de Woodstock. En avril 2016, les chercheurs de Ndifuna Ukwazi dénoncent le processus d'évictions sur les réseaux sociaux Twitter et Facebook. Le Law Center de Ndifuna Ukwazi assiste juridiquement les familles menacées de déplacements par le groupe immobilier Woodstock Hub. Parallèlement, ils lancent une campagne de dénonciation publique contre les propriétaires du groupe immobilier. En août 2016, les membres de la campagne Reclaim The City et Ndifuna Ukwazi envahissent et occupent le Neighbourgoods Market du Old Biscuit Mill et dénoncent la gentrification et les évictions. L'initiative est couverte médiatiquement par quelques journaux et revues alternatives.

Deux préoccupations majeures dessinent donc le contour de l'organisation qui émerge : cesser la vente de terrains publics localisés au centre-ville pour y encourager la construction de logements sociaux et mettre un terme au phénomène d'évictions. Le mouvement se base alors sur l'expertise des chercheurs de Ndifuna Ukwazi¹⁴⁶, il s'agit de mettre au jour les ventes controversées de terrains publics pour s'y opposer, et grâce au mouvement social, de porter publiquement les revendications sur la fin des évictions.

Le choix d'opter ensuite pour un nouveau répertoire d'action, celui de l'occupation durable, renforce alors la dénonciation de ces phénomènes et les limite du même coup. En effet, et comme cela sera ensuite détaillé, l'occupation de deux espaces par plusieurs centaines de personnes entrave la possibilité de leur vente par l'État et constitue une solution de relogement à proximité pour les personnes évincées de leur logement. D'abord pensée comme temporaire, l'occupation se transforme progressivement en raison d'être du mouvement, sa qualité étant en parfaite adéquation avec les principaux objectifs énoncés, celle de la fin des évictions et de l'installation dans un espace pouvant potentiellement servir de logement social.

L'entérinement de la vente de Tafelberg School et les tractations décrites comme « illégales » par les membres de la campagne Reclaim The City et de Ndifuna Ukwazi, les conduisent à engager une réflexion sur les stratégies à utiliser pour freiner la vente de terrains publics et obliger les pouvoirs publics à respecter leurs promesses quant à la construction de logements sociaux, notamment sur un autre terrain public, le site de l'hôpital de Woodstock.

En mars 2016, et après s'être réunis avec d'autres associations locales pour élaborer des stratégies d'actions, les chercheurs de Ndifuna Ukwazi identifient deux bâtiments publics situés

¹⁴⁶ Les chercheurs de Ndifuna Ukwazi sont pour la plupart de jeunes diplômés en sciences sociales, issus de la classe moyenne, blancs, précédemment engagés dans des mouvements universitaires ou d'autres associations.

au cœur des espaces contestés de Sea Point et Woodstock. Le 13 novembre 2016, se jouant de la vigilance des gardes, une dizaine de travailleurs domestiques et membres de Ndifuna Ukwazi brisent le cadenas de l'ancienne maison de retraite Helen Bowden à Sea Point et occupent les lieux. Dans le même temps, profitant du tournage d'un film d'horreur réalisé par des étudiants en cinéma dans l'ancien hôpital de Woodstock, loué par la municipalité à cette occasion, des membres de Ndifuna Ukwazi se font passer pour l'équipe de tournage, s'infiltrant et occupent les lieux. L'accès à l'ancien hôpital, en tant que décor de tournage, se fait donc grâce à un travestissement de l'identité des membres de Ndifuna Ukwazi : leur capacité à se dissimuler parmi d'autres acteurs leur donne accès aux bâtiments. Cette action est d'abord pensée comme un coup d'éclat – tel que celui produit à Tafelberg School lors de l'invasion du terrain – plus qu'une occupation à long terme et l'intégralité des membres anticipe sa fin avec l'intervention des forces armées « pour pouvoir les filmer et montrer comme l'État réagit »¹⁴⁷. Les deux occupations s'organisent progressivement, des repas sont fournis une fois par jour et les lieux, d'une vaste surface, sont explorés. Les occupants décident de s'enfermer et de se barricader. Après une semaine, viennent se joindre à l'occupation, d'une part des sans-abris de Woodstock, d'autre part les membres de Ndifuna Ukwazi et leurs amis universitaires, majoritairement issus de la classe moyenne. Une réunion conjointe est organisée après dix jours d'occupation: la majorité des habitants expriment leur désir de rester et de transformer ce lieu en espace de vie durable. Ils nettoient, réparent, aménagent et subdivisent les deux espaces insalubres pour les transformer en logements et lieux de militantisme.

1.1.2 L'occupation comme principal mode d'action : une innovation au Cap

L'occupation comme mode d'action subversif et innovant vise à rompre avec le modèle organisationnel traditionnel des mouvements sociaux sud-africains, que James décrit selon un mode routinier et théâtral:

They know the language; they know the things. So, it becomes a theatre. We are on the inside, you are on the outside, we all know the rules. It's like warfare in the 1900's with all the soldiers lining up and blow the trumpets. We all do the first charge... It doesn't change power because everyone knows the rules of the game. And it is a grand display. And unfortunately, the only way that we can change it is when you could build enough power on the outside, which we can't do. And so a lot of those movements are still born of those strategies and tactics and cultures of organizing. And what we needed to do with RTC was to try to build a different kind of organizing that could begin to disrupt and antagonize the new way that power lies in our society. Because

¹⁴⁷ Entretien réalisé le 20 avril 2019 dans un café de Woodstock.

all of those freedom fighters and people went into the state and they, themselves, were unable to transform from the inside.

James dénonce ici la cooptation opérée au retour de la démocratie par les organisations de lutte contre l'apartheid et montre sa volonté de rupture avec les modes d'organisation traditionnels. Il témoigne de sa vaste connaissance de l'offre de mouvements sociaux ainsi que du souhait de fixer les frontières du mouvement social par rapport à d'autres, notamment en renouvelant les formes de l'action collective grâce à un mode d'action innovant : l'occupation.

L'occupation¹⁴⁸ politique d'un vaste espace inutilisé au Cap est en effet inédite dans le paysage contestataire de la ville. Les occupations politiques expérimentées – notamment par l'Anti- Eviction Campaign entre 2000 et 2010 – et la construction d'habitats informels sans revendications politiques se réalisent avant tout sur des terrains publics inutilisés et majoritairement situés à la périphérie, mais ne s'inscrivent pas dans des édifices vides et centraux.

L'inscription spatiale du mouvement répond dans un premier temps à l'urgence, et dans un second temps, à la nécessité de créer un répertoire d'action collective innovant. En effet, il s'agit d'abord de loger une centaine de familles expulsées puis de renouveler les modes d'action collective en tenant compte des ressources disponibles. Dans l'immédiat, l'occupation répond donc à l'urgence sociale des évictions et à l'augmentation du nombre de sans-abris à Woodstock. Cette substitution du rôle de l'État dans l'attribution de logements vise à asseoir la légitimité du groupe tout en dénonçant l'incompétence et l'inaction des pouvoirs publics. L'occupation, comme mode illégal de distribution de biens collectifs tels que le logement, l'eau et l'électricité constitue alors une forme de résistance à l'inertie de l'appareil étatique perçu comme bureaucratique et corrompu. Le mouvement formalise des pratiques d'informalité et de négociations communes dans la vie des classes populaires, comme l'observe également Bayat (2000) à propos des classes subalternes iraniennes, mais situées en dehors des frontières institutionnelles de l'État. En agrégeant au sein d'un même espace des pratiques illégales auparavant atomisées, destinées à améliorer leurs conditions de vie et en revendiquant leur droit à les mettre en pratique collectivement, le mouvement entend légitimer et politiser des actes qui ne sont pas perçus par les habitants comme des actes de résistance. Je reviendrai sur ce point central au cours de la démonstration sur les initiatives de politisation déployées par les principaux représentants du mouvement.

¹⁴⁸ Je fais le choix d'opter pour le terme indigène « occupation ». Les leaders du mouvement rejettent l'acception de « squat », qu'ils associent à une conception européenne et à une action subversive connotée, émanant principalement des mouvements de gauche libertaires.

L'occupation s'inscrit également comme une ressource spatiale majeure pour le mouvement. En Afrique du Sud, la configuration ségréguée de la ville constitue encore aujourd'hui un obstacle aux mobilisations publiques telles que les manifestations de rue. La ceinture spatiale de l'apartheid¹⁴⁹ et la mauvaise qualité des transports publics limitent les déplacements des habitants des townships vers les lieux de pouvoir situés au centre-ville. À quelques exceptions près¹⁵⁰, les épisodes protestataires sont donc principalement restreints et circonscrits aux « lieux-supports » de la colère (COMBES, GARIBAY, GOIRAND, 2016) qu'ils s'agissent des townships, des universités ou des lieux de travail.

L'occupation représente alors une innovation par rapport au lieu de rassemblement et de coordination du mouvement: elle réunit les évincés de Woodstock, composant ainsi une force numérique au cœur d'une portion du quartier – l'Upper Woodstock – dominée démographiquement par les classes moyennes et supérieures (voir Carte 3). De plus, elle pourvoit au mouvement social un ancrage spatial et une base routinière. En Afrique du Sud plus généralement, et notamment en raison de la configuration spatiale des villes, ces formes d'action collective routinières sont plus fréquentes, mais moins étudiées que les mobilisations publiques, « plus glamours » (FRIEDMAN, 2019, p. 123) et spectaculaires (ROBINS, 2014). Ce sont les épisodes temporaires de mobilisation et de mise en scène des groupes, lors de manifestations de rue par exemple, qui sont le plus souvent examinés par les politistes, au détriment des efforts quotidiens et routiniers consentis par leurs membres pour avoir accès à la formulation des politiques publiques. Enfin, en 2017, l'initiative de renommer l'occupation Cissie Gool House, du nom d'une militante métisse engagée contre le Parti National pendant l'apartheid, témoigne de la volonté des cadres du mouvement d'affirmer la portée militante de l'édifice par une continuité des pratiques de lutte contre la ségrégation et la reconnaissance de cet héritage contestataire.

La quotidienneté dans l'enceinte de l'occupation ne doit toutefois pas s'opposer de façon dichotomique aux épisodes externes d'actions collectives ni les occulter. Ces deux types d'actions, internes et externes, se complètent et s'alimentent au sein du mouvement social même si – comme cela sera étudié dans la partie suivante – les acteurs sont plus ou moins

¹⁴⁹ Frontière immatérielle persistante (malgré sa suppression) entre l'ancienne zone centrale réservée aux blancs, et la périphérie où sont installés les townships réservés aux populations noires et métisses.

¹⁵⁰ Les marches massives qui dénoncent le massacre des 34 mineurs de Marikana le 6 août 2012 et celles contre la corruption du gouvernement Zuma en 2015 réunissent des milliers de personnes dans le centre-ville des métropoles sud-africaines et dans les townships font exception. Les manifestations étudiantes organisées en 2015 dans le cadre des campagnes #FeesMustFall et Rhodes Must Fall au Cap, militant respectivement pour l'abolition des frais d'inscription à l'université et un enseignement décolonial, sont quant à elles majoritairement circonscrites aux campus.

disposés à s'engager dans certains types d'activités militantes selon leurs trajectoires biographiques et la perception de ces répertoires d'action.

Une fois le bâtiment sécurisé et l'installation des habitants amorcée, le coup d'éclat produit par l'invasion spectaculaire d'un vaste espace public s'estompe peu à peu, au profit d'autres actions dont la finalité est principalement celle de préserver l'élan du groupe en renforçant sa visibilité et en responsabilisant les pouvoirs publics. Ces actions revêtent différentes formes, allant de la pétition à la mobilisation de rue en passant par l'*escraché*¹⁵¹ (voir Encadré 6). Ces différentes formes d'action collective n'incluent pas les mêmes acteurs et n'impliquent pas le même investissement de la part des militants. La pétition est avant tout destinée aux acteurs extérieurs du mouvement puisque les occupants et membres de Reclaim The City ont un accès limité à internet. Des mobilisations de rue sporadiques sont organisées, mais entrent souvent dans le cadre de protestations plus larges organisées par d'autres groupes militants, telles que les manifestations de rue contre la violence et la répression exercées par les forces de l'ordre sur les militants sud-africains ou encore pour l'investissement dans le secteur des transports.

Les occupations temporaires de bâtiments et terrains publics constituent le mode d'action externe privilégié du mouvement. Elles visent à interpeller la puissance publique et à mettre en scène les demandes de reconnaissance. Qu'elle soit durable ou temporaire, l'occupation est conçue comme le moyen le plus adéquat pour réclamer des droits: la présence de nombreux militants dans un même espace donne de la visibilité au mouvement et constitue une forme de réappropriation collective (RIPOLL, 2005; BLEIL, 2011). Ces occupations temporaires entrent en continuité avec l'occupation durable de l'ancien hôpital de Woodstock. Cette réappropriation s'exerce sur trois types d'espaces particuliers : les espaces représentatifs de la puissance publique (la municipalité), les espaces gérés par des entreprises publiques fournissant des services défaillants (siège de PRASA, compagnie ferroviaire) ou des espaces publics centraux destinés aux loisirs et dont l'usage récréatif est considéré comme abusif (terrains de golf, *bowling*) puisqu'ils sont cédés à des entités privées, moyennant un faible coût locatif. L'*escraché* qui consiste à protester devant le domicile d'une figure publique dont l'action est dénoncée entre également en résonance avec la stratégie d'occupation. Ce répertoire d'action original – d'abord utilisé par les militants de la Plataforma de Afectados por la Hipoteca dans leur lutte contre les évictions à Barcelone – est importé en Afrique du Sud par

¹⁵¹ L'*escraché*, répertoire d'action inventé en Argentine, est employé pour la première fois en 1995 par des militants du groupe HIJOS (Hijos e Hijas por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio) pour dénoncer l'impunité des militaires et dignitaires de la dictature.

les entrepreneurs de mobilisation de Reclaim The City, témoignant ainsi de la circulation des pratiques militantes entre les continents européen et africain. Ce répertoire d'action est considéré par les dignitaires du mouvement, par la presse et les représentants des pouvoirs publics comme le plus subversif et novateur.

Encadré 6: Observation d'un escraché à Camps Bay

À cinq heures du matin, nous rejoignons une partie des militants de Reclaim The City devant l'occupation de Woodstock. Nous partons ensuite vers les locaux de Ndifuna Ukwazi où nous retrouvons les organisateurs de l'action et des militants de l'occupation de Helen Bowden, à Sea Point. Nous buvons un café puis nous nous regroupons au sein de deux taxis¹⁵² collectifs appartenant à des habitants des deux occupations. Nous quittons les bureaux de l'ONG à six heures pour rejoindre la maison de Japie Hugo. Directeur exécutif du secteur de l'énergie, de l'environnement et de la planification urbaine de la municipalité du Cap depuis 1996, il participe en 2016 aux négociations concernant la vente à bas coût du site de Site B à la compagnie immobilière Growthpoint. Il démissionne la même année et obtient un poste de consultant auprès de cette même compagnie.

Nous arrivons à Camps Bay, quartier le plus aisé du Cap. Le soleil se lève. La maison imposante de Japie Hugo surplombe la plage. Elle se situe au sein d'un quartier composé de vastes villas (voir Figure 11).

Figure 11. Panorama de l'escraché. En arrière-plan, on distingue le sommet de Lion's head.



Quelques militants se reposent sur le muret de la villa voisine. Contre le muret d'en face, celui du domicile de Japie Hugo, sont apposés les « tableaux de la honte » relatant l'action controversée des représentants municipaux (voir Figure 12). L'habitant suspendu au muret tente d'observer l'intérieur du domicile de Japie Hugo, d'autres, debout, chantent et le somment de sortir. Derrière le muret, on aperçoit son domicile qui surplombe la baie du Cap. Le portail de Japie Hugo, visible à droite du cliché, restera fermé. (Par l'autrice, 2018).

Ces panneaux représentent et décrivent les activités des membres de la municipalité

¹⁵² Les « taxis » sont en fait des minibus dans lesquels peuvent s'entasser plus de dix personnes.

ayant participé à la vente de Site B. après une heure de présence, le service de sécurité privée du quartier et la police arrivent et nous interrogent (voir Figure 13). Les militants passent la journée sur place et prennent leurs aises. Une tonnelle est installée en face du domicile, les militants s'y installent pour fuir le soleil. Une voisine à bord de son 4x4 s'arrête pour demander les raisons de cet « événement ». Elle apporte ensuite des packs de bouteilles d'eau et est saluée puis applaudie par le groupe. Avec Matthiew, nous quittons les lieux à dix heures pour rejoindre le tribunal de Woodstock où le jugement de Ashura a lieu. Les militants resteront à Camps Bay jusqu'à dix-huit heures, attendant désespérément que Japie Hugo sorte de son domicile et daigne répondre à leurs questions. En vain.

La présence des membres de Reclaim The City dénote dans un des quartiers les plus favorisés d'Afrique du Sud composé à 80% de blancs et à 4% de Métis. Devant la maison, nous sonnons à la porte et commençons à entonner les chants de Reclaim The City. Nous dansons et chantons au rythme de *Asina luvalo* et *Senzeni Na*¹⁵³. La banderole Reclaim The City est apposée sur le mur qui entoure le domicile et contre lequel sont également disposés plusieurs « panneaux de la honte » (voir Figure 12).

Figure 12. « Panneaux de la honte » retraçant la participation de certains représentants municipaux dans la vente de site B (Parl'autrice, 2018).



¹⁵³ *Asina luvalo* signifie « Nous n'avons pas peur » tandis que *Senzeni Na* se traduit par « Qu'avons-nous fait ? », cette interrogation étant suivie par : « Notre pêché est-il d'être noir ? Notre pêché est la vérité ». Ces chansons en langue Xhosa, hymnes anticoloniaux, ont été diffusées par les membres de l'ANC lors de la lutte contre l'apartheid. Les paroles ont été partiellement reformulées pour coller aux revendications de Reclaim The City.

Figure 13. Les membres de Reclaim The City argumentent auprès de la police sur leur respect du Gathering Regulation Act, loi qui régit les rassemblements dans l'espace public.



Ces sorties qui se déroulent dans des quartiers blancs, privilégiés et très peu fréquentés par les enquêtés, visent également à les éclairer sur les inégalités socio-spatiales au sein de la ville. Lors de l'*escraché* organisé à Camps Bay, certains habitants sont ébahis par les vastes maisons qui les entourent. Si ces modes d'action servent principalement à dénoncer l'inaction de la municipalité ou les conflits d'intérêts, ils rappellent aussi le fossé social et économique entre les élus menant une vie confortable dans des quartiers favorisés et les citoyens exclus de leurs logements et de leurs quartiers. La participation des militants à ce répertoire d'action est significative à plusieurs égards : elle renvoie au sacrifice (il s'agit de partir à l'aube) et à la capacité de confrontation à la force publique (qui intervient presque toujours) ainsi qu'à la personne visée. Ce mode d'action réunit une vingtaine de militants les plus vindicatifs, et effraie ceux qui sont peu accoutumés à l'action collective.

En 2017, lors de ma présence sur le terrain, ce type d'action est très fréquent. Toutes les semaines, des manifestations publiques et des occupations temporaires sont menées dans différents endroits de la ville. Elles sont énumérées par les leaders de Reclaim The City chaque semaine. Ils exhortent les habitants à participer à ce type d'activités et les enjoignent d'inscrire leur nom sur une liste de présence qui déterminera les besoins en transport et matériel le jour de l'action.

1.2 La Vila Autódromo, une mobilisation exemplaire inscrite sur le temps long

1.2.1 Urbanisation, consolidation, mobilisation : les trois temps de la Vila Autódromo

Le mouvement social de la Vila Autódromo s'enracine dans les traditions organisationnelles du quartier, formalisées par la création de son association locale en 1987. L'histoire de l'association épouse le rythme des diverses menaces d'évictions qui frappent régulièrement le quartier. En s'inspirant de la division opérée par une habitante relatant l'histoire de l'association, on peut distinguer trois temps qui marquent son action même si les évictions apparaissent constamment en toile de fond. Le premier temps est celui de l'urbanisation, le second celui de la consolidation et le troisième celui de la mobilisation contre les expulsions. Ces propos se basent principalement sur le journal de l'association de la Vila Autódromo, les propos des habitants et ceux du dernier président d'association¹⁵⁴.

Avant la création de l'association locale en 1987, les habitants s'organisent pour développer les services et infrastructures du quartier et améliorer les conditions de vie sur place. Ils sollicitent la compagnie des eaux CEDAE¹⁵⁵ pour obtenir une distribution d'eau, ainsi que la compagnie chargée du transport municipal Redentor pour disposer d'un arrêt de bus à proximité du quartier. En attendant, ils partagent les moyens de transport pour conduire les habitants au centre-ville. Selon Roberta, l'association formalise et vient couronner ces multiples initiatives locales. Le statut de l'association serait inspiré des organisations communautaires et socialistes de Cuba. L'installation de Roberta répond à son idéal « communautaire » et « hippie » de l'époque qui suscite l'enthousiasme des milieux de gauche cariocas. Des membres du PT, parti politique auquel elle est affiliée, l'incitent à s'installer sur place et à participer à la construction du quartier. Lors d'un entretien, Davi, un autre habitant du quartier corrobore ces propos, signalant qu'un ami du PT, proche de Leonel Brizola, gouverneur entre 1991 et 1994, lui avait recommandé de s'installer sur place. Roberta confirme que plusieurs habitants étaient engagés dans des groupes de gauche attentifs à l'ouverture démocratique du pays.

Au début des années 1990, le rythme des emménagements s'accélère avec l'arrivée d'ouvriers du bâtiment se mêlant aux pêcheurs sur place. Des espaces réservés aux pêcheurs et destinés à la préservation de l'environnement sont découpés et vendus au profit des nouveaux arrivants. L'association locale s'associe à la FAFERJ (Fédération des Associations de Favelas

¹⁵⁴ Les propos développés dans cette partie recourent en partie ceux développés dans le second chapitre qui retrace l'évolution de la Vila Autódromo. Toutefois, il est important de garder à l'esprit que les dynamiques d'urbanisation et de division de l'espace ont des conséquences sur l'organisation sociale du quartier d'une part, et sur les interactions entre habitants d'autre part. Je soutiens que les dynamiques d'urbanisation et les relations de voisinage influencent les rapports de force entre habitants et configurent les modalités de l'engagement. Il convient donc de préciser l'évolution des configurations sociales et spatiales du quartier pour ensuite mettre en évidence en quoi, celles-ci constituent des opportunités ou des contraintes pour le mouvement de quartier.

¹⁵⁵ Companhia Estadual De Água e Esgotos. Compagnie publique de distribution et traitement des eaux et égouts de Rio de Janeiro.

de Rio de Janeiro) qui définit ces espaces, soutirant un pourcentage. Une partie des habitants, à l'image de Roberta, désapprouve ces pratiques mercantiles et se désolidarise alors de la FAFERJ. Une partie des résidents poursuit donc l'œuvre d'urbanisation aux côtés de la FAFERJ et sous la houlette du président de l'association, ils remblayent, vendent et négocient les terrains sur place. Ces pratiques d'organisation du quartier et d'urbanisation collective stimulent les liens entre voisins.

Les initiatives d'urbanisation sont alors brutalement stoppées par la première menace d'expulsions. En 1992, Cesar Maia¹⁵⁶, maire de la ville, porte quatre accusations devant la justice pour « dommage à l'environnement naturel », « dommage esthétique, paysager et touristique » et engage le processus de désappropriation des habitants du quartier désigné comme « occupation désorganisée ». Une partie des trois-cents habitants du quartier s'organisent alors pour lutter contre les expulsions sous l'égide du président d'association Tenorio. Celui-ci est assassiné par quatre hommes en mars 1993 alors qu'il ferme son commerce. Le crime, maquillé en braquage selon les allégations formulées par les habitants du quartier, suscite leur exaspération. Malgré le choc provoqué par l'assassinat, ils reprennent l'activité militante et s'opposent à la municipalité. La première édition du journal local¹⁵⁷ de l'association titrée « Vila Autódromo, 21 ans de résistance » dénonce les allégations portées par Cesar Maia:

L'allégation selon laquelle ce sont les communautés de bas revenus qui polluent les lacs de Recreio et Jacarepaguá n'a aucun fondement. Au contraire, les condominiums de luxe, les shoppings et les grandes entreprises situés dans cet espace sont les grands responsables des désastres écologiques de la région.

Le journal relate le combat mené par une partie des habitants pour défendre leur droit au logement. Le 24 septembre 1993, des agents municipaux pénètrent le quartier pour réaliser le cadastre des maisons. La troupe de choc encercle le quartier et saisit des matériaux de construction. Les habitants dressent des barricades, empêchant ainsi l'entrée des bulldozers dans le quartier. Face à la colère des habitants, un officiel de justice suspend l'intervention en cours, première étape avant l'expulsion collective. Les représentants de l'association font appel à la Defensoria Pública¹⁵⁸ et notamment au Núcleo de Terras e Habitação¹⁵⁹ (NUTH) pour les assister juridiquement. L'option de destruction totale du quartier, envisagée par la municipalité

¹⁵⁶ Maire de la ville de Rio de Janeiro, pendant trois mandats, exercés de 1993 à 1997 puis de 2001 à 2009. Il est affilié au parti du PMDB pendant son premier mandat.

¹⁵⁷ Journal de l'association locale de la Vila Autódromo, première édition, 1993.

¹⁵⁸ Institution publique d'assistance juridique aux citoyens à faible revenu.

¹⁵⁹ Groupe de la Defensoria Pública spécialisé dans l'assistance juridique des personnes confrontés à des problèmes de logement ou conflits fonciers.

est rapidement abandonnée à la suite des arguments portés par les défenseurs publics et seule l'occupation des bords du lac de Jacarepaguá est considérée comme illégale.

Ce premier épisode de protestation, vécu comme une victoire sur la municipalité, renforce la cohésion entre les résidents. Le conflit soude le groupe et socialise ses membres aux pratiques contestataires, diffusées par les habitants déjà politisés ainsi que par les soutiens que ces derniers sont parvenus à mobiliser (à savoir des syndicalistes, des parlementaires, des dirigeants associatifs et le prêtre de l'église locale). L'association diffuse un discours vantant la vertu et l'unité des habitants et désigne la municipalité, les classes moyennes des *condominiums* et les grandes entreprises comme principaux responsables de leurs tribulations. Cette grille de lecture dichotomique des rapports de pouvoir entre « eux » et « nous » contribue à l'homogénéisation de la vision des résidents.

En 1994, le succès des habitants est couronné par l'octroi de 154 titres de propriété à ceux qui sont situés dans la partie du quartier la plus défavorisée, reconnue comme « favela » par les pouvoirs publics. Les habitants vivant à proximité du lac ne sont quant à eux pas régularisés puisqu'ils doivent s'adresser au SERLA, entité étatique chargée de la gestion des espaces hydrauliques (rivières et lacs majoritairement). Roberta considère ce traitement différencié comme une première scission destinée à diviser les habitants du quartier.

Ce découpage spatial correspond également à une division sociale de l'espace du quartier. Les individus exerçant des professions libérales ou fonctionnaires substituent progressivement les pêcheurs situés près du lac. Profitant de la tranquillité du quartier et de sa localisation idéale, ils font construire de confortables maisons et emploient les travailleurs du bâtiment de la Vila Autódromo. Certaines initiatives solidaires, quêtes ou kermesses, s'apparentant à de la charité et parfois lancées en collaboration avec l'église catholique locale sont alors mises en place pour resserrer les liens entre habitants de la favela et ceux des berges. Néanmoins, la différenciation d'espaces distincts au sein du quartier se retrouve dans les pratiques et discours des habitants. Comme dans d'autres quartiers populaires brésiliens (MATTA, 1997; VOLPINI, 2014), on observe que les habitants mobilisent dans leurs conversations courantes des lignes de démarcation par rapport à leurs voisins, parlant « do pessoal da lagoa », ou do « povo de embaixo »¹⁶⁰. Ils signalent ainsi leur appartenance à une catégorie spatiale spécifique, sans caractériser implicitement leur éloignement économique. La légalisation des habitats dans une zone déterminée plutôt que dans une autre, accentue le démarquage entre les deux espaces. En 1998, les habitants des berges du lac obtiennent

¹⁶⁰ Ces expressions désignent « les gens du lac » et « ceux du bas ».

également les titres de propriété, leur permettant de demeurer sur place. La légalisation des terres se poursuit en 2005 avec l'attribution à l'espace « favela » uniquement du titre d'Área de Especial Interesse Social (AEIS)¹⁶¹.

En outre, malgré son caractère localisé, ce titre parachève le cycle de conquêtes locales obtenues par l'association des habitants et éloigne le spectre des déplacements. Pourtant, en 2005, à l'occasion de l'organisation prochaine des Jeux Panaméricains de 2007, les pouvoirs publics réitèrent leurs discours sur la nécessité d'expulser l'intégralité des habitants de quatre quartiers populaires de la Zone Ouest – Canal do Cortado, Canal do Anil, Arroio Pavuna et la Vila Autódromo. La municipalité réalise le cadastre des terres et habitats. Certains résidents s'y opposent alors avec virulence. Les leaders de l'association locale, associés à ceux de Canal do Anil et Arroio Pavuna s'unissent et participent au Comité Social do Pan, un mouvement social composé de groupes mobilisés pour le droit au logement et formé pour dénoncer collectivement les expulsions et les privatisations induites par l'organisation des Jeux Panaméricains. Plusieurs mobilisations de rue et audiences publiques sont alors organisées à l'Institut des Terres de l'État de Rio de Janeiro et au SERLA. Tanaka (2018) affirme que ces larges mobilisations, auxquelles participent divers groupes militants, conditionnent le maintien de la Vila Autódromo et de Canal do Anil. Au contraire, les habitants de Arroio Pavuna et une partie de Canal do Cortado, moins organisés, sont expulsés. Le maintien de ces favelas est célébré lors du défilé du premier mai 2007 regroupant divers mouvements sociaux, syndicats, partis politiques de gauche et quelques leaders d'associations de favelas. Le réseau formé à l'issue des luttes successives de la Vila Autódromo se recompose après la nouvelle annonce d'expulsion du quartier en 2009.

1.2.2 Un symbole de la lutte contre les évictions à Rio de Janeiro

En 2009, lorsque les habitants s'enquière du projet d'urbanisation d'Eduardo Paes mené dans le cadre des Jeux olympiques de 2016 et incluant la destruction de la Vila Autódromo, ils ne prennent pas cette annonce très au sérieux. Larissa et Ana, comme de nombreux habitants du quartier, pensent que ce discours sera sans conséquence, la première estimant qu'il s'agit alors du énième « aboiement d'un chien déjà mort ». Du fait de leurs victoires successives matérialisées par les titres de propriété de leur logement, les habitants se pensent d'abord intouchables. Le plan stratégique du gouvernement municipal formalise la

¹⁶¹ Aire Spéciale d'Intérêt Social. La démarcation de zones AEIS constitue un instrument servant à la reconnaissance des installations informelles. Elle permet la régularisation foncière d'espaces informels et le développement de logements sociaux sur place.

menace, alléguant de nouveau qu'ils sont situés sur une zone de risque. Le réseau militant constitué des leaders locaux des favelas menacées, des mouvements sociaux et des défenseurs publics se met rapidement en branle. Ils rencontrent le secrétaire municipal de l'Habitat Jorge Bitter et affirment leur détermination à demeurer dans le quartier. Celui-ci réitère les propos du maire et ajoute que les habitants pourront être relogés à proximité de la Vila Autódromo. La mobilisations'organise, les habitants protestent devant la municipalité et sont reçus par Eduardo Paes. Ce dernier justifie la destruction du quartier comme exigence du CIO. Superposant l'expertise et les manifestations de rue comme principaux moyens d'action, les habitants mobilisés rejettent un par un les arguments produits par la municipalité pour les déloger et parviennent, grâce à leurs discours et à la forte médiatisation du quartier, à ériger le quartier en symbole de la lutte contre les évictions à Rio de Janeiro.

Du fait de sa localisation dans l'épicentre des constructions du Parc Olympique, ce quartier concentre l'attention des médias. Alors que de nombreux quartiers populaires sont aussi concernés par les évictions, seules la Vila Autódromo et la Vila do Metrô (située à proximité du stade Maracanã) sont directement menacées par les infrastructures olympiques (GILLON PASCAL, 2016). Bien que les deux quartiers subissent la même menace, seule la Vila Autódromo parvient à asseoir une renommée internationale. Le traitement réservé à la Vila Autódromo s'explique par la construction d'un discours idéalisant, reproduit et diffusé par des soutiens externes au mouvement, qui placent le quartier au centre de la lutte contre les évictions à l'échelle de la ville et l'élèvent en haut lieu de l'action collective.

En présence des médias ou des fonctionnaires publics, susceptibles d'influencer l'issue de la lutte, les habitants affirment leur légitimité à vivre dans le quartier à partir d'un récit qui l'idéalise. Dans leur discours, ils revendiquent la propriété des biens, l'absence de violence et l'intérêt pour la chose publique. Les enquêtés insistent sur la régularité des terrains possédés : « nous avons les titres de propriété », « c'est une aire spéciale d'intérêt social ». Ils s'opposent au stigmate construit et véhiculé depuis des décennies par les institutions publiques (BRUM, 2011, 2013; ALMEIDA, 2013) et les médias : celui d'envahisseurs de propriétés publiques. Autre image associée aux habitants des favelas, que ces derniers déconstruisent, celle de la violence¹⁶² : ils rappellent que la Vila Autódromo « est un quartier tranquille », que « il n'y a pas de violence ni de groupe armé », « c'est un quartier de travailleurs ». De plus, un panneau

¹⁶² Dès les années 1990, la construction du problème de la « violence urbaine » passe par la désignation des habitants des favelas comme responsables de l'augmentation des délits et des crimes. À partir de 2004 (après des conflits entre groupes armés de la favela Rocinha), la lutte contre la violence justifie certaines expulsions menées par les pouvoirs publics tandis que l'association entre la figure du bandit et celle des habitants de la favela est renforcée.

placé à l'entrée de la Vila Autódromo indique : « communauté pacifiée et ordonnée depuis 1967 ». Il contribue à cette mise en récit d'un espace auto-organisé et sans violence, qui ne requerrait pas d'intervention municipale, contrairement à d'autres quartiers où ont été mises en place des politiques sécuritaires telles que les Unités de Police de Pacification¹⁶³ ou le *choque de ordem*¹⁶⁴. Les habitants apparaissent unis dans leurs revendications et affirment publiquement leur solidarité, occultant les divisions internes. Les violences et dissensions, inhérentes à chaque quartier (favela ou non), sont minimisées ou passées sous silence. Dans les entretiens, certains habitants contredisent ce récit laudatif. Ils affirment que la Vila Autódromo n'est pas exempte de violence et rappellent l'assassinat du président d'association. Une partie des résidents mettent en évidence leurs expérimentations démocratiques manifestées par leur mise en pratique de décisions collectives, à l'image du plan d'urbanisme alternatif sur lequel je reviendrai. Sur le mur d'une maison écroulée est tagué le message : « Nous enseignons la démocratie au Brésil, cela ne devrait pas être dans la violence ».

Avec ces discours, les habitants font du quartier un espace organisé (opposé à l'image de chaos) dont les résidents ont une attitude exemplaire, à contre-courant des stéréotypes véhiculés sur les favelas, et s'ajustent aux attentes des pouvoirs publics (GOFFMAN, 1975) en se présentant comme des interlocuteurs fiables (ALMEIDA, 2013). Ces représentations, une fois répétées et mises en circulation, valorisent les habitants et font de cette favela un quartier modèle et un exemple à suivre. Ce discours idéalisé est relayé et amplifié par les médias alternatifs et les soutiens externes au quartier. Un des membres du Comitê Popular da Copa, chercheur à l'UFRJ, m'explique que le mouvement social a centré son attention sur la Vila Autódromo pour le militantisme reconnu de ses habitants et l'absence de groupes armés, ce qui facilite le travail militant sur place et favorise la diffusion d'une image positive et méritante des résidents.

En 2013, le Comitê Popular da Copa e das Olimpíadas érige la Vila Autódromo en symbole de la lutte contre les évictions à l'échelle de la ville à travers le lancement de la campagne « *Vivaa Vila Autódromo* » : logos, ouvrages scientifiques et pétitions visent à sensibiliser l'opinion publique au sujet des évictions. Lors des réunions du Comité, des voix s'élèvent contre cette construction du quartier comme symbole d'un processus généralisé, et expriment la crainte que les luttes d'autres quartiers menacés soient éclipsées (DE LUNA

¹⁶³ Police de proximité implantée dans certaines favelas pour démanteler le crime organisé.

¹⁶⁴ Opérations policières brutales et non planifiées menées dans des « espaces d'insécurité publiques propices aux crimes », qui touchent de nombreux quartiers précaires et individus vulnérables, toxicomanes et vendeurs informels, dont le but est de « mettre fin au désordre urbain » (Prefeitura Rio de Janeiro, 2009).

FREIRE, 2016). Pour les membres favorables à cette mise en valeur, ce choix est avant tout pragmatique : il permet d'illustrer, signifier et nommer un phénomène spatial pouvant être perçu comme abstrait aux yeux des personnes non concernées. Dans le manifeste « *Um bairro marcado para viver* »¹⁶⁵ (2013), ils évoquent l'objectif de cette campagne et la volonté de ne pas écarter le quartier d'un processus politique de transformation globale de la ville : « La campagne pour la survie de la Vila Autódromo est une lutte de ses habitants, mais également, et surtout, une lutte de tous pour une ville juste et égalitaire »¹⁶⁶. La mise en symbole participe d'une stratégie des habitants et du mouvement social, en élevant les revendications d'individuelles, matérialisées et localisées à collectives, politiques et axées sur le droit à la ville, ils opèrent conjointement une montée en généralité des revendications et élargissent l'écho de la lutte.

La construction symbolique du quartier a aussi une dimension performative : la désignation de « symbole » renforce et assoit le caractère exemplaire de l'espace de la Vila Autódromo. Les médias alternatifs¹⁶⁷ et dominants réutilisent le terme de « symbole »¹⁶⁸. Dans un de ces articles, le journal O Globo disqualifie le quartier en le décrivant comme une « espèce de symbole de la lutte contre les déplacements »¹⁶⁹. Tout en le discréditant, ses journalistes amplifient la dimension symbolique du lieu.

Mais le haut lieu renvoie aussi à une distinction sociale sur d'autres lieux. J'observe la supériorité de la lutte de la Vila Autódromo sur d'autres quartiers également menacés, qui peinent à se frayer une place dans le paysage des mouvements sociaux urbains. Lors d'une audience publique sur le droit au logement, organisée le 2 juin 2015 à la chambre municipale, à la demande de conseillers municipaux du Parti Socialisme et Liberté¹⁷⁰ et du Parti des Travailleurs, la position occupée par les représentants de la Vila Autódromo révèle leur supériorité symbolique. Alors que les présidents d'associations d'autres quartiers menacés sont dans le public, le prêtre et le président d'association de la Vila Autódromo sont sur l'estrade avec les personnalités politiques. Une mise en scène qui traduit la hiérarchie entre les différents mouvements, la proximité qu'entretiennent les leaders du quartier avec les cadres politiques et donc leur légitimité à s'exprimer prioritairement. La réunion, initialement organisée pour débattre sur le droit au logement, est presque exclusivement consacrée au cas de la Vila

¹⁶⁵ Un quartier destiné à vivre. Texte disponible sur le blog de Raquel Rolnick, chercheuse à l'Université de São Paulo (ROLNICK, 2013).

¹⁶⁶ Traduction par mes soins d'une partie du manifeste.

¹⁶⁷ Principalement les journaux en ligne tels que Henrich Boll Stiftung (2015) ou Rio on Watch (2018).

¹⁶⁸ Plusieurs médias internationaux emploient ce terme dans leurs articles, tels que The Guardian (2016) Le Sidney Morning Herald (2016) ou encore Le monde (2016).

¹⁶⁹ O Globo (2013).

¹⁷⁰ Parti d'extrême gauche né en 2004 d'une scission du PT.

Autódromo. Le quartier apparaît comme le chef de file de la protestation, chargé de défendre la totalité des quartiers menacés.

En 2015, lors de ma présence sur le terrain, j'observe un décalage entre, d'une part, la portée symbolique du mouvement et sa prééminence dans le paysage contestataire carioca et d'autre part, la déliquescence progressive de l'organisation. L'effritement est masqué dans les réunions publiques à travers des discours vigoureux exhortant à la mobilisation, mais il s'observe par la multiplication des départs et la réduction du nombre de participants aux manifestations. Le 10 juin 2015, lors d'une protestation publique, les journalistes et membres des mouvements sociaux externes sont plus nombreux que les habitants du quartier, et les individus de ces deux dernières catégories se regroupent lorsque les journalistes les photographient. Ainsi, ils simulent une masse d'habitants mobilisés ; camouflant la dispersion et le faible nombre de résidents.

2. L'attachement émotionnel, l'éducation populaire et le contrôle social comme principaux dispositifs de façonnage du militantisme

Après avoir exploré les caractéristiques des groupes mobilisés, il importe désormais d'éclairer la façon dont les organisations opèrent le passage de l'habitant au militant. Rappelons que de nombreux habitants (dans le cas sud-africain en particulier) sont des profanes, la plupart d'entre eux n'ont pas été socialisés à la politique ou engagés dans des structures associatives. Assurer l'engagement des habitants constitue donc un processus décisif pour le succès ou l'échec des organisations.

L'examen de l'engagement individuel a principalement été étudié à travers le prisme de la microsociologie, s'attachant à décrire les parcours et trajectoires de vie des enquêtés. Hormis dans certains travaux (HAVARD DUCLOS, NICOURD, 2005; NICOURD, 2009; GROJEAN, 2013), ces nombreuses approches prennent peu en considération les attentes des organisations quant aux modalités de l'engagement et de la participation. Celles-ci sont pourtant cruciales dans le rapport que l'individu entretient avec l'organisation : c'est en tenant compte des attentes, normes, contraintes, opportunités et modalités de l'organisation que l'habitant module sa participation.

L'engagement n'est donc pas le simple résultat d'un choix individuel. Ces pratiques s'inscrivent dans des contextes et des milieux situés et sont configurées par les groupes militants dans lesquels elles s'insèrent. Kanter (1968, p. 499) commente que l'engagement se trouve au

croisement « des attentes organisationnelles et des expériences personnelles ». Les attentes de l'organisation configurent l'engagement individuel tandis que l'engagement individuel configure les attentes et les modalités de l'action collective. En d'autres termes, et comme l'avancent Sawicki et Siméant (2009, p. 19) : « les organisations militantes, en tant qu'organisations, et, quel que soit leur degré d'institutionnalisation, travaillent les individus et sont travaillés par eux ». Ce va-et-vient constant entre individus et organisation témoigne de la fécondité heuristique d'une approche articulant les niveaux d'analyse micro et méso.

À travers une approche interactionniste, j'appréhenderai les multiples arrangements conçus par l'organisation pour maintenir, encourager l'engagement et ainsi retenir les habitants à l'intérieur de ces structures. J'observerai la façon dont les organisations véhiculent les critères du militant exemplaire et tentent de les incorporer auprès des militants. Dans les deux organisations, trois principaux critères ont été identifiés : l'attachement émotionnel, l'éducation populaire et le contrôle social. Ces dispositifs permettent tous de produire l'adhérence des militants, cette notion étant étendue dans un double sens puisqu'elle décrit à la fois le fait de « coller » à l'organisation à travers « un rapport fusionnel » et l'allégeance continue au parti ou groupe mobilisé. Le mot « adhérence » permet donc de signifier l'entrée dans le groupe, mais aussi le lien qui attache l'individu à l'institution. Leclercq observe que cette notion « renvoie à la construction d'une figure militante exemplaire » (2005, p. 133) et englobe donc l'ensemble des pratiques de façonnage déployées par l'organisation.

Ces paramètres de façonnage constituent aussi un système de contraintes et d'opportunités (PASSY, 1998) qui vise à limiter les défections. Ces dispositifs ne sont pas statiques, mais évoluent au gré des relations qui unissent habitants et organisation. Il convient donc de les explorer à travers une analyse processuelle (FILLIEULE, 2001) c'est-à-dire en tenant compte de l'évolution des interactions sociales entre habitants et cadres des mouvements.

De plus, il est important de souligner que les observations ethnographiques se situent à des moments différenciés de l'action collective : tandis que Reclaim The City est une organisation créée en 2016, dont l'un des objectifs principaux est de pérenniser l'engagement des habitants, l'association de la Vila Autódromo s'inscrit sur une période de plus de vingt-cinq ans et se trouve confrontée à une forte menace d'expulsions qui met en péril la cohésion vicinale. Cette temporalité différenciée, caractérisée par l'urgence dans le cas de la Vila Autódromo, joue un rôle dans les modalités d'engagement au sein du groupe. Alors que les représentants de ReclaimThe City tentent de stabiliser l'engagement récent des habitants, ceux de la Vila Autódromo, s'efforcent de retenir les habitants, chaque défection, traduite par le

départ du quartier, conduisant à un affaiblissement de la mobilisation collective.

À travers une mise en comparaison des deux cas d'étude, il est possible d'observer que les modes de fabrication du militant diffèrent d'une organisation à l'autre et intègrent les individus de façon variables. C'est ce que je démontrerai dans le chapitre suivant de cette thèse en tentant de comprendre pourquoi l'engagement s'enracine durablement, échoue à s'ancrer ou périlite. Enfin, tout au long de ce propos, les paramètres de façonnage du militantisme seront articulés aux relations de voisinage préexistantes.

2.1 L'attachement émotionnel

En intégrant le mouvement social, les habitants doivent se faire une place. En interaction constante, ils développent des sociabilités qui se superposent aux relations de voisinage plus lâches (ASCHER, 2001).

Le lien affectif unissant les membres est alors instrumentalisé par les organisations (ALINSKY, 1946) pour renforcer la cohésion interne au groupe. Kanter (1968) distingue deux mécanismes favorisant cette cohésion, la renonciation et la communion. La renonciation constitue une fermeture sur l'extérieur afin d'éviter que l'union du groupe ne soit entamée par des individus externes aux intérêts divergents. La renonciation s'exerce principalement à partir de l'enrôlement et définit les frontières d'acceptabilité des individus à l'intérieur du groupe, scindant les personnes admissibles et les non admissibles, les secondes étant considérées comme susceptibles d'affecter la structure du groupe. L'analyse de ce premier mécanisme sera développée dans la sous-partie suivante portant sur les normes et le contrôle social.

La communion renvoie à l'identification des individus au groupe à travers une série de pratiques sociales et de rituels dont l'objectif est d'éveiller l'esprit de camaraderie. Cette mise en cohésion du groupe est facilitée lorsqu'ils partagent des expériences et des pratiques communes.

Ces pratiques sont empreintes d'une logique émotionnelle favorisant la confection d'un lien d'attachement à la fois envers les individus qui composent le mouvement et envers la cause. Selon Traïni, les émotions désignent « l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les habitants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue » (2009b, p. 13). Ces émotions partagées, qu'il s'agisse de la colère, de la joie ou de la fierté, constituent

alors un instrument de façonnage du collectif et un carburant de l'action collective. Dans le second chapitre, j'ai examiné comment les entrepreneurs de mobilisation suscitent l'attachement des habitants au quartier. Les deux organisations convoquent la nostalgie et le lien d'affection qui les unit au quartier pour consolider l'identification des habitants à cet espace. D'autres modes d'attachements sociaux sont donc déployés par les organisations. Ici, ce sont les mécanismes interactionnels utilisés pour stimuler l'attachement émotionnel des individus qui sont explorés. Ces derniers sont cette fois suscités par les rapports sociaux et non plus par les rapports à l'espace, même si le quartier constitue le support des interactions.

Horschild (1979) distingue deux types d'approches portant sur les expériences émotionnelles. La première, cognitive, s'intéresse aux facteurs sociaux qui stimulent les émotions tandis que la seconde, interactive, observe ce que les gens font de leurs émotions et la manière dont ils les exposent et présentent publiquement. Pour analyser le cas de la Vila Autódromo, je centrerai l'attention sur la première approche et analyserai la seconde dans le cas de Woodstock. Cette distinction s'explique par la temporalité distincte des mouvements sociaux analysés et qui induit des attentions différentes dans le façonnage militant. Dans le cas de la Vila Autódromo, les expériences émotionnelles sont utiles pour consolider le souhait de rester dans le quartier et contribuent à limiter les défections tandis que dans le cas de Woodstock elles visent plutôt à susciter un engagement conforme aux exigences fixées par le groupe.

Les moments de protestation, en tant qu'instant propices au développement d'émotions intenses favorisant la cohésion interne, auraient pu être examinés. Néanmoins, je fais le choix de me consacrer aux rituels locaux moins visibles et qui ont pour but de susciter l'engagement, en dehors des instants de mobilisation (auxquels seuls participent les habitués de l'action collective). Les rituels et les cérémonies ainsi que les interactions informelles contribuent à la construction du groupe et à la formation d'un « esprit de corps » (BLUMER, 1939). Dans les deux collectifs, les manifestations, mais aussi les réunions, rencontres et fêtes organisées par ReclaimThe City ou l'association de la Vila Autódromo constituent des moments privilégiés pour resserrer les liens de solidarité et encourager la loyauté entre membres du groupe. Grâce à des récits ethnographiques, entrelacés aux propos analytiques, deux types de célébrations sont étudiées : les fêtes populaires dans le cas brésilien et les rituels militant et religieux dans le cas sud-africain.

2.1.1 À Woodstock, rituels militants et religieux

À Woodstock, l'accent est mis sur les rituels militants, diffusés lors des moments de rassemblements et attentivement expliqués aux militants. En Afrique du Sud plus généralement, les danses et chants politiques qui traversent l'histoire de l'apartheid font partie intégrante de la grammaire militante. Les chants qui ouvrent chaque réunion de Reclaim The City, sont entrecoupés de sourires et accompagnés de regards de complicité et constituent d'intenses moments de communion. Marius, l'habitant qui chante toujours le plus fort et fait parfois rire l'assemblée tant il chante faux, est probablement le plus exalté pendant ces danses et ces chants. Lorsque je l'interroge sur les sensations qui le traversent pendant ce moment, il affiche un large sourire et me répond : « *Ouaouh man it's so powerful, I feel alive and I feel we're invincible* ». À travers ces propos, on repère le passage de l'émotion forte ressentie individuellement et diffusée au reste du groupe, donnant une sensation de puissance collective.

Les émotions générées par des rituels spécifiques aux moments de mobilisation et aux réunions sont aussi le résultat d'apprentissages collectifs des émotions appropriées. La ferveur de Marius, par exemple, exprimée par son entrain et son enthousiasme est le fruit d'un travail émotionnel réalisé en amont par l'organisation. Les organisateurs incitent ainsi les habitants à mimer leurs attitudes émotionnelles, à copier leurs mimiques, à reproduire leurs sourires, et imiter la joie qu'ils ressentent à balancer leurs corps sur des airs révolutionnaires. La configuration de ces rituels est propice au ressenti de ces émotions, comme cela pourrait être observé grâce à une dans une approche cognitive. Néanmoins, c'est l'expression des émotions, modulée par les interactions, qui suscite mon l'intérêt. Celle-ci répond à des normes sociales émotionnelles et est le fruit d'un travail entrepris par l'organisation.

Si l'interprétation émotionnelle de Marius soulève des sarcasmes parmi les autres habitants, c'est aussi parce qu'il ne maîtrise pas totalement les codes militants qui préconisent un contrôle plus étroit des affects. Toutefois, en portant sa voix, il montre la place qu'il occupe au sein du mouvement et sa posture, même surjouée, est plus valorisée que celle d'une personne en retrait qui s'abstiendrait de fredonner le refrain ou de frapper des mains. Le mouvement participe donc implicitement à une définition des émotions adaptées aux moments de lutte. Lors d'une mobilisation contre les violences policières le 8 octobre 2018, Ismael, exalté par l'élan des chants, la présence des officiers de police et la colère, monte sur un muret, agite fièrement le drapeau de Reclaim The City et prononce des slogans vigoureux. Sa réaction émotionnelle euphorique est alors interprétée par d'autres militants comme le symptôme d'un désordre mental ou l'effet de l'emprise de stupéfiants. Une surinterprétation des émotions, émanant d'acteurs collectivement stigmatisés pour leur condition psychologique ou leur consommation

de drogue, peut conduire à un discrédit public tandis que celles émanant de personnes d'autorité sont considérées comme justes et appropriées. La colère exprimée par un leader de NU, ensuite mis au sol et frappé par des militants du DA, lors d'une intervention à un meeting organisé par le parti le 29 octobre 2018, n'est pas sujette au discrédit, mais au contraire associée à la bravoure. La répression qu'il subit incite à adopter un registre de compassion, mais c'est avant tout son intrépidité à extérioriser la colère qui est louée par le reste des militants. De plus, contrairement aux précédents militants, son expression des émotions ne semble pas « feinte », « surjouée » ou « suspecte », il n'agirait pas tant pour « bien se faire voir » ou par excès, mais guidé par un sentiment de justice. Ainsi, le jugement du caractère approprié ou non d'une « perte de contrôle de soi » c'est-à-dire d'expressions émotionnelles débridées, dépend fortement de la situation et de la place sociale occupée par l'agent social qui partage son humeur.

Le travail émotionnel au sein de l'organisation vise donc à recadrer les émotions, à les canaliser et à les transformer en carburant collectif pour ne pas outrepasser les normes sociales de leur expression. La maîtrise des émotions et le contrôle de soi sont d'autant plus préconisés, que certains leaders du mouvement considèrent que les habitants ont une tendance à se « laisser aller ». Les habitants sont donc incités à s'approprier les normes émotionnelles congruentes au groupe. L'expression des émotions appropriées valide l'adhésion au groupe et constitue une démonstration de loyauté.

Pour susciter et canaliser l'expression émotionnelle des habitants, les leaders du mouvement organisent, entre autres, un rituel qui enchevêtre les dimensions religieuse et militante. Le quatre novembre 2018, ils convient des représentants religieux pour la première messe œcuménique nommée Blessing Reclaim The City et réalisée dans l'enceinte de l'occupation. La messe se déroule dans une grande pièce, récemment inaugurée et parsemée de portraits photographiques des habitants, suspendus au plafond. Les femmes et hommes musulmans, endimanchés, sont majoritaires pour l'occasion. Quelques protestants et catholiques composent également l'assemblée. Un imam, un prêtre et une pasteure alternent la prise de parole et défendent l'accès au logement des populations les plus précaires, mêlant le registre militant au registre religieux, la dernière estimant par exemple que : « Jésus, personnage révolutionnaire, aurait soutenu la cause de Reclaim The City ». Des chants et des poèmes militants, dont un de Maya Angelou¹⁷¹, sont également prononcés par certaines figures du

¹⁷¹ Poète étasunienne et militante pour les droits civiques.

mouvement et les habitants, munis de fiches distribuées préalablement, se lèvent et les entonnent en chœur. Cette initiative a pour fonction d'unir les habitants autour d'un discours commun, malgré les divergences religieuses qui peuvent les opposer, et confère une portée morale et solennelle aux revendications et aux valeurs véhiculées par l'organisation. Ce rituel religieux et militant invite à la retenue et à une expression modérée des émotions, telles qu'elles s'expriment dans les lieux de culte. Cet événement donne aussi la possibilité de modifier le regard porté par de nombreux habitants sur l'action collective qu'ils associent communément à des expressions de violence et aux partisans de l'ANC. Le soutien de figures religieuses ainsi que l'entrelacement des registres religieux et militant légitiment les revendications et modes d'action pacifiques du groupe, entrant en résonnance avec leur croyance.

Ainsi, les émotions exprimées publiquement sont le fruit d'un travail collectif mené par l'organisation pour conformer les habitants aux « règles émotionnelles » (HOCHSCHILD, 1979) forgées par le groupe ou pour susciter de nouvelles adhésions, en modifiant les émotions générées par les représentations courantes qu'ils se font de l'action collective.

2.1.2 À la Vila Autódromo, les célébrations locales pour réduire la distance sociale

Dans le cas de la Vila Autódromo, l'association libre des individus au sein du quartier induit un travail émotionnel moins prégnant et strict par l'association locale. Il ne s'agit pas tant de faire en sorte que les habitants se conforment aux émotions prescrites par l'association que de leur procurer des émotions qui les prédisposeraient à rester dans le quartier, grâce au développement de rituels et à la socialisation qui en découle.

Être habitant du quartier, menacé par l'expulsion ou la gentrification facilite l'homogénéisation du groupe, toutefois, comme observé par Melucci (1989) les différentes propriétés sociales et économiques des agents sociaux peuvent porter un frein à cette cohésion. Cela a été observé dans le second chapitre, à la Vila Autódromo, la distance sociale entre habitants des berges et habitants de la partie « favela » peut porter préjudice à l'union du groupe. Sous l'impulsion de l'association locale, plusieurs initiatives sont lancées afin de faciliter les rencontres entre résidents du quartier. Des dispositifs de solidarité destinés aux franges les plus pauvres sont mis en place. Lors d'un entretien avec Ana et Larissa, toutes deux abordent avec nostalgie l'importance des fêtes de quartier :

Larissa : J'ai tellement de bons souvenirs de la Vila Autódromo, comme les festas

juninas¹⁷² par exemple. Ana était à la tête de l'organisation de ces fêtes. Les « quadrilhas » venaient d'autres quartiers, en bus, juste pour aller danser à la Vila Autódromo. Et ça c'était merveilleux.

Ana : Je me souviens aussi d'un épisode un peu triste avec ta famille et qui est encore dans ma tête, pour moi ta famille était riche, et je pensais vraiment que vous étiez riches.

Larissa : Mais pourquoi ?

Ana : Je ne sais pas trop, je m'étais mis ça dans la tête et donc pendant la fête des enfants qu'on organisait chaque année... en fait je me disais que tu étais riche parce que les enfants de ta famille étaient dans une école privée, ils pouvaient sans doute mieux manger que les autres qui étaient dans une situation de besoin.

Larissa : Et ils pouvaient c'est vrai.

Ana : Oui, ils pouvaient sans doute, donc j'ai demandé qu'ils donnent leurs jouets à d'autres enfants dans le besoin, et ta nièce s'est mise à pleurer, ton frère est venu et il m'a engueulée. Je lui ai redonné le jouet et après ça j'en apportais toujours plus, pour les enfants. Il y avait beaucoup de solidarité entre nous, et ces fêtes c'étaient des moments très joyeux et une façon de venir en aide à ceux qui manquaient de matériel, mais aussi d'affection.

Les fêtes du quartier sont conçues selon un esprit de charité et constituent un moyen d'apporter un soutien matériel, mais aussi affectif aux franges les plus pauvres de la population locale. Elles sont guidées par une éthique catholique, religion dominante dans le quartier, diffusée par les prêtres qui centrent leurs prêches dominicaux sur l'assistance aux plus démunis et collaborent avec les habitants pour organiser ces événements. Ces moments d'entraide et de socialisation, générateurs d'enthousiasme et de plaisir, permettent de pacifier les relations sociales dans le quartier et de rapprocher des habitants distants socialement. Ils produisent également une logique d'assistance visant à compenser la faiblesse économique des politiques sociales (MERKLEN, 2009; LAUTIER, 2013).

En outre, plus que de pallier l'injustice sociale, ces moments sont destinés à célébrer collectivement la culture brésilienne. Le carnaval et les *festas juninas*, sont des moments de convivialité pendant lesquels les habitants se retrouvent autour de repas partagés et d'une vaste piste de danse. Ces célébrations stimulent les rapports de voisinage et constituent des moments de joie, relâchement et soutien mutuel dans des périodes d'évictions vécues comme angoissantes et revêtent donc une portée réparatrice. Il s'agit aussi de moments opportuns pour calmer les conflits de quartier ou encourager les habitants à œuvrer pour la continuité de ces pratiques festives et donc à s'investir en faveur de la préservation du quartier.

Comme on l'observe dans l'extrait d'entretien ci-dessus, la popularité de la *feira junina* éveille un sentiment de fierté auprès des deux habitantes. Deux ans après leur départ, elles se remémorent ces festivités avec mélancolie.

¹⁷² Fêtes de Saint-Jean d'origine rurale, célébrées au cours du mois de juin par des danses (les *quadrilhas*), chants populaires et costumes spécifiques au répertoire du folklore brésilien. Popularisées par les institutions catholiques et les associations de quartier après 1945, ces fêtes se sont progressivement diffusées aux centres urbains brésiliens.

Le récit ethnographique qui suit illustre les émotions que les habitants investissent dans les moments de convivialité et la façon dont ils les modulent selon le contexte local. Ana s'est activée toute la journée pour préparer la *festa junina* du 4 juillet 2015. Elle me demande de l'aider pour les installations son et lumière. Nerveuse, elle est résolue à organiser l'événement dans les meilleures conditions possibles, faisant en sorte que cette édition, probablement la dernière, soit aussi joviale que les précédentes, malgré la situation d'évictions. Si Ana est intranquille, c'est parce qu'elle sait que la valeur d'un « bon voisin » se détermine aussi selon sa capacité à s'impliquer dans l'organisation de ces fêtes de quartier. Ces rituels festifs permettent en effet d'affûter le rôle social de chacun (HOCHSCHILD, 1979), à la fois dans le quartier, mais aussi dans l'action collective puisque les tâches liées à la « convivialité » et aux relations publiques par exemple, incombent souvent aux mêmes personnes lors des manifestations de rue. Célébrée parmi les épaves des maisons démolies, cette soirée festive a une saveur amère et les évictions restent présentes dans les discours. Les derniers habitants sont tous présents et se lèvent pour danser, mais la gaieté est pondérée. Les rythmes et les mouvements contenus sur la piste de danse, loin de l'exaltation des festivités cariocas habituelles, suggèrent la réalisation d'un rituel obligatoire, pour « marquer le coup », mais le cœur ne semble pas à la fête. Les expressions d'allégresse, propices dans d'autres circonstances, semblent alors peu appropriées dans un contexte marqué par les évictions, démontrant ainsi l'importance du contexte situationnel dans la régulation des émotions. Malgré la bonne volonté d'Ana, les expressions de joie sont réfrénées dans un contexte de destruction du paysage local.

Ces fêtes sont pour la plupart soutenues par l'église et l'association locale. Lors d'un entretien, son président insiste sur les ressources matérielles que cette structure met à disposition pour l'organisation de ces moments de divertissement et de convivialité. Contrairement à Reclaim The City, qui cultive un attachement au collectif à travers le partage de codes militants, les acteurs de la lutte de la Vila Autódromo centrent leur attention sur les moments de partage inscrits dans le quotidien pour renforcer les liens entre voisins et susciter l'adhésion et l'adhérence aux discours émis par les leaders du mouvement. Le registre religieux est instrumentalisé par les cadres des mouvements sociaux. Conscients de l'importance de la sphère religieuse pour les habitants, ils investissent ce registre pour conférer une portée morale à la cause et susciter l'adhésion. Comme Jasper et Poletta l'observent (2001), les émotions partagées – aussi bien pendant les messes que lors d'expériences communes – renforcent l'adhésion au groupe et consolident les émotions réciproques, c'est-à-dire les liens d'affection entre habitants et activistes. Ces rituels, par les émotions qu'ils suscitent, tissent en effet des liens d'attachement entre individus et participent à une valorisation du groupe d'appartenance,

contribuant ainsi à accroître les coûts de sortie du groupe. Le plaisir suscité par les festivités, en plus de compenser les difficultés rencontrées lors des évictions, rend la perspective de départ du quartier d'autant plus douloureuse.

2.2 L'éducation populaire comme vecteur d'émancipation

Pour Fillieule (2012) l'idéologie constitue un vecteur du façonnage militant visant à unifier les modes de pensée et les conduites individuelles. Dans cette thèse, l'idéologie est comprise comme une grille de lecture des rapports sociaux, un « schéma collectif d'interprétation du monde, qui ne devient objet de sociologie que quand on étudie ses conditions de production et de reproduction, ses moyens de diffusion et d'inculcation » (ANSART, 1974, p. 11). C'est sur ce dernier point, celui de l'inculcation, entendu comme synonyme de formation et apprentissage, qu'il convient de s'arrêter. L'idéologie est inculquée à partir d'un cadre commun d'expériences et vise à unifier le groupe autour d'un message commun. Cette compréhension du monde permet aux militants de « se retrouver » dans le discours de l'association, de s'encaster dans le rôle prescrit en lui attribuant une portée collective et supérieure à celle de l'intérêt personnel. Pour la plupart des membres de mouvements sociaux ou d'associations à caractère politique (CORMIER, 2016; HAVARD DUCLOS, NICOURD, 2005; MCADAM, 1988), les positions idéologiques s'acquièrent par la participation continue au mouvement.

Néanmoins, il est important de souligner que dans les deux groupes, les idéologies, assimilées aux discours politiques institutionnels sont rejetées. La dissolution progressive de la « conscience de classe » défendue par des syndicats et mouvements ouvriers des deux pays, en perte de vitesse, a participé à une dilution des discours politiques sur l'idéologie. De plus, celles-ci sont considérées par les organisateurs du mouvement comme des cadres trop éloignés des expériences vécues pour être investis et un langage inapproprié relevant davantage de la « langue de bois ». La formation idéologique s'enracine donc presque toujours à partir de l'expérience quotidienne du quartier et du logement. Contrairement à d'autres mouvements sociaux imprégnés par une culture révolutionnaire (CORMIER, 2016), cette formation ne se réalise pas à partir d'un socle théorique, d'ouvrages ou de figures tutélaires du militantisme. Comme pour d'autres associations d'aide au logement à l'image du Droit Au Logement (DAL) en France, « l'essentiel est de nommer publiquement, de démonter les mécanismes conduisant par exemple au mal logement et à la souffrance sociale » (HAVARD DUCLOS, NICOURD,

2005, p. 110). Les organisations mobilisent donc l'idéologie avec prudence, et préfèrent adopter des préceptes de l'éducation populaire.

Ces préceptes conduiraient à l'émancipation des individus et constitueraient un vecteur de politisation, entendue dans son acception la plus ample et définie par Eliasoph comme : « l'acquisition de préoccupations politiques plus larges » (2010, p. 37). La compréhension mutuelle et le dialogue permettraient une compréhension collective de la réalité sociale, point de départ à partir duquel les individus réunis peuvent imaginer d'autres possibles (FREIRE, 1968). Historiquement, dans les collectifs militants (syndicats, partis, associations) formés aussi bien en Afrique du Sud (LUCKETT, WALTERS, 2017) qu'au Brésil (GOHN, 1997, 2011; 2013), les dispositifs de formation populaire ont une place centrale dans le processus de socialisation politique et militant. Ces dispositifs prennent en considération les conditions de vie et expériences des groupements ouvriers ou communautés pour mieux conscientiser leurs membres et élaborer conjointement des alternatives politiques. Ce travail d'éducation populaire, influencé par la pédagogie sociale de Freire (1968), est principalement délégué à des acteurs externes à la lutte¹⁷³, spécialisés dans la discipline éducative ou comme dans le cas de la Vila Autódromo (mais de façon moins explicite) à des intellectuels et techniciens. Le relais à des acteurs externes permet entre autres de ne pas susciter l'animosité de personnes issues du même groupe, et dont le savoir, constaté comme supérieur et assimilé à la prétention, serait dès lors discrédité (ALINSKY, 1946).

Certaines initiatives, impulsées par les organisations de quartier et qui participent à la création d'espaces d'apprentissage seront examinées. L'Induction course, formation obligatoire, et l'Advice Assembly, réunion rassemblant les habitants de l'occupation et les habitants de Woodstock sur le point d'être expulsés seront examinées grâce à des observations ethnographiques. À la Vila Autódromo, je me pencherai sur le Plan Populaire de la Vila Autódromo. Mis en place en 2014, ce plan d'urbanisation alternatif à celui de la municipalité participe à la formation et à la diffusion des connaissances auprès des habitants, même si son objectif affiché est tout autre. Les ethnographies réalisées à Woodstock constituent le principal matériau empirique employé dans cette partie. Les données collectées pour la Vila Autódromo sont issues de sources secondaires et d'entretiens réalisés auprès des habitants en 2015 et 2017.

2.2.1 Deux espaces d'éducation populaire : l'Induction course et l'Advice Assembly.

¹⁷³ Soulignons toutefois que les pratiques organisationnelles constituent également des formes d'éducation populaires informelles (HALL, 2012) et qu'elles se mêlent aux interventions formelles.

L'Induction course

Pour valider leur enrôlement dans le groupe, les habitants de l'occupation Cissie Gool House doivent obligatoirement participer à l'Induction Course. Cette formation qui s'étend sur une journée vise à faire connaître les rudiments de l'action collective et à encourager une réflexion commune sur les enjeux du mouvement social. Échelonnées sur plusieurs samedis, Björn (chercheur en anthropologie) et moi nous inscrivons à la session du samedi treize octobre 2018. Le jour venu, quinze habitants sont réunis en cercle dans la salle de réunion de l'occupation. Cinq d'entre eux participent régulièrement aux réunions et activités protestataires du mouvement. Un organisateur de Ndifuna Ukwazi et un animateur du Tshisimani Centre for Activist Education¹⁷⁴ animent les activités. La journée est divisée en quatre parties : l'histoire du mouvement, la Constitution, la régularisation des cotisations et un tour guidé de Woodstock et Sea point. Une chronologie des événements marquants du mouvement ainsi que la Constitution temporaire de Reclaim The City sont distribuées à chaque participant. La lecture des instants clés du mouvement est peu animée tandis que les discussions autour de la Constitution sont sources de discussions vives et énergiques. L'animateur insiste sur la lecture obligatoire de ce texte qu'il compare à la bible et au coran. L'objectif de la lecture collective de cette Constitution est dans un premier temps de faire comprendre aux habitants que seule leur participation permettrait d'atteindre les objectifs fixés par le groupe et inscrits sur le papier:

Sometimes you don't realize what you have to achieve, and sometimes you are too involved in interhouse problems, and if there is someone that outside think that you comrades can achieve a lot in the short time you can be in here. But now, with the constitution, you must understand it.

Les valeurs décrites comme "something you believe in, that is deep inside. This is something that make the organization deep" sont ensuite énoncées. L'organisateur met l'accent sur l'honnêteté et l'unité qu'il oppose à la compétition et simplifie par une métaphore footballistique. Ensuite, cette lecture vise à engendrer une réflexion collective sur les paramètres organisationnels.

Ainsi, les participants sont divisés en deux groupes distincts. Le premier doit se concentrer sur les questions soulevées par le leadership et le second sur le code de conduite du mouvement social. Ce double choix n'est pas anodin, il vise à légitimer à la fois la structure du

¹⁷⁴ Les membres du Tsishimani, centre créée en 2015, prodiguent des cours destinés aux militants appartenant à des mouvements sociaux qui œuvrent pour la justice sociale en Afrique du Sud. L'objectif est le suivant : « to complement their experience in fundamentally addressing, and finding solutions to, the injustices faced daily by the poor, marginalised and disenfranchised ». (TSISHIMANI, n.d.). Comme pour Ndifuna Ukwazi, les ressources financières du centre proviennent de la Bertha Foundation.

groupe, mais aussi les règles, parfois contraignantes, qui régissent les occupations et le mouvement social plus généralement. Assignée à participer au groupe sur le leadership, j'observe que ce sont principalement les deux leaders du mouvement présentes dans le cercle, Elisabeth et Soraya, qui prennent la parole et énoncent les raisons pour lesquelles le mouvement opte pour une structure horizontale et un leadership collectif. Shameela, donne d'abord son opinion, puis Elisabeth et Soraya interviennent :

Elisabeth : My opinion about why we decided to be a flat structure is because we want every member in RTC to be as the same, to feel the same. Can I ask you to not cut me please? (*à une participante qui bavarde*). To feel all the same, to feel important, to stand united. The minute we start to give importance to people and titles, and higher ranks they lose to focus on individuals, I think this is a reason for us, we want all the members to feel equally.

Soraya : I think the reason that we have a flat structure, as Elisabeth says we want that everybody feel that they are on the same level, as everyone else. We want everybody to have the same, we want everybody to feel the same. You cannot make unilateral, how do you say ? Unilateralism. You can make decisions on your own, we must work together and when someone make a unilateral decision, no, because we are a movement of people not a movement of individuals. Every member is important equally and also the leaders, "we are led by the people", we don't lead the people.

Lorsqu'une participante convoque le terme « hiérarchie », Soraya lui coupe la parole, expliquant qu'il s'agit exactement de ce qu'ils veulent éviter et oppose la concentration du pouvoir au leadership collectif. Les deux leaders diffusent une conception d'un leadership basé sur les valeurs d'égalité comme garantes de l'unité du mouvement et font valoir l'horizontalité dans la prise de décision. Cette structure horizontale, également désignée par une organisatrice de Ndifuna Ukwazi comme « une vraie démocratie » vise à prescrire le développement de personnalités fortes.

Un des objectifs de l'*Induction course* est donc d'éclairer la place que chacun occupe dans l'organisation tout en mettant en évidence l'égalité entre les membres et l'unité du groupe, malgré les différences de statuts. Cette démarche permet de signifier l'inclusion de l'ensemble des membres du groupe et d'apaiser le paradoxe d'un mouvement qui se revendique comme structuré horizontalement, mais qui, contrairement à ce qu'énoncent les leaders, est marqué dans sa pratique par une verticalité de la distribution des charges et des statuts. Pour résumer, cette formation ambitionne de faire des habitants des acteurs réceptifs aux valeurs cardinales du mouvement, et dont la capacité d'action pourrait infléchir les politiques municipales. Hormis l'inculcation des valeurs du groupe et l'encouragement à la participation, elle constitue également un prétexte pour légitimer l'organisation et limiter les frictions et litiges susceptibles de remettre en question son mode de fonctionnement.

L'Advice Assembly

Chaque mardi les habitants se réunissent pour participer à l'Advice Assembly dans le local deréunions de Reclaim The City. Il s'agit de la réunion qui attire le plus de personnes extérieures à l'occupation. Les personnes menacées de Woodstock s'y rendent pour prendre connaissance des conditions d'expulsions. Assis, ils font face aux membres de Ndifuna Ukwazi. La réunion dans cette pièce laisse à penser à une salle de classe. Des affiches du mouvement ornent les murs et décrivent les actions menées par le groupe, lesquelles sont inscrites au marqueur noir. À chaque début de réunion, les objectifs sont énoncés : il y a des règles à respecter, on lève la main pour prendre la parole, on ne coupe pas la parole et on exprime clairement son problème.

La plupart du temps, les habitants présents à l'Advice Assembly connaissent un processus d'expulsion face auquel ils se retrouvent désarmés et l'expriment d'emblée lors de la présentation par laquelle débute la réunion. Les nouveaux se présentent au début de chaque assemblée et expliquent brièvement leur trajectoire d'expulsion. La plupart d'entre eux habitent Woodstock ou Salt River. Certains sont encore en tenue de travail. Les organisateurs de Ndifuna Ukwazi, accompagnés d'avocats de l'association, animent la réunion, la guident et octroient la parole. Quelques membres de l'occupation sont présents à chaque réunion, il s'agit souvent des mêmes personnes. Identifiées par les membres de Ndifuna Ukwazi, ce sont eux qui, la plupart du temps, se chargent de prodiguer des conseils aux habitants menacés d'expulsions. Ils se lèvent et expliquent les droits et devoirs juridiques qui incombent aux propriétaires et aux locataires concernant le paiement des loyers, le délai et les conditions d'évictions. Marius, Abie ou encore Lumumba, présents à presque chaque réunion sont enthousiastes de communiquer les moyens que les habitants doivent mettre à disposition pour faire face à une éviction illégale. Pour eux l'Advice Assembly constitue un facteur d'apprentissage du droit important, ils savent quels sont les droits dont ils disposent, comment s'en saisir pour faire face aux propriétaires et sont capables d'identifier les acteurs institutionnels auprès desquels s'adresser.

L'Advice Assembly a par ailleurs un rôle central dans l'image du groupe qu'elle véhicule aux autres habitants de Woodstock, il s'agit de la vitrine du mouvement. C'est un lieu d'*empowerment*¹⁷⁵ (BACQUÉ, BIEWENER, 2015; NEZ, 2017) juridique des locataires de Woodstock, entrés dans un litige avec leurs propriétaires souvent peu scrupuleux. Cette réunion

¹⁷⁵ La définition de l'*empowerment* utilisée par Bacqué et Biewener (2015, p. 144) semble la plus appropriée : « Processus qui articule une dynamique individuelle d'estime de soi et de développement de ses compétences avec un engagement collectif et une action sociale transformative ».

qui met en relation les habitants de Woodstock et le mouvement social remplit trois fonctions principales, « une fonction d'apprentissage », une « fonction de socialisation » (PASSY, 2005) puisqu'elle permet de rapprocher les habitants de l'organisation et de son réseau et une « fonction de recrutement ». Il s'agit d'une passerelle entre le quartier et l'organisation Reclaim The City, grâce à laquelle les habitants se socialisent à la contestation sociale tout en se familiarisant avec le groupe.

Peut-on pour autant dire qu'elle constitue une plateforme de politisation du groupe ? La montée en généralité, c'est-à-dire le passage des situations individuelles d'expulsions à la question du logement comme problème politique, aurait pu s'exercer si la participation des habitants de Woodstock se pérennisait dans le temps. Or, la plupart des habitants qui se rendent à l'Advice Assembly ne reviennent pas à la suivante. Ils prennent connaissance de leurs droits et quittent la pièce. Parfois, le plus souvent le jeudi. Certains sont accompagnés au Rental Housing Tribunal¹⁷⁶ par un membre de Reclaim The City dévoué à les assister dans leurs démarches. Les sujets abordés lors des réunions sont essentiellement centrés sur le droit et ses démarches administratives, mais ne portent guère sur la question globale du logement et sur les politiques urbaines menées par la municipalité du Cap. Les avocats et les animateurs présents rappellent toujours dans ces réunions la *golden rule* : « *no one can evict you without a court order* » qu'ils répètent en chœur, et incitent les locataires à adopter une attitude irréprochable. À ceux qui ne payent pas leur loyer, les organisateurs s'empressent de signaler leur devoir de répondre à cette obligation afin d'éviter d'être « disqualifiés » par les pouvoirs publics et de subir ensuite des coupures de courant et une rupture précipitée du contrat de location. Ces réunions servent donc à diffuser les normes légitimes et à faire des habitants de bons locataires, plus difficiles à expulser, mais non pas des citoyens éclairés sur les questions politiques.

Plus que de simples réunions informatives, les Advice Assembly, ont une vocation éducative et technique et s'adressent principalement aux habitants externes à l'occupation, peu politisés et en situation d'urgence. Comme l'observe également Hamidi à propos des associations civiques populaires en France, la « rhétorique de l'urgence » (2006, p. 14) constitue une limite à la mobilisation et un obstacle à la montée en généralité. Les situations décrites par les habitants de Woodstock nécessitent une réponse prompte, rapide et personnalisée. Il serait mal vu de passer du temps à dissenter sur l'injustice des politiques urbaines lorsque des personnes sont sur le point de perdre leur logement. De plus, face à un large public de profanes, les animateurs sont forcés de réduire la complexité de la réalité afin que celle-ci « appartienne

¹⁷⁶ Tribunal en charge des litiges entre locataires et propriétaires.

au plus de monde possible » (GOFFMAN, 1982, p. 87). Néanmoins, organisateurs et habitants chevronnés fustigent fréquemment les opinions racistes ou sexistes au sein du groupe, tentant de sensibiliser les habitants sur ces thématiques.

Si ces réunions s'adressent aux personnes externes à l'occupation, la présence des occupants est fortement recommandée et encouragée, puisque c'est à eux qu'incombe l'inculcation des normes juridiques, avocats et organisateurs de Ndifuna Ukwazi les assistant ou développant ensuite leur propos. Un prospectus de l'Advice Assembly, distribué dans la salle d'attente du tribunal destiné aux litiges portant sur les questions foncières, énonce cet objectif d'échange et de conseils mutuels entre habitants : « The law is made more accessible and people are linked to community-organising and activism. Using popular education methods, the Advice Assembly seeks to ensure that tenants are able to provide quality advice to each other ». Pour quelques habitants de Woodstock vivant dans l'occupation et ayant déjà vécu des évictions, cette réunion est une façon de se mettre en scène et de démontrer à la fois l'étendue des connaissances acquises à travers l'organisation et la capacité à les véhiculer, à les mettre à disposition des membres du groupe. Marius, un des habitants de l'occupation, s'empresse de lever la main pour répondre aux questions, tel un élève modèle se réjouissait des bonnes réponses qu'il apporte. En ce sens, il s'agit d'une rétribution symbolique majeure (GAXIE, 2005) pour des habitants au parcours scolaire précocement interrompu et qui méconnaissaient les droits et devoirs des locataires et propriétaires. Parfois, les plus engagés d'entre eux perdent patience et se découragent de l'inconstance et du manque d'assiduité des habitants du quartier aux réunions. C'est aussi pour eux une manière d'exposer leur engagement, de prouver leur respect du rôle tenu, en le comparant aux personnes perçues comme de simples spectateurs, passives face à la situation du quartier.

De même, habitants engagés et animateurs montrent leur irritation des personnes externes à l'occupation témoignent d'une envie pressée de trouver un logement au sein de l'occupation. En effet, alors que cet espace semble le plus propice pour pouvoir exprimer son désir d'intégrer l'occupation, ce genre de demandes publiques est toujours réprouvé. L'animatrice ou l'avocat précisent alors qu'il n'y a plus de place disponible et que les réunions de l'Advice Assembly ne sont pas destinées à recevoir ce type de requête. Ces demandes sont perçues comme inappropriées et calculatrices, elles dérogent aux règles de l'interaction et mettent le demandeur dans une situation embarrassante. Pour intégrer l'occupation, il s'agit plutôt d'interroger un des membres à l'extérieur du mouvement, en catimini, lorsque la réunion est terminée. L'arrière-scène constitue donc le lieu privilégié de demande d'insertion. Une requête publique de logement risque de disqualifier l'individu demandeur en le faisant passer

pour un opportuniste et donc de compromettre ses chances d'intégrer l'occupation. À la fin de la réunion, les organisateurs exhortent les personnes présentes à revenir la semaine suivante, à acheter le t-shirt de Reclaim The City et énumèrent les dates des actions à venir. Toutefois, en fin de réunion, après une heure trente de discussions, l'attention de l'assistance retombe et les organisateurs doivent hausser la voix pour se faire entendre dans le brouhaha général.

2.2.2 Le plan populaire de la Vila Autódromo comme expérience d'auto-formation des habitants

À la Vila Autódromo, les expériences d'éducation populaire s'entremêlent à la multiplicité des réunions organisées pour le maintien tout au long de l'histoire mouvementée du quartier. En effet, l'ensemble des réunions et actions collectives qui jalonnent les vingt-cinq ans d'histoire du mouvement permettent de forger des connaissances et des compétences portant aussi bien sur l'organisation que sur le droit. Je fais le choix de focaliser l'attention sur une expérience singulière qui se déroula entre 2011 et 2013, celle de l'élaboration du Plan populaire de la Vila Autódromo. Ce choix, certes arbitraire, s'explique par les raisons suivantes : l'élaboration du plan populaire se situe dans un moment clé de la controverse entre les pouvoirs publics et les habitants du quartier, l'auto-formation des habitants y est visible et explicite alors qu'elle n'apparaît qu'en filigrane lors des réunions et enfin l'issue favorable de ce projet redonne aux habitants enthousiasme et entrain, carburants indispensables au maintien de l'engagement individuel.

En 2010, lors d'une réunion entre le maire Eduardo Paes et le président de l'association, celui-ci lança aux habitants « vous vous plaignez, mais vous ne proposez rien ». Certains habitants prennent ces propos à la lettre et réfléchissent à la mise en œuvre d'une alternative à la destruction du quartier, répondant ainsi à la « provocation »¹⁷⁷ de Eduardo Paes. En 2011, Roberta, ancienne militante du PT et engagée dans la lutte, sollicite une de ces connaissances, Carlos Vainer, professeur à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ) affilié au laboratoire de planification urbaine IPPUR. Elle lui propose d'élaborer conjointement avec les habitants un plan d'urbanisation alternatif. Le plan populaire prend forme à partir de 2011 et s'achève en 2012. D'autres chercheurs influents issus d'universités publiques ainsi que des étudiants en urbanisme apportent leur soutien et participent, aux côtés des habitants, au plan d'urbanisation

¹⁷⁷ Terme employé par Roberta lors d'une conversation informelle.

alternatif à celui de la municipalité : le *Plano Popular da Vila Autódromo*. Depuis plusieurs années, la conception de plans d'urbanisation alternatifs et participatifs est diffusée dans les laboratoires de planification urbaine et défendue par certains membres de la communauté universitaire, comme l'illustre Lopes de Souza lorsqu'il déclare que (2006, pp. 332–333) : « social movements have to plan alternatives; they cannot be restricted to criticism and demands towards the state. They must be able to offer proposals and conceive concrete alternatives -and, to some extent, to realize them despite the state apparatus and against the state ».

Le recours à la contre-expertise par le mouvement social signifie alors le rejet et la résistance aux systèmes experts du monde politique (MOUCHARD, 2011) qui s'exprime à travers l'usage du même répertoire : la connaissance et la technique. La contre-expertise constitue un instrument de lutte qui s'ajoute à l'arsenal de moyens d'action déjà déployés. Il s'agit de mettre en évidence les contradictions des politiques publiques urbaines en s'appuyant sur les registres financier, technique et sur l'image du quartier. Néanmoins, habitants et membres de la communauté universitaire prennent en considération certains éléments de l'expertise de l'État. Tenant compte du risque de la proximité d'habitations des berges du lac de la Vila Autódromo, ils relocalisent les habitants à l'intérieur de l'espace considéré comme favela. Ils combinent alors leurs connaissances à celles des institutions municipales et des universités pour attester du caractère coopératif de leur démarche et gagner en crédibilité.

Pour sa mise en place, les habitants sont divisés en plusieurs commissions chargées d'étudier un aspect spécifique de cette alternative. Parallèlement aux outils techniques qu'ils utilisent, cartographies, questionnaires et photographies aériennes, les membres de la communauté universitaire s'associent aux habitants pour développer différents programmes. Les habitants participent aux diverses commissions associées au programme : l'habitat, l'assainissement, la préservation de l'environnement, l'accès aux services publics, aux équipements publics et aux loisirs. Des stratégies de mobilisation et d'organisation sont également discutées lors de réunions qui ont lieu dans le quartier, chaque mardi soir.

La vocation du Plan Populaire n'est pas d'éduquer les résidents de la Vila Autódromo (VAINERET al., 2014). Malgré ce refus d'un rapport d'apprentissage, on peut toutefois affirmer que l'initiative contribue à l'auto-formation des habitants puisqu'elle compte sur la participation active de ces derniers, s'appuyant sur leurs expériences et leurs connaissances de l'espace vécu. La position hiérarchique entre experts et profanes est récusée par les spécialistes¹⁷⁸

¹⁷⁸ En rejetant l'asymétrie des compétences profanes et expertes, les universitaires tentent également d'écarter toute accusation d'instrumentalisation des habitants et prennent soin de ne pas éveiller les soupçons auprès de leurs

: ils rejettent la vision d'une transmission des savoirs perçue comme asymétrique et qui s'effectuerait de façon descendante. Pour contrecarrer les critiques possibles et favoriser une expérience démocratique, ils mettent en place des espaces favorisant la libération de la parole des habitants. Les professeurs en charge du projet soulignent que ce sont les habitants qui « définissent les objectifs, les priorités et les alternatives » (VAINER et al., 2014, p. 16) tandis que leur soutien permet au projet de gagner en légitimité auprès de la municipalité.

Comme l'observent Talpin et Cossart à propos du projet alternatif d'urbanisme élaboré conjointement par une partie des habitants de l'Alma Gare à Roubaix, le rôle des techniciens est de « traduire les demandes des habitants dans un langage technique, y compris cartographique, opérationnalisable et en mesure de peser sur les décisions publiques » (2015, p. 154).

Leurs connaissances et leurs savoirs « profanes » de l'espace, acquis à travers l'urbanisation du quartier, sont valorisés et utilisés par les intervenants extérieurs. Les nombreux travailleurs du bâtiment mettent ainsi à profit leurs compétences au service de la cause. Cette reconnaissance et requalification de leurs capacités par des personnes hautement diplômées suscitent une certaine satisfaction auprès des habitants. Ils prouvent qu'ils sont en mesure de mobiliser leurs savoirs et compétences pour les mettre au service d'une cause collective. Grâce aux espaces communs de discussions, à la prise en considération de leurs savoirs et à l'attention portée par les savants pour réduire la distance sociale, les habitants leur accordent leur confiance. Comme l'illustre cet extrait d'entretien, où Maria, habitante de trente-neuf ans, fait part d'une collaboration fructueuse :

Ils sont venus et ont organisé un tas de réunions avec nous, c'est comme ça que le plan populaire s'est peu à peu défini. Ils ont mis nos connaissances sur le papier. Ils disaient que la favela s'auto-résolvait toujours, et donc quand ils arrivent dans une favela pour faire un projet d'urbanisation, en réalité la plupart des problèmes sont déjà résolus, il manque juste cette petite chose technique auxquels les habitants sont confrontés. Ce projet est très bien puisqu'il valorise tout ça, il valorise les solutions trouvées par les habitants, leurs désirs, leurs nécessités.

De plus, à l'instar d'habitants menacés dans d'autres contextes sociaux et politiques et formulant des alternatives politiques concrètes (PÉROUSE, 2005), les habitants démontrent qu'ils sont capables d'élaborer un projet viable, peu coûteux, et de produire un discours expert qui s'oppose à l'ordre urbain guidé par la rentabilité. Détournant le discours de Eduardo Paes

pairs, ce type d'action étant parfois vivement critiquée par les membres de la communauté universitaire. Voir par exemple la critique portée par Marcelo Lopes de Souza (2014) sur « l'expertise technocratique de gauche », des universitaires et membres d'ONG qui attribueraient un rôle secondaire aux organisations populaires dans l'élaboration des stratégies pour une réforme urbaine.

sur les exigences du CIO, ils le mettent au défi de « créer un modèle alternatif pour montrer au monde que Rio peut organiser des Jeux olympiques différents, sans maltraiter son peuple » comme le rappelle le président d'association auprès des chercheurs ayant participé au plan (TANAKA, 2018).

Ainsi, les habitants mettent en avant leur volonté de négociation, et leur souhait de s'associer aux pouvoirs publics pour élaborer un projet conjoint. En soumettant ce projet à la municipalité, ils rejettent une rhétorique d'opposition totale aux pouvoirs publics. À travers ces pratiques d'expertise, les habitants renforcent leurs connaissances quant aux liens fonctionnel et instrumental qui les unissent aux experts, au pouvoir public et à d'autres espaces urbains. Esquissant un projet de planification urbaine délimité à l'espace local, ils repensent et remettent en question l'organisation sociale et spatiale de l'intégralité de l'espace urbain. Aussi, par cette intermédiaire, ils aiguisent leurs connaissances portant sur les procédures, les réglementations urbaines et environnementales et acquièrent des informations plus générales sur la question du droit au logement. Cette acquisition d'informations couplée à la *praxis* de savoirs et connaissances se réalise à titre collectif, le travail collaboratif étant largement valorisé. L'apprentissage s'exerce également à titre individuel et constitue un instrument d'émancipation personnelle. Comme je l'examinerai par la suite, à la Vila Autódromo, l'apprentissage de notions de droit et des procédures de négociations avec les pouvoirs publics, peut aussi être employé à titre individuel pour renchérir la valeur de leurs biens, court-circuitant ainsi l'engagement collectif.

Salué par l'Institut des Architectes Brésiliens (PÉROUSE, 2005) pour son faible coût économique et ses finalités sociales et écologiques, le Plan Populaire est couronné en 2013 par le Prix d'urbanisme *Urban Age*¹⁷⁹. Le maire Eduardo Paes chargé de remettre le prix annule la cérémonie. Le prix est finalement décerné aux habitants deux mois plus tard par des représentants de la Deutsche Bank et en l'absence d'Eduardo Paes. Cette victoire, qui renforce la légitimité de la présence des habitants, offre une alternative concrète à la destruction de l'espace et la possibilité d'une réalité différente pour les quartiers populaires. Elle est vécue comme un incitant à la renégociation des conditions de maintien avec la municipalité. Ces victoires et la reconnaissance de leurs compétences par deux cénacles d'experts (Institut des architectes brésiliens et le prix *Urban Age*) insufflent un nouvel élan à la lutte et donnent de

¹⁷⁹ Le concours *Urban Age* est organisé chaque année par la Deutsche Bank en association avec la London School of Economics and Political Science. Selon ses fondateurs : « ce prix se concentre sur les projets dont bénéficient les communautés locales et leurs résidents et qui participent à l'amélioration de leur environnement », (ALFRED HERRAUSEN GESELLSCHAFT, 2013).

l'espoir aux habitants qui voient leurs chances de rester sur le territoire augmenter. De plus, le soutien des universitaires, loin de se limiter à la participation conjointe ponctuelle à ce projet, se pérennise dans le temps. En 2015, lors de mon enquête de terrain et alors que la menace s'intensifie sur les habitants, ils sont encore largement présents lors des réunions ou des manifestations de rue.

2.3 Normes et contrôle social

2.3.1 Instituer le mouvement : enrôlement et normes militantes de Reclaim TheCity

Un autre instrument de façonnage, sans doute le plus prépondérant, se retrouve au sein des deux groupes étudiés, il s'agit du contrôle social. Dans chaque quartier, les contraintes élaborées par les organisations se superposent à celles inhérentes au quartier. Commençons par le cas de Reclaim The City. Les contours de l'organisation sont rigoureusement tracés par ses leaders, en collaboration avec les représentants de NU.

Le mouvement social de quartier est structuré de façon plus rigide que celui de la Vila Autódromo. La Constitution de Reclaim The City formalise le mouvement. Elle s'articule autour de onze points pouvant être regroupés en quatre sections : les revendications et objectifs, l'affiliation, l'armature organisationnelle et décisionnelle et le « code de conduite »¹⁸⁰ de l'organisation. En somme, et comme les militants le rappellent lors des cours d'introduction destinés aux futurs militants, cette Constitution est calquée sur la Constitution nationale sud-africaine affichant les valeurs de la nation et les droits et devoirs des citoyens. Au même titre que la Constitution nationale, sacralisée par les membres du mouvement, la constitution de Reclaim The City est brandie par les membres du mouvement en cas de litige et lorsqu'il s'agit de revendiquer leurs droits. Cette Constitution pose donc les bases légales et les règles de fonctionnement du mouvement. Quelques points centraux méritent d'être examinés puisqu'ils déterminent la hiérarchie de l'engagement dans le groupe et les attentes du mouvement envers ses militants : il s'agit d'abord des modes d'enrôlement et de participation au groupe puis du code de conduite.

L'enrôlement à Reclaim The City est défini selon des critères précis. Le militant potentiel doit être âgé de plus de seize ans, appartenir à un Chapter local, c'est-à-dire à une organisation de voisinage et ne pas être affilié à un parti politique ou exercer une charge

¹⁸⁰ Voir annexe 5.

politique. Le militant doit également s'acquitter de certaines tâches, participer à un cours d'introduction nommé « Induction Course », payer une cotisation annuelle de 50 rands et signer la Constitution de Reclaim the City et le code de conduite. Il est également stipulé que les membres doivent être actifs, rester engagés et participer aux réunions, actions et événements du chapitre. Les membres sont différenciés des soutiens de Reclaim The City qui ne résident pas dans l'enceinte des quartiers concernés, mais peuvent s'affilier au mouvement en s'acquittant également de 50 rands¹⁸¹. Ils peuvent dès lors participer aux actions et réunions du mouvement, mais ne disposent pas d'un droit de vote pour élire ses représentants. En effet, lors du congrès annuel de l'organisation, les différents leaders du groupe sont élus par les membres. Plusieurs leaders chapeautent l'organisation : le Chapter leader dirige l'organisation de quartier. Au nombre de trois à Woodstock, ils coordonnent les actions collectives et communiquent les informations à la totalité des membres du Chapter. En septembre 2015, les membres du Chapter de Woodstock ne vivent pas dans l'occupation, mais habitent dans le quartier. À l'inverse, les House Leaders vivent dans les occupations et sont chargés de les réguler. Au nombre de quatre, ils sont localisés dans les diverses ailes du bâtiment permettant que les informations se diffusent largement et que les résidents puissent les identifier plus rapidement pour leur faire part de leurs demandes, inquiétudes, plaintes ou revendications. Ils sont ensuite chargés de faire remonter ces demandes lors des réunions hebdomadaires du lundi soir où se retrouvent l'ensemble des leaders de Chapters et quelques membres de Ndifuna Ukwazi.

Cette structure organisationnelle à priori hiérarchisée est définie par le mouvement comme *flat*, « horizontale » et l'idée selon laquelle « *we do not lead people, people lead us* » revient souvent dans les propos des entrepreneurs de mobilisations lors des réunions. Ce mode d'organisation permet de diluer et de diffuser davantage le pouvoir, limitant ainsi les éventuelles scissions à l'intérieur du groupe. Pourtant, cette conception de la structure organisationnelle qui s'oppose explicitement à l'organisation présidentielle et verticale n'est pas pour autant dénuée de logiques de domination et de hiérarchisation des participants. Comme le soulignent Éliasoph et Lichterman (2003), l'horizontalité plaidée par les mouvements est dans les faits souvent extensible et reproduit les modes de verticalité organisationnelle comme dans d'autres groupes. Enfin, les assignations aux rôles de leaders déterminent aussi le degré d'engagement de chacun, ceux-ci devant faire preuve d'un investissement supérieur. Les autres membres du mouvement intériorisent également cette hiérarchisation, modulent leur engagement en tenant compte de ce paramètre, certains limitant par exemple leur action en la déléguant totalement à

¹⁸¹ Environ 3 euros.

ces représentants.

Le principal mécanisme d'adhésion dans le mouvement est celui de l'accès à l'occupation en tant que solution temporaire ou durable de logement pour les résidents expulsés de Woodstock. Les personnes répondant aux critères exposés ci-dessus et qui désirent rejoindre l'occupation doivent d'abord assister à une réunion du mouvement social puis faire une demande d'intégration. Ils passent ensuite devant une commission de sélection constituée par des membres parmi les plus actifs du mouvement social et ceux de Ndifuna Ukwazi. Les questions posées portent sur le passé des enquêtés. Les membres de la commission examinent les demandes et prennent en considération plusieurs éléments : les conditions d'expulsions ou d'itinérance, l'emploi, le casier judiciaire et les comportements et attitudes. Les personnes disposant d'un emploi, parents ou femmes enceintes, au casier judiciaire vierge, à la consommation d'alcool modéré et de drogue nulle, multiplient leurs chances de se voir attribuer une chambre. Certains indices de présentation de soi, tel que l'habillement, la ponctualité et le respect des cadres organisant l'entretien participent également à « la constitution du capital symbolique de chaque agent » (SOULIÉ, 1997, p. 76), comme Soulié l'observe dans le cas du trides sans-abris vers les centres d'hébergement parisiens. Ainsi, comme pour l'accès à de nombreux centres d'hébergement, c'est la logique d'un respect strict des normes sociales conventionnelles qui détermine l'intégration ou l'exclusion au groupe. Les personnes sur le point d'être expulsées ou récemment expulsées de leur logement sont par exemple prioritaires par rapport aux personnes sans-abris. Cette priorité donnée aux expulsés reflète et détermine les situations de précarité sociales jugées comme tolérables et intolérables à un moment donné, leur degré de tolérance et d'acceptation se fondant essentiellement sur la perception d'une récupération possible de l'individu. Les sans-abris, en raison de leurs attitudes jugées déviantes sont pensés comme irrécupérables et plus difficilement adaptables à la vie en communauté, contrairement aux expulsés, habitués à la vie en logement et pour la plupart à la cohabitation. Dans le même sens, ce n'est pas un hasard si les jeunes adultes sans enfants sont peu nombreux dans l'occupation. Les stéréotypes sur leur insouciance, leur irresponsabilité et leur penchant pour des pratiques déviantes (consommation de drogue et d'alcool par exemple) guident implicitement la sélection effectuée par les leaders.

Ces normes d'enrôlement sont motivées par trois critères : d'abord les individus « insérés » et employés seraient plus à même de participer au mouvement et de respecter les règles en vigueur dans l'occupation ; ensuite il s'agit d'œuvrer en faveur d'une cohésion de groupe et de la formation d'un voisinage homogène, dans lequel les « gangsters » ou les « junkies », en

faible nombre, ne pourraient pas imposer leurs propres normes ; enfin, l'emphasis mise sur le respect des normes sociales répond à la volonté d'éviter tout débordement ou comportement violent à l'intérieur de l'occupation, qui pourrait conduire à une intervention policière, menaçant le maintien de l'ensemble des occupants. L'illégalité de l'occupation amène les cadres à opter pour des profils jugés comme calmes et « non problématiques ». Il s'agit de soigner l'image des habitants aussi bien auprès des pouvoirs publics que des voisins de l'occupation. En effet ces derniers voient l'occupation d'un mauvais œil, en raison des individus stigmatisés qui la peuplent et de la proximité à cet espace qui entraînerait une chute de la valeur de leur bien immobilier. La discipline, à laquelle aspirent les cadres du mouvement, en sélectionnant les habitants, constitue en effet un élément indispensable à l'efficacité de la lutte sociale (HAVARD DUCLOS, NICOURD, 2005; KANTER, 1968). D'autant plus que les entrepreneurs de mobilisation sont conscients que le moindre désordre peut être instrumentalisé par les pouvoirs publics, ces derniers se trouvant alors satisfaits de pouvoir valider les discours disqualifiants qu'ils diffusent sur le « chaos », « l'indiscipline » et la « violence »¹⁸² régnant à l'intérieur de l'occupation.

Toutefois, selon les individus réalisant les entretiens en vue d'une affiliation, les interrogations divergent et les attentes ne sont pas les mêmes. Certaines personnes sont interrogées sur leurs activités et opinions politiques tandis que d'autres sont épargnées de ces questions. Il semble donc que les normes d'intégration soient flexibles et dépendent des interviewers, mais aussi de la présentation de soi des candidats. Les réputations au sein de Woodstock et les conflits antérieurs avec des militants confirmés, d'autant plus quand il s'agit d'un membre du jury d'entrée, peuvent poursuivre les candidats dans leur quête de logement et leur barrer l'accès à l'occupation. Les anciens habitants de Woodstock ayant accepté d'être relogés ne sont pas admis dans l'occupation. Une habitante de Blikkiesdorp, ancienne résidente de Woodstock dont la maison vient d'être incendiée se voit refuser l'accès à l'occupation et l'examen de son cas suscite de vifs débats au sein du groupe de leaders. Ce refus d'un ancien habitant de Woodstock ayant accepté une solution de relogement définit les frontières entre le « bon habitant » au potentiel militant et « l'habitant disqualifié » pour avoir accepté les modalités offertes par la municipalité et qui ne « mérite » donc pas sa place à l'intérieur de l'occupation. L'enrôlement au sein de l'occupation, quelque peu opaque, se fait surtout par la cooptation selon un critère d'interconnaissance. Connaître un occupant donne un passe-droit permettant de

¹⁸² La déclaration de presse de Helen Zille, le 18 novembre 2018, sur la « loi de la jungle » régulant l'occupation et la présence de criminels constitue un exemple parmi d'autres

court-circuiter la procédure de sélection, d'autant plus si la personne qui l'attribue jouit d'un statut particulier de leader.

En intégrant l'occupation, l'habitant s'affilie au mouvement et doit allégeance à Reclaim The City puisqu'il ne peut pas s'engager au sein d'un parti politique, ces derniers étant discrédités et rejetés par le mouvement. Ce détachement partisan est source de conflit entre entrepreneurs de mobilisation. L'un d'entre eux, désigné comme proche de l'EFF¹⁸³ décide au début de l'année 2018, après quelques mois, de plier bagage et de s'approprier la partie supérieure de l'hôpital de Woodstock. Certains habitants expulsés de Woodstock et refusés par le jury d'entrée de l'occupation (moins d'une dizaine) s'installent à ses côtés dans cet espace que les membres de Reclaim The City nomment désormais « *The colony* ». De plus, cette obligation de fidélité à Reclaim The City est un principe d'adhésion, mais il peut être outrepassé par certains habitants, notamment en période d'élections¹⁸⁴. Les expressions partisans sont tolérées tant qu'elles ne menacent pas la cohésion du groupe et son identité. L'ensemble des affiliés doivent également respecter un code de conduite¹⁸⁵ relatif au comportement à adopter en assemblée tandis que les habitants de l'occupation doivent également signer un code interne à l'occupation qui établit les droits et interdictions de chacun. Cette codification de l'habitat en commun vise à unifier les conduites et à favoriser la discipline, mais peut dans certains cas susciter l'hostilité des résidents comme cela sera analysé en seconde partie.

Enfin, au-delà des mesures coercitives établies par le mouvement en vue de dynamiser la participation, la dépendance matérielle des habitants au mouvement social, et plus particulièrement au local de l'association, constitue la principale contrainte. Les habitants sont sommés de participer au mouvement sous peine d'être exclus de leur logement et, lorsque celle-ci s'organise à l'intérieur de l'occupation, de leur activité économique. L'injonction à la participation sert aussi à éviter que la logique d'assistance (celle de fournir un logement), à l'origine de l'entrée des habitants dans le groupe, ne soit durablement incorporée par les membres du groupe. C'est pour cette raison que les leaders insistent sur leur émancipation individuelle et leur responsabilité. La nécessité de logement peut toutefois être considérée

¹⁸³ Economic Free Fighters. Parti d'extrême gauche né en 2013 d'une scission avec l'ANC.

¹⁸⁴ Deux militants très actifs de l'occupation s'engageront lors des élections nationales en faveur du Socialist Revolutionary Workers Party, arborant fièrement le t-shirt du parti et tractant dans la rue et dans l'occupation en faveur de leur candidat. J'ai aussi rencontré deux personnes à l'intérieur de l'occupation portant le t-shirt de l'Alliance Démocratique, parti au pouvoir et principal opposant de Reclaim The City. Les membres du Socialist Revolutionary Workers Party sont très actifs dans le mouvement Reclaim The City, ils évitent ainsi toute forme de réprobation et de sanction par les autres membres tandis que les porteurs du t-shirt DA sont peu actifs au sein du groupe et ne participent guère aux réunions, limitant ainsi toute exposition aux critiques de la part des figures du mouvement.

¹⁸⁵ Voir annexe 5.

comme un instrument d'amplification numérique du mouvement, ou une monnaie d'échange à l'engagement, soulevant des questions sur l'utilisation des personnes en situation de détresse au service du groupe et de l'action collective. Néanmoins, ajoutons qu'un sens pratique, développé par les habitants, et dont j'analyserai la teneur dans le chapitre suivant, donne la possibilité aux habitants de déjouer ces normes perçues comme trop contraignantes.

2.3.2 Un contrôle social organisationnel affaibli et compensé par les rapports de voisinage à la Vila Autódromo

L'association locale de la Vila Autódromo en tant que vecteur d'organisation des habitants du quartier a favorisé l'apprentissage des codes militants. Les habitants y intègrent les codes de conduite du militantisme, à savoir, la prise de parole, l'écoute, l'échange, l'organisation d'actions et de moments de convivialité. Par son biais, les habitants sont socialisés aux discours juridiques, aux enjeux des expulsions et identifient plus facilement les réseaux à mobiliser. Toutefois, hormis cette incorporation des codes militants acquise sur le long terme, on observe qu'en 2015, l'association de la Vila Autódromo exerce un contrôle social formel limité sur l'ensemble du groupe. Sa capacité de rassemblement et de cohésion s'érode au rythme des négociations et des choix opérés par son président depuis 2012. Comme Grojean (2013) l'examine auprès des militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan, menacé par une crise interne, on remarque que dans un contexte d'affaiblissement de l'organisation, les modalités d'engagement se déplacent et les contraintes exercées sur les individus se relâchent. L'institution cesse d'exercer un contrôle social contraignant, laissant la voie libre aux défections.

Tout d'abord, précisons qu'à la Vila Autódromo, le modèle organisationnel est beaucoup moins structuré que celui de Reclaim The City. L'association fonctionne selon un modèle organisationnel vertical, elle est représentée par un président, une vice-présidente, une trésorière et un secrétaire. Seuls les habitants du quartier peuvent y adhérer. L'enrôlement n'est toutefois pas obligatoire comme dans le cas de Reclaim The City et la plupart des habitants ne s'acquittent pas d'une cotisation annuelle¹⁸⁶, mais participent ponctuellement à des cagnottes organisées par le groupe. Selon le président d'association, des fonds sont également pourvus

¹⁸⁶ Selon l'ancienne trésorière de l'association, les contributions des habitants se sont considérablement amenuisées à partir de 2010 et étaient beaucoup plus régulières lors des mandats précédents.

par des bailleurs internationaux. L'association est chargée de distribuer et coordonner les ressources financières du mouvement. Le local associatif situé au centre du quartier abrite le bureau de son président. L'association locale est la principale structure formalisée et représentative des habitants, toutefois il semble abusif de considérer que le mouvement social se délimite dans les frontières de l'association.

Dans de nombreux articles académiques se référant au mouvement de la Vila Autódromo, le rôle de l'association locale est survalorisé (ALVES, 2017; VAINER et al., 2014) ou au contraire peu étayé et imprécis (ALMEIDA, 2013). Certains auteurs évoquent la catégorie homogène d'« habitants » comme acteurs de la lutte. Ce faisant, ils taisent l'appartenance de ces derniers aux divers groupes du quartier et les conflits qui sous-tendent les rapports de voisinage et de militantisme. Lorsqu'elle est évoquée, l'association se confond presque toujours à l'action collective de l'intégralité des habitants, unis dans leurs revendications et représentés par cette instance. Une autre organisation locale, la commission, est éludée et apparaît dans un seul article (TANAKA, 2018), mais les logiques de concurrence et l'articulation entre cette dernière et l'association locale ne sont pas précisées.

La délégation induite par la représentation – par ailleurs actée et renforcée par les travaux de sciences sociales et les médias qui personnifient l'association avec la figure de son leader – conduit à une dépossession de la parole des individus. Les dissensions quant au rôle de l'association, et donc de son président, rendent l'action collective plus floue et difficile à identifier. La catégorie « habitants » rend visible la difficulté à se saisir des contours du mouvement social tandis que leur absorption par l'association passe sous silence les dissensions internes. Ces catégories sont certes utiles pour démêler les fils de la réalité sociale, mais elles omettent la conflictualité des rapports sociaux qui peut briser l'union du mouvement social, amalgamé par les termes de « habitants » ou de « l'association ».

La contestation d'une délégation inappropriée de la parole militante peut en effet conduire les individus au « sériel » (BOURDIEU, 1984), c'est-à-dire à l'isolement et l'éclatement d'individus alors contraints de reformer un porte-parolat concurrent, mais susceptible de fractionner le groupe. Il s'agit ici, grâce à une analyse microscopique des rapports de militantisme et de voisinage, d'exposer en quoi l'association, divisée et mise en concurrence, peine à susciter l'engagement au sein du groupe en 2015.

À la question « qu'est-ce que l'association ? », les habitants désignent tantôt le local associatif tantôt son président et sa vice-présidente. En raison de sa faiblesse numérique, il semble inapproprié de confondre le mouvement social de quartier et l'association. De

nombreuses divergences entre les membres de l'association et son président conduisent à la réduction numérique de cette dernière. Les désaccords portent notamment sur les négociations et concessions faites par l'association auprès des pouvoirs publics et sur la gestion des ressources financières. En 2014, la trésorière refuse d'utiliser les ressources économiques de l'association pour payer le repas de personnalités politiques et décide de quitter l'association. L'érection d'un mur négocié par le président et auquel s'oppose une grande partie des résidents, accroît la défiance et la désapprobation de l'ancienne trésorière à l'égard de ce dernier. À cause de divergences répétées, le secrétaire opte également pour le départ.

Entre mars et juin 2015, pendant mon enquête de terrain, les dissensions quant au rôle de l'association, sa remise en question par de nombreux habitants ainsi que sa taille réduite empêchent toute assimilation des habitants à cette organisation. Je note qu'il n'y a pas de reconnaissance et d'identification de leur part envers l'association locale et les leaders qui la composent. L'engagement pour le maintien ne se fait donc pas en résonance aux principes de l'association, mais à l'ensemble hétérogène des habitants mobilisés. Ce constat amène donc à confirmer qu'aucun mouvement formalisé n'émerge pour rassembler les habitants mobilisés, mais que plusieurs groupes se côtoient et intègrent une partie des habitants et des sympathisants locaux, les autres pouvant être considérés comme des « électrons libres », voguant entre plusieurs groupes ou en dehors de ces derniers. Des conflits peuvent alors émerger entre ces factions et mettre en péril la cohésion des habitants.

En 2014, une commission d'habitants destinée à mettre en place des actions protestataires voit le jour. Désignée par la Defensoria Publica, cette commission est chargée de trouver des solutions de relogement sur place aux habitants menacés par les décrets d'expulsions et de coordonner les actions protestataires. La commission collabore avec le président d'association qui tient son rôle et joue le jeu d'une collaboration et d'une entente cordiales lors des réunions. Toutefois, cette commission, composée de trois femmes¹⁸⁷, est perçue comme une menace par le président d'association pour diverses raisons : celle que le nombre de ses sympathisants se réduise au profit de ce groupe ou qu'il se trouve contraint d'employer certaines ressources à leur profit. La formation d'un groupe concurrent signifie aussi, en filigrane, que l'organisation locale n'est plus en mesure de répondre aux attentes du groupe (ALINSKY, 1946) et constitue donc pour son représentant un aveu d'échec. Le

¹⁸⁷ Ce n'est pas un hasard si la commission d'habitants est composée de trois femmes. Nommées par deux défenseuses publiques, cette commission contrebalance le pouvoir exercé par le président et reconnaît la place prépondérante des femmes dans le mouvement.

ressentiment de ce dernier, Alfonso¹⁸⁸, est particulièrement prégnant lors de l'entretien réalisé en 2015 pendant lequel je l'interroge sur le rôle de ladite commission :

Le rôle de la commission c'est de faire des ragots (*fazer fofocas*) et de m'éloigner de la lutte. Parceque moi je ne voulais pas de personnes qui ne m'aient pas dans cette commission. Quand vous avez une association d'habitants et que vous incluez une commission de gens qui n'aiment pas le président de l'association d'habitants, la tendance c'est de séparer et d'éloigner. (...) Les défenseurs avec leur commission, au lieu d'unir davantage la communauté, ont fini par me désunir de la lutte.

Dans les entretiens, de nombreux habitants se montrent en effet hostiles au président qui personnifie l'association. Ces critiques émanent surtout d'habitantes mobilisées dans la contestation, dont une faisant partie de la commission d'habitants. Elles désapprouvent ses manières, son style est jugé « brute », « inapproprié » et « présidentialiste »¹⁸⁹. Si la plupart de ces désaccords s'expriment en catimini, pendant des cafés organisés en privé, ils sont également perceptibles lors de réunions publiques. À la fin de la première réunion à laquelle j'assiste, les habitants se réjouissent d'avoir pu avancer grâce à l'absence du président. De même, pendant une réunion hebdomadaire à la Vila Autódromo, certains habitants lassés de la tirade du président applaudissent vivement lorsque celui-ci admet avoir monopolisé la parole et décide d'écourter son propos. Ces événements témoignent du manque de légitimité accordée à la parole de ce dernier et attestent de sa faible capacité à imposer sa vision au reste du groupe.

Cette désapprobation, fruit de désaccords multiples concernant ses décisions – comme précédemment évoqué – émane également d'un agacement – et dans certains cas d'une prise de conscience – suscité par la forte division sexuelle du travail militant. Alors que les hommes sont assignés à la prise de décisions et à l'action, les femmes de la Vila Autódromo, comme dans d'autres mouvements sociaux (FILLIEULE, ROUX, 2007; DUNEZAT, 2010), occupent des positions subordonnées et sont cantonnées à des activités moins visibles : celle de la logistique et du soin à la personne. Elles organisent les repas et instants de convivialité, entretiennent les liens de solidarité au sein du groupe et se chargent de l'organisation des protestations. Pendant les manifestations de rue par exemple, tandis que les femmes expriment leur mécontentement en frappant sur les casseroles, outils de cuisine qui renvoie à leur expérience quotidienne de la domesticité, les hommes mettent en place les barricades à partir de matériaux de construction du Parc Olympique puis se tiennent à l'écart.

Le rôle assigné aux habitantes est d'autant plus important dans une période où les expulsions fragilisent le moral de l'intégralité des résidents, n'est guère reconnu. Certaines

¹⁸⁸ Entretien réalisé le 21 avril 2015, au domicile d'Alfonso.

¹⁸⁹ Propos collectés lors de rencontres informelles et privées.

d'entre elles aspirent à occuper des postes dans lesquels elles pourraient mettre à profit leurs compétences militantes et employer un style organisationnel plus horizontal et moins empreint par « l'éthique masculine » (FILLIEULE, ROUX, 2007) caractérisée par la valorisation des rapports de hiérarchie, le langage politique, une pratique autocentrée du pouvoir et débarrassée d'affects. L'espoir donné au militantisme de quartier comme moyen de voir leurs compétences requalifiées et reconnues par les habitants, en dehors de l'arbitraire des relations de genre vécues au quotidienneté voit alors déçu.

Les propos du président d'association sur les commérages ou *fofocas*, terme brésilien connoté négativement, véhiculent par ailleurs des idées sexistes portant sur l'activité militante exercée par des femmes : tandis qu'elles s'adonneraient aux colportages -pratique quasi exclusivement associée aux femmes (GRECO, 2015), les hommes, eux, seraient dans l'action. Lorsqu'elles gagnent en visibilité et sortent du rôle qui leur est assigné, elles sont plus facilement que les hommes discréditées et stigmatisées pour leur action. Dans son examen sur le désengagement militant, Bargel et Dunezat (2010) met en avant le retrait définitif des femmes des collectifs militants comme réponse aux attaques sexistes plus ou moins dissimulées et répétées lors des réunions. Plusieurs femmes affirment en entretien ne plus se rendre aux réunions en opposition au président. Les inégalités de genre tout comme les conflits peuvent décourager la participation individuelle et constituent des justifications opportunes pour se retirer du groupe. La multiplication des retraits peut dès lors conduire à une légitimation de la sortie du groupe et sur le long terme, par effet d'entraînement, affecter la structure militante¹⁹⁰.

Si j'insiste sur les contours flous de l'association et sur les conflits qui la traversent, c'est pour souligner que le travail de façonnage du groupe est plus ardu à réaliser lorsque les habitants peinent à s'identifier à un groupe dont la légitimité est remise en question de toutes parts. La faible taille du groupe rend d'autant plus prégnantes ces divisions. Dans le cas de la Vila Autódromo, le fonctionnement de l'association est à la fois trop concentré, relâché et mis en doute pour exercer une quelconque contrainte sur les habitants quant à leur participation. Plus que d'être chapeauté ou unifié par l'association locale, le mouvement de quartier est configuré par une logique de factions qui dessert les initiatives de façonnage militant et peut au contraire encourager la défection. Le contrôle social organisationnel, nécessaire pour assurer la cohésion entre habitants mobilisés pour le maintien, peine à opérer. Déjà en 2014, le départ d'un premier groupe d'habitants défavorisés vers le Parque Carioca, récemment installés dans

¹⁹⁰ Les raisons du désengagement sont multiples et ne peuvent pas uniquement se résumer à un rejet des normes de genre instituées dans le groupe. Contrairement aux militantes rejoignant les groupes examinés par Dunezat, les coûts du désengagement y sont beaucoup plus élevés.

la Vila Autódromo ou peu engagés lors des mobilisations antérieures contre les déplacements (WILLIAMSON, 2017) avait déjà conduit à un affaiblissement de la cohésion vicinale et alimenté les dissensions au sein de l'association. Néanmoins, pour ceux ayant affirmé leur volonté de rester à la Vila Autódromo, le voisinage dans lequel s'ancre la mobilisation produit des mécanismes de contrôle social similaires à ceux observés à Woodstock et supplante le contrôle social organisationnel.

Ce contrôle social est informel puisqu'aucune organisation ne définit la participation des habitants aux événements ou ne spécifie leurs droits, devoirs ou obligations. Cependant, l'absence des habitants aux réunions ou une sortie de leur rôle d'habitant engagé pour le maintien peuvent éveiller des suspicions au sein du groupe. De même, les négociations individuelles encouragées par la municipalité soulèvent des doutes et des inquiétudes sur la probité de tel ou tel voisin, alimentant les rumeurs. Les habitants sont suspectés de rester dans l'objectif de maximiser leurs indemnités financières et matérielles de sortie.

L'argent, question centrale et omniprésente quant à l'avenir du quartier devient par ailleurs un sujet tabou¹⁹¹ dans les interactions de voisinage et militantes. Éluder les rapports d'argent et les négociations se transforme en impératif pour de nombreux militants et lorsque dans de rares cas ils révèlent la valeur des indemnisations proposées par la municipalité, ils les revoient à la baisse. L'exemple de Tonio, habitant des berges, est particulièrement illustratif. Lors d'une réunion organisée en mai 2015, après avoir épanché sa douleur d'être contraint au départ moyennant une faible indemnisation, il se trouve contraint de révéler, la véritable somme qui lui est proposée. Désespéré et vigoureux dans ses propos, les interjections de la défenseuse publique produisent ensuite une situation de gêne :

Tonio : Moi jeudi je suis allé voir Marcelo juste pour pleurer devant lui, il y a vingt ans la mairie m'a pris mon travail et maintenant elle veut m'enlever ma maison, ma mère est morte et je n'ai plus d'argent pour l'enterrer (...) Je n'ai personne, je suis le dernier habitant de la rue et la mairie n'a pas acheté ma maison, elle m'a expulsé, elle m'a envoyé à la rue, parce qu'elle est lâche. Et la lâcheté c'est quand ils estiment ma maison pour 400 000 réais¹⁹², mais avec ça, je ne peux rien acheter, j'en ai parlé avec eux, je sais pas où aller, vous savez ce que eux ils m'ont dit ? Que c'était suffisant pour m'acheter un appartement ! (Agitation dans la salle, la défenseuse publique demande la parole à Tonio) Oui ?

Défenseuse publique : Mais 400 000 ? Ce n'est pas ça.

Tonio : Non, mais ça a commencé à 400 000 maintenant c'est une autre valeur, parce que l'équipe... Défenseuse publique : (Le coupe), mais la valeur exacte ce n'est pas ça..

Tonio : Non ça n'est pas la valeur, en fait j'ai parlé de la première valeur..

Défenseuse publique Maria Luz : Et aujourd'hui quelle est la valeur ?

¹⁹¹ En 1946 ou en 1984, Alinsky et Hoggart soulignent que le rapport à l'argent est un sujet tabou dans les quartiers populaires étatsuniens ou londoniens.

¹⁹² Environ 64000 euros.

Tonio : 1 million 400 000 réais¹⁹³ (Vive agitation et commentaires dans la salle). Après un silence de sa part, Tonio, visiblement gêné, reprend : Avec 1 400 000 c'est vrai qu'on peut sortir... mais moi j'achète rien à ce prix, pas même un terrain, comment je fais avec mon travail ? Donc ça n'est pas question de ça... (il bredouille et cherche ses mots). Si mon voisin part avec 2 millions alors qu'il a le même terrain que moi, un autre avec 3 millions avec une maison pire que lamienne, je crois qu'ils devraient me payer plus... J'ai une maison de 470 mètres carrés et 160 de terrain, déjà que ma maison n'a pas de prix et que je ne souhaite pas partir. Mais ce que dit la municipalité je ne comprends pas... je voulais juste parler et dire que c'est très compliqué. C'est difficile d'accepter la somme que la municipalité détermine et que vous pensez injuste..

Alors qu'il souhaitait susciter l'empathie et exprimer sa solidarité aux membres de l'assistance, sa feinte pour ne pas répondre à la question de la défenseuse puis son aveu bredouillant plongent Tonio dans une situation d'embarras. Le registre pathétique qu'il emploie est brutalement disqualifié par la somme erronée qu'il invoque pour déplorer son traitement par les pouvoirs publics. Il échoue ensuite à maquiller son inconfort. Agité et cherchant les mots appropriés, il se contredit sur son souhait de rester et s'empêtre dans les discours relatifs à l'argent. Les habitants, estimant que Tonio n'aurait pas commis ce faux pas s'il était conscient de ses conséquences et dans le but d'éviter que celui-ci ne perde totalement la face (GOFFMAN, 1982), neutralisent ensuite son embarras en adoptant une attitude compréhensive à son égard.

Cet épisode de malaise ressenti par Tonio et les membres de l'assistance rompt l'ordre de l'interaction de la réunion et témoigne des difficultés à aborder publiquement les conditions de négociations pécuniaires avec la municipalité. De nombreux habitants se trouvent dans la même situation que Tonio et souhaitent maximiser la somme de leur départ, mais l'admettre en public c'est courir le risque d'être discrédité par le voisinage. Ils doivent donc feindre le désintérêt pour la question financière, s'ils ne veulent pas être stigmatisés en passant pour des « vendus » dont l'intégrité aurait été achetée. Cette dissimulation des questions financières est implicite et constitue une forme de discernement et de tact quant aux normes de l'interaction à adopter. En outre, tout retrait de la mobilisation est considéré comme une trahison. Voir sa réputation salie auprès de ses voisins constitue donc la principale sanction de sortie du mouvement. Tous craignent la propagation de rumeurs, ces « fofocas » dont parle le président d'association et qui sont susceptibles de les disqualifier. Les coûts d'un désengagement du collectif sont plus élevés que dans un mouvement social non localisé puisque les individus doivent supporter quotidiennement les conséquences fâcheuses de l'effritement de leur réputation, subissant réprobations et mise à l'écart. C'est pour cette raison que les personnes

¹⁹³ Environ 225 000 euros

qui partent élaborent une série de tactiques de désengagement, quittent le lieu au petit matin, en catimini, et pour la plupart ne rendent pas public leur départ. Comme l'observent Elias (2001) dans son enquête sur une cité de banlieue et Fonseca (2000) dans une ethnographie sur les rapports de genre dans une favela de Porto Alegre, rumeurs et commérages, par la potentielle disqualification qu'ils opèrent sur les membres du voisinage, constituent le principal instrument de contrôle social dans les quartiers populaires.

Dans cette seconde partie, les différents mécanismes déployés par les organisations pour resserrer leurs rangs autour d'une cause et d'un mode de participation communs ont été étudiés. L'éducation populaire et les moments de convivialité constituent des espaces de sociabilité clé du mouvement et des leviers d'engagement individuels. Si ces deux modes de façonnage militant sont proches d'un mouvement à l'autre, le troisième, le contrôle social, diffère fortement d'un mouvement à l'autre. Les modes d' enrôlement stricts n'existent pas à la Vila Autódromo et tous les habitants peuvent participer à l'action collective. Néanmoins, l'affaiblissement du façonnage organisationnel dans le quartier carioca en raison de désaccords et du rejet de la division sexuelle du militantisme menace la cohésion du groupe, même si le contrôle social exercé par le voisinage supplante et vient parer l'effritement du contrôle de l'association locale. Au sein de RTC, les normes instaurées par le mouvement visent à susciter un comportement exemplaire et à forcer la participation individuelle. Cependant, comme cela sera examiné dans le chapitre suivant, ces règles contraignantes n'entraînent pas une participation systématique des habitants et certains d'entre eux, parviennent, par diverses astuces, à les contourner.

3. Regards comparatifs sur les modes de participation à l'organisation à travers l'ethnographie des réunions

Les réunions de quartier relatives au mouvement social reflètent les dispositifs de façonnage militant. Elles rompent avec la quotidienneté du quartier ou de l'occupation et donnent à voir les revendications portées par les groupes, la place des leaders et des réseaux ainsi que les modes de participation des habitants. C'est pour cette raison que cet aspect est ici développé en s'appuyant sur les observations ethnographiques réalisées dans les deux quartiers. Il ne s'agit pas de détailler ou d'illustrer la partie précédente, mais d'apporter un regard complémentaire en analysant le style organisationnel de chaque groupe grâce à l'examen des discours et des modes de participation qui y sont admis ou au contraire rejetés et la façon dont

ils s'incorporent différemment aux individus.

Ce recours à l'ethnographie est indispensable pour plusieurs raisons. Il permet de s'extraire de l'idée fausse et idéalisée selon laquelle les habitants participent tous également et de façon homogène à la lutte (ALVES, 2017; TANAKA, 2018). De même, il balaye l'idée communément admise dans les études sur le *community-organizing* (ALINSKY, 1946) selon laquelle les groupes réunis planifient et appliquent rigoureusement des stratégies collectives, mettant à jour des aspects souvent éludés tels que le désordre, l'inorganisation, l'impréparation et l'improvisation. L'analyse in situ des réunions restitue l'implication différenciée des acteurs de la lutte au sein du groupe et la façon dont ils la mettent en scène. Elle vient éclairer des modes de participation pouvant être expliqués lors des entretiens, mais non pas expérimentés, ces entretiens étant réalisés hors-scène et étant « purement déclaratifs » (CEFAÏ, 2010). Par ailleurs, les propos émis par les habitants dans le cadre privé des entretiens divergent de ceux émis en public lors des réunions. On observe également que l'engagement est survalorisé par certains habitants lors des entretiens individuels, en partie pour dissimuler un faible investissement. Enfin, ces réunions de quartier sont déterminantes dans les processus d'engagement individuels puisqu'elles constituent des plateformes d'incitation à l'action collective à travers des exhortations directes à l'implication ou par l'acquisition de façons de penser et de coopérer. Il s'agit d'examiner ici, dans une démarche proche de celle adoptée par Eliasoph (2010, p. 35), comment les organisations, lors de ces moments de réunions, « encouragent ou découragent une expression politique », véhiculent l'image du « bon militant » au comportement idoine aux normes de l'organisation, et formulent les attentes relatives à l'engagement. L'attitude des habitants au sein des groupes mobilisés et au sein du quartier plus généralement est fortement influencée par les attentes que les organisateurs et voisins expriment lors de ces réunions hebdomadaires.

3.1 Scénographies des réunions de quartier

3.1.1 Organisation hiérarchisée de l'espace et ambiance familière à Woodstock

Trois réunions rythment les semaines des habitants de l'occupation de Woodstock. La première, comme précédemment observé, est celle de l'Advice Assembly, organisée chaque mardi soir. La seconde est le House Meeting – sur lequel je reviendrai ensuite – organisé le mercredi soir et la troisième, organisée le jeudi soir est le Chapter Meeting.

Intéressons-nous ici au Chapter Meeting car il s'agit de la principale réunion à teneur politique et à laquelle participent les habitants. Pendant cette réunion, les organisateurs déterminent les actions à mener dans le cadre de la lutte pour la construction de logements sociaux à Woodstock et dans le centre-ville du Cap. Les configurations spatiales telles que le matériel et la disposition de la salle ainsi que les dispositifs organisationnels tels que la prise de parole ou la modération des débats (BÉROUD, PERNOT, 2015) influencent les interactions et la prise de parole et révèlent les rapports de pouvoir qui traversent le groupe. À Woodstock, la disposition des chaises se fait sur le modèle de la salle de classe, les organisateurs et leaders faisant face aux spectateurs. Les organisateurs répudient pourtant ce modèle de salle de classe et plaident pour un modèle de réunion circulaire, toutefois, les habitants, avant chaque réunion, veillent à subtilement réaménager la pièce de façon à faire face à l'organisateur, accentuant ainsi le modèle de salle de classe, le savoir circulant selon un modèle descendant, des organisateurs vers les habitants.

Figure 14. Une organisatrice de Ndifuna Ukwazi, au centre, ouvre la réunion.



Figure 15. L'audience assiste à la réunion. Les chaises étant en nombre insuffisant, certaines personnes s'agglomèrent debout dans le couloir.



Les organisateurs et leaders sont situés au premier rang ou sur le côté et font face à l'assistance (voir Figure 14) lorsqu'ils s'expriment. Lorsque les habitants prennent la parole, ils se lèvent, mais ne prennent pas place devant l'assistance. Il arrive que les leaders sortent du cadre de la réunion informative pour réprimander les habitants quant à la présence de mégots qui jonchent le sol de l'escalier menant à la salle de réunion par exemple. La mobilité des leaders, qui peuvent plus aisément se déplacer au cours de la réunion alors que les habitants restent statiques ou encore le droit qu'ils s'octroient à couper la parole, attestent de l'asymétrie entre ces derniers et les habitants ordinaires, placés en position de subordination. À Woodstock, lors de ces réunions, une centaine de personnes sont présentes, la salle est parfois pleine à craquer et certains individus s'agglomèrent debout dans les recoins de la pièce (voir Figure 15). Lorsque les habitants sont nombreux et lors de coupures d'électricité, les réunions tardent à commencer. Tous les habitants présents à la réunion doivent d'abord inscrire leur nom sur une feuille de présence, devant laquelle se forme une longue file d'habitants. L'émargement est parfois supervisé par un leader afin de contrôler que ces derniers n'inscrivent pas le nom d'absents. Certains quittent parfois la pièce après s'être enregistrés sur le document ou au cours de la réunion. Pendant les premières minutes de battement, Nana, munie d'un lourd sac transparent vend des bonbons et sucreries. L'argent et les gourmandises circulent de la cliente (ce sont les mères qui achètent ces produits pour leurs enfants) à la vendeuse en passant par les mains des présents. L'attente de l'émargement et l'installation des habitants dans le désordre et l'effervescence sont l'occasion pour la plupart des présents de se mettre à l'aise et de converser entre eux, mais il peut parfois agacer certaines personnes, notamment les primo-participants.

Lors de la réunion du 11 octobre 2018, Marius vient accompagné de sa sœur et de son oncle. Tous deux habitent à proximité de l'occupation et sont menacés d'expulsions. Marius souhaite leur trouver une place à l'intérieur de l'occupation. Après une trentaine de minutes d'attente, la chaleur, le monde et le brouhaha les découragent et ils quittent la pièce avant le début de la réunion. Marius, découragé se tourne vers moi pour m'expliquer brièvement les raisons de leur départ : « *they thought it was too chaotic* ».

L'emplacement des individus traduit souvent les factions à l'intérieur de l'occupation. Cette organisation groupale de l'espace n'est pas visible a priori et je la découvre au fil de mes conversations en dehors des réunions et en prenant connaissance des commérages véhiculés sur tel ou tel individu. Lorsque j'arrive à une réunion par exemple, je prends soin de sélectionner la chaise sur laquelle je m'assois. Je ne veux pas être assimilée à une faction défavorable à une autre ou être associée aux leaders en me plaçant à proximité d'eux. Je veille donc à arriver légèrement en retard pour prendre place sur un des quelques sièges vacants, feignant de ne pas avoir le choix. Les enfants sont présents lors des réunions (voir Figure 15), ceux en bas âge se lovent dans les bras de leurs mères tandis que les autres jouent entre eux ou assistent avec ennui aux débats des adultes. La présence des enfants aux réunions témoigne de la portée domestique des réunions publiques (BERGER, 2012), donne un caractère familial à la rencontre, attendrit les adultes et détend l'atmosphère. Lors d'une réunion organisée le 18 novembre, les cris d'un enfant effrayé par le chihuahua d'un organisateur de Ndifuna Ukwazi suscitent de longues minutes de fou rire collectif. Les habitants rient et s'adressent entre eux avec familiarité, créant une ambiance collective joyeuse et un « enthousiasme de convention » (TOCQUEVILLE et al., 1840).

3.1.2 À la Vila Autódromo, la réunion du mardi comme lieu de convergence de la lutte

À la Vila Autódromo, les réunions de quartier constituent le principal dispositif déployé pour informer les habitants et échanger autour de la lutte et des négociations en cours avec la municipalité. Elles sont organisées chaque mardi soir dans l'église catholique du quartier (les deux églises évangéliques ayant accepté les négociations et quitté les lieux). Plus spacieuse que le local de l'association, l'église permet d'accueillir davantage de personnes. C'est également là qu'est stockée une partie du matériel de protestation (banderoles, pancartes, sifflets, casseroles). Après la destruction du local de l'association, le 24 février 2016, l'ensemble du matériel et des archives y est entreposé. Ouvert en dehors des offices religieux et accessible aux

habitants, l'église fonctionne comme ressource logistique à l'organisation du mouvement social [Ripoll, 2005]. Elle est mise à disposition par le prêtre Fabio Freitas, qui a acquis un important *leadership* en se mobilisant aux côtés des habitants. L'organisation des réunions à l'intérieur même du lieu de culte et le soutien du prêtre, très admiré par les habitants, contribuent au façonnage de la cause, lui conférant une dimension morale.

Les habitants sont assis sur les bancs de l'église. Les soutiens externes et les membres de la Defensoría Pública sont assis aux premiers rangs face à l'estrade. L'autel est transformé en tribune d'où les habitants prennent la parole à tour de rôle avec un microphone à fil. Ce sont le plus souvent des personnes d'autorité qui ouvrent la discussion, le président d'association, le prêtre ou les défenseurs publics. Cette organisation des tours de parole traduit l'organisation relativement hiérarchique du groupe. Toutefois, lorsque les habitants s'expriment, ils se lèvent, se dirigent vers l'estrade depuis laquelle ils se saisissent du microphone et s'adressent à l'assistance. Ce dispositif de parole les autorise à s'adresser plus longuement et directement aussi bien au reste de l'assistance qu'aux réseaux et aux leaders du mouvement (le prêtre et le président d'association). Néanmoins, et comme je l'observerai plus tard, ce dispositif peut aussi décourager la participation des personnes les moins armées pour prendre la parole en public. Une cinquantaine de personnes, parfois jusqu'à septante, participent aux réunions publiques organisées entre janvier et juin 2015. On y retrouve les habitants les plus aguerris, mais aussi des résidents qui souhaitent ponctuellement s'informer sur l'issue de la lutte. Les enfants ne sont guère présents dans la salle. Peu nombreux dans le quartier, ils sont pour la plupart gardés par un de leurs parents au domicile. L'ambiance y est moins effervescente et joyeuse qu'à Woodstock, tant la menace des évictions y est omniprésente. La présence de factions y est moins palpable, les habitants s'assoient à côté des personnes avec lesquels ils ressentent une certaine affinité. Une liste sur laquelle les personnes inscrivent leurs noms et prénoms circule dans les différentes rangées.

Figure 16. Réunion à la Vila Autódromo, avril 2018.



L'espace de l'église se transforme ainsi en lieu de jonction des contestataires. Les réunions constituent alors un moment opportun pour élaborer conjointement des stratégies et coordonner les actions à venir. Ouvertes à tous, elles sont en effet l'occasion de circulations militante et experte. En plus des défenseurs publics, elles regroupent des étudiants, professeurs, représentants d'associations extérieures et parfois, des représentants des pouvoirs publics fidèles à la cause. En certaines occasions, des médias locaux, mais aussi internationaux sont présents lors des réunions, témoignant de la reconnaissance nationale, mais aussi internationale de la lutte. Lors de la réalisation d'un documentaire sur les Jeux olympiques de 2015 réalisé par deux visiteurs suisses, les dispositifs filmographiques (la caméra et la perche télescopique, voir Figure 14) prennent une place importante dans la salle et intimident certains résidents. La présence variable de ces acteurs aux capitaux social, politique et culturel souvent importants influence la prise de parole des habitants, le contenu de leurs propos et la mise en scène des engagements individuels.

3.2 La prise de parole et le contenu des discussions

3.2.1 Susciter l'engagement et la parole militante à travers le Chapter meeting, opportunités et contraintes

Dans le cas de Reclaim The City au Cap, les réunions sont généralement ouvertes par un Chapter leader du mouvement, qui cède parfois la parole à des organisateurs de NU.

Après avoir exposé leurs propos, ils délèguent la parole aux habitants, observant ainsi les rites de la démocratie participative. La démocratie interne au sein des groupes d'habitants, « loin d'être un luxe superflu » (COSSART, TALPIN, 2015, p. 115) peut constituer un facteur de réussite des mobilisations puisqu'elle contribue à souder le groupe autour d'une identité partagée. Néanmoins, ça n'est pas parce que les individus ont droit à la parole qu'ils s'en saisissent forcément, et si les défenseurs des dispositifs participatifs ne manquent pas d'idéaliser la participation effective des individus, les chercheurs sont souvent troublés par l'exclusion et la non-participation d'une partie de l'assistance (BERGER, CHARLES, 2014).

Les réunions du jeudi servent principalement à coordonner collectivement les actions collectives de la semaine en esquissant les répertoires d'action les plus appropriés. Toutefois, très peu de personnes participent à ces actions externes à l'occupation et en connaissent les contours, il est donc difficile de les impliquer en vue de préparer collectivement des stratégies de lutte. Pendant les dix premières minutes de réunion, les leaders mettent en récit les actions de la semaine et exhortent les habitants à participer aux suivantes. Le 27 septembre 2018, lors de la première réunion à laquelle j'assiste, Susanna, leader et employée à mi-temps de Ndifuna Ukwazi, prend la parole et expose sereinement le déroulement de leur dernière action :

At 5 we went to a protest action outside Growthpoint, we are holding Ian Nielson, the councillor accountable, the action was very very well, we did not have interference or interruption from the police or law enforcement. So we are planning another action during next week it is gonna be a very early action, and we are going to the house of Ian Nielson, so we have to plan it very well with your help, we're gonna need much people to support and come out in the morning, to show to the city that they can not sell public land, when we are at the middle of a housing crisis. *(Traduction en Afrikaans des propos de Susanna par Linda).*

Soraya, institutrice, et leader à la voix imposante, s'installe au centre de la scène et rebondit sur les propos de Susanna. Adoptant un ton plus offensif, elle reproche aux habitants présents dans la salle leur manque d'assiduité et d'engagement.

On the night of RTC's congress, we elected house leaders, chapters leaders and we said that we are going to be led by YOU, we have to, we need to be all together men, we cannot fight the fight alone, we are doing it for you. You are the people occupying not us, so at least give your input and give your participation, come to pickets or whatever we plan. Don't say you're going to come and then you don't come, please people.

Laurie poursuit le propos de Soraya en adoptant un langage plus compréhensif et conciliant, tandis que Susanna, stimulée par le discours de Soraya, hausse la voix et rappelle aux habitants leurs obligations :

Johanna: You're maybe not aware, but our actions and the research we do with NU, the actions are giving an impact. The city is not doing his job with the private developers and NU objected in court, the city has to do affordable housing for you so we have to work for it, with your children, now it is time to understand it and participate.

Susanna: (*elle hausse la voix et adopte un ton agacé*) : Before Soraya starts, I just want to say something. When people came to occupy here, because I interviewed a lot of people that went to occupy. I just want to say that there are house rules and there are rules that you signed for and one of those rules was that YOU have to participate in ALL the actions and things of RTC. You committed yourself to that on the day you were interviewed to move in the occupation, you agreed with those rules. And now we're all here, and just a few of us don't live here but no one come to the actions and stuff, just a few people and it is always the same people, the same faces all the time and we need you to come because it is something you agreed when you moved in here. And I just want to encourage you and push you a little bit men, it can't be that you don't want to do anything for the movement, come on! This is YOUR movement, you lead us we don't lead you. But it is not fair that just a few of us every time must be here fighting for everybody. So, all of us have to start fighting from now on.

Les propos véhéments des leaders visent à animer les habitants et à les mettre face à leurs contradictions quant à leur participation, puisque comme le rappelle Soraya, si beaucoup assistent aux réunions et adhèrent aux stratégies adoptées, ils désertent les moments visibles de contestation. Susanna dénonce l'attitude du « passager clandestin » et attire l'attention sur l'injustice des efforts fournis par quelques-uns au profit de la collectivité. Elle tente de responsabiliser les membres de l'assistance en mettant en évidence les obligations morales qui leur incombent et s'inscrivent comme contreparties à l'hospitalité qu'ils reçoivent. La complicité entre les trois femmes et leur compréhension identique de ce que doit être la « participation idéale » pour le mouvement réduisent l'embarras que génère ce type de sermon, et qui risquerait de les mettre en porte à faux avec le reste du groupe. Si Susanna se permet d'adopter des propos sur un ton plus incisif que ceux proférés précédemment c'est parce que Soraya s'est entre temps lancée dans une critique amère de l'engagement des habitants. Dans le même temps, Susanna adopte un ton de camaraderie empathique qui contrebalance son rappel à l'ordre : « I just want to encourage you and push you a little bit men ! ».

Les leaders insistent sur la nécessité de participer pour trois raisons principales : les dispositifs de mobilisation ont une portée émancipatrice et entrent en continuité avec les outils pédagogiques d'éducation populaire déployés par l'organisation ; la participation des mêmes individus aux actions et l'absence de turn-over peuvent générer un sentiment d'injustice (comme l'exprime Susanna) et accroître la fatigue militante (FILLIEULE, 2005) ; enfin, la création d'un mouvement massif et donc plus visible aux yeux des pouvoirs publics passe par la constitution d'un important contingent numérique.

Le groupe cultive en effet une forme d'engagement massif qui rappelle celle d'autres groupes militants tels que l'ANC ou les syndicats (MASIYA, 2014), bien que l'inscription dans la durée de Reclaim The City soit sans commune mesure à ces derniers. À l'instar de ces mouvements sociaux, l'organisation ne prétend pas limiter son action au cadre local, mais entend amplifier la focale en tentant d'introduire la question du logement au cœur de l'agenda

du gouvernement national. Le mouvement fait par ailleurs référence à la classe ouvrière et utilise des codes du militantisme (couleurs rouge et noir, t-shirts, drapeau, appellations) associés au socialisme et aux mouvements de défense du droit au logement et à la terre dont ils s'inspirent, principalement le MST brésilien et la Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH) catalane. Les injonctions répétées au « combat », à la « lutte » visent à créer un mouvement de masse, solide et pérenne, dans lequel les habitants des classes populaires constitueraient les principaux acteurs, sortant ainsi de la logique d'assistance et de représentation des groupes défavorisés défendue par de nombreuses ONG. L'enjeu est pour eux de faire prendre conscience aux habitants de leur intérêt commun et de leur solidarité pour bouleverser spatialement et socialement les rapports de pouvoir, au-delà des frontières de Woodstock. Cette vision idéalisée du mouvement de masse défendue par Soraya lors d'une autre réunion, organisée le 22 novembre 2018, se confronte à la faible participation effective des individus au mouvement, l'incitant à reproduire et répéter ces injonctions à la participation lors de nombreuses réunions. Nonobstant, ces pratiques de rappel à l'ordre et de recadrage, atténuées par un registre empathique et les bonnes intentions peuvent humilier et mettre mal à l'aise les habitants les plus fragiles et qui ne concordent pas avec les exigences formulées pour une participation inconditionnelle.

Revenons-en à l'interaction de la réunion. Au-delà des exhortations à la participation, quel est le contenu des discussions engagées lors de ces réunions ? Les réunions portent avant tout sur les stratégies à utiliser pour contester les politiques du logement de la municipalité. Les leaders laissent les habitants réfléchir aux divers moyens d'action possibles. Lors d'une réunion organisée en novembre 2018, certains proposent un boycott des impôts publics, d'autres de chahuter Ian Nielson (maire de la ville) à son arrivée à l'aéroport. Ces propositions ne sont pas censurées, toutefois elles s'enfouissent rapidement dans le flot des paroles et les stratégies d'actions finalement adoptées, déjà pensées en amont par les leaders, résultent rarement d'une réflexion mûrie collectivement. Néanmoins, les leaders prennent soin d'écouter et d'éveiller la parole auprès des habitants, répétant qu'il « n'y a pas d'idées stupides, et que tout le monde peut apporter son avis ».

Malgré l'empathie qu'ils communiquent, ils ne manquent pas de rappeler à l'ordre les interventions qui n'entrent pas dans le cadre du Chapter meeting. Ainsi, lorsque des habitants prennent la parole pour déplorer aussi bien la saleté dans les couloirs que la consommation de drogue dans certains espaces de l'occupation, les leaders, visiblement agacés, écourtent leurs propos, les invitant à s'adresser aux House leaders ou à prendre la parole lors des House Meetings dédiées à la résolution de ces incidents. Ces recadrages parfois secs peuvent

embarrasser l'habitant sermonné et l'inciter au repli plus qu'à la participation prescrite par les animateurs. L'empiétement des problèmes domestiques est en effet récurrent dans les réunions organisationnelles et témoigne du caractère prioritaire des problèmes individuels des habitants sur ceux de l'organisation. La tenue vestimentaire de certains habitants, déjà revêtus en pyjamas, manifeste leur participation à la réunion comme simple obligation à respecter avant de se glisser au lit. Nombre d'entre eux simulent d'être engagés de la façon la plus acceptable possible, d'autant plus lorsqu'ils se font sermonner pour leur manque d'assiduité. Lorsque la tension retombe, ils peinent à dissimuler leur ennui. Certains fuient l'engagement principal de la conversation pour s'adonner à des pratiques secondaires et jouent discrètement avec les enfants ou sur leur téléphone portable. Lorsque je surprends une habitante déchaussant son dentier pour faire rire les enfants, celle-ci se trouve subitement dans une situation d'embarras. Rapidement, ses yeux s'écrouillent et elle pose sa main sur sa bouche pour dissimuler sa honte.

L'absence d'urgence immédiate enraye la dynamique d'engagement défendu par les leaders du mouvement et détourne les habitants des enjeux militants. Ce point sera abordé dans le sixième chapitre.

3.2.2 À la Vila Autódromo : une prise de parole configurée par l'urgence et une participation déclinante

À la Vila Autódromo, la parole n'est guère accaparée par les représentants du mouvement social, mais plutôt par certains habitants, et lorsque cela arrive, le public ne manque pas de le faire remarquer indirectement par des mimiques qui traduisent leur empressement, comme les soupis, les regards furtifs lancés vers l'horloge ou l'inattention et les bavardages. Ce type d'attitudes ne se produit pas lorsque les défenseurs ou membres de la communauté universitaire ont la parole. De nombreux habitants prennent la parole, mais d'une réunion à l'autre, il s'agit plus souvent des mêmes personnes, celles qui affirment leur engagement personnel et fustigent l'action de la municipalité. Les personnes craintives à l'idée de s'exprimer en public délèguent alors leurs questions à d'autres habitants plus familiers de l'expression publique. Ce phénomène d'inégalité de la parole habitante tend à s'accroître lorsque la présence des défenseurs publics et des membres des universités est plus importante, ces derniers tendant à monopoliser la parole et par leur capital culturel supérieur, à « censurer » involontairement la parole des habitants. La présence de certains acteurs tels que les documentaristes et leurs caméramen galvanise certains habitants habitués à la parole publique

et les incitent à porter l'emphase sur leur détermination à rester.

L'expression et le contenu du discours varient fortement selon le statut de l'acteur. Les discours savants, émanant principalement des défenseurs publics ou des intellectuels présents, traitent principalement du contentieux avec la municipalité et des différentes actions possibles à engager tant au niveau juridique qu'à travers l'action collective. Leurs propos témoignent de leur connaissance fine des enjeux juridiques et politiques dans lesquels le quartier est impliqué. La parole habitante contraste avec celle des acteurs externes. Comme observé dans d'autres collectifs de quartier et dans d'autres contextes majoritairement étatsuniens, la parole militante est fortement singularisée (BERGER, 2012; COSSART, TALPIN, 2015; ELIASOPH, 2010; TARRAGONI, 2014) les résidents partent d'abord de problèmes individuels la plupart du temps liés à leurs expériences personnelles des expulsions pour les élargir à des problèmes collectifs et politiques plus larges. Ils endossent alors une pluralité de rôles qui ne se limitent pas à celui de l'habitant engagé pour le logement, comme le signale Cefaï (2007, p. 537), « ils se glissent dans le costume de citoyens ou d'usager, d'électeurs ou d'administrés, d'habitants ou de voisins, mais aussi d'ingénieurs, de techniciens, de comptables, de mères de famille, d'experts du droit, de témoins, de prophètes ».

Ce type de discours est également encouragé par les médias ou réalisateurs de documentaires qui interrogent les individus sur leurs expériences individuelles des évictions, les incitant à adopter des registres émotionnels. Ce type de discours qualifié par certains chercheurs « d'individualisme expressif » (BELLAH et al., 2008; ELIASOPH, LICHTERMAN, 2003), n'est pas pour autant dénué d'une portée collective et les habitants passent fréquemment du « je » au « nous » pour observer la généralisation des expériences de souffrance dues aux évictions. Ces expressions publiques de souffrances individuelles au-delà de la vertu thérapeutique qu'elles peuvent recouvrir, permettent de susciter l'empathie et d'éveiller un sentiment d'injustice auprès de l'assistance. Ils remplissent deux objectifs dans la mise en scène de l'engagement. D'une part, ils donnent aux énonciateurs la possibilité d'affirmer la force de leur engagement individuel en insistant sur leur capacité à endurer les tourments des évictions et à servir les intérêts du collectif. D'autre part, ils donnent aux habitants dans le doute, sceptiques quant à l'issue de la lutte ou ayant déjà opté pour le départ, l'opportunité de mieux faire accepter une défection future, en soulignant les difficultés individuelles, matérielles ou psychologiques rencontrées. À partir des observations des réunions, on constate que la défection définitive n'y est jamais clairement abordée, mais que l'exposition des doutes s'entremêle à la narration des conditions de vie dégradées et que les contradictions entre le désir de maintien et

de départ abondent comme je l'ai déjà noté dans les propos de Tonio (enquête minimisant la valeur de l'indemnisation proposée) et comme le montrent également les propos de cette habitante, encouragée à s'exprimer par Tonio qui lui cède la parole :

Je perçois la même chose que Tonio, João est parti, Chucha va surement partir, il ne reste que ce morceau de l'association. Moi je vais rester, mais je suis au milieu de la rue et je vais rester seule au milieu de la rue alors que la municipalité est en train de tout démolir à côté. Je lutte pour le maintien mon idée c'était de rester, mais j'ai peur. Pourquoi j'ai peur ? J'ai photographié les piliers de ma maison qui sont tout abîmés et avec les démolitions, ils vont s'écrouler et terminer par terre. Moi je reste ici, non.. *[cherche ses mots]*, je veux rester, mais j'ai peur parce que l'an dernier ils me donnaient 79000 pour ma maison et moi je ne voulais pas, j'ai le titre de propriété de la maison et j'ai l'opportunité de lutter donc je lutte, sans avoir rien signé jusqu'à maintenant. [...]. Ils m'ont dit « va prendre un appartement, mais moi je ne veux pas, je ne veux pas d'un appartement, j'ai une fille qui est dans un état végétatif à l'hôpital, et ils me disent que je dois aller vers un appartement ! Je suis allée voir une maison, mais le type m'a demandé 500 000 et c'est déjà bien éloigné de mon travail. Où est-ce que je pourrais trouver une maison avec ce qu'ils me proposent ? Je veux rester ici, mais j'ai peur, parce qu'ils me proposent peu et je crains de sortir les poches vides.

Cet extrait de réunion se déroule en avril 2015 alors que les retraits des habitants dans le quartier se multiplient et que la tension quant à la prise de décision pour le maintien ou le départ est à son acmé. Les habitants souhaitant initialement rester et qui négocient ensuite leur départ avec la municipalité cessent de se rendre aux réunions, ou s'ils s'y rendent, ils dissimulent leurs décisions, tant l'énonciation du départ contrevient aux règles de la participation pour le maintien. Ils savent qu'en affirmant leur souhait de partir, ils prennent le risque d'être stigmatisés de « traîtres » et d'affaiblir l'action collective. Ceux d'entre eux qui ont fait preuve d'un engagement soutenu dans la lutte et sont engagés dans un processus de négociation avec la municipalité et qui assistent aux réunions n'y expriment plus le même entrain. Les animateurs, principalement les personnes externes au mouvement, peinent à libérer la parole des habitants. Lors d'une réunion en mai 2015, il faudra attendre près de trente-cinq minutes pour qu'un habitant consente à prendre la parole. Le défenseur public sollicite les habitants à saisir le microphone, mais constatant un silence gêné dans la salle, il décide de combler ce vide en poursuivant son propos sur le contentieux en cours avec la municipalité. Les soutiens externes au mouvement ont conscience de l'ambivalence d'un engagement public et d'un désengagement privé d'une partie des habitants, ce dernier se traduisant par l'intensification des négociations auprès de la municipalité pour quitter le quartier avec l'indemnisation la plus élevée possible. Les paroles du prêtre et de la défenseuse publique témoignent d'une situation jugée intenable et nocive pour la poursuite de l'action collective. Jouissant d'un certain prestige auprès des habitants, ils essaient de réanimer les habitants et les incitent à adopter une posture ferme, celle du maintien :

Je crois que nous sommes à un moment important de tout ce processus, je crois qu'à cette hauteur, les gens ne peuvent plus maintenir le discours du « peut-être » ou du « on verra », c'est maintenant ça ne l'est pas [...] quand vous pouvez consolider une lutte vous pouvez toujours avoir des doutes, mais vous devez surtout déclarer des certitudes. [...] Maintenant il y a une chose qui est sûre: l'argent n'établit pas l'ordre des valeurs, ne crée pas de relations humaines, ne construit pas une histoire de vie. Partir signifierait jeter l'essentiel à la poubelle, soyez attentifs à ça. Nous avons mis au clair une chose, notre individualité. Je veux me battre, mon individualité est celle-ci, je veux lutter pour récupérer ma collectivité. Rester est une motivation collective et c'est mon idéal individuel. (...) Je le répète, ça n'est plus le moment d'avoir des doutes, ce moment est déjà passé. Si les gens veulent lutter individuellement pour leur propre bien, il y aura un sérieux problème et nous n'arriverons jamais à atteindre les résultats souhaités. Nous devons juste maintenir ce quartier et le sens collectif, vous, depuis votre individualité, vous devez faire un choix. Moi j'ai le désir de savoir qui veut rester, quel est le désir collectif. Nous souffrons de la main du pouvoir public, mais nous avons un instrument qui est nos valeurs, nous devons les utiliser de la meilleure façon possible, c'est mon point de vue. Vous devez maintenant expliciter votre désir, et ceux qui veulent rester, constituer ensemble comme une force et une famille unies.

L'inégalité des attitudes et les conflits observés précédemment auraient pu se cristalliser autour de cette réunion hebdomadaire. Néanmoins, rien de tel ne se produit. Les habitants en désaccord racontent leurs doutes, leur colère, et la plupart se rangent du côté de la majorité apparente, c'est-à-dire le groupe d'habitants qui souhaite se maintenir coûte que coûte et dont la position est renforcée par des autorités morales (le prêtre et les défenseurs publics). Car cette majorité n'est en réalité que fictive et illusoire, la plupart des habitants ont déjà négocié avec les pouvoirs publics, mais cette opération « individuelle » qui court-circuite le collectif est si discréditée qu'ils ne peuvent se résoudre à l'exprimer publiquement. Les propos du prêtre montrent bien à quel point les négociations sont associées à des attitudes négatives : la cupidité et l'individualisme. Affirmer la volonté de partir reviendrait donc à s'opposer aux « valeurs » de solidarité et d'altruisme défendues par des personnes disposant d'un important prestige et d'une reconnaissance au sein du quartier. La majorité se range donc du côté de la minorité détentrice de l'attitude considérée comme la plus vertueuse, valorisée par les autres et conforme aux intérêts initiaux du groupe. Comme dans de nombreuses réunions publiques observées par les sociologues [MANSBRIDGE, 1983; LICHTERMAN, 2005; ELIASOPH, 2010] les conflits et l'hostilité sont passés sous silence pour préserver les règles de courtoisie et la formalité de ces rassemblements.

Conclusion

Dans ce troisième chapitre, j'ai retracé la genèse des deux mouvements de quartier. Le mouvement RTC, formé en 2016 et principalement composé d'habitants évincés, se base sur

l'occupation de l'ancien hôpital de Woodstock pour revendiquer leur droit au logement. Cette occupation constitue une base à partir de laquelle les cadres de l'organisation tentent de socialiser les habitants. Le mouvement de la Vila Autódromo, initié dès 2013, se caractérise par sa popularité, bâtie sur deux décennies de lutte sociale et un vaste réseau de soutiens externes.

Les deux mouvements de quartier utilisent des outils de façonnement militants similaires. Trois principaux instruments sont déployés pour assurer la conformité des résidents aux mouvements auxquels ils appartiennent. L'éducation populaire et les événements de convivialité constituent des vecteurs d'attachement à la cause tandis que le contrôle social sert principalement à consolider la cohésion interne et empêcher l'émergence de scissions et oppositions au sein du groupe. Cette dernière facette se superpose au contrôle social informel exercé par les rapports de voisinage au quotidien. Il diffère dans les deux quartiers : tandis que le contrôle social exercé par les leaders de Reclaim The City est étroitement codifié et régit l'ensemble des activités du social, le contrôle social exercé par l'association de quartier de la Vila Autódromo, déjà plus faible initialement, est remis en question et décline à partir de 2013. Cette déliquescence s'observe lors des réunions, à travers la mise à l'écart progressive des figures de l'association. Cependant, le contrôle informel de voisinage compense sa faiblesse et limite temporairement les défections au sein du groupe.

Enfin, le paramètre de l'urgence module aussi bien le contenu des discussions que la participation des habitants. À la Vila Autódromo, les discussions sont centrées sur les préoccupations individuelles et collectives, tandis qu'à Woodstock les interventions militantes se mêlent à une certaine langueur, caractérisée par l'absence de menace imminente et une ambiance « bon enfant ». Dans les deux cas, les réunions hebdomadaires sont révélatrices des diverses factions qui composent les groupes, des rapports de pouvoirs et des attentes de participation des producteurs de normes. À Woodstock, les positions conflictuelles et recadrages des leaders sont rapidement résorbés par la volonté de créer une atmosphère apaisée. À la Vila Autódromo, l'urgence configure les discussions. La présence de nombreux soutiens contribue à l'affirmation d'une position morale – celle de rester – qui limite les prises de parole contraire et hétérodoxe. Ces modalités de participation influencent les divers degrés d'engagement des individus. Ces réunions peuvent constituer un moyen de participer de façon limitée et peu risquée – dans le cas des habitants de Woodstock – ou peuvent favoriser une mise en scène de l'engagement, qui camoufle parfois une volonté de désengagement, rendue invisible pendant les réunions, mais observable dans le cadre privé.

CHAPITRE 4: UNE COMPRÉHENSION DE LA PLURALITÉ DES LOGIQUES D'ENGAGEMENT ET DE DÉSENGAGEMENT DANS LES MOUVEMENTS DE QUARTIER

Obsession : « Qu'est-ce qu'on va penser de nous ? » (les voisins, les clients, tout le monde). Règle : déjouer constamment le regard critique des autres, par la politesse, l'absence d'opinion, une attention minutieuse aux humeurs qui risquent de vous atteindre.

Annie Ernaux, *La place*, Gallimard, p.56

Comment expliquer les inégalités d'engagement dans un mouvement social ? Pourquoi certaines personnes pérennisent-elles leur engagement tandis que d'autres se contentent d'une participation limitée ou décident de se retirer au terme d'une période d'activité militante ?

Le terme d'engagement est compris comme l'investissement individuel en faveur d'un objectif déterminé et au détriment d'autres activités et intérêts (SNOW, SOULE, KRIESI, 2004). L'engagement est alors une ligne de conduite individuelle cohérente (BECKER, 2006) qui oblige les individus à agir de façon appropriée pour coller au rôle défini par les producteurs de normes du mouvement. La distinction de deux conceptions de l'engagement doit toutefois être signalée au préalable, ce terme revêtant un double sens selon la temporalité choisie. En effet, l'engagement désigne à la fois l'entrée ponctuelle dans le militantisme et le processus, plus ou moins continu, à travers lequel l'individu est effectivement engagé.

Pour les organisateurs de Reclaim The City et les leaders de la Vila Autódromo, l'engagement constitue donc une norme collective à laquelle les habitants doivent se conformer et qui garantit l'avancée des demandes du mouvement social. En effet, « toute institution tient sa réussite ou sa reproduction de l'engagement de ses membres » (DUBAR, 1994). En outre, malgré l'ensemble des dispositifs de façonnement du militantisme et de fidélisation des habitants aux groupes précédemment exposés, les individus n'intègrent pas les normes institutionnelles de la même façon. Pour retenir les habitants dans leur structure, les cadres des organisations déploient des efforts visant à entrer en résonance avec leurs trajectoires individuelles. Néanmoins, les normes et pratiques qui configurent l'organisation s'incorporent aux individus selon des modalités différentes. Comme tous les collectifs, les mouvements analysés, loin d'être des ensembles homogènes, aux objectifs et pratiques stables et prédéterminés sont au contraire instables, ambigus, contradictoires et parfois inégalitaires. Pour se pérenniser, les organisations doivent donc constamment s'adapter aux personnes qui les composent et au contexte social dans lequel elles évoluent.

Ce chapitre ne s'intéresse guère aux mécanismes de l'engagement entendu comme « enrôlement », puisque comme observé dans le second chapitre, l'affiliation au groupe

se réalise à partir de la proximité du voisinage et de la nécessité pour les habitants de rester dans le quartier. Toutefois, comme l'observe Gottraux (1997), l'examen du désengagement, du non-engagement ou du maintien sont tous révélateurs des conditions de possibilité de l'engagement.

Contrairement à une grande partie des engagements au sein de mouvements sociaux examinés par les chercheurs en sciences sociales (AGRIKOLIANSKY, 2001; BERLIVET, SAWICKI, 1994; NEVEU, FILLIEULE, 2019; PASSY, 1998; SIMÉANT, 2001), l'enrôlement ne s'effectue pas à partir de critères vocationnels ou idéologiques, mais principalement à partir des besoins matériels des habitants. Dès lors qu'ils rejoignent le mouvement pour débattre du futur de leur quartier, leur simple adhésion peut se transformer en engagement pérenne ou, au contraire, se limiter à une présence sporadique, voire péricliter.

Le quartier constitue un vivier d'individus potentiellement mobilisables. Néanmoins, tous les individus ne se mobilisent pas de la même façon au sein d'un même groupe. En effet, Klandermans (1987) souligne que dans de nombreux mouvements sociaux, tous les organisateurs sont conscients que le nombre de personnes mobilisées est bien inférieur au nombre de personnes en retrait, sans toutefois expliquer de façon détaillée les motifs de cette disparité du degré d'engagement. Son constat est corroboré par les résultats de l'enquête de MacAdam (1988) menée auprès des jeunes participants au Freedom Summer. Il importe donc de comprendre pourquoi les individus, même s'ils adhèrent tous au mouvement, sont inégalement prêts à transformer leur soutien en action politique.

L'objectif principal est de comprendre pourquoi, en dépit d'expériences et de propriétés sociales et économiques analogues, les habitants sont inégalement impliqués dans les mouvements sociaux dont ils font partie. Pourquoi certains optent pour une simple adhésion de façade tandis que d'autres y dédient une grande partie de leur temps ?

L'analyse en termes de carrière semble la plus pertinente pour « comprendre comment, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, restituant ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie » (FILLIEULE, 2001, p. 201). Pour ce faire, il s'agit d'identifier les dispositions sociales et les rétributions militantes (GAXIE, 2005) à la source de l'engagement militant et de son maintien, tout en prenant soin de l'insérer au sein des multiples sphères de vie¹⁹⁴ (PASSY, 1998, 2005) qui composent l'existence de

¹⁹⁴ La définition de Passy (2005, p. 5) semble la plus adéquate pour définir les sphères de vie : « La vie de chaque individu est composée de différents espaces qui ont leurs frontières rebelles et symboliques, leur logique et dynamique propre. Dans le monde moderne on peut énumérer un certain nombre de sphères qui composent la vie d'un individu : la sphère du travail, des études (s'il est en phase de formation), la sphère familiale ou affective, la sphère de ses engagements politiques, de ses loisirs, etc. ».

l'individu, telles que la vie conjugale, le travail ou les loisirs. Plusieurs chercheurs ont eu recours à cette approche pour explorer les ressorts de l'engagement, du maintien (DARMON, 2008; DECHEZELLES, 2009; JACQUEMART, 2011; SIMÉANT, 2001), ou du désengagement, mais peusont ceux qui s'en sont saisis pour examiner l'engagement limité ou le mésengagement. Enfin, retracer les étapes d'une carrière individuelle prend sens dès lors qu'elles sont replacées dans leur conjoncture économique et politique spécifique (COROUGE, PIALOUX, MISCHI, 2013).

L'approche microscopique (SAWICKI, 2000), élaborée à partir de quelques cas, renvoie à la volonté de mettre en évidence, au plus proche de l'enquête, les dimensions individuelles de l'engagement, faites de bifurcations, expériences et transactions identitaires qui « échappent par définition aux études surplombantes, qu'elles relèvent de l'approche organisationnelle, de la modélisation statistique ou de l'analyse transversale des modèles de militance » (LECLERCQ, 2005, p. 133).

Cette interrogation sur les ressorts du maintien ou de formes d'engagement situé à travers les carrières s'accompagne d'une réflexion sur les manifestations scéniques des attitudes et comportements liés à l'engagement. Dans le théâtre du mouvement social, les habitants mettent en scène leur engagement ; certains le simulent tandis que d'autres, minoritaires, n'hésitent pas au contraire à afficher leur refus de s'investir. Cette mise en scène de l'engagement traduit la façon dont les habitants négocient leur identité individuelle auprès du groupe, chacun tentant de « préserver un sens positif de soi » (GOFFMAN, 1982). Les attitudes et comportements regroupés sous la notion d' "engagements situés" ou de "mésengagements", ne traduisent pas uniquement le « pourquoi », mais aussi le « comment », c'est-à-dire la façon dont les gens mettent en scène, consciemment ou inconsciemment, leur implication dans le mouvement social.

Les trajectoires biographiques seront donc ponctuellement complétées par des passages ethnographiques pour comprendre in situ la façon dont les individus s'engagent publiquement et produisent des discours sur leur propre investissement au sein du collectif. De cette façon, il s'agit aussi de replacer les subjectivités des engagés à l'intérieur des conditions de production de leur engagement. L'examen des subjectivités à travers une approche sur les carrières est combiné à une analyse des conditions interactionnelles qui participent à la fabrication de l'engagement et à sa permanence. En effet, au-delà des subjectivités individuelles retracées dans les carrières, j'émet l'hypothèse que les rapports sociaux localisés peuvent contribuer à l'intégration différenciée des dispositions militantes. Les subjectivités des engagés ou désengagés sont travaillées par ces relations sociales qu'il importe donc de prendre en compte.

En outre, même si ce chapitre s'intéresse aux dynamiques individuelles du maintien de l'engagement et du désengagement, le poids des contextes sociaux et politiques qui les façonnent ne peut être éludé.

Je prends le parti d'étudier les divers rôles endossés par les habitants, qu'il s'agisse de leaders de mouvements ou d'habitants ordinaires enrôlés dans l'organisation. Contre toute attente, on observera que certains leaders adoptent également des attitudes stratégiques de désengagement (comme le président d'association à la Vila Autódromo) ou d'engagement limité.

Rappelons que les attentes d'engagement et de participation, telles que décrites dans le chapitre précédent, diffèrent d'un groupe à l'autre et s'ajustent aux revendications du mouvement. Dans le cas de Woodstock, il s'agit d'obtenir des pouvoirs publics la construction de logements sociaux à proximité du centre-ville, tandis qu'à la Vila Autódromo, une partie des habitants se mobilise pour se maintenir sur place. Les contraintes exercées par le pouvoir municipal sont bien plus fortes dans le second contexte. À la Vila Autódromo, les menaces de destruction répétées et les intimidations plongent l'ensemble des habitants dans un climat d'incertitudes et de doutes quant à la préservation du quartier. De plus, dès 2014, les agents municipaux entament des négociations personnalisées avec la plupart des militants, contribuant à une individualisation progressive de l'action collective. À Woodstock en revanche, les habitants, logés et encadrés par l'organisation, ont la sensation que celle-ci leur octroie une protection juridique et un logement sûr. Contrairement aux habitants cariocas, ils ne sont pas menacés d'expulsion imminente et ne disposent pas de contacts réguliers avec les pouvoirs publics¹⁹⁵ ou de plan de logement alternatif.

L'urgence constitue le principal paramètre différenciant les deux mouvements. Cette contrainte temporelle régit par ailleurs les modalités de la participation au sein du groupe. Les habitants mobilisés pour la préservation de la Vila Autódromo doivent jouer avec le temps pour entrevoir la possibilité d'un projet d'urbanisation ou jouer contre le temps en anticipant le risque de perdre les mains vides. Alors qu'ils sont tenaillés par la tension entre l'engagement au sein du collectif et le désengagement individuel, cette question ne se pose nullement à Woodstock. Ne disposant pas d'échappatoire, c'est-à-dire de solution de logement alternatif, deux attitudes polarisées s'y dessinent a priori : soit les habitants de l'occupation se conforment aux attentes de l'organisation et s'engagent pour le groupe ; soit ils ne participent guère aux actions et aux moments protestataires lancés par le mouvement, faisant le choix d'être en retrait, adoptant une

¹⁹⁵ Seuls les cadres du mouvement Reclaim The City s'entretiennent parfois avec la municipalité.

attitude pouvant à priori être qualifiée de passive. En outre, l'analyse met en évidence l'adoption d'une attitude médiane par une grande partie des habitants, celle de l'engagement situé et limité à l'enceinte de l'occupation, disqualifiant l'analyse dichotomique actif versus passif.

1. L'engagement situé et le mésengagement à Woodstock, une approche par les carrières et les interactions quotidiennes

Plusieurs chercheurs ont mis en évidence l'hétérogénéité des modes de participation individuels dans les mouvements sociaux. Comme étayé dans l'examen des conditions de recrutement, si les habitants acceptent les règles et normes du groupe, ils n'adhèrent pas forcément à son idéologie ou aux moyens d'action déployés. Les discours officiels de l'organisation ne coïncident pas toujours avec les visions des enquêtés. Dans son étude des organisations communautaires de bidonvilles à Santiago du Chili, Salman (1997) met en évidence l'inadéquation des attitudes leaders et participants ordinaires. Selon lui, une grande partie des participants ne partagent pas l'opinion des porte-paroles, n'expriment pas d'ambitions politiques et n'aspirent pas à reprendre une quelconque activité militante s'ils trouvaient un emploi. L'un des facteurs principaux de ce manque d'engagement est d'ordre pratique et instrumental. Les habitants ne sont pas prêts à transposer leurs efforts dans la lutte sociale, parce qu'ils sont « plus préoccupés à atténuer leurs problèmes pratiques qu'à rechercher une visibilité politique » (KLANDERMANS, ROGGE BAND, 2007). Ce constat se rapproche d'une étude de Vélez- Ibañez menée dans un quartier pauvre proche de Mexico City et dans laquelle celui-ci estime que le degré élevé de vulnérabilité sociale des habitants les enferme dans des « rituels de la marginalité » (VÉLEZ-IBÁÑEZ, 1983). Dénués de convictions politiques, ils agissent alors au sein du quartier selon divers mécanismes interactionnels et locaux tels que la loyauté, le partage de codes sociaux et des affinités résidentielles. À Woodstock, un phénomène de désintérêt pour l'action collective similaire à celui décrit par ces deux anthropologues peut être observé. Toutefois, ce constat d'un décalage d'investissement entre participants ne peut être réduit à une analyse culturaliste portant sur des « rituels de marginalité » dans lesquels s'enferment les acteurs, et mérite un regard renouvelé et approfondi. Il s'agit d'observer les interactions sociales entre acteurs, faites d'ajustements et négociations, pour mieux comprendre la façon dont se forment ces rituels et le sens qu'ils revêtent pour eux.

Comme observé dans la partie précédente à travers les propos mobilisateurs des leaders,

certains habitants ne participent guère aux actions externes déployées par Reclaim The City. Même si la participation à ces actions est obligatoire et prescrite par les organisateurs, nombreux sont ceux qui se tiennent en retrait. Comment une telle attitude est-elle rendue possible alors que le contrôle social, étroit et quasi permanent, exercé à la fois par le groupe et le voisinage, vise à limiter et réprimer ce type de comportement ?

Les personnes affiliées à cette cohorte sont identifiées par leur participation limitée à la fois aux réunions et aux répertoires d'action collective. Ces habitants n'ont jamais été précédemment engagés dans l'action collective, il s'agit donc de leur première immersion au sein d'un collectif militant. En outre, l'un des principaux critères discriminants de l'engagement situé est l'absence de ces personnes lors des mobilisations externes au mouvement, celle-ci étant contrebalancée par leur présence lors de quelques réunions et leur investissement au sein de l'occupation. Ces activités intra-organisationnelles sont qualifiées par Melucci de « latentes » et s'opposent aux activités visibles et patentes, telles que les protestations publiques. Si je choisis ce critère comme principal indicateur différentiel de l'engagement, c'est parce que l'engagement militant ne se situe pas dans un espace déterminé et délimité, mais se rend visible à travers l'action dans l'espace public. Melucci souligne que : « les formes de mobilisation extérieure reflètent les caractéristiques de la solidarité interne » (1993, p. 191). En somme, la participation des individus aux actions externes est révélatrice de leur degré d'engagement et des interactions sociales au sein du groupe.

Il importe toutefois de comprendre, selon leurs trajectoires de vie, pourquoi et comment certains habitants ne se conforment guère aux normes du mouvement tandis que d'autres les appliquent scrupuleusement. Car la variation de l'intensité militante selon la hiérarchie entre leaders et occupants ordinaires est ici plus nuancée que dans le cas chilien décrit par Salman. Lors d'entretiens individuels, il est possible de déceler chez de nombreux enquêtés la prépondérance des questions matérielles sur les questions organisationnelles, mais elle n'est pas l'apanage des seuls occupants ordinaires.

L'attention que les habitants portent à leurs intérêts personnels et à l'amélioration du quotidien n'est pas étonnante au regard de leurs trajectoires résidentielles chaotiques et de leur socialisation politique, qu'ils soient leaders ou simples occupants. Ces attitudes sont rendues possibles grâce à des arrangements permettant à chacun de préserver une bonne image de soi, lesquels seront analysés. J'opte ici pour un entrelacement de la narration des carrières¹⁹⁶

¹⁹⁶ Le tableau récapitulatif en annexe 6 répertorie les propriétés sociales des enquêtés dont les carrières sont examinées dans les cinquième et sixième chapitres.

(ponctuées par des extraits d'entretiens) et du contenu analytique.

1.1 Sphères de vie et socialisation politique contradictoire comme facteurs de l'engagement situé

1.1.1 Prioriser d'autres sphères de vie

L'adhésion à Reclaim The City par les membres de l'occupation ne signifie pas nécessairement que ces derniers sont prêts à consacrer leur temps à l'organisation en y participant activement. L'agrégation des individus dans l'occupation répond d'abord à une logique d'assistance, à laquelle se superpose ensuite la logique de mobilisation. Néanmoins, comme cela a été observé auprès de plusieurs de enquêtés, l'ouverture à la sphère militante n'est pas systématique. Nombreux sont ceux qui préfèrent prendre soin de sphères de vie concurrentes, mises à mal antérieurement par les expulsions successives. L'introduction de la sphère militante peut alors être génératrice de tensions et inciter les habitants à légèrement ajuster leurs obligations familiales et les injonctions de l'organisation. Les carrières de Monica¹⁹⁷ et Mavis¹⁹⁸, toutes deux mères de famille, illustrent ce propos.

Monica a trente-sept ans, elle est née à Mouille Point, dans le centre du Cap, d'une mère blanche et d'un père métis. Elle n'a jamais connu son père. Sa mère travaille en tant qu'ouvrière dans une usine textile. Enfant, elle vit avec sa famille élargie à Salt River, où sa grand-mère loue un logement. Monica fréquente d'abord une école catholique dans le quartier voisin d'Observatory puis, à l'âge de douze ans, sous l'influence de sa mère ayant épousé un homme de confession musulmane, elle rejoint une école islamique. En difficulté sur le plan scolaire, elle quitte l'école à l'âge de quatorze ans et travaille en tant que grossiste dans le textile. Elle décrit la période de ses douze à quatorze ans comme un moment de rupture et une période agitée. À l'âge de douze ans, Monica et les onze membres de sa famille qui vivent au domicile de sa grand-mère sont expulsés de Salt River. Après quarante-six années de location, la maison est vendue à des investisseurs étrangers. Monica me décrit ce logement avec tendresse et nostalgie. Il renvoie à une période de sa vie heureuse, un âge d'or où les moments de convivialité étaient nombreux. La vente de la maison est un événement qui atomise la famille. Elle déménage avec sa mère dans un autre domicile de Woodstock, un endroit « froid et triste ». Quatre ans après avoir emménagé, elles sont de nouveau expulsées. Le propriétaire, sensible à leur confession musulmane qu'il partage, leur donne un mois pour quitter le logement et les recommande à un propriétaire de Brooklyn. Une fois installée à Brooklyn, Monica est désorientée et ne connaît personne. Entre-temps, trois enfants sont nés de l'union de sa mère et de son beau-père. Ce dernier met Monica à la porte au lendemain de ses seize ans. Elle rejoint Salt River où elle s'installe dans la famille de Ahmed, son petit ami. L'oncle d'Ahmed vend la maison et le couple déménage donc à Maitland dans une pièce qu'ils louent

¹⁹⁷ Entretien réalisé le 7 octobre 2018, au domicile de Monica (Occupation Cissie Gool House).

¹⁹⁸ Entretien réalisé le 7 octobre 2018, au domicile de Mavis (Occupation Cissie Gool House).

3100 rands¹⁹⁹ par mois. Monica a deux enfants avec Ahmed. Elle trouve un boulot de caissière dans une boutique Zara et gagne 3800 rands²⁰⁰ par mois. Elle complète ce revenu par quelques heures de travail dissimulé dans une boutique d'achat d'or et d'argent. Elle peine à joindre les deux bouts ; son mari, en recherche d'emploi, lui dérobes des économies pour acheter des comprimés de méthamphétamine. Entre les frais d'inscription à l'école, le loyer, et les trajets pour se rendre vers son travail au centre-ville, elle peine à nourrir ses enfants (« bread and butter everyday ») et à les vêtir

« décevant ». La précarité résidentielle et l'instabilité conjugale la conduisent à perdre son travail. Quand Ahmed est arrêté par la police pour détention et usage de stupéfiants, elle décide de rompre. À vingt-cinq ans, elle se sépare d'Ahmed et sort d'une longue spirale de violences conjugales et parentales. Elle et ses enfants se retrouvent à la rue et sont ballottés entre divers lieux. Elle semble gênée d'évoquer ces souvenirs devant son fils Falal, âgé de dix ans et présent dans la pièce : "There wasn't like a place to go to. We had to walk, I had to walk, ok with him (elle le montre du doigt), I don't like him to know my business and stuff. We were never on a place for a year or so, never. We always had to move between places". Elle rencontre ensuite Jack et s'installe avec lui à Salt River. Il paye 2500²⁰¹ rands par mois la location de la chambre. Ils ont une fille, qui naît en 2012. Un an plus tard, le propriétaire tente de les expulser et leur coupe l'électricité. La chambre étant trop étroite pour cinq et parce qu'ils vivent à la lueur de la bougie, ils décident de payer une chambre plus vaste pour 3500²⁰² rands par mois. Après trois années, ils sont de nouveau expulsés et sur recommandation de voisins de Woodstock, ils assistent à une réunion de l'Advice Assembly et intègrent l'occupation deux mois plus tard.

Au sein de l'occupation, Monica dispose enfin d'un logement stable, et ce après une longue et pesante période d'instabilité. Elle en profite alors pour reconstruire un quotidien plus apaisé, puisque libéré de la contrainte locative. Améliorer ses conditions de logement et pouvoir conserver un lieu stable dans lequel élever ses enfants deviennent ses priorités. Happés par la vie domestique, de nombreux occupants, à l'image de Monica, se tiennent à l'écart de la vie publique. Cette stabilité relative de leur logement leur permet de consolider des sphères de vie affaiblies par les épisodes d'évictions successives. Au détriment de l'action collective, Monica profite de sa présence dans l'occupation pour consolider sa sphère familiale et sa sphère professionnelle. Ayant perdu son travail, elle vend des biscuits à l'intérieur de l'occupation. Son commerce est balbutiant et la concurrence est rude. Comme l'observe Mischi à propos de la garde d'enfants par les femmes de cheminots en France (activité formelle dans leur cas), les activités économiques domestiques permettent de « mutualiser des ressources, en regroupant sphère professionnelle, résidentielle et familiale » (2016, p. 117). Comme elle, plusieurs femmes au sein de l'occupation exercent informellement les métiers de gardes d'enfants ou d'employées de commerce, ces activités réalisées sur place leur permettant de concilier l'ensemble de leurs principales sphères de vie. L'occupation fonctionne ainsi comme un espace

¹⁹⁹ 168 euros.

²⁰⁰ Environ 205 euros.

²⁰¹ Environ 128 euros.

²⁰² Environ 204 euros.

de production domestique et de ressources économiques pour les habitants.

Le 27 octobre 2018, avec d'autres habitants, Monica me témoigne son désarroi lorsqu'elle prend connaissance de l'annulation de la journée Open House qui doit avoir lieu le lendemain. Cet événement organisé par RTC, – et qui entre dans le cadre de la journée Open Streets de Woodstock²⁰³ organisé par la municipalité du Cap – est l'occasion pour elle comme pour de nombreux ménages de vendre ses produits. L'interdiction, prononcée par la municipalité à la veille de l'événement, provoque un afflux d'habitants vers le tribunal de justice où Ndifuna Ukwazi convoque une audience dans le but de révoquer cette décision. Nombre d'entre eux, indignés par cette décision de justice, n'ont guère participé à une action collective auparavant, mais une fois effondrée leur perspective d'une amélioration ponctuelle de leur condition économique, ils décident de se joindre à l'action collective. Hormis cet épisode, qui se déroule un samedi après-midi et garantit donc une relative disponibilité des résidents, ces derniers se tiennent à distance des épisodes de protestation. Monica dit ne pas pouvoir aller aux manifestations, car elle n'a pas assez d'argent pour y désaltérer et nourrir ses enfants. Les métiers intermittents de son époux et les aides de l'État²⁰⁴ qu'elle perçoit sont insuffisants et la placent dans une situation économique instable. Retranchée dans la sphère domestique, elle s'appuie davantage sur l'aide fournie par son aîné de onze ans que sur celle de son époux, son fils étant selon elle, déjà en mesure de tenir un foyer « même si c'est un homme ». Non diplômée et souffrant de la stigmatisation liée à son absence de diplôme, elle œuvre à ce que ses enfants puissent poursuivre leur parcours scolaire dans des conditions d'apprentissage plus propices que celles qu'elle a expérimentées :

Well, I try my best every day. I swear at them a lot, not for abuse, or anything like that, it is because I want them to know it has been hard on me. And I am going to be hard on you because you must do better than me. Because I don't want them to live like this, when you must sleep on the street, with one eye open, one eye closed. Because, you don't know when that time is going to be, you know what I am saying? And I want them to get their Grade 12 and if they can get a sponsorship, you know, like a bursary, to go and study for something that they want to do. I will walk that road with them.

De nombreux ménages dans l'occupation sont tenus par des femmes qui, comme Monica, dédient l'essentiel de leur temps à l'espace domestique. Elles n'envisagent pas de s'adonner à une activité militante, perçue comme chronophage et coûteuse économiquement, alors qu'elles peinent déjà à concilier à la fois leur vie familiale, conjugale, professionnelle et

²⁰³ L'allocation par enfant pour les femmes célibataires et sans-emplois est de 440 rands (environ 22,50 euros) par mois.

²⁰⁴ L'allocation par enfant pour les femmes célibataires et sans-emplois est de 440 rands (environ 22,50 euros) par mois.

domestique. Comme dans d'autres espaces populaires (SKEGGS, 2015; SALO, 2018), pour atténuer le stigmate et la disqualification qu'elles subissent au quotidien et obtenir le respect de leur entourage, les femmes, à l'image de Monica, se conforment à un rôle valorisé au sein de leur milieu social, celui de « bonne mère » et de cheffe de famille.

L'absence des hommes, expliquée par le phénomène répandu de monoparentalité dans le second chapitre, génère des représentations selon lesquelles les femmes doivent totalement se dévouer à leur foyer, conduisant à normaliser à la fois la démission du père (ou beau-père) et la surcharge domestique et économique des mères. Ces femmes ne se retirent pas pour autant totalement des activités liées à l'organisation : elles tentent de conjuguer tant bien que mal vie domestique et activités collectives de voisinage au sein de l'occupation, à la fois pour préserver leur foyer et leur image au sein du groupe.

Mavis n'a quant à elle pas connu la trajectoire résidentielle chaotique de Monica. Elle est née en 1976. Sa mère est femme de ménage et son père est manutentionnaire pour l'entreprise Nestlé. Elle quitte l'école à l'âge de seize ans. Mavis vit en location pendant quarante ans dans le même logement de Salt River, d'abord avec ses parents, puis, lorsqu'ils décèdent, avec son conjoint et leurs quatre enfants. Divorcée de son mari depuis 2011, elle les élève désormais seule. Elle travaille depuis vingt ans comme employée de commerce dans une boulangerie de Sea Point, de quarante à cinquante heures par semaine. Elle gagne environ 5000 rands²⁰⁵ par mois. Avant de quitter Salt River, Mavis connaît de nombreux tracas de logement avec ses nouveaux propriétaires installés dans l'appartement en dessous de chez elle. Ces derniers augmentent le loyer et gonflent la valeur des factures d'électricité. Ils menacent de la déloger. N'ayant pas payé ses factures à temps, les propriétaires verrouillent l'accès au logement et interceptent les enfants à leur retour de l'école, leur demandant où se trouve leur mère. Ils contraignent sa fille à la contacter par téléphone pour l'obliger de rentrer sur le champ afin de payer son dû. Mavis répond à l'appel, embarrassée et inquiète, elle ne peut pas quitter son poste, la fermeture du magasin étant fixée à vingt et une heures. Elle envoie un message à sa propriétaire, lui exigeant de rendre les clés à sa fille. À son retour, Mavis, tracassée et humiliée, retrouve sa fille que les propriétaires ont finalement relâchée. Cet événement et le stress généré par les relations conflictuelles avec ses propriétaires la perturbent dans son travail. Peu de temps après, elle reçoit une notification d'expulsion lui indiquant qu'elle a trois mois pour quitter son logement. Submergée par l'anxiété, deux semaines après la réception de cette lettre, elle fait un infarctus dont elle attribue la cause à cette situation instable.

Acceptée dans l'occupation, Mavis peut exercer son métier dans des conditions plus paisibles et s'occuper de ses enfants. Elle ne prend pas part aux manifestations pour plusieurs raisons : par manque de temps d'abord, par crainte de la répression policière ensuite, et parce qu'elle n'est pas sensible aux discours militants des cadres du mouvement. Mavis juge en effet que l'action des manifestants est parfois violente et préfère s'en éloigner. Elle dit être attentive aux questions soulevées par Reclaim The City sur le quotidien au sein de l'occupation, mais n'adhère pas aux discours militants du groupe prononcés lors des autres réunions. Le logement

²⁰⁵ Environ 252 euros.

au sein de l'occupation Cissie Gool House est pour elle une simple étape dans sa recherche d'un autre appartement aux alentours. En outre, Mavis perçoit sa présence dans l'occupation comme une dégradation de sa condition sociale. Arguant que sa présence est simplement temporaire, elle m'avoue ne pas avoir souhaité parler à sa famille élargie de sa présence dans l'occupation. Pour Mavis, la sphère professionnelle et la sphère parentale occupent une place privilégiée qui laisse peu d'espace à la sphère militante. Néanmoins, même si elle disposait de plus de temps, Mavis ne s'impliquerait certainement pas davantage. S'investir publiquement dans le mouvement signifierait rendre publique sa condition d'occupante, ce que Mavis, qui refuse l'étiquetage embarrassant et connoté d'occupante, n'est pas prête à faire. Elle se tient à distance des occupants et se préserve de toute intrusion extérieure. De plus, comme pour de nombreux habitants, sa socialisation politique contradictoire, abordée dans la sous-partie ci-dessous, entrave l'adhésion au mouvement et aux idées défendues par ses cadres.

La restitution des trajectoires de Monica et de Mavis illustre les difficultés auxquelles sont confrontées de nombreuses mères de famille habitant l'occupation. Leur trajectoire résidentielle chaotique et traversée par des expulsions traumatiques ainsi que les charges domestiques, professionnelles et parentales qui pèsent sur leur quotidien entravent une participation au mouvement qui dépasserait les murs de l'occupation. Ces femmes préfèrent se consacrer à la reconstruction d'un quotidien plus apaisé, ce que leur permet la gratuité de leur logement au sein de l'occupation.

1.1.2 Une socialisation politique contradictoire

En fréquentant l'occupation quasi-quotidiennement, je m'aperçois que de nombreux habitants de Cissie Gool House ne partagent pas d'affinité idéologique avec les discours politiques de Reclaim The City. En raison de ma présence notamment, mais également par allégeance au mouvement, ils affirment certes leur soutien et leur gratitude à l'égard du mouvement social et valorisent le travail militant effectué pour le droit au logement, mais la plupart d'entre eux désapprouvent les opinions politiques défendues par certains cadres et ils sont d'ailleurs nombreux à voter pour l'Alliance Démocratique (DA)²⁰⁶, le parti au pouvoir, réprouvé et fréquemment fustigé par les militants les plus actifs de Reclaim The City et les animateurs de Ndifuna Ukwazi.

²⁰⁶ Parti conservateur à la tête de la municipalité du Cap depuis 2004 et principal opposant au parti de l'ANC.

Parfois, conscients que le vote DA est désapprouvé par les organisateurs, les habitants tentent de le dissimuler. Ma présence, fréquemment assimilée à celle des organisateurs blancs de Ndifuna Ukwazi, les amène à camoufler leurs opinions politiques. Après être parvenue à la mettre en confiance, Mavis m'avoue qu'elle vote pour le DA, mais, qu'elle changera probablement son vote lors des prochaines élections générales de 2019, tout comme Monica qui éprouve moins de difficultés à admettre sa fidélité au DA. Jugeant le sujet clivant et fâcheux, Mavis écourte la conversation à propos de ses opinions politiques : « I don't get into arguments about politics and I don't get into arguments about religion because when you tend to have a conversation about it, it ends up in an argument. So I try to avoid that ». Comme l'affirme Mavis, je constate que la plupart des habitants votent effectivement pour le DA. Cette dernière dit ne jamais s'être intéressée aux questions politiques et explique son comportement électoral par un simple mimétisme, votant pour le DA "like a lot of people here, and like my friends and my family". Comment Mavis et les autres habitants peuvent-ils soutenir le parti à la tête du pouvoir municipal alors même qu'ils font partie d'un groupe opposé et mobilisé contre ce même parti ? Pour répondre à cette question, mais aussi mieux comprendre les contours de leur engagement situé et limité, il est nécessaire d'explorer la socialisation politique des habitants de l'occupation, cette dernière étant étroitement façonnée par leur appartenance raciale.

En raison de la place accordée aux effets contextuels de la socialisation politique, je me base sur une seule carrière idéal-typique de l'occupant favorable au DA, dans la mesure où celle-ci semble exemplaire pour retracer l'incorporation de pratiques et modes d'adhésion partisane d'une grande partie des individus de l'occupation. Enfin j'examinerai en quoi ces pratiques influencent les modalités de la participation dans les espaces militants de Reclaim The City. La socialisation peut être définie comme « l'ensemble des processus par lesquels la société construit les individus et l'ensemble des apprentissages qui les font devenir qui ils sont » (DUBAR, 1994). La socialisation politique traduit l'incorporation par les individus de façons de penser, représentations, et préférences politiques acquises au travers de la transmission familiale (BARGEL, DARMON, 2017; GAXIE, 2002) et de l'enfance (socialisation primaire), puis de l'appartenance à divers espaces sociaux tels que le couple, les amis, les loisirs, le voisinage, le travail, ou la confession religieuse (socialisation secondaire). Le paradigme de la socialisation politique est fréquemment mobilisé pour expliquer les processus d'engagement au sein des collectifs militants. Cependant, il demeure sous-investi lorsqu'il s'agit de comprendre les dynamiques conduisant à la prise de distance vis-à-vis du collectif.

Pour certains chercheurs (ELIASOPH, 2010; LICHTERMAN, 2005), les raisons de la

mise en retrait des individus seraient à chercher du côté de leur manque de politisation, expliqué par une autocensure des opinions politiques lors de rencontres publiques, qui les conduirait ainsi à adopter une attitude d'apathie pour les questions politiques. Pour Gaxie, l'appétence pour les questions politiques est tributaire du degré d'instruction des agents sociaux (GAZIE, 1987), l'école permettant d'acquérir indirectement des compétences et des savoirs relatifs aux problèmes politiques. La majorité des individus interrogés dans l'occupation sont passés par l'enseignement secondaire, mais n'ont pas terminé leur cursus. Aucun d'entre eux n'a suivi d'études universitaires. Le niveau d'instruction limité des enquêtés encourage des formes d'autocensure de l'expression politique, une incapacité d'apporter sa vision du monde, mais il ne permet pas de saisir pourquoi, à niveau d'éducation égal, certains s'investissent davantage au sein du collectif. Ici, on souhaite montrer que la socialisation politique, indissociable de l'apprentissage d'une appartenance à un groupe racial spécifique, peut conduire certains individus à adopter des comportements politiques qui contredisent ceux du groupe mobilisé. Il est donc indispensable de faire un détour par la période d'apartheid pour comprendre comment la socialisation politique de nombreux Métis est largement configurée par les paramètres raciaux et sociaux.

Dans le cas sud-africain, l'appartenance raciale, parfois enchevêtrée à l'appartenance religieuse et sociale, constitue la matrice des socialisations politiques à la fois primaire et secondaire. Pour les individus nés avant les années 1990, les catégorisations raciales et sociales opérées par le régime d'apartheid sont intériorisées dès le plus jeune âge. À l'école, dans les transports, dans les loisirs et au quotidien, les enfants doivent très tôt respecter les règles et contraintes de la hiérarchie raciale établies par le régime. Plusieurs enquêtés rappellent qu'ils prennent très tôt conscience de leur situation intermédiaire de Métis, soulignant qu'être Métis c'est être conscient qu'ils sont à la fois inférieurs aux Blancs et supérieurs aux Noirs. Étiquetés comme *Coloureds*, leur socialisation s'exerce dans un relatif entre-soi, par une mise à distance des catégories noires dévalorisées et l'intériorisation d'une supériorité des Blancs. Signe de cette socialisation précoce, mais durablement incorporée, certains Métis de l'occupation vantent leur proximité culturelle avec les Blancs, basée sur la langue afrikaner ou encore la religion protestante. Comme l'observe Johsua (2012) à propos des militants d'extrême gauche passés par des organisations juives sionistes, la fréquentation de groupes communautaires et homogènes conforte le sentiment d'entre soi et alimente la socialisation politique. Dans le cas sud-africain, cet entre-soi est renforcé par l'étanchéité des rapports entre les catégories raciales dans la totalité des espaces sociaux.

Les dispositions légales déployées par le régime de l'apartheid pour favoriser l'emploi des Métis (par exemple à travers le *Coloured Labour Preference Act*), et les tentatives répétées desélites et de la petite bourgeoisie métisses pour être acceptées parmi les dominants dans une visée assimilationniste, renforcent le sentiment d'appartenance à un groupe tiraillé, positionné à proximité des dominants Blancs et à distance des Noirs. Tout au long de la période d'apartheid et du fait de leur faiblesse numérique à l'échelle du pays, ils exercent une influence mineure sur le régime suprématiste de l'apartheid, et ce même au Cap où ils représentent pourtant près des deux tiers de la population. Comme l'observe Adhikari (2005, p. 18):

Trapped by their social condition of marginality, Coloureds found their options for social and political action severely constrained. With their assimilationist overtures spurned by whites and with joint organization with the African majority either impractical or unattractive, they were left isolated and powerless. To the majority of the political and communal leaders, the only realistic option open to them was to bow to white power and work toward an incremental improvement in conditions for their constituency.

Contrairement à une partie de la population noire mobilisée dans les townships au cours des années 1980, les Métis sont peu socialisés à l'action politique protestataire. Voyant poindre la fin de l'apartheid, leur statut intermédiaire et l'insécurité qu'il génère leur fait craindre la perte des menus privilèges dont ils disposent sous le régime d'apartheid. Liés à une identité interstitielle et constamment relégués au second rang, ils redoutent d'être dominés par la majorité noire. Hormis les cas minoritaires d'individus instruits et politisés engagés auprès de l'ANC – dont certains deviendront ensuite des figures publiques – les élites métisses rejettent ce groupe politique et tentent d'utiliser la ségrégation à leur avantage, défendant l'octroi d'une citoyenneté parmi les dominants Blancs. Ils voient d'un mauvais œil les contestations qui agitent le pays au début de la décennie 1990 et redoutent les violences politiques. Le Parti National²⁰⁷ (PN) capitalise les craintes d'une guerre civile et d'un déclin social en agitant le spectre du chaos et d'un péril noir. Dès sa création en 2002, l'Alliance Démocratique (composée d'anciens dignitaires du PN), malgré son caractère « non raciste » exploite à son tour les catégories raciales et mobilise ce même type de discours sécuritaire à des fins électorales (ADHIKARI, 2005).

Si la fin de l'apartheid représente un tournant décisif, les Métis sont pourtant nombreux à minimiser la portée de cet événement et à affirmer que leur situation n'a pas changé, voire qu'elle a empiré (ADHIKARI, 2009; HOUSSAY-HOLZSCHUCH, 1997). La hausse du

²⁰⁷ Parti politique nationaliste à l'origine de l'apartheid, au pouvoir de 1948 à 1994.

chômage parmi les Coloureds employés dans les usines textiles sujettes à des plans sociaux et l'embauche de nombreux travailleurs noirs dans l'ensemble des secteurs économiques formels pour répondre aux injonctions de discrimination positive et redresser l'inégalité produite par le Preference Labour Act alimentent leurs sentiments de frustration et de dépossession. Déjà en 2000, Adhikari note que les classes populaires métisses se sentent lésées par rapport aux Noirs. Si l'attribution de droits civiques a favorisé la classe moyenne métisse, ces droits recouvrent peu de signification auprès des classes populaires dont la situation économique s'est en effet détériorée²⁰⁸. La défiance vis-à-vis de l'ANC s'est encore renforcée à partir de la fin des années 2000 avec le mandat de Jacob Zuma et la révélation de plusieurs scandales de corruption. Nombreux sont les habitants du mouvement qui, à l'image des Métis en général, déclarent que leur situation a empiré depuis la fin de l'apartheid : ils dénoncent la dégradation des services publics, l'augmentation de la criminalité et le chômage, certains pensant qu'ils sont pénalisés par le gouvernement national pour leur refus de voter en faveur de l'ANC. En famille ou entre amis, ils abordent fréquemment leur désarroi et leur rejet de la politique gouvernementale.

Le sentiment d'injustice ressenti par les Métis est rassembleur. Le vote DA, parvenu à fédérer en instrumentalisant ce sentiment, est pour eux un moyen d'affirmer leur poids politique, de perpétuer leur sentiment de proximité par rapport aux Blancs qui votent massivement pour ce parti et de barrer l'accès à la formulation des politiques publiques locales aux élites noires de l'ANC. Voter pour le DA est aussi un moyen de revendiquer son soutien aux personnes souffrant de la même condition de déclassement social et racial. Lorsque les enquêtés expliquent leur adhésion au DA, ils emploient fréquemment le « nous », arrimant leur choix politique à un groupe racial déterminé. Une idée reçue, mais tenace est très diffusée parmi les gens de l'occupation, présentant l'abstention ou le vote pour un autre parti que le DA comme équivalent à un vote pour l'ANC. Abie et Monica tentent tous les deux de m'expliquer leur vote lors d'un entretien (même si Abie est résolu à ne plus voter pour ce parti) :

Abie : We will see. We will vote, because if we don't vote it will go to ANC and we don't want that because they have ripped us apart. I must vote, ja, because if I don't vote, then my vote goes to the ANC.

Margaux: But, why? I actually don't understand this point of view. You know, you're not the only one to tell me that, why do you think that it does not directly go for the ANC?

Abie : Yes, they take your vote... If you don't want to vote, they take your vote and they put it thereon the ANC. It has been written.

La socialisation politique est donc façonnée par l'appartenance à la communauté métisse

²⁰⁸ Van der Berg, Burger et Louw (2010) démontrent qu'entre 1990 et 2000 la pauvreté recule auprès de l'ensemble des groupes raciaux, à l'exception des Coloureds, dont le taux de pauvreté augmente durant cette même période.

et serévèle particulièrement saillante. L'homogénéité raciale persistante dans une grande partie des lieux fréquentés façonne leur socialisation politique secondaire, construite autour d'un rejet commun de la politique gouvernementale. C'est pour cette raison que les griefs que les occupants expriment se réfèrent toujours au gouvernement de l'ANC, et non pas au pouvoir municipal, qui dispose pourtant de la quasi-totalité des prérogatives sur les questions de logement. Évoquant le travail militant de RTC, Anna, trente-deux ans, mère d'un nouveau-né de dix jours qu'elle tient entre ses bras, et qui exerce informellement le métier de couturière à domicile, exprime son désarroi à l'égard du gouvernement national :

I feel very grateful. They are doing a better job than the government is even doing. For the government you are going to wait 20 years for a house you don't even get. This people, 7 months they put you into a place and they put you into a decent place. You go to the government, you go gogo, nobody can help you. You fill paper, fill paper and wait, that's all you do, but nobody is really there to assist you in anyway. But this people they are even doing better work, 20 times than what the government is doing.

Cette socialisation politique opposée à l'ANC se perpétue dans l'enceinte de l'occupation. Or, si le mouvement Reclaim The City porte un regard critique sur l'action de l'ANC, ils fustigent la politique municipale avant tout, se confrontant ainsi à des modes d'adhésion politique en contradiction à ceux de leurs membres. La trajectoire de George est illustrative d'une socialisation politique favorable aux idées libérales formulées par le DA et réfractaire aux idées progressistes véhiculées par les partis de gauche et les mouvements sociaux, à l'instar de RTC.

George est né en 1962 à Woodstock, d'un père peintre en bâtiment et d'une mère employée aux services postaux de Woodstock. Il a six frères et sœurs. Il quitte l'école à seize ans. En 1980, il est employé en tant qu'ouvrier spécialisé chez Cape Cobra Leather, une manufacture de cuir située à Woodstock. En 1990, il réalise une formation en ingénierie mécanique, mais ne trouve pas d'emploi à la sortie. Selon lui, son appartenance raciale met en contrarie ses ambitions d'ascension sociale par le travail : « before apartheid you're too black to study or do the job. And then after apartheid now I wasn't black enough to get the job ». Après plusieurs emplois qu'il juge insatisfaisants puisqu'ils ne mettent pas en valeur ses compétences récemment acquises, il retourne travailler chez Cape Cobra Leather en tant qu'ouvrier spécialisé. La perception d'une ascension sociale rendue impossible par son appartenance raciale, aussi bien pendant l'apartheid qu'après, conforte ses préférences politiques. Il regrette les mesures de discrimination positive et vante les bienfaits de la méritocratie.

En 2014, après plus de vingt ans de location et malgré les promesses de relogement de son propriétaire, lui et son épouse, enceinte de leur deuxième enfant, sont expulsés de leur logement. Cette dernière part vivre chez son frère et se sépare brusquement de George. La perte de logement et la rupture concomitante fragilisent sa santé psychologique. George décrit une période éreintante et désespérante. Proche du prêtre de la paroisse protestante locale, il occupe alors gratuitement un container à l'arrière de l'église, puis loge chez sa sœur. Son investissement auprès de l'église locale lui redonne le moral. En 2016, il se joint aux réunions de Reclaim The City après avoir entendu parler de leur action auprès du pasteur et introduit une demande de logement.

Si George se reconnaît dans l'approche d'assistance de Reclaim The City, puisqu'elle correspond aux valeurs de charité véhiculées par sa paroisse, il n'adhère pas aux discours politiques portés par le groupe. Comme de nombreux habitants de l'occupation, il porte un jugement sévère sur l'action du gouvernement de l'ANC qu'il n'a jamais soutenu. S'il concède que la fin de l'apartheid a contribué à un élargissement des libertés individuelles, il pense que les gouvernements successifs de l'ANC ont favorisé la corruption, la hausse de la criminalité et la baisse du niveau d'éducation. Sur son lieu de travail, il tente de dissuader ses collègues noirs de voter pour l'ANC aux prochaines élections générales de 2019, tentant de leur démontrer que la situation économique et sociale leur était également plus favorable pendant l'apartheid. Il pense que le DA réalise du bon travail au Cap et qu'il constitue une barrière indispensable pour faire face à l'ANC. Ses amis et les membres de sa famille partagent son avis.

George concède avoir beaucoup appris sur le déroulement juridique des évictions auprès de Reclaim The City, mais estime que le mouvement n'a nullement influencé son opinion politique. George participe à de nombreuses réunions de RTC, mais est absent à la majorité des manifestations externes au mouvement. Ces manifestations dirigées à l'encontre de personnalités du DA sont incompatibles avec ses opinions politiques et croyances religieuses. En outre, George considère que les prières, dont celle réalisées une fois par mois devant la chambre des députés en soutien aux députés du DA, ont un « pouvoir supérieur » à l'action politique. Son activité religieuse intense entre donc également en concurrence avec l'engagement à Reclaim The City. L'église – dans laquelle nous menons d'ailleurs l'entretien – et la prière se présentent comme des repères dans une période d'instabilité marquée par la rupture conjugale et l'expulsion locative. L'allégeance à l'institution religieuse prime alors sur l'allégeance à Reclaim The City. Tous les jeudis, George, accompagné du pasteur, réalise une maraude auprès des sans-abris et consommateurs de drogue de Woodstock. En outre, cette activité l'empêche d'assister aux Chapters Leaders meetings de RTC. Or, c'est pendant ces réunions que les leaders débattent des actions à mener contre la municipalité. Mais entre ces réunions -qu'il juge parfois longues, répétitives et ennuyeuses- et ses activités avec l'église locale, il opte pour les secondes, se satisfaisant de parvenir à concilier activités religieuse et caritative.

Selon Zald (2000), la socialisation politique secondaire s'opère surtout à partir de logiques partisans, dans la mesure où les politiques institutionnelles prennent une place plus importante que les pratiques contestataires dans la vie quotidienne des citoyens. En outre, cette adhésion partisane peut générer une sympathie ou au contraire une animosité qui joueront un rôle dans le processus d'identification au mouvement social (ou dans une absence de celle-ci). Les préférences politiques des enquêtés, marquées par une orientation à droite au sein du spectre politique sud-africain, ont trois conséquences principales.

En premier lieu, elles érigent un fossé entre, d'une part, des opinions solidement ancrées

dans les expériences et pratiques des enquêtés et, d'autre part, les attributs de la figure de l'engagé prônée par Reclaim The City, façonnée par la culture politique des mouvements contestataires traditionnellement ancrés à gauche. Il est coûteux pour ces personnes de rompre avec des opinions orientées à droite et valorisées au sein de leur groupe racial et social (GAXIE, 2002). Les animateurs de Reclaim The City doivent donc redoubler d'efforts pour parvenir à remettre en cause des convictions politiques acquises sur le temps long et partagées par les membres de leurs réseaux sociaux. De plus, la propension des habitants à se mobiliser est réduite par la faible culture contestataire au sein de ces mêmes réseaux, souvent hostiles aux mouvements militants associés à l'ANC avant 1994.

Ce dernier constat conduit à porter la réflexion sur la valorisation sociale des activités militantes par l'ensemble de la société, et dans ce cas spécifique, parmi les Métis. Les thèses du DA étant particulièrement populaires auprès d'une importante frange de cette population, il est difficile d'endosser publiquement un rôle de réfractaire. Les individus prendraient le risque de se quereller avec des proches. Si Mavis, par exemple, n'assume pas auprès de sa famille de vivre dans l'occupation, c'est certes en raison d'un sentiment de déclassement social, mais aussi à cause de la forte connotation politique du lieu. La valeur sociale d'une cause revêt donc une signification différente selon le contexte (NEVEU, FILLIEULE, 2019) et l'espace social dans laquelle elle s'inscrit.

En second lieu, cette socialisation politique orientée à droite et fondée sur un sentiment d'injustice collective peut aussi affecter la capacité d'agir, les individus considérant qu'ils sont impuissants à changer les choses. Les discours mobilisateurs des leaders de Reclaim The City qui tentent de transformer la détresse en indignation collective se heurtent à leur endurance et à l'opinion relativement favorable qu'ils se font du pouvoir municipal. Ajoutons néanmoins que tous les habitants de l'occupation ne revendiquent pas fièrement leur soutien au DA comme le fait George, même s'ils sont nombreux à voter pour ce parti. Ils ont une opinion à la fois sur ce parti et sur la politique en général, mais celle-ci découle souvent d'idées toutes faites et préconçues, lesquelles sont façonnées par leurs interactions et l'habitude. Lassés et désenchantés par les acteurs publics en général, ils estiment que la politique « ce n'est pas leur affaire ». Ils considèrent ainsi que Reclaim The City, quoi qu'il arrive, ne parviendra pas à infléchir l'agenda national de l'ANC. Ils supportent leurs conditions de vie et les relativisent, jugeant que leur condition, partiellement stabilisée avec l'occupation, « pourrait être pire ». Le rassemblement de personnes démunies, faisant toutes l'expérience de la privation, partageant un sentiment de mépris et une image dévalorisante aussi bien envers elles-mêmes qu'envers leurs voisins, produit ainsi un « un effet d'entraînement vers le bas » (BOURDIEU, 2007, p.

261) et rend hors de portée toute expectative d'amélioration. Ils présument alors qu'ils ne sont pas en mesure d'instaurer un rapport de force avec un quelconque acteur public. La faible estime de soi et de leurs voisins ainsi que le manque de confiance dans l'action politique constituent un obstacle à l'organisation collective (DESMOND, 2019; PIVEN, CLOWARD, 1979), ce point sera détaillé dans la partie suivante. Plusieurs chercheurs ont montré qu'un changement de perception à la fois du pouvoir politique et de la capacité d'action des individus est nécessaire pour déclencher le levier de la mobilisation (MATHIEU, 2004; MCADAM, 1988; PASSY, 1998; PIVEN, CLOWARD, 1979). Ces deux paramètres peinent à s'ancrer parmi les habitants socialisés aux idées conservatrices et qui perçoivent les effets et résultats possibles de l'action contestataire, et plus généralement de l'action politique, comme insignifiants.

En troisième lieu, ajoutons que même si les expressions de racisme sont formellement interdites dans l'occupation, envisagée comme un espace étanche aux préjugés sociaux, la supériorité raciale décrétée pendant des siècles ne s'arrête pas aux portes de l'occupation, mais imprègne encore certains habitants. Comme dans le cas du Freedom Summer (MCADAM, 1988), pourtant fondé dans l'objectif de promouvoir les droits civiques, les tensions raciales traversent le mouvement et débouchent parfois sur des conflits. Lors d'un entretien, Adamo, un occupant burundais âgé de trente-trois ans, me confie les injustices et préjugés qu'il subit régulièrement de la part des habitants et fait part d'une vive dispute à ce sujet avec une leader métisse. Les habitants de Woodstock, métis pour la quasi-totalité, véhiculent des idées communément diffusées et admises dans leurs cercles d'amis ou leurs familles. Or, une grande partie des actions menées par Reclaim The City sont organisées en collaboration avec l'occupation de SeaPoint, majoritairement composée de Noirs issus des townships. Les préjugés racistes peuvent donc freiner la mobilisation aux côtés des Noirs et affaiblir la cohésion de l'ensemble du mouvement, au-delà du quartier de Woodstock. Lors d'une réunion collective organisée dans l'occupation de Sea Point, j'observe que les habitants de Woodstock sont tous regroupés et en retrait. Ils manifestent peu d'entrain à participer à ce rassemblement pourtant électrisant. Ils m'affirment ensuite avoir détesté la réunion, selon eux trop désordonnée, inintéressante et mise en scène. Une sorte de compétition informelle entre occupations, qui se superpose à des rivalités raciales, existe et devient particulièrement visible lors de ces moments de rassemblement.

1.2 La proximité spatiale et le quotidien comme entraves à l'engagement et opportunités pour le limiter

1.2.1 Les interactions sociales de voisinage comme freins à l'action collective

Dans son article sur les activistes français de mai 1968, Neveu achève son propos par un questionnement sur les conditions sociales et spatiales du développement du militantisme : « Which kind of social fields and locations, and which opportunities or threats would activate or inhibit the potentialities of militant habitus ? » (NEVEU, FILLIEULE, 2019, p. 107). En effet, s'interroger sur les conditions situées de possibilités ou contraintes qui favorisent le passage de l'habitant au militant semble primordial pour compléter l'étude de leurs carrières. Leur ralliement au mouvement social ne s'effectue pas dans un cadre neutre, mais est constitutif des interactions vicinales et des situations de logement dans lesquelles ils se trouvent. Après avoir exploré les biographies des individus à l'engagement limité, je propose d'examiner la façon dont l'espace et les interactions qui s'y déroulent inhibent les potentialités de l'engagement au sein du groupe et favorisent un engagement situé.

Dans le second chapitre, j'ai observé que la proximité physique entre les individus représente un paramètre facilitant la constitution numérique du groupe. Toutefois, ce critère spatial, s'il favorise le recrutement, ne constitue pas systématiquement un moteur sur le long terme et peut au contraire brider l'action collective. La littérature sur les squats (CACIAGLI, 2019; PRUIJT, 2013; YATES, 2015) a fétichisé la proximité spatiale et la portée politique des actions quotidiennes dans un espace restreint, soulignant qu'elles permettent la diffusion et l'apprentissage d'expériences démocratiques et d'une culture politique. La spatialité et la routine partagées renforceraient la solidarité au sein du groupe, et constitueraient les prémisses à un déclenchement de l'action collective. La participation à un mouvement social étant considérée comme un vecteur potentiel de socialisation politique secondaire, tout laisse à penser qu'en habitant l'occupation et en prenant part aux affaires de la vie locale régies par l'organisation, les habitants se socialiseraient aux enjeux politiques. Ces observations doivent néanmoins être nuancées, notamment parce que voisinage et événements triviaux de la vie quotidienne peuvent au contraire dégrader les sociabilités locales et contrarier l'engagement au sein du groupe. Dès lors, les relations de voisinage, entremêlées aux relations militantes et configurées par des rapports de pouvoir seraient une entrave à l'engagement individuel ou altérer le maintien de l'engagement.

Certains chercheurs mettent en évidence l'importance des sociabilités dans la pérennisation de l'action collective. Les interactions sociales constitueraient la pierre angulaire

de la continuité de l'engagement, comme l'exprime Passy (1998, p. 168) :

Les interactions des individus avec leur environnement relationnel définissent et redéfinissent dans le temps les préférences des acteurs, qui leur permettent de décider de leur participation et celle-ci avec une certaine intensité.

Cette définition met en relief l'instabilité des préférences des acteurs, configurées par les interactions avec le reste du groupe. Il s'agit donc d'aborder les interactions sociales et d'analyser comment, plutôt que d'encourager l'engagement individuel – comme plusieurs chercheurs en font état (AUYERO, 2005; MERKLEN, 2009; MERKLEN, PLEYERS, 2011; PEREZ, 2018) – elles représentent un obstacle à un engagement pérenne pour une partie des enquêtés. Les arrangements opérés dans l'enceinte de l'occupation et destinés à améliorer les conditions de vie de chacun sont aussi source de conflits qui enrayent les rapports sociaux.

Les conflits d'usage sont fréquents et communs lorsque des personnes partagent des espaces concomitants ; ils portent généralement sur le partage inégal des tâches communes, ou l'usage de certains lieux, à certaines heures. Ces conflits émanent de représentations différenciées de l'espace et sont favorisés par l'extrême proximité entre les habitants. On les retrouve aussi bien à Woodstock qu'à la Vila Autódromo. Nécessaires à la régulation de la vie sociale, ils peuvent aussi s'envenimer et conduire à la dégradation des liens de voisinage et donc à la fragmentation du groupe mobilisé. En effet, le groupe est fortement dépendant de la nature des rapports de voisinage et la moindre querelle attenante à un espace commun peut dégénérer en conflits de groupes. Il est donc primordial d'atténuer les dissensions qui émergent et de cultiver la bonne entente au sein du voisinage. Les arrangements entre habitants au sein de l'occupation, aussi triviaux soient-ils, peuvent donc avoir des conséquences sur les dynamiques d'engagement.

Les rapports marchands instaurés entre habitants constituent un exemple parlant. Un marché informel s'est créé dans l'occupation à partir de prestations de services monnayables. Un des habitants du premier étage est parvenu à chauffer l'eau et fait payer 10 rands²⁰⁹ chaque douche chaude. Les tours de nettoyage des espaces communs, organisés collectivement, sont également négociables : contre 30 rands²¹⁰ vous pouvez passer votre tour et déléguer la tâche à votre voisin. Certains, à l'image de Jackie, préparent des petits plats à vendre pour les voisins, Marucshka confectionne des boucles d'oreille, qu'elle peine à vendre, car selon ses mots « ses voisins n'ont pas de goût » et qu'elle essaye d'écouler en m'en vantant les mérites et en me flattant. Deux crèches ont également ouvert pour prendre en charge les enfants des

²⁰⁹ Environ 65 centimes d'euros.

²¹⁰ Environ 1,85 euros.

habitants. Les deux habitantes exercent des prix très différents : 800 rands²¹¹ par enfant et par mois pour une habitante et 300²¹² rands pour l'autre. La plupart des parents font rapidement le calcul et optent pour le choix économique. Cependant, d'autres refusent de faire garder leurs enfants par Anna, qu'ils décrivent comme une « junkie ». Les relations économiques, assumées et normalisées entre habitants, sont aussi sources de discordes. La création de nouveaux fonds de commerce informels dans l'enceinte du quartier, par exemple, attise régulièrement les tensions. En avril, Linda, ouvrière à mi-temps dans une usine textile et qui a récemment emménagé dans l'enceinte de l'hôpital m'ouvre les portes de son nouveau commerce avec l'aval de Reclaim The City dont elle est une des leaders. Il semble qu'elle m'ouvre les portes de la caverne d'Ali Baba, tant elle est émerveillée par les trésors dont regorge la pièce. Les recettes sont partagées entre elle et la « propriétaire » attitrée du local. Ravie de l'ouverture de ce nouvel espace, elle chuchote qu'il suscite convoitises et jalousies, mais qu'elle s'en fiche et qu'après tout, elle vendait des bonbons bien avant tout le monde. En effet, lors des réunions, Linda apporte toujours avec elle deux énormes sachets en plastique transparent remplis de sucreries et de biscuits apéritifs dont raffolent les enfants. Les quinze premières minutes de réunion sont donc ponctuées par des allers-retours des participants vers elle qui, assise sur sa chaise, distribue les friandises et récolte la monnaie pendant que les leaders commencent à animer l'assemblée.

La vie quotidienne, basée sur une économie de survie circonscrite à l'occupation, donne certes la possibilité aux habitants de s'assurer de menus revenus, mais les engage également dans des rapports marchands – et donc de domination économique – susceptibles de fragiliser les rapports de voisinage. Aussi décomplexés que soient les rapports à l'argent – car personne n'est frappé par la non-gratuité de prestations qui s'apparentent parfois à de simples services – ces transactions monnayables créent des rapports commerciaux conflictuels susceptibles d'empiéter non seulement sur la qualité des rapports de voisinage, mais aussi sur les liens de militantisme. Ces transactions économiques ancrées dans le quotidien conduisent dans certains cas à l'instrumentalisation des relations de voisinage à des fins commerciales ou à leur mise en compétition.

Les disputes, jalousies et tensions qu'elles génèrent peuvent mettre à mal la cohésion du mouvement social par le retrait d'individus fâchés avec leurs pairs. De plus, ces relations créent un rapport de dépendance et de supériorité du vendeur sur son client. Ce rapport hiérarchique commerçant se superpose dans certains cas à la hiérarchie organisationnelle. Un habitant me fait remarquer que les commerces sont majoritairement détenus par des leaders, ce qui

²¹¹ Environ 44 euros.

²¹² Environ 16,50 euros.

témoignerait de leur position économique privilégiée dans les échanges. Les rivalités économiques peuvent donc enrayer les liens sociaux de voisinage qui forment et alimentent le socle militant.

Bayat (2002) observe que dans plusieurs communautés pauvres en Iran, les individus tendent à entrer en compétition lorsque les ressources -ici spatiales et économiques- sont faibles et à adopter des solutions individuelles pour résoudre leurs problèmes au détriment de pratiques solidaires. Les petites structures marchandes et informelles corrigent donc partiellement des situations économiques précaires, mais la compétition et les conflits qu'elles génèrent peuvent gripper les mécanismes conduisant à l'engagement en faveur du collectif.

On observe que le partage des espaces de l'occupation peut susciter des rancœurs. Celles-ci naissent le plus souvent entre les leaders et les simples occupants. Loin de relever de simples inimités interpersonnelles, l'expression des rancœurs traduit en réalité des rapports de pouvoir entre les individus au sein de l'occupation, lesquels seront mis en évidence et analysés. Les critiques envers les leaders, comme déjà observées plus haut, sont régulières. Ceux-ci sont accusés par certains habitants d'occuper les espaces les plus vastes ou les plus lumineux. Il est attendu de leur part qu'ils jouent un rôle exemplaire et agissent de façon désintéressée. Ils sont parfois moqués par les habitants pour leurs démarches assurées, leurs discours, leur façon de s'adresser aux habitants ou même leur accent. Leur faible empathie leur est également reprochée. Les rôles de pouvoir sont tournés en dérision par quelques habitants, mais, face à eux, la déférence et le bon comportement sont de rigueur. Les potins de couloir sur la déloyauté de leaders peu scrupuleux et accusés de soutirer de l'argent aux occupants sont fréquents²¹³. Les leaders sont souvent soupçonnés de trahir la cause et de tirer profit de leurs congénères. Ces commérages, loin d'être anecdotiques, traduisent la forte défiance d'une partie des habitants à l'égard des dirigeants, considérés comme faisant partie d'une élite locale, aussi proches d'eux soient-ils.

Les conflits de voisinage peuvent donc fragiliser la cohésion du groupe dans la mesure où la sphère militante se superpose à celle du voisinage. Comme on le remarque avec l'exemple des leaders à qui l'on reproche de s'attribuer les espaces les plus vastes, l'entremêlement des deux sphères peut constituer une entrave à la cohésion du groupe. Des conflits strictement délimités au voisinage interfèrent avec les relations de militantisme. Les préjugés et le

²¹³ Ces commérages peuvent avoir des effets délétères sur le mouvement lorsqu'ils sont repris par des fonctionnaires publics dans le but de discréditer l'action de la totalité du groupe. Une tribune publiée par Malusi Booi, conseiller municipal du DA utilise ces rumeurs pour discréditer la structure organisationnelle du mouvement. (DAILY MAVERICK, 2020).

colportage de rumeurs qui sont le lot quotidien des habitants pouvant également inhiber le désir de s'impliquer collectivement.

Les habitants qui composent l'occupation se forgent rapidement une réputation. Je remarque que cette réputation précède parfois les habitants et se perpétue dans l'enceinte de l'occupation. Les accusations de trafic de drogue et de violence portées contre certains d'entre eux reviennent fréquemment. Les images et les réputations stigmatisantes restent figées par certains événements de leur trajectoire qui leur collent à la peau durablement. Leurs attitudes sont scrutées et le moindre écart est systématiquement associé à leur stigmatisme. Marius, par exemple, habitant qui a appartenu à un gang dans sa jeunesse, est assurément « un voyou ». Lorsqu'il s'absente pendant quatre jours de l'occupation, les rumeurs vont bon train sur son retour dans un gang obscur auquel il aurait de nouveau fait allégeance. Mercy²¹⁴, sortie de prison, est forcément « imprévisible et violente ». Anna est taciturne, elle « zone » dans le couloir du troisième étage où quelques jeunes consommeraient du crack, elle est donc droguée.

La consommation de drogues est largement réprouvée -c'est un sujet fréquent lors des réunions-et de nombreux habitants montrent du doigt leurs voisins et les plus jeunes. Il s'agit donc d'éviter la fréquentation de ces consommateurs, aussi bien dans les réunions que dans l'enceinte du quartier. Le stigmatisme n'est pas uniquement basé sur la violence ou la consommation de drogues, il peut se fonder sur certains critères physiques tels que l'embonpoint ou les pratiques sexuelles. Marushka se plaint à me répéter le mépris qu'elle éprouve pour une cadre du mouvement en surpoids et la qualifie toujours de « fat woman ». Un soir, ivre, elle frappe à sa porte et l'insulte vivement. Depuis, elle craint de la rencontrer dans l'enceinte de l'hôpital et s'enquiert parfois de sa présence aux réunions en m'envoyant des messages par téléphone.

Marushka et Marius, friands de ragots, rumeurs et commérages, me décrivent aussi les tromperies et relations sexuelles débridées de leurs voisins. Ils ne sont pas les seuls à s'adonner à ces pratiques, comme le remarquait Hoggart dans la *Culture du Pauvre* : « dans un quartier populaire, tout le monde sait tout sur tout le monde » (1981, p. 100). Les rumeurs se répandent comme une trainée de poudre et façonnent les réputations des résidents. Ainsi, à partir de certains critères, dont les traits sont souvent grossièrement forcés, des rôles se dessinent. Le gangster, le patriarche, le dévot religieux, le bricoleur et le Casanova sont tous présents sur scène. Les femmes, quant à elles, sont cantonnées à des rôles domestiques ou dévalorisées sexuellement : la bonne cuisinière, la mère aimante, la fille facile et la « mal baisée » font

²¹⁴ Entretien réalisé le 16 octobre 2020, au domicile de Mercy (Occupation Cissie Gool House).

également leur apparition dans la pièce. Lorsqu'elles sortent de ces rôles sexués, elles sont d'autant plus stigmatisées, comme c'est le cas pour Mercy, ancienne détenue ou Anna, accusée de consommer de la drogue. Les cancans et bavardages médisants sont monnaie courante dans l'occupation, comme dans de nombreux espaces sociaux. Ils flattent les égos des colporteurs et ont pour fonction « d'exclure et de trancher des liens » (ELIAS et al., 2001, p. 173) en confortant les groupes, chacun renchérissant ensuite par l'ajout de nouveaux commérages toujours plus désobligeants. Les potins portant sur certains leaders visent également à soulever des oppositions face à des règles et normes perçues comme trop strictes et contraignantes.

Ainsi, les habitants tentent parfois d'éviter la présence de personnes de mauvaise fréquentation et limitent leur engagement à de simples transactions de voisinage. S'ils se sentent forcés à cohabiter avec eux, ils préfèrent ne pas se joindre aux activités adjacentes proposées par le groupe. Ils s'épargnent ainsi des rencontres inconvenantes pendant lesquelles ils se retrouveraient face à des voisins susceptibles de les exaspérer ou vis-à-vis desquels ils éprouvent de l'embarras. Rita, une femme sans emploi et âgée de soixante ans, exerçant des petits métiers informels, explique qu'en raison des comportements déviants à l'intérieur de l'occupation, elle évite d'y passer du temps et de fréquenter longuement ses voisins :

People, they drink and smoke and.. they enjoy life. You must enjoy life, but there is many ways to enjoy it. But in this place, eish.. you stay for free here, but they take life for granted, the room, the people (...) But every day I say to myself, "I am not here to watch people what they do. They messup the place and now you must come and clean... See, I don't want to live in a mess. If I see something, I just do it and when I finish I go

Les critiques portées à ces attitudes ne sont pas anodines : elles s'accompagnent souvent d'une évaluation négative de la capacité d'action du groupe (comme déjà observé plus haut). Les individus sont moins enclins à se mobiliser lorsqu'il s'agit de le faire aux côtés de personnes dont la conduite leur semble inappropriée. L'organisation du voisinage étant considérée comme défailante, ils dévaluent l'habilité et l'efficacité collective du groupe pour défendre des intérêts politiques plus larges. Cependant, la critique ouverte et le retrait ne sont pas les seules stratégies d'évitement déployées par les habitants.

1.2.2 Sens pratique de l'engagement situé

Comme je l'ai signalé dans le troisième chapitre, l'organisation réclame des habitants un engagement soutenu, caractérisé par la participation régulière aux réunions du groupe et aux actions politiques externes. Les habitants doivent donc se plier à ces impératifs s'ils ne veulent

pas être stigmatisés par les cadres du mouvement et subir les sanctions disciplinaires prévues le cas échéant. Pour comprendre leur engagement limité, le poids des dispositions sociales, la socialisation politique des habitants ainsi que les conditions interactionnelles de voisinage ont été étudiés. Il convient désormais de s'intéresser à la fois au sens pratique qui caractérise cet engagement situé ainsi qu'à la façon dont il est rendu possible. Ce point semble important dans la mesure où c'est grâce à ces pratiques que l'individu peut rester dans l'occupation, en maintenant de bonnes relations de voisinage sans toutefois répondre strictement aux normes d'engagement militant formulées par le groupe.

Comme observé précédemment, les liens de sociabilité, potentiellement conflictuels, ne favorisent pas toujours l'engagement et peuvent au contraire « desservir le processus d'engagement à la cause » (KANTER, 1969, p. 507). En plus des conflits, les investissements émotionnels concurrents peuvent également détourner les acteurs d'un engagement pérennisé au sein du groupe. La régulation de l'occupation constitue un volet important de l'action de Reclaim The City. Or, cette échelle intermédiaire, située entre espace privé et espace public, donne la possibilité aux individus de s'y engager exclusivement, au détriment de la sphère publique. Cet espace ne s'inscrit pas comme lieu concurrentiel puisqu'il est régi par le mouvement social, mais offre la possibilité pour les habitants de véhiculer une image de soi favorable : celle du bon voisin investi dans les affaires locales.

Les agents sociaux font preuve d'inventivité quand il s'agit de négocier et d'arranger les modalités de leur existence. Ainsi, une palette d'attitudes minimales et ancrées dans le quotidien sont déployées et participent à la préservation de relations apaisées entre voisins tout en sauvegardant les apparences de l'engagement individuel auprès des animateurs et cadres du mouvement.

Monica, Mavis ou encore George dont les trajectoires de vie ont été retracées cantonnent la totalité de leur action au seul espace de l'occupation. Ils s'arrangent pour préserver des relations de voisinage cordiales et montrer qu'ils s'investissent dans l'amélioration des conditions de vie dans cet espace collectif. Ils participent uniquement aux réunions locales et ne participent guère aux actions militantes externes à l'occupation. Cet engagement localisé, s'il sert à bien se faire voir auprès des autres, leur permet de concilier leur implication au sein du collectif avec leurs propres intérêts personnels. Il s'agit, comme le développe Goffman de « préserver une image positive de soi ». Les individus sélectionnent alors les actions pour lesquelles ils se rendent disponibles et dont ils jugent que l'impact est plus important sur leur vie quotidienne.

George assiste majoritairement aux réunions de l'Advice Assembly, il se lève parfois pour prendre la parole et énoncer les droits et devoirs incombant aux locataires et propriétaires. En se rendant à cette assemblée, il manque la prière du mardi et fait une entorse à son engagement principal. Dans le même temps, il se montre visible aux animateurs de Ndifuna Ukwazi et de Reclaim The City et prodigue des conseils aux locataires du quartier, conciliant ainsi sa participation aux exigences d'assistance auprès de sa communauté. Il me dit éviter de passer du temps au sein de l'occupation, mais tenter d'entretenir des relations cordiales avec les voisins de son étage.

Monica participe quant à elle à la Security Task Team, équipe de sécurité qui réalise plusieurs fois par semaine des rondes dans l'occupation afin de veiller à la tranquillité et à la sécurité des occupants. Elle exprime certains griefs envers les autres membres de l'équipe qui désapprouvent son action. On lui reproche la fermeté et la force qu'elle emploierait pour résoudre les conflits. Rabrouée au sein de cette équipe, elle hésite à s'y maintenir. Socialisée auprès d'une famille composée principalement d'hommes et « cheffe de famille », elle estime qu'elle doit agir avec fermeté aussi bien auprès de ses enfants que du reste des habitants, cette attitude lui permettant de s'affirmer au sein du groupe. Toutefois, ce rôle, qui dévie des stéréotypes attachés à la féminité, la place en porte-à-faux dans l'équipe. Pour elle, son insertion musclée dans la Task Team est une façon de prouver son implication au sein de l'occupation et d'obtenir une reconnaissance de la part des leaders, sans toutefois avoir à participer aux activités politiques. Cependant, les reproches qui lui sont adressés par rapport à son implication dans le travail de sécurité, ancrés dans des stéréotypes de genre, l'incitent à se retrancher dans la sphère domestique et l'éloignent encore un peu plus des activités politiques.

Mavis, quant à elle, participe parfois aux réunions du jeudi qui sont les Chapter leaders meetings, et presque toujours aux House Meetings du mercredi. Même si elle ne prend jamais la parole, car elle craint de s'exprimer en public, elle tient à être présente. Les House Meetings sont, d'après elle, les réunions les plus importantes, car elles permettent de résoudre des problèmes inhérents à la vie quotidienne. Elle insiste aussi sur la nécessité de respecter les règles et mesures dispensées à l'intérieur de l'occupation, telles que les tours de nettoyage ou le respect des espaces communs.

Comme elle, de nombreux habitants limitent leur participation à l'arrangement des conditions de vie à l'intérieur de l'occupation, à travers le bricolage, la cuisine, l'organisation d'activités pour les enfants. Par ces menus services et accommodements, ils prennent soin de leur espace partagé et font en sorte que les problèmes liés à la régulation du voisinage

n'affectent pas leur sphère privée. En dépit de leur investissement pour conserver l'espace propre et agréable, ils montrent peu d'attachement à cet endroit. L'hôpital est un espace transitoire de sauvegarde de leur appartenance territoriale et de préservation de leurs routines spatiales, il est perçu comme froid, sombre et effrayant une fois la nuit tombée et les couloirs vidés. Alors qu'ils expriment des éloges sur cet espace au début des entretiens, ils évoquent rapidement les problèmes inhérents à la vie en collectivité dès qu'ils sont mis en confiance. Les murs et les cloisons improvisés sont minces, ils doivent donc s'accoutumer aux voix de leurs voisins, aux portes qu'claquent, aux intrusions intempestives dans leur logement, au tumulte des enfants.

Certains s'insurgent de l'inégalité de la distribution des tâches dans la régulation de la vie interne à l'hôpital et de l'empiètement de leurs voisins sur leur sphère privée. Ils conçoivent donc leur participation non pas comme une tâche collective partagée équitablement, mais comme une obligation et un sacrifice devant être réalisé pour maintenir un espace propre et des relations décentes avec leurs voisins. Répondant à la contrainte sociale en agissant dans leur espace quasi-immédiat, ils limitent toute contamination de leur espace privé et se mettent aussi à l'abri d'éventuelles mesures disciplinaires pouvant être prononcées à leur encontre.

Une série de stratégies d'évitement sont concomitantes aux pratiques localisées décrites ci-dessus. Ces habitants trouvent des arrangements pour ne pas être présents lors de certains rassemblements, ils font par exemple signer par d'autres les listes d'émargement en début de réunion. Ils prétendent qu'ils seront présents aux actions, mais préfèrent finalement ne pas s'y joindre, prétextant un oubli ou une activité externe. Selon Abie, certains d'entre eux se cachent lorsqu'ils constatent le départ imminent d'un taxi collectif pour une manifestation. Ils feignent d'être absents et n'ouvrent pas à la porte lorsque les militants viennent y frapper et les exhortent à se présenter.

De même, lorsqu'ils sont en réunion, ils simulent parfois l'intérêt pour les débats en cours, mais sont en réalité peu attentifs aux enjeux discutés et à l'interaction militante. Certains indices minimes traduisent leur détachement tels que les bâillements, les bavardages ou les jeux sur leur téléphone.

Pour ces individus à la participation « buissonnière » (BERGER, 2014), le militantisme est perçu comme une activité chronophage et sans répercussion sur leur vie quotidienne, alors que les activités exercées dans l'occupation ou la sphère privée ont des effets immédiats et visibles sur leur qualité de vie. En collectivité, ils adoptent alors la posture de la « figuration », c'est-à-dire « tout ce qu'entreprend une personne pour que ses actions ne fassent perdre la face à

personne » (GOFFMAN, 1982, p. 13). La reproduction de ce type d'attitudes conduit ensuite à un état de fait, celles-ci se normalisent au sein du groupe au point de se transformer en pratiques courantes et habituelles. Leurs membres en font l'apprentissage et se les approprient, gardant en tête la façon dont ces actes peuvent être discernés et interprétés par les autres. Ces types d'attitudes sont majoritaires dans l'enceinte de l'occupation. Partagées par une grande partie des habitants, elles les protègent du regard d'autrui, voisin ou leader, tout en s'ajustant à minima aux attentes formulées par RTC.

À partir de ces observations, définissons l'engagement situé. Implication restreinte des agents sociaux dans les tâches de l'action collective, l'engagement situé diffère de l'engagement distancié -au sens où l'entend Ion (1997) - puisqu'il ne se caractérise pas par un engagement ponctuel, anonyme et résiliable à tout moment. L'engagement situé partage l'intermittence de la participation, mais se distingue par la limitation de cette dernière à un espace restreint. De plus, loin d'être optionnelle et résiliable à tout moment, cette participation située est nécessaire pour préserver les interactions de groupe et les avantages matériels garantis par l'institution.

Cet investissement moindre préserve les sociabilités et la réputation de l'engagé tout en prévenant un engagement plus chronophage. Toutefois, l'évitement d'un engagement poussé ne constitue pas une finalité et un objectif en soi, mais résulte plutôt d'un état de fait, d'une situation commune « collectivement orchestrée sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre » (BOURDIEU, 1976a, p. 99). Les stratégies abordées ne sont donc pas des pratiques destinées à maximiser les intérêts des agents sociaux, mais des « stratégies de présentation de soi » qui ne sont pas orientées vers une fin définie, mais sont incorporées socialement et s'inscrivent dans le temps présent. Les analyses de Bourdieu et Hirschmann (1970) conduisent en effet à penser le militantisme, et donc les diverses formes qu'il revêt, comme une fin en soi, et non pas une pratique tendue vers un objectif déterminé.

Les ajustements opérés par les agents sociaux quant aux normes qui leur sont imposées ne sont pas le produit d'une optimisation de leurs activités dans l'enceinte de l'occupation, comme pourraient le prétendre les tenants d'une analyse de choix rationnel, mais sont l'expression d'un « sens pratique » adopté tantôt consciemment, tantôt inconsciemment, le résultat collectif d'improvisations successives. Les acteurs incorporent le « sens des limites » qui régissent le monde social, les frontières du possible et de l'impossible, du dicible et de l'indicible. Dans une institution régie par des contraintes, certains actes sont intégrés comme étant répréhensibles et donc impossibles à accomplir, tandis que d'autres règles sont perçues

comme aisément transgressables. Ce n'est pas l'anticipation des conséquences à venir qui produit le sens pratique, mais plutôt l'intersection de diverses pratiques non conscientes et non voulues, elles-mêmes conditionnées par les dispositions sociales héritées et spécifiques des acteurs sociaux²¹⁵. Comme l'observe Bourdieu, ce sens pratique se rapporte « au sens de la place » auquel se réfère Goffman, c'est-à-dire aux comportements adoptés en conformité avec les normes sociales tacitement établies. Ce sens pratique se retrouve également dans la citation d'Annie Erneaux qui ouvre ce chapitre²¹⁶. L'obsession de « tenir son rang », de savoir « rester à sa place » et des'épargner ainsi les jugements inopportuns des acteurs environnants guide implicitement l'ensemble des pratiques du social.

Ces pratiques ne sont pas le fruit de calculs cyniques rationnels, mais plutôt le résultat de tentatives d'adaptation à un milieu où les contraintes qui s'exercent sur les individus sont nombreuses. Ces tentatives sont fortement déterminées par le parcours de chaque individu ; en effet, et à rebours d'une lecture indifférente aux spécificités biographiques Olson [2003], elles sont indissociables des trajectoires individuelles des enquêtés marquées par une forte instabilité économique et résidentielle.

1.3 Le mésengagement

Après avoir examiné la façon dont les habitants se préservent des rapports de militantisme et se contentent d'établir des rapports cordiaux avec leurs voisins, je propose d'examiner l'attitude d'individus qui assument et défendent leur retrait. Dans son ouvrage sur les rites d'interaction, Goffman s'intéresse aux manquements de l'interaction par certains individus. Il qualifie alors certaines formes de détachement de l'interaction comme des « méfaits » qu'il traduit par le terme « disengagement » traduit par mésengagement²¹⁷ dans la version française de l'ouvrage. Ce méfait, identifié dans l'interaction, peut aussi être transposé à l'engagement militant. Il s'agirait ici de personnes qui ne participent guère à l'action

²¹⁵ Bourdieu emploierait ici le terme d'habitus qui désigne l'incorporation de ces dispositions sociales héritées et durables qui structurent l'ensemble de la vie sociale des agents sociaux. Je suis consciente que le sens pratique est étroitement corrélé à cette notion, mais je fais le choix de ne pas la développer.

²¹⁶ Rappel de la citation : « Obsession : « Qu'est-ce qu'on va penser de nous ? » (les voisins, les clients, tout le monde). Règle : déjouer constamment le regard critique des autres, par la politesse, l'absence d'opinion, une attention minutieuse aux humeurs qui risquent de vous atteindre. » (ERNAUX, 1986, p. 56).

²¹⁷ Cette désignation ne doit toutefois pas être pensée en termes normatifs, il ne s'agit pas d'opposer « bons » et « mauvais » militants en soulevant la faible propension de certains individus à respecter les normes fixées par le mouvement social mais de comprendre la position qu'ils adoptent et la façon dont ils la présentent aux autres et la justifient dans un contexte de fort contrôle social.

collective et préfèrent volontairement s'en détourner, qu'il s'agisse des activités externes au mouvement ou de celles localisées dans l'enceinte de l'occupation.

Il est difficile de rencontrer des individus qui dérogent complètement aux normes énoncées par RTC. D'abord parce que ces individus sont invisibles lors des instants de protestation publique et qu'ils sont majoritairement confinés dans leur logement. Ensuite, parce qu'à partir du moment où ils sont identifiés et que j'essaie d'entrer en contact avec eux, ils refusent de dialoguer. Ce refus est significatif à plusieurs égards. Ces individus ont conscience qu'ils enfreignent les règles formulées par Reclaim The City et craignent d'être dénoncés pour leur inaction, me pensant alors mandatée par Reclaim The City ou par Ndifuna Ukwazi. Plus généralement, la passivité est dévalorisée et perçue comme un dérèglement de l'ordre social. Ils peuvent aussi être intimidés par le dispositif d'enquête et ressentir cet entretien comme un interrogatoire ou un examen auquel ils ne se sentent pas prêts à apporter les « bonnes réponses ». Trois personnes, disposées à me rencontrer ultérieurement, m'ont finalement fait faux bond. Seuls trois individus ne participant guère aux actions ont accepté de répondre à nos questions. Les raisons explicites de leur non-engagement sont proches d'un individu à l'autre et recouvrent deux dimensions : le rejet du traitement individuel apporté par le mouvement social et la disqualification de la cause et des moyens déployés par l'organisation. Toutefois, il faut également creuser leurs trajectoires de vie, pour mieux saisir les dispositions sociales qui configurent leur attitude.

Leurs trajectoires peuvent en effet apporter un éclairage sur leurs mises en retrait du groupe. Mercy accepte de me rencontrer en engageant la conversation avec moi dans le couloir de son étage, mais me signale qu'elle désirerait que je lui apporte quelque chose en retour. Je viens donc les mains chargées d'un sac de nourriture. Je la retrouve chez elle, dans une pièce de quinze mètres carrés environ, meublée seulement d'un lit et d'un matelas au sol. Sa compagne et les deux filles de cette dernière sont dans la pièce, elles ne souhaitent pas s'exprimer. Mercy, plus encline à dialoguer, commence alors son récit de vie.

Âgée de trente-trois ans, elle est la benjamine d'une famille de quatre enfants. Son père est absent et sa mère accumule les boulots précaires. Elle préfère ne pas évoquer les contours de son enfance « douloureuse », par crainte d'entrer dans un registre émotionnel. Elle obtient sa Matric à l'âge de dix-huit ans et commence à travailler dans la restauration. Parallèlement à son métier de serveuse mal rémunérée, elle devient organisatrice d'événements pour le Cape Town International Convention Center, où elle travaille pendant cinq ans. Au cours de ces cinq années, elle rencontre des personnes impliquées dans le trafic de stupéfiants et commence progressivement à collaborer avec eux puis à s'investir de plus en plus dans des activités illégales. Elle prend goût à l'argent, aux sorties, et aux virées nocturnes entre amis. Après un bref séjour en prison pour consommation de drogue et ayant perdu son emploi, elle reprend ses activités illicites. À l'âge de vingt-trois ans, elle est de nouveau appréhendée et

condamnée à dix ans de prison pour trafic de drogues. Elle passe alors sept ans derrière les barreaux avant d'être libérée en conditionnel pour une durée de trois ans. Elle quitte le milieu carcéral à l'âge de trente ans. Elle rencontre Tania peu de temps après sa sortie de prison et emménage avec elle dans un édifice délabré d'Albert Road. L'ensemble des cinquante habitants du building sont ensuite menacés d'expulsion par la police. Cet édifice abritait un point de vente de drogues et de nombreux conflits entre habitants qui ont dégénéré ont alerté les autorités. Comme d'autres personnes issues de cet endroit, elle, sa compagne et leurs enfants s'adressent aux membres de l'organisation RTC, qui rendent un avis favorable à leur demande d'intégration à l'occupation un mois plus tard. Lors de l'entretien, Mercy a intégré le logement depuis neuf mois. En période probatoire, elle doit rester à proximité de l'occupation tous les jours de la semaine et ne peut sortir librement que les weekends. De fait, ces restrictions de liberté l'empêchent de participer à toute action collective externe au mouvement. Les leaders connaissent par ailleurs ses obligations d'ancienne détenue puisque des officiers lui rendent régulièrement visite pour vérifier qu'elle respecte les mesures de sa détention conditionnelle.

Mercy admet ne pas connaître la teneur politique et les pratiques du mouvement social. Lorsque j'évoque la lutte, « struggle », de RTC, Mercy interprète ce terme comme renvoyant à sa situation personnelle, marquée par la nécessité d'obtenir un logement mieux isolé et plus confortable pour son foyer et sa compagne asthmatique :

Yes, we're actually struggling to get another room. (...) We do struggle a lot over here and like I said, we try to not bother other people. She gets a grant for the two children and she gets a small grant for herself because she can't work because obviously her operation and her chronic asthma that she is suffering with. So, we do struggle with food and things like that. But, like I said, we try and live a better life every day. But, it will be very appreciated and because I try and support everywhere I can and I just feel any support from whoever will be very much appreciated.

Les problèmes économiques et l'impossibilité d'exercer un emploi en raison de sa détention à domicile l'incitent à se replier totalement sur la sphère domestique et à désertier les réunions de Reclaim The City. En raison de sa situation de précarité et parce qu'elle juge que ses voisins ont bénéficié d'un traitement de faveur, elle estime qu'ils doivent lui venir en aide pour réparer cette injustice. Elle est donc parfois en conflit avec certains de ses voisins de couloir qui lui reprochent de frapper à leur porte pour mendier. Mercy est déçue de la chambre qui lui a été attribuée par le mouvement social et a sollicité les House leaders à plusieurs reprises dans l'objectif d'améliorer sa situation. Je la retrouve un soir patientant devant la commission disciplinaire, un numéro à la main, où elle attend d'être jugée pour les méfaits qu'elle aurait commis. Elle reste vague sur les raisons de ce jugement et plaisante sur la rigidité des règles à respecter.

Ses griefs sont similaires à ceux de Ibrahim²¹⁸ qui fustige à la fois le traitement individuel de la part des animateurs de Reclaim The City et le fossé entre ces derniers et les occupants

²¹⁸ Entretien réalisé le 7 décembre 2018, au domicile de l'enquêté (Occupation Cissie Gool House).

ordinaires.

Ibrahim est né en 1964 à District Six. Il est le quatrième né d'une fratrie de six enfants. Quelques années après sa naissance, sa famille est expulsée par la municipalité du Cap et rejoint le Lower Woodstock où ils habitent un appartement en location. Son père est installateur de tapis et sa mère travaille dans une usine de production de chaussures dans le quartier voisin de Salt River. Il est scolarisé jusqu'à ses dix-huit ans dans une école catholique de Woodstock. Expulsé de son appartement en 2015, il « marche » pendant plusieurs mois, loge chez plusieurs connaissances ou dans la rue, puis intègre l'occupation en 2016 grâce aux recommandations d'un ami. Contrairement à sa compagne, il ne passe pas d'entretien avant d'intégrer l'occupation. Il a deux enfants, un de vingt-cinq et l'autre de vingt ans, il ne les voit pas souvent, seulement pour les événements tels que les mariages ou anniversaires. Depuis sa jeunesse, il accumule les emplois courts et précaires et est toujours sur le qui-vive pour trouver un travail quelconque dans les environs. Il a aussi vécu des périodes d'errance pendant lesquelles il a souffert d'addiction aux stupéfiants. Sa priorité est de multiplier les sources de revenus pour améliorer les conditions de vie de sa compagne et de ses deux enfants en bas âge. Lors de l'entretien, celle-ci est allongée à côté de moi, sur un lit une place, elle tient un nourrisson de six mois entre ses bras qu'elle abreuve d'une boisson verte fluo de la marque Jive²¹⁹. Ibrahim est assis par terre, sur un plancher vermoulu. La pièce est faiblement éclairée par une ampoule à la lumière jaune vif. Aucune lumière naturelle ne pénètre cet espace réduit d'environ sept mètres carrés et comblés d'objets divers, dont un ancien vélo que Ibrahim souhaite réparer.

Ibrahim est préoccupé par la santé fragile de sa compagne : « That is my main thing ya, to put food on the table because my girlfriend is a chronic. She got half a lung. She has only got one half lung. So, she is a chronic but she is on no medication or nothing, only the pump and she is not getting any grant or nothing from the government ». Comme Mercy, Ibrahim a également demandé aux leaders de repenser l'attribution des chambres et de disposer d'un espace plus vaste, mieux aéré et équipé d'une fenêtre. Il n'a pas obtenu de réponse favorable à sa requête. Il souhaite solliciter une aide sociale pour les invalides, mais il juge que sa femme n'est pas en mesure de se rendre à l'organisme chargé de délivrer ces aides, le moindre déplacement étant particulièrement éreintant. N'ayant pas été entendu par eux, il émet de fortes réserves sur le comportement des animateurs de Reclaim The City et sur les priorités fixées par l'organisation. Il dit avoir participé à quelques réunions, avant de rejoindre l'occupation et quelque temps après, puis a vite abandonné en raison du caractère répétitif de ces rassemblements « It is all the same man ! There is nothing new, nothing changes, it is the same, boring ». Il ajoute ensuite que ces rendez-vous hebdomadaires sont inutiles et servent uniquement à flatter l'égo des leaders et à les mettre en scène. Il poursuit en dénonçant leurs abus de pouvoir et le dévoiement de la cause au profit de leurs intérêts personnels :

The way they go on, it is like they are at the top, and we are at the bottom. They are better than us you see ? If you go to them with a problem, this one sends you to that

²¹⁹ Soda à bas coût, créé au Cap et largement prisé par les habitants de l'occupation et les classes populaires engénéral.

one, and you don't hear about this in the meeting. I don't agree with the way the house leader and chapter leader is going about the work, you see, because, um, as I say, they are worried about themselves and their families, then they are worried about the others

Ibrahim pense que l'impact de Reclaim The City sur la municipalité est minime et que le peu d'informations qu'il reçoit de la part de l'organisation ne lui permettent pas de forger sa propre opinion politique. Il s'indigne de l'organisation en catimini de réunions entre les pouvoirs publics et les représentants du mouvement. Critiquant de nouveau le rapport de subordination des habitants, il juge que les occupants doivent répondre aux injonctions des animateurs et leur obéir lorsqu'il s'agit d'aller manifester, mais qu'en retour ils ne disposent pas des informations nécessaires à leur formation et à l'amélioration de leur vie quotidienne. Sa compagne acquiesce et affirme que « this people they don't care, they just defend their own interests ». On retrouve ici l'attitude de défiance à l'égard des leaders qui agissent dans le but unique de défendre leurs propres intérêts. Ibrahim associe l'action du mouvement à celle des partis et de l'État et à l'attente perpétuelle de logement ou encore d'un emploi, comme condition de son existence²²⁰ :

You see, there is such a lot of promises going on, they promise you this, they promise you that and at the end of the day, you wait for months, years, days turn into months, months turn into years and then you sit and wait and wait and wait. And old age gets hold of you. Like, look at me. I don't have a lot of years left to live. And I am here, still waiting.

Ainsi, les discours de Reclaim The City sont assimilés à la langue de bois des partis politiques, aux promesses et aux engagements aussitôt trahis. Sa méfiance à l'égard des leaders et du mouvement en général est suscitée par les vexations et leur relégation dans l'enceinte de l'occupation. La défiance, conjuguée à la sensation d'être inaudible, l'amène à se mettre en retrait du collectif militant. Ibrahim ressent une grande lassitude à l'égard du mouvement, sa présence est temporaire, et il affirme que s'il le pouvait, il déménagerait.

Six mois plus tard, en avril 2018, j'assiste au House Meeting qui se tient à proximité de sa chambre et concerne les habitants de son couloir. Je quitte la réunion alors que celle-ci n'est pas encore terminée et passe devant Ibrahim, assis à même le sol de la cour extérieure, tapotant sur son téléphone portable. Je m'approche de lui et le salue. Je lui demande comment il va. Il hausse les épaules, me répond furtivement « I'm OK » et replonge son regard sur sa partie de Tetris. Je lui demande s'il souhaite participer à la réunion en cours et il me rétorque brièvement « I don't care ». Embarrassée par le ton de la conversation, je change de sujet et m'enquiers

²²⁰ Oldfield et Greyling (2015) et Auyero (2012) observent cet état d'attente perpétuel vécu par les classes populaires sud-africaine ou argentine. Les premiers remarquent que dans les villes sud-africaines « waiting for state provided homes is normal, a taken for granted, everyday intergeneration condition. Although it can take decades, people continue to wait, to hope for, and to expect a formal house » (2015, p. 1100).

brièvement de la santé de sa compagne. Il me répond qu'elle est morte trois mois plus tôt. Je m'excuse platement et tourne les talons.

Après la mort de son épouse, Ibrahim n'a plus de scrupule à s'absenter de la vie du groupe et à rendre sa distance visible. Il ne joue pas sur son téléphone depuis sa chambre ou un autre lieu à l'abri des regards, mais dans la cour, à la sortie de la porte principale, s'exposant ainsi à rencontrer les participants de la réunion. Peut-être la mort de son épouse, et son deuil, lui donnent la possibilité d'adopter cette attitude, les autres réagissant avec compassion et attribuant son indifférence à sa situation de souffrance individuelle. Ou bien cette attitude constitue un moyen de s'affirmer en opposition au groupe et de montrer son désaccord par la désertion des réunions communes.

De prime abord, le détachement de ces individus ne peut être pensé qu'au regard de l'animosité et du ressentiment qu'ils éprouvent pour l'organisation. Leur présence au sein de l'occupation est essentiellement motivée par des logiques matérielles et vise à améliorer leurs conditions de vie, mais celles-ci sont en forte inadéquation avec leurs attentes et génèrent un sentiment de déception. Cette amertume s'exprime aussi à l'égard des leaders, dont l'action est considérée comme un abus de pouvoir. Ils ressentent une certaine lassitude et ont l'impression qu'une fois de plus, « ils se sont fait avoir ». Ils ont la sensation que les cadres de RTC, comme ceux d'autres institutions, ne sont pas en mesure de saisir leurs besoins et de répondre à leurs sollicitations et demandes. Ils ne s'embarrassent pas de bien paraître en public et décident de se retirer de la sphère publique, cette prise de distance étant pensée comme une façon d'exprimer un désaccord et un mécontentement. Toutefois, leur présence dans l'occupation les oblige à entretenir des relations avec leurs voisins et les dignitaires de l'organisation. Ils tentent de préserver des rapports cordiaux, mais refusent de participer à des rassemblements collectifs. Malgré le fait qu'ils assument leur personnage de « mécontent », il est difficile pour eux d'admettre que leur hostilité serait le fruit de désaccords portant sur des questions matérielles, ils invoquent donc des motifs de rejet centrés sur les revendications et les actions défendues par les représentants du mouvement social. Pendant notre entretien, par exemple, Ibrahim disqualifie les modalités de recrutement élaborées selon les critères d'expulsion et la cause défendue. Il nie le lien entre évictions et sans-abrisme et plaide pour une acceptation de l'ensemble des sans-domiciles fixes de Woodstock :

I don't know. You see, hum, to be honest with you, you know, the majority of the people that is placed in charge, they are not worried about the people that is sleeping on the streets. They are more worried about people that's been evicted. Being evicted and sleeping on the street is a vast difference. Because the people that is sleeping on the streets is homeless. So, first see to the homeless, before you see to the people that

is being evicted. Go around, take these people, bring them here, show them where they will be sleeping. The roof over their head. That is what I want.

Lorsque je lui demande s'il a tenté d'apporter son opinion sur cette question, il répond, lassé, qu'il est impossible de proposer un point de vue alternatif à celui des coordinateurs :

You see it is, to be honest man, it is no use when one person is going to speak about it, it is going to be 'hum we going to speak about it in the meeting' and then if you come again to the next meeting nothing is going to be mentioned about what they actually achieved. You see? But, um, each one is just worried about his or her place. They worried about themselves. I can't worry about myself. I must worry about the next person. (...) So, we must first see to the homeless and to the orphans before we see to ourselves (...). Reclaim The City is more worried about um evictions and that type of things man. That isn't actually really something to worry about. Because if you are being evicted, that means you stayed in a house or whatever. So, you are capable of getting yourself again a place. But now, the people on the streets, I'm just worried about the people on the street.

Ibrahim souhaite me montrer son opposition au *modus operandi* de Reclaim The City en prônant des initiatives perçues comme plus justes et égalitaires. Ainsi, les dissensions avec le groupe, initialement basées sur la distribution des logements, apparaissent comme fondées sur des raisons plus nobles et guidées par un intérêt altruiste et collectif, contrairement à l'intérêt égoïste des leaders. Auprès de l'enquêteur, il se confère alors un rôle valorisant et se défend d'adopter une attitude de « passager clandestin ». Si les personnes non engagées assument publiquement leur absence aux réunions et rassemblements, ils se sentent contraints de les expliquer en exprimant une vision idéologique distincte et plus gratifiante.

La veille de mon départ, le 14 mai 2017, je recherche la mère d'un enfant en bas âge, égaré et en pleurs dans l'occupation. Après avoir frappé à plusieurs portes, je retrouve sa mère. Je ne l'ai jamais aperçue auparavant. Nina²²¹ a vingt-quatre ans, elle est non diplômée et recherche un emploi. Après avoir patienté pendant plus de six mois que son nom figure en tête de la « waiting list », elle rejoint l'occupation en décembre 2017. Elle a assisté à deux réunions avant d'être enrôlée, cessant ensuite d'y participer. Lorsque je lui demande si elle a déjà pris la parole publiquement, elle répond par la négative, s'esclaffe puis reprend « What's the use? I would lift my hand, say something, whatever, there is no action ».

Nina estime que de nombreuses personnes ne souhaitent pas s'impliquer dans la vie locale en raison des multiples règles qui régissent l'occupation et contrarient leur quotidien. Cette jeune fille et d'autres habitants ont renommé l'occupation « la prison », d'abord pour l'aspect de cet ancien hôpital clôturé par des grillages, ensuite pour son ambiance glauque et médicale, enfin pour la multitude de règles et comportements à respecter, ce dernier élément

²²¹ Entretien réalisé le 14 mai 2019, au domicile de Nina (Occupation Cissie Gool House).

pouvant générer la sensation d'un assujettissement à l'organisation. Nina me fait part du contrôle et de la surveillance exercés par les leaders et les occupants plus généralement :

you see, they call it a jail here, a prison (laughs) The people here call this a prison. Because of whenever you have friends or family coming over, you must tell your house leader, "listen here, mysister is coming here". (...) They (the leaders) are too strict with the rules, but as I say it is only certain people that must obey the rules.

Lorsque j'évoque rapidement l'entraide entre habitants, elle me coupe brutalement :

Do you think so, they will rather bad mouth you, ja. When your child walks out by the door, if yourchild walks out by the door, then they shout, like they found my sister's child, that guy, you know that guy David, he is now going to tell someone else again, "oh, do you know what um, Margaux found a child there" and it wasn't even so. You know what I am saying? They like exaggerating here, they're exaggerating man. They like to exaggerate, make a small story and then it is like a..

Soulignant l'ampleur des rumeurs et commérages – examinés plus haut – et la sensation d'être constamment épiée, elle préfère se tenir à l'écart. Elle poursuit en critiquant l'infantilisation des occupants par les leaders :

Nina : This people think we are blind, that we are just stupid. Margaux : You think it is what they actually think about you ?

Nina : Yes. Because they want to do with what they want to do with you. Now, if you don't openyour mouth, it must just be so as they say and whatever.

Une autre habitante, Marushka, qui m'invite à plusieurs reprises dans sa chambre pour siroter un thé, partage ce sentiment et critique les contraintes multiples qui interfèrent avec sa vie privée. Ne pouvant pas inviter son petit ami à dormir par exemple, elle a l'impression d'être traitée comme une adolescente à laquelle on dicte les pratiques affectives. Les normes strictes, le poids des sanctions et le mépris à l'égard de leaders jugés injustes et intéressés incitent donc certains habitants, notamment les plus jeunes, à se mettre en retrait. Les railleries sur « la prison », la dérision et les critiques que Nina, Ibrahim ou encore Monica émettent, traduisent à la fois leur défiance et le partage valorisant d'une critique portée à l'égard des normes et des individus en position de les édicter.

Les propos émis par les enquêtés incitent à réfléchir brièvement aux critères de l'institution totalitaire décrite par Goffman dans son ouvrage *Asiles* (2013) pour évaluer dans quelle mesure ceux-ci s'appliquent à l'organisation étudiée. Les individus ont des relations limitées avec les personnes de l'extérieur et ces dernières doivent se présenter et signer un registre à leur arrivée puis à leur départ qui doit obligatoirement avoir lieu avant vingt-deux heures. Les empiétements sur la sphère privée sont également fréquents, puisque les habitants peuvent être sollicités à n'importe quel moment de la nuit ou du jour pour participer à une

réunion ou se rendre à une action militante. De fait, l'organisation réclame un engagement intensif de la part des habitants : se lever à quatre heures du matin par exemple, pour participer à une action, estompe la frontière entre repos et activité militante. Enfin, le contrôle quasi permanent exercé par l'organisation ainsi que la surveillance des uns et des autres sont exacerbés par une architecture de contrôle héritée d'une ancienne institution totalitaire, l'hôpital. Cependant, ces traits de l'organisation ne suffisent pas à établir une analogie solide avec le modèle totalisant. L'embrigadement décrit par Goffman y est faible. Contrairement à des groupes collectifs fortement imprégnés idéologiquement (GROJEAN, KAYA, 2012) ou religieusement (INTROVIGNE, 1999), Reclaim The City n'adopte pas de méthodes d'endoctrinement de ses membres. Ensuite, comme analysé auparavant, de nombreux individus trouvent des moyens et stratégies d'adaptation pour passer outre la réglementation de leurs activités, respectant certaines règles et pas d'autres, sans s'exposer à une sanction de la part du groupe ou des leaders. Ces pratiques cumulatives et non cadrées conduisent ensuite à un relâchement collectif des règles.

Dans cette première partie, les modalités de l'engagement situé et limité ont été décryptées à partir des trajectoires individuelles des habitants, marquées à la fois par la nécessité -au moment de l'enquête- de mieux privilégier leur sphère de vie privée et par une socialisation politique qui s'inscrit en contradiction avec le mode d'adhésion à Reclaim The City. Le retrait total est une position possible et envisageable, mais est difficilement réalisable compte tenu de l'absence d'alternative de logement, du contrôle social informel exercé par le voisinage et des règles formelles instaurées par les cadres du mouvement.

Pour Passy, « plus l'individu évolue dans des réseaux sociaux proches de l'enjeu protestataire, plus il aura tendance à orienter ses autres sphères de vie en lien avec son engagement politique » (1998, p. 116). La sphère du voisinage au sein de l'occupation, en tant qu'espace générateur de réseaux sociaux subis et non choisis (contrairement aux réseaux évoqués par Passy), freine la participation aux activités militantes.

Paradoxalement, la forte imbrication entre la sphère du voisinage et celle du militantisme ne favorise pas le passage à une participation soutenue et continue, mais peut au contraire conduire à un surinvestissement dans la première afin de se délivrer de la seconde.

2. Les carrières du déserteur à la Vila Autódromo : motifs individuels et interactionnels du désengagement

Les études en sciences sociales sur le désengagement militant ont connu un regain d'intérêt à partir de 2005. En France, l'ouvrage collectif *Le désengagement militant* (2005) trace de nouvelles perspectives sur cet angle mort de la science politique. Pour Fillieule, trois éléments expliquent le manque d'études à ce sujet. D'abord, les analyses méso-sociologiques des organisations ont été privilégiées au détriment d'analyses micro-sociologiques portant sur les individus qui les composent. Ensuite, les ex-militants sont difficilement identifiables et il n'est pas aisé de les retrouver. Enfin, le passage d'une « photographie » à une approche plus longitudinale et processuelle relatant la trajectoire de l'acteur est difficile à mettre en œuvre.

En Europe, les travaux de sciences sociales portant sur le désengagement se sont centrés sur des institutions religieuses telles que les églises (MAUSS, 1969) ou les sectes [Introvigne, 1999] ou sur l'affaiblissement numérique des centrales syndicales. Certains auteurs ont comblé cette faiblesse heuristique en examinant les logiques de défection auprès de groupes militants fortement empreints par l'idéologie marxiste (PUDAL, 2009) ou socialiste (GOTTRAUX, 1997; JOSHUA, 2012). Le déclin de certains collectifs militants aux revendications « post matérialistes » sont également examinés avec les travaux de Taylor (TAYLOR, 1989) sur les mouvements féministes ou de Broqua (2001; 2005) sur la branche française du mouvement Act-Up.

À partir des années 2010, les études sur le désengagement concernent en grande partie les mouvements radicaux et armés, la demande publique française s'orientant vers une meilleure compréhension des logiques de réinsertion des individus ayant participé à des mouvements violents. Ces travaux éclairent la multiplicité des motifs de défection individuelle, selon la configuration du groupe, le contexte politique et les dispositions biographiques des militants. L'explication mono-causale de ce phénomène est en effet inopérante dans la totalité des cas etc'est l'intrication de plusieurs éléments contextuels, collectifs et individuels qui doit être prise en compte pour comprendre les mécanismes de désaffiliation. La répression, d'autant plus présente dans les contextes autoritaires, mais aussi l'effritement de certaines idéologies, constituent des éléments structurels explicatifs forts dans les différentes études.

Les travaux microsociologiques mettent en évidence l'importance des sphères extérieures au militantisme dans son maintien, rompant avec une idéalisation fréquente de l'engagement selon laquelle les individus sont entièrement dévoués à la cause défendue et au mouvement dont ils font partie. L'intégralité de ces travaux mettent en avant des associations et groupes imprégnés idéologiquement et dans lesquels les participants s'engagent volontairement

à partir d'affinités idéologiques ou sociales.

Le retrait des habitants du collectif militant de la Vila Autódromo sera exploré sous l'angle des carrières, replacées dans les conditions interactionnelles de voisinage. Les interactions vicinales peuvent à la fois influencer sur la prise de décision relative au départ (à cause de conflits notamment), mais également sur les moyens mis en place pour faciliter la défection individuelle, dans un contexte de fort contrôle social.

2.1 Les motifs individuels du désengagement, entre désajustement des sphères de vie et baisse des rétributions du militantisme

À travers l'examen de la carrière de Ana, militante et habitante de la Vila Autódromo depuis 1987, on observe le désajustement progressif de ses sphères de vie – la sphère du couple s'opposant à la sphère du militantisme – et le tarissement des rétributions induites par sa participation au mouvement.

Ana a cinquante-cinq ans, elle est née à São João del-Rei dans le Minas Gerais. Ana me décrit une enfance relativement heureuse, au sein d'une famille unie composée de quatre enfants. Elle cesse l'école à seize ans puis quitte son village de Santa Cruz pour Rio de Janeiro à l'âge de dix-sept ans, car elle ne trouve pas d'emploi près de chez elle. Elle s'installe à Copacabana où elle travaille dans un magasin de lingerie dans lequel est employée une de ses amies. Elle se forme en théâtre dans une école d'enseignement privé située à Tijuca. Elle travaille ensuite en tant qu'actrice, identifie des mécènes et sollicite des soutiens financiers. Elle décrit cette période de découverte de la ville comme un moment merveilleux pendant lequel elle se sent prête à « embrasser le monde ». Elle manque d'argent avec ce travail épanouissant, mais précaire, abandonne ses aspirations théâtrales et rejoint un cabinet d'ophtalmologie où elle devient secrétaire médicale. Après cinq ans d'exercice, elle est employée dans un cabinet de dermatologie, dans lequel elle exerce la même fonction. La hausse du prix des loyers dans le centre de Rio de Janeiro la contraint de déménager. Elle vit brièvement à Jacarezinho²²² avec son mari dans un petit appartement. Un épisode qui s'y déroule marque durablement sa mémoire. Brouillée avec sa voisine parce qu'elle fait sécher son linge sur la rambarde du balcon et ne pouvant pas solliciter une intervention policière, Ana se dirige vers la *Boca de fumo*²²³ et demande de l'aide aux narcotrafiquants pour résoudre son litige. Dès le lendemain, ceux-ci se présentent armés chez sa voisine, et la menacent de mort. Sa voisine, effrayée, déménage de la favela le jour suivant. La culpabilité ressentie par Ana suite à cet épisode l'amène à envisager un déménagement vers un autre espace de la ville, non soumis à l'influence du narcotrafic et dans lequel elle pourrait avoir des relations pacifiées avec ses voisins.

Elle et son mari arrivent en 1987 à la Vila Autódromo. Ils construisent leur maison sur place et participent à l'urbanisation du quartier. Ils se joignent aussi aux premières mobilisations contre les expulsions à partir de 1993. En 1995, Ana se sépare de son mari violent. Elle poursuit ses activités de théâtre dans l'enceinte du quartier et crée une troupe avec les enfants de la Vila Autódromo. Elle insiste sur sa proactivité au sein du

²²² Jacarezinho, quartier situé dans la zone nord de la ville, comprend une des favelas les plus peuplées et violentes de Rio de Janeiro.

²²³ Espace de réception et de vente de stupéfiants dans les quartiers populaires de Rio.

quartier, et souligne qu'elle était sur tous les fronts, organisant des sorties pour les enfants et multipliant les initiatives « pour leur faire voir autre chose que leur quartier ». Elle est aussi responsable du catéchisme et organise des événements de charité pour venir en aide aux enfants les plus défavorisés. Elle organise aussi de nombreuses fêtes et fait la connaissance des mères et enfants du quartier.

Lorsque je la rencontre à l'occasion d'un débat organisé aux locaux de la Defensoria Publica, je l'identifie comme étant l'une des personnes les plus actives et dynamiques du mouvement. Sa verve m'interpelle. Ferme dans ses propos, elle affirme sa détermination à se maintenir et à lutter contre les pouvoirs publics, et ce malgré les annonces des décrets de désappropriation qui viennent de tomber. Au terme d'une réunion dans le quartier, nous faisons connaissance et elle me propose de m'installer chez elle. J'accepte.

J'observe alors que les journées d'Ana sont rythmées par son travail au cabinet et sa mobilisation contre les évictions. Elle s'excuse fréquemment du désordre qu'elle laisse derrière elle et me dit ne pas avoir le temps de ranger sa maison, cette tâche domestique lui incombant exclusivement. Elle manque parfois des heures de travail pour participer aux manifestations et ses absences grèvent son salaire. Dans sa chambre, dont elle me laisse l'accès pour passer à la salle de bain, j'observe des factures, feuilles de comptes et de calculs éparpillées sur sa commode. Sur un post-it jaune collé sur le miroir, il est inscrit en lettres majuscules « ESTOU FODIDA !!! »²²⁴.

Ana prend plaisir à participer aux moments de protestation pendant lesquels elle jouit d'une certaine reconnaissance. Une anecdote revient souvent dans ses propos, un chef de chantier du Parc Olympique lui a offert son sifflet parce qu'il admirait son élan et son enthousiasme. Son entrain pour l'action collective ne s'observe pas à la maison. Hormis les moments où nous allons ensemble aux réunions, où lorsque nous nous levons au petit matin pour participer à une manifestation, nous ne parlons guère du processus d'expulsion. Seuls les désagréments provoqués par les expulsions reviennent fréquemment dans nos discussions : les moustiques, l'eau sale, les détours pour aller au travail. Ana tait son engagement auprès de son mari. Celui-ci désapprouve la lutte pour le maintien, mais n'est pas propriétaire du logement, il doit donc se ranger à l'opinion de sa compagne. Toutefois, il essaye subtilement de la convaincre de quitter les lieux en lui répétant ses difficultés à vivre dans de telles conditions. Ana dialogue aussi beaucoup avec Isabelle, une de ces voisines qui fait partie de la commission d'habitants, celle-ci semble négocier son départ. Toutes deux discutent régulièrement des conditions de départ, chez elle, en l'absence de Miguel. La position d'Isabelle influence probablement et en partie le départ d'Ana. Un soir de mai 2015, Ana et Isabelle me proposent de sortir avec elles dans la rue pour mener une « mission secrète ». En catimini, alors que les rues sont vides, nous sortons pour photographier les maisons des familles ayant négocié leur

²²⁴ Traduction vers le français « Je suis dans la merde ! ».

départ. Arrêtées devant une maison dont les murs sont brisés et l'intérieur démoli, elles la photographient et s'exclament « Un million pour cette maison de merde, j'ai du mal à y croire ». Grâce à ces photos, elles souhaitaient renégocier le montant de leur indemnisation de départ.

Je n'ai alors plus de doute sur le processus de négociation qu'Ana mène parallèlement, mais qu'elle n'évoque que vaguement dans nos discussions. Elle m'affirme ensuite dans une conversation informelle -et un an après avoir quitté le quartier- s'être rendue près d'une dizaine de fois à la municipalité pour négocier les conditions de son départ. Grâce à ces rencontres répétées, elle se familiarise aux agents municipaux avec lesquels elle entretient des relations cordiales.

Même si elle ne l'explicite pas clairement et qu'elle continue en public de défendre le maintien, je sens qu'Ana prend ses distances avec le mouvement. Elle s'absente lors d'une réunion et ne participe pas à une manifestation organisée début juin. Pendant ce même épisode protestataire, alors que je suis postée à la barricade dressée par les habitants, elle passe avec son véhicule et traverse la manifestation. Lunettes de soleil sur le nez, elle ouvre brièvement la vitre pour m'indiquer avoir laissé la clé sous le paillason et, sans tarder, prend la direction de son travail. Lorsqu'à son retour, je l'interroge sur son absence, elle me dit qu'elle ne peut plus se permettre de réitérer ses absences au travail pour soutenir la lutte. Un an plus tard, elle me confie avoir ressenti de la gêne en traversant la manifestation avec son véhicule sans y prendre part, et qu'elle avait souhaité « se faire toute petite ». Ana évite alors le reste du voisinage, se repliant sur son couple, elle passe l'essentiel de son temps à la maison. Début juin, elle prend son courage à deux mains et exprime sa volonté de partir lors d'une réunion de quartier.

Deux éléments transparaissent de la trajectoire de vie d'Ana, ils concernent à la fois la baisse des rétributions du militantisme et le déséquilibre entre les diverses sphères de vie de cette dernière. Grâce à d'astucieux arrangements négociés avec sa patronne, Ana parvient tant bien que mal à articuler sphère professionnelle et militante. Toutefois, d'autres sphères de vie telles que celle de la famille et du couple sont fragilisées par son engagement au sein du collectif. Au cours de nos discussions, j'observe d'abord que Miguel et Ana ont des visions différentes de l'habitat. Pour Ana, propriétaire du logement dont elle a participé à l'édification, celui-ci symbolise son émancipation individuelle et un espace de relations sociales et familiales tissées sur place, tandis que pour Miguel, le logement constitue plutôt un capital financier pouvant être échangé à tout moment, comme il m'en fait part :

Ana a beaucoup pleuré les derniers jours, elle était très attachée à ce lieu. Alors que moi si je devais vendre cette maison, je la vendrais. J'aime bien être ici, mais je peux vendre à tout moment, je ne m'attache pas aux lieux ou aux biens matériels, je m'attache à être heureux, me sentir bien et faire de bons projets. Je m'attache pas, mais elle, elle s'attache. Elle a été là pendant beaucoup d'années, elle a eu ses fils là

bas et elle connaissait tout le monde »

Cette représentation différenciée du logement est commune dans les couples hétérosexuels et découle en partie de représentations genrées de la valeur de l'habitat comme l'observe Verschuur (2007) dans son enquête sur les perceptions du logement des habitants de la favela carioca de Gamboa.

En plus de représentations divergentes de celles de sa conjointe sur l'habitat, Miguel désapprouve l'implication de cette dernière dans le mouvement social et exerce sur elle des micro-pressions quotidiennes. D'abord le silence observé par ce dernier autour des questions de désappropriation constitue une forme de censure et génère des crispations à l'intérieur du foyer. Ensuite, les tensions provoquées par les désagréments quotidiens dus aux évictions les fatiguent et mettent à mal leur complicité. Enfin, le désaccord quant à l'issue de la lutte, apparaissant comme insoluble et conflictuel, met leur couple à l'épreuve et fait planer la menace d'une séparation conjugale. Les deux fils d'Ana, se rangent du côté de Miguel et sont en faveur du départ, l'isolant encore davantage.

J'observe néanmoins que malgré les menus conflits qui secouent leur vie de couple, celui-ci n'en reste pas moins fusionnel. Nonobstant, même deux ans après le départ, les rancœurs alimentées par cette période d'évictions refont surface. Pendant un entretien que je réalise avec Miguel en 2017, celui-ci se dédouane de toute forme de pression exercée sur elle pour influencer sa décision, mais admet l'avoir avertie à plusieurs reprises des conséquences que leur permanence pourrait entraîner :

Elle, elle voulait rester, bien plus que moi oui, mais aussi parce que le terrain c'était le sien, je pouvais pas lui dire « on part, c'est décidé », je pouvais pas parce que ça n'était pas mon terrain. Mais donc je lui ai dit, « Ana, c'est dangereux (il balbutie), je sais que tu luttas pour rester, mais fais attention et pense aussi à notre bien-être », je me suis pas disputée avec elle, je voulais pas de conflits comme beaucoup de familles en ont eu à propos des indemnisations, mais je lui ai dit, « l'argent c'est pas tout je suis d'accord, mais ça aide ! Et il faut que tu réfléchisses à notre bien-être surtout ».

Quelques heures plus tard, Ana, en privé, m'interroge sur les réponses de Miguel et me dit « je suis sûre qu'il t'a menti, il dit qu'il m'a soutenue dans la lutte ? Où qu'il m'a laissé choisir ? Tuparles ! Il a voulu partir dès le début ».

Elle me confie être partie « pour sauver son couple » et parce qu'elle craignait que les conflits intrafamiliaux, communs à de nombreuses familles voisines, finissent par désagréger son ménage. Peu familière d'une sociologie du couple, il semble néanmoins qu'il soit indispensable de développer les effets de la conjugalité sur les modalités de l'engagement, même je suis consciente des problèmes méthodologiques que leur exploration soulève.

Comment l'exprime De Beauvoir, les relations de couple, fortement marquées par les inégalités de genre, peuvent s'entremêler au militantisme, renforcer les préférences politiques ou au contraire prendre le pas sur les convictions idéologiques et la camaraderie. Dans le *Deuxième sexe* (1950) par exemple, elle pointe le mimétisme d'une militante qui guidée par ses sentiments amoureux, s'appropriant les discours vigoureux de son conjoint pour lui plaire²²⁵. Dans le cas d'Ana, l'alignement à la position de son mari et donc le renoncement au militantisme est étroitement lié à certains paramètres de leur relation amoureuse. La différence d'âge entre elle et lui – Miguel a trente-quatre ans et n'a pas d'enfant – ainsi que son incapacité à enfanter, déplorée par Miguel et vécue par Ana comme une forte pression²²⁶, la place dans une situation dans laquelle celle-ci doit « faire ses preuves » et se ranger à son opinion, nourrissant la crainte d'une séparation prochaine. En adoptant une position divergente à la sienne, elle prendrait le risque de s'aliéner son soutien et par extension, son amour.

Dans de nombreux cas, les positions divergentes à l'intérieur d'un même foyer conduisent à des conflits entre ses membres, voire à l'implosion du cercle familial : c'est le cas ubuesque d'un habitant, divorcé, qui constate à son retour du travail que sa maison est scindée en deux, laissant les pièces ouvertes sur la rue et exposées à la vue de tous, puisque son ex-femme a accepté l'indemnisation municipale de sa moitié du logement. Pour d'autres, le foyer, déjà affecté par les menaces de désappropriation et la dégradation des conditions de vie, devient l'ultime espace à protéger. Une fois le sentiment d'appartenance entamé par la destruction du quartier, beaucoup d'habitants, à l'image d'Ana, se replient sur les liens familiaux et tentent de les préserver.

Les sphères de vie sont étroitement articulées aux rétributions militantes abordées par Gaxie et entendues comme l'ensemble des « avantages, des joies, des bonheurs, des profits, des bénéfices, des gratifications, des incitations, ou des récompenses du militantisme » (2005, p. 160). Lorsque les gratifications de l'engagement se tarissent, la participation au groupe est alors menacée (FILLIEULE, 2005) et peut s'affaiblir. Comme Jacquemart l'observe, « la question des rétributions intervient dans le processus de désengagement pas tant pour des raisons qualitatives que dans la confrontation entre les rétributions offertes par le militantisme et celles offertes par d'autres sphères sociales » (JACQUEMART, 2011, p. 323). Poursuivons avec l'exemple d'Ana. Si cette dernière décide de quitter le quartier, c'est parce que les

²²⁵ La citation exacte est la suivante : « Je me rappelle aussi cette jeune trotskiste debout sur une estrade au milieu d'un meeting houleux et qui s'apprêtait à faire le coup de poing malgré son évidente fragilité, elle niait sa faiblesse féminine, mais c'était par amour pour un militant dont elle se voulait l'égale » (DE BEAUVOIR, 1950, p. 13).

²²⁶ Ana m'a demandé à plusieurs reprises si la Gestation Pour Autrui était permise en France ou en Belgique.

rétributions qu'elle tire de son engagement entrent en concurrence avec les rétributions générées par ces sphères de vie concurrentes, principalement familiale et conjugale. Le risque de voir s'amoinrir les gratifications générées par sa vie de couple et familiale la conduisent à se mettre en retrait. Les sources de gratification telles que le plaisir et la reconnaissance sociale ressentis en participant à la fois aux réunions et aux actions collectives s'épuisent progressivement, en raison du doute permanent quant à l'issue de la lutte, mais aussi des conflits qui menacent la cohésion du groupe, comme cela sera ensuite observé. À l'instar d'autres habitants du quartier, lorsque Anadélaisse le groupe mobilisé, mais aussi le quartier, c'est parce qu'elle y trouve d'autres rétributions, sans doute plus bénéfiques et valorisantes.

Enfin, il ne faut pas omettre l'importance des représentations résidentielles – en tant que sources de rétributions – dans le processus de désengagement qui concerne à la fois le groupe mobilisé et le quartier. La destruction progressive et partielle du paysage local produit une démoralisation, une frustration et une réduction de l'entrain pour la cause défendue. Comment continuer à défendre le maintien d'un quartier rendu méconnaissable par les démolitions ? Hormis sa localisation et les liens de sociabilité qui y demeurent, les attraits du quartier tels que la végétation, les commerces de proximité et les lieux de sociabilité ont quasiment tous disparu. Ana et Larissa me déclarent avoir toutes deux avoir pleuré lorsque les arbres ont été abattus par les agents municipaux. Au fil des destructions successives, les habitants réévaluent les bénéfices que leur permanence sur le territoire leur procurerait. Les revendications formulées en faveur du maintien cristallisent une image figée du quartier, qui est celle de la période antérieure aux destructions. Les multiples concessions faites aux adversaires ne sont guère considérées et envisagées en amont, générant ensuite une insatisfaction par rapport au décalage entre les attentes initiales [Hirschman, 2002] et les résultats finaux. La réduction des gratifications à vivre dans un espace valorisé et agréable détermine donc également le choix de persister dans la mobilisation ou de se retirer vers un lieu qui semblera plus agréable. À cela s'ajoute le contexte défavorable, marqué par une multiplication des départs des voisins, et une pression accrue exercée par le pouvoir municipal.

2.2 Les conflits internes et la désunion du groupe comme motif de retrait individuel

2.2.1 Les conflits organisationnels

Je l'ai abordé dans le précédent chapitre ; les conflits organisationnels dans le quartier

conduisent à une dégradation des relations sociales entre habitants et à une lassitude des militants. Il semble primordial de mieux comprendre comment les habitants intègrent les conflits et la façon dont ils reconfigurent les modalités de leur engagement. Le conflit, qui renvoie à des prises de position contradictoires sur un sujet, constitue un élément crucial et essentiel de la vie quotidienne des mouvements sociaux. Les choix et prises de décision ne font pas l'unanimité auprès des résidents et rappellent que le mouvement social constitue un ensemble hétérogène et non pas monolithique. Comme l'observe Benford (1993) à propos du mouvement pour le désarmement nucléaire, les conflits internes sont fréquents au sein des mouvements sociaux ou associations et le consensus constitue plus souvent une aspiration qu'un état de fait. Les individus ne sont pas des « tables rases » et ne partagent donc pas toujours les mêmes significations de la réalité. Les effets des conflits internes aux mouvements sociaux sont ambivalents.

Plusieurs chercheurs ont montré que les conflits sociaux avaient une incidence positive sur le groupe puisqu'ils permettent une redéfinition des tactiques et stratégies et contribuent à la cohésion du groupe, minimisant ainsi leurs échecs, tandis que d'autres suggèrent au contraire que les disputes sont néfastes pour l'ensemble du groupe mobilisé et peuvent, à terme, mener à un déclin de la structure organisationnelle (ROCHFORD, 1985; RUCHT, 2004). La seconde observation semble plus fidèle à ce cas d'étude. Toutefois, je n'aborderai pas tant ici le déclin organisationnel à un niveau mésologique que la façon dont le conflit est incorporé par les individus à un niveau microscopique, produisant des dynamiques de désengagement qui conduisent in fine à la multiplication des retraits, et donc à un effritement du collectif. Les interprétations disparates de la réalité portent sur les tactiques et négociations menées par l'association locale pour se maintenir, sur le style organisationnel et sur l'audience à laquelle ses représentants s'adressent. Lorsque ces disputes s'enveniment et qu'aucun accord n'émerge entre les parties, elles peuvent mener les personnes lésées à repenser la pertinence de leur participation au sein du groupe. Ajoutons que les conflits sont aussi le produit d'un contexte local caractérisé par la tension entre les habitants et les représentants de la municipalité qui n'hésitent pas à exacerber les crispations entre résidents, jouant le rôle d'agents provocateurs. Même si je n'ai pas réalisé d'entretien avec les employés municipaux chargés des négociations, au vu de certaines pratiques inégalitaires entre habitants telles que les informations contradictoires ou les compensations différenciées d'un habitant à l'autre, il est possible d'affirmer que ces derniers ont volontairement nourri les discordes et ainsi divisé pour régner.

Deux trajectoires individuelles mettent en évidence la façon dont les querelles

personnelles et de groupes constituent un facteur explicatif du désengagement. La première est celle d'Alfonso. Sa trajectoire est cruciale à prendre en compte, car il s'agit du représentant de l'association de la Vila Autódromo. Son rôle de principal représentant local et mandataire des habitants auprès de la municipalité lui confère une autorité morale sur le groupe. En outre, explorer les relations de pouvoir et les variations des interactions entre le leader et les participants contribue à une meilleure connaissance des dynamiques internes des mouvements (NEPSTAD, BOB, 2006), permettant donc de saisir les processus de consolidation ou de déclin.

Alfonso a cinquante-huit ans, il est père de deux filles. À quatorze ans, sa famille est brutalement évincée de la favela Ilha das Caiçaras, située à proximité du lac Fabios Freita, et déplacée à Cidade de Deus, construite dans les années 1960 pour recevoir les habitants expulsés. Les conflits entre groupes armés opposés rendent le quotidien, dominé par la violence, difficile. Au début des années 1990, Alfonso est de nouveau menacé avec la construction de la route Linha Amarela, mais relégué à l'intérieur de la Cidade de Deus. Préoccupé par la violence dans le quartier, il déménage à la Vila Autódromo en 1992, où il est élu président de l'association locale en 2005. Son action à la tête de l'association est alors dominée par les réponses à élaborer aux menaces d'expulsions. Fort des expériences d'expulsions vécues par le passé et qui lui confèrent une forte légitimité, il prend parti en faveur du maintien et s'engage vivement dans la lutte qui l'oppose aux pouvoirs publics, d'abord avant l'organisation des jeux panaméricains de 2008 puis après 2010 à l'annonce des déplacements provoqués par les Jeux olympiques. Contrairement à d'autres présidents d'association rapidement cooptés, il maintient d'abord une position ferme et réunit les habitants de façon hebdomadaire pour élaborer des stratégies de lutte et communiquer sur le dialogue qu'il a engagé avec les pouvoirs publics. En 2012, la confusion autour du maintien ou de l'accès au Parque Carioca provoque de vives tensions parmi les habitants. Les candidats au départ se sentent lésés par le président et ont la sensation qu'il leur refuse l'accès aux logements sociaux. Il s'agit pour Alfonso de la première désunion qui affecte la communauté, celle-ci étant totalement entamée en 2013 avec le déménagement de plus de 200 familles vers le Parque Carioca. Les négociations qu'Alfonso opère avec les pouvoirs publics le placent dans une situation inconfortable au sein du quartier. Si celui-ci valorise son propre bilan à la tête de l'association tout au long de l'entretien, il exprime un seul regret, celui d'avoir concédé l'entrée des agents municipaux à l'intérieur du quartier pour mesurer les terrains et estimer la valeur des biens des résidents. Il explique cette décision par la pression exercée de la part des universitaires pour aller dans le sens de la proposition faite par le maire. Cette décision produira, et ce de façon involontaire, une individualisation de la lutte, avec une exacerbation des conflits dus aux montants des indemnités. D'autres décisions, telle que l'acceptation de l'installation d'un mur épousant la Vila Autódromo susciteront également de vifs débats auprès des membres de l'association qui décideront de la quitter.

En 2015, lors de mon enquête de terrain, les tensions sont perceptibles entre une partie des habitants, les associations externes et le président de l'association. Les premiers critiquent à la fois ces décisions et son style jugé trop présidentieliste comme cela a été examiné précédemment. Les seconds jugent sa mise à l'écart inappropriée et délétère pour la poursuite du mouvement²²⁷. Alfonso, quant à lui, critique les tentatives d'atomisation de l'association et

²²⁷ À l'issue d'une manifestation de rue, de retour en voiture vers le centre de Rio, une des leaders de Pastoral da Terra avoua être déçue du comportement du président, à l'écart et silencieux, semblant passif

emploie un champ lexical guerrier pour définir les rivalités qui règnent à l'intérieur du quartier et l'opposent à une habitante également mobilisée pour le maintien :

Je ne sais pas si elle a voulu être présidente d'association et qu'elle n'en avait pas le courage, mais elle a toujours essayé de monter quelque chose contre moi, de lancer une mutinerie, ce qu'un gars fait pour prendre la place du commandant, un coup ! Donc elle faisait des réunions secrètes avec les habitants. Ils allaient chez elle et elle pensait que je n'étais pas au courant de ces réunions, mais je savais. J'ai toujours aimé avoir mes ennemis bien proches de moi comme ça je comprends mieux ce qu'ils sont en train de tramer contre moi. Elle se rassemblait donc avec des habitants, qui sont déjà tous partis au Parque Carioca, à Jambalaia et elle préparait un complot, mais elle est jamais parvenue à trouver un accord avec eux parce que certains m'aimaient bien. Personne ne reste dans une communauté dix ans au pouvoir, commandant une communauté, euhh.. commandant non, mais tenant compte d'une communauté si les habitants ne l'aiment pas. Ils me l'auraient fait savoir.

Dans ces propos, Alfonso véhicule une image positive de lui-même et tente de défendre à la fois son bilan et le soutien qu'il a acquis auprès des habitants. Il se pose en stratège capable de déjouer les manigances d'une partie des habitants contre lui, qu'il discrédite par leur départ anticipé au Parque Carioca. Derrière ces rivalités qu'il se plaît à détricoter et exposer, on observe sa perte de confiance dans la capacité des habitants à se mobiliser pour défendre la cause du maintien. Il leur reproche leur manque d'engagement et d'entrain pour la cause, opposant son propre engagement individuel à l'apathie des résidents et soulignant la fatigue générée par ces inégalités d'engagement :

Moi j'ai beaucoup participé à cette lutte alors que les habitants regardaient les telenovelas comme je suis en train de le faire en ce moment. Ils restaient dans leur maison à regarder la télé tandis que moi et Lina nous nous mobilisions pour défendre d'autres communautés. C'est pour ça que je dis que je suis fatigué, on est fatigués, ça m'a rendu malade tout ça.

Alfonso traduit ici son repli vers la sphère privée, selon lui dûment mérité après avoir été actif dans la vie publique contrairement à ses pairs. Plusieurs éléments sont à l'origine de son éloignement volontaire. D'abord, la nomination d'une commission par la Defensoría Pública a officialisé un fractionnement du leadership et mis en concurrence ses participantes au poste de président d'association, même si le but affiché, comme le rappelle un membre de la commission, n'était en aucun cas de mettre ce dernier à l'écart. Désappointé par la nomination d'un pouvoir concurrent, Alfonso éprouve de la rancœur et de l'amertume vis-à-vis des habitants et de la Defensoría à l'origine de ce choix. Il est partagé entre son rôle de président d'association, tel un capitaine ne pouvant abandonner son navire, et celui d'habitant sur le point de négocier son départ pour s'extirper des luttes internes et bénéficier de l'indemnisation

proposée par la municipalité. La défection est d'autant plus coûteuse pour lui qu'il occupe l'avant-poste de la mobilisation. Pendant cet entretien, et alors qu'il défend le contraire lors de rassemblements publics, il estime qu'on ne peut plus parler de résistance, qu'il n'entrevoit aucune possibilité de maintien, chacun tentant de partir dans les meilleures conditions possibles. Ayant eu vent des rumeurs sur sa volonté de partir en empochant le prix Urban Age et l'indemnisation du terrain de l'association, je l'interroge sur ce sujet litigieux :

Margaux : Que va-t-il se passer avec l'argent de l'association ?

Alfonso : Ça doit être indemnisé, et ça, c'est une autre polémique, ce que je vais faire avec l'argent. Les habitants sont tellement avides qu'ils disent par là que je dois diviser entre eux, mais moi je n'ai pas à faire ça, ils ne contribuent pas à l'association, ils ne sont pas membres, ils ne payent pas alors que moi j'ai l'association, je l'ai créée, j'ai fait les choses, j'ai été nommé, il y a eu un vote et j'ai un statut. L'argent il sera divisé entre moi et Lina et peut être pour une association (...) Mais je leur donne pas à eux ça non, ça reste mon affaire. Parce que c'est moi qui ai fait cette lutte, c'est moi qui ai travaillé dans l'association, qui a construit la place, le petit terrain de foot, c'est moi qui ai tout construit avec mes bras.

Conspué par une partie des résidents et me sachant proche de certains d'entre eux, cet entretien est pour Alfonso une façon de mettre en scène son engagement tout en justifiant sa mise à l'écart, visible lors des réunions et manifestations. Il tente de m'expliquer ses choix difficiles, les pressions qu'il a vécues et le rôle exemplaire qu'il a tenu à assumer tout au long de la lutte, rappelant les épreuves qu'il est parvenu à surmonter, la force de son engagement quotidien et le traitement favorable dont bénéficient les habitants, grâce à lui notamment, en comparaison à d'autres espaces également menacés. Face à l'émergence de nouvelles figures qui lui font de l'ombre, il œuvre en faveur d'une forme de réhabilitation de son action individuelle. Il explique sa déception en exposant le manque de reconnaissance de la part des habitants, qui n'auraient pas été en mesure de prendre en compte son sacrifice et la valeur de ses actions. En plus de la fatigue militante qu'il ressent, il témoigne ainsi d'un épuisement des gratifications qui l'incitaient à participer au sein de l'action collective. Même s'il maintient qu'il n'existe qu'à travers le groupe et qu'il se « battra pour lui jusqu'à la fin », c'est avant tout sa figure individuelle de président digne et impossible à coopter qu'il souhaite sauvegarder. À travers sa trajectoire individuelle, on observe donc que le repli sur la sphère privée, en plus de représenter une protection face aux critiques des habitants, est aussi un moyen de faire avaliser une future désaffiliation du groupe.

2.2.2 Conflits socio-spatiaux à l'intérieur du quartier

J'ai examiné dans le second chapitre que les individus les plus défavorisés du quartier ont été les premiers à le quitter. Ces départs ne se font pas sans déchirements et les conflits à l'église ont été nombreux entre partisans du départ et défenseurs du maintien. Cette séparation illustre déjà une première division sociale des habitants du quartier et joue un rôle déterminant dans la trajectoire collective. Restent alors dans le quartier les personnes refusant d'être redirigées vers les parcs de logements sociaux. Leur condition économique est plus favorable que ceux partis pour le Parque Carioca, mais les différences économiques internes sont encore prégnantes et visibles à travers la division spatiale du quartier.

Comme cela a été examiné précédemment ; deux espaces se distinguent selon des critères sociaux : la partie favela composée d'habitants modestes et celle des berges du lac composées d'individus de la classe moyenne. Le processus d'évictions exacerbe les différences sociales alors qu'elles semblaient jusque-là être caractérisées par la solidarité et l'entraide. Ana témoigne des initiatives de charité et de la mise à disposition par les plus aisés de leur capital politique et culturel au service des luttes successives. Néanmoins, le dernier litige avec la municipalité et la pression accrue exercée sur les habitants du lac, parce qu'ils occupent une zone à risque non constructible, brise partiellement cette entente. Certains habitants du lac, se sentant rejetés par ceux de la partie « favela » représentée par l'association, se désolidarisent de l'action collective. Carlos fait partie de ces habitants. C'est Marisa, une habitante de la Vila Autódromo réalisant de petits travaux moyennant salaire, qui m'amène jusqu'à son foyer où elle travaille de temps en temps :

Carlos vit avec sa mère. Il l'assiste quotidiennement en raison de son âge avancé. Tous deux habitent une maison cossue, agréable, ordonnée, à l'arrière de laquelle se trouvent un terrain et une piscine. Âgé de trente-trois ans, il a passé une grande partie de son adolescence à la Vila Autódromo. Il évoque une enfance heureuse et agréable, le sentiment de sécurité et l'intensité des interactions sociales entre habitants. Professeur de samba, il exerce pendant plusieurs années dans une école aux États-Unis. Il est désormais professeur de samba dans un quartier de Rio de Janeiro, mais a temporairement cessé son activité professionnelle de peur d'être arbitrairement délogé par les pouvoirs municipaux, en son absence.

Lorsque je l'interroge sur sa participation au mouvement social, il observe n'avoir guère été présent pendant les moments de protestation, mais affirme lutter à sa propre échelle :

Toutes les manifestations où je pouvais être présent, j'y étais, mais il y en a beaucoup où je n'ai pas pu aller, par manque de temps, à cause du travail, ces choses-là. Mais moi je continue de lutter et jusqu'à la fin. Cette situation apporte un tas de problèmes pour les gens, des maladies, les gens perdent leur raison de vivre.

Après avoir prétexté une concurrence potentielle entre la sphère professionnelle et celle de l'engagement, il énonce plusieurs contradictions sur son rapport au collectif, déjà visibles

par l'aspect individuel de sa démarche de résistance. Malgré sa volonté de rester et de lutter « jusqu'à la fin », il évoque ensuite sa perte de foi dans l'action collective et estime que le pouvoir municipal exerce une force considérable face à laquelle la résistance ne peut pas s'opposer durablement. Il affirme vouloir rester, mais dans le même temps souligne que la lutte pour le maintien devient une « hypocrisie ».

En dépit d'une meilleure condition économique que la plupart des habitants, il se range du côté des plus précaires, déplore que le quartier soit amené à servir uniquement les intérêts des plus aisés et dit ne pas pouvoir se permettre de contracter un avocat pour mieux négocier les conditions de sortie. Il est également affligé par le traitement différencié opéré par la municipalité et cite le cas d'un voisin, ayant négocié pour 2.400 millions un logement dont la superficie est inférieure à celle du sien. Par son discours, j'observe qu'il souhaite soulever un sentiment d'injustice et que sa défense des plus défavorisés, parmi lesquels il s'inclut, est une façon d'affirmer un rapport distant à l'argent et une proximité aux plus modestes. Comme il le rappelle en évoquant le choix de ceux étant déjà partis :

C'est une somme d'argent qui est importante pour certaines personnes, c'est une valeur qui peut changer la vie, permettre une vie meilleure, selon ce que chacun attend par vie meilleure, l'argent, le pouvoir, l'ostentation. Nous, nous ne sommes pas comme ça, au moins dans cette maison, nous ne pensons pas comme ça, nous ne pensons pas comme ça non.

Après qu'il ait estimé la protestation d'une partie des habitants du quartier comme étant insuffisante pour faire face au rouleau compresseur de la municipalité, je lui demande ce qui selon lui a manqué et manque encore au groupe pour parvenir à l'infléchir. Sans sourciller, il évoque la désunion du groupe. D'abord prudent, il se relâche ensuite et invoque la responsabilité du président d'association :

Ce qui a manqué dans tout ce processus, c'est la solidarité. Parce qu'ici il y a eu une division entre les personnes du lac et ceux d'en bas et nous avons été exclus parce qu'il a été dit, par le président de l'association lui-même, que les personnes du dessus n'avaient besoin de rien en leur faveur, parcequ'elles voulaient négocier, alors que ce n'est pas le cas. Qui est-il pour dire ça ? Si nous avons une association nulle et un leader faible, c'est difficile.

Ces rumeurs sur les retraits des personnes les plus aisées vont en effet bon train, et déjà plusieurs habitants de la partie favela m'ont fait part de « l'avidité » de ceux qui négocient fructueusement leur domicile parce qu'ils auraient d'autres propriétés foncières. L'intérêt ici n'est pas de déterminer si cette affirmation est vraie ou fausse, mais plutôt d'observer que ces rumeurs ont des effets sur les deux parties, à la fois sur les habitants de la favela et sur ceux des berges. Ceux des berges se tiennent à distance en guise de réponse. Ils s'estiment trahis, car ils

ont participé durant de longues années à la vie de quartier et soutenu la lutte. Au contraire, certaines personnes de la partie plus défavorisée considèrent que ceux-ci servent leur propre intérêt en se maintenant sur place et que leur départ est inéluctable.

Les divisions socio-spatiales dans le quartier nourrissent donc les fantasmes et les spéculations autour de l'attitude adoptée par les deux groupes sociaux. Les sommes considérables attribuées par la municipalité aux personnes des berges du lac attisent les tensions entre les deux groupes. Le traitement favorable qui leur est réservé par la municipalité suscite la défiance des autres habitants. Comme le souligne Bourdieu dans le contexte français pour qualifier les différences d'habitus dans un même espace (2007, p. 259) :

On est ainsi conduit à mettre en doute la croyance que le rapprochement spatial d'agents très éloignés dans l'espace social peut, par soi, avoir un effet de rapprochement social (...) En fait, rien n'est plus intolérable que la proximité physique (vécue comme promiscuité) de gens socialement éloignés.

Les relations cordiales entretenues entre les deux catégories socio-spatiales s'effritent sous le poids des logiques économiques qui les divisent déjà, mais tendent à s'exacerber. L'éloignement social, atténué pendant de longues années par des initiatives de charité et de collaboration entre les deux groupes, est alors renforcé.

Ces conflits entre les divers groupes composant le quartier mènent-ils au désengagement ? S'ils suscitent une certaine amertume et une aigreur auprès de Carlos, il est difficile de déterminer la prééminence d'un facteur sur l'autre pour expliquer son choix. Cependant, ces conflits, en plus des désagréments vécus sur place, sont commodes pour justifier et assumer le choix de se retirer sans écorner l'image que les habitants se font d'eux-mêmes.

2.3 Les conditions interactionnelles du désengagement

2.3.1 Les accommodements du militantisme

Lors de ma présence sur le terrain, j'observe le double jeu de certains habitants. Ils continuent à se mobiliser, mais dans le même temps négocient auprès de la municipalité pour quitter le quartier dans les meilleures conditions économiques possibles. Cela a été observé précédemment, le doute provoqué par une situation locale détériorée envahit bon nombre des résidents, mais pour certains d'entre eux ayant déjà engagé un processus de négociation, rester permet d'envisager un départ plus lucratif.

En 2015, notamment à partir du mois de juin, les indemnisations proposées par la municipalité augmentent sensiblement. Certains individus à fort capital social, politique, mais aussi économique parviennent à négocier des conditions de sortie favorables, avec des montants s'élevant à plus de deux millions de réais²²⁸. Ces indemnisations substantielles ne sont pas uniquement dues aux capitaux dont ils disposent, mais à la façon dont ils les manifestent et rendent visibles à travers leurs comportements et attitudes. Ainsi, leurs manières de se présenter, parler et exposer leurs connaissances permettent d'imposer un rapport de force favorable avec les fonctionnaires municipaux et obtenir une indemnisation fructueuse. En contrepartie, les habitants de la partie considérée comme favela, ne possédant pas cet éventail de capitaux, se voient proposer des sommes inférieures. En 2015, de nombreux habitants négocient leur départ puis quittent le quartier.

Ces départs consécutifs ont un effet incrémental sur la mobilisation. Les habitants les moins dotés en capital social et économique jugent que leur maintien est d'autant plus incertain qu'ils ne peuvent plus disposer des ressources mises à disposition par les plus aisés. Le départ de ménages aisés, issus des berges du lac, influence parfois le départ des plus modestes, tel que Patricio²²⁹, pêcheur et travailleur dans le bâtiment, habitant de la Vila Autódromo depuis trente ans et âgé de cinquante-quatre ans qui déclare :

Je sentais que ça allait se terminer. Quand les démolitions ont commencé, les *grandões* (habitants aisés) se sont rendus. Les *grandões* c'étaient le colonel et la clique qui vivaient près du lac. Ça n'allait pas être la classe ouvrière qui était en bas qui allait rester, j'en avais la certitude.

Dans le même temps, les résidents doutent des objectifs de la lutte et des stratégies collectives. Craignant d'être totalement dépossédés, ils optent peu à peu pour des recours individuels en justice ou négocient avec les pouvoirs publics en parallèle du combat qu'ils mènent. Un soir, j'accompagne deux habitantes pour photographier discrètement les maisons de familles ayant négocié leur bien en échange d'indemnisations élevées. Photographies à l'appui, elles souhaitent négocier favorablement leur sortie. Malgré leur activité militante en faveur du maintien du quartier, elles ne croient plus à une issue favorable de la lutte et élaborent des stratégies de sortie.

Au printemps de l'année 2015, comme je l'ai observé dans le chapitre précédent, lors d'une réunion à l'église, le prêtre constate la situation ambivalente de nombreux habitants et les incite « à se remobiliser et à affirmer une position ferme ». Les doutes et divergences fragilisent

²²⁸ Environ 300 000 euros.

²²⁹ Entretien réalisé le 8 avril 2018, au domicile de l'enquêté, au Parque Carioca.

la poursuite de la lutte et la mettent dans une position d'entre-deux qu'il juge intenable. Les alliés externes exhortent également les habitants à se mobiliser, mais sont impuissants face à la multiplication des défections. Celles-ci sont d'autant plus dures à prévenir qu'elles se produisent en silence : les habitants qui jettent l'éponge n'osent pas affronter le regard de leurs voisins, qui considèrent leur départ comme une trahison. Les discours des alliés externes ne persuadent plus une partie des résidents, comme Ana le souligne lors d'une conversation informelle : « eux ne vivent pas ici, c'est facile de nous forcer à continuer la lutte sans même subir ce qu'on vit au quotidien ». Cette situation d'entre-deux dans laquelle sont placés de nombreux habitants est perceptible et de multiples rumeurs se propagent dans le quartier concernant ces personnes à « double casquette » à qui l'on reproche d'avoir à la fois « un pied dans la lutte et l'autre vers la sortie ».

Les spéculations sur le départ s'accompagnent également d'une série de tactiques élaborées pour partir le mieux possible tout en évitant de se froisser avec ses voisins. En plus des tactiques photographiques observées, d'autres tactiques sont avancées par les habitants pour maximiser leurs dédommagements. Ainsi, certains habitants amplifient la surface de leur logement, la valeur de l'indemnisation étant partiellement calculée en fonction de sa superficie. D'autres ouvrent de petits fonds de commerce en dernière minute, ces espaces étant également indemnisés, et ce séparément de la surface du logement. Lorsque Ana s'enquiert de cette tactique déployée par sa voisine, elle la reproduit aussitôt. S'inspirant du modèle de sa voisine qui a récemment ouvert une petite salle de couture, Ana ouvre une petite salle de classe improvisée pour les habitants de la Vila Autódromo. Quand la première prend connaissance de l'imitation de sa stratégie par sa voisine, elle s'insurge, arguant qu'elle copie sa tactique et lui tourne le dos définitivement. On observe donc que ces stratégies de désengagement sont concurrentielles et potentiellement conflictuelles. Si leur révélation suscite des conflits, c'est parce que les habitants se gardent de dévoiler les tractations engagées avec la municipalité de peur d'être discrédités auprès de leurs voisins.

Le désengagement total du groupe mobilisé représente un coût, celui de voir les relations de voisinage se défaire et d'avoir sa réputation entachée par un départ perçu comme une preuve de lâcheté et une trahison. Ils sont aussi conscients que le moindre départ, s'ajoutant à d'autres, risque d'enclencher un mécanisme de démobilisation collectif et ne veulent pas être rendus responsables de l'effritement de la lutte. Ils maintiennent donc des relations cordiales avec ces derniers et participent aux réunions, ne laissent pas présager un départ futur. Vania²³⁰, l'épouse

²³⁰ Entretien réalisé le 21 avril 2015, au domicile de Vania et d'Alfonso.

d'Alfonso signale également cette double attitude adoptée par de nombreux voisins :

Les gens croient que pour rester ils doivent feindre d'être dans la lutte, mais ils n'y sont plus. Ils marchent avec nous et quelques jours après le nombre de départs augmente et il ne reste presque plus personne. Je crois que lundi de nouvelles personnes vont sortir. Je pense.

Cette position d'entre deux a des conséquences multiples pour le mouvement social. En résultent plusieurs obstacles et difficultés : il devient ardu de s'organiser collectivement sans savoir si les individus seront réellement actifs et présents aux événements planifiés ; les suspicions à l'égard d'autres habitants affaiblissent le sentiment de confiance dans les autres membres et dans le groupe en général ; ils génèrent aussi un sentiment de lassitude et d'incertitude quant à l'issue de la mobilisation.

Les pouvoirs publics pour leur part ont bien saisi que l'argent cristallise les discordes entre résidents. L'augmentation des indemnisations couplée à l'attribution de logement sociaux vise à les faire abdiquer. Lors d'une rencontre informelle, une habitante me fait part des pratiques de corruption des agents municipaux, utilisées pour se voir attribuer des logements sociaux, cette distribution répondant à des critères stricts et encadrés par la loi. Elle m'explique s'être rendue à la municipalité, en bus, munie d'une boîte de chocolats bon marché contenue dans un sachet en plastique, pressant le pas de peur d'être démasquée. La boîte de chocolats contient 80 000 réais²³¹ en espèces et lui permettent d'acquérir un appartement supplémentaire dans lequel elle logera son fils.

La corruption étant unanimement désapprouvée par les acteurs sociaux, aucun autre résident n'en a fait part de ces pratiques illégales. Toutefois, la confiance de l'enquêtée et la gêne de nombreux résidents lorsque j'aborde ce sujet laissent à penser que cette pratique est répandue parmi les derniers candidats au départ. La plupart d'entre eux, en plus des indemnisations financières, négocient plusieurs logements sociaux (jusqu'à six logements sociaux) au Parque Carioca et à la Colonia Juliano Moreira. Ces attributions étant illégales, des pots-de-vin sont probablement versés aux employés municipaux par plusieurs habitants du quartier. Ces appartements, mis en location pour la plupart, permettent à leur propriétaire de dégager un pécule d'argent mensuel supplémentaire.

Dans son ouvrage *Passa-se uma casa* (1978), Valladares observe que les habitants des favelas expulsés au milieu des années 1960 déploient des stratégies analogues à celles examinées ci-dessus. Décrivant les nombreuses stratégies quotidiennes et illégales utilisées par les habitants des favelas, elle tire le portrait d'un individu, l'habitant de la favela, qui se fait le

²³¹ Environ 12 000 euros.

miroir d'une société brésilienne basée sur une série de pratiques telles que la débrouillardise, ou les menus échanges et dans lesquelles la frontière du licite et de l'illicite est poreuse. Cet ensemble de pratiques est désigné comme le « *jeitinho* ». Cette attitude, décrite comme typiquement brésilienne, analysée à travers un biais culturaliste, est selon elle à l'origine d'un individualisme exacerbé qui participe à la déliquescence des entreprises protestataires et collectives :

Ces pratiques de distorsion mettent en évidence un comportement avant tout individuel et individualiste. Ces pratiques sont strictement personnelles, se réalisent la plupart du temps dans un climat compétitif, dans lequel on désire parvenir à un maximum de bénéfices, à travers tous les moyens possibles, même s'ils sont préjudiciables pour les autres (VALLADARES, 1978, p. 122).

Les données empiriques collectées amènent à concorder sur la nature des moyens déployés individuellement et le fait qu'ils contreviennent aux pratiques de solidarité collectives, mais divergent de l'analyse individualiste et teintée de culturalisme qui l'explique. L'analyse interactionnelle semble davantage adéquate pour comprendre que les choix opérés par les habitants se fondent sur des logiques relationnelles.

Comme abordé plus haut, les personnes les plus dotées en capitaux économique et politique, ont quitté le quartier avec des indemnités élevées. Les autres habitants, vivant sur le même espace, estiment donc qu'ils sont en droit de réclamer un subside élevé pour corriger ce qu'ils perçoivent comme une injustice. Les individus évaluent donc la valeur des offres qui leur est faite toute en tenant compte de celles présentées aux autres. C'est pour cette raison, par exemple, que nos enquêtées Ana et Larissa, tiennent à photographier les maisons des habitants ayant empoché une importante somme d'argent. Il s'agit pour elles, comme pour les autres habitants, de ne pas se retrouver lésées par rapport aux autres résidents du quartier. Si ces pratiques sont si compétitives, c'est parce qu'elles engagent l'image que les individus se font d'eux-mêmes, celle-ci étant indissociable d'une mise en comparaison avec l'image des autres. Il s'agit en effet de valoriser leur choix individuel par rapport à ceux opérés par leurs voisins. Il devient impératif de ne pas compter parmi les dupes, mais parmi les gagnants du rapport de force. Il s'agit alors de parvenir à tirer le maximum de bénéfice de la relation instaurée avec les pouvoirs publics. La capacité à négocier son bien correctement valorise l'image que les individus se font d'eux-mêmes. S'ils acceptent une négociation au rabais et en prennent ensuite conscience au regard des négociations opérées par leurs voisins, ils se retrouvent dans une situation fâcheuse. Leur nouveau logement leur rappellera leur faible faculté à négocier et « qu'ils se sont fait avoir », les pouvoirs publics étant parvenus à les duper et à remporter le rapport de force, indemnisant leur logement en deçà de la valeur du marché.

Si cette étude n'adhère pas à l'analyse culturaliste, elle partage l'analyse de Valladares selon laquelle les habitants instrumentalisent leur rapport aux fonctionnaires de l'État. Comme observé dans le troisième chapitre, les habitants de la Vila Autódromo ont acquis des compétences juridiques étendues et sont donc en mesure de mieux faire valoir leurs intérêts auprès des fonctionnaires publics. Se sentant lésés par l'expulsion, ils se servent de ces compétences²³² pour rétablir la balance des rapports avec la municipalité ou la faire pencher de leur côté. Ils savent que leur expulsion ne sera rendue possible qu'une fois la négociation, conclue, et qu'ils sont donc dans une position favorable pour monnayer leurs conditions de sortie. A l'instar d'autres chercheurs (SCOTT, 1990; KITSCHOLT, 2000; BUTON et al., 2016), on remarque que les habitants du quartier, comme ceux d'autres espaces populaires, font donc preuve d'une grande lucidité quant au traitement qui leur est réservé par les pouvoirs publics²³³. Formés et outillés juridiquement, ils négocient avantageusement leur sortie, tournant à leur profit le rapport de pouvoir instauré. Les études sur le clientélisme (BÉNIT-GBAFFOU, OLDFIELD, 2011) ont démontré que la création de liens routiniers entre habitants précaires et fonctionnaires publics rend propice la confection d'arrangements et négociations qui dépassent le cadre légal. Une routinisation des rapports entre fonctionnaires publics et habitants s'installe en effet et se construit autour d'échanges de services et de relations cordiales. Ces relations interpersonnelles ont une importance majeure dans la nature des négociations entre les deux parties. Déjà dans les années 1970, Leeds met en évidence le lien crucial unissant agents municipaux et habitants, dont chacune des deux parties se sert pour maximiser ses intérêts, diluant la frontière entre client et agent.

La corruption, comme dans de nombreuses sociétés, est condamnée par l'ensemble des habitants du quartier. Ils vitupèrent les représentants politiques nationaux et les représentants municipaux, arguant que ces derniers auraient reçu des pots-de-vin de la part de grandes entreprises du secteur immobilier pour mettre en place ces évictions. Toutefois, la captation illégale de ressources publiques (ici des appartements) en leur faveur ne leur semble pas assimilable à de la corruption pour plusieurs raisons. Plusieurs « techniques de neutralisation », dont certaines sont proches de celles énoncées par Becker (1991), leur permettent en effet de minimiser leur acte.

²³² Étudiant le désengagement de membres du parti communiste français, Leclercq (2005) a mis en évidence la façon dont les compétences et apprentissages acquis grâce à l'expérience militante peuvent-être réinvestis par les acteurs sociaux pour envisager un futur en dehors de l'institution.

²³³ Toutefois, cette observation ne doit pas conduire à une généralisation quant aux capacités des classes populaires à retourner à leur profit la relation instaurée avec les pouvoirs publics. Dans le cas examiné, cette attitude est avant tout celle d'habitants socialisés aux questions judiciaires et politiques, notamment par le biais de la mobilisation.

La première technique est de considérer que la corruption répare le préjudice causé par les pouvoirs publics à travers les évictions et la série d'humiliations et affronts qu'elles entraînent. Considérant que la corruption pénalise principalement les individus de leur classe sociale, ils estiment qu'ils ne font que reprendre leur dû. Le préjudice « n'en est pas vraiment un » (BECKER, 1991, p. 51) et aux yeux des habitants, ce sont les représentants municipaux qui transgressent les normes.

Une autre technique consiste à condamner l'adversaire. Le maire de la ville, puisqu'il personnifie la municipalité, est un « voyou » et un « corrompu » qui cultive une rancœur pour les résidents. Son comportement dévoyé, aux effets majeurs sur la vie quotidienne de l'ensemble des citoyens cariocas, est selon eux bien plus condamnable qu'une action individuelle destinée à améliorer leurs conditions de vie. Leur « faute morale » est donc minime au regard des actions commises par l'adversaire.

De plus, ces pratiques de corruption s'estompent en se noyant dans un contexte social dans lequel elles sont généralisées, à la fois dans les espaces et les classes sociales. Enfin, chaque habitant est conscient qu'il n'est pas le seul à qui l'on propose des indemnités illégales. C'est le clientélisme qui rend cette pratique plus acceptable, car elle permet de pointer du doigt une faute collective, en cas de révélation du méfait. La responsabilité individuelle tend à se dissoudre lorsque la faute est collective.

La nature des négociations ne doit toutefois pas faire penser que le choix de partir s'opère uniquement à partir d'un calcul économique et rationnel, se rapprochant du choix stratégique du passager clandestin décrit par Olson (2003). C'est à partir du moment où les individus ont assumé leur choix de partir et constaté que leur maintien n'est plus viable pour eux ou leur famille, qu'ils se lancent dans d'âpres négociations et marchandent la valeur de départ. Même une fois les négociations entamées, la plupart d'entre eux continuent d'être traversés par le doute. Il serait naïf d'estimer que ces négociations n'ont pas pesé sur le choix de départ des individus, néanmoins, celles-ci s'ajoutent à une série de motifs sous-jacents et ne peuvent être comprises séparément des conditions sociales des enquêtés. C'est grâce aux compétences acquises grâce à deux décennies de participation à la lutte sociale que les enquêtés sont en mesure de déterminer ce qui est accessible pour eux ou non. Leur décision est au croisement de leur trajectoire biographique – marqué par la lutte sociale et les épreuves dues aux évictions – et de leurs dispositions à l'égard de l'avenir. Les agents sociaux jugent par ailleurs que les indemnités obtenues sont au-delà de ce à quoi ils auraient pu aspirer compte tenu de leur condition sociale. Cette réflexion recoupe celle émise par Bourdieu selon lequel « Le rapport aux possibles est un rapport aux pouvoirs ; et le sens de l'avenir probable se constitue

dans la relation prolongée à un monde structuré selon la catégorie du possible (pour eux) et de l'impossible (pour nous), de ce qui est d'avance approprié par d'autres et de ce à quoi on est d'avance assigné » (BOURDIEU, 1976a, p. 82).

Ainsi, pour les aspirants au départ, les indemnisations constituent un moyen de consolider leurs liens familiaux, en attribuant les logements négociés à certains membres de leur famille, notamment les jeunes adultes, comme cela a été le cas pour de nombreux foyers. Plus qu'un simple gain destiné à les hisser vers la classe moyenne, les indemnisations sont un moyen de consolider des sphères de vie bouleversées par les évictions. Garantissant un logement à leurs enfants, ils parviennent à retrouver la paix familiale. Grâce à la location d'un appartement, ils obtiennent un revenu d'appoint grâce auquel ils peuvent réduire l'inquiétude salariale ou dégager du temps pour d'autres sphères de vie, tels que les loisirs ou encore une reprise d'études.

2.3.2 Relâcher le contrôle social en disséminant les indices de départ

Nonobstant, et comme examiné tout au long de mon propos, ces négociations ne sont guère dicibles sur la place publique. Même si certaines pratiques sont minimisées par les habitants et qu'ils tentent de s'auto-justifier, ils ont conscience que leur attitude n'est guère conforme et tentent alors de la dissimuler aux autres, afin de ne pas ternir leur image et de se sauver la face. Comme l'observe Goffman « l'individu doit compter sur les autres pour compléter un portrait de lui-même qu'il n'a le droit de peindre qu'en partie » (GOFFMAN, 1982, p. 75). Continuer à participer au mouvement est alors une façon de sauvegarder au quotidien l'image positive qu'ils entretiennent auprès des autres résidents : celle d'un individu prêt à se battre pour défendre leurs droits et ceux de leurs voisins. Comme l'observe Mc Adam (2005, p. 57):

On accorde plus d'importance aux incitations de solidarité qu'à toutes autres incitations et, en particulier, que les individus cherchent à se conformer aux injonctions de ceux dont l'approbation et le soutien émotionnel sont particulièrement importants pour nos vies et nos identités.

Préserver sa probité devant les habitants à l'engagement soutenu et les autorités morales constitue un impératif pour les résidents. « La force de la dépendance au rôle » [Fillieule, 2005, p. 47] de l'habitant engagé pour la préservation du quartier retient les candidats au départ et les encourage à dissimuler leur désengagement. Cependant, ce tiraillement et ces aller-retour permanents entre les discours de maintien et les pratiques destinées à partir menées dans la

sphère privée, mettent les habitants dans une situation de malaise et d'inconfort, s'apparentant à une dissonance cognitive. Lorsque le 22 mai 2015 Ana prend la parole lors d'une réunion pour tenter de réorienter collectivement les objectifs du mouvement, elle avance à tâtons, son discours mêlant prudence et embarras :

Ana : Bonsoir à tous, mon intervention est la suivante : nous ne partons pas, plusieurs personnes se demandent tout de même si avec autant de décrets, il n'est pas préférable de... (*elle cherche ses mots*). Nous sommes en train de travailler, nous travaillons, et nous n'arrivons pas à avancer, je ne sais pas si cette intervention est juste... (*elle marque une pause*) je comprends votre travail (aux défenseurs publics), mais peut-être qu'il serait mieux de travailler aussi pour que les gens qui veulent sortir avec un prix juste ? Les gens sont effrayés, ils ne mangent plus, ils ne dorment plus. Nous sommes terrifiés, tout au long de la journée. Peut-être qu'il serait possible de travailler dans le sens inverse, pour notre défense, pour un travail juste. Nous allons tous négocier, mais nous allons être indemnisés selon un prix juste, car les gens ne supportent plus cette situation... je ne sais pas si je dis des bêtises, mais si nous nous mettons d'accord pour nous rassembler et travailler pour nous dans cette direction... Moi j'ai toujours été dans la lutte, mais je crois qu'elle est en train de se resserrer et je crois que vous pourriez nous apporter votre aide. (...). Je suis désolée de dire tout ça, mais on souffre beaucoup, c'est pour ça qu'on doit en parler.

Abordant la thématique du départ, quasi systématiquement omise lors des réunions publiques, elle brise un tabou latent. Ces propos étonnants doivent alors être replacés dans le contexte d'énonciation du discours. Ana est la première à se saisir du microphone, ainsi, il est plus simple pour elle d'exprimer son pessimisme quant à l'issue de la lutte puisque les habitants et défenseurs publics n'ont pas encore été engagés dans des discours exaltés sur la nécessité de protester. De plus, l'absence du prêtre, qu'elle admire avec ferveur, facilite sans doute l'expression d'une position hétérodoxe et opposée à celle défendue par ce dernier.

Pour justifier la nécessité de son intervention peu commune et esquisser sa décision de quitter le quartier, elle énonce les problèmes psychologiques et physiques qui accablent l'ensemble des résidents. Rappelant son soutien à la contestation, elle émet l'hypothèse de réorienter ses objectifs et de concentrer l'attention des défenseurs publics sur une renégociation des indemnisations de départ. Ana sait que son intervention est un aveu d'échec et prend le risque d'une disqualification publique en exposant son désir de transformer sa position individuelle inconvenante en position collective, dont elle n'aurait plus à se cacher. Elle avoue donc publiquement sa perte de confiance dans l'action collective, soulignant que comme elle et même s'ils ne l'admettent pas, ils sont nombreux à se voiler la face. Elle soutient en substance que l'ensemble des habitants veut négocier et que toute alternative n'est en fait pas envisageable. Elle camoufle donc habilement les motifs non avouables de son désir de partir, en imputant la responsabilité de son départ aux acteurs municipaux et au climat de terreur qu'ils diffusent, en diluant sa position dans un choix collectif et en réaffirmant son soutien à la

mobilisation. Enfin, après les propos d'une chercheuse déçue par le tarissement de la lutte malgré les victoires successives, Ana réitère des paroles destinées à prouver sa bonne foi :

Je voulais juste dire que les gens ne supportent plus les conditions ici. Vous avez fait un discours excellent, on a les titres de propriété, des prix, des défenseurs publics, tout est de notre côté, mais malgré tout ça la situation empire ici ? Vous comprenez ? On ne comprend plus l'attitude de la municipalité. J'espère qu'on est sur la même longueur d'onde. Si les gens veulent rester moi, je vais afficher sur la porte de ma maison « excusez-moi, je me suis trompée » j'ai toujours été dans la lutte, c'est juste que ce moment est difficile.

Les propos d'Ana sont désavoués par une partie de l'assistance, mais pour ceux qui se trouvent probablement dans une situation analogue à la sienne, c'est un soulagement. Ils prennent la parole pour narrer leur situation personnelle alarmante, minimisant ou éludant les négociations avec la municipalité et ne verbalisant pas clairement leur désir d'abdiquer. Tous font preuve de discernement et savent qu'un aveu brutal de retrait jetterait le discrédit sur leur personne. Ils omettent alors volontairement de mentionner certaines informations relatives à leur départ. Ils énoncent leurs difficultés à supporter le processus d'évictions et invoquent plutôt l'épuisement des moyens de lutte face à la détermination des pouvoirs publics. Ils se rallient à Ana, qui sort confortée de cette confrontation puisqu'elle apparaît comme porte-parole des victimes de l'expulsion, disposées à négocier avec les agents municipaux. Le président d'association, Alfonso, juge l'intervention d'Ana « pertinente » et termine son propos en soulignant l'ambivalence d'attitude d'une grande partie des habitants : « Vous voyez beaucoup de gens qui sont ici aujourd'hui, mais en fait ils sont dans le processus de négociation, cela a déjà commencé ! ». Il ne se réfère pas à sa propre position, mais banalise la situation de négociation en l'assimilant à un phénomène collectif.

Ces habitants, sur le point de désertir la lutte, ôtent donc partiellement leur masque. Contraints par l'ordre cérémoniel de la réunion, ils réaffirment leur engagement en faveur du maintien, mais parviennent toutefois à diffuser publiquement les premiers indices de leur défection. Grâce à cette annonce d'un potentiel départ, ils relâchent le contrôle social de voisinage qui s'exerce sur eux et atténuent la crainte d'être rejetés. De fait, les tirades sur les difficultés à vivre dans le quartier sont un mode de justification de mise à l'écart commode, puisqu'il allège les coûts du retrait. L'individu n'abandonne pas lâchement la lutte, mais poussé à bout il doit partir pour préserver sa santé mentale. Il n'est pas un traître au groupe et au quartier, mais une victime de la municipalité. Ces observations ne nient pas les souffrances réelles vécues par les individus dans cette période d'évictions. La prééminence de ces modes de justification dans les discours et la mise sous silence d'autres critères déterminants – les conflits ou l'argent par exemple – révèlent néanmoins une surévaluation de ce facteur externe (c'est la municipalité

qui est responsable), plus acceptable socialement. Chacun est conscient qu'en s'exprimant de la sorte, ces habitants s'engagent vers la sortie du quartier, pourtant, l'ensemble des membres de l'assistance font mine de contourner le sujet : ils ne disent pas vouloir partir, mais font simplement part de leur difficulté à rester. Ils laissent donc transparaître une illusion de consensus puisque tous partagent les désagréments causés par la situation d'expulsion. Toutefois, personne n'est dupe et ce jeu d'entente cordiale en public se fissure en privé. Ceux qui souhaitent rester blâment les candidats au départ et vice-versa.

Un épisode de répression policière, le 3 juin 2015, légitime davantage l'expression publique d'une volonté de départ. Les multiples conséquences de cet événement sur la mobilisation seront abordées dans le sixième chapitre. Nonobstant, précisons d'emblée qu'il conduit à un relâchement du contrôle social, légitimant davantage le départ. Il est difficile de saisir dans quelle mesure cet épisode a découragé la mobilisation des individus en accentuant leurs craintes ou a simplement permis d'élaborer une justification plus solide pour sortir, ou les deux à la fois. Qui reprocherait à un individu craignant pour son intégrité physique de ne plus participer aux protestations et de se désengager ?

Cet exemple sert aussi à montrer que les prises de position sont indissociables des événements d'ordre contextuels qui configurent la continuité de la mobilisation. Cet épisode de violence policière permet une clarification des positions. Pour les derniers récalcitrants du quartier, il affermit leur position. Cette dernière observation conduit à s'interroger, dans le chapitre suivant, sur les motifs, conditions et circonstances de leur maintien, envers et contre tous.

Conclusion

Ce quatrième chapitre a mis en évidence trois types d'engagements principaux. Leurs caractéristiques ont été examinées à la lumière des carrières des résidents et de leurs interactions de voisinage. En m'appuyant sur l'observation des différents degrés de participation au sein des groupes, j'ai ainsi pu définir trois types d'engagements qui dérogent à l'engagement total et intense préconisé par les représentants des mouvements. Le premier, l'engagement situé, est circonscrit à l'espace du groupe mobilisé et se caractérise par un investissement ponctuel et limité aux activités quotidiennes de l'espace de vie ainsi qu'aux réunions de régulation ou d'organisation du mouvement. Le second, le mésengagement, est un repli presque total des individus sur leur sphère privée. Il traduit une défiance envers les représentants du groupe ou une incompréhension quant à ses modalités d'action ou aux conditions de régulation de

l'occupation, lesquelles sont perçues comme trop strictes et contraignantes. Le troisième, est un retrait du groupe mobilisé, lequel se caractérise par un départ définitif du quartier. Pour l'aspirant au départ, le désengagement est le fruit de transactions sociales et identitaires, élaborées pour rendre acceptable une désaffiliation qui est perçue par le reste du groupe mobilisé comme une trahison.

La mise en perspective des deux mouvements rend compte de l'importance du contexte local sur les diverses modalités d'engagement. L'engagement situé et le mésengagement sont rendus possibles par l'absence d'urgence immédiate et donc la relative sérénité des occupants quant à leur présence sur place. En revanche, à la Vila Autódromo, les habitants, contraints à rester ou à désister, ne sont pas en mesure d'adopter une attitude médiane mais doivent prendre position. J'ai tenté de cerner la façon dont les contextes locaux et le contrôle social exercé aussi bien par le groupe que par le voisinage, conduit les résidents à ajuster leur engagement pour se conformer aux normes du mouvement – dans le cas de Reclaim The City – ou à dissimuler les pratiques qu'ils mettent en œuvre pour se désengager sans subir les coûts sociaux ou économiques induits par le départ – dans le cas de la Vila Autódromo. J'ai décrit le sens des pratiques des résidents de l'occupation de Woodstock, caractérisé par la façon dont ils ajustent leurs comportements aux normes sociales explicitement établies tout en respectant les normes sociales tacites. Ces arrangements improvisés leur garantissant de cohabiter de façon la plus harmonieuse possible avec leurs voisins. La posture du mésengagement est quant à elle comprise comme un rejet des normes fixées par le groupe ou un désaccord avec les cadres du mouvement. Partagé par plusieurs individus, le sentiment d'aller à contre-courant du groupe mobilisé peut alors être valorisé. Dans le même sens que pour les habitants de Woodstock à l'engagement situé, les habitants de la Vila Autódromo sur le point de faire défection négocient leurs conditions de sortie auprès des pouvoirs publics et des autres habitants. En disséminant quelques indices de départ et en maintenant des relations de voisinage apaisées, ils évitent d'être accusés de trahir la cause de leurs voisins mobilisés et tentent de rendre leur départ le plus acceptable possible. J'ai examiné que cette attitude, loin de relever d'un choix cynique et purement rationnel, sous-tend la volonté des habitants de préserver une image positive d'eux-mêmes. En minimisant le poids moral de certaines de leurs pratiques, tels que la corruption d'agents publics, ils rendent recevable le choix qu'ils opèrent. De plus, ce choix ne peut être dissocié des carrières des résidents, marqués par la dégradation de leurs sphères de vie. L'expulsion collective fragilise fortement la sphère familiale et l'attachement au territoire, amenant les individus à agir de la façon qu'ils jugent alors la plus « pragmatique », c'est-à-dire celle qui leur permettra de consolider leur sphère familiale (fragilisée par les dissensions

concernant les évictions) et leur sphère professionnelle (potentiellement favorisée par une indemnisation permettant d'envisager une meilleure situation économique). Cette observation amène enfin à insister sur le caractère central des sphères de vie dans la compréhension des logiques d'engagement. À Woodstock, la prépondérance des sphères familiale et professionnelle limite la possibilité d'un engagement intensif au sein du groupe. En plus de la faible disponibilité biographique des enquêtés, leur manque d'intérêt et la suspicion pour les questions politiques, mais aussi leur socialisation aux idées conservatrices, constituent autant d'entraves à un engagement poussé et intransigeant en faveur d'un mouvement aux idées ancrées à gauche.

CHAPITRE 5: PÉRENNISER SON ENGAGEMENT À WOODSTOCK ET VILA AUTÓDROMO

L'espace de notre vie n'est ni construit, ni infini, ni homogène, ni isotrope. Mais sait-on précisément où il se brise, où il se courbe, où il se déconnecte et il se rassemble ? On sent confusément des fissures, des hiatus, des points de friction, on a parfois la vague impression que ça se coince quelquepart, ou que ça éclate, ou que ça se cogne. Georges Pérec, *Espèces d'espaces*, Feuillet « Prière d'insérer ».

Dans le précédent chapitre, ce sont des investissements discontinus et (temporairement) arrêtés qui ont été examinés : l'engagement situé au sein de Reclaim The City et le désengagement à la Vila Autódromo. Dans le présent chapitre, il s'agit de se focaliser sur une autre facette de l'investissement militant, celle de l'engagement intransigeant²³⁴. L'engagement intransigeant désigne une participation intense aux activités militantes et un investissement qui dépasse les frontières de l'occupation ou du quartier. Ce fort degré d'implication s'observe dans les récits de vie des individus d'une part, et pendant les situations d'organisation ou de protestation, rendues intelligibles par l'observation ethnographique, d'autre part. Les chapitres 4 et 5 s'articulent étroitement. La logique interactionniste invite à prendre en compte la façon dont les individus modulent leur attitude en fonction de l'engagement d'autrui. Le surinvestissement dans l'action collective, par exemple, peut être la conséquence d'engagements trop faibles de la part d'une grande partie des membres du groupe.

La spécificité de la cohorte d'enquêtés sélectionnée est l'importance accordée au militantisme dans leurs sphères de vie. Les individus qui la composent correspondent à la figure du militant établi, du participant de tous les instants, pleinement mobilisé et qui tente de faire coïncider discours et pratique politique. Les trajectoires biographiques de ces enquêtés diffèrent, mais certains éléments constitutifs de leurs biographies personnelles convergent, les regroupent et permettent de mettre en œuvre une typologie des facteurs saillants qui influencent leur propension à se mobiliser. Dans cette sous-partie, il convient d'examiner les interactions sociales et l'enchevêtrement des sphères de vie comme principaux facteurs explicatifs de la forte implication et du maintien de l'engagement sur le long-terme de certains habitants. Pour Duriez et Sawicki (2003, p. 43) « s'engager ce n'est pas seulement épouser une cause et y consacrer une partie de son temps, c'est aussi endosser un rôle et une identité sociale, s'inscrire dans un système d'échanges et d'obligations réciproques, bref prendre des engagements à

²³⁴ Les quatrième et cinquième de cette thèse s'articulent étroitement. La logique interactionniste implique d'observer que les individus modulent leur attitude en fonction de l'engagement d'autrui. Le surinvestissement dans l'action collective, par exemple, peut être la conséquence d'engagements trop faibles de la part d'une grande partie des membres du groupe.

l'égard des autres ». Ainsi, ce chapitre analyse en quoi les liens sociaux contribuent à la consolidation d'une identité abimée et peuvent dans certains cas renforcer des convictions religieuses ou idéologiques, ces éléments participant à une valorisation de l'activité militante. S'engager aux côtés des autres et pour les autres décourage les possibilités d'un désengagement devenu coûteux sur les plans affectif, identitaire et moral.

Pour saisir la pérennisation de ces engagements, il convient de les replacer dans leur temporalité. L'ensemble des personnes faisant partie de cette cohorte ont maintenu leur engagement entre les divers terrains menés, donc selon des temporalités distinctes, entre 2015 et 2017 pour ceux de la Vila Autódromo et de 2016 à 2017 pour ceux de Woodstock, même si pour la plupart, leur insertion dans le groupe est antérieure et sera précisée. Enfin, il ne s'agit pas de penser les trajectoires des enquêtés comme menant inéluctablement à un engagement durable et définitif (AGRIKOLIANSKY, ALDRIN, 2019). Il serait donc trompeur d'appréhender ces engagements comme étant inchangeables et figés. Ils correspondent à une situation donnée, celle de ma présence sur le terrain, et sont susceptibles d'évoluer dans le temps.

1. S'engager durablement au sein de Reclaim The City

1.1 La continuité d'un engagement ancien

Pour cette cohorte d'habitants, l'implication au sein de Reclaim The City découle d'un engagement antérieur au sein d'autres espaces activistes. En effet, leur adhésion n'est pas guidée par la nécessité de se loger, mais par la volonté de progresser dans un nouvel univers militant et d'influencer ses pratiques. Le cas le plus emblématique d'une reconversion au sein de Reclaim The City est celui de Peter²³⁵, figure populaire à Woodstock :

Peter, cinquante-sept ans, est divorcé et père de deux enfants âgés de vingt-sept et vingt-neuf ans. Il me donne rendez-vous dans un joli café situé dans un ancien hôtel de Woodstock qui jouxte une salle d'exposition. Contrairement aux deux enquêtés avec qui j'ai eu l'occasion de m'entretenir dans ce lieu récent et branché, Peter est parfaitement à l'aise et semble familier de cet espace. Il commande un croissant en prenant l'accent français. Figure notoire de Woodstock, il connaît bien les habitants du quartier et a fortiori ceux de l'occupation, qui l'appellent affectueusement « Oncle Peter ».

Il est le dernier d'une famille de quatre enfants, issue du quartier ouvrier de Retreat. Sa mère est ouvrière et son père pêcheur. Ses parents, fervents catholiques, assistent

²³⁵ Entretien réalisé le 22 octobre 2018, au Café Hôtel de Woodstock.

les plus défavorisés du quartier et inculquent des valeurs de charité et solidarité. Ils soutiennent leurs enfants, lorsque ces derniers s'engagent au sein de l'ANC. Peter situe son premier engagement en 1976, lors du soulèvement de Soweto qui s'est propagé à l'ensemble du pays. En tant que métis, il prend conscience des problèmes d'éducation, du manque de moyens accordés aux établissements pour les Noirs et les Métis et milite dans le mouvement étudiant aux côtés de ses frères et sœurs. Avec le soutien de ses parents, la maison familiale devient un « lieu d'hospitalité sûr dans lequel on peut parler politique ». Contrairement à ses frères et aux nombreux visiteurs qui franchissent la porte de leur maison, il n'adhère pas aux thèses de l'ANC. Un événement va d'ailleurs accentuer sa défiance envers ce groupe politique. À la fin des années 1970, son frère aîné, actif au sein de l'ANC, est arrêté par la police. Il est torturé et gravement brûlé par les policiers avant d'être incarcéré. Ses parents rejoignent alors un groupe de soutien aux détenus politiques. Peter regrette l'absence de soutien de la part des membres de l'ANC pendant ce moment douloureux. Visiblement ému, il ne s'étend guère sur cet épisode et poursuit son récit. Employé dans un hôtel du centre du Cap au début des années 1980, il s'engage dans le milieu syndicaliste en rejoignant le Working Christian Youth. Il y fait ses classes, se forme aux questions sociales et politiques et devient syndicaliste à plein temps. Il milite pour une amélioration du droit à la retraite, de meilleures conditions de travail et l'inclusion des Noirs dans les structures syndicales. Les droits acquis au lendemain de l'apartheid sont pour Peter le fruit des nombreuses luttes sociales qui ont jalonné la seconde moitié du XX^{ème} siècle en Afrique du Sud: « Our right was created though struggles not only through constitutional negotiations through parliament because those were basic rights that we wanted to strike, that we went to protest, to different struggles, and so as a result of those historical fights, new rights were created ».

En 2016, lors d'une des premières réunions de Reclaim The City, et alors qu'il fait déjà partie d'autres réseaux militants tels que le Housing Committee à Salt River, il se reconnaît dans le discours porté par un « young white activist ». Séduit, il décide de s'impliquer davantage et emménage dans l'occupation. Il vit dans une pièce étroite, celle où il passait ses visites médicales. Il dit qu'il pourrait dormir ailleurs, mais revendique son choix politique de résider dans l'occupation. Cela dit, au cours de nos conversations je me rends compte qu'il a parfois été en difficulté de logement et fait appel à l'hospitalité d'un ami militant. Un an après son entrée dans le mouvement, Peter est élu house leader et nommé responsable d'une des ailes de l'occupation. Par ailleurs, il anime des réunions publiques et encadre la réunion des leaders du lundi, le « leadership committee ».

L'engagement de longue date de Peter, ancré dans la lutte syndicale et contre l'apartheid, lui confère une reconnaissance symbolique et un certain prestige auprès d'autres leaders du mouvement, mais aussi auprès des occupants. Alors que les militants de l'ANC sont tombés en disgrâce aux yeux de la population et plus particulièrement des métis, Peter est parvenu à entretenir l'image d'un militant conscient des dérives des partis politiques, hostile à leurs tentatives de cooptation et proche de sa communauté. Il se pose en figure exemplaire et incorruptible du militantisme. Peter fait le pari de mêler son expérience militante à celle des jeunes activistes du groupe. Il réinvestit ses compétences militantes ainsi que sa connaissance fine des enjeux politiques et n'hésite pas à employer une grammaire militante marxiste. Dans ses discours publics, il se réfère explicitement à des figures tutélaires de la lutte ouvrière, invoque la lutte des classes et prône le soulèvement des « ouvriers ». Lors du discours du 1^{er} mai pendant lequel le mouvement occupe un terrain de bowling, il porte une casquette du MST

brésilien et fait répéter aux habitants « À luta continua ! » en portugais. Sa sensibilité aux mouvements contestataires étrangers lui vient notamment de ses nombreux voyages, effectués au Brésil, au Chili et en Europe pour rencontrer d'autres militants syndicalistes. Il n'est pas le seul du groupe à cultiver cet internationalisme, développé tout au long de sa carrière syndicale, un autre militant partage ses appétences pour des causes politiques plus larges et transnationales, il s'agit de Lumumba²³⁶.

Lumumba est né en 1972. Aux côtés de ses deux frères et sœurs, il grandit dans la ville de Bamenda, dans le nord-ouest anglophone du Cameroun. Il est issu d'une famille camerounaise anglophone et de classe moyenne. Sa mère est *designer* et se tient à distance des enjeux politiques. Son père, criminologue, a soutenu le processus de décolonisation africaine et admire ses grandes figures historiques. C'est lui qui a choisi d'appeler son fils Lumumba, hommage panafricaniste au leader de l'indépendance congolaise. Lumumba souligne l'attachement de son père et de sa mère à son quartier, à leur communauté et à la langue anglaise. Guidé par son père, il prend conscience de l'importance de la langue et des mots. Prise de conscience renforcée par la fréquentation de son oncle Albert Mukong, figure de proue de la lutte contre la discrimination des élites francophones sur la minorité anglophone. Ce dernier est emprisonné à deux reprises : d'abord à cause de ses propos critiques à l'égard de Paul Biya dans un entretien à la BBC

; puis pour avoir participé à une réunion sur le multipartisme en vue de fonder un parti démocratique anglophone.

Les socialisation et sensibilisation précoces aux questions de discrimination culturelle, qui cristallisent d'autres dimensions socio-économiques, fondent le socle de l'engagement militant de Lumumba. Au début des années 1990, scolarisé dans un lycée d'enseignement catholique, il organise des collectes pour financer des groupes de lutte contre l'apartheid sud-africain. À dix-huit ans il entreprend des études supérieures de géographie, contre l'avis paternel lui prédisant une carrière d'avocat. Étudiant à l'Université de Bamenda, il proteste contre l'enseignement des cours en francophone et participe à des manifestations sévèrement réprimées par la police. Après l'obtention de son diplôme en géographie, il poursuit son engagement. Arrêté à la suite d'une manifestation, intimidé et menacé à plusieurs reprises, il préfère ensuite s'exiler. En 1999, âgé de vingt-sept ans, il gagne l'Afrique du Sud par ses propres moyens et arrive à Woodstock, où il est accueilli par un ami camerounais. Il enchaîne les petits jobs et compte sur l'hospitalité de ses amis pour se loger. Une fois par mois, il se réunit avec d'autres membres de la communauté camerounaise pour défendre les droits des sans-papiers. Par cette voie, il se familiarise au paysage contestataire du Cap. Il intensifie son engagement lors de la vague d'assassinats xénophobes qui frappe le pays en mai 2008. Il se rapproche du World Wide Women Association, qui vient en aide aux femmes immigrées, et côtoie les militants du Community Center de Salt River qui héberge l'association. Après de longues années pendant lesquelles il assiste aux messes de l'église catholique de District Six, il se querelle avec le prêtre pour un discours qu'il juge xénophobe et désiste progressivement le lieu de culte. En 2016, menacé d'expulsion par son propriétaire, il participe à l'Advice Assembly de Reclaim The City et expose le litige qui l'oppose à ce dernier. Une avocate de l'organisation prend en charge sa défense et l'assiste dans ses démarches juridiques. Au terme du procès et contre toute attente, la procédure d'expulsion est invalidée par la cour.

Contrairement à Peter, Lumumba, premier habitant de Woodstock à remporter un

²³⁶ Entretien réalisé le 18 novembre, dans un restaurant de Woodstock. Pendant l'entretien Lumumba insiste pour que j'utilise son prénom et refuse l'anonymat.

jugement d'éviction, se sent fortement redevable de l'organisation :

It was so powerful. There was my court case, and you know most of the time people don't come, but people came to support me. The support was very strong. I cried because I was very emotional. I cried because I did not expect it. The support has been very tremendous. I think for me doing some work with them it is like giving back what they did for me.

En participant de façon soutenue au mouvement, il paye sa dette envers le groupe. En reconnaissance de sa participation assidue au mouvement et des connaissances juridiques qu'il a acquises lors de sa procédure d'expulsion, il est intronisé leader de Reclaim The City lors du congrès de 2017.

Les trajectoires biographiques de Lumumba et Peter révèlent que tous deux ont précocement été socialisés aux enjeux militants. Issus de familles réceptives aux enjeux politiques, ils sont très tôt sensibilisés aux questions d'injustice sociale et aux discriminations raciales et culturelles. Ils soulignent l'insertion de leurs parents dans le tissu local du quartier de leur enfance. Dans un tout autre contexte, celui de l'engagement humanitaire, Siméant (2001) note que l'implication des parents dans les rapports de proximité peut participer au développement d'un rapport concret et localisé au militantisme. Ils ont également un membre de leur famille dont l'action politique a été réprimée par les forces de l'ordre, et qui à la suite de leur arrestation, ont été victimes de tortures physiques et psychologiques. On retrouve chez eux la transmission familiale d'un sentiment d'injustice à l'égard du pouvoir politique, qui les pousse à s'intéresser aux enjeux sociaux et politiques de leurs pays respectifs et à s'engager dans des collectifs militants.

Dès leur jeunesse, ils s'insèrent dans les réseaux militants locaux, selon les logiques d'engagement dominantes qui régissent leur groupe d'appartenance et les contextes socio-culturels dans lesquelles elles s'inscrivent. Au Cap, dans les années 1980, les Métis, nombreux dans les usines, se mobilisent principalement à travers les organes syndicaux pour défendre leurs conditions de travail. Au Cameroun anglophone, ce sont les revendications culturelles qui subsument l'ensemble des demandes sociales et politiques.

Tous deux maintiennent de forts liens avec leur groupe d'appartenance qu'ils estiment lésés par les politiques socio-économiques sud-africaines et, dans le cas de Lumumba, par les restrictions qui limitent la régularisation des sans-papiers. Dans le sillon de l'engagement pour leur groupe d'appartenance, ils se familiarisent aux mouvements protestataires du Cap et fréquentent tous deux le Community Center de Salt River, haut lieu du militantisme. Dans le sillage de Passy (1998), on observe que l'insertion préalable dans des réseaux militants partageant la même obédience idéologique accroît l'intensité de l'engagement.

Cette remarque invite toutefois à s'interroger sur les motifs pour lesquels ils décident de consacrer autant de temps à cette organisation, au détriment de groupes concurrents. Leur forte implication au sein de Reclaim The City s'explique par le fort ancrage temporel et spatial du mouvement. Le groupe constitue une plateforme militante qui dépasse le cadre du militantisme de gauche plus traditionnel. Les actions politiques et les réunions sont de l'ordre du quotidien, les membres ne se réunissent pas uniquement dans des occasions déterminées, mais peuvent se retrouver en tout temps et au sein d'un espace circonscrit. À travers RTC, ils peuvent s'engager à tout moment dans le collectif, tout en accordant quelques heures de leurs temps à d'autres groupes auxquels ils restent fidèles. Peter souligne que contrairement à ses activités syndicales, au terme duquel il pouvait rentrer chez lui à dix-sept heures, l'engagement au sein du mouvement de quartier est un engagement « vingt-quatre heures sur vingt-quatre ». Cet engagement est routinier et fait d'eux des militants à plein temps. Tous deux font part de la place prédominante du militantisme dans leur vie et soulignent également les difficultés auxquelles ils sont confrontés pour le concilier avec leurs activités conjugales, familiales ou professionnelles :

Lumumba : I understand that all the occupiers are not activists because it is very difficult, you have to manage your time. I am doing this, but sometimes my girlfriends get pissed off that, it is kind of new girlfriend, so she is a good girl but sometimes she gets pissed off with my activities because sometimes I go very early and come late. And sometimes, I go out and I come back there is no food on the table, so she does not understand, I have to tell her that I don't do that for money. And I am a free-lance, so with the money I survive. Honestly, I have friends that understand that I am broke to buy food, I have some comrades that help me when I don't have food. That is how I survive. Sometimes I don't have Rands but people understand. Sometimes some people from RTC know I am not working so they call me, like Shaneeka, "Have you eaten, do you want to come to eat? What is going on, come I made some food".

C'est donc à travers leur action politique quasi quotidienne et les interactions militantes avec les membres de RTC, qu'ils tissent les autres sphères de vie composant leur existence. Peter tire un petit revenu de ses interventions auprès de certains publics tandis que Lumumba se voit fréquemment offrir le couvert par d'autres membres du groupe, qui le dépannent également lorsqu'il manque d'argent. Tous deux comparent le groupe à une famille, dans laquelle ils se sentent à l'aise et en sécurité. Dans le cas de Lumumba, cette « famille » comble l'absence de sa famille biologique restée au Cameroun :

RTC has made me feel at home in a sense that very few people treated me as a foreigner, they treat me very well and it makes me feel at home. It was a time, by December I did not go to the hospital and they called me "how are you?" and I feel fulfilled, I don't have a family from here, so this is my family.

La famille signifie également l'acceptation du stigmate d'étranger, alors que ses origines

camerounaises stigmatisées l'ont conduit à s'écarter de son groupe confessionnel (l'église de District Six). La sphère du militantisme préside donc les autres sphères de vie telles que la famille ou les amis, les individus qui les composent se situant également dans leurs cercles militants. Si certaines tensions sont observables, notamment dans le cas de Lumumba concernant la sphère conjugale, on remarque que celui-ci minimise son importance en rappelant la faible durée de sa relation ("it is a kind of new girlfriend") et le manque de compréhension de sa compagne, priorisant ainsi la sphère militante.

On observe donc que le militantisme participe à la construction identitaire de ces deux individus. Ils définissent leur existence par le rôle social et militant qu'ils accomplissent au sein des organisations et du quartier dont ils font partie. Cet engagement de tous les instants s'ancre dans le quotidien. En les fréquentant, j'observe qu'ils sont en effet accaparés par les activités militantes et note qu'ils accomplissent des tâches différentes au sein du groupe.

Lorsque j'échange avec Peter à propos de son militantisme, celui-ci semble investi d'une mission : celle de politiser les habitants de son quartier. En effet, il considère sa présence au sein du mouvement comme une opportunité pour instiller une culture politique socialiste auprès des membres de sa communauté, sortant ainsi des cénacles militants traditionnels qu'il a l'habitude de côtoyer et où la plupart des participants sont déjà politisés. Par son imprégnation de l'héritage syndicaliste et ouvrier, il participe à la consolidation idéologique du mouvement et milite pour le renforcement des dispositifs d'éducation populaire. Selon lui, ces dispositifs sont essentiels pour faire prendre conscience aux habitants du caractère structurel de leur domination, étape essentielle pour les rallier à la cause. Pendant les rassemblements du mouvement, il dispose d'une autorité « naturelle » : c'est presque toujours lui qui ouvre les réunions, qu'il s'agisse des Chapters meeting ou du comité de leaders. Face à l'audience, il se comporte en tribun, parle avec ferveur et engouement. Il ne participe guère aux escrachés, n'assiste pas aux sessions du tribunal, mais passe une part importante de ses journées à réguler l'occupation, régler les déconvenues matérielles des habitants et résoudre les possibles litiges qui peuvent les opposer. Dans ses travaux, Tournadre [2020] a bien montré que que les leaders communautaires sud-africains, en plus des compétences communicationnelles qu'ils peuvent déployer auprès des acteurs publics, doivent avant tout se montrer capables de résoudre les problèmes concrets du quotidien. Malgré le désaveu de certains habitants, son intérêt pour les affaires routinières façonne sa notoriété au sein du quartier. Son surnom « Oncle Peter », employé par l'ensemble des habitants, et la déférence dont ils font preuve en sa présence, témoignent de sa popularité.

Lumumba quant à lui, passe ses matinées au tribunal pour assister les habitants menacés

d'expulsion, et participe à l'ensemble des réunions et actions du mouvement social. Il prend la parole lors des réunions, conseille les habitants, propose des stratégies et semble ne jamais s'épuiser lors de longues réunions parfois redondantes. Lorsqu'il ne participe pas aux moments d'organisation ou de mobilisation de Reclaim The City, il est au Community Center de Salt River ou travaille comme machiniste sur des tournages publicitaires. Lumumba est rigoureux et strict quant aux règles à observer. Il n'hésite pas à recadrer les militants indisciplinés et à me sermonner lorsque j'arrive en retard à un rendez-vous fixé à quatre heures du matin pour préparer un escraché. Par l'intensité et l'intransigeance de son engagement, il acquiert une place centrale dans le mouvement social et gagne le respect de ses membres. Les habitants le considèrent comme une personne de confiance, loyale et honnête, à la participation exemplaire.

La forte différenciation des tâches que Lumumba et Peter exercent s'explique notamment par leur appartenance sociale et raciale distincte. L'engagement communautaire de Peter découle de la volonté de s'impliquer au sein d'un groupe social qui lui est familier, mais composé d'individus dont l'opinion politique diverge fortement de la sienne. S'il s'investit autant dans ces activités, c'est parce qu'il sait qu'il est une figure dont les idées peuvent influencer le comportement politique d'autres individus partageant une même identité métisse. Lumumba quant à lui, a renoncé à son poste de leader, notamment en raison de reproches xénophobes qui lui sont adressés. En effet, son poste de leader le confronte à la vindicte d'individus insatisfaits du traitement reçu par les leaders et l'incite à renoncer à cette charge :

I thought no, I came here, I interviewed a lot of people to come in, and some of them that we did not take attacked me "Lumumba, you're not even south African and you refuse me to come inside" but I was just fulfilling the criteria. I said I don't want to be a leader anymore, I can lead from behind, because I felt in love with RTC and it is not about "being a leader" it is about good leadership and giving the opportunity to build it from behind, being in task teams, I don't need to do be a leader in order to do some work.

En se désengageant de ce poste de leader, il affiche un engagement désintéressé et peut se consacrer à des tâches militantes qu'il affectionne davantage et l'exposent moins aux critiques. Vivant en dehors des murs de l'occupation, il préfère se consacrer aux activités protestataires plus qu'à la régulation du mouvement social ou de l'occupation. Cette mise à l'écart des postes de pouvoir lui confère d'autant plus de respect de la part des membres du mouvement, que les soupçons éventuels sur la soif de pouvoir ou de prestige à travers l'exercice d'un statut supérieurs'évanouissent. Il peut dès lors se consacrer à des tâches militantes qu'il apprécie davantage. Ce retrait, loin de réduire la vivacité de son engagement, l'encourage à poursuivre son activité « to show that we don't need to be a leader to be active ». Ainsi, à travers son exemple, il souhaite encourager d'autres habitants à manifester à ses côtés.

Le militantisme de Lumumba et Peter entre en continuité avec des engagements antérieurs. Grâce à Reclaim The City, ils mettent en pratique les idéaux politiques acquis au sein d'autres arènes militantes et participent au façonnage idéologique et politique du groupe.

1.2 Le militantisme thérapeutique

Contrairement aux enquêtés décrits ci-dessus pour lesquels l'engagement entre en continuité avec des investissements militants antérieurs, les habitants de cette cohorte n'ont jamais auparavant participé aux actions d'un groupe politique ou mouvement social et n'ont guère été socialisés aux questions politiques avant leur intégration au groupe. En adhérant au mouvement puis en logeant au sein de l'occupation, ils développent un attachement aux individus et à la cause défendue. Leur engagement recouvre alors une dimension thérapeutique, ici mise en exergue à travers les trajectoires biographiques de Marius²³⁷ et de Rick²³⁸, toutes deux marquées par des ruptures traumatiques. Le premier cas sur lequel je focalise mon attention est celui de Marius, militant dont l'entrain et l'enthousiasme m'interpellent dès le premier jour de mon enquête.

Marius a trente-neuf ans. Sa sœur cadette et lui grandissent à York Street, une rue située à proximité de l'hôpital de Woodstock. Son père travaille pour une entreprise de transport de marchandises et sa mère est femme au foyer. Toute sa famille est issue de Woodstock. Lorsque nous arpentons le quartier, il se plaît à m'indiquer chaque rue où a vécu un membre de sa famille. Marius vit une enfance houleuse. Son père est peu présent et c'est principalement sa mère qui élève les enfants. À treize ans, intronisé par un caïd local plus âgé, il rejoint un gang et commence à vendre de la drogue. Élève turbulent, il est expulsé à plusieurs reprises du lycée, quitte l'école à seize ans et commence à travailler à dix-sept. À dix-huit ans, il renonce aux activités illégales, mais maintient des liens avec les membres du groupe.

Il enchaîne les jobs précaires et instables, travaille temporairement dans une imprimerie, fait des ménages pour des entreprises, des livraisons, et assure parfois la sécurité à l'entrée des boîtes de nuit. Il déménage à Durban à l'âge de vingt ans. Il rencontre Marie, policière, avec laquelle il entretient une relation amoureuse. À vingt-huit ans, il devient père d'une petite fille. À trente et un ans, sa fille, alors âgée de trois ans, meurt brutalement d'une infection bénigne de l'oreille, en raison d'une prise en charge défaillante des services hospitaliers. Deux mois plus tard, la mère de Marius meurt à son tour. Le deuil de sa fille déchire son couple. Marius déprimé et seul dans une ville où il a peu d'amis revient au Cap pour se rapprocher de sa famille. À son retour il se dispute violemment avec son père et la nouvelle compagne de ce dernier. Il retrouve alors des compagnons de son ancien gang avec lesquels il consomme du Crystal Meth et noie sa peine dans l'alcool « to see life from a different perspective ». Il vit de petits jobs et traverse des périodes de dépression. Il loge alors chez différents amis, alternant les canapés et passe quelques nuits à la rue. En 2014, il emménage chez son oncle et essaye de se ranger, il trouve un job de livreur et limite sa consommation de drogue. En 2018, son oncle décide de vendre sa petite maison à un entrepreneur

²³⁷ Entretien réalisé le 7 novembre 2018, au domicile de Marius (Occupation Cissie Gool House).

²³⁸ Entretien réalisé le 8 novembre 2018, au domicile de Rick, (Occupation Cissie Gool House).

immobilier. Marius, sur le point de se retrouver à la rue, entend parler des réunions de Reclaim The City. Enthousiaste, il demande à joindre le mouvement et à intégrer l'occupation. Sa demande est acceptée. En reconnaissance de sa participation assidue, aucun entretien préalable n'est réalisé par la commission. On lui attribue une petite chambre étroite, faiblement éclairée, uniquement meublée d'un lit et d'un mini-frigo qu'il a récupéré dans la rue.

L'intégration de Marius au mouvement social et à l'occupation est une découverte grisante. Il prend ses marques et explore cet univers si peu familier. Cet enrôlement dans le groupe, loin d'entrer en continuité avec d'autres expériences militantes comme c'est le cas pour Peter et Lumumba, est plutôt l'occasion d'un nouveau départ. Marius explique avec enthousiasme ses premiers pas dans le mouvement social. Le militantisme est pour lui une « révélation », qu'il associe par ailleurs à l'aboutissement d'une quête spirituelle, entreprise après la mort de sa fille, mais dans laquelle il se serait égaré. J'avais déjà repéré cette propension du militantisme à « révéler » et redonner une signification positive à l'existence, dans les propos de trois autres enquêtés. Parmi eux, on retrouve Rick :

Rick est né en 1978 à Salt River. Fils unique, sa mère et son père sont Métis et travaillent tous deux dans l'industrie textile. Il ne connaît guère son père qui abandonne le foyer familial peu de temps après sa naissance. Rick a une enfance troublée. À quatorze ans, il fugue, retourne ensuite au domicile familial, mais tente d'y passer le moins de temps possible. Sa mère, qu'il décrit comme une alcoolique notoire le maltraite. À dix-huit ans, souhaitant s'émanciper de la tutelle de cette dernière, il commence à travailler. Il exerce différents petits jobs, répare des montres, fait la sécurité à la sortie des boîtes de nuit et devient ensuite chauffeur de taxi. Il rencontre Elia, vendeuse, emménage avec elle à Salt River dans une jolie maison victorienne. En 2000, ils ont une fille. Rick décrit cette période de sa vie comme un âge d'or. À partir de 2010, cette tranquillité est peu à peu bousculée. Il rencontre des difficultés d'argent, accentuées par l'arrivée de chauffeurs VTC qui concurrencent son activité. En 2013, sa situation conjugale se détériore. Dans le même temps, le fils de son propriétaire qu'il décrit comme un homme instable et toxicomane exerce des pressions pour qu'il parte et annexe deux pièces de son logement pour s'y installer. Elia quitte Rick avec sa fille, un mois avant qu'ils ne soient définitivement expulsés. Il décrit cette période de sa vie comme un « cauchemar », l'ensemble de ses sphères de vie se trouvant simultanément bouleversées. Il trouve un logement à Parow, mais est de nouveau expulsé moins d'un an après son arrivée et constate que ses affaires lui ont été dérobées. Sans domicile, il stocke les quelques vêtements qu'il lui reste chez d'anciens voisins de Salt River. Pour faire face à la crise de l'eau qui affecte l'économie des foyers, ses voisins lui demandent ensuite de s'acquitter d'un pécule pour laver ses vêtements puis pour les entreposer. Contraint de dormir dans la rue, il apprend son fonctionnement, identifie ses recoins plus « paisibles » et marque la distance avec d'autres occupants :

I will sleep on corners, in bushes where I thought it could be safe. I'm not a violent person most of the people have fallen prey to social problems, drugs and alcohol. You have to live as the homeless on the road or you got to be part of the group that is willing to commit crime just to survive. That is against who I am.

Il trouve divers moyens et subterfuges pour dissimuler sa condition de SDF auprès des autres :

People could not believe one of those months I was on the street that I was homeless because I kept my presentation and at least a smile on my face but inside nobody knew what is really going on, you know it was very tough. (...) I will go to the, airport to a garage in a restroom, in a restaurant I would I got one of these tops that got a pouch here and I'll take my razor and a soap in my, in my Facecloth into the restrooms and was me as quickly as I could. I would get myself clean you know. It wasn't like a bath or a shower, but it kept me presentable. And in that way I was flying below the radar.

Rick tient à être présentable pour continuer à exercer son métier de chauffeur de taxi et se tenir effacé, ne pas soulever le doute auprès de ses clients. Lors d'une course, l'un d'entre eux, client régulier et travailleur social auquel il se confie, lui parle des réunions de Reclaim The City. D'abord sceptique à l'idée d'y participer et débordé par son travail, après trois semaines il décide finalement d'y assister et inscrit son nom sur la *waiting list*. Un membre du mouvement le contacte un mois plus tard pour lui proposer un logement. Alors qu'il ne nourrissait aucun espoir et qu'il pensait s'inscrire sur une énième liste d'attente de logement, il est agréablement surpris par cette réactivité. Il s'installe dans une pièce qu'il aménage entièrement. L'endroit est spacieux et d'autres habitants aiment s'y retrouver autour d'un café. Il participe activement aux réunions et moments de protestations du groupe.

Ces deux trajectoires éclairent la dimension protectrice, et le « refuge » que constitue le militantisme après une période troublée. Marius et Rick font d'abord part d'une adolescence dissipée et d'une volonté de s'émanciper de l'autorité de leurs parents, par l'affiliation précoce à un gang et la fugue pour l'autre. Ils tentent de fuir le milieu familial pour construire une vie plus apaisée, trouver un emploi, une compagne, fonder une famille. Leurs aspirations sont toutefois freinées par la précarité de leur condition économique et certains événements éprouvants. Pour Marius, le deuil de sa fille puis de sa mère, ainsi que la séparation de sa compagne et son déménagement de Durban, constituent des traumatismes et ruptures avec son milieu social et familial. Pour Rick, la séparation, l'expulsion puis l'itinérance sont aussi des moments éprouvants. Tous deux font part d'un point de non-retour, d'une situation perçue comme affligeante et insoluble :

Marius : I was lonely and I felt desperate. In that time I needed help but my father, he was fighting with me. And... I was full of hate, my daughter showed me love but it was taken back. Then, I did wrong things. I was looking for something that I lost and I found it in the wrong thing, which led me to do wrong things.

Rick : I always watched movies and seen on the TV you know people are doing two and three jobs but they're homeless and I thought, how does that work? I watch documentaries of the same things happening out in New York as well and I was shocked. I said you know that can't make sense until it happened to me and then I actually realized you know I'm just living to put food in my mouth. I've got a daughter I need to support her but I don't have money to give to my daughter and it makes me only feel guilty and terrible. (...) I was at my lowest lows in my life. Emotionally, spiritually, mentally. I, I just wanted to die. Really.

Comme l'examine Siméant (2001) à propos de l'entrée dans l'humanitaire, les traumatismes personnels tels que les deuils ou l'itinérance, peut produire une remise en question identitaire et existentielle portant sur le sens à donner à sa vie. Ces déchirements douloureux

sont d'autant plus forts pour nos enquêtés, qu'ils sont vécus comme quasi simultanés, un désagrément en entraînant souvent un autre et faisant vaciller l'équilibre précaire du quotidien. À travers leur intégration à l'occupation et au mouvement social, ils trouvent leur place et sortent d'une période de désolation. Grâce à l'intérêt que leur portent les membres du mouvement, ils s'affirment, retrouvent confiance en eux et atténuent l'image dégradante qu'ils se font d'eux-mêmes. Tous deux témoignent du rôle salvateur de leur engagement. Pour Marius, sa présence au sein de l'occupation et la compagnie de nouvelles personnes le détournent de la consommation de drogues et de la violence qui font des ravages auprès de ses amis :

Yeah it changed my life a lot, I met you, I met Björn, I met people I would not have met if I hadn't been here. I would probably be shooting guns in Factreton now. Maybe be dead or in prison, but I see something good, something greater, maybe this is my calling and God sent me here.

Dans les propos précédents, Rick me fait part des pensées suicidaires²³⁹ qui le traversent. Ses conditions de précarité économique et affective, l'isolement et l'absence de perspective générés par l'itinérance fragilisent sa santé psychologique. L'intégration à RTC, qui lui garantit un abri, représente alors une opportunité et un moyen de se débarrasser des forts sentiments de culpabilité et de honte générés par sa situation :

I wanted to die because it became such a burden not being able to provide for yourself, not being able to provide firstly for your child. You know these mechanisms of business and politics has changed so much in the last 10 years. It humiliates you. Life chewing you up and spitting you out. It's a terrible thing. And then I just came to a stage where I said you know what, I'm wasting time feeling sorry for myself and my situation. I've got to find solutions to this. And solutions I found was starting to talk to more people and learning with this movement. You know your spirit builds up. (...) And I believe there's power in people. Everybody deserves a house, irrespective of what your background is. (...) And being able to help somebody. You know, for me that is very important. It gives one a sense of a purpose again. Which is very important. I use that as a driving force basically. I find my strength in it. It gives me a lot of strength.

La participation au mouvement social est donc un moyen puissant de remédier à l'exclusion matérielle et symbolique en développant une image positive de soi, mais aussi du collectif (NEZ, 2017). Cette image de soi est en effet façonnée par les opinions d'autrui. Anderson, Snow (2001) et Scott (1990) l'illustrent dans leurs travaux : pour les subalternes, l'action collective en consolidant sa propre image, mais aussi celle du groupe permet de renforcer l'estime de soi. Les propos de Marius et Rick l'illustrent bien, c'est à travers les

²³⁹ Parmi les vingt-deux enquêtés avec lesquels j'ai mené des entretiens, quatre d'entre eux m'ont fait part de leurs pensées suicidaires, à la suite de deuils pour la plupart ou pendant des situations d'errance.

interactions avec leurs camarades du mouvement qu'ils réévaluent positivement leur identité. Ils trouvent dans le groupe « une famille » qui pallie l'absence de leur famille biologique :

Marius : We created this family, which is not family, which is not blood. But at the end of the day it is family, stronger than my own family and better than my own family. Because we have a common goal. We all put here for a reason. We all have walked on different paths. We all have different knowledge, but, if you put that together, it is a gun.

Cette métaphore familiale se retrouve dans de nombreux entretiens. Grâce à leurs relations de voisinage, Marius et Rick développent des liens d'amitié forts qui comblent leur sentiment de solitude. Ces rapports de sociabilité sont renforcés par l'action politique qui donne une orientation aux membres du groupe et leur instille la sensation de pouvoir agir sur le cours des choses, de sortir de l'impuissance générée par l'instabilité de leur situation. La solidarité et l'apprentissage d'une culture politique les encouragent à venir en aide aux personnes affectées par les problèmes de logement notamment lors des Advice Assembly pendant lesquelles ils participent activement. Ainsi, comme le développe Putnam (2001) à propos du capital social, les relations de confiance et de réciprocité consolident les compétences à intervenir dans l'espace public, celles-ci étant habituellement accaparées par les classes moyennes et supérieures.

Ainsi, par l'action militante, Marius et Rick renversent une situation de dépendance et de honte sociale causées par les difficultés financières et l'itinérance pour l'un et l'addiction à la drogue pour le second. En se consacrant à la cause de RTC, ils passent du statut d'assisté à celui d'assistant. Or, comme l'ont montré Havard Duclos et Nicourd (2005) œuvrer en faveur des autres et faire preuve d'altruisme et de solidarité sont sources intarissables de satisfaction individuelle.

Marius évoque les bienfaits que le soutien public aux expulsés de son quartier lui apporte : « being with RTC and struggling for my people, it helped me so much ». Il perçoit son activisme comme un moyen de défendre plus largement les personnes partageant des caractéristiques sociales et raciales similaires aux siennes. En effet, après lui avoir demandé ce qu'il entend par « my people », il répond « people of my colour, people that have been forgotten by the ANC, people that have been destroyed by the black man ». L'engagement au sein d'un groupe de personnes partageant une même identité stigmatisée — il n'ose pas prononcer le mot métis en raison de sa connotation négative — donne à Marius un sentiment de fierté et de confiance retrouvée dans son groupe d'appartenance. Rick est plus mesuré quant à la situation des Coloureds. Il évoque simplement la nécessité d'une prise de conscience politique, passant par un rejet du vote DA, parti pour lequel il a toujours voté et souhaite influencer les gens de

sa « communauté » à l'imiter pour les élections de 2019.

Le fait qu'ils soient tous deux célibataires, sans emploi stable et enfant à charge, leur permet de dégager du temps pour s'engager au sein du groupe. Marius et Rick participent avec entrain à l'ensemble des réunions. Ils arrivent dix minutes avant chaque assemblée et installent les tables et chaises. Lors des réunions, Marius chante haut et fort, et semble exalté par les chants et les danses. Parfois, ses camarades se moquent affectueusement de lui, sa voix couvrant celle de l'assemblée. Marius n'en a que faire. Ses exagérations permanentes, son entrain, et sa surinterprétation de l'engagement visent à le rendre visible aux autres, à montrer sa présence et son engagement vif pour le mouvement. D'autres, jugent son exaltation hors-norme comme l'indice d'une consommation de drogue qu'il dissimulerait²⁴⁰. Marius surjoue son engagement, d'abord parce qu'il ne maîtrise pas tout à fait les codes du militantisme, mais aussi parce que cet univers est une aventure nouvelle et une découverte palpitante pour ce néophyte. Marius quant à lui se tient légèrement en retrait, intervient peu et mesure ses propos. Malgré la confiance qu'il a acquise, il se montre discret. À l'opposé de Marius, il semble plutôt qu'il se débrouille pour continuer à « passer sous le radar » se protégeant ainsi des commentaires désobligeants, réprobations et jugements d'autrui. Les attitudes et la représentation publique que Marius et Rick donnent d'eux même sont foncièrement différentes. Cette distinction de registre s'observe également lors des entretiens.

Je remarque qu'à travers ce dispositif, tous deux souhaitent véhiculer une image positive de leurs actions passées même si celles-ci sont socialement dépréciées. Ils le font cependant de façon distincte. Rick est pondéré et précautionneux, d'abord réfréné par la pudeur, il gagne en confiance et énonce les ruses et stratégies qu'il a su déployer pour préserver sa dignité dans des situations de détresse sociale. Marius, quant à lui, se repent de sa consommation de drogues et de ses « mauvaises fréquentations », mais s'enorgueillit de son passé de truand. Il cultive une fascination pour les gangs et se plaît à me raconter les épisodes de bagarres dans lesquelles il se serait illustré avec un courage chevaleresque. Je peine parfois à démêler le vrai du faux dans ses propos. Je pense qu'il en fait trop et accentue son rôle de caïd, sans doute pour m'impressionner, mais aussi pour véhiculer une image d'homme viril, valorisée dans ses réseaux sociaux et à laquelle il souhaite se conformer. Si ces deux attitudes diffèrent, leur objectif est le même, celui de diffuser l'image d'un « moi » attractif et de restituer un récit de

²⁴⁰ À travers cet exemple, on observe que l'interprétation du registre militant doit être savamment jouée, mesurée et pondérée. Les registres de non-participation ou ceux d'une surexpression pouvant être interprétés comme un signe de défaillance à l'égard du groupe et des règles du jeu conventionnelles.

vie mélioratif²⁴¹.

À travers ces deux profils, on constate que le militantisme recouvre une dimension thérapeutique. Cette dimension a surtout été abordée dans le cadre de l'activisme artistique (FEEN-CALLIGAN, MORENO, BUZZARD, 2018), l'art étant considéré comme une pratique curative, un vecteur d'amélioration de l'état psychologique des participants à un collectif. Pourtant, les principales caractéristiques que les chercheurs mettent en évidence, ceux d'une consolidation des liens sociaux et d'une revalorisation de l'action individuelle se retrouvent également dans les discours narratifs des acteurs, en dépit de l'absence de portée artistique. Grâce à l'apprentissage qu'ils reçoivent, à leur insertion dans un réseau social et à la valorisation de leur figure de militant, ils rehaussent la représentation de la valeur sociale de leurs actions. En ce sens, la participation militante, par les sociabilités et moments de communion qu'elle prodigue, renforce leur auto-estime, rompt leur isolement et soigne un sentiment d'invisibilité et d'exclusion.

1.3 Le militantisme comme revanche individuelle et collective

Les enquêtées de cette cohorte d'habitants sont toutes deux originaires de Woodstock et ont vécu des expériences d'expulsion traumatiques. Le second chapitre a mis en exergue les trajectoires d'expulsions familiales partagées par de nombreux habitants métis de Woodstock. Cependant, tous les habitants de Woodstock dont la trajectoire résidentielle et familiale est troublée ne se mobilisent pas pour revendiquer la fin de ce phénomène. Pour certains d'entre eux néanmoins, la prise de conscience d'une identité familiale et collective blessée par les évictions les amène à intensifier leur engagement. La façon dont les enquêtées mobilisent l'héritage et la mémoire de leurs ancêtres pour justifier leur activité militante est ici explorée. L'analyse d'une revanche personnelle et collective s'articule à celle d'autres facteurs qui déclenchent et pérennisent l'engagement. Les trajectoires biographiques de deux enquêtées, Susanna²⁴² et Linda²⁴³, permettent d'observer l'articulation des diverses logiques d'engagement.

²⁴¹ Cette observation vaut pour la quasi-totalité des enquêtées, elle est toutefois plus frappante dans leur cas puisque leur situation sociale antérieure est socialement dénigrée. Compensant leur passé sombre par un présent lumineux marqué par leur engagement en faveur du mouvement, ils restituent une image plus valorisante d'eux même.

²⁴² Entretien réalisé le 28 avril 2019, dans la cuisine partagée de l'Occupation Cissie Gool House.

²⁴³ Entretien réalisé le 27 novembre 2019, dans la cour de l'Occupation Cissie Gool House.

Susanna a quarante ans. Elle est mère d'un enfant de neuf ans, Simon. Elle grandit à Salt River, un quartier industriel adjacent à Woodstock. Elle décrit sa première expulsion comme un événement mettant un terme à une enfance radieuse. Après avoir passé cinquante-cinq années dans cette maison, ses parents sont évincés. Comme conséquence de l'expulsion, son père perd son emploi. Sa mère continue de travailler comme caissière au supermarché Woolworths. Susanna est sur le point d'entrer en Grade 11, elle a quinze ans. Pendant les mois qui précèdent l'éviction, elle dort chez une amie de sa mère. Elle garde un souvenir net de l'arrivée du propriétaire au domicile familial. Épaulé par des représentants municipaux, il coupe l'accès à l'eau et à l'électricité, trois jours avant les fêtes de Noël. Ses parents et elle s'installent ensuite à Woodstock. Susanna obtient sa matricule et arrête ses études pour travailler et subvenir aux besoins de sa famille. Elle travaille comme caissière au magasin Woolworths du CBD, puis pour la compagnie Babycity à GreenPoint. À vingt-neuf ans, elle devient mère d'un enfant qu'elle élève seule. Après quatorze années passées à Babycity, elle quitte son emploi pour s'occuper de sa mère atteinte d'un cancer. Elle devient ensuite baby-sitter.

Parallèlement à son activité professionnelle, Susanna rejoint un groupe local de l'ANC à Woodstock. Son intérêt pour l'ANC découle de sa socialisation primaire aux enjeux politiques. Contrairement à une grande partie des métis du Cap, ses grands-parents, d'obédience communiste, ainsi que ses parents soutiennent l'action de l'ANC. Les problèmes politiques sont fréquemment soulevés à table. Sa tante Rita Edwards, s'est illustrée dans la lutte contre l'apartheid. Féministe et Trotskiste, liée au WOSA²⁴⁴, elle est une importante source d'inspiration pour Susanna.

À trente-cinq ans, elle est expulsée du logement familial, qui est alors vendu à un propriétaire immobilier pour en faire un Bed and Breakfast. Désarmée, Susanna se retrouve sur le trottoir avec son fils de cinq ans et son père, sa mère étant décédée quatre ans auparavant des suites du cancer. Ne parvenant pas à trouver un foyer au loyer économique, elle sous-loue une chambre, qu'elle partage avec son fils et son père, dans le logement d'une vieille dame. En 2016, suivant le conseil d'un journaliste dont elle garde le fils, elle rejoint le mouvement Reclaim The City. Alors qu'elle ne participe qu'une façon sporadique à l'action de Reclaim The City, Susanna intensifie son engagement. Elle devient membre du comité de coordination puis est élue leader du mouvement en juillet 2018. Au cours de ce même mois, la vieille dame dont elle sous-loue l'appartement meurt. Le propriétaire enfonce la porte et menace Susanna de la sortir par la force. Alors qu'elle tente de négocier pour prolonger son délai d'éviction, il brise la chaîne du portail à coups de marteau, enlève la baignoire et coupe le courant. Susanna se rend au commissariat de Woodstock pour déposer plainte. Des membres de Reclaim The City l'assistent dans ses démarches. Le propriétaire lui donne un mois pour reprendre ses effets et déménager. Le 8 août 2018, Susanna emménage au sein de l'occupation. Son intégration renforce son désir de s'impliquer plus intensément encore dans les projets internes à l'occupation. Elle développe un projet de jardin collectif avec d'autres habitants et organise des distributions de nourriture tous les samedis. Parallèlement, elle continue de participer aux multiples actions organisées par le mouvement et, en tant que Chapter Leader, coordonne les réunions du groupe. Son militantisme est reconnu par d'autres organisations militantes. Après une période de stage, elle est engagée à temps partiel en tant qu'organisatrice auprès de Ndfiuna Ukwazi. Elle réalise également quelques tâches militantes rémunérées pour le groupe United Behind, qui réunit plusieurs groupes contestataires au Cap. En faisant preuve de fiabilité, d'organisation et de capacités de leadership, Susanna gagne la confiance des représentants de ces groupes et transforme son activité militante en activité professionnelle, même si sa principale affiliation (celle de Reclaim The City pour laquelle elle consacre le plus de temps) reste entièrement bénévole.

Contrairement à de nombreux enquêtés, Susanna a été socialisée aux questions

²⁴⁴ Workers Organisation for Socialist Action est une organisation trotskyste créée en 1990.

politiques. Comme examiné précédemment pour Lumumba et Peter, les figures de sa famille ont façonné son opinion politique à gauche. Son engagement politique est toutefois discontinu. Déçue par l'ANC dont l'action est pour elle trop éloignée des préoccupations communes, elle continue de voter pour le parti, préserve des liens avec certains de ses membres, mais déserte peu à peu les réunions. L'engagement au sein de Reclaim The City, mouvement localisé et donc plus proche de ses préoccupations quotidiennes l'incite à s'impliquer davantage. D'autant plus que Susanna est une fois de plus menacée d'expulsions par son propriétaire. C'est dans un premier temps l'aspect localisé de la lutte sociale qui l'attire, elle juge que son action peut entraîner des impacts plus concrets et significatifs pour ses amis et voisins de Woodstock. C'est également ce rapport de proximité qui amène Linda à s'intéresser au groupe :

Linda a cinquante ans. Elle est née à Woodstock, dans la célèbre rue de Gympie Street. Elle évoque son enfance heureuse malgré la précarité matérielle, et parle de Woodstock et de ses relations de voisinage avec nostalgie. Sa mère, ouvrière dans le textile, élève seule ses quatre enfants, son époux ayant déserté le foyer après la naissance du dernier. Linda quitte prématurément l'école à l'âge de treize ans et devient ouvrière textile. En 2018, elle travaille toujours dans une usine textile de Salt River, mais à mi-temps du fait de la crise industrielle. Elle gagne 2200 rands²⁴⁵ par mois et peine à subvenir aux besoins de sa famille, se privant de dîner pour nourrir ses enfants. Compte tenu de son maigre salaire, elle n'est pas éligible pour un logement social même si elle est inscrite sur la liste d'attente depuis plus de neuf ans.

Linda n'a guère été sensibilisée aux enjeux politiques et dit détester la politique qu'elle assimile à la corruption et aux intrigues. Comme l'ensemble des membres de sa famille, elle a toujours voté pour le DA, sans trop se questionner et parce que « tout le monde vote pour le DA ». Toutefois, elle soutient sa mère qui participe au groupe de restitution des terres de District Six, d'où elle a été expulsée en 1965. Elle dénonce la lenteur du processus et l'incapacité du groupe à défendre équitablement les victimes.

En 2009, alors qu'elle habite à Gympie Street avec sa mère, elles sont expulsées de leur logement. De retour du travail, elles constatent que l'appartement a été condamné et que les meubles jonchent le trottoir. Elles louent alors un autre appartement dans la même rue, mais sont de nouveau expulsées après quatre années. Linda et ses deux filles mineures sont alors accueillies par la mère de son époux, décédé dix ans plus tôt. Elles occupent alors à titre gracieux une chambre d'une petite maison qu'elles partagent avec sa belle-mère et d'autres habitants. Une de ses collègues de travail l'incite à se rendre à l'ancien hôpital de Woodstock pour une réunion : « I did not want to go I said no man I don't have time to go to meetings and she insisted and told me just come once ». Linda finit par accepter et participe avec sa mère à une des premières assemblées du groupe. Enthousiasmée par le débat engagé, notamment avec une militante blanche issue de l'université, elle revient les jours suivants. Elle se dit transformée par le processus d'apprentissage enclenché par sa participation assidue :

We were the first ones to come with my mother. I thought it was so interesting, I thought this is the truth, this is actually truth. I did learn, I did learn a lot for the two years. I can now give people advice and yo it is so amazing. You remember the woman yesterday? She's so powerful. We did learn a lot with her, she encouraged me a lot, she was the one, that woman she was working with us a lot. You know me and my mother and my sister we were the winners for attending meeting, they did not give us

²⁴⁵ Environ 130 euros.

a trophy, but they gave us chocolate for attending meetings.

En guise de reconnaissance pour sa participation intense à la fois aux réunions et aux actions externes au mouvement, d'autres leaders l'encouragent à se présenter aux élections organisées lors du premier congrès du groupe. Flattée, Linda accepte et se sent accomplie lorsqu'elle est élue leader par les autres membres du mouvement. Elle gagne peu à peu en assurance, au gré des compétences militantes qu'elle acquiert. Elle apprend la grammaire des protestations et se débarrasse des préjugés et des craintes qu'elle avait à l'égard de la répression policière. En avril 2019, alors qu'elle vit à Salt River, Linda emménage dans l'occupation. On lui attribue une grande pièce lumineuse dans laquelle elle installe ses meubles et les produits qu'elle vend. Quelques mois auparavant, accompagnée d'une autre habitante, elle a ouvert une petite échoppe dans l'occupation. Elle exerce donc son activité sur place et profite de la présence d'une clientèle familière. Elle s'installe dans l'occupation avec sa fille mineure et se rapproche ainsi d'autres membres de sa famille, déjà présents sur place, telles que sa sœur, ses trois enfants majeures, et quatre petits-enfants.

Compte tenu des tâches domestiques et parentales qui leur incombent, Linda et Susanna ont une disponibilité en temps plus limitée que les enquêtés précédemment analysés. En conjuguant leurs principales occupations dans leur lieu de vie, elles parviennent toutefois à s'investir dans les activités militantes. La routine de Linda s'organise en effet autour de l'occupation dans laquelle s'entrelacent l'ensemble de ses sphères de vie, sa famille, ses amis, ses voisins, ses loisirs ou encore son travail, de façon partielle et informelle. Trois de ses enfants, parents et indépendants, ainsi que sa sœur disposent aussi d'un logement dans l'occupation. Grâce à la formation d'une routine centrée dans cet espace et qui lui évite dispersion et fatigue, elle redonne une signification positive à un quotidien grevé par sa condition économique.

Pour Susanna, le militantisme recoupe l'essentiel de ses sphères de vie, il constitue un revenu – bien que temporaire – et la libère de la contrainte locative. Si Susanna et Linda accordent autant de temps aux diverses activités militantes, c'est parce qu'elles sont parvenues à réorganiser leurs sphères de vie au profit d'une cause supérieure et qui entre en résonance avec leur histoire personnelle et familiale.

En effet, pour Susanna et Linda, l'action collective est une façon d'honorer et défendre la cause de leurs ancêtres, expulsés de leurs logements dans les années 1960 lors des déplacements forcés qui touchent les quartiers de District Six et d'Observatory. En intégrant le mouvement social, elles mettent en relation les injustices sociales vécues par leurs parents avec les expériences d'expulsions qu'elles ont expérimentées. Néanmoins, ce sentiment d'injustice ne s'imprègne pas auprès de tous les habitants de l'occupation. La relative proximité des Métis avec le parti au pouvoir et l'endurance face aux situations d'évictions brouillent la lecture de ces derniers phénomènes sous le prisme de l'injustice sociale et raciale. Pour Susanna et Linda, la participation au mouvement est donc une façon d'éclairer leurs voisins sur la

continuité de politiques urbaines injustes, ayant outragé leur famille et qui continuent de les humilier.

Le sentiment de répétition d'une injustice spatiale et sociale nourrit le désir de vengeance individuelle. Ce sentiment de vengeance est particulièrement prégnant dans les propos de Susanna qui insiste sur la poursuite des spoliations qu'elle et ceux de sa communauté subissent, affirmant que la gentrification n'est que la continuité de la politique du Group Areas Act. Son sentiment est à la fois extériorisé, canalisé et instrumentalisé par le mouvement social afin de le convertir en carburant collectif, stimuler la cohésion au sein du groupe et consolider ses revendications. Comme l'observe Joshua dans un tout autre contexte, celui des militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire (2013) dont les parents juifs ont été déportés, l'engagement militant peut représenter un moyen de sortir de l'exclusion en transformant un désir de vengeance individuelle en revanche collective. Le sentiment de vengeance est sans doute moins fort que dans le cas de ces militants, mais il joue un rôle dans leur affirmation individuelle dans un premier temps – justifiant la légitimité et le bien-fondé de leurs actions – et génère un sentiment de plaisir dans un second temps. En effet, en partageant avec d'autres membres un passé marqué par l'exclusion, elles sortent l'expulsion d'un cadre de perception individuel et en font une expérience collective dont elles n'ont pas à rougir. Elles perçoivent la lutte contre ce phénomène structurel comme une cause légitime, puisque partagée et collective. Leur désir de vengeance envers des personnes spécifiques (propriétaires, promoteurs immobiliers) se transforme en griefs plus larges et adressés aux leaders politiques. Occuper gratuitement un terrain valorisé et situé à proximité de la classe moyenne ou réveiller les dignitaires politiques pendant les escrachés, génèrent la sensation satisfaisante de faire payer les promoteurs immobiliers et la classe politique en perturbant leur quiétude. En agissant de la sorte, elles affirment qu'eux aussi ne seront plus jamais tranquilles. Ainsi, par ces actions, aussi minimes soient-elles, elles assouvissent un désir de revanche et vengent leurs ancêtres alors réduits au silence.

Cette prise de conscience influence durablement leur engagement militant. D'autres gratifications se greffent à leur désir de vengeance et les incitent à s'impliquer en faveur du groupe. Linda fait part d'un sentiment de liberté à pouvoir être soi-même au sein du groupe :

Cause I learned a lot here so I told myself I am not gonna stay away, I love this people, I love the fact that everybody, you don't, you can say something and everybody can say something, they won't interrupt you when you when to talk, you can talk in Afrikaans or in English, they just don't care, you can say that in English or Khoza and I like it.

Ce sentiment est d'autant plus exaltant que Linda a toujours ressenti de la gêne à l'idée

de s'exprimer en public. Cet embarras s'est atténué grâce à sa participation au groupe, mais reste visible pendant les réunions. Elle se tient légèrement en retrait par rapport aux autres leaders, est intimidée par la prise de parole en public et peu confiante de son niveau d'expression en anglais. Cantonnée à un second rôle, elle réalise les tâches qui lui incombent avec attention et dévouement. Lors des réunions, elle traduit les propos des leaders de l'anglais vers l'afrikaans, contrôle et vérifie les fiches de présence. Elle fait aussi partie de la commission disciplinaire, chargée de déterminer les sanctions à l'égard d'habitants qui dérogent aux règles du mouvement. Linda tire satisfaction de son rôle de leader et se plaît à me raconter les jalousies et convoitises suscitées par son statut. Les rétributions symboliques, telles que le prestige et la reconnaissance sociale, alimentent son engagement et le font perdurer.

Susanna quant à elle, est obnubilée par le mouvement social et la plupart des conversations, en dehors du cadre de l'occupation, tournent autour de ce sujet. Lors d'une après-midi passée à la plume, elle raconte à Linda et moi, l'excitation ressentie par l'organisation prochaine d'une occupation de terrain dans le centre-ville et la joie suscitée par le jardin collectif. Susanna perçoit l'engagement militant comme une activité à temps plein, ses autres sphères de vie devant s'y subordonner. Son engagement antérieur au sein de l'ANC lui a fourni des compétences oratoires et organisationnelles. Lorsque je l'interroge sur sa propre définition du militant, elle répond instinctivement et avec un ton assuré :

People who give maximum participation when it comes to activism and mobilizing campaign and actions and events, we have maximum participation. I am one of this people, I can confidently include myself and say that I am committed because of the challenges my experiences that I had in the past and my experiences are still faced today that made me growing into this activism. Activism is my life. It is not my job, it is actually my life. It is more than a job. A job is when people work from 9 to 5 or from 7 to 4 or to 6, that is a job, but activism has become my life. In that, we have to be in the morning, if someone knocks at my door at 7 in the morning, we always need to be available.

L'engagement de Susanna est un engagement de tous les instants. Lorsque je lui demande d'organiser un entretien, elle plonge son regard sur son agenda, fronce les sourcils et peine à trouver un créneau horaire disponible. Nous nous rencontrons alors dans une petite pièce de la cuisine de Woodstock, après avoir fait les courses ensemble au Shoprite et avant de cuisiner pour une centaine d'enfants de l'occupation.

Cet engagement de tous les instants n'est toutefois pas évident pour elles, malgré l'harmonisation de leurs sphères de vie. Susanna peine à marquer des limites claires entre les divers espaces de sa vie :

I must say it is a challenge. If it wasn't for my dad stay with me, I think I would not

also attend too much meetings at night, because there is Simon to take care for, because he is on medication. So that to me it is a help. At least there is someone to oversee, my dad does not have energy to really look after Simon but at least he is there to oversee and Simon he's safe. I think it is very important for the child in the occupation, women want to feel safe.

Pour ces femmes, l'enchevêtrement des liens sociaux, familiaux, professionnel et militant dans un même espace, rend possible une forte implication au sein du groupe. Leurs préoccupations du quotidien et l'entrelacement de leurs sphères de vie les incitent par ailleurs à œuvrer davantage à la mise en place d'initiatives communautaires. Ensemble, elles inaugurent un jardin partagé en novembre 2018 et lancent la première réunion non-mixte en mars 2019. Préoccupées par le bien-être des résidents, elles revendiquent la mise en place de dispositifs participant à leur épanouissement. Habiter l'occupation doit être une opportunité pour se consacrer à des activités auparavant délaissées, car rendues impossibles par leur condition économique, et ainsi recréer une communauté unie par des liens d'attachement et d'affection envers leur voisinage et le quartier. Susanna déclare « if we were united and passionate about Woodstock, they would not have been able to evict us. » C'est cette passion pour le quartier et l'union qu'elles cultivent auprès des habitants, qui selon elles, empêcheront une éventuelle éviction.

Leur engagement intense s'enracine donc bel et bien dans une histoire familiale marquée par l'engagement politique (dans le cas de Susanna), mais aussi par les évictions successives. Grâce au mouvement, elles insèrent leur expérience personnelle dans l'histoire politique du pays et la rattachent aux injustices vécues par leurs ancêtres, victimes de politiques sociales et raciales ayant conduit à la privation de leurs biens matériels et à la dispersion.

2. Pérenniser son engagement et rester à la Vila Autódromo.

Alors qu'en 2016 la dynamique protestataire est enrayée par des départs successifs, quelques habitants maintiennent fermement leur position et réaffirment leur détermination à rester dans le quartier. Ce positionnement, auparavant considéré comme une norme à suivre, apparaît alors comme hétérodoxe puisque la majorité des résidents s'est résolue à quitter les lieux. Seule une vingtaine d'habitants refuse toute forme de compensation. Le paysage du quartier est dévasté par les démolitions successives et la pression s'accroît sur ces derniers pour qu'ils plient bagage. Pourquoi, alors qu'ils subissent les mêmes épreuves que ceux ayant opté pour le départ, ces habitants préservèrent dans leur engagement et refusent toute forme de compensation ? Ils représentent une minorité, mais grâce à leur forte visibilité médiatique, non

proportionnelle à leur force numérique, ils parviennent à renverser le rapport de pouvoir instauré avec la municipalité.

Ces individus partagent des caractéristiques sociales similaires à celles de l'ensemble des autres habitants ayant quitté les lieux, toutefois, certaines dispositions sont activées par la mobilisation et jouent un rôle prépondérant dans leur choix de rester. D'abord, il est intéressant d'observer les effets de la sphère familiale sur la prise de décision pour ensuite scruter les gratifications symboliques que les habitants tirent de leur engagement. Enfin, il s'agira d'aborder un motif inavoué et souvent éludé des enquêtes portant sur la mobilisation des habitants de la Vila Autódromo : à savoir, le maintien comme choix résigné et principalement guidé par le dépit dû à des compensations financières insuffisantes.

Ce dernier élément, parce qu'il contrevient au récit idéalisé portant sur la résistance quasi désintéressée des habitants de la Vila Autódromo, a en effet été négligé dans de nombreux travaux alors même qu'il préside au maintien de plusieurs personnes. Il démontre aussi que le groupe restant demeure hétérogène et que tous les habitants n'entretiennent pas le même rapport à l'activité protestataire. Le choix de rester ne recouvre pas la même signification selon les habitants. Rester n'est pas toujours synonyme d'engagement. Les logiques résidentielles peuvent primer sur la volonté de se maintenir dans le collectif.

Pour ce faire, et comme précédemment, il est nécessaire d'explorer les paramètres du maintien sous le prisme de leurs trajectoires biographiques. Quatre profils sont congruents pour soutenir l'argument central : celui de Bruna²⁴⁶, cheffe de file de la mobilisation, celui de Maria²⁴⁷, visage médiatique récent, celui de Davi²⁴⁸, figure récalcitrante de la lutte et enfin celui de Juliana²⁴⁹, restée par dépit et démobilisée.

2.1 La famille et les valeurs religieuses comme vecteurs de maintien

Jusqu'à maintenant la sphère familiale a été appréhendée comme une entrave potentielle à l'engagement politique. Dans le cas de Woodstock, les personnes mobilisées – et dont les trajectoires ont été examinées ci-dessus – sont pour la plupart seules et sans enfants à charge, ce qui leur permet de dégager du temps pour se consacrer aux activités du mouvement social.

²⁴⁶ Entretiens réalisés le 26 mars 2015 et le 8 avril 2018, au domicile de Bruna.

²⁴⁷ Entretien réalisé le 13 mai 2018, à l'église du quartier.

²⁴⁸ Entretiens réalisés le 15 mai 2015 et le 2 juin 2018, au domicile de Davi.

²⁴⁹ Entretien réalisé le 18 mai 2018, au domicile de Juliana.

À la Vila Autódromo, les nombreux conflits intrafamiliaux ont causé et précipité de nombreux départs, conduisant à l'effritement de la mobilisation. Quelques familles font cependant exception et ont constitué un front commun face aux menaces d'expulsion. La famille de Bruna constitue sans aucun doute, l'exemple le plus net de famille unie ayant collectivement œuvré à la préservation du quartier.

Bruna est originaire de Paraíba, dans le nord du Brésil. Peu de temps après sa naissance, en 1966, sa mère, célibataire, abandonne son quartier pauvre pour tenter sa chance à Rio de Janeiro où elle retrouve une amie. Cette dernière s'installe à Rocinha, multiplie les jobs et gagne assez d'argent pour se construire une petite maison et faire venir son fils et sa fille. Bruna a six ans lorsqu'elle arrive à Rocinha. Elle commence à travailler à l'âge de huit ans pour épauler sa mère et quitte l'école à douze. À dix-sept ans, elle rencontre Pedro, qui travaille dans un hôtel proche de Rocinha. Ils construisent une petite maison à Rocinha et ont un enfant, Helena. En 1994, ils emménagent dans la Vila Autódromo où vit la mère de Pedro. Ainsi, ils s'éloignent de la violence perpétrée par les groupes armés dans leur quartier et peuvent construire la maison avec jardin dont Bruna rêve tant. Ils construisent leur maison qu'ils consolident au fil des années, bâtissant de nouvelles pièces et agrandissant le jardin. Bruna est travailleuse domestique pour des ménages aisés de la Barra da Tijuca et Pedro est professeur d'éducation physique. Pedro organise des activités sportives avec les enfants du quartier et Bruna s'engage auprès de l'église locale, aux côtés de sa fille, et s'investit dans les activités communautaires du quartier. Ensemble, ils participent aux réunions de l'association, mais ne sont pas membres. Lors des précédentes tentatives d'évictions, ils assistent aux réunions d'information, mais ne participent pas aux manifestations. Tous deux se tiennent éloignés des enjeux politiques, Bruna dit avoir quelques notions vagues de la « politique » qu'elle associe alors à l'immoralité et à la corruption. À l'occasion des mobilisations de juin 2013, Bruna, encouragée par Lina, vice-présidente de l'association, prend la parole en public. D'abord intimidée, elle se relâche et prend goût à l'exercice. Elle évoque longuement son apprentissage des prises de parole en public, de l'écoute des autres, de l'attention à maintenir et des codes de langage à respecter pour ne pas froisser certains membres de l'assistance. Dès lors, elle s'habitue à la prise de parole, fait preuve d'éloquence et participe activement à l'ensemble des activités protestataires.

En 2015, lorsque j'arrive dans le quartier, deux résidents me recommandent de m'adresser à elle pour connaître les tenants de la mobilisation en cours. Lors de ce premier entretien mené dans le quartier, je m'enquiers des motifs de sa détermination à rester alors que plusieurs de ses voisins envisagent de partir :

C'est parce que chacun à sa façon d'être, on est différent, je pense d'une façon, ils pensent d'une autre façon. Ils pensent que c'est mieux de prendre l'argent et partir, certains veulent de l'argent et d'autres veulent rester, pourquoi ? Moi j'aime cet endroit, je suis heureuse ici, j'ai un espace très agréable, où j'ai élevé ma fille. L'argent n'achète pas ça. Je veux continuer ici, j'ai fait cette maison pour continuer à vivre ici, j'ai jamais pensé à la vendre, j'aime cet espace et cette communauté, en plus d'être sûre, c'est très agréable. Et ça, ça n'a pas de prix.

Alors que de nombreux habitants sont en train de négocier leurs logements, Bruna

affirme sa volonté de rester et exhorte ses voisins à ne pas abandonner la lutte et à « garder la foi ».

L'engagement de Bruna entre en résonance avec ses convictions religieuses. Comme dans de nombreux mouvements sociaux (LECLERCQ, PAGIS, 2011; NEVEU, FILLIEULE, 2019; PASSY, 1998; TOMIZAKI et al., 2016), les valeurs chrétiennes d'altruisme et d'aide aux plus défavorisés acquises pendant la socialisation primaire, sont réinvesties au service d'un engagement qui articule les dimensions communautaire et religieuse et conduit les militants à se mettre au service des autres et à défendre les biens collectifs. La proximité de Bruna avec le prêtre, sympathisant de la théologie de la libération, et le discours qu'il transmet sur les valeurs de solidarité et de fraternité, renforcent ses convictions et consolident la valeur morale de sa position et plus généralement, de la cause qu'elle défend. Les propos qu'elle utilise pendant l'entretien s'apparentent à ceux prononcés par le prêtre lorsqu'il enjoint les habitants à se prononcer en faveur du maintien (voir le troisième chapitre) et révèlent l'incorporation d'une conception selon laquelle la religion doit d'abord s'incarner dans des actes concrets et quotidiens :

Vous devez choisir les choses avec certitude, vous ne pouvez pas rester face au mur. Ou vous êtes du côté de Jésus, ou vous êtes du côté du diable, mais vous ne pouvez pas être des deux côtés à la fois, ou vous voulez rester ou vous voulez partir.

À travers une lecture manichéenne et religieuse du choix de partir ou rester, Bruna simplifie les rapports sociaux et la prise de décision, se rangeant du côté du bien. Elle oppose ainsi un engagement éthique et guidé par des valeurs religieuses et spirituelles supérieures, à un engagement mesquin et motivé par l'argent. Même si elle ne les cite pas explicitement, c'est aux habitants initialement engagés et optant finalement pour une indemnisation qu'elle se réfère lorsqu'elle désigne ceux « du côté du diable ». Dans son enquête sur l'engagement au sein de la Ligue des Droits de l'Homme en France, Agrikoliansky (2001, p. 32) observe que les militants évaluent leur engagement comme une « rupture ennoblissante » qu'ils opposent à un type d'engagement stigmatisé et associé à la conquête du pouvoir. La perception d'un engagement plus « noble » et « moral » s'opère à l'aune des engagements d'autrui. Le choix moral de Bruna est d'autant plus valorisé qu'il s'oppose à des pratiques majoritaires dans son quartier et moralement dépréciées, dont les traits grossièrement dessinés sont ceux d'un intérêt pour l'argent et une indifférence aux liens sociaux et au lieu de vie. Ainsi, en dénigrant implicitement le choix des autres habitants, elle rehausse son propre investissement tout en évitant de sembler présomptueuse. Même si elle affirme son désintéressement pour la cause, on observe qu'elle tire des gratifications immatérielles, s'enorgueillissant de suivre ses croyances

religieuses et principes moraux à rebours des autres habitants.

Bruna emploie fréquemment le registre religieux pour expliquer ses actions et son mode de vie, en cohérence avec les préceptes de sa confession. Sa conception de l'idéal militant résonne avec celle du fidèle qui consacre son temps aux plus fragiles. En effet, les représentations de l'idéal du militant mobilisé en faveur du collectif pour défendre la terre, rejetant bien matériel et tentatives de cooptation, s'associent à celles de l'idéal du fidèle dévoué et au service des autres. La succession de réunions et des instants dédiés aux cultes dans un même espace, celui de l'église locale, entretient également la fusion entre sphères religieuse et militante.

De plus, la religion constitue un repère fondamental qui permet de mieux faire face aux aléas et inquiétudes générés par les expulsions. Cette certitude d'un choix moral et « bon » – puisque conforme à ses préceptes religieux – est partagée par les membres de sa famille et donc consolidée. Contrairement aux habitants de Woodstock, pour lesquels l'engagement représente une forme de revanche sociale et un moyen de combler leur condition précaire, l'engagement est avant tout « missionnaire » (HAVARD DUCLOS, NICOURD, 2005; SIMÉANT, 2001), et constitue un moyen de mettre en pratique leur foi.

Toutefois, de nombreux habitants de la Vila Autódromo sont des fidèles de l'Église catholique et soutiennent la vision portée par le prêtre. Malgré la force de leurs convictions religieuses, ils optent pour le départ. Pour quelle raison Bruna, contrairement à ces derniers, se maintient-elle dans le mouvement ? En plus des gratifications précédemment évoquées, une autre réponse se trouve dans l'entrelacement harmonieux de l'ensemble de ses sphères de vie, à savoir le militantisme, la religion et enfin la famille. Ça n'est pas tant « l'alignement » (PASSY, 2005) ou la juxtaposition de sphères de vie qui encourage le maintien, mais plutôt la place centrale de l'engagement pour chacune de ces sphères. Le militantisme se superpose harmonieusement à la sphère religieuse, aux amis, aux loisirs et à la famille. Ce point sera ensuite développé à travers la carrière d'une autre participante.

Lors des réunions, Bruna est toujours accompagnée de son mari, de sa fille et de sa mère. Ses derniers partagent ses convictions religieuses. Helena, sa fille, a participé à l'organisation de la Journée Mondiale de la Jeunesse de 2013. Pedro, quant à lui, dans les discours publics, exprime sa reconnaissance envers le prêtre de l'église. En 2018, il rédige un article sur la place de cet acteur dans la lutte pour la préservation de la Vila Autódromo. Le partage de croyances et valeurs communes qu'ils réinvestissent dans la mobilisation soude les liens intrafamiliaux. En effet, la famille, valeur centrale du christianisme, conforte leur décision commune et guide leur action.

Contrairement à de nombreux foyers, la question des évictions ne fait pas éclater leur

cellule famille, mais au contraire, elle renforce sa cohésion. L'ensemble des membres de la famille de Bruna participent activement aux réunions, manifestations et événements. Cette adhésion familiale permet aussi d'alterner la participation de chacun d'entre eux. Lorsque Bruna ne peut pas participer à une réunion, sa fille ou son mari y assistent, même si la plupart du temps ils sont tous présents. Néanmoins, soulignons que la participation familiale – uniquement permisesi chacun des membres soutient la mobilisation – donne la possibilité de dégager du temps à chacun. Ainsi, ils peuvent s'adonner à d'autres activités et éviter le *burn-out*, phénomène fréquent pour des militants au fort investissement et qui, dans certains cas, peut conduire à un désengagement (FILLIEULE, 2005).

Comme dans d'autres collectifs militants (PASSY, 1998), la solidarité familiale favorise le maintien de l'engagement politique. Bruna et Pedro témoignent de son importance :

Bruna : La famille est très importante, elle doit être unie et savoir ce qu'elle veut (...) quand le jeune ou la femme ne veulent pas rester, c'est compliqué. C'est ce qui s'est passé ici avec la plupart des familles qui se sont divisées et il fallait qu'ils trouvent un équilibre, ils devaient donc partir et ils devaient perdre. Notre famille, ma fille et mon mari, nous en sommes venus à la conclusion que nous allions rester et lutter ensemble.

Pedro : Notre famille a peut-être été la seule qui a vraiment pensé au bien commun, on était ensemble, avec les mêmes objectifs et regardant tous dans la même direction, avec beaucoup de cohésion et la volonté ferme de rester et de défendre nos droits, quelque soit l'offre proposée.

Grâce à l'unité et au soutien mutuel des membres de sa famille, Bruna traverse la période d'évictions avec davantage de sérénité. La cellule familiale permet de mieux faire face à la pression et aux incartades de la municipalité. Après un épisode de répression policière dont elle est victime le trois juin 2015, elle peut compter sur son mari et sa fille pour l'assister dans cette épreuve, mais aussi sur le vaste réseau de soutien tissé au fil des années.

Cet épisode de répression, considéré comme une entrave violente à sa détermination, assoit sa popularité. Malgré le départ de nombreux habitants, l'afflux massif de citoyens externes au quartier, regroupés autour de son noyau familial, lui accorde une reconnaissance symbolique forte et consolide son sentiment d'œuvrer en faveur d'une cause juste et plus large que celle de la défense de son propre logement. Son refus d'être indemnisée à hauteur de trois millions de réais²⁵⁰, renforce la probité et la valeur morale de sa démarche, suscitant l'estime et la fascination de nombreux citoyens et médias cariocas ou internationaux. Des associations de défense des droits de l'homme, à l'image de Amnesty International, saluent son expérience et la convient à participer à des congrès, au Mexique et en Suisse. Lorsque Bruna

²⁵⁰ Environ un million d'euros.

me raconte, avec délectation, ces premiers voyages à l'étranger, j'observe l'enthousiasme qui l'anime.

2.2 Les rétributions symboliques du maintien

La reconnaissance symbolique dont jouit Bruna et les membres de sa famille constitue une forme de gratification parmi d'autres. L'ensemble des militants entretenant un engagement soutenu tire des rétributions de leur investissement. Cependant, s'il est nécessaire d'insister ici sur ce point c'est parce que ces rétributions gagnent en importance pour les derniers militants du quartier. La popularité du quartier retombe sur les figures de proue du mouvement, largement sollicitées par des chercheurs et journalistes pour raconter leur expérience. En effet, les rétributions militantes sont d'autant plus fortes que le nombre de personnes se réduit comme peau de chagrin. Les derniers habitants sont alors comparés à des résistants et admirés pour leur engagement tenace. Déterminés à rester, ils suscitent l'admiration et la curiosité de nombreux médias nationaux et internationaux qui se pressent dans le quartier en 2016, année des Jeux Olympiques. Le calendrier serré, à l'approche de cet événement mondial conduit à une intensification et à une diversification des activités protestataires.

Deux carrières illustrent le rôle moteur des gratifications militantes dans la poursuite de l'engagement. La première est celle de Maria et la seconde celle de Davi. Toutefois, en raison de leurs trajectoires biographiques différenciées, ils ne tirent pas les mêmes rétributions de leur investissement. C'est d'ailleurs pour cette raison que tous deux s'impliquent dans l'action collective selon des modalités de participation différentes.

Maria a cinquante et un ans. Elle est née dans le centre de Rio de Janeiro. Sa mère a exercé plusieurs professions, de couturière, à secrétaire en passant par mère au foyer, tandis que son père est fonctionnaire municipal et travaille au secrétariat des parcs et jardins de Rio de Janeiro. Ce dernier est peu présent pendant l'enfance de Maria. Sa mère élève seule ses cinq enfants. Maria a une enfance qu'elle décrit comme heureuse malgré les déboires économiques de sa famille. Après avoir mené un parcours scolaire sans embûche, elle s'inscrit à l'UERJ en licence d'histoire, mais abandonne après un an d'études. Elle rencontre son mari et habite en location dans des villages ruraux de l'État de Rio de Janeiro et dans lesquels elle et son mari cultivent un idéal « hippie » (selon ses termes) de proximité à la nature. À vingt-six ans, en 1992, elle emménage à la Vila Autódromo où habitent les parents de son conjoint. Elle apprécie le sentiment de sécurité et le côté rural du quartier. Maria tombe enceinte de leur premier enfant, et par conséquent ils décident de s'y installer définitivement en construisant une maison. Ils auront quatre enfants. Mère au foyer, après une formation en médecine chinoise, elle développe une activité d'acupuncture à domicile, tandis que son mari travaille dans le bâtiment. Elle détaille son intérêt pour les médecines alternatives et le bien-être, mais aussi pour l'écoconstruction.

Lorsqu'en 2000 surgissent de nouvelles menaces d'expulsion, « ce fantôme toujours présent », Maria ne se mobilise guère et reste incrédule, peu convaincue par ce énième avertissement. Lors de mon enquête de terrain réalisée en 2015, elle participe attentivement aux réunions, mais ne prend guère la parole en public et ne participe pas systématiquement aux manifestations publiques. Discrète, elle écoute, observe et s'informe, mais limite sa participation. En 2016, elle devient une figure emblématique du mouvement de lutte et apparaît dans de nombreux reportages. Je l'interroge sur les raisons de sa soudaine visibilité médiatique, alors même qu'elle était inconnue du paysage contestataire un an auparavant :

Maria : Je crois que ça a été avec la propre sortie du prêtre, parce qu'il a laissé un vide énorme, il était très actif. Donc quand il est sorti, je participais déjà un peu plus, à des situations, des manifestations, en tous cas un peu plus que d'aller juste aux réunions. Quand le prêtre sort, la situation est critique.

Margaux : Et d'autres personnes de la lutte commencent à partir également ?

Maria : Oui, ça a commencé avec Lina, et puis après Alfonso. Lina est la première à sortir, Alfonso sort de sa maison et va derrière l'association, mais il n'est plus très, plus très (elle cherche ses mots), il habite là, mais il ne participe plus, il a plus l'action qu'il avait, il est un peu.. enfin, c'est à peu près à ce moment-là que moi et Helena on commence à travailler ensemble.

C'est donc le retrait de figures clés de la mobilisation qui incite Maria à s'affirmer sur la scène militante du quartier. Elle intervient alors davantage lors des mobilisations et se rapproche de Bruna et de Helena, lesquelles l'encouragent à se mobiliser. Ensemble, elles développent une série d'initiatives protestataires.

Examiner la temporalité et les interactions au sein de l'organisation – en plus de la trajectoire de vie – est nécessaire pour comprendre la puissance et la diversité des rétributions symboliques qui président à l'entrée et au maintien de l'enquêtée. La conjoncture spécifique du mouvement facilite l'insertion de Maria et son ascension rapide à la tête du mouvement. Comme dans d'autres groupes politiques (mouvement et parti confondus), la carence de candidats favorise la progression rapide de certains individus, les amenant à expérimenter « une carrière fulgurante » (DECHEZELLES, 2009). À mesure que les figures du quartier font défection les unes après les autres, le soutien envers les derniers habitants déterminés à rester s'accroît. Un public élargi d'universitaires et de membres de mouvements sociaux se pressent dans le quartier et se retrouvent autour des figures de Bruna et Maria. Contrairement aux habitants ayant accepté les indemnités et déserté la mobilisation, leur démarche semble alors inédite, désintéressée et pure, uniquement guidée par la volonté ferme de défendre leurs droits. L'inflexibilité de Maria et de Bruna est alors fortement valorisée par une frange jeune et étudiante liée à des mouvements sociaux de gauche et à des mouvements féministes, mais aussi par des intellectuels, admiratifs de la combativité dont elles font preuve. De plus, le militantisme des femmes est défendu par ces mêmes mouvements et par les chercheurs, soucieux de renouveler (et d'analyser pour ces derniers) une répartition sexuelle des tâches militantes inégalitaire. En intégrant le mouvement social dans un moment de latence, marqué par le retrait de personnes notables, l'engagement de Maria comble le vide causé par de nombreux départs et génère rapidement d'importantes gratifications. Maria se familiarise aux nombreux acteurs sociaux qui

soutiennent la lutte. Elle prend goût à la prise de parole publique et accorde une place croissante aux enjeux du quartier. Son quotidien est métamorphosé par le militantisme qui la fait « se lever très tôt et se coucher très tard ». Elle abandonne l'acupuncture pour se dédier totalement à la tâche militante. La disponibilité biographique de l'enquêtée, ainsi que l'âge avancé de ses enfants, qui soutiennent par ailleurs sa démarche, lui permettent de s'y consacrer pleinement.

Un autre acteur s'illustre dans la lutte de quartier et y consacre une grande partie de son temps. Il agit toutefois à titre individuel. Détaché du groupe, il attire les médias et chercheurs à qui il offre un récit alternatif à celui du groupe constitué par Maria et Bruna :

Davi est né en 1965 à Olaria, dans la zone Nord de Rio de Janeiro. Sa mère est femme au foyer et son père, maçon, meurt pendant sa jeunesse. Il vit pendant de longues années à Jacarepaguá, à proximité de la Vila Autódromo. Dans sa jeunesse, il fréquente des milieux de gauche et participe activement au mouvement Direitas Ja. Il est emprisonné puis libéré en 1986. Suivant le conseil de Leonel Brizola, ancien gouverneur de Rio de Janeiro, il s'installe dans le quartier avec sa mère, ses frères, et son nouveau-né au début des années 1990 et renonce à l'activisme politique, satisfait du retour à la démocratie. Intéressé par la dimension écologique du quartier, il plante de nombreux arbres et participe à l'aménagement de l'espace aux côtés d'autres résidents. Travailleur du bâtiment, il ouvre une quincaillerie dans la Vila Autódromo, à la fin des années 1990. En 1993, aux côtés de sa mère et de ses frères et sœurs, il participe à la première lutte pour le maintien du quartier. Proche de la présidente du quartier Teresinha, il s'investit à ses côtés dans les affaires locales. À l'annonce de l'organisation des Jeux panaméricains puis des Jeux Olympiques, il réitère son engagement et se mobilise. D'emblée, il prend ses distances avec l'association locale qu'il définit comme « non représentative, inadaptée, connivente et soumise » et reproche à son président les concessions successives accordées à la municipalité. Présent à l'ensemble des réunions, mais discret, il affiche publiquement son refus de partir sur les murs du quartier. La nuit, muni de son spray, il tague les maisons écroulées et le mur de tôle qui épouse le quartier. Les clichés de ses graffitis, appréciés des journalistes, font le tour des journaux nationaux et internationaux. Davi revendique des moyens d'action plus violents que ceux utilisés par ses voisins et organise le sabotage des travaux du Parc olympique en incendiant à plusieurs reprises le matériel de construction. Aux côtés de sa mère, son frère et son fils, il refuse de partir et défend ardemment la cause pour le maintien. Il consacre l'essentiel de son temps à étudier le droit foncier, défendre la cause auprès de journalistes ou chercheurs et se rendre aux archives de la ville pour y examiner les plans du quartier. Il possède un amas impressionnant de documents juridiques et cartes géographiques sur le quartier qu'il entasse dans son logement. Indemnisé par la municipalité pour son commerce local, il se maintient sur place, mais sa position est critiquée par les autres habitants. Jugé trop « radical » et peu conciliant, il est écarté du projet d'urbanisation final. Il refuse de détruire sa maison, qui demeure le seul vestige de la Vila Autódromo. Soutenu par une avocate privée, il prend ses distances avec les Défenseurs Publics et dépose des recours en justice contre l'action municipale.

L'engagement antérieur de Davi participe à la production d'un discours moins enthousiaste sur ses premiers pas dans le mouvement. Pour ce dernier, cette implication entre en continuité avec des engagements politiques antérieurs. Malgré les différences qui opposent Maria et Davi, ils tirent des gratifications symboliques similaires de leur engagement. Il est possible d'en distinguer les trois principales : le plaisir suscité par l'instant présent de la

mobilisation, l'apprentissage et l'acquisition ou consolidation d'une culture politique, le développement d'un capital social. L'ensemble de ces critères s'entrecroisent et peuvent engendrer des rétributions matérielles caractérisées par des perspectives d'avenir professionnel ou universitaire.

La première gratification est sans doute la plus saillante. Il s'agit de la sensation de satisfaction générée par les activités militantes. Comme le souligne Hirschman (2002), ce ne sont pas tant les résultats finaux de l'engagement militant qui président à leur investissement, mais plutôt le plaisir et le contentement que ces activités suscitent. Deux types de rétributions, les gratifications culturelles et politiques, se greffent à cette sensation de plaisir, et impliquent des recompositions identitaires plus profondes. Celles-ci s'incorporent aux individus sur le long terme, transforment leur propre estime et modulent leur engagement militant.

Intéressons-nous donc aux gratifications culturelles et politiques qui sous-tendent l'activité militante au sein du mouvement social. Lorsque je l'interroge sur le bagage politique acquis à travers la lutte, Maria fait part des diverses gratifications obtenues :

Oui ça a été super gratifiant, très très gratifiant. La résistance a amplifié ma conscience et m'a améliorée en tant que personne. Mes valeurs se sont consolidées, j'ai beaucoup plus de convictions dans les choses auxquelles je crois, pour lesquelles je veux lutter et je sais mieux que jamais ce que je veux faire de mon existence. Aujourd'hui tout a beaucoup plus de sens pour moi. Comme terminer ma licence. C'est une chose très réelle et importante dans mon existence, sans compter les autres, j'ai allé à cette conférence à Quito, ça a été très marquant pour moi, j'ai participé à ce film... Sur le plan personnel, ça a été très gratifiant pour moi, parce que ça a été une sorte de sauvetage, un sauvetage gigantesque dans ma vie, j'ai sauvé mon cursus à l'université !

Ainsi, les connaissances acquises par la mobilisation éveillent en elle l'envie de les approfondir davantage et de les diffuser plus largement. Lors de l'entretien, elle prend plaisir à disserter longuement sur les injustices sociales, raciales et politiques qui ont façonné la construction historique des villes brésiliennes. L'apprentissage d'une nouvelle culture politique, qui conduit aussi à une consolidation de sa culture générale, et la fréquentation du milieu universitaire mobilisé à ses côtés l'incitent à reprendre des études supérieures et à s'inscrire en bachelier d'histoire à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro. L'expérience de la lutte renforce sa confiance en elle. Elle envisage alors de reprendre sa carrière académique malgré son âge avancé et son premier abandon, pouvant être vécus comme des obstacles à sa réinsertion. Déboutée par l'administration universitaire, elle dépose un recours. Sa démarche est soutenue par des personnes influentes du milieu académique (Carlos Vainer, Raquel Rolnik par exemple) qui rédigent des lettres de recommandation pour promouvoir sa réintégration.

« Impressionnés » par la diversité des soutiens qui louent ses compétences, la

commission accepte sa réinsertion universitaire. Cette victoire est alors perçue comme un « sauvetage », une façon de pouvoir s'accomplir pleinement et concrétiser un avenir auquel elle avait renoncé.

Davi inscrit la lutte sociale pour la Vila Autódromo dans la continuité de ses engagements passés pour défendre la démocratie. Par sa participation intense aux diverses réunions, il renforce ses compétences juridiques et politiques. En menant des recherches approfondies sur l'histoire juridique et géographique du quartier, il souhaite trouver la faille qui lui permettra de mettre en échec la municipalité et les entreprises privées du consortium Rio Mais. En s'exposant les plans d'urbanisation du quartier de 1964, il soutient la thèse selon laquelle son lieu d'implantation, caractérisé comme réserve naturelle, n'appartient ni à l'État, ni à la municipalité et que, par conséquent, il ne peut être cédé à une entité privée. Cette expertise, qu'il défend avec entêtement, est désavouée par le reste des habitants. En 2018, après la présentation d'un film documentaire sur le quartier, Davi dessine un plan sur le sol pour illustrer sa trouvaille. Bruna et Maria, visiblement embarrassées, font part de leur désapprobation à d'autres participants. Pour Davi, l'expertise – menée à partir de longues heures passées à étudier le cas de la Vila Autódromo – est d'abord une activité à laquelle il apprécie de se consacrer. Au-delà du plaisir suscité par sa propre enquête, sa démarche est aussi guidée par une volonté de dévoiler des éléments dissimulés par des acteurs concurrents (la municipalité ou les défenseurs publics), se posant ainsi en détenteur de la vérité, ou lanceur d'alerte. La connaissance et le bagage culturel sont ainsi des moyens de valoriser sa détermination. Davi place son engagement dans le sillage de guides d'abord incompris, mais s'étant illustré par la révélation de mécanismes d'oppression :

Moi je ne vais jamais me taire, tu comprends. Je vois ce dont le Brésil a besoin, et le Brésil a besoin d'une lutte comme ça. Le Brésil doit continuer à lutter et accepter sans condition, refuser d'accepter les erreurs. Nous n'avons pas besoin de beaucoup de personnes pour faire ça. S'il y avait un Gandhi ou un Mandela dans chaque pays, les choses pourraient déjà changer. Il faut quelqu'un pour montrer au reste de la population que ce qu'ils font n'est pas acceptable. Tu comprends ? (...) Je vais montrer que j'ai raison et quand j'aurai gagné mon jugement je réinstallerais des habitants qui ont vraiment lutté pour rester.

À travers les deux extraits d'entretiens ci-dessus, on observe que contrairement à de nombreux militants qui dissimulent et censurent leur intérêt personnel à se mobiliser en employant un registre de désintéressement et de dévotion, Maria et Davi énoncent avec enthousiasme les bénéfices qui encouragent leur participation²⁵¹. Un peu gênée après s'être

²⁵¹ Les gratifications sont dans son cas si frappantes qu'il serait presque au contraire gênant de les minimiser ou de prétendre être guidée dans ses actions par un total désintéressement.

lancée dans une tirade exubérante sur les éloges reçus par la commission de l'UFRJ pour sa réintégration, Maria se reprend soudain. Davi quant à lui n'hésite pas à distinguer et rehausser sa propre action pour la mettre en contraste avec celles de ses voisins qu'il dénigre :

Moi je vais choisir de nouveaux habitants, ceux qui ont lutté pour les installer ici de nouveau. Des personnes qui ont vraiment lutté, pas comme ceux qui sont ici, pour moi tout ça c'est une mascarade, tu comprends ? Eux ils veulent juste rester entre eux, ils veulent juste célébrer leur victoire, paraître être les grands gagnants, les seuls qui méritent l'attention. Pour moi depuis bien longtemps leur lutte a arrêté d'être vraie.

L'expertise et le bagage culturel acquis à travers la lutte sociale est à la fois une façon de construire une identité personnelle positive, un moyen d'affirmer sa position et un outil pour donner une représentation de soi valorisante. En exposant leur savoir et sa légitimation par un cénacle universitaire ou en affirmant être seul détenteur de savoir et connaissances, tous deux reconstituent une image valorisante d'eux-mêmes et de leur parcours militant.

L'acquisition d'un bagage culturel et politique est aussi le fruit d'accointances avec des figures universitaires ou médiatiques, surreprésentées dans le quartier. En 2017, Maria guide l'universitaire et géographe reconnu David Harvey en visite dans le quartier. Honorée par cette tâche, elle répète avec un large sourire que cette journée a été « sensationnelle, incroyable ! ». Maria intègre un cercle de sociabilités valorisé, celui du monde de la recherche et du militantisme carioca. Son militantisme, et surtout les relations qu'il engendre, lui donne la possibilité de concrétiser, éclaircir et défendre des idées auparavant assimilées, mais floues (ses idées associées au mouvement hippie notamment) et de corriger des échecs passés comme son abandon de la faculté d'histoire.

Au début de l'année 2016, sollicitée par une réalisatrice en recherche d'une figurante pour un long-métrage dont le scénario porte sur les évictions, Maria, qui a une brève expérience de théâtre amateur, obtient un rôle dans le long métrage et participe en 2018 à sa tournée promotionnelle dans plusieurs capitales européennes. Forte de son expérience et des compétences oratoires et organisationnelles acquises sur un court terme, Maria devient aux côtés de Bruna, une des figures publiques du quartier. Elle voyage pour défendre la cause de la Vila Autódromo dans une multitude de conférences organisées à Rio de Janeiro et dans le reste du pays, mais aussi à l'étranger. En octobre 2016 elle se rend avec des chercheurs de l'UERJ au congrès de l'ONU Habitat à Quito, où elle participe à une conférence.

Ainsi, comme le note Sainteny (1995), on observe que le capital social accumulé, en plus de générer des instants de gaieté collective, peut aussi déboucher sur d'autres types d'avantages matériels tels que l'obtention d'un emploi ou encore un retour à l'université. Ces rétributions sont considérées comme inestimables dans un contexte où les perspectives

économiques et universitaires sont limitées (LACROIX, 2013).

Davi est nettement moins au centre de l'attention médiatique et académique que ses voisines Maria et Bruna. Il s'est aliéné le soutien des défenseurs publics qui rejettent son activité militante et l'associent à de l'obstination :

Les personnes qui sont restées ici ne sont pas intéressées à connaître la vérité. Ils ont une telle idolâtrie pour les défenseurs publics, imagine que tu vas perdre ta maison et quelqu'un t'aide, tu vas le valoriser et penser « qu'est-ce qu'ils sont bons ». Donc avec cette idolâtrie, c'est très difficile de prouver qu'ils se trompent et la vérité est douloureuse pour eux (il reprend son plan d'urbanisation). Donc sur cette carte, ici on voit l'Autódromo, c'est cet espace que j'ai marqué en rose.

Davi entretient toutefois des relations amicales avec les anciens habitants, quelques journalistes et universitaires, qu'il souhaite faire adhérer à ses idées. Lors de notre entretien, alors que je tente de diversifier les sujets de discussion, il me répond brièvement puis se replonge aussitôt sur ses cartes géographiques ou les preuves qu'il a amassées pour les commenter. Il tire des gratifications sociales moins fortes que celles de Maria et aspire à les développer lorsqu'il entre en contact avec une personne extérieure au groupe et qu'il tente de rallier à sa cause. Sa mise à l'écart du nouveau groupe mobilisé l'incite à passer le moins de temps possible dans le quartier. Avec l'argent reçu par l'indemnisation de sa boutique de bricolage, il s'est acheté un terrain à distance du quartier et ne revient que sporadiquement pour entretenir sa maison et rendre visite à sa mère et son fils qui sont restés sur place. Son fils partage d'ailleurs son ressentiment envers les autres habitants du quartier, qu'il qualifie de « traîtres ». On observe ici la force des relations de sociabilité dans la valorisation de l'engagement. Lorsque celles-ci se désagrègent, elles peuvent conduire les individus à désertir les instants de sociabilité et donc à prendre ses distances avec un engagement militant dont les normes sont produites par des concurrents. Néanmoins, sa mise à l'écart du collectif n'entame pas sa détermination à défendre ses droits et à « révéler la vérité ». Lorsqu'il identifie son action politique à celle de leaders comme Gandhi ou Mandela, il affirme aussi la prééminence de l'engagement solitaire et individuel sur l'action collective, selon lui plus efficace.

L'importance des gratifications acquises rend le départ définitif de Maria, Davi, mais aussi Bruna improbable, pour trois raisons principales. D'abord parce que comme cela vient d'être observé, ces rétributions sont des sources de satisfaction et de bien-être dont les individus ne sont pas prêts à renoncer. Ensuite, parce que leur abandon constituerait une trahison, non plus auprès des habitants du quartier, mais auprès des acteurs extérieurs, compte tenu du soutien et des multiples sources de gratifications qu'ils leur ont apportées. Enfin, « plus les efforts ont été intenses, plus il est difficile de reconnaître leur futilité » (AGRIKOLIANSKY, FILLIEULE,

2005, p. 8). Le sentiment d'être redevable de l'organisation (hormis dans le cas de Davi) et de ses acteurs les incite à persévérer dans leur engagement.

Enfin, si je souscris à l'approche des rétributions dans l'examen des carrières, c'est aussi parce que ces dernières produisent des effets non négligeables sur les interactions sociales. Ces rétributions peuvent en effet cristalliser et exacerber les concurrences dans le groupe. Déjà à travers les trajectoires ci-dessus examinées, on observe que les rétributions différenciées de l'activisme peuvent être source de tensions.

2.3 Le maintien par dépit

Comme remarqué précédemment, dans la plupart des récits académiques portant sur la Vila Autódromo, la position adoptée par les figures du mouvement est transposée à la totalité des habitants du quartier. Ainsi, l'intégralité d'entre eux aurait défié la municipalité pour pouvoir rester sur place et par extension, défendre et concrétiser leurs droits. La position de Juliana contrevient au récit narratif idéalisé et homogénéisant du militantisme. Rejetant les motifs moraux qui encourageraient le maintien sur place, sa trajectoire individuelle et la position hétérodoxe qu'elle défend, incitent à aborder le fait que la persistance de certains relève davantage d'une décision prise par dépit plutôt que par choix militant.

Juliana a soixante ans. Elle est née dans une famille pauvre de Belo Horizonte. Son père, soldat, tombe gravement malade après avoir participé à la construction de la route Transamazonienne. Sa mère est femme au foyer. Juliana commence à faire du baby-sitting à l'âge de dix ans pour épauler sa mère et parce que son père est en incapacité de travailler. Elle abandonne l'école peu de temps après, apprend la cuisine et décide de se consacrer à ce métier. La cuisine est cependant un métier difficile et concurrentiel, dans lequel elle peine à se rémunérer convenablement. À vingt-deux ans, elle accouche de son premier enfant. Elle en aura huit. Elle divorce de son conjoint et rencontre son futur mari en 1994. Suite à sa décision de déménager à Rio de Janeiro, elle rejoint son conjoint qui y habite et cherche un emploi. Elle s'installe à la Vila Autódromo où habitent sa belle-mère et son époux, et vit dans un logement précaire, une petite pièce sombre et sans assainissement. À distance des enjeux politiques, elle est intéressée par son environnement proche, participe aux activités du quartier et tisse de nombreuses amitiés. Proche du président d'association et du vice-président, elle défend la préservation du quartier et participe sporadiquement aux actions menées pour rester dans le quartier. Elle s'engage plus franchement au sein du groupe lors de la dernière menace d'évictions et soutient l'action du

président. Alors que ses principaux alliés commencent à négocier, Juliana décide également de se rendre à la municipalité pour connaître la valeur de l'indemnisation dont elle pourrait bénéficier. Ses enfants se voient attribuer des logements sociaux, mais Juliana et son mari refusent cette option de relogement. Ils se renseignent sur les prix de marché de l'immobilier, mais, compte tenu de la faible surface de leur domicile, ils constatent que l'offre d'indemnisation qui leur est faite – fixée à 100 000 réais²⁵² et un logement social – est insuffisante pour acheter un bien dans un quartier à proximité qui ne soit pas une favela ou situé dans un autre municipe que Rio de Janeiro. N'étant pas parvenus à négocier une somme à la hauteur de leurs espoirs, Juliana et son mari décident de rester. Néanmoins, après que le président d'association est parti, elle se distancie du groupe recomposé autour des figures de Bruna et Maria. Elle estime leur engagement « opportuniste et hypocrite », et les discrédite par leur manque d'implication lors des mobilisations précédentes, contrastant avec son propre engagement et celui de ses amis. L'entretien semble pour elle un moyen de se décharger et d'exprimer ses griefs à l'égard des nouvelles figures de la lutte :

Si j'ai participé ? Ah ça oui ! Moi je suis entrée dans cette lutte il y a plus de trente ans, ce discours de déplacer la Vila Autódromo, il est pas d'aujourd'hui, il vient des débuts de la communauté. Ce groupe de gens est né récemment, presque maintenant pour entrer dans la lutte, mais moi je participe depuis des années. Mais ces gens ça fait moins de deux ans qu'ils ont commencé à travailler pour cette lutte. Alors que des gens comme Lina, et d'autres, ont participé depuis des années ! (...) Moi j'ai participé pendant tellement d'années, à tout, tout, maintenant comme je te dis ces gens ont commencé la lutte il y a très peu, alors que quand le Pahica (le président d'association) les appelait pour participer, personne n'y allait ! Moi ça je peux leur dire en face. Cette lutte, c'est celle d'Ana,, Dona Lina, Roberta, Alfonso. À cette lutte eux ils ne participaient pas, aucun d'entre eux n'y allait !

La concurrence et les rivalités, antérieures au départ du président, l'amènent à se désengager du groupe reformé autour des figures de Bruna et Maria. Elle continue toutefois à participer aux réunions pour s'informer de l'avancement du dialogue avec la municipalité et s'entretenir avec les défenseuses publiques, mais ne participe plus avec le même entrain. Au lendemain de l'annonce de la construction de logements pour les derniers habitants mobilisés, elle déménage vers un container et vit cette nouvelle période avec enthousiasme. Elle apprécie ce nouvel espace, et les commodités qu'il offre. Son maintien sur le territoire et son relogement temporaire dans un container plus confortable que son ancien logement – détruit par la municipalité – fait évoluer son jugement envers l'action du maire Eduardo Paes :

Il était génial ce container, merveilleux... vraiment très bien. Avec ça je pouvais pas me plaindre de l'action d'Eduardo Paes, si je m'étais plainte ça aurait été de l'hypocrisie. Moi j'habitais près des rives du lac, mon logement était sur la zone qui devait être utilisée pour les Jeux Olympiques. Je n'ai pas voulu sortir, je suis restée, je suis restée et ils m'ont donné cette maison. Mais comme je t'ai déjà dit s'ils m'avaient donné une belle somme d'argent, je serais partie ! Mais comme je n'avais pas de quoi m'acheter une maison, j'ai préféré rester. J'ai habité temporairement ce container merveilleux, top confort, il y avait même l'air conditionné... donc je ne

²⁵² Environ 15 000 euros.

peux vraiment pas me plaindre de Eduardo Paes, ce serait hypocrite de ma part ! (...) je ne peux pas parler mal de lui, et s'il se présentait de nouveau, je voterais pour lui. Parce que ça a été merveilleux pour moi, mais ça, peu de gens l'assument.

La montée en gamme de sa condition de logement satisfait Juliana et dépasse ses attentes. Grâce à son logement, elle améliore sa condition économique et peut renoncer aux ménages pénibles et fatigants qu'elle exerce dans la Barra da Tijuca. Elle se consacre à son propre espace domestique et développe une activité informelle de vente de produits de première nécessité. Elle loue également son domicile lors de l'organisation de grands événements qui se déroulent à proximité tels que le Rock n'Rio. Affirmant à plusieurs reprises « se sentir très bien », elle dit avoir bénéficié et être redevable de l'action Eduardo Paes. Néanmoins, ces propos laudatifs sur l'action de Eduardo Paes, décriée par les figures de la lutte, ne peuvent être compris sans être liés à leur contexte de production. Affirmer son soutien au maire est alors une façon de s'opposer à des voisins qu'elle méprise en exprimant un point de vue iconoclaste. Certaines pratiques, pourtant anodines et triviales, comme sa façade peinte en orange (la seule du quartier), mais qui contreviennent aux règles formulées par le groupe, découlent d'une volonté de rendre visible son dissentiment. Juliana entretient certes des relations cordiales avec ces derniers, mais celles-ci se limitent aux rituels de politesse.

La distribution inégalitaire des rétributions symboliques (prestige et reconnaissance essentiellement) et matérielles (les voyages), concentrées sur les figures de Maria et Bruna est pour elle source de frustration et de rancœur. Les déclarations de Juliana sont saturées d'allusions portant sur les intérêts tirés par certaines figures de la lutte, au détriment d'autres personnes jugées plus méritantes. Après plusieurs insinuations et sous-entendus, elle exprime sa rancune de façon plus explicite :

Autre chose que je trouve incorrect de leur groupe, c'est que ce sont eux qui racontent l'histoire de la Vila Autódromo. Ils ont même voyagé aux États-Unis pour la raconter, je crois qu'on aurait dû faire un tirage au sort parce que cette histoire c'est la mienne, c'est la leur, et c'est celle d'autres habitants. Ils devaient faire un tirage au sort pour aller à l'étranger et raconter une histoire qui est celle de tous. Mais non, ce sont eux qui décident, et seulement Maria et Bruna peuvent aller en Uruguay, au Paraguay, en Équateur (*elle bouge les bras et mime le voyage*), en Suisse ! C'est pour ça que je te dis que ce sont des hypocrites. Ils ne connaissent même pas l'histoire de la Vila Autódromo, c'est dona Lina qui devait voyager, elle elle a lutté, elle a tenu tête au maire qui l'a même insultée, eux ils n'auraient jamais été capables de ça ! Pourquoi ça n'est pas Roberta ou Alfonso, qui ont organisé des tas de réunions et ramené des dizaines de personnes dans le quartier ? Ce sont eux qui auraient dû voyager aux États-Unis ! C'est beaucoup d'hypocrisie et moi je n'accepte pas. Ce type d'hypocrisie je n'accepterai jamais.

Les propos de Juliana démontrent l'importance d'une répartition plus équitable des rétributions dans la continuité du militantisme. Ça n'est pas seulement le tarissement des

rétributions qui influencent sa position à contre-courant des autres membres du mouvement, mais aussi la représentation que les acteurs se font de leur distribution. En effet, la perception d'une répartition inégale des rétributions militantes peut pousser les individus à se retirer du jeu collectif, ou les inciter à adopter une posture individuelle contradictoire, jugée plus valorisante dans la représentation de soi.

Ces propos surprennent quand on sait que les frustrations, jalousies et rancœurs sont la plupart du temps refoulées et censurées par les enquêtés (GAXIE, 2005) ou énoncées en filigrane, car leur formulation publique trahirait un intéressement. Nonobstant, la configuration privée de l'entretien permet de donner libre cours à une parole désinhibée et à des sentiments réprimés. Il donne également la possibilité d'apporter une version alternative et de réhabiliter un engagement peu récompensé au regard des multiples gratifications dont ont bénéficié ses concurrentes. Assumer de rester pour une raison purement économique peut sembler cynique, mais c'est une façon pour elle de véhiculer une image de franchise et de sincérité, s'opposant à l'« hypocrisie » de ces voisins, terme qu'elle emploie à quinze reprises lors de notre entrevue.

Juliana déclare que son choix de rester pour des raisons économiques est loin d'être minoritaire et cite le nom de deux autres habitants s'étant vu proposer des indemnisations jugées insatisfaisantes.

Conclusion

Pour conclure, la fusion entre les diverses sphères de vie des habitants de Woodstock et Vila Autódromo favorise une pratique militante intense. Si la sphère familiale joue un rôle central dans l'engagement, ses modalités diffèrent. À Woodstock, ce sont majoritairement des individus seuls et sans enfants à charge qui se mobilisent, en raison d'une disponibilité biographique relativement importante. À la Vila Autódromo, l'alignement entre les membres d'une même famille quant à la décision de rester dans le quartier et poursuivre la mobilisation constitue un prérequis à leur maintien. Dans les deux cas, si les individus consentent à consacrer l'essentiel de leur temps à l'activité militante c'est parce qu'ils en tirent des gratifications aussi bien matérielles que symboliques. Ces rétributions compensent des parcours éducatifs, familiaux, professionnels ou résidentiels souvent tortueux. Elles peuvent alors recouvrir une dimension thérapeutique comme je l'ai examiné à partir des carrières de Marius et Rick. Ces rétributions réparent et façonnent l'image que les individus se font d'eux-mêmes. Ces dernières, ainsi que les liens étroits qu'ils entretiennent avec le reste des militants et la construction d'une image d'exemplarité découragent toute sortie du mouvement social.

Enfin, le militantisme constitue un moyen de consolider certaines convictions religieuses acquises pendant la socialisation primaire. S'investir à une échelle locale, celle de son propre quartier, est un moyen d'agir au plus proche des individus de la communauté. Pour certains d'entre-eux, notamment ceux de la famille de Bruna à la Vila Autódromo, cet idéal s'arrime à une pratique religieuse catholique qui valorise l'entraide et la charité à l'égard des plus nécessiteux. L'idéal communautaire, tel qu'il se déploie au sein de Reclaim The City, peut aussi être pour certains résidents un moyen de venger l'arrachement des siens dans les espaces urbains du Cap en recréant un tissu social local.

Après avoir décrypté les divers types d'engagement dans les quatrième et cinquième chapitre, il convient d'investiguer dans quelle mesure ils participent à un réajustement de la structure organisationnelle et des activités militantes.

CHPITRE 6: LES AJUSTEMENTS ORGANISATIONNELS DES MOUVEMENTS DE QUARTIER

Rien ne se perd, rien ne s'oublie dans la mémoire indéfiniment brassée de la classe ouvrière. D'autres grèves, d'autres comités, d'autres actes s'inspireront des grèves passées – et de la nôtre dont je découvrirai plus tard la trace, mêlée à tant d'autres.
Robert Linhart, *L'établi*, Éditions de Minuit, p.132,1974

Dans ce sixième chapitre, deux éléments sont au centre de mon analyse : l'influence des engagements différenciés sur la structure des organisations d'une part et les transformations des mouvements sociaux d'autre part. L'objectif est de cerner la façon dont la prise en compte des inégalités d'engagement participe d'une redéfinition des répertoires d'action, des enjeux et des objectifs de la lutte. Examiner l'évolution des mouvements dans le temps met au jour l'adaptation continue de des membres pour remédier au manque d'engagement ou au désengagement d'une partie d'entre eux.

L'insertion dans un collectif s'accompagne de négociations identitaires continues. Loin d'être figé, l'investissement au sein d'un groupe peut être discontinu, mis en veille ou réévalué positivement. Le chapitre précédent l'a montré, les individus ne s'engagent pas de la même façon dans les structures militantes. Ces modalités différenciées de l'engagement ont des conséquences organisationnelles. Les organisations craignent les désengagements en cascade susceptibles d'entraîner un délitement de l'action collective. Il s'agit ici de montrer que le déséquilibre entre individus engagés et moins engagés participe d'une reconfiguration des structures militantes.

Ces observations reflètent l'importance de la chronologie des mouvements sociaux. La prise en compte de la temporalité est cruciale à plusieurs égards. Les cadres des mouvements sociaux sont confrontés à plusieurs défis : continuer à retenir les habitants à l'intérieur du groupe et à exercer une pression sur la municipalité. Ces deux défis sont indissociables puisque la capacité numérique du groupe est cruciale pour avancer des revendications. L'enjeu pour les cadres est donc de préserver l'unité, le nombre et l'engagement (TILLY, 2006c ; WOUTERS, WALGRAVE, 2017), pour faire perdurer les structures militantes et continuer à défier les pouvoirs publics. D'autres éléments, au-delà de l'engagement, doivent néanmoins être pris en compte pour appréhender les mutations des collectifs militants : le rapport aux pouvoirs publics, l'avancée des revendications et les relations interpersonnelles au sein des groupes. En somme, les organisations doivent faire face à des pressions à la fois internes et externes, ces dernières affectant « their viability, their internal structure and processes, and their ultimate success in attaining goals » (ZALD, ASH, 1966, p. 327). Les mettre en évidence permet de ne

pas surestimer l'importance des engagements différenciés dans la réorientation des groupes, mais de replacer ce processus dans le contexte relationnel qui les lie au pouvoir public.

Les adaptations prônées par les cadres des mouvements peuvent être l'objet d'après discussion et conflits stratégiques portant sur les répertoires d'actions à adopter pour renouveler et perpétuer l'action collective. Bourdieu affirme que « la définition de l'enjeu de la lutte est un enjeu de lutte » (1976b, p. 92). Cette observation conduit à réfléchir au sens que les acteurs donnent à la mobilisation et à la façon dont ils l'ajustent et le redéfinissent – cette labélisation étant souvent sujette à conflits – pour s'adapter aux défis organisationnels qu'ils rencontrent.

Malgré les accommodations opérées par certains membres du mouvement de la Vila Autódromo, les habitants mobilisés ne parviennent pas à arrêter l'hémorragie numérique qui affecte le groupe. Le déclin de la mobilisation interroge donc les conditions de félicité ou d'échec du mouvement social, thème qui demeure peu abordé en sciences sociales, à quelques exceptions près (GAMSON, 1990; GIUGNI, 1998; BERNSTEIN, 2003). Les conséquences biographiques de l'engagement (LECLERCQ, PAGIS, 2011; MCADAM, 1988; CORMIER, 2016; NEVEU, FILLIEULE, 2019) ont été étayées, mais l'analyse des effets politiques de la réorganisation interne des groupes demeure sous-investie. La normativité des termes d'« échec » et de « succès » pose un problème qui s'ajoute à la relativité de chacune de ces notions.

De plus, il n'est pas aisé d'enquêter sur les conséquences politiques des mouvements sociaux dans la mesure où la participation in-situ permet rarement de prévoir la réussite ou la déroute du mouvement. Dans le cas du mouvement social de la Vila Autódromo, l'issue du mouvement est délimitée dans le temps et donc prévisible puisqu'elle s'inscrit dans l'agenda de l'organisation des Jeux olympiques d'août 2016. Dans le cas de Reclaim The City, aucun élément – tel que la potentielle expulsion totale de l'occupation ou le relogement à proximité des habitants – ne permet de présager des résultats de l'action collective selon une échéance déterminée. Ainsi, il est préférable de se garder d'interpréter le mouvement sud-africain sous l'angle de sa réussite ou de son échec. Il s'agit plutôt d'étudier les diverses modalités conduisant à la réorientation des actions du groupe et ce qu'elles impliquent dans le rapport de force instauré avec la municipalité.

1. De Reclaim The City à Reclaim The Occupation ? Transformation des répertoires d'action au Cap

1.1 Vers une fragmentation du mouvement social...

1.1.1 Les inégalités d'engagements comme sources de frustration et de fatigue militante

Le chapitre précédent a révélé que ce sont principalement les mêmes individus qui participent aux moments de protestation organisés dans l'espace public. Ces inégalités de participation sont génératrices de tensions à l'intérieur du collectif. La fragmentation de ce dernier, basée notamment sur ces inégalités d'engagement qui se superposent à des divisions sociales et générationnelles traversant le groupe sera d'abord mise en exergue. Les trajectoires biographiques des enquêtés qui ont pris leur distance avec le groupe et la façon dont leurs divergences sont rendues visibles mettent en évidence la segmentation du mouvement.

Abie²⁵³ a cinquante-deux ans. Avant de rejoindre les rangs de Reclaim The City, il n'a jamais participé à un épisode protestataire. Il intègre l'occupation début 2018. Son insertion l'amène à s'intéresser à la question des évictions et à approfondir ses connaissances sur les événements de District Six, quartier où il est né et a vécu avant que sa famille soit expulsée trois ans plus tard. Je le retrouve parfois à la bibliothèque municipale de Woodstock où il consulte des livres portant sur les évictions forcées menées sous la période de l'apartheid. Alors qu'entre septembre et décembre 2018 il participe énergiquement aux actions internes (réunions, préparations de manifestations, surveillance de l'occupation) et externes (escraché, protestations de rue) du mouvement social, il prend peu à peu ses distances.

En avril 2019, lors d'un jugement sur les évictions au tribunal du Cap, il me retrouve dans le couloir et s'indigne de l'absence des habitants de l'occupation, manifestant sa colère envers ceux qu'il juge « paresseux » et incapables de se mobiliser pour le collectif. Déjà lors d'un entretien, sept mois auparavant, il désapprouvait avec véhémence le comportement des leaders et autres membres, parfois réticents à fournir des efforts pour le groupe :

Abie: But the leaders should be there first. Why is the supporters there first and the leaders come whenever they feel like: "No I must go to my granddaughter, no I must go to"... but it's all lies. When you find out, he has been there whole day doing nothing.

Margaux: I remember you told me when you went to the police station you saw people hiding...

Abie: That were up and down in the main room. They got shy and they tried to hide. They look the other way. And later you see them and they're drinking. So I'll put the questions today: "what if this movement tomorrow they say you must move out, what are you going to do?" This is the things you must let them worry and think.

M: And what do you feel when you see that?

Abie : I feel that it's unfair! If you cannot fight and stand, how can you benefit from somebody else's fighting all the time? And you want to say tomorrow, « ah I want to

²⁵³ Entretien réalisé le 5 octobre 2018, au domicile d'Abie (Occupation Cissie Gool House).

move there in that house”, but who was fighting, it wasn’t you, it’s me who fought for that house there. But now you want to go stay there. Is it right? You see.

Pour Abie, le manque d’engagement constitue un manquement, aggravé par le comportement intolérable des habitants, qui « ne font rien » et « boivent ». Ces accusations, basées sur des stigmates disqualifiants, sont uniquement compréhensibles à l’aune des conditions interactionnelles de son engagement et des rétributions qu’il en tire. Son observation dépitée et dénonciatrice découle d’une part d’un manque de reconnaissance de l’intensité de son engagement et d’autre part, de conflits l’opposant à certains leaders du mouvement social et à d’autres habitants avec lesquels il cultivait auparavant une entente cordiale. Il s’absente lors de certaines réunions et ralentit la cadence de son engagement, apparaissant de façon plus sporadique aux réunions. Alors que chaque jour, il portait fièrement son t-shirt rouge « Reclaim The City, land for people, not for profit », il le troque temporairement pour un autre t-shirt de couleur rouge, celui du Socialist Revolutionary Workers Party (SRWP), à l’effigie de Irvin Jim²⁵⁴ et sur lequel est inscrit « *Equality, work, land, vote SWRP* ». Je le rencontre à Victoria’s Road le 25 avril, deux semaines avant les élections nationales, il suspend une pancarte du parti à un lampadaire et me montre le nouveau t-shirt qu’il arbore quotidiennement. Alors qu’il a toujours voté pour le DA, il revendique la nécessité de passer par un vote partisan pour faire valoir ses convictions.

Ce nouvel engagement est sans doute temporaire, il correspond aux échéances qui précèdent les élections générales. Il traduit d’une part une forte politisation par le biais de Reclaim The City et paradoxalement, d’autre part, une mise en compétition avec son engagement principal au sein de ce mouvement, dont il déroge à la règle de l’exclusivité en revendiquant son affiliation partisane. Cette démarche politique émane également de son amitié avec Ashura, une habitante de l’occupation très impliquée dans le mouvement social.

Mère célibataire d’une fille de quatre ans et sans-emploi, Ashura, trente-trois ans, emménage dans l’occupation en octobre 2018, mais participe aux actions du

mouvement social depuis plus d’un an. Il s’agit également de son primo-engagement au sein d’un collectif politique. Enthousiaste, elle participe à la quasi-totalité des actions de protestation et passe de nombreuses matinées au tribunal à assister les personnes évincées de Woodstock. Le 22 octobre 2018, alors qu’a lieu son propre jugement d’éviction au tribunal du Cap, trois personnes l’assistent, Ibrahim, un habitant de l’occupation, Matthew et moi-même. Assises en terrasse à l’issue du jugement, elle me remercie de l’avoir accompagnée. Avec un ton gêné et agacé, elle exprime sa déception à l’égard des occupants, un seul d’entre eux s’étant déplacé au tribunal pour lui témoigner son soutien. Amère, elle ne comprend pas que les efforts

²⁵⁴ Secrétaire général de l’Union National des travailleurs de la métallurgie sud-africains (NUMSA), le plus important d’Afrique du Sud. Candidat et représentant du SRWP, parti communiste aux élections présidentielles de 2019.

fournis ne lui soient pas retournés et s'estime victime d'une injustice supplémentaire.

Si aucune personne n'a participé au jugement d'Ashura, c'est parce qu'elle est en conflit avec deux femmes leaders de Reclaim The City. La soutenir signifierait prendre position en faveur d'un camp. Les conflits qui l'opposent à ces deux femmes sont source de tensions quotidiennes. À plusieurs reprises, j'observe que lorsqu'elles se rencontrent dans les couloirs de l'occupation, elles se jettent de brefs regards méprisants, puis celle avec laquelle je me trouve tente ensuite de me prendre à partie en multipliant reproches et injures. Si Ashura est discréditée auprès de ces cadres, c'est parce qu'elle est accusée de communiquer des informations à la municipalité et d'être propriétaire d'un logement à Woodstock. Le manque de reconnaissance de ses efforts de la part des résidents et le rejet témoigné par certaines figures du mouvement l'éloignent du groupe. Alors qu'elle prend peu à peu ses distances du mouvement social, elle commence à s'intéresser à l'action du SWAP. Après s'être rapprochée des représentants de cette mouvance socialiste du Western Cape, elle en devient déléguée. Elle parvient alors à convaincre Abie de se mobiliser à ses côtés. Le soutien et la complicité de ce dernier confortent sa position tandis que son nouveau poste de déléguée du SWAP lui confère des rétributions symboliques supérieures à celles tirées par son engagement au sein de RTC.

À travers les carrières militantes de Abie et Ashura, on observe que les inégalités d'engagement peuvent infléchir l'investissement militant d'habitants dévoués à la cause. La sensation d'une injustice et d'un manque de reconnaissance de leurs voisins, entraîne une baisse des gratifications militantes et les incitent à investir leur énergie au profit d'une autre cause. Les interactions entre habitants déçus, partageant leurs frustrations, peuvent alors entraîner une multiplication des défections et mettre en péril la cohésion du groupe.

1.1.2 Scissions et réduction du rôle politique des leaders comme effets des inégalités d'engagement dans le groupe

Les relations conflictuelles à l'intérieur de l'occupation et les conflits, provoqués par une compétition économique exacerbée ou des représentations distinctes de l'usage de l'espace, ont été analysés dans le chapitre précédent. Ils constituent une entrave à l'engagement individuel d'habitants peu socialisés aux questions politiques. Pour ceux engagés, comme Abie, le manque d'engagement de leurs voisins est associé à leur mode de vie déviant.

Les griefs à l'égard d'habitants qui ne se mobilisent guère suscitent d'importantes tensions dans l'occupation. Celles-ci sont visibles lors des entretiens et des réunions, pendant

lesquelles l'absentéisme est un sujet de discussion fréquent. Ces accusations d'absentéisme se couplent de critiques morales. Les contrevenants aux normes sociales formulées par le mouvement sont la plupart du temps associés à leur génération d'appartenance. Les plus jeunes sont accusés d'être passifs et de s'adonner à des pratiques déviantes comme la consommation de drogue ou d'alcool. Des débats houleux surgissent lors de réunions à propos de leur attitude. Le 6 novembre 2018 pendant une Advice Assembly, réunion dédiée à l'entraide juridique, une habitante se plaint de la consommation de drogue et d'alcool des plus jeunes, qui « traînent » jusqu'à une heure tardive dans les couloirs de l'occupation. Une autre se lève et s'exclame "Why you don't put them out if they smoke, if they're using drugs and spend their time hanging around". Un House leader renchérit : "People are smoking drugs until late and we don't do anything so people think that it is a joke, that nothing will happen for them and that they can do whatever they want". Ashura rebondit "and that same people who do not respect the rules, they don't come to the meetings, they just come to sign in, they stay five minutes and then they go out. We have to repeat "you need to go to the meetings".

La cohabitation difficile avec les jeunes adultes ou adolescents, dont nombre d'entre eux sont sortis du système scolaire ou au chômage, alimente les rancœurs et l'amertume des habitants. Ce genre de déclarations portées à l'encontre des jeunes générations sont monnaie courante. Certains résidents m'en font part pendant les entretiens. Ils regrettent une dissolution des valeurs et de la morale, à l'image de Denver : "During apartheid (...) the people's morals was very high and it was understood by their children. Today everything changed. The kids are disrespectful, they don't have values, their moral is just up on this wall".

Cette fragmentation générationnelle est fréquente dans les milieux populaires (MERKLEN, 2009; COQUARD, 2019). Les jeunes sont identifiés comme responsables des troubles quotidiens des plus âgés. Ils sont accusés d'entraver le déroulement d'un quotidien apaisé et de leur limiter l'accès à certains espaces de l'occupation comme le couloir où ils se retrouvent pour fumer. Le chômage des plus jeunes n'est pas envisagé comme un phénomène structurel, mais plutôt comme la conséquence de leur paresse et de la perte des valeurs morales associées au travail.

Lors d'un Committee leader meeting, organisé le 22 octobre 2018, un des House leaders s'alarme de l'absence de ces jeunes aux réunions et souhaite aborder les moyens, entendus comme incitations sélectives, pouvant être utilisés pour susciter leur adhésion. Toutefois, ces paroles sont sans effet et c'est l'activité des leaders qui occupe l'essentiel des conversations.

En effet, lors de ce rassemblement, qui réunit l'ensemble des leaders des occupations de

Woodstock et Sea Point, alors que l'ordre du jour porte sur les jeunes et le manque de communication entre leaders, le débat dérive et se cristallise autour des inégalités d'engagement et de la fatigue militante. Deux leaders s'opposent d'abord à l'intensification des échanges téléphoniques à travers l'application WhatsApp. Arguant d'une surcharge de leur emploi du temps, elles expriment un sentiment de frustration, partagé par d'autres lors des entretiens, et généré par le passage de leurs prérogatives politiques et organisationnelles vers la résolution de problèmes du quotidien, inhérents à l'occupation.

Elisabeth : A problem that I am facing personally... we've been resolving emergency issues that are put in WhatsApp, so we speak to a lot of people. We are part of the working class and we don't have all time to attend on emergency issues. We cannot really attend to all these messages; we've got different jobs and it has to be taken into consideration. We cannot attend our phone every 5 minutes, unfortunately I cannot do that personally because I am a single parent and I don't have the time and the energy to be on the WhatsApp for all the time because my child comes first and I am doing this as a volunteer, so I don't have the time to sit on my phone at 5, when the messages are starting to come. I am a carer and my dedication to this organisation is on the top of the rank, but I cannot dedicate my all time, we have to think about that. Other people have time, and because some people have time they just think about themselves sometimes and I think we don't think for the working class people.

Linda et Susanna acquiescent les propos d'Elisabeth. Un leader rebondit sur ses propos et regrette le manque d'intérêt des habitants ou leur absence lors des réunions. Il déplore les départs anticipés ou l'inscription d'habitants pourtant absents sur les registres de participation. Susanna prend ensuite la parole pour exprimer le malaise qu'elle ressent, non seulement face au désintérêt des habitants, mais aussi face aux inégalités de participation parmi les leaders :

I just think about that.. (*se racle la gorge*). There are very very small turnover of leadership at events, I know people are working, but people don't work in weekends, then I know sometimes we need to be somewhere during weekends. But what I've been noticing now is that people, people are depending on other people to be at every event, at every action, and every campaign thinking "ok someone will go", and putting too much pressure on certain people, and I think it is very selfish. I feel it very selfish. And we are expecting to be everywhere, we are expected to respect our duties in RTC. Because it is the way it is.

Les cadres du mouvement, tels que Elisabeth et Susanna, regrettent de devoir restreindre leur action à la seule résolution des problèmes matériels, cette tâche s'ajoutant à leur activité militante intense. Elles consacrent une part importante de leur temps à la résolution de tracas quotidiens qui empiètent sur d'autres sphères de vie (le travail et la vie familiale principalement), elles peinent alors à endosser le rôle politique conféré par leur statut. Lors d'un entretien organisé avec Peter, un autre leader, celui-ci fait part de la profusion de requêtes individuelles et domestiques formulées par les habitants et du manque de reconnaissance qu'il tire de son action :

Yes, it is very hard. I don't have a life actually. My life is the movement so there is, sometimes, you feel bad, cause there are a lot of people that say bad things about you, you listen to them, you try to correct what you did but.. it is very hard. The leaders, we're trying to do the best, we are active and committed but we are always criticized, always criticized. And they criticize you because you don't do everything for everyone, but you do everything for the organization and for the program. Because people expect that you do things for them, that they can benefit. When you explain to them that it is not how we operate they basically feel very offended. "Why do Peter does not do this for me?" I go to people that talk but I have to make people understand, and that's not easy.

Comme rappelé dans le précédent chapitre, la vulnérabilité économique des résidents constitue un frein à leur engagement durable. Les initiatives pour la réduire concentrent l'essentiel des échanges entre leaders et occupants. En me promenant avec Adamo dans l'occupation, trois habitants s'interposent à tour de rôle pour l'interpeller sur les fuites d'eau, l'antenne télévisée en panne ou la condamnation des toilettes communes. Lorsque je fréquente Susanna ou Peter, les sollicitations sont aussi fréquentes et concernent principalement des difficultés domestiques. De plus, comme le montrent les propos de Peter, les leaders souffrent de la défiance des habitants à leur égard. Dans son étude sur l'engagement syndical dans une usine française, Mischi (2016) remarque la défiance des ouvriers à l'égard de leurs représentants syndicaux. Comme dans le cas qu'il examine, la défiance des habitants s'explique par l'ignorance – ils méconnaissent le travail et les efforts fournis par les leaders en faveur du groupe – et par la suspicion plus générale à l'égard d'individus exerçant des charges de pouvoir, soupçonnés d'agir pour leur propre intérêt.

Ces dissensions multiples entre jeunes et adultes, engagés et désengagés, leaders et membres ne sont pas anodines. Elles ont des conséquences sur l'organisation du mouvement social. Les efforts déployés pour apaiser les tensions empiètent sur les activités militantes, mais sont aussi nécessaires pour donner aux habitants l'envie et le goût de s'investir dans ces dernières.

1.2 ... qui amène à une réorientation de ses stratégies et finalités ?

1.2.1 Les facteurs d'un recentrage sur l'occupation

À travers cette sous-partie, j'examinerai les facteurs supplémentaires qui participent à une reformulation des objectifs du mouvement social. Le tournant stratégique opéré par les leaders du groupe est en effet tributaire de plusieurs facteurs qui s'ajoutent aux inégalités

d'engagement qui viennent d'être décryptées : l'usure des répertoires d'action, l'accroissement du nombre d'habitants et le décalage entre revendications formulées par le mouvement et attentes des habitants. La prise en compte de l'entrelacement de ces divers facteurs permet de se départir d'une simple analyse causale du lien entre inégalités d'engagement et réorientation des objectifs de l'organisation. Il convient d'abord de cerner brièvement les avancées obtenues par le mouvement, avant d'examiner les divers événements qui conduisent à une réorientation des stratégies et objectifs du groupe.

En 2018, au cours de la deuxième année d'existence de Reclaim The City, une petite partie des membres enchaîne les actions protestataires, organisées dans l'espace public à un rythme soutenu puisqu'elles ont lieu plusieurs fois par semaine. Certaines sont étroitement planifiées tandis que d'autres sont improvisées et les habitants de l'occupation peuvent soudainement être réquisitionnés pour monter dans des taxis collectifs et filer vers un lieu inconnu de protestation²⁵⁵. Entre septembre et 2018, les semaines sont en effet ponctuées d'événements²⁵⁶ qui concernent aussi bien la vie interne à l'occupation que les protestations menées dans l'espace public.

Grâce à ces nombreuses protestations publiques, Reclaim The City parvient à donner de la visibilité au problème du logement au Cap. Les acteurs municipaux s'emparent de cette question et identifient treize sites situés à proximité du centre-ville et sur lesquels pourraient être construits des logements sociaux. Malgré leurs réticences et les tractations politiques autour des enjeux de logement, cette décision politique contribue à une mise à l'agenda du problème du logement. Alors que cette thématique était peu discutée, elle occupe une place centrale dans les débats politiques organisés à la veille des élections générales de mai 2018. Certains représentants de Reclaim The City sont conviés sur des chaînes de télévision nationale pour débattre de cette question. La campagne politique qui précède les élections générales offre de la visibilité à cette mise à l'agenda du problème du logement. Bien que méfiantes, les représentants du mouvement sont satisfaits de leur reconnaissance par leurs adversaires. Ils estiment avoir remporté une première bataille, mais craignent que les annonces de construction de logements sociaux au centre-ville soient de simples promesses de campagne sans effets concrets.

²⁵⁵ Cela a été le cas à trois reprises en moins d'un mois. À l'occasion de la protestation contre l'Alliance Démocratique le 29 septembre 2018 par exemple ou lors de l'annulation de l'Open House le 28 octobre 2018.

²⁵⁶ Entre septembre et décembre 2018, environ trois activités protestataires hebdomadaires sont organisées en dehors des murs de l'occupation et s'ajoutent aux trois réunions hebdomadaires du mouvement.

Parallèlement, les répertoires d'action externes s'épuisent. Leur répétition leur fait perdre à la fois l'éclat qu'ils revêtent, ils perdent leur caractère innovant, comme l'*escraché* par exemple, mais aussi leur effet de surprise et portée subversive. Par ailleurs, la réaction des pouvoirs publics à ce type d'action gagne en fermeté. Dans une lettre adressée au mouvement le 30 octobre 2018, le service juridique de la municipalité du Cap dénonce leurs pratiques de « victimisation » et de « harcèlement » à l'encontre de figures publiques. Qualifiant ces pratiques protestataires de « criminelles » et « illégales », ils menacent le mouvement d'un recours en justice. Les militants sont donc contraints de réfléchir à de nouvelles formes d'action pour forcer les pouvoirs publics à construire des logements sociaux et mettre un terme aux évictions locatives à Woodstock.

Un jugement au tribunal de haute instance du Cap portant sur l'annulation de l'Open House du 29 septembre 2018 aboutit à l'interdiction de nouvelles installations dans l'occupation. Les cadres du mouvement s'organisent alors pour discuter des modalités d'installation des habitants, dont le nombre de requêtes continue d'augmenter. Les juges ratifient également l'obligation d'un recensement mené par les pouvoirs publics à l'intérieur de l'occupation. Le jugement se solde donc par un échec, dont les conséquences sont toutefois limitées.

Le mouvement doit faire face à l'afflux des demandes d'intégration dans l'occupation. En décembre, le nombre de résidents augmente sensiblement, passant de 700 à 1000 personnes environ. L'annonce de la future interdiction d'installation d'habitants supplémentaires, qui entrera en vigueur à partir de janvier 2019, contraint le mouvement à accélérer leur processus d'intégration. L'arrivée de dizaines de familles supplémentaires oblige à aménager de nouveaux espaces, qu'il s'agisse de lieux d'habitats ou d'espaces de réunions. Malgré la hausse du nombre d'habitants, le nombre de participants actifs aux actions externes stagne voire diminue. Les nouveaux venus consacrent l'essentiel de leur temps à leur emménagement puis adoptent pour la plupart un engagement situé, limité à l'enceinte de l'occupation. L'insertion d'une nouvelle cohorte à l'intérieur de l'occupation implique donc des défis en termes de régulation et de cohésion interne, d'autant plus que, comme observé plus haut, la désunion règne dans l'occupation et conduit à un renouvellement des pratiques militantes.

L'installation de trois Chapters leaders à l'intérieur de cet espace contribue également à déplacer les préoccupations de l'extérieur vers l'intérieur de l'occupation. Leur intégration, entrelacée aux autres facteurs précédemment évoqués, conduit à une évolution de la grille de lecture de l'action collective. Ainsi, les emménagements et le rapprochement physique et

quotidien de figures de proue du mouvement, participant largement à la production de ses normes, contribuent à un déplacement des enjeux du mouvement social. Alors que les cadres orientaient la majorité des actions du mouvement vers l'extérieur et ciblaient principalement les pouvoirs publics, ils procèdent à une réorientation des actions vers l'intérieur de l'occupation. La régulation de l'occupation constituait déjà une part importante du travail militant, mais était subordonnée à la participation externe, celle-ci étant perçue comme le moyen le plus efficace pour interpeller les pouvoirs publics et maintenir un fort degré de visibilité.

Enfin, ce recentrage sur l'occupation peut être expliqué par un autre élément. Lors d'une réunion collective du Chapter, organisée le 15 novembre 2018, un représentant de Ndifuna Ukwazi s'adresse aux habitants. Il souligne que les efforts déployés par le mouvement sont en train de porter leurs fruits et que la construction de logements sociaux au centre-ville est imminente. Il énonce ensuite les conditions d'accès à ces logements sociaux. Le revenu minimum par foyer autorisant l'accès à ce type d'habitat est fixé à 1500²⁵⁷ rands. Il demande alors aux habitants potentiellement éligibles de se manifester. Entre cinq et dix personnes sur les quatre-vingts présentes environ, répondent au critère énoncé et lèvent la main. Les leaders s'observent d'un air un peu gêné.

Même si je ne dispose pas de données empiriques à cet égard, je fais l'hypothèse que la prise de conscience d'une inadéquation entre demandes (ici la construction de logements sociaux) et situation économique des habitants amène également les cadres à questionner la nature des revendications portées par le groupe. Comment continuer à faire de la construction de logements sociaux au centre-ville la revendication première du groupe, alors qu'une grande partie des habitants ne seraient de fait pas concernés si cette demande aboutissait ?

1.2.2 Bâtir une identité collective dans une diversité d'engagements

Les cadres du mouvement prennent acte de la volatilité d'une grande partie de ses membres et concentrent leurs efforts sur les outils de façonnage politique, tels qu'ils ont été examinés dans le troisième chapitre. Certaines de ces initiatives, destinées à enclencher l'engagement politique au sein du groupe et à transformer les habitants en militants, sont alors consolidées. À la volonté de créer des militants engagés pour la préservation de leur quartier,

²⁵⁷ Environ 85 euros.

s'ajoute celle de renforcer l'unité et l'homogénéité du groupe, minée par les conflits précédemment énoncés.

À l'instar de nombreux mouvements sociaux, notamment les mouvements féministes (STAGGENBORG, 1998; STAGGENBORG, TAYLOR, 2005; TAYLOR, 1989), pour susciter l'engagement, le maintenir dans le temps et empêcher les défections, Reclaim The City recentre son action sur la construction d'une identité collective. L'organisation abandonne partiellement et temporairement ses modes de protestation externes (manifestations de rue, escraché principalement) pour se tourner vers un répertoire d'action centré sur la formation d'une identité partagée. Il ne s'agit plus de susciter l' enrôlement des habitants dans les actions externes, mais de construire une identité collective qui constituerait l'aboutissement prééminent de l'activité militante. En somme, les préoccupations internes à l'occupation prennent le pas sur les préoccupations politiques exposées publiquement aux pouvoirs publics.

L'objectif n'est pas de présenter exhaustivement le concept d'identité collective, qui recouvre une multitude de facettes de l'action collective, mais plutôt de comprendre la façon dont il permet de saisir le tournant opéré par l'organisation, lui donnant la possibilité de s'ancrer durablement. Deux volets de l'identité collective identifiés par Poletta et Jasper (2001) sont pertinents pour ce cas d'étude. Le premier est celui de la construction de l'identité collective comme stratégie dominante. Ce tournant stratégique découle certes d'une multiplicité de facteurs précédemment évoqués, mais émane également de la prise en compte de l'identité du groupe. Il s'agit de tenir compte de la diversité des individus qui composent le mouvement. La stratégie doit alors refléter « what we believe, what we are comfortable with, what we like, who we are » (POLLETTA, JASPER, 2001, p. 284). Opter pour des stratégies d'identité collective dirigées vers l'occupation signifie prendre en compte les trajectoires résidentielles des habitants et faire en sorte que depuis cet espace et à travers des pratiques quotidiennes, ils puissent à la fois améliorer leurs conditions de vie et développer collectivement une conscience de classe. Sachant que le problème du logement constitue le dénominateur commun à tous les résidents, il n'est pas étonnant que les cadres détournent leur action publique au profit d'activités menées dans l'environnement physique et social immédiat des occupants.

Le second volet est celui des objectifs. Ces derniers sont redirigés vers une transformation des pratiques et représentations culturelles, à travers une dynamique processuelle. Melucci (1989), Taylor et Whittier (2009) observent que la construction de l'identité collective est négociée et construite au fil des interactions quotidiennes entre les membres du groupe. Pour de nombreux mouvements sociaux, et comme l'ont démontré ces

chercheurs, les instants de protestation visibles constituent des moments cruciaux de façonnage de l'identité collective. Comme illustré dans le troisième chapitre, d'autres types d'activités latentes – telles que les initiatives éducatives déployées par les membres du groupe, l'Advice Assembly, mais également les rencontres qui se tiennent dans l'occupation – sont aussi des moments propices pour favoriser la cohésion du groupe et l'homogénéisation des modes de pensée. Toutefois, les participants à ces moments sont souvent les mêmes. Les leaders du mouvement peinent à renouveler les effectifs militants et déplorent l'érosion de la participation à ces activités. Ils décident donc de concentrer leurs efforts sur les moyens d'action à déployer dans le cadre des sociabilités quotidiennes entre résidents et en dehors des instants organisationnels. Il s'agit de toucher des individus qui participent peu ou sporadiquement à ces réunions, et faire en sorte qu'ils s'identifient au mouvement social, adhèrent et mettent en pratique les valeurs de solidarité soutenues par l'organisation.

L'identité collective se construit donc à partir de l'entrelacement des activités du mouvement social, qu'il s'agisse des moments protestataires latents ou des pratiques quotidiennes de voisinage inhérentes à l'occupation. Néanmoins, pour plusieurs raisons, je me focalise sur les pratiques routinières. D'abord parce qu'elles sont moins perceptibles et évidentes que les instants de protestation visibles ou latents, ensuite (notamment pour cette dernière raison) parce que ces dimensions de l'action collective sont moins investies par les politistes et enfin, et surtout, parce que Reclaim The City opte pour leur renforcement, prenant acte de l'épuisement des pratiques protestataires et de la stagnation des pratiques latentes.

Comment ces formes de production de l'identité collective se concrétisent-elles au quotidien et en dehors de l'arène militante ? Pour Hunt et Benford (2004), l'identité collective est un concept approuvé et admis dans les cénacles académiques, mais trop peu d'éléments empiriques attestent de son existence en dehors de la pensée des chercheurs. De nombreuses recherches empiriques menées ultérieurement attestent désormais de l'intérêt heuristique de ce terme (FLESHER FOMINAYA, 2010; SARRASIN, 2014), néanmoins, son caractère abstrait et son élasticité invitent à y recourir avec précaution.

Les pratiques destinées à souder l'identité collective visent dans un premier temps à améliorer les conditions de vie des habitants. Certains leaders admettent que la faiblesse des revenus des habitants et les préoccupations quotidiennes qu'elle engendre entravent leur engagement. Des initiatives solidaires sont mises en œuvre pour atténuer les problèmes matériels et économiques des résidents. Les habitants utilisent alors les pelouses vacantes de l'hôpital pour les transformer en jardin partagé et accroître leur autonomie alimentaire. Les légumes et fruits

récoltés sont distribués et une partie est utilisée pour organiser les repas collectifs du jeudi. En effet, chaque jeudi, des repas de type « soupe populaire » sont organisés pour l'ensemble des occupants qui se présentent devant les cuisiniers munis de leurs contenants puis regagnent leur logement. Des personnes externes au mouvement et des résidents volontaires s'alternent chaque semaine pour préparer les mets dans la vaste cuisine qui jouxte la salle de réunion.

Ces pratiques, aussi triviales puissent-elles paraître, correspondent à ce que certains chercheurs recourent sous le terme de « pratiques préfiguratives ». Peu employées dans la littérature francophone, ces pratiques désignent des projets alternatifs, urbains ou non, basés sur des pratiques solidaires et quotidiennes, influencés par une pensée de gauche et marqués par la volonté de créer un espace sûr et autonome, libéré de toute forme de discrimination (YATES, 2020). Ces pratiques sont politiques, car elles prônent une certaine autonomie dans le rapport à l'État et préfiguratives dans la mesure où elles visent à une transformation future des rapports sociaux, au-delà d'un espace local et déterminé. Elles préfigurent un type de société auquel les membres aspirent (LEACH, 2013; YATES, 2015).

Opter pour ces pratiques quotidiennes préfiguratives et construire ainsi les étapes vers un idéal localisé pourrait être considéré comme une fuite en avant, un aveu d'échec à faire participer les habitants du groupe au-delà de leur sphère privée. Ce point de vue est réducteur même s'il n'est pas complètement erroné. La réorientation découle certes d'un ralentissement de l'action collective et implique une réduction de l'activité politique visible en dehors des murs de l'institution, mais ses objectifs restent politiques, même s'ils ne sont pas immédiats et s'inscrivent sur le long terme.

Cette nouvelle donne amène à interroger les stratégies et objectifs du mouvement d'une part – ces deux éléments tendant à se confondre à travers le déploiement de ces stratégies préfiguratives – et, d'autre part, à analyser les instants moins visibles de l'activité militante d'autre part. Comme d'autres mouvements d'occupation (CACIAGLI, 2019; NEZ, 2017), plus que d'œuvrer ardemment en faveur d'objectifs prédéterminés, les leaders s'efforcent de mettre en forme les changements sociaux qu'ils souhaitent voir émerger. Comme l'observe Susanna, une de ces leaders, l'occupation constitue un lieu idéal pour mettre en application les valeurs de solidarité défendues par le mouvement :

And how do you motivate them? We motivate them with (silence), how we do things, how we do things. People need to be with one to another, people needs to help everyone else and be solidary. Other woman fell their confidence and their lack, they can look to others, so we need to always pull one another a lot. And we need to be pulling one another do that, it is not easy to do it.

Ainsi, selon Susanna, c'est par la façon spécifique de *mener* et *faire* le quotidien, à travers unelogue de solidarité et de prise de confiance dans chacun de ses membres, que le groupe encourage la participation et assure sa pérennité. Comme pour d'autres collectifs militants (MAECKELBERGH, 2011) c'est à travers la concrétisation des valeurs et idées de Reclaim The City que les membres assurent la continuité du mouvement.

Le 6 août 2018, le comité réunissant les leaders de Woodstock publie une déclaration à l'intention du maire Dan Plato qui menace d'évincer l'ensemble des habitants de l'occupation. Le comité de coordination, composé des leaders du mouvement, rédige une lettre dans laquelle ils énoncent leur idéal politique et communautaire, supérieur à la simple occupation d'un bâtiment public :

We want to realize something much greater than just a roof over our heads: We have a vision of an inclusive, just and equal city for all poor and working-class people. We have a vision for what dignified affordable housing could be and we have started to build that right here and now.

Pour ces leaders, la concrétisation d'un idéal d'émancipation passe donc par des pratiques quotidiennes qui forment le socle d'un projet de logement alternatif²⁵⁸ à l'attention des classes populaires. Cette vision d'un mode de vie alternatif défendue par les cadres n'est pas empreinte de valeurs altermondialistes comme dans la plupart des collectifs analysés par les chercheurs, mais vise plutôt à créer une communauté libérée des inégalités sociales et spatiales inhérentes à l'apartheid et toujours opérantes. Lorsque Peter énonce vouloir « recréer une communauté qui a été déracinée », il appelle à reformer des liens de solidarité et à les renforcer par le biais d'une multitude d'activités internes à l'occupation. Cet idéal, tendu vers l'avenir, trouve également sa justification dans une représentation idéalisée d'un passé communautaire antérieur à l'apartheid. Néanmoins, Peter juge que l'occupation représente une opportunité politique inédite dans la période post-apartheid²⁵⁹ :

Post-apartheid activism is far more challenging in that you've got to create that space, you've got to propose that space of activism. In the anti-apartheid movement, there

²⁵⁸ Cette élaboration d'un logement alternatif résonne avec la littérature produite sur les squats. Néanmoins, les typologies dressées par les chercheurs, tributaires des contextes européens dans lesquelles elles s'inscrivent, sont insuffisantes pour désigner les activités, le profil social et les modalités d'organisation de l'espace ici étudié. Les caractéristiques de l'occupation de Cissie Gool House inviteraient à recréer une catégorie qui dépasserait les perspectives « classiste » et de « déprivation », respectivement élaborées par Péchu (2010) et Prujit (2013). L'occupation Cissie Gool House pourrait alors être qualifiée de « squat basiste ». Contrairement aux conceptions de ces précédents auteurs, les habitants « ordinaires » ne sont pas définis par leur manque et leur subordination à des cadres chargés des activités politiques. Formant la base d'un mouvement, leur action est conçue comme le seul moyen de parvenir à des changements sociaux substantifs et qui dépasseraient le seul cadre de l'occupation locale.

²⁵⁹ Propos collectés par Christine Hanses, janvier 2020, à Woodstock.

was apartheid. But for those of us it was not just apartheid, it was capitalism, it was the ideals of socialism, the ideals of mass democratic participation in building people's power, in creating workers power. In creating working-class political organization. So for me as a social activist in many ways, RTC represents that hope. Represents that space in which the ideals of a post-apartheid people's power could be realized. And what we've tried to do within RTC is to show how that is possible; how that hope for participation, for self-determination, self-determination in the sense of participating in the process to determine what must be the outcome, not self-determination in the sense of a determination, but rather of a participatory process. (...) here we are, living as human beings, trying to restore everybody's dignity, trying to restore hope in a post-Apartheid South Africa. And giving children, and people who have been evicted and displaced, hope of a future because they are participants to determine how it will be and what it will look like. (...) I do these things because I believe in the hope of a better future.

Pour lui, le mouvement Reclaim The City permettrait d'aller au-delà d'une remise en question du pouvoir politique en donnant la possibilité de pratiquer les idéaux socialistes rapidement abandonnés après l'élection de l'ANC en 1994. L'occupation constitue alors un support privilégié pour mettre en œuvre les idéaux trahis et déçus par la démocratie, en générant un changement des pratiques démocratiques et l'éclosion de formes d'organisation plus directes, horizontales et participatives, incluant les travailleurs, mais aussi les enfants et adolescents particulièrement affectés par les évictions.

Ces conceptions du mouvement social émanent principalement des leaders de l'organisation. Leur opinion est cruciale puisque ce sont eux qui décident et régissent les formes de l'action collective. Toutefois, la verticalité de la prise de décisions, comme examiné dans le troisième chapitre, entre en contradiction avec le principe d'horizontalité loué par Peter et le plus souvent adopté par les collectifs optant pour ces stratégies préfiguratives. Les cadres du mouvement, probablement conscients d'une incohérence entre leurs discours sur la nécessité d'inclusion et la pratique effective du pouvoir, envisagent alors de mieux mettre en pratique leurs idéaux participatifs. La désignation en mai 2019 de soixante moniteurs chargés de veiller au respect des normes et à la relation entre leaders et habitants témoigne d'une volonté de soulager les cadres de certaines tâches, de renforcer le contrôle sur ces derniers, mais aussi d'accroître la participation au sein du groupe. L'objectif de ce nouveau dispositif est aussi de dissiper le sentiment d'exclusion ressenti par une partie des habitants concernant la prise de décision et le contrôle des informations.

Ces stratégies préfiguratives sont indissociables du développement du bien-être individuel et collectif des habitants. L'engagement de ces derniers au sein du collectif est envisagé comme étant tributaire d'un apaisement des conflits – qui émanent d'une compétition économique exacerbée et d'un contrôle social – et d'une amélioration de leurs conditions matérielles et économiques. Les activités collectives comme le jardinage ou les soupes

populaires améliorent ponctuellement le quotidien des résidents, mais leur permettent aussi de s'investir dans des projets qui procurent un sens du pouvoir et de l'efficacité.

Les réunions non-mixtes sont un exemple parmi d'autres. Instaurées à partir d'avril 2019, elles éclairent la volonté d'aborder les problèmes domestiques et encourager l'engagement à partir de discussions plus intimes portant sur les expériences de chacune. En septembre 2018, neuf mois avant la première réunion de ce type, et pendant une assemblée à laquelle j'assiste, une habitante sollicite l'organisation de réunions entre femmes dans l'enceinte de l'occupation. Soraya, leader du mouvement hostile au paramètre de la non-mixité, lui répond alors que les hommes doivent également être présents si ce genre de réunions plus intimistes doit avoir lieu. Sa réponse ne génère pas de débats ou remarques supplémentaires et la proposition de la résidente s'évanouit parmi d'autres requêtes. L'assassinat d'Ayanda Denge le 24 mars 2019, travailleuse du sexe transgenre, Noire et résidente de l'occupation de Sea Point, redonne de l'élan à la proposition émise par l'habitante. La réunion de femmes, en dehors d'une présence masculine pouvant être vécue comme intimidante et inhibitrice, s'avère par la suite indispensable aux yeux des leaders des occupations de Woodstock et Sea Point. La seconde réunion non-mixte, à laquelle j'assiste, a lieu le 22 avril 2019 dans la salle de réunion de l'occupation de Woodstock et réunit vingt-huit femmes, quinze de Woodstock, dont quatre Chapters leaders, et treize femmes de Sea Point. Johanna, leader de Woodstock, exprime son souhait de créer un espace sécurisé dans lequel elles puissent se sentir libres de parler et rappelle que tout sujet peut y être discuté, qu'il s'agisse du rapport qu'elles entretiennent avec leurs enfants ou des recettes du « *good sex* » avec leur partenaire. Quelques notions sur le féminisme sont ensuite abordées, soulignant l'importance de la solidarité et du soin entre femmes « *sharing is caring* ». Après un bref débat sur la parentalité et la façon d'être « *a good mother* », les violences domestiques occupent une place centrale dans les conversations. Contacter la police ou non, en parler autour de soi ou non, expulser le mari violent de l'occupation ou non, sont autant d'interrogations sujettes à débat. Toutes concordent sur la nécessité de briser la solitude des victimes de violences domestiques et sur le fait que « *domestic violence is violence in our occupation, it is not an individual problem, it is a problem in all the occupation* ». Aucune réponse claire et définitive n'est formulée, mais disposer de temps et d'un espace de confiance pour exposer ces préoccupations publiquement, soulage les habitantes. Une d'entre elles, résidente de Cisse Gool House déclare :

We actually don't have time to say what is happening with us. The battle is most of the time inside us. We are battling for our children, but we are also battling depression. And we hurt ourselves and we hurt each other. For example, there are too many gossips

in the occupation. We cannot always be judging one to each other. We have to think "how aware are you with the next person? ».

À travers les propos de cette enquêtée, on observe que les femmes de l'occupation ont peu de temps libre pour penser les formes de domination qui pèsent sur elles. Se penser comme victimes des rapports de pouvoir et des mécanismes structurels de domination s'avère pour elles contradictoire quand leur survie dépend de leur propre capacité à toujours faire face à l'adversité. Comme le signale hooks (2000, p. 42), les femmes qui font quotidiennement l'expérience de l'oppression ne peuvent pas se permettre d'abandonner la conviction selon laquelle elles exercent un certain contrôle sur leur vie. Il n'est pas étonnant que pour cette habitante, la résolution des problèmes passe par un changement de comportement individuel.

Elle et ses consœurs produisent ensuite un discours sur la force des femmes et leur capacité à pratiquer l'entraide et la solidarité. Mobiliser et susciter l'empathie à partir d'un registre victimaire semble ici inapproprié et il s'agit plutôt de valoriser et renforcer certaines compétences, être une bonne mère, une bonne voisine, une personne attentionnée, au risque parfois de cantonner leur capacité d'action à des domaines déjà fortement assignés aux femmes. Les mécanismes de domination patriarcale et économique sont identifiés par les militantes les plus armées, notamment les femmes de Ndifuna Ukwazi, mais il apparaît comme démoralisant et peu enthousiasmant de disserter longuement sur ces sujets.

Disposer d'un lieu et d'un moment spécifique pour parler des problèmes du quotidien permet néanmoins aux habitantes de libérer leur discours, de se décharger des expériences de domination et d'acquiescer confiance en elles. En partageant leurs expériences communes, elles questionnent leur subordination, génèrent de nouvelles idées et peuvent réfléchir collectivement à des moyens d'émancipation. Les discussions abordées dans le cadre de cette réunion sont comprises comme un moyen de modifier les rapports de pouvoir à l'intérieur de l'occupation, dans les couloirs et espaces communs, mais également à l'intérieur des foyers. Ma participation à cette réunion amène deux des participantes à me faire part, une semaine plus tard, avec une certaine fierté, des réactions et des discours qu'elles développent pour repousser les avances d'hommes aux regards insistants et aux gestes déplacés. Ainsi, la perception d'une injustice et surtout la capacité à l'identifier et s'y opposer, en mettant en action les pratiques et idées véhiculées par le groupe de femmes, constitue une motivation pour redresser ces injustices, ultérieurement.

Les pratiques préfiguratives, menées au jour le jour amènent donc à élargir le spectre des résultats politiques et visibles des mouvements sociaux et à soupeser les résultats du quotidien (MANSBRIDGE, FLASTER, 2007) apportés par la mise en pratique directe des

valeurs et idées diffusées par le mouvement social. Le mouvement souhaite se rapprocher davantage des militants dont l'engagement s'exprime à travers la politisation de leurs pratiques quotidiennes. Il s'agit de transformer ces habitants en « militants du quotidien », cette catégorie étant entendue par Mansbridge et Flester comme des individus « (that) may not interact with the world of formal politics, but they take actions in their own lives to redress injustices that a contemporary social movement has made salient » (2007, p. 627). Ce passage de l'habitant à l'engagement situé au militant du quotidien peut constituer un prélude à un engagement ultérieur dans la sphère publique, ou simplement être envisagé comme un moyen de contribuer sur le long terme à une atténuation des rapports de pouvoir dans leurs interactions.

1.2.3 Rituels militants comme modes de construction de l'identité collective

À partir de novembre 2018 – comme je l'ai remarqué dans le troisième chapitre –, le mouvement social fait appel à des acteurs religieux reconnus localement pour légitimer leurs propos et atteindre émotionnellement les habitants, les encourageant à s'engager pleinement. Dans le sillage de cette cérémonie collective, d'autres événements se multiplient dans l'enceinte de l'occupation et s'organisent sous l'égide du mouvement social. Ainsi, entre avril et mai 2019, j'assiste à une *baby-shower*, à un mariage et à un enterrement. Ces rituels sont individualisés, contrairement à la messe œcuménique, mais de nombreux habitants y assistent. Le recours aux récits ethnographiques de ces événements permet de mieux saisir la façon dont ces moments de vie sont instrumentalisés pour renforcer l'identité collective du groupe et susciter de nouvelles adhésions.

Le 15 avril 2019, je rejoins Linda et Susanna qui m'invitent à participer à un mariage. Je suis d'abord réticente, car je ne connais pas les jeunes mariés qui ne participent pas aux réunions ou aux manifestations. Linda insiste. La cérémonie religieuse a lieu dans la salle de réunion de l'occupation, l'imam s'est déplacé pour l'occasion. La pièce est décorée. En raison d'un budget limité, le banquet est modeste et les festivités s'étendent sur une journée uniquement. J'arrive à la fin du repas, vers seize heures trente. Les hommes sont dans la cour, fument des cigarettes et discutent entre eux tandis que les femmes sont à l'intérieur de la salle, dialoguent ou s'empressent de débarrasser les plats et assiettes vides. Susanna, Linda et moi sommes interrompues en plein bavardage, et enjointes à observer un moment de silence. Quelques femmes, réunies en cercle, entament une prière. La mariée quitte la salle aux bras du père et l'ensemble des femmes l'accompagne. Nous la suivons le long de l'escalier, et montons

jusqu'au deuxième étage où se trouve la chambre du couple. Je découvre ce deuxième étage. Récemment ouvert, le corridor est ordonné, quelques affiches publicitaires des commerces informels locaux ou énonçant les règles du mouvement sont collées au mur blanc. Nous arrivons dans une pièce étroite aux murs blancs. Celle-ci est simplement meublée d'un ancien matelas disposé sur un sommier et d'une table basse, sur laquelle est posée une canette de Coca-cola. La mariée baisse la tête et s'assoit sur le lit tandis que les femmes s'engouffrent dans la petite pièce. Le marié en costume arrive en dernier et s'assoit aux côtés de son épouse. Les femmes prononcent des prières en arabe, les mains devant le cœur, à l'horizontale. Les trois femmes les plus proches du mari, appuyées contre la fenêtre, s'adressent au couple. Elles sont émues, deux d'entre elles sèchent leurs larmes. Susanna, vêtue du t-shirt rouge de Reclaim The City, se dirige vers le couple et s'adresse aux jeunes mariés. Elle leur dit être fière et très heureuse de participer à ce premier mariage organisé à Cissie Goul House. Après avoir souhaité au couple bonheur, santé, richesse et longue vie, Susanna formule sur un ton solennel et proche de celui pouvant être adopté par un dignitaire religieux : « Toi Anisha, par ce mariage, tu rentres dans RTC, tu fais officiellement partie de Reclaim The City et intègres également le mouvement RTC ». Les femmes à côté acquiescent, la mariée et le mari restent pantois et ne s'expriment guère. Ensuite les femmes se retirent et descendent, les mariés restent à l'intérieur de la salle.

À travers ce récit ethnographique, on remarque que le rite du mariage s'accompagne d'une intronisation au mouvement social. En célébrant leur union à l'intérieur de l'occupation, ils ne se lient pas seulement entre eux, mais également à la communauté, c'est-à-dire l'ensemble des personnes qui composent l'occupation. L'aval donné par la famille pour laisser Susanna prendre la parole et officialiser l'union du couple au groupe démontre la préparation en amont et le réglage minutieux de ce moment. L'intronisation au mouvement des jeunes mariés, entrés dans l'occupation par l'intermédiaire de leurs parents, se fait donc à travers la combinaison des registres civique, religieux et militant. En s'unissant dans l'espace de l'occupation c'est-à-dire, dans un espace empreint de militantisme, ils épousent également les valeurs du groupe.

L'enterrement de Daniel, le mari de Jackie, entre dans cette même logique d'attachement au groupe par un rituel civique et religieux. Ses funérailles sont organisées le 2 mai 2018 dans la salle de réunion du mouvement social et réunissent de nombreuses mères de l'occupation. La cérémonie et le pot sont organisés dans la salle de réunion. Le soutien émotionnel apporté par les habitants, nombreux à s'être déplacés, est entretenu par les membres du mouvement pour mettre en pratique la solidarité qu'ils prônent et cultiver le sentiment de reconnaissance des résidents envers le collectif. La condition économique de Jackie ne l'aurait

pas autorisée à organiser ce type de rassemblement et donc à bénéficier de soutiens logistiques, financiers (achats et préparation du banquet) et émotionnels. Lorsque j'arrive à l'improvisiste pendant le pot, Jackie me salue chaleureusement et me remercie d'être présente. Je ne porte pas la tenue appropriée et suis vêtue d'un leggin « tape-à l'œil » à fleurs tropicales. Certaines femmes de l'occupation, vêtues de robes et voiles noirs pour la plupart, s'amuse de ma tenue, mais Jackie, qui accepte probablement cette extravagance, car je suis étrangère, ne m'en tient pas rigueur et me remercie chaleureusement d'être venue. Elle me serre dans ses bras puis exprime l'agréable surprise et le soulagement qu'elle ressent en constatant que les habitants se sont massivement déplacés pour saluer la mémoire son époux. Jackie n'est pas une militante aguerrie, elle fait plutôt partie des habitants à l'engagement situé, respectueuse de son rôle de voisine et des normes édictées par le mouvement, elle est présente à quelques réunions, mais ne participe guère aux manifestations. Son époux, ancien ouvrier, unique travailleur blanc de l'occupation et bricoleur reconnu, était toutefois investi dans la vie locale de l'occupation et n'hésitait pas à épauler ses voisins pour les connecter au réseau d'électricité ou leur dresser des parois improvisées avec des matériaux collectés dans la rue.

Ainsi, dans le sens où l'entend Peter – dont les propos ont été examinés plus haut –, le mouvement œuvre pour que les habitants puissent accomplir des rituels de passage déterminants dans des conditions dignes. Le défunt, ayant eu une participation limitée aux actions du groupe, n'est pas érigé en héros de l'action collective à travers le rituel funéraire comme cela a été le cas pour les funérailles de Ayanda Denge et comme cela peut être le cas dans d'autres mouvements sociaux (PAYNE, 2007) ou partis politiques. Ses membres font en sorte de garantir à sa famille un rituel liturgique qui puisse s'effectuer dans les meilleures conditions possibles.

Dans leur enquête sur les mouvements lesbiens, Whittier et Taylor (2009) ont montré comment les rituels consolident l'adhésion au groupe et le rendent attractif. Les rituels civiques, a priori éloignés de la lutte, sont instrumentalisés par le mouvement social pour engendrer de nouveaux soutiens et pérenniser durablement l'engagement des personnes. La place importante accordée aux rituels correspond à une période d'accalmie du groupe. Pour maintenir le mouvement dans le temps et faire en sorte qu'il corresponde aux habitants, il s'agit de se rapprocher au plus près des modes de vie des résidents de l'occupation, en introduisant une dimension militante aux rituels et étapes qui jalonnent leur vie individuelle.

Le passage d'enjeux externes vers des enjeux internes à l'occupation, à travers la politisation des rituels civiques et religieux par exemple, est cependant sujet à des conflits et

des luttes de pouvoir. La définition de ce qui est ou n'est pas politique génère des altercations, visibles sur le groupe Whatsapp RTC media, à travers lequel l'ensemble des militants peut s'exprimer. Trois habitantes y diffusent des photographies du mariage décrit ci-dessus. Les messages de félicitations abondent, mais quelques messages de rejet surviennent et remettent en question l'apertinence de ces clichés dans un groupe centré sur les actions militantes. Un occupant réagit ainsi: "Does this mean I can also post on my party pictures on this platform? That has nothing to do with RTC media".

Susanna, chapter leader qui assiste au mariage lui rétorque:

Comrade, it does have to do with this history of this movement, life in the occupation, movement and occupation building and more importantly the mixed culture coming together in this movement and place called HOME.

Ses propos sont toutefois rabroués et moqués par Elisabeth, leader de l'occupation de Sea Point :

Next time, I will throw a bash of a party in the occupation and put the pics up here and also say it's life in the occupation. I could not have my afternoon rest as usually today because every two minutes my phone goes off for something, I really got no interest in.

La redéfinition des priorités militantes ne s'exprime donc pas de façon univoque. Dessiner les contours de l'activité politique du mouvement social implique des conflits entre producteurs de normes, soucieux d'imposer leur propre vision du politique. Les rituels sont perçus pas les uns comme des événements d'ordre privé tandis que pour d'autres ils constituent des instants collectifs devant être captés par le mouvement social, puisqu'ils sont propices pour resserrer les liens entre résidents et susciter un attachement à la cause. À Woodstock, c'est la vision de Susanna, leader du mouvement, qui influence un renouvellement des pratiques. Cette réorientation des activités militantes interroge la dimension politique du mouvement de quartier.

1.3 Ce qu'implique la politisation des pratiques quotidiennes

1.3.1 Le militantisme quotidien

En développant des pratiques sociales ancrées dans le quotidien des résidents, les cadres tiennent compte du manque de participation aux actions et aux réunions, et s'ajustent aux

expériences de ces derniers. En se rapprochant des habitants, le mouvement mise avant tout sur un militantisme du quotidien.

Toutefois, malgré l'éclairage politique donné aux événements de la vie quotidienne, n'assiste-t-on pas à un rabaissement des revendications au profit de pratiques triviales et invisibles puisque limitées à l'enceinte de l'occupation ? D'autant plus que les idéaux portés par les pratiques préfiguratives sont loin d'être partagés par l'ensemble des occupants du mouvement. On peut alors se demander si cette analyse ne tombe pas dans l'écueil pointé dans le précédent chapitre, celui de surévaluer la portée politique de l'ordinaire et du quotidien.

En effet, le risque d'une telle surestimation de ces pratiques est de les interpréter comme étant des actes de résistance à la domination. Or, comme l'examine Bayat en s'appuyant sur les activités des classes populaires du Moyen-Orient, les actes visibles et moins visibles de défiance et d'indocilité, désignés comme « infrapolitiques » par Scott (1990), peuvent en fait contribuer à renforcer « la légitimité et la stabilité de l'État » (2000, p. 13). En limitant son activité aux questions internes à l'espace de l'occupation, le mouvement cesse de questionner frontalement la domination sociale. S'enfermant dans des logiques culturelles et renonçant progressivement à l'action collective, il prend le risque de perdre sa portée subversive et son pouvoir d'opposition, aboutissant in fine à l'établissement d'un *statu quo* informel avec l'État. Le risque identifié par Bayat est que ces pratiques deviennent un simple palliatif aux faiblesses de l'État social et s'inscrivent dans un contexte néolibéral qui préconise la délégation des tâches sociales à des collectifs, fondations ou ONG. L'occupation apparaîtrait alors comme un « mal pour un bien » et constituerait une solution commode pour les pouvoirs publics qui sont dans l'incapacité de reloger les habitants expulsés vers des camps de relogement, ces derniers étant en surdensité. De plus, comme l'observe également Bayat, insister sur la capacité des plus précaires à s'organiser collectivement et à améliorer leurs conditions de vie, n'est-ce pas admettre à demi-mots qu'ils sont capables de se débrouiller seuls, l'action de l'État devenant alors inutile et désuète. D'autres chercheurs (BERNSTEIN, 2005; GAMSON, 1995), dans le sillage de Bayat, véhiculent l'idée selon laquelle le travail identitaire serait susceptible de mener à la dilution de la lutte sociale et politique en faveur d'une meilleure redistribution des richesses. La diversification des stratégies d'action a en effet été analysée comme un facteur susceptible d'affaiblir les objectifs politiques des mouvements sociaux (GAMSON, 1990). Le renouvellement des pratiques militantes permettrait d'assurer la continuité du groupe, mais constituerait aussi une prémisse à une démobilisation politique plus large.

La réorientation des pratiques du mouvement social conduit involontairement au

maintien d'un statu quo. Reclaim The City, comme l'ensemble des mouvements sociaux, se trouvera confronté, à un moment ou à un autre, à un reflux de l'action collective, conduisant ses membres à faire évoluer leurs modes d'action. Pour s'ajuster à la participation des résidents, les cadres optent ainsi pour des pratiques orientées en interne et destinées à maintenir le mouvement, son identité ainsi que ses revendications. Cependant, ces pratiques, malgré leur délimitation spatiale, ne peuvent pas être simplement examinées comme autant de preuves attestant l'échec du mouvement. Les pratiques identitaires précédemment identifiées, qu'il s'agisse des pratiques préfiguratives ou des rituels, peuvent avoir des conséquences sur l'avenir de la production du logement et du militantisme. En ce sens, elles peuvent être associées à une nouvelle phase du mouvement social, que Taylor (1989) désigne par le terme « abeyance » ou, en français, une mise en veille du militantisme. Dans le cas des groupes féministes dont elle examine la continuité, trois éléments – également observés dans ce cas d'étude – permettent de qualifier ces mouvements dont l'activité protestataire est temporairement mise en pause : le maintien d'un réseau d'activistes, la préservation d'objectifs et de tactiques ainsi que la promotion de l'identité collective.

Ainsi, les pratiques et les rituels développés plus haut contribuent à maintenir le groupe dans le temps et à faire incorporer aux habitants, sur le temps long, ses modes de pensée et d'expression politiques. Cette réorientation des objectifs n'est pas inhérente au mouvement étudié, mais traverse de nombreux mouvements sociaux qui font le choix de développer les activités internes pour préserver le groupe et l'inscrire dans la durée (STAGGENBORG, 1998). L'objectif n'est plus d'attirer des personnes externes au mouvement, même si par exemple l'Advice Assembly est maintenue, mais de resserrer les rangs en traçant clairement les frontières du groupe, pour faire en sorte que ses membres s'engagent pleinement dans son fonctionnement interne. Il s'agit de rendre le mouvement social attractif pour les habitants ordinaires et de les conduire à réorienter leur opinion politique en faveur d'une lecture de la réalité sociale plus ancrée à gauche. Solliciter l'engagement de résidents jusque-là peu actifs est crucial puisque cela permet de renouveler les effectifs, en remplaçant des militants usés par la fatigue (STAGGENBORG, 1998) ou faisant face à des problèmes individuels impliquant une mise en retrait. Je l'ai dit, les socialisations politiques des enquêtés freinent les mécanismes d'adhésion totale au groupe. C'est donc à travers un travail lent, long et patient que les cadres du mouvement entendent transformer les habitants en militants du quotidien.

Ces pratiques destinées à travailler les occupants s'inscrivent sur le temps long. Robins les recoupe sous le terme de « *slow activism* » (ROBINS, 2014). Elles s'éloignent des stratégies

visibles et spectaculaires des mouvements sociaux, mais peuvent être porteuses de résultats significatifs. Ces pratiques populaires de « *slow activism* » qui incluent la pédagogie active et le *cause-lawyering* – analysées dans le troisième chapitre de cette thèse – sont consolidées et préférées par le mouvement. En dehors de l’occupation, dans les coulisses du mouvement social, quelques membres du mouvement continuent d’assister avec assiduité aux jugements statuant sur les évictions. Le renforcement du volet juridique de l’association s’observe à travers une présence renforcée de certains militants de Ndifuna Ukwazi au sein du tribunal. Une affiche collée sur le mur vide de la salle d’attente qui jouxte la salle d’audience du tribunal, invite les habitants expulsés à faire appel aux services du collectif et à se rendre à l’Advice Assembly. Aussi, la juge n’hésite pas à renvoyer les expulsés en mal d’informations vers les militants de Reclaim The City.

Malgré la réduction des protestations organisées à l’extérieur de l’occupation, celles-ci perdurent, mais s’inscrivent dans l’agenda contestataire du Cap de façon beaucoup plus sporadique. En 2018, deux vastes occupations temporaires ont lieu, celle du Rondebosch Golf Course puis celle du Bowling Course. Ces deux protestations organisées pour dénoncer une politique du logement inégalitaire et l’usage de vastes espaces vacants par des sociétés de loisirs, se déroulent pendant des journées symboliques : la première le 29 février 2018, journée des Droits de l’Homme, la seconde le 1^{er} mai, le jour de la fête du Travail. En espaçant temporellement ces manifestations, les organisateurs tentent de mobiliser le plus d’habitants possible. Plus de 300 personnes se mobilisent lors de ces deux journées. Le nombre de manifestations publiques est donc réduit au profit de manifestations occasionnelles, mais plus massives. Celles-ci ne se déroulent pas dans la rue ou l’espace public, mais dans des terrains fermés et privés, elles ne sont donc pas visibles aux passants, mais attirent l’attention des médias prévenus en amont. Le mouvement sort temporairement de sa « mise en veille » pour afficher sa détermination et continuer à occuper les colonnes des médias locaux. Le pari de manifestations moins fréquentes, mais plus massives peut être bénéfique puisqu’elles attireraient davantage l’attention des élites politiques (WOUTERS, WALGRAVE, 2017). Le nombre, plus facile à mobiliser lors de protestations épisodiques, garantit alors une meilleure couverture médiatique.

Enfin, il faut ajouter que deux éléments divergent de l’analyse élaborée par Taylor (1989) sur la mise en veille des mouvements sociaux. La question de la temporalité d’abord, n’est pas comparable aux mouvements féministes qu’elle étudie, ces derniers s’inscrivant sur des années ou des décennies. Je ne dispose pas d’un recul suffisant pour examiner si sur le long

terme, travail identitaire et stratégies préfiguratives auront contribué à une diffusion des idées portée sur le droit au logement et à un élargissement du contingent numérique. Autre différence majeure : celle du profil sociologique des individus du groupe. La composition sociale des mouvements qu'elle analyse, d'abord hétérogène, s'homogénéise durant la phase d'*abeyance*, au profit des cadres et professions supérieures. Les raisons sont simples à identifier : les femmes – auprès desquelles elle mène son enquête – disposent de capitaux économiques et sociaux supérieurs qui leur permettent de dégager du temps libre pour se retrouver autour d'activités militantes. Ces dernières sont donc rendues possibles par les trajectoires sociales relativement aisées et homogènes des mobilisées. Or, dans le cas présent, la précarité des conditions économiques des enquêtés conduit à penser qu'en cas d'expulsions de l'occupation, qui conduirait inéluctablement à une dispersion des militants dans différents espaces du Cap, la force du mouvement se trouverait dès lors fortement diminuée. Maintenir la structure implique des interactions entre militants, des rencontres, et surtout une base commune, un lieu dans lequel se retrouver. Toutefois, la mauvaise qualité et le coût des transports entraveraient les retrouvailles entre militants et donc le maintien de l'organisation. Ainsi, il convient de réaffirmer que l'occupation constitue le socle du mouvement, un espace crucial sans lequel ses fondations seraient fragilisées. Garant de l'union des habitants et de la solidité du mouvement, cet espace est déterminant dans la préservation des routines spatiales et la fabrication du militantisme sur le long terme. S'il venait à disparaître, le mouvement Reclaim The City n'en sortirait pas indemne. La structure pourrait se maintenir à travers la *newsletter* du groupe ou encore le site Facebook, mais les rencontres qui font et déterminent le mouvement de quartier s'amenuiseraient inexorablement. Toutefois, et comme l'observe Linhart dans la citation en tête de ce chapitre²⁶⁰, d'autres mouvements pourraient surgir à partir des compétences acquises par les militants, lesquelles pourraient ensuite être réinvesties auprès d'autres mouvements urbains et dans d'autres espaces de la ville.

2. Vila Autódromo, démobilisation des résidents et restructuration du militantisme

2.1 La démobilisation des habitants

²⁶⁰ Rappel de la citation : « Rien ne se perd, rien ne s'oublie dans la mémoire indéfiniment brassée de la classe ouvrière. D'autres grèves, d'autres comités, d'autres actes s'inspireront des grèves passées – et de la nôtre dont j'édécouvrirai plus tard la trace, mêlée à tant d'autres » (LINHART, 1974, p. 132).

Alors qu'en juin 2015, la Vila Autódromo compte environ 150 familles, seulement 20 d'entre elles sont encore présentes en mai 2016. Comment expliquer cette démobilisation collective des résidents ?

Dans le quatrième chapitre, les éléments conduisant au déclin de la participation individuelle ont été abordés. Je partage l'examen de Gottraux selon lequel facteurs structurels et collectifs « interfèrent sur les désaffiliations individuelles » (1997, p. 85). Les désengagements, lorsqu'ils se multiplient et s'effectuent dans un laps de temps court, peuvent conduire à une démobilisation collective, c'est-à-dire un effet d'entraînement produisant une propagation des défections.

Gottraux inclut les conflits et la baisse des rétributions comme facteurs de la démobilisation collective. Ici, ces paramètres ont été examinés d'un point de vue microsociologique étant donné qu'ils frappent inégalement les habitants mobilisés. Les conflits traversent l'ensemble du groupe, ils peuvent inciter certains résidents au départ et être sans effet sur d'autres. De plus, les conflits ne conduisent pas directement à une multiplication des départs, car la loyauté au groupe et le contrôle social continuent de s'exercer et de sanctionner la défection. C'est à partir du moment où le contrôle social se relâche que le départ devient acceptable socialement et donc envisageable. Trois facteurs sont pertinents pour expliquer la multiplication des retraits après 2015 : la répression, le départ de figures de la lutte et son extension. Paradoxalement, ces mêmes facteurs conduisent également à la persistance du mouvement. Il s'agit donc d'observer l'ambivalence de ces phénomènes et d'examiner comment ils contribuent au développement de deux phénomènes a priori opposés : la démobilisation collective et la persistance de la mobilisation. Si ces deux processus sont concomitants, c'est parce que ces facteurs sont inégalement incorporés par les habitants. Ils peuvent à la fois encourager au départ – et donc faciliter la démobilisation – ou au contraire conforter la volonté de rester – et donc faire perdurer la mobilisation.

2.1.1 La répression comme facteur de relâchement du contrôle social vicinal

À plusieurs égards, l'épisode de répression du 3 juin 2015, évoqué brièvement dans le quatrième chapitre constitue un tournant dans l'action collective. Ce même jour, une partie des résidents se réunissent autour du domicile d'une famille pour empêcher l'éviction de cette

dernière, qu'ils jugent alors arbitraire²⁶¹. La garde municipale est alors dépêchée sur place pour déloger les habitants qui ont formé un cordon autour du domicile, entravant l'intervention des bulldozers. La tension monte entre manifestants et forces de l'ordre. Trois habitants, dont Bruna, sont frappés par la garde municipale et blessés au visage. La violence subie par ses trois résidents et les perceptions qu'elle produit auprès de l'ensemble des résidents encore sur place, conduit à un ajustement des liens entre ces derniers et les acteurs publics. Soulevant l'indignation au-delà des cercles de sympathisants habituels, cet épisode fédère de nouveaux soutiens à la lutte et conduit à sa restructuration. Néanmoins, avant d'aborder les effets externes de la répression, il convient de se pencher sur ses répercussions internes.

Les représentations de la répression et de potentielles menaces à venir reconfigurent les engagements des habitants. Suite à cet événement, les habitants réagissent rapidement. A priori, cet épisode redonne de l'élan à la mobilisation.

En effet, deux jours seulement après cet épisode, les habitants se pressent d'installer des barricades à l'entrée du quartier et de surveiller continuellement les incursions des ouvriers du Parc olympique ou des policiers. Une cabane en bois et des bancs sont installés. Les résidents s'y retrouvent pour converser et boire du café. Ils organisent une rotation pour garantir une présence permanente. Par cette initiative, ils marquent leur volonté d'exercer un contrôle étroit sur le quartier.

Certains habitants, également sur le départ, s'y joignent pour profiter de ce nouveau lieu de sociabilité. L'installation de cette barricade n'est pas du goût de l'ensemble des résidents, certains déplorant le contrôle exercé sur leurs allées et venues. Toutefois, leurs critiques sont émises en privé et ne suscitent pas de conflits ouverts. C'est avec des acteurs externes, tels que les travailleurs du bâtiment ou des fournisseurs de matériel destiné à la construction du Parc olympique, que les tensions s'accroissent. Le 18 juin 2015, alors que les habitants discutent paisiblement, un chauffeur de poids lourd peinant à exprimer le motif de sa visite se voit refuser l'accès au quartier. Il sort de son camion et exprime son agacement. Le ton monte, il se dispute violemment avec les habitants sur place et une résidente décide alors de contacter la police qui refuse d'intervenir. L'homme, maîtrisé, se calme, regagne son camion puis disparaît. La tension est palpable. Les femmes présentes déplorent l'absence des hommes pour surveiller les barricades et gérer les éventuels problèmes sécuritaires. Majoritairement présentes à la cabane,

²⁶¹ J'apprendrai ensuite par plusieurs résidents que la famille alors expulsée de son logement dans le but de le détruire, avait déjà négocié son bien auprès de la municipalité. Certains membres de la famille, alors opposés à la destruction, auraient alors appelé les autres résidents pour tenter d'empêcher l'action des travailleurs municipaux.

elles expriment leur désarroi et leur fatigue. Cet épisode pourrait sembler anecdotique, mais il révèle l'usure des habitants et cristallise les tensions. La violence exercée par une personne privée s'ajoute aux violences policières et met au jour, une fois de plus, la forte division sexuelle des tâches militantes.

Cette initiative d'occupation s'épuise au fil du temps. Si les habitants semblent dans un premier temps ragaillardis par l'épisode de répression, ils désertent peu à peu la cabane. Certains d'entre eux quittent le quartier, mettant à mal la rotation. Dans la sphère privée, une grande partie d'entre eux intensifient le processus de négociation engagé auprès de la municipalité. La cabane est démantelée en janvier 2016.

Le 8 juin 2015, – quelques jours seulement après les faits de violence policière – lors d'une conversation informelle avec Bruna et Seia – résidente âgée de quarante-huit ans et ayant participé à la mobilisation – cette dernière justifie son départ par la crainte d'épisodes supplémentaires de répression. La perception d'un risque physique accru sur sa personne et de la détermination des pouvoirs municipaux pour les déloger la dissuade de rester. En me faisant part de ses inquiétudes, elle jette de brefs regards à Bruna pour observer sa réaction. Elle sait que cette dernière, principale victime des violences policières et déterminée à rester désapprouve les départs. Toutefois, Bruna acquiesce et dit comprendre ces raisons. Contrairement à d'autres habitants qui expriment avec difficulté et embarras les raisons de leur départ – comme examiné dans le troisième chapitre –, qu'ils attribuent majoritairement à la pression exercée au quotidien par la municipalité, Seia parle franchement et sans détour, même si elle semble craindre la réaction de sa voisine. Elle sait que le motif qu'elle utilise, celui de la peur, est désormais acceptable et recevable. À travers la restitution de cette rencontre informelle, on note que la crainte de la répression devient un motif de départ légitime, les habitants se débarrassent de la honte et de la culpabilité ressentie.

Cette observation ne remet pas en doute la sensation de crainte suscitée par de futurs et potentiels épisodes de violence, mais souligne plutôt que l'ensemble des habitants consent à l'invocation de ce motif de départ. L'expression publique et assumée d'une volonté de départ est nouvelle et inédite. L'épisode de répression rend possible la formulation d'un retrait, rendu impératif et justifié par la crainte. La peur de rester et donc d'exposer son corps à de nouvelles incartades policières constitue un motif légitime de désaffiliation au groupe. L'expression d'une crainte des violences policières donne aux habitants la possibilité de se défaire des sanctions sociales qui pèsent sur les candidats au départ. La perception d'une hausse de la répression peut donc être instrumentalisée pour justifier un départ, qui pourrait pourtant être guidé par d'autres

motifs, moins avouables, car dévalorisés socialement et sanctionnés par le reste du groupe, à l'image des indemnités. Ces observations conduisent aussi à insister sur la nécessité de prendre en compte la répression à partir de critères subjectifs tels que les représentations et les perceptions (COMBES, FILLIEULE, 2011). La répression n'est pas uniquement une contrainte et une donnée objective qui dissuaderait forcément les militants à se mobiliser, mais recouvre différentes significations.

2.1.2 Hausse des indemnités et départ de figures clé de la lutte

L'épisode de répression conduit la municipalité à opérer un tournant dans l'octroi des indemnités. Les agents municipaux proposent aux résidents enclins à négocier l'acquisition de biens sociaux, en plus des indemnités initialement proposées. Des échanges hebdomadaires, dépassant le cadre légal fixé par la loi, s'instaurent entre résidents et agents municipaux, comme examiné dans le quatrième chapitre. Ces négociations conduisent à une individualisation croissante de la lutte et finissent par convaincre les plus réticents au départ, d'autant plus lorsque le montant proposé est sujet à de fortes crispations et disputes internes aux familles. Ce facteur exogène, celui des indemnités – marqué par la capacité des pouvoirs publics à gonfler leur valeur financière – freine la motivation des plus déterminés et s'ajoute donc à de nombreux facteurs endogènes qui fragilisent le groupe. Comme relaté dans le chapitre précédent à travers la trajectoire d'Alfonso, les conflits qui désagrègent le groupe et la hausse des indemnités incitent certaines figures de la lutte à négocier puis à quitter le quartier.

En effet, entre 2015 et 2016, certaines figures locales disposant de forts capitaux militants et symboliques acceptent les indemnités et quittent le quartier, à l'image de la vice-présidente et du président d'association. La localisation stratégique de leur logement, à l'entrée du quartier, mais également le rôle politique qu'ils endossent, encourage probablement les pouvoirs publics à renforcer la pression exercée sur ces derniers et à augmenter la valeur des indemnités qu'ils sont suggérées pour accélérer leur départ. Le président d'association, résolu à rester sur place malgré la négociation puis la destruction de son bien, reconstruit ensuite une maison étroite à proximité de l'association locale. Ce logement de fortune est détruit par les agents municipaux, trois mois plus tard, en son absence. Il quitte définitivement le quartier et rejoint les membres de sa famille au Parc de logements sociaux Colonia Juliana. L'association locale disparaît avec le départ de ses deux figures éminentes – sa vice-présidente

et son président – et le local est rasé en mars 2015 en présence de nombreux soutiens externes. Les trois femmes membres de la commission désignée par la Defensoría Pública, perçue comme concurrente par le président, négocient également leur bien et quittent le quartier entre juillet et août 2015. Ces départs incrémentaux mettent en péril la subsistance du mouvement social et se font lourdement sentir. En effet, ces personnes sont aussi des figures morales, emblématiques et exemplaires de la mobilisation. Dépositaires des espoirs et de la vision du groupe, leur propre comportement influence les résidents du quartier. Bien que leur action soit remise en question, leur statut les érige en guides de l'action collective. Leur départ désarçonne donc une partie des habitants et légitime leur défection.

Le départ de figures éminentes de la lutte sociale relâche définitivement le contrôle social exercé sur les résidents. La désolidarisation du groupe d'habitants au sein de l'association et les départs en chaîne encouragent les résidents à mettre la clé sous la porte, sans scrupule et sentiment de culpabilité à l'égard de leurs voisins. Un autre élément, paradoxal et ambivalent, explique sans doute la fuite des résidents, mais aussi la survie du mouvement, il s'agit de l'extension du mouvement de la Vila Autódromo à d'autres franges sociales et militantes.

2.1.3 L'extension du mouvement, une aubaine pour le désengagement des résidents ?

A priori, et comme plusieurs chercheurs l'ont observé (OEGEMA, KLANDERMANS, 1987; DOBRY, 1990), on pourrait penser que l'élargissement du mouvement à d'autres individus externes au quartier, pourrait être favorable aux habitants. La diffusion de l'enjeu de la lutte et les ressources pourvues par les relais seraient opportunes pour réanimer les velléités contestataires des résidents. Les effets de cette extension sont en fait ambivalents. La diffusion à d'autres cercles militants²⁶² inscrit le mouvement dans la durée, renouvelle ses effectifs, mais n'enraye pas les désengagements des résidents. Pour ces derniers, la présence de nouveaux et nombreux alliés n'infléchit pas leur décision de partir, mais au contraire conforte leur position en affaiblissant les coûts de sortie.

Pendant mon enquête de terrain, en juin 2015, Ana, sur le départ, me signale à propos des nombreux soutiens externes « (qu') ils ne savent pas ce qu'on vit sur place » et ne sont donc pas en mesure de comprendre les souffrances et épreuves vécues par les résidents. Malgré

²⁶² L'extension du mouvement de quartier à d'autres acteurs et mouvements sociaux tels que des mouvements féministes et groupes universitaires – s'agréant à un réseau plus large déjà présent et composé par le Comité Populaire de la Coupe et au MNLM – sera par la suite abordée.

l'appui apporté aux habitants – par ailleurs valorisé par la plupart d'entre eux dans de nombreux discours – la distance sociale entre ces agents sociaux, rendue visible lors des réunions, peut générer un phénomène d'autocensure et de confiscation de la parole des habitants. En défendant coûte que coûte le maintien et en limitant l'expression d'une parole habitante portant sur de potentielles alternatives, ils inspirent la défiance de certains résidents ou les incitent à garder le silence pour ne pas les contrarier. Ce phénomène est fréquent dans les mouvements populaires bénéficiant de soutiens externes (MIYLIN, BEBBINGTON, CHRONIC POVERTY RESEARCH CENTRE, 2006). La surreprésentation d'individus plus dotés peut conduire à la transformation de l'agenda militant et mener à une appropriation involontaire de la parole populaire. Déjà début 2015, je remarque que certains habitants ne se reconnaissent pas dans les discours portés par les militants à fort capital culturel, se sentent intimidés et manquent de confiance pour porter leur voix, exprimer leur opinion ou élaborer des stratégies. La parole publique est monopolisée par les habitants les plus armés de l'action collective. Les universitaires et les membres des mouvements sociaux externes conduisent à une orientation des stratégies en leur faveur et passent sous silence les divergences, doutes et inquiétudes qui pourraient être ressentis par certains résidents.

On ignore dans quelle mesure la présence de ces soutiens externes, largement représentés lors des réunions – et qui conduit parfois à un accaparement de la parole – a facilité le retrait des habitants du quartier. Certes, leur présence n'engendre pas directement le retrait de la mobilisation, mais facilite sa mise en pratique. Au-delà de l'autocensure que peut entraîner la configuration militante entre habitants et soutiens externes, celle-ci peut encourager les habitants à désertier les réunions et à laisser les mains libres aux seuls soutiens externes et aux résidents aguerris. Paradoxalement, la présence de soutiens universitaires et de nombreux sympathisants peut donc se substituer à celle de certains habitants se sentant moins légitimes à participer et relâcher les sanctions opérées par le contrôle social.

Les alliés externes ne sont pas toujours présents sur place, intervenant principalement lors des réunions et des protestations. Par conséquent ils ne peuvent pas exercer de contraintes sociales fortes qui inciteraient les habitants à se remobiliser. Ils ne sont donc pas en mesure de contraindre les résidents à s'engager davantage. Ainsi, seuls les habitants déterminés à rester peuvent exercer un contrôle social fort, tentant de remobiliser les résidents. Toutefois, si leur position est ardemment défendue, elle devient progressivement minoritaire parmi les habitants peu à peu remplacés par les alliés externes. Lors des réunions, les injonctions à la mobilisation perdurent et rendent peu visibles les départs en chaîne des habitants.

Pour certains résidents, l'afflux de nouveaux soutiens depuis l'épisode de répression du 3 juin 2015 est en fait une aubaine, il leur permet de quitter le quartier plus sereinement puisque la relève est assurée. L'élargissement à d'autres espaces militants ne conduit pas directement à l'amenuisement du contingent d'habitants, mais facilite le départ en affaiblissant son coût social. La participation d'individus externes au quartier contribue à réduire les sentiments de culpabilité et de trahison que peut ressentir le résident envisageant de partir. Comme observé au cours de conversations informelles, l'habitant sur le point de désertir relativise son abandon et se reconforte en considérant que ses voisins mobilisés, déterminés à rester, sont appuyés par des alliés suffisamment nombreux et compétents pour les défendre. Ils ne seront pas seuls, et en nombre dérisoire pour manifester leur mécontentement. Ainsi, l'entrée de nouveaux militants sur le terrain implique un repositionnement de certains habitants. Ils revoient à la baisse l'intérêt de leur présence et le rôle qu'ils peuvent jouer.

De plus, la déférence et l'intérêt témoignés par les leaders envers ces alliés extérieurs sont vus par une partie des résidents avec un œil suspicieux. Ils jugent que l'action des cadres se limite à flatter leur égo, façonner et peaufiner leur image médiatique. En consacrant une part importante de leur temps aux alliés, les nouveaux leaders s'aliènent le soutien d'une partie des résidents.

Enfin, il est indispensable de souligner la présence moins perceptible de nombreux avocats dépêchés sur place pour assister certains résidents dans leurs négociations. Ces soutiens interviennent à titre personnel, moyennant un faible coût pour les résidents au revenu insuffisant. Ils avancent masqués, à l'abri des regards des habitants. Car pour ceux qui sont déterminés à rester, leur présence signifie que les habitants les ayant engagés sont en train de négocier leur bien individuellement. Ils peuvent donc être accusés de court-circuiter les démarches juridiques déployées par la Defensoria Pública pour défendre le maintien sur place de l'ensemble des résidents. Leur présence mérite d'être soulignée pour penser que d'autres alliés, par leur expertise juridique, peuvent mettre leurs compétences au service des habitants désireux de négocier leur sortie, et participent aussi, à titre privé, à l'enrayement de la mobilisation collective.

2.2 Changement d'échelle, extension et survie du mouvement

L'année 2015 est marquée par le départ de nombreux habitants de la Vila Autódromo. Cette réduction numérique pourrait provoquer une déliquescence du mouvement social et

pourtant il n'en est rien. Le mouvement continue de fonctionner et s'étend à d'autres espaces, extérieurs à la Vila Autódromo. Ce changement d'échelle s'explique par trois facteurs : la répression, le renouvellement du leadership et l'extension du mouvement. Ces trois facteurs se recoupent à ceux observés précédemment, dévoilant les effets ambivalents qu'ils exercent sur la mobilisation. Alors que pour une partie des résidents, ils confortent et facilitent leur volonté de départ, pour d'autres, ils représentent un moyen d'affermir leur position et de consolider la lutte.

2.2.1 Répression, médiatisation et remobilisation !

L'épisode de répression policière dont sont victimes trois habitants du quartier redonne de l'élan au mouvement de lutte. Comme je l'ai montré, cet épisode génère craintes et inquiétudes pour une partie des résidents. Par conséquent, ils font le choix de se retirer du mouvement, se saisissant également de cet événement pour justifier leur départ. La perception de la répression libère les contraintes sociales et les sanctions qui freinent les départs, rendant ce dernier acceptable. Conjugée à des facteurs individuels et collectifs, sa perception influence les retraits du quartier. Cependant, ces désengagements en chaîne ne signifient pas l'arrêt total de la mobilisation.

Comme c'est le cas pour de nombreux mouvements sociaux réprimés par les forces de l'ordre, cet épisode de répression a des effets ambivalents. En effet, pour d'autres habitants du quartier, la répression revêt d'autres significations et n'est pas envisagée comme une menace. Plusieurs chercheurs (DELLA PORTA, 1995) ont exposé comment en radicalisant les positions, la répression peut avoir des effets positifs sur le mouvement. L'épisode de répression du 3 juin 2015 consolide l'endurance et encourage la ténacité de certains habitants déterminés à rester, jouant un rôle de levier de remobilisation. Bruna, victime des violences policières, exprime l'élan émotionnel salutaire insufflé par cet épisode. Il nourrit l'intime conviction qu'ils ne pourront pas être déplacés :

Le 3 juin après qu'ils m'aient cassé le nez, je suis allée à l'hôpital puis au commissariat et ça a été une journée horrible qui a marqué nos vies, la vie de toute la communauté. Le jour suivant quand jeme suis levée je me suis aperçue qu'on était forts, ça ne m'a pas découragé, bien au contraire, ça m'a encouragé à continuer la lutte, je me suis dit « ils peuvent me casser l'autre narine, mais moi jne quitterai pas cette terre, j'ai le droit d'y vivre et je vais lutter pour ce droit ». Et c'est ce que j'ai fait. J'ai vu que les gens avaient de la force et que si on s'y mettait tous ensemble on pouvait lutter pour nos droits, unis on pouvait gagner et c'est ce qu'on a fait, mais malheureusement, tout le monde n'a pas embrassé la cause. À cause d'une série de problèmes, beaucoup de

problèmes de familles...mais si on avait lutté comme un collectif uni la victoire aurait été bien supérieure. Le 3 juin j'ai eu la certitude que Paes ne pouvait pas nous sortir de là. S'il n'a pas réussi ce jour-là, il n'allait pas y arriver après, c'était très clair pour moi.

Les violences policières réaniment Bruna qui retrouve confiance dans le collectif, même si ses exhortations à la mobilisation ne persuadent pas les nombreux candidats au départ. Si Bruna est aussi certaine de la faible probabilité de violences policières ultérieures, c'est parce qu'elle sait que les médias et les alliés acquis à la cause grâce à des années de lutte se mettront rapidement en branle pour les défendre. Les quelques habitants qui, comme elle, se montrent déterminés à rester et revigorés par la colère, sont en effet amplement soutenus par d'autres collectifs militants et certains médias de communication. Les violences policières sont relayées dans de nombreux médias alternatifs, nationaux et internationaux, mais aussi au travers d'affiches disséminées dans le centre-ville de Rio de Janeiro. Ainsi, une banderole d'environ 5x2 mètres affichant le visage de Bruna ensanglantée est déployée aux abords du centre commercial Rio Sul située dans la Zone Sud de Rio de Janeiro.

Alors qu'entre 2012 et 2015, la couverture médiatique du mouvement diminue²⁶³, manifestée par une présence des journalistes limitée aux épisodes protestataires, la répression entraîne un regain de la popularité du quartier. Entre le 3 juin 2015, jour des violences policières et le 8 mars 2016, date de destruction du logement familial de Bruna, 136 articles, dont 56 publiés par des journaux brésiliens, font référence à la mobilisation en cours. Du 4 août au 21 août, c'est-à-dire de la veille de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques à la cérémonie de clôture, 48 articles, publiés dans 40 journaux différents (10 journaux brésiliens et 30 journaux internationaux) relatent l'expérience militante d'une partie des habitants du quartier. On observe donc une intensification de la couverture médiatique du mouvement social, opérée par l'épisode de répression du 3 juin 2015 et renforcée par l'organisation d'un événement sportif planétaire. En contrepoint, d'autres quartiers populaires dont les habitants sont menacés de déplacements et font l'épreuve de violences policières ne bénéficient pas d'une vaste couverture médiatique et d'une campagne de soutien public.

Dans la plupart de ces quartiers, ces violences sont peu visibles, car peu médiatisées, étouffées et atténuées dans les discours publics par des allusions au caractère supposé déviant de la victime (bandit, voleur, etc.). Les pouvoirs publics sont familiers des modes de justification de la violence exercée sur ces quartiers et son coût apparaît comme minime

²⁶³ En effet, après avoir connu une forte médiatisation de la cause en 2012, année du Plan Populaire et de l'arrivée de la flamme olympique à Rio de Janeiro, la production médiatique relative au quartier diminue, passant de 200 articles en 2012 à 38 en 2015 (FACTIVA, 2020).

(COMBES, FILLIEULE, 2011). Nonobstant, la renommée de la Vila Autódromo et l'organisation imminente des Jeux olympiques braquent les projecteurs sur ce quartier réprimé, faisant courir le risque à Eduardo Paes, d'entacher sa crédibilité sur la scène internationale. Car si les médias locaux et nationaux, tels que O Globo, sont acquis à la cause de la municipalité, la plupart des journalistes internationaux recueillent la parole des habitants et relayent les abus de pouvoir dont ils se disent victimes. En s'ancrant dans le champ médiatique, la mobilisation peut produire des effets bénéfiques pour le mouvement (CHAMPAGNE, 2015). En effet, la forte couverture médiatique peut empêcher de futurs épisodes de répression policière (NEVEU, 1999) – ou du moins imposer la retenue aux forces de l'ordre – et saper le prestige d'acteurs clés tels que les membres du CIO ou le maire Eduardo Paes. Les premiers pouvant exercer des pressions sur le second afin qu'il prenne des mesures adéquates pour calmer le mécontentement.

Gardons à l'esprit que les habitants ont bâti la notoriété du quartier en diffusant l'image d'un espace pacifique, peuplé de personnes honnêtes et travailleuses. Cette image d'Épinal accentue sans doute le sentiment d'injustice suscité par deux documents largement diffusés sur les réseaux sociaux et médias de communications : une vidéo montrant la brutalité des forces de l'ordre et la photographie d'une femme et d'un vieil homme ensanglanté, tous deux perçus et décrits comme victimes innocentes et vulnérables, pénalisées pour avoir exprimé leur solidarité à l'égard de leurs voisins.

La forte médiatisation de la répression policière diffuse la cause défendue par le groupe et attire de nouveaux publics. Bruna fait part de l'essor du nombre de soutiens, à la suite de cet événement :

À partir du 3 juin, le mouvement a eu encore plus de visibilité. Et ce qui a beaucoup aidé la communauté à rester avec ses 20 familles, ce sont les gens de l'extérieur, les étudiants, les reporters, les médias alternatifs, les médias internationaux. Tous ces gens qui ont travaillé avec nous, et qui ont largement augmenté à partir de ce moment, ils ont fait la différence.

L'usage de la violence par la police municipale est perçu par les alliés et habitants comme une stratégie d'intimidation supplémentaire, elle s'ajoute à la répression à bas bruits, exercée de façon quotidienne et continue sur l'ensemble des habitants. Alors qu'elle s'exerçait de manière silencieuse et insidieuse, en s'imprimant sur les corps des victimes, elle devient éclatante et incontestable. Cet événement participe à la diffusion d'un discours toujours plus tranché sur la responsabilité des agents municipaux et accentue la fracture discursive entre « eux » et « nous ». La répression physique menée à l'encontre de trois habitants vient symboliser l'ensemble des violences exercées sur les habitants des quartiers populaires.

Comme pour d'autres mouvements sociaux (DELLA PORTA, 1995; HMED, 2015)], la répression policière, destinée à canaliser, encadrer et enrayer la mobilisation participe en fait à une restructuration du mouvement social et conduit à une recomposition de ses effectifs. Les soutiens antérieurs noués au cours des dernières années de lutte propagent l'image de ces violences policières. Les clichés soulèvent l'indignation au-delà des cercles militants fidèles au mouvement social.

2.2.2 Un leadership et des répertoires d'action renouvelés

Cet épisode de répression participe également à une redistribution des cartes du leadership local. Bruna, habitante déterminée à rester et victime de violences policières devient le centre d'attention des médias. Soucieux de recueillir son témoignage, ils sont nombreux à se dépêcher sur place et à marquer l'arrêt à son domicile, devenu un nouveau centre d'organisation du militantisme local. Observant le retrait progressif du président d'association, elle se hisse en tête du mouvement et occupe la place laissée vacante par ce dernier. Il faut néanmoins souligner que Bruna exerçait déjà un rôle de « leader informel ». Comme Freeman (2013) l'a mis au jour, les femmes exerçant ce type de leadership informel, à l'image de Bruna, jouent un rôle crucial dans la mobilisation puisqu'elles constituent souvent des intermédiaires entre organisations et sympathisants externes. Si plusieurs résidents me recommandent vivement de m'adresser à elle lors de mon premier jour passé dans le quartier, en 2015, c'est parce qu'ils reconnaissent sa capacité d'entremise et l'identifient comme principale intermédiaire des acteurs externes.

Ainsi, le départ du président entérine sa prééminence dans la lutte sociale. Le capital militant accumulé à travers la lutte sociale et le courage dont elle fait preuve en s'opposant à la garde municipale, lui confère la reconnaissance d'une partie des habitants, et force l'admiration et le prestige des sympathisants au mouvement. Aux côtés de Maria qui intensifie son engagement et substitue l'absence du prêtre, elle incite les habitants à opter pour de nouveaux répertoires d'action. Le choc moral suscité par l'épisode de répression les encourage à déployer ces nouveaux modes d'action pour relancer la mobilisation.

Bruna réitère sa demande d'organiser un festival culturel dans le quartier. Cette initiative, baptisée #Ocupa a Vila Autódromo, est pensée au cours des mois de juin et juillet et voit le jour au mois d'août. Le festival, organisé en partenariat avec le Comité Popular da Copa, semble plutôt s'adresser aux personnes externes au mouvement. Sa description est la suivante :

Comme façon de réaffirmer la vie que nous avons construit tout au long de ces années et notre droit de rester, en évitant la violence de la municipalité, les habitants avec l'aide de certains partenaires de la Vila Autódromo et avec le soutien du Comité Populaire de la Coupe et des Jeux olympiques, nous lançons un appel pour construire collectivement Occupe la Vila Autódromo, un agenda d'activités culturelles dans la communauté pour dire ensemble que nous voulons un #Riosemremoções avec un grand #Viva Vila Autódromo.

Expositions de photographies, activités de permaculture, séminaires sur le droit à la ville, concerts organisés dans les décombres, ateliers de dessins ; ces multiples activités attirent de nombreux visiteurs sensibles à la cause du quartier et venus du centre-ville pour y participer. Ces activités culturelles, pratiquées par d'autres mouvements sociaux (le Comité Populaire de la coupe notamment) et importées à la Vila Autódromo, sont des modes d'action peu utilisées jusqu'à ce jour. Les habitants sont d'ailleurs inégalement réceptifs à ce type d'activités et plusieurs d'entre eux désertent ces événements. Seul un groupe d'habitants proches des deux nouvelles figures de la lutte se joint aux festivités. Ainsi, on remarque que la proximité avec d'autres groupes sociaux participe de la redéfinition des répertoires d'action utilisés par le groupe.

Ces événements à l'attention des visiteurs externes pallient le faible nombre de voisins mobilisés, permettent d'inscrire le mouvement dans la durée et de masquer partiellement les nombreux mouvements de départs opérés par les résidents. À travers la diversification des moyens d'action, le mouvement local rallie de nouveaux acteurs. Des catégories de populations, jeunes, politisées, étudiantes et plutôt à gauche de l'échiquier politique, rejoignent le mouvement social. Les nouvelles entrepreneuses de mobilisation estiment qu'ils peuvent contribuer à intensifier la lutte de deux façons, en soutenant les habitants par leurs encouragements d'une part et en comblant le vide laissé par la multiplication des départs d'autre part.

On observe que les leaders locaux comme Bruna et Maria ont un rôle crucial dans l'extension du mouvement, opérée en mobilisant les liens de solidarité préexistants noués avec d'autres mouvements sociaux. Leur place prééminente est également tributaire des relations nouées avec ces derniers. En 2015, lors de mon enquête de terrain, j'observe déjà les nombreuses marques d'attachement que lui adressent de jeunes chercheurs et militants, touchés par sa générosité, Bruna prenant soin de les mettre à l'aise et de les choyer. Plus que de simples affinités militantes, elle entretient des liens étroits et parfois affectifs avec les étudiants du Comité populaire de la coupe, les représentants de Pastoral de Terra, les Défenseurs Publics et les participants au MNLM. Sensibles à la détermination dont elle fait preuve et à sa valorisation de pratiques moins autoritaires que celles employées par l'ancien président et perçues comme

« masculines », leurs membres façonnent également sa stature de leader. L'aptitude à rester ferme et certains traits de caractère tels que l'intégrité et la sympathie sont positivement évalués par les sympathisants qui l'associent à des vertus morales. Car le comportement des résidents est scruté par les acteurs externes et soumis aux jugements de ces derniers²⁶⁴. Le « cran » – entendu comme la capacité de s'en tenir opiniâtrement à une activité, au mépris des revers, des souffrances ou de l'épuisement (...) par suite d'une détermination intime (GOFFMAN, 1982, p. 179) – dont Bruna fait preuve contribue à sa réputation et façonne sa figure de combattante.

En retour, Bruna et Maria parient sur le succès de la mobilisation grâce à la présence de ces acteurs et veillent donc à soigner leurs relations avec ces derniers. Grâce à eux et à leur production médiatique ou intellectuelle notamment, elles jouissent d'une certaine reconnaissance sociale. Autour de leurs figures prestigieuses, elles fédèrent d'autres mouvements sociaux animés par des thématiques apparemment éloignées de la question urbaine, à l'image de mouvements féministe et écologiste qui intensifient leur présence en 2015 et défilent dans le quartier lors de la journée du 8 mars 2016.

2.2.3 L'émulation

Les activités culturelles, à l'attention d'un public externe, attirent de nombreuses personnes dans l'enceinte du quartier. Le quartier et le mouvement social qui s'y inscrit se transforment en objet de curiosité. Le festival culturel #Ocupa a Vila Autódromo est inauguré le 15 août dans une ambiance joviale. L'événement réunit plusieurs collectifs artistiques tels que la Marcha Mundial das Mulheres, le Théâtre de l'opprimé, le Collectif Vai Maria ou la Bande el Efecto. Des pièces de théâtre, des projections de courts et longs métrages, des performances de mimes, des lancements de livres et des ateliers de *batucada* sont proposés au public. Les murs encore tapissés, à moitié écroulés et souvent recouverts de graffitis sont alors utilisés comme décors pour l'organisation de concerts ou d'expositions. L'ambiance créée par les maisons écroulées génère de la fascination. Ces murs défaits sont mis en valeur lors de spectacles de projections sons et lumières. *Mormaço*, long-métrage dont le scénario porte sur des évictions, est tourné sur place, en présence des habitants et d'une résidente reconvertie en actrice pour

²⁶⁴ J'avais déjà observé cela lors de mon enquête de terrain en 2015. Sur la route de retour d'une manifestation, une leader de Pastoral da Terra avait exprimé sa déception à l'égard du président d'association et critiquait sa mise à l'écart.

l'occasion. Des visites guidées improvisées sont organisées pour des groupes, militants ou non, qui s'émerveillent de la capacité des habitants à se mobiliser. Ce festival, par l'effervescence qu'il génère, fait naître des formes de tourisme militant. Les activités culturelles attirent quotidiennement un large public et permettent de ré-enchanter un espace dominé par des décombres et des ruines en le chargeant de significations créatives et artistiques. Ce public élargi constitue alors un intercesseur en cas d'intervention policière ou d'intimidations de la municipalité et affiche publiquement le mouvement.

De nombreux étudiants et chercheurs se rendent sur place et décident d'étudier le cas singulier de la Vila Autódromo. Tous les jours, des médias du monde entier foulent le sol boueux du quartier et dialoguent avec les habitants sur place. Les clichés des décombres avec la tour massive d'un hôtel récemment érigé et le Parc olympique pour arrière-plan font le tour du monde. Dans le cadre d'une vaste campagne numérique pressant les autorités à élaborer un plan d'urbanisation et nommé #Urbaniza Já ! (Urbanisez maintenant !) Raquel Rolnik²⁶⁵ sollicite des chercheurs et géographes marxistes renommés, dont David Harvey²⁶⁶ qui sollicite à son tour le géographe Peter Marcuse et la sociologue Frances Piven. Tous produisent des capsules vidéo qu'ils diffusent sur les réseaux sociaux et dans lesquels ils apportent leur soutien au quartier et réclament la réalisation d'un nouveau plan d'urbanisme. Le premier mars 2016, Camila Pitanga, actrice brésilienne, publie une vidéo dans laquelle elle interpelle Eduardo Paes et l'exhorte également à mettre en place un plan d'urbanisation. Des conseillers municipaux affiliés au PSOL se rendent sur place et apportent leur soutien aux habitants, plaidant de nouveau pour le maintien du quartier. Une vaste coalition d'acteurs publics se forme autour des habitants et fustige l'action municipale.

Grâce à l'émotion suscitée par l'épisode de répression, au fort écho médiatique qui s'en suit et aux activités culturelles développées sur place, le mouvement génère deux types de mécanismes identifiés par Mac Adam (2005) : l'attribution de similarité et l'émulation. Des personnes externes au quartier, attirées par les activités développées par le groupe, se mêlent aux quelques militants restants et s'approprient leurs discours. L'émulation n'est pas entendue comme un sentiment stimulant les individus à se surpasser et suscité par une rivalité entre groupes, mais plutôt comme un encouragement et une motivation à s'unir collectivement pour défendre une cause partagée. Les participants aux événements et activités ressentent un vif enthousiasme en observant l'extension de la mobilisation. Ils ont le sentiment d'agir pour une

²⁶⁵ Professeure d'architecture à l'Université de São Paulo et intellectuelle reconnue au Brésil.

²⁶⁶ En visite académique à Rio de Janeiro, en 2017, David Harvey profite de sa présence sur place pour visiter le quartier.

cause juste et d'employer leur énergie à bon escient. Les membres des mouvements et alliés non affiliés ne sont donc pas en compétition, mais coopèrent étroitement avec les résidents. Cela a été examiné plus haut ; c'est à travers les interactions antérieures et continues entre ces derniers et d'autres mouvements sociaux que surgit l'idée d'étendre les répertoires d'action à des pratiques culturelles. Les workshops sur le droit à la ville par exemple, témoignent de l'importation de pratiques utilisées par d'autres mouvements sociaux, à l'image du Comité Populaire de la coupe.

Cette circulation des modes d'action est facilitée par les liens forts noués entre membres internes et acteurs externes du mouvement. Les dialogues entre les deux entités conduisent à un ajustement et une adaptation des répertoires d'action pour faire face au déclin de la mobilisation interne. Au-delà de l'admiration suscitée par les nouvelles figures de la lutte et l'accueil chaleureux qu'elles réservent aux sympathisants, un autre facteur déterminant dans l'amplification du réseau militant est celui de l'absence de groupe armé sur place. Les soutiens externes, sensibles à la cause des quartiers populaires ne sont souvent pas en mesure d'appuyer les mouvements qui s'y organisent, d'abord parce que la représentation de violence associée à ces espaces leur en barre l'accès et ensuite parce que la distance sociale est trop prégnante pour développer des relations libérées de toute méfiance de classe et se départir de la suspicion d'appropriation du mouvement que peuvent éprouver les habitants. Les efforts pour développer l'idée selon laquelle le quartier est un espace « pacifié » et les initiatives culturelles permettent donc de fédérer au-delà des frontières du quartier. La lutte d'une partie des habitants de la Vila Autódromo, constitue pour certains jeunes, universitaires et habitants de classe moyenne, un moyen de concrétiser leur soutien aux fractions populaires de la ville. Pour les résidents qui souhaitent se maintenir sur place, l'appui de ces alliés offre de nouvelles ressources au mouvement, logistique ou financière.

2.3 Succès ou échec de la mobilisation sociale ?

2.3.1 Dénouement de l'action collective

Les observations ci-dessus conduisent à penser les conditions de réussite ou de délitement du mouvement social de la Vila Autódromo, et des micro-mobilisations en général. Dans un premier temps, il est possible d'examiner les résultats de l'action collective, délimités par l'échéance spécifique de l'organisation des Jeux olympiques d'août 2016.

Entre 2015 et 2016, la démobilisation des habitants est massive : une cinquantaine de familles quittent le quartier. En janvier, quarante-cinq familles sont encore présentes sur place, vingt-cinq quittent le quartier en l'espace de deux mois. Pourtant, malgré cette importante dispersion, la mobilisation se poursuit à travers un noyau dur d'habitants, composé de seulement cinq individus, mais qui milite intensivement pour le maintien. De plus, ils bénéficient d'une forte couverture médiatique et de nombreux soutiens. Le 8 mars, date de la destruction du quartier, plus de 100 personnes sont présentes chez Bruna. Ils assistent à la destruction de ce dernier bastion militant. Les habitants et leurs soutiens, en nombre supérieur, se rendent ensuite devant le palais de la Ville dans le quartier de Botafogo, quartier situé dans la Zone Sud de Rio de Janeiro, et protestent contre les évictions. Ce même jour, Bruna est médaillée aux côtés de neuf autres femmes s'étant illustrées dans la lutte pour la défense des droits des femmes. Cet hommage, organisé par la Commission de Défense des Droits des Femmes est organisé à l'Assemblée législative de l'État de Rio de Janeiro. La cérémonie consacre son militantisme, affirmant le prestige et la reconnaissance de l'habitante au-delà des frontières du quartier.

À l'issue de la destruction de la maison de la famille de Bruna, largement relayée par les médias, le maire Eduardo Paes annonce un plan d'urbanisation du quartier pour les vingt derniers habitants ayant refusé toute forme d'indemnisation. L'approche des Jeux olympiques et la désapprobation publique de nombreuses organisations ont probablement exercé une forme de pression sur le maire de la ville. Craignant de diffuser une image négative de son mandat, il accepte de reloger les réfractaires, temporairement déplacés vers des containers aménagés. Aux côtés d'autres acteurs, connus notamment pour la réalisation du Plan Populaire, les résidents soumettent des améliorations au projet de planification urbaine conçu par la municipalité. Ils défendent puis obtiennent quelques concessions mineures, telles que la mise en place d'une cour extérieure et d'un portail devant chaque logement. Craignant d'être de nouveau rabroués par la municipalité qui pourrait ensuite retirer son projet d'urbanisation, ils n'osent guère le retoucher ou formuler d'ambitieuses demandes d'urbanisation.

L'organisation des Jeux olympiques, la construction des logements et les travaux d'aménagement suscitent l'attention de nombreux curieux et des médias de communication. La ferveur ne retombe qu'après l'organisation de cet événement planétaire. Les logements sont inaugurés une semaine avant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. La rue Nelson Piquet devient l'unique rue du quartier, elle est rebaptisée « Rua Vila Autódromo ». Les logements sont alignés le long de la route d'asphalte. Situées à proximité les unes des autres, d'une superficie de 55 mètres carrés et composées de deux pièces, les résidences sont toutes

identiques, aux murs blancs, séparés par des lampadaires, elles s'ouvrent sur une cour intérieure. En découvrant leurs nouveaux lieux de vie, les habitants témoignent de l'ambivalence de leur sentiment. Ils font part de la déception ressentie face à ces logements dépersonnalisés et uniformes, à ce quartier « fantôme » vide de tous commerces locaux, mais aussi du soulagement d'être enfin parvenus à rester sur le territoire. Les leaders se satisfont des résultats qu'ils présentent comme positifs, tels que la valeur des indemnités concédées par la municipalité à leurs voisins, la popularité et la diffusion de leurs idées ainsi que la préservation partielle du territoire. Ainsi, ils valorisent publiquement le bilan de leur action, se présentant comme des irréductibles, et renvoient une image positive d'eux même. Néanmoins, certains membres n'hésitent pas à critiquer les transformations urbaines, à l'image de Pedro, le mari de Bruna qui exprime sa colère à l'égard des habitants ayant négocié et qu'il désigne comme des traîtres.

2.3.2 Facteurs internes de l'affaiblissement du mouvement de quartier

Peut-on penser que l'urbanisation du quartier constitue une victoire du mouvement social ? Les termes d'échec et de succès, par la normativité qu'ils revêtent, sont amplement disputés par les chercheurs en sciences sociales (GIUGNI, 1998; CRESS, SNOW, 2000; MATHIEU, 2004; BOSI GIUGNI, UBA, 2016). De plus, compte tenu des résultats mitigés obtenus – en deçà des revendications formulées et des attentes escomptées – ces catégories d'analyse semblent trop tranchantes et peu congruentes pour qualifier les retombées du mouvement social. Pour de nombreux mouvements sociaux, les succès éclatants ou les défaites cuisantes sont rares et souvent nuancés par de menus revers ou avancées. Apposer l'étiquette de « réussite » ou « échec » de l'action collective reviendrait à prétendre que cette dernière est homogène, alors même que je me suis efforcée de prouver le contraire tout au long de cette démonstration.

Même si le lien de causalité directe demeure difficile à établir, on peut penser que les critères précédemment énoncés tels que la recomposition du leadership, la médiatisation et l'extension de la lutte ont contribué à relancer le mouvement et joué un rôle dans le maintien des vingt derniers habitants réfractaires au départ. Néanmoins, peut-on affirmer que le mouvement social est venu à bout de la municipalité, en parvenant à assurer le maintien de vingt familles ?

Les résultats obtenus par les habitants de la Vila Autódromo, apparaissent hors-normes et improbables au regard de ceux obtenus par les résidents d'autres favelas, expulsés à la

périphérie de la ville ou faiblement indemnisés. En effet, les habitants de la Vila Autódromo ayant opté pour un déplacement vers le Parque Carioca ont obtenu des logements sociaux à proximité et de meilleure qualité que ceux habituellement délivrés par les autorités municipales. Les habitants refusant leur déplacement vers des logements sociaux ont été indemnisés au prix du marché et, dans certains cas, pour des valeurs supérieures tandis que ceux déterminés à rester et refusant toute forme de négociation sont restés sur place. Ces résultats semblent positifs à bien des égards, ils sont le fruit de l'intense mobilisation des résidents et de leurs alliés pendant une durée de plus de vingt ans. Bruna utilise d'ailleurs ces éléments pour qualifier la mobilisation de succès :

Ça a été un succès, dans tous les sens du terme. La lutte a été enrichissante pour de nombreuses choses, déjà, et puis les gens ont été indemnisés avec dignité. (...) J'ai l'habitude de dire qu'ici il n'y a pas eu de déplacements forcés (*remoções*), il y a eu des négociations. Il n'y a pas eu de déplacements, mais plutôt une grande négociation, parce que les habitants allaient à la mairie pour négocier, ils n'ont pas été forcés, ils ont subi des pressions comme tout le monde d'accord, mais le maire n'a mis le couteau sous la gorge de personne.

Cependant, ces retombées ne correspondent guère aux attentes initialement formulées pour le maintien de la « communauté » et la conservation des liens de voisinage tissés sur place. Les concessions faites par la municipalité peuvent être considérées comme des avancées, mais non pas comme une réussite du mouvement social. Ce sont par ailleurs ces concessions et négociations qui ont partiellement mené à sa déliquescence. Cette réflexion conduit à nuancer les propos émis par quelques chercheurs (ALVES, 2017; ZANOTELLI, 2017) s'intéressant au cas de la Vila Autódromo et à examiner les motifs sociologiques ayant conduit à la déroute (relative) de l'action collective.

On peut d'abord s'interroger sur les principaux facteurs ayant mené au déclin du mouvement social qui s'est manifesté par l'effondrement de sa force numérique, passant de 450 familles à vingt familles. Divers facteurs s'entremêlent de façon complexe (la répression au quotidien, la hausse des indemnités, etc.). Ces facteurs exogènes ont un rôle déterminant dans la décision individuelle d'exit entraînant ensuite une démobilisation générale. Ils se combinent aux facteurs internes organisationnels et aux choix opérés à titre individuel. Grâce aux carrières présentées dans les quatrième et cinquième chapitres, j'ai examiné les facteurs individuels menant au désengagement ou au maintien des habitants. L'ambivalence de l'action municipale – entre séduction et intimidation – a également été examinée pour mieux saisir les attitudes des résidents. Sans remettre en question leur impact sur la mobilisation, les facteurs exogènes tels que les pressions exercées par la municipalité – amplement documentées – sont ici écartés.

L'attention est alors portée sur les facteurs méso-sociologiques qui ont conduit à la faillite de l'action collective des résidents.

Trois facteurs relatifs à l'organisation semblent ici centraux pour comprendre la dissolution interne du mouvement. À l'instar de plusieurs chercheurs, (GAMSON, 1990; GIUGNI, 1998; BERNSTEIN, 2003), j'observe que l'apparition de factions internes est une cause majeure de l'effritement de la mobilisation. C'est bien ce qu'il se produit à la Vila Autódromo, où la fracture entre les habitants du quartier est consommée en 2013, avec le départ de plus de 250 familles. Cette division ouvre la voie à des désengagements ultérieurs et à la démobilisation d'une grande partie des militants en 2015, comme exposé plus haut. Ces factions internes ont un impact plus délétère sur le mouvement que l'absence de soutiens externes. En effet, ce cas d'étude révèle que malgré la présence d'une solide coalition d'acteurs externes, la segmentation du mouvement s'approfondit et mine le collectif.

Le second facteur est celui de la diversité des revendications : à partir du moment où la revendication pour de meilleures indemnisations de départ s'ajoute à la revendication principale pour le maintien, deux objectifs de lutte contradictoires s'offrent aux habitants et divisent le mouvement. En avalisant l'introduction de négociations individuelles en 2013, les figures du mouvement prennent le risque d'une individualisation de la lutte et d'un morcellement des revendications. Après que cette position a été adoptée et entérinée par le président d'association – selon lui conseillée par des alliés professeurs en architecture – elle est ensuite décriée par des mouvements sociaux externes à l'image du MNLM (TANAKA, 2018) qui craint une scission des résidents. Les événements qui suivent donnent raison aux seconds, les négociations menées à titre individuel détournent l'objectif initial de la lutte et se transforment en revendication à part entière, celle de partir « dignement ». Comme l'observent également Gamson (1990) ou Piazza et Wang (2020), le choix d'une seule revendication commune semble être une des conditions requises pour préserver l'unité du groupe et empêcher d'éventuelles défections.

Le troisième facteur concerne l'armature organisationnelle du mouvement social. À travers une mise en comparaison avec le mouvement social de Woodstock, il devient possible d'affirmer qu'une structure organisationnelle horizontale, flexible et inclusive exerce un contrôle social plus fort sur les habitants qu'une organisation présidentielle, verticale et dominée par les hommes. Certains auteurs estiment en effet que l'horizontalité des charges et fonctions limite partiellement les luttes de pouvoir et la remise en question des compétences d'un seul individu. Dans le cas étudié, la représentation du quartier par un seul homme suscite à la fois la mise à distance d'individus issus de catégories sociales qui lui sont opposées – comme les habitants du lac – et la désapprobation de femmes actives dans la mobilisation et la vie de

quartier, mais dont l'opinion est parfois disqualifiée. De plus, la verticalité de la structure associative peut mettre en péril le mouvement en cas de désengagement de son principal représentant. Comme examiné dans ce chapitre, le départ du président a un effet d'entraînement et légitime le départ. La validité de ce phénomène est corroborée par d'autres cas. À la Vila União, le président d'association a rapidement été coopté facilitant la mise en place des évictions et contraignant le déploiement rapide de ressources organisationnelles. À la Vila Autódromo, après des années de mobilisation, le président n'est pas coopté par les représentants municipaux, mais affaibli par les conflits de voisinage, il se satisfait de la somme d'argent qui lui est proposée, jette l'éponge et accepte de négocier, ouvrant la voie à des départs en cascade.

C'est un truisme que d'affirmer qu'une organisation dont la légitimité est en partie contestée peut difficilement continuer à imposer son point de vue, exercer des sanctions sur ses membres et empêcher l'émergence de groupes concurrents. Ce bilan conduit-il pour autant à conclure dans le sens de Piven et Cloward (1979) que les organisations, en canalisant les colères, sont nocives pour la continuité et la réussite des mouvements sociaux ? La composition d'un leadership semble être inévitable dans les quartiers populaires cariocas historiquement marqués par l'omniprésence de figures présidentielles chargées de représenter l'ensemble des résidents. Or, les luttes de pouvoir, la confiscation de la parole d'une partie des résidents, ou la fuite des leaders constituent autant d'entraves au succès du mouvement. Toutefois, même au sein de mouvements dont la structure organisationnelle est moins figée, non hiérarchisée, souple et qui plaident pour une prise de décision collective et horizontale, les rapports de pouvoir se reproduisent informellement (FREEMAN, 2013) et entraînent des mécanismes de domination qui peuvent également enrayer l'action collective. Néanmoins, il est possible d'affirmer que la diffusion des pouvoirs et prérogatives – au lieu de leur concentration – ainsi qu'une distribution sexuelle des tâches militantes plus équitable semblent constituer des prérequis à la cohésion et à la bonne marche des organisations.

Conclusion

Dans ce dernier chapitre, j'ai mis en évidence la façon dont les collectifs militants ajustent leurs répertoires d'action et pratiques sociales aux fluctuations du militantisme des habitants des quartiers visés par les expulsions. Les contextes différenciés dans lesquels s'ancrent les groupes configurent également les accommodations opérées. Dans le cas de Woodstock, j'ai énoncé quelques-uns de ces effets de contexte (pression de la municipalité sur les répertoires d'action ainsi que sur l'occupation), mais me suis davantage centrée sur les transformations

organisationnelles. Ces dernières sont conçues pour se rapprocher des préoccupations communes des résidents et favoriser la cohésion du groupe par le biais de la formation d'une identité collective. J'ai également questionné la dimension politique des nouvelles activités déployées. Restreintes à l'intérieur de l'occupation, ces activités telles que le jardin partagé, les soupes populaires ou les réunions non-mixtes, perdent le caractère subversif et contestataire qui imprégnait les actions antérieures du groupe. Néanmoins, ces stratégies n'en sont pas moins politiques et efficaces. Tournées vers l'avenir, elles œuvrent à l'amélioration des conditions de vie des résidents, et contribuent à une transformation des rapports sociaux. Elles visent ainsi à politiser les pratiques quotidiennes des habitants et traduisent la volonté des cadres de transformer leur engagement situé en militantisme du quotidien. Enfin, j'ai montré que l'équilibre du mouvement social était fortement tributaire de l'espace dans lequel il s'inscrivait, l'occupation constituant un socle fondamental à son maintien dans le temps.

Dans le cas de la Vila Autódromo, j'ai examiné comment les désengagements individuels ont conduit à une démobilisation collective. Dans le quatrième chapitre, j'ai en effet souligné que la défection individuelle ne pouvait être comprise qu'à travers une analyse biographique des enquêtés. Néanmoins, il convient d'insérer cette dernière dans un examen plus large des interactions sociales de quartier. La défection doit donc être replacée dans l'ordre quotidien des interactions de quartier qui la favorise ou au contraire la contraint. J'ai montré que les explications du désengagement et de la démobilisation ne sont pas mono-causales. Ces phénomènes relèvent d'une pluralité de mobiles, imbriqués dans des logiques à la fois individuelles et collectives.

J'ai insisté dans ce chapitre, sur les phénomènes méso-sociologiques qui ont participé à la déliquescence de l'action collective. L'augmentation des compensations financières permet à l'individu et à son noyau familial d'envisager d'autres perspectives résidentielles, mais ne résout pas le problème du départ, perçu comme une trahison à la cause. La prise de distance, dans un premier temps condamnée, est au fur et à mesure légitimée par l'articulation de trois phénomènes : la répression, le retrait de figures clés et l'extension du mouvement. Le départ de quelques habitants, notamment les figures clés de la lutte, déclenche des défections en chaîne. Ce ne sont toutefois pas ces événements spécifiques, mais la perception de ces événements, qui incite les habitants au départ. En effet, ces paramètres permettent de relativiser les contraintes sociales et donnent la possibilité aux résidents de partir dans des conditions satisfaisantes, pas uniquement sur le plan individuel, à travers des négociations financières fructueuses et favorables, mais aussi grâce à la mise en place de moyens socialement admis pour justifier une désolidarisation du groupe. Néanmoins, j'ai observé que malgré les défections en chaîne, le

mouvement perdure et s'inscrit dans la durée grâce à l'action volontariste de quelques habitants déterminés à rester et aux nombreux alliés mobilisés à leurs côtés. Ces derniers renouvellent les effectifs militants et donnent un second souffle à la mobilisation fragilisée par les défections. Les vingt familles relogées sur place ne sont pas parvenues à préserver leur ancien logement, mais remportent une victoire symbolique. Pour clore cette réflexion, en prenant du recul sur la mobilisation, j'ai examiné la façon dont certaines prises de décisions ainsi que la structuration verticale du mouvement ont pu indirectement participer à la multiplication des départs et donc à l'affaiblissement du mouvement de quartier.

Conclusion Générale S'inscrivant dans une démarche théorique interactionniste, ce travail de recherche a mis en lumière la pluralité des modes d'engagements au sein de groupes mobilisés contre les expulsions. Malgré des propriétés sociales similaires les habitants des deux quartiers n'adoptent pas le même type d'attitude face aux institutions militantes. J'ai examiné comment et selon quelles modalités ils endossent différents rôles et s'évertuent à les ajuster aux normes du mouvement et, plus généralement, aux convenances sociales. Ces distinctions de conduite ont été restituées à travers un examen attentif des carrières des résidents, lesquelles ont d'abord été replacées dans leur contexte historique et spatiale de production. J'ai montré que les politiques urbaines qui ont façonné les villes contemporaines du Cap et de Rio de Janeiro et les représentations de leurs habitants, configurent durablement les expériences et pratiques sociales des enquêtés. Néanmoins, il serait trompeur de penser que cette étude est circonscrite aux seuls quartiers analysés. Ses apports théoriques et méthodologiques sont transposables à d'autres cas, temporalités et disciplines, puisqu'elle répond à des questionnements pouvant intéresser sociologues, géographes ou anthropologues. Cette conclusion s'attache à examiner les résultats principaux dégagés par mes deux enquêtes de terrain et à détailler certains points esquissés dans cette thèse mais qui pourraient être l'objet de recherches ultérieures.

Les principaux apports de cette thèse sont exposés en trois temps. D'abord, j'examine l'ancrage historique et spatial des mobilisations et son impact sur les trajectoires des enquêtés. Les carrières des individus mobilisés sont ensuite présentées pour mettre au jour les modalités subjectives et individuelles qui façonnent les engagements des résidents. Enfin, j'aborde la façon dont l'implication dans le groupe est réactualisée en situation et dans les interactions, conduisant les collectifs à adapter leurs actions et la structure organisationnelle des mouvements aux personnes qui les composent.

Le premier apport de cette thèse est de montrer l'impact de la configuration historique et spatiale des luttes sur les formes de mobilisations des enquêtés. Dans chaque cas, la segmentation de l'espace, exacerbée par les politiques urbaines menées à bien sous les régimes

de l'apartheid et de la dictature, a consolidé des représentations sociales négatives associées aux plus précaires. Ces derniers, stigmatisés en raison de leurs propriétés sociales et raciales, sont nombreux à être déplacés vers des espaces périphériques et étroitement contrôlés, dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Les paradigmes urbains développés à ces périodes n'ont pas subitement été abandonnés avec les transitions démocratiques. Les gouvernements locaux composent alors avec la ségrégation sociale, essayant de la résorber grâce à d'ambitieux programmes sociaux. Toutefois, ces derniers s'avèrent largement insuffisants pour réduire l'instabilité résidentielle des ménages précaires. Ainsi, les phénomènes d'expulsions refont surface au début du XX^{ème} siècle. Les modalités et les arguments utilisés pour justifier ces pratiques ont changé, mais leurs effets restent quasi-identiques : la relégation des classes populaires. La mémoire spatiale, et le souvenir vif des déplacements ne sont pas anodins, ils jouent une place dans les dynamiques d'engagement, comme je l'ai étayé dans le second chapitre. Pour les résidents, l'espace du quartier est le support de représentations, échanges et pratiques sociales. Les mobilisations qui s'y inscrivent revendiquent son appropriation et la légitimité historique de la présence des résidents.

L'examen des données empiriques collectées révèle que la construction sociale des individus est façonnée par la transposition urbaine des inégalités sociales, dans la mesure où ces derniers doivent constamment s'adapter à l'évolution de la valeur financière des terrains qu'ils occupent et céder leur place et espace à des individus de classes supérieures ou à des investisseurs immobiliers. Leurs trajectoires sont donc traversées par des ruptures, déménagements et changements de cadres de vie qui marquent leur expérience du quotidien et leurs interactions, influençant leur façon d'être. Dans les deux cas, j'ai observé comment l'attachement émotionnel des habitants à leur foyer et à leur quartier est activé par la menace d'expulsions. Grâce à l'engagement au sein de structures militantes, ils défendent leur logement, leur environnement immédiat et les liens sociaux de voisinage. Le rassemblement de personnes partageant un même attachement à leur environnement proche insufflé l'espoir de rester dans l'enceinte du quartier.

Le second apport de cette thèse est l'étude de la pluralité des engagements au sein des mouvements de quartier. En m'appuyant sur l'observation des différents degrés de participation au sein des groupes, j'ai défini quatre types d'engagements. Le premier, l'engagement situé, est circonscrit à l'espace du groupe mobilisé et se caractérise par un investissement ponctuel et limité aux réunions de régulation ou d'organisation du mouvement. Le second, le mésengagement, est un repli presque total des individus sur leur sphère privée. Il traduit une défiance envers les représentants du groupe ou une incompréhension quant à ses modalités

d'action ou de régulation de l'occupation. Le troisième, est un retrait du groupe mobilisé, lequel se caractérise par un départ définitif du quartier. Enfin, l'engagement intransigeant se caractérise par une implication intense aux activités du mouvement social et ne se limite pas au seul espace-support de la mobilisation.

Par ailleurs, j'ai pu confirmer l'importance de l'étude des sphères de vie, comme élément essentiel pour comprendre la diversité des engagements au sein des mouvements de quartier : pourquoi certains consacrent autant de temps à l'activité militante tandis que d'autres minimisent sa place dans leur agenda personnel. J'ai mis en avant l'importance de la sphère familiale, remarquant des distinctions et nuances dans la façon dont celle-ci module l'activité militante selon les espaces. La monoparentalité des femmes, très répandue à Woodstock, combinée à l'instabilité résidentielle, empêche un engagement intense. Les résidents – dont de nombreuses mères de famille – examinés dans cette cohorte privilégient la reconstruction de leurs sphères familiale et professionnelle à la sphère militante. En revanche, les individus seuls, au passé militant ou trouvant refuge et sécurité dans le groupe, ont davantage de propension à s'engager dans l'action collective. À la Vila Autódromo, l'alignement entre les membres d'une même famille constitue un prérequis au maintien sur place. Au contraire, les familles désunies et fragilisées par les évictions se résignent à partir pour sauver leur foyer. Les désaccords familiaux sont fréquents et exacerbés par la détérioration des conditions d'existence, déjà précaires. En effet, la dévastation du paysage local par les pouvoirs publics érode les aménités locales et épuise les gratifications que les habitants tirent de leur présence sur place. La perception de l'espace conjugué à l'évolution des perspectives résidentielles – permise notamment par l'octroi d'indemnisations au prix du marché – renforce la volonté de départ. Tout au long de cette démonstration, j'ai tâché de prendre en compte les dimensions genrées de l'engagement militant et du désengagement, en l'abordant aussi bien à travers la répartition des tâches militantes et les mécontentements suscités par leur inégalité, qu'à travers les interactions d'ordre privé.

Au-delà de la sphère familiale, j'ai décrit la multiplicité des espaces sociaux dans lesquels s'inscrivent les militants et les effets de leurs préférences politiques ou convictions religieuses sur la propension à s'engager ou à rester dans le mouvement. Certains éléments spécifiques aux socialisations politiques des habitants – ancrées dans des configurations religieuses, sociales et raciales particulières – ont également été signalés. À Woodstock, le vote en faveur de l'Alliance Démocratique et la faible culture contestataire des habitants ont longtemps limité l'émergence de mouvements sociaux locaux. Pour ceux qui ont ensuite choisi de s'engager au sein de Reclaim the City, cette fidélité politique a freiné leur participation

aux actions externes du mouvement. Leurs préférences politiques peuvent d'ailleurs interférer avec les initiatives d'éducation populaire et autres dispositifs de façonnage militant influencés par la pensée de gauche. A la Vila Autódromo, l'adhésion partisane joue un rôle mineur dans les dynamiques de mobilisation, même si le soutien et la fréquentation de certaines figures locales de gauche a pu infléchir les préférences des plus engagés au sein du groupe. Plus que les préférences politiques, ce sont davantage les croyances religieuses et leur mise en pratique au sein de l'église locale, qui ont encouragé et configuré les investissements militants. La figure morale du prêtre a exercé une pression informelle sur les habitants. Son départ précoce en 2015 a relâché les contraintes sociales qui s'exerçaient sur certains de ses fidèles. La place de la religion dans le mouvement et auprès des habitants a été abordée mais elle mériterait sans doute une étude qui lui soit consacrée : dans les quartiers populaires brésiliens, par exemple, la concurrence croissante entre églises catholique et évangélique peut influencer ou décourager le développement de mouvements sociaux et moduler l'engagement des résidents. Dans les deux cas, l'affiliation partisane ou les convictions religieuses, lorsqu'elles sont peu compatibles avec les idées du groupe, ou coûteuses en disponibilité, peuvent concurrencer les activités militantes déployées par les institutions.

Ensuite, – et il s'agit peut-être de l'apport théorique le plus original de cette thèse – les diversités des engagements n'ont pas uniquement été restituées à travers les carrières des enquêtés mais aussi à travers leur présentation et performance dans l'espace public. La mise en scène du mouvement et la confection d'un idéal type de l'engagement s'observe lors des réunions et manifestations publiques. Néanmoins, les résidents sont inégalement réceptifs aux dispositifs déployés pour susciter leur adhésion et participation. À Woodstock, les relations de voisinage parfois conflictuelles et compétitives ainsi que les mécanismes de contrôle social exercés aussi bien par le mouvement que par la coprésence quasi-permanente découragent certains individus de s'impliquer dans l'action collective, les incitant à adopter un engagement situé, c'est-à-dire un investissement militant peu coûteux en temps et limité à l'espace déterminé du mouvement social, ou à un repli – dans le cas du mésengagement. Plus que d'être la marque d'un désintérêt ou d'une indifférence à l'égard du mouvement, ce repli constitue plutôt une forme de défiance à l'égard du groupe et de ses représentants. À la Vila Autódromo, conflits, luttes de pouvoir et répartition sexuelle inégale des tâches militantes affaiblissent l'association locale. Ils contribuent également à un relâchement des contraintes sociales exercées sur les habitants pour se maintenir dans le quartier. Auparavant mal vue, la décision de partir devient peu à peu acceptable aux yeux des résidents. L'engagement situé et le désengagement – qui contournent les normes de l'engagement tel qu'il est dicté par les groupes – sont rendus

possibles grâce à un sens pratique qui permet aux résidents de « se sauver la face » et de véhiculer une image méliorative et favorable d’eux-mêmes à travers leurs actions. L’acception de « sens pratique » m’a paru pertinente dans la mesure où elle rompt avec une interprétation qui assignerait aux habitants leurs (in)actions préméditées ou intentionnelles et renvoie à la façon dont la rencontre entre les dispositions sociales et les interactions quotidiennes de voisinage réactualisent leurs pratiques. De même à la Vila Autódromo, j’ai tenu à explorer à la fois la façon dont les relations conflictuelles de voisinage et le relâchement du contrôle social de quartier rendent envisageable le désengagement. Dans chaque cas, j’ai veillé à me départir d’une analyse de l’(in)action des habitants comme étant des signaux attestant de leur indifférence, de l’apathie ou du cynisme.

Enfin, j’ai cherché à examiner les effets de ces engagements différenciés sur les collectifs. Loin d’être anecdotiques, ces inégalités d’engagement conduisent les groupes à ajuster leurs pratiques et à réorienter leur action. À Woodstock, le manque d’engagement combiné à d’autres mobiles tels que la hausse du nombre d’occupants, l’érosion des répertoires d’action et l’inadéquation des revendications, amène à une reconfiguration des activités du groupe. Sous l’impulsion de certains leaders, le mouvement redessine l’ordre de ses priorités et centre son attention sur l’occupation et les préoccupations quotidiennes de ses résidents. Grâce à ce recentrage, lequel s’observe à travers le développement de pratiques préfiguratives circonscrites à l’occupation, les producteurs de normes du mouvement œuvrent à sa cohésion et son maintien dans la durée. À la Vila Autódromo, les désengagements en chaîne aboutissent à une démobilisation généralisée des résidents. Afin de préserver le groupe et de continuer à rendre visible ses revendications, de nouveaux leaders substituent les anciens et fédèrent de nombreux et nouveaux sympathisants. Une vingtaine d’habitants parvient à rester sur place, au prix de nombreuses concessions dont la destruction finale de leur logement. Le mouvement ne parvient guère à remplir le principal objectif fixé, celui de préserver les logements et une vie de quartier, mais réussit à limiter les pertes et à sauver les apparences. Au-delà des caractéristiques internes aux groupes, la configuration politique différenciée façonne les stratégies utilisées pour rester et constitue l’une des principales différences entre les groupes. Les habitants de l’occupation Cissie Gool House sont relativement épargnés par les menaces d’évictions, ce qui permet aux leaders de Reclaim The City d’envisager et mettre en place d’autres pratiques davantage tournées vers le bien-être des résidents que la protestation. En revanche, à la Vila Autódromo, l’échéance des Jeux olympiques implique le déploiement rapide de répertoires d’action. Néanmoins, si cette observation prévaut pour la présence sur le terrain en 2018 à Woodstock, tout laisse à penser que l’évolution de rapports de pouvoir entre Reclaim The City

et les représentants municipaux amèneront à une réorientation future des pratiques militantes.

J'ai brièvement tenté d'examiner si cette réorientation des pratiques militantes menait à un déclin de l'action collective. Pour chaque cas, et comme pour de nombreux mouvements sociaux, il est impossible d'apporter une réponse franche et définitive. Néanmoins, tout laisse à penser que la réduction de l'activité militante aussi bien à Woodstock qu'à la Vila Autódromo – où les habitants ont obtenu gain de cause – constitue plus une mise en veille qu'un effritement et un déclin complets.

La finalisation de cette thèse m'a renvoyée à un questionnement constant quant à la nécessité de restituer mes conclusions aux groupes concernés d'une part et d'entretenir les relations nouées pendant les enquêtes de terrain d'autre part. La distance de mes terrains d'enquête et les questions pratiques qu'elle engendre (en termes économique et de disponibilité par exemple) m'a évidemment empêchée de revenir fréquemment sur les terrains de recherche mais je n'ai pas coupé les liens avec mes enquêtés. Je prends parfois de leurs nouvelles et vice-versa. Malgré les entraves de déplacements induites par la situation sanitaire, j'envisage de retourner sur place pour partager les résultats de ces enquêtes avec les résidents et discuter leurs pratiques d'engagement. Faire part des données collectées n'est pas seulement un impératif éthique. C'est une démarche qui présente de nombreux intérêts aussi bien pour les enquêtés que pour les enquêteurs comme l'ont montré Rupp et Taylor (2011) dans leur enquête sur une troupe de cabaret Drag-Queens. Le retour sur place consolide le rapport de confiance enquêté-enquêteur en illustrant le travail réalisé à partir de ce lien, neutralise la sensation d'abandon pouvant être ressentie par certains enquêtés lors du départ, consolide les liens d'amitié et contribue à équilibrer le rapport de pouvoir inhérent à tout dispositif de recherche.

Après avoir pointé les apports de cette thèse, il convient d'énoncer les évolutions récentes des groupes et d'observer qu'ils continuent de préserver une certaine assise locale.

À la Vila Autódromo, l'association locale est recomposée par Maria et Bruna, qui en prend la direction. Ces cheffes de file perpétuent le souvenir de la lutte sociale à travers l'érection d'un musée des déplacements (Museu das remoções). Conçu comme un musée social, immatériel et à ciel ouvert, l'intégralité du quartier est convertie en objet de mémoire témoignant des déplacements des classes populaires à Rio de Janeiro. Il s'inscrit comme un nouvel outil de résistance. Ainsi, les leaders maintiennent une présence dans le paysage contestataire de la lutte sociale à Rio de Janeiro et continuent de participer à des conférences sur le droit à la ville. Néanmoins, l'initiative du musée, soutenue par des étudiants de master spécialisés en muséologie sociale, ne reçoit ni l'assentiment des actuels habitants, ni celui des anciens. L'une d'entre eux rechigne à transmettre les documents de l'ancienne association locale et dénonce la

trahison des nouvelles figures de la lutte. Malgré la faiblesse numérique des membres actifs de l'association, et le désaveu d'une partie des résidents, l'insertion plus large de ses leaders dans les cercles militants et universitaires continue de générer certaines gratifications telles que la reconnaissance et le prestige. En dépit du reflux de la mobilisation, le maintien d'un réseau de sympathisants pourrait s'avérer utile en cas d'éviction. En effet, en 2021, le terrain appartient toujours et exclusivement au consortium Rio Mais puisque les habitants n'ont toujours pas reçu les titres de propriété tant attendus, ce qui laisse planer la crainte d'une nouvelle menace d'expulsion.

À Woodstock, en 2021, après un fort ralentissement de l'activité protestataire induit par les circonstances sanitaires, lesquelles ont contribué à l'intensification des pratiques de solidarité au sein de l'occupation, les habitants de Cissie Gool House sont pour la première fois menacés d'éviction par les pouvoirs publics. Le mouvement de quartier réactive les moyens de contestation auparavant utilisés (manifestations publiques) et proteste contre les évictions. Un communiqué public, dans lequel les leaders du mouvement qualifient cette menace comme étant « one of the largest forced removals since the end of apartheid », est publié sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter. Dans une tribune, les représentants de l'Alliance Démocratique accusent les leaders de manipuler et extorquer les résidents. Reclaim The City est également accusé d'entraver les politiques sociales de logement au Cap. Les agents municipaux se défont de leur inaction, rejetant la faute sur le mouvement social. Le bras de fer s'engage avec la municipalité. Les occupants négocient leurs conditions de présence, acceptant l'organisation d'un recensement, mais lancent parallèlement une campagne médiatique élargie aux réseaux sociaux pour exiger leur maintien sur place.

Ces réflexions sur l'évolution récente des deux mouvements de quartier ainsi que les conclusions de ce travail me conduisent à élaborer deux pistes de recherche potentielles concernant la sociologie des mouvements sociaux.

La première est celle des recompositions biographiques qui s'opèrent après la mobilisation des habitants. Fréquenter les habitants du Parque Carioca et du Parc Juliano Moreira, dans lesquels ont été déplacés les premiers résidents ayant accepté leur transfert mais aussi certains récalcitrants en 2015, m'a interrogée sur les conséquences à long terme de l'engagement. Les individus, quel que soit leur degré d'implication, ont tous fait l'expérience du mouvement social localisé. En 2017, les habitants du Parque Carioca, qui avaient refusé de se mobiliser à la Vila Autódromo, ont protesté contre les modalités de leur relogement. Accusant la municipalité de tromperie, ils ont saisi la justice et au cours du mois de mai de cette même année, ils ont organisé une manifestation publique, entravant l'accès aux travailleurs de la chaîne

O'Globo, dont les studios jouxtent le parc de logements sociaux. On observe ainsi un transfert et le mimétisme de pratiques et répertoires auparavant inusités et rejetés par ces habitants. On peut ainsi se demander si les habitants ayant lutté pour le quartier s'inspirent de la lutte passée pour affûter leurs nouvelles pratiques et s'ils renouvellent leur répertoire militant en tenant compte des leçons tirées de cette expérience.

La seconde piste de recherche est celle de l'adaptation des structures locales à la pandémie de Covid 19. La crise sanitaire a mis en relief les défaillances de l'État social, aussi bien en Afrique du Sud qu'au Brésil. De nombreux habitants de quartiers populaires, qui sont aussi les plus affectés par la crise sanitaire et ses conséquences sur l'emploi, se sont en partie appuyés sur les associations locales préexistantes pour encourager des pratiques d'entraide et limiter l'aggravation de leurs conditions de vie. Aussi bien à Rio de Janeiro qu'au Cap, les leaders communautaires n'ont pas attendu les prérogatives de l'État pour prendre des dispositions sanitaires. Le rôle prépondérant de ces acteurs qui s'organisent et compensent le désengagement de l'État conduit à s'interroger sur l'impact de la situation sur leur trajectoire individuelle et sur la trajectoire collective des structures auxquelles ils appartiennent. En éclairant l'initiative et la créativité de certains résidents pour faire face à la précarisation croissante de leurs conditions d'existence, ce programme de recherche, constituerait un apport à la sociologie des mouvements sociaux et à celle des quartiers populaires.

Ces dernières pistes rejoignent les préoccupations qui ont été le moteur de mes recherches : celles d'examiner l'action des classes populaires dans un contexte de transformation de leur espace de vie. Regarder la façon dont les classes populaires habitent la ville, investissent émotionnellement leur quartier et luttent pour s'y maintenir, tout en tenant compte des lignes de fracture qui les séparent, c'est voir la façon dont ils réinventent l'urbain, tentant tant bien que mal de s'y adapter, d'y travailler et d'y vivre, le plus sereinement possible.

BIBLIOGRAPHIE

ABREU, Mauricio de Almeida ; LE CLERRE, Gérard. Reconstruire une histoire oubliée. Origine et expansion initiale des favelas de Rio de Janeiro. **Genèses. Sciences sociales et histoire**, 16(1), pp. 45–68, 1994.

ADHIKARI, Mohamed. **Not white enough, not black enough**: racial identity in the South African coloured community, Athens : Cape Town, Ohio University Press ; Double Storey Books, Ohio University research in international studies. Africa series, 2005.

ADHIKARI, Mohamed (dir.). **Burdened by race**: Coloured identities in southern Africa, Cape Town, UCT Press, 2009.

AGAMBEN, Giorgio. **Homo-sacer. Le pouvoir souverain et la vie nue**, Seuil, 1997.

AGRIKOLIANSKY, Éric. Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980. **Revue française de science politique**, 51(1), 2001.

AGRIKOLIANSKY, Éric, ALDRIN Philippe. Faire avec la politique. Novices, amateurs et intermittents en politique. **Politix**, n. 128(4), 2019.

AGRIKOLIANSKY, Eric ; FILLIEULE Olivier. **Bilan et perspectives pour l'analyse sociologique du politique**. Débats autour des travaux de Daniel Gaxie. 2005.

AH GOO, Delia. Gentrification in South Africa: The 'Forgotten Voices' of the Displaced in the Inner City of Johannesburg. In CLARK, Julie ; WISE, Nicholas (dir.). **Urban Renewal, Community and Participation: Theory, Policy and Practice**, Cham, Springer International Publishing, The Urban Book Series, 2018.

ALINSKY, Saul. **Reveille for radicals**, Industrial Areas Foundation, Industrial Areas Foundation, 1946.

ALMEIDA, Alexandre. **Transformações no “problema favela” e a reatualização da ‘remoção’ no Rio de Janeiro**. Thèse de doctorat, Université d'État de Rio de Janeiro, 2013.

ALVES DOS SANTOS JUNIOR, Orlando, RAMOS NOVAES, Patrícia. Rio de Janeiro ville olympique : les impacts territoriaux d'un ajustement spatial néolibéral. **Problèmes d'Amérique latine**, 104(1), 2017.

ALVES, Rodolfo Teixeira. Dramas, conflito e convergências: o processo de remoção na Vila Autódromo. **Revista Habitus**, 2017.

ANDERSON, Elijah. Jelly's Place: An Ethnographic Memoir. **Symbolic Interaction**, 26(2), 2003.

ANDERSON, Leon ; SNOW, David A. L'exclusion sociale et le soi : une perspective d'interactionnisme symbolique. **Sociologie et sociétés**, 33(2), 2001.

ANSART, Pierre. **Les idéologies politiques** Paris : Presses Universitaires de France, 1974.

ANTONIO, Mariana Dias. A 'Operação mata-mendigos' e o jornal Última Hora (Rio de Janeiro, 1961-1969). **Vozes Pretérito e devir**, vol. 9, n. 1, 2019.

ASCHER, François. **Les nouveaux principes de l'urbanisme**. La Tour d'Aigues, Aube, Monde en cours, 2001.

AUTHIER, Jean-Yves ; BACQUE, Marie-Hélène ; GUERIN-PACE, France (dir.). **Le quartier** : enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales. Paris : Éditions de la Découverte, Recherches, 2007.

AUYERO, Javier. L'espace des luttes : Topographie des mobilisations collectives. **Actes de la recherche en sciences sociales**, 160(5), 2005.

AUYERO, Javier. **Patients of the state**: the politics of waiting in Argentina. Durham : Duke University Press, 2012.

BACHELARD, Gaston. **La poétique de l'espace**. Paris : Presses universitaires de France, 1957.

BACQUE, Marie-Hélène ; BIEWENER, Carole. **L'empowerment, une pratique émancipatrice**. Paris : La Découverte, 2015.

BALLARD, Richard ; HABIB, Adam ; VALODIA, Imraan ; ZUERN, Elke. Globalization, marginalization and contemporary social movements in South Africa. **African Affairs**, 104(417), pp. 615–634, 2005.

BARGEL, Lucie ; DARMON, Muriel. Socialisation politique. **Dictionnaire des mouvements sociaux**. Presses de Sciences Po, pp. 510-517, 2017

BARGEL, Lucie ; XAVIER, Dunezat. Genre et militantisme, **Dictionnaire des mouvements sociaux**, Presses de Sciences Po, pp. 248-255, 2017.

BAYAT, Asef. From "Dangerous Classes" to 'Quiet Rebels': Politics of the Urban Subaltern in the Global South. **International Sociology**, 15(3), pp. 533–557, 2000.

BAYAT, Asef. Activism and Social Development in the Middle East. **International Journal of Middle East Studies**, 34(1), pp. 1–28, 2002.

BAYAT, Asef. **Life as politics: how ordinary people change the Middle East**. Second edition. Stanford, California. Stanford University Press, 2013.

BBC News, 2015. « Como é que você vai botar o pobre ali ?, diz bilionário 'dono da Barra da Tijuca », 10 août 2015, https://www.bbc.com/portuguese/noticias/2015/08/150809_construtora_olimpiada_jp

BEAUD, Stéphane ; PIALOUX, Michel. **Retour sur la condition ouvrière** : enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard. Paris. La découverte, 2012.

BEAUD, Stéphane ; WEBER, Florence. **Guide de l'enquête de terrain** : produire et analyser

des données ethnographiques. Paris : La découverte, 2017.

BEAUGUITTE, Laurent ; SEVERO, Marta. Luttés de territoire : enjeux spatiaux et représentations sociales. **L'Espace Politique** [En ligne], 2019.

BECKER, Howard S. Notes sur le concept d'engagement. **Tracés**, 11, 2006.

BECKER, Howard Saul. **Outsiders**: Studies in the Sociology of Deviance. New York : Free Press, 1991.

BELLAH, Robert N. ; MADSEN, Richard ; SULLIVAN, William M. ; SWIDLER, Ann ; TIPTON, Steven M. **Habits of the heart**: individualism and commitment in American life, University of California Press, 2008.

BENFORD, Robert D. Frame Disputes within the Nuclear Disarmament Movement. **Social Forces**, 71(3), pp. 677–701, 1993.

BENFORD, Robert D. ; SNOW, David A. ; PLOUCHARD, Nathalie Miriam. Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan. **Politix**, 99(3), 2012.

BENIT-GBAFFOU, Claire ; OLDFIELD, Sophie. Accessing the State: Everyday Practices and Politics in Cities of the South. **Journal of Asian and African Studies**, 46(5), pp. 445–452, 2011.

BENIT-GBAFFOU, Claire ; OLDFIELD, Sophie. Claiming rights in the African city: popular mobilisation and the politics of informality in Nairobi, Johannesburg and Cape Town. In : **A Routledge Handbook of cities of the South**. Routledge : London, 2014.

BERGER, Mathieu. La démocratie urbaine au prisme de la communauté: Effervescence, emphase et répétition dans la vie civique à Los Angeles. **Participations**, 4(3), 2012.

BERGER, Mathieu ; CHARLES, Julien. Persona non grata. Au seuil de la participation. **Participations**, n. 9(2), pp. 5–36, 2014.

BERLIVET, Luc ; SAWICKI, Frédéric. La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre. **Politix**, 7(27), pp. 111–142, 1994.

BERNSTEIN, Mary. Nothing Ventured, Nothing Gained? Conceptualizing Social Movement 'Success' in the Lesbian and Gay Movement. **Sociological Perspectives**, 46(3), pp. 353–379, 2003.

BERNSTEIN, Mary. Identity Politics. **Annual Review of Sociology**, 31(1), pp. 47–74, 2005.

BEROUD, Sophie ; PERNOT, Jean-Marie. Usages différenciés de la forme congrès : un regard comparé sur la CGT, la CFDT et FO. **Socio-logos. Revue de l'association française de sociologie**, 11, 2015.

BLEIL, Susana. L'occupation des terres et la lutte pour la reconnaissance : l'expérience des sans-terre au Brésil. **Mouvements**, 65(1), 2011.

BLOT, Julie ; SPIRE, Amandine. Déguerpissements et conflits autour des légitimités citadines dans les villes du Sud. **L'Espace Politique** [En ligne], 22, 2014.

BLUMER, Herbert. Collective behavior. In : **An outline of the principles of sociology**. New York : Barnes & Nobles, pp. 221–280, 1939.

BLUMER, Herbert. **Symbolic interactionism**: perspective and method. Nachdr. Berkeley, Calif. : Univ. of California Press, 2009.

BORJA, Jordi ; CASTELLS, Manuel ; BELIL, Mireia ; BENNER, Chris. **Local and global** : themanagement of cities in the information age. London : Earthscan Publications, 1997.

BOSI, Lorenzo ; GIUGNI, Marco ; UBA, Katrin. **The consequences of social movements**. Cambridge : University Press, 2016.

BOURDIEU, Pierre. Le sens pratique. **Actes de la recherche en sciences sociales**, 2(1), pp. 43-86, 1976a

BOURDIEU, Pierre. Le champ scientifique. **Actes de la recherche en sciences sociales**, 2(2), pp. 88–104, 1976b.

BOURDIEU, Pierre. Sur le pouvoir symbolique. **Annales. Histoire, Sciences Sociales**, 32(3), pp. 405–411, 1977.

BOURDIEU, Pierre. La délégation et le fétichisme politique. **Actes de la recherche en sciences sociales**, 52(1), pp. 49–55, 1984.

BOURDIEU, Pierre. L'illusion biographique. **Actes de la recherche en sciences sociales**, 62(1), pp. 69–72, 1986a.

BOURDIEU, Pierre. La force du droit : Éléments pour une sociologie du champ juridique. **Actes de la recherche en sciences sociales**, 64(1), pp. 3–19, 1986b.

BOURDIEU, Pierre. **La misère du monde**. Paris. Éditions du Seuil, Points Essais, 2007.

BOURDIEU, Pierre ; WACQUANT, Loïc J. D. Sur les ruses de la raison impérialiste. **Actes de la recherche en sciences sociales**, 121(1), pp. 109–118, 1998.

BOURDIN, Alain. Gentrification : un « concept » à déconstruire. **Espaces et sociétés**, n. 132-133(1), pp. 23–37, 2008.

BROQUA, Christophe ; FILLIEULE, Olivier. **Trajectoires d'engagement** : AIDES et Act Up. Paris, Textuel, coffret « Le génie associatif : dix portraits », 94 p, 2001.

BROQUA Christophe. L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant. **Geneses**, n. 75(2), pp. 109–124, 2009.

BRUM, Mario. **Cidade Alta**: História, memórias e estigma de favela num conjunto habitacional do Rio de Janeiro. Rio de Janeiro: Ponteio, 2011.

BRUM, Mario. Favelas e remocionismo ontem e hoje : da Ditadura de 1964 aos Grandes Eventos. **O social em questão**, 16(29), pp. 179–208, 2013.

BUTON, François ; LEHINGUE, Patrick ; MARIOT, Nicolas ; ROZIER, Sabine (dir.). **L'ordinaire du politique**: enquêtes sur les rapports profanes au politique. Villeneuve-d'Ascq. France : Presses universitaires du Septentrion, 2016.

CACIAGLI, Carlotta. Housing Squats as "Educational Sites of Resistance": The Process of Movement Social Base Formation in the Struggle for the House,” **Antipode**, 51(3), pp. 730–749, 2019.

CAIXA, 2020. <https://www.caixa.gov.br/voce/habitacao/minha-casa-minha-vida/urbana/Paginas/default.aspx>

CAPE TOWN CCID, n.d., <https://www.capetownccid.org/about-ccid/about-us>

CAPETALK, 2016. <http://www.capetalk.co.za/articles/16792/300-000-people-on-cape-town-s-housing-waiting-list>, 13 septembre 2016.

CARO, Mathilde. Éprouver l'attachement au lieu : l'épreuve d'un conflit de proximité. **L'Espace Politique** [En ligne], 38, 2020.

CARSTEN, Janet ; HUGH-JONES, Stephen (dir.). **About the house**: Lévi-Strauss and beyond, Nachdr. Cambridge : Cambridge Univ. Press, 1999.

CARY, Paul. Les centres commerciaux à São Paulo. **Espaces et sociétés**, n. 150(2), pp. 107–127, 2012.

CASTEL, Robert. **Les métamorphoses de la question sociale**: une chronique du salariat. Paris : Fayard, L'espace du politique, 1998.

CASTELLS, Manuel. **The city and the grassroots**: a cross-cultural theory of urban social movements. Berkeley, Calif : University of California Press, California series in urban development, 1983.

CAVALCANTI, Mariana. Do barraco à casa: tempo, espaço e valor(es) em uma favela consolidada. **Revista Brasileira de Ciências Sociais**, 24(69), pp. 69–80, 2009.

CEFAÏ, Daniel. **Pourquoi se mobilise-t-on** : les théories de l'action collective. Paris : Découverte. M.A.U.S.S, Recherches. La bibliothèque du MAUSS, 2007.

CEFAÏ, Daniel (dir.). **L'engagement ethnographique**. Paris : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, En temps & Lieux, 2010.

CEFAÏ, Daniel ; CARREL, Marion ; TALPIN, Julien ; ELIASOPH, Nina ; LICHTERMAN, Paul. Ethnographies de la participation. **Participations**, 4(3), 2012.

BANQUE MONDIALE. Données de la Banque Mondiale, 2018 <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI>

CITY OF CAPE TOWN, n.d., <https://www.capetown.gov.za/>

CHABROL, Marie ; COLLET, Anaïs ; GIROUD, Matthieu ; LAUNAY, Lydie ; ROUSSEAU, Max ; TER MINASSIAN, Hovig ; LEVY, Jean-Pierre. **Gentrifications**. Paris : Éditions Amsterdam, Études urbaines. Géographie : Sociologie, 2016.

CHAMOISEAU, Patrick. **Texaco**. Paris : Gallimard, 1992.

CHAMPAGNE, Patrick. **Faire l'opinion** : le nouveau jeu politique. Paris : Minuit, 2015.

CHAMOISEAU, Patrick. **Texaco**. Paris : Gallimard, p. 296, 1992.

CHRISTOPHER, A.J. Apartheid and Urban Segregation Levels in South Africa. **Urban Studies**, 27(3), pp. 421–440, 1990.

CLAIR, Isabelle. La sexualité dans la relation d'enquête : Décryptage d'un tabou méthodologique. **Revue française de sociologie**, 57(1), 2016.

CLEMENS, Elisabeth S. ; MINKOFF, Debra C. Beyond the Iron Law: Rethinking the Place of Organizations in Social Movement Research. In : SNOW, David A. ; SOULE, Sarah A.; Kriesi Hanspeter (dir.), **The Blackwell Companion to Social Movements**, Oxford, UK, Blackwell Publishing Ltd, pp. 155–170, 2007.

CLERVAL, Anne. **Paris sans le peuple** : La gentrification de la capitale. La Découverte, 2016.

COLIN, Clément ; GERVAIS-LAMBONY, Philippe. Pour une géographie des nostalgies citadines. Quelques pistes théoriques à partir d'exemples chiliens et sud-africains. **Annales de géographie**, n. 728(4), 2019.

COLLECTIF, Rosa Bonheur. **La ville vue d'en bas** : travail et production de l'espace populaire. Amsterdam : Éditions Amsterdam, 2019.

COLLECTIF, Rosa Bonheur ; BORY, Anne ; CALDERON, José-Angel ; COHEN, Valérie ; MORTAIN, Blandine ; MULLER, Séverin ; VERDIERE, Juliette ; VIGNAL, Cécile. Comment étudier les classes populaires aujourd'hui ? Une démarche d'ethnographie comparée. **Espaces et sociétés**, 156–157(1–2), pp. 125–141, 2014.

COLLOVALD, Annie ; LECHIEN, Marie-Hélène ; ROZIER, Sabine ; WILLEMEZ, Laurent. **L'humanitaire ou le management des dévouements Enquête sur un militantisme de "solidarité internationale" en faveur du Tiers-Monde**. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2015.

COMBES, Hélène. Des militants par intermittence ? : Le Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000). **Critique internationale**, 30(1), 2006.

COMBES, Hélène ; FILLIEULE, Olivier. De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire : Modèles structuraux et interactions stratégiques. **Revue française de science politique**, 61, pp. 1047–1072, 2011.

COMBES, Hélène ; GARIBAY, David ; GOIRAND, Camille. **Les lieux de la colère** : occuper

l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa. Paris : Karthala, 2016.

COMBES, Hélène ; HMED, Choukri ; MATHIEU, Lilian ; SIMEANT, Johanna ; SOMMIER, Isabelle. Observer les mobilisations : Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux. **Politix**, 93(1), 2011.

COQUARD, Benoît. Ceux qui restent : faire sa vie dans les campagnes en déclin. Paris, La Découverte, Collection L'envers des faits, 2019.

CORMIER, Paul. **Les conséquences biographiques de l'engagement en contexte répressif. Militer au sein de la gauche radicale en Turquie : 1974-2014**, Ph.D. thesis, Bordeaux, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, 2016.

COROUGE, Christian ; PIALOUX Michel, MISCHI Julian. Engagement et désengagement militant aux usines Peugeot de Sochaux dans les années 1980 et 1990. **Actes de la Recherche en Sciences Sociales**, 196–197, pp. 20–33, 2013.

COSSART, Paula ; TALPIN, Julien. **Lutte urbaine** : participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare. Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, Sociopo, 2015.

CRESS, Daniel M. ; SNOW, David A. The Outcomes of Homeless Mobilization: The Influence of Organization, Disruption, Political Mediation, and Framing. **American Journal of Sociology**, 105(4), pp. 1063–1104, 2000.

DAHLET, Patrick. Quand la favela devient 'comunidade' : nomination et contrôle social. **Argumentation et analyse du discours**, 17, 2016.

DARMON, Muriel. La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation. **Politix**, n. 82(2), pp. 149–167, 2008.

DAVILA, Jerry. Ditadura, redemocratização e apartheid no Brasil. **História: Questões & Debates**, 63(2), 2016.

DAVIS, Mike. **Planet of slums**. Londres : Verso, 240, 2006.

DE BEAUVOIR, Simone. **Le Deuxième sexe**. Gallimard, Paris, 1949.

DECHEZELLES, Stéphanie. Des vocations intéressées ? Les récits d'engagement des jeunes de Forza Italia à l'aune du modèle rétributif du militantisme. **Revue française de science politique**, 59(1), pp. 29–50, 2009.

DECHEZELLES, Stéphanie ; OLIVE, Maurice ; BUU-SAO, Doris. **Politisation du proche** : les lieux familiaux comme espaces de mobilisation. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2019.

DELLA PORTA, Donatella. **Social movements, political violence, and the state: A comparative analysis of Italy and Germany**. Cambridge : Cambridge University Press, 1995.

DELPHY, Christine ; LEONARD, Diana ; BOISSET, Annick. **L'exploitation domestique**. Syllepse, 2019.

DESMOND, Matthew. **Avis d'expulsion** : enquête sur l'exploitation de la pauvreté urbaine. Translated by Dardel Paulin, Lux, Montreal, Hors collection, 2019.

DIAS, Amanda S. A. **Aux marges de la ville et de l'État** : camps palestiniens au Liban et favelas cariocas. Paris : Karthala, Hommes et sociétés, 2013.

DIDIER, Sophie ; PEYROUX, Elisabeth ; MORANGE, Marianne. La diffusion du modèle du City Improvement District (CID) à Johannesburg et au Cap, **Sécurisation des quartiers et gouvernance locale : enjeux et défis pour les villes africaines**. Karthala, Paris, pp. 85-112, 2009.

DOBRY, Michel. Calcul, concurrence et gestion du sens. In : **La manifestation**. Presses de la FNSP, pp. 357–386, 1990.

DUBAR, Claude. Socialisation politique et identités partisans : pistes de recherche. In : **L'identité politique**. Paris : Presses universitaires de France, 1994.

DUBRESON, Alain ; JAGLIN, Sylvie. Le cap ou l'épuisement d'une transition négociée. In : **Métropoles XXL en pays émergents**. Paris : Presses de Sciences Po, Académique, pp. 215–299, 2011.

DUNEZAT, Xavier (dir.). **Travail et rapports sociaux de sexe** : rencontres autour de Danièle Kergoat. Paris : L'Harmattan, Logiques sociales, 2020.

DUNEZAT, Xavier. L'observation ethnographique en sociologie des rapports sociaux : sexe, race, classe et biais essentialistes. **SociologieS**, 2015.

DURKHEIM, Émile. **Leçons de sociologie**. Paris : Quadrige/PUF, 1950.

ELIAS, Norbert ; SCOTSON, John L ; WIEVIORKA, Michel ; DAUZAT, Pierre-Emmanuel. **Logiques de l'exclusion** : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté. Paris : Pocket, 2001.

ELIASOPH, Nina. **L'évitement du politique**. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne ? Paris, Economica, 2010.

ELIASOPH, Nina. **The politics of volunteering**, Cambridge, UK ; Malden, MA : Polity Press, Political sociology series, 2013.

ELIASOPH, Nina; LICHTERMAN, Paul. Culture in Interaction. **American Journal of Sociology**, 108(4), pp. 735–794, 2003.

ERDI LELANDAI, Gülçin. Le quartier comme espace de résistance et de politisation : La Vallée de Dikmen à Ankara face à un projet de transformation urbaine. **Cultures & conflits**, 101, pp. 139–167, 2016.

ERNAUX, Annie. **La place**. Gallimard, p. 56, 1986.

FACTIVA, <https://global-factiva-com.ezproxy.ulb.ac.be>, Consulté le 5 avril 2020.

FANON, Frantz. **Peau noire, masques blancs**. Paris : Kikykaat Éditions, 1967.

FAULHABER, Lucas; AZEVEDO, Lena. **SMH 2016: remoções no Rio de Janeiro Olímpico**, 1a edição. Rio de Janeiro: Mórula Editorial, 2015.

FEEN-CALLIGAN, Holly; MORENO, Julie; BUZZARD, Emma. Art Therapy, Community Building, Activism, and Outcomes. **Frontiers in Psychology**, 9, 2018.

FELSTINER, William L.F. ; ABEL, Richard L. ; SARAT, Austin. The Emergence and Transformation of Disputes : Naming, Blaming, Claiming. **Law & Society Review**, 15(3/4), 1980.

FILLIEULE, Olivier. Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. **Revue française de science politique**, 51(1), pp. 199–215, 2001.

FILLIEULE, Olivier (dir.). **Le désengagement militant**. Paris : Belin, Sociologiquement, 2005.

FILLIEULE, Olivier. Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations. **Lien social et Politiques**, 68, pp. 37–59, 2012.

FILLIEULE, Olivier ; ROUX, Patricia. **Le sexe du militantisme**. Paris : Presses de Sciences Po, 2007.

FINKEL, Steven E. ; MULLER, Edward N. ; OPP, Karl-Dieter. Personal Influence, Collective Rationality, and Mass Political Action. **The American Political Science Review**, 83(3), pp. 885–903, 1989.

FLESHER FOMINAYA, Cristina . Collective Identity in Social Movements: Central Concepts and Debates: Collective Identity in Social Movements. **Sociology Compass**, 4(6), pp. 393–404, 2010.

FLORIDA, Richard L. **Cities and the creative class**. New York : Routledge, 2005.

FONSECA, Claudia. **Família, fofoca e honra**: Etnografia de relações de gênero e violência em grupos populares. Rio Grande do Sul: Editora UFRGS, 2000.

FRANCESCA, Polletta ; JAMES, M. Jasper. Collective Identity and Social Movements. **Annual Review of Sociology**, 2, pp. 283–305, 2001.

FREEMAN, Jo. The Tyranny of Structurelessness. **WSQ: Women's Studies Quarterly**, 41(3–4), pp. 231–246, 2013.

FREIRE, Leticia de Luna. Favela, bairro ou comunidade? Quando uma política urbanatorna-se uma política de significados. **Dilemas**, 2008.

FREIRE, Paulo. **Pedagogia do oprimido**, 36. ed. São Paulo: Ed. Paz e Terra, 1968.

FREIRE, Leticia de Luna. « Les Jeux Olympiques pour qui ? » Les actions du Comité Populaire

de la Coupe du monde et des Jeux Olympiques de Rio de Janeiro contre un modèle urbain d'exclusion. **Problèmes d'Amérique latine**, 103(4), 2016.

FREIRE-MEDEIROS, Bianca. **Gringo na laje**: produção, circulação e consumo da favela turística, 1a. ed, Rio de Janeiro: Editora FGV, FGV de bolso. Série Turismo, 2009.

FREMONT, Armand. **La région, espace vécu**. Paris : Flammarion, 1999.

FREYRE, Gilberto; CARDOSO, Fernando Henrique; FONSECA, Edson Nery da; TUNA, Gustavo Henrique. **Casa-grande & senzala**: formação da família brasileira sob o regime da economia patriarcal, 51a edição, 10a reimpressão. São Paulo: Global Editora. Introdução à história da sociedade patriarcal no Brasil, 1993.

FRIEDMAN, Steven. **Power in Action: Democracy, Citizenship and Social Justice**, Wits University Press, 2019.

GAMSON, Joshua. Must Identity Movements Self-Destruct? A Queer Dilemma. **Social Problems**, 42(3), pp. 390–407, 1995.

GAMSON, William A. Le legs de Goffman. **Politix**, 1(3), pp. 71–80, 1988.

GAMSON, William A. **The strategy of social protest**, 2 ed. Belmont, Calif : Wadsworth Pub, 1990.

GARSIDE, Jayne. Inner City Gentrification in South Africa: The Case of Woodstock, Cape Town. **GeoJournal**, 30(1,), pp. 29–35, 1993.

GAXIE, Daniel. **Dimension de la socialisation politique**. Paris : Presses de Sciences Po, 123–124 p. 2002.

GAXIE, Daniel. Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective. **Swiss political science review**, 11(1), pp. 157–188, 2005.

GAXIE, Daniel. Le cens caché. **Réseaux**, 5(22), Le seuil, pp. 29–51, 1987.

GERVAIS-LAMBONY, Philippe. Nostalgies citadines en Afrique du Sud, **Espacestemp.net**, 2012.

GILBERT, Pierre. Classes, genre et styles de vie dans l'espace domestique. **Actes de la recherche en sciences sociales**, 215(5), 2016.

GILLON, Pascal. Les Jeux olympiques de Rio 2016 : un héritage mais au profit de qui ?. **Géoconfluences**, 2016.

GIROUD, Matthieu. Usages des espaces rénovés et continuités populaires en centre-ancien. **Espaces et sociétés**, n. 144-145(1), pp. 37–54, 2011.

GIUGNI, Marco G. Was it Worth the Effort? The Outcomes and Consequences of Social Movements. **Annual Review of Sociology**, 24(1), pp. 371–393, 1998.

GOFFMAN, Erving. **Comment se conduire dans les lieux publics** : notes sur l'organisation sociale des rassemblements. Cefaï Daniel (dir.), The Free Press, 1993.

GOFFMAN, Erving. **Stigmaté**. Les Éditions de Minuit, 1975.

GOFFMAN, Erving. **Interaction ritual**: essays on face-to-face behavior, 1st Pantheon Books. New York : Pantheon Books, 1982.

GOFFMAN, Erving ; CASTEL, Robert. **Asiles** : études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus. Paris : Les Ed. de Minuit, 2013.

GOFFMAN, Erving ; JOSEPH, Isaac. **Les cadres de l'expérience**. Paris : de Minuit, Le sens commun, 2009.

GOFFMAN, Erving. **Les relations en public**. Paris : Ed. de Minuit, La mise en scène de la vie quotidienne, 1996.

GOHN, Maria da Glória. Movimentos sociais na contemporaneidade. **Revista Brasileira de Educação**, 16(47), pp. 333–361, 2011.

GOHN, Maria da Glória Marcondes. **Teorias dos movimentos sociais**: paradigmas clássicos e contemporâneos. São Paulo: Edições Loyola, 1997.

GOHN, Maria da Glória. Sociedade civil no Brasil: movimentos sociais e ONGs. **Revista Meta : Avaliação**, 5(14), pp. 238–253, 2013.

GOIRAND, Camille. **La politique des favelas**. Paris : Karthala, Recherches internationales, 2001.

GOIRAND, Camille (dir.). **Mobilisations en Amériques latines**. Bruxelles : De Boeck, Revue internationale de politique comparée, 2010.

GONÇALVES, Rafael Soares. **Favelas do Rio de Janeiro**: história e direito. Rio de Janeiro: Pallas Editora PUC-Rio, 2013a.

GONÇALVES, Rafael Soares. Une discipline olympique? Le retour des politiques d'éradication des favelas à Rio de Janeiro. **Mouvements**, 74, pp. 24–32, 2013b.

GONÇALVES, Rafael Soares; AMOROSO, Mauro. Golpe militar e remoções das favelas cariocas », **Acervo**, 27(1), 2014.

GOODIN, Robert E. ; TILLY, Charles (dir.). **The Oxford handbook of contextual political analysis**. Oxford : New York, Oxford University Press, 2006.

GOTTRAUX, Philippe. "**Socialisme ou barbarie**" : un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre. Lausanne, Payot, Sciences politiques et sociales, 1997.

GRECO Luca (dir.). **Genre, langage et sexualité** : données empiriques. Paris : Maison, Langage & société, 2015.

GRIGNON, Claude ; PASSERON, Jean-Claude. **Le savant et le populaire** : misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature. Paris : Éd. du Seuil, Hautes études, 2015.

GROJEAN, Olivier. Comment gérer une crise politique interne ? Façonnage organisationnel du militantisme, maintien de l'engagement et trajectoires de défection. **Politix**, 102(2), pp. 63–88, 2013.

GROJEAN, Olivier ; KAYA, Sümbül. Ce que font les combattants lorsqu'ils ne combattent pas. Regards croisés sur les guérilleros du PKK et les commandos de l'armée turque. **Pôle Sud**, n. 37(2), pp. 97–115, 2012.

HALBWACHS, Maurice. **La mémoire collective**. Nouv. Éd. rev. et augm, Paris : A. Michel, Bibliothèque de L'évolution de l'humanité, 1997.

HALL, Budd L. (dir.). **Learning and education for a better world** : the role of social movements. Rotterdam : Sense Publ, International issues in adult education, 2012.

HAMIDI, Camille. Éléments pour une approche interactionniste de la politisation : Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration. **Revue française de science politique**, 56(1), pp. 5–25, 2006.

HARVEY, David. From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism. **Geografiska Annaler**. Series B, Human Geography, 71(1), pp. 3–17, 1989.

HARVEY, David. **Le capitalisme contre le droit à la ville** : néolibéralisme, urbanisation, résistances. Translated by Le Roy Cyril. Paris : Ed. Amsterdam, 2011.

HARVEY, David. **Géographie de la domination**. Les prairies ordinaires, 2014.

HAVARD DUCLOS, Bénédicte ; NICOURD, Sandrine. **Pourquoi s'engager** : bénévoles et militants dans la associations de solidarité. Paris : Payot, 2005.

HIRSCHMAN, Albert O. **Exit, voice, and loyalty**: responses to decline in firms, organizations, and states. Cambridge : Mass, Harvard University Press, 1970.

HIRSCHMAN, Albert O. **Bonheur privé, action publique**. Paris : Fayard, 2002.

HMED, Choukri. Répression d'État et situation révolutionnaire en Tunisie (2010-2011). **Vingtième Siècle. Revue d'histoire**, 128(4), pp. 77–90, 2015.

HOCHSCHILD, Arlie Russell. Emotion Work, Feeling Rules, and Social Structure. **The American Journal of Sociology**, 85(3), pp. 551–575, 1979.

HOGGART, Richard. **La culture du pauvre** : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre. Paris : Éditions de Minuit, Le sens commun, 1981.

HOLSTON, James. Insurgent Citizenship in an Era of Global Urban Peripheries: Insurgent Citizenship in an Era of Global Urban Peripheries. **City & Society**, 21(2), pp. 245–267, 2009.

HOOKS, bell. **Where we stand** : class matters. New York : Routledge, 2000.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH, Myriam. **Le Territoire volé, une géographie culturelle des quartiers noirs de Cape Town (Afrique du Sud)**, Thèse de doctorat de l'Université Paris-Sorbonne (Paris IV), UFR de Géographie, 1997.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH, Myriam. Espace métis, espace détruit, espace exemplaire : District Six, Cape Town. In : **L'Harmattan, Géographie et cultures**, pp. 55–74, 1998.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH, Myriam. Les Métis au Cap : étude de deux problèmes identitaires. **Espace géographique**, 28(2), pp. 135–147, 1999.

HUNTER, Marcus Anthony. Black Logics, Black Methods : Indigenous Timelines, Race, and Ethnography. **Sociological Perspectives**, 61(2), pp. 207–221, 2018.

IBGE, 2010, <https://censo2010.ibge.gov.br/>

ILLICH, Ivan. **La convivencialidad**. Barcelona : Barral, 1975.

INGLEHART, Ronald. **The Silent Revolution**: Changing Values and Political Styles Among Western Publics. Princeton : University Press, 1977.

INTROVIGNE, Massimo. Defectors, Ordinary Leave-takers, and Apostates : A Quantitative Study of Former Members of New Acropolis in France. **Nova Religio**, 3(1), pp. 83–99, 1999.

ION, Jacques. **La fin des militants ?** Paris : Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, Enjeux de société, 1997.

IVESTER, Sukari. Removal, resistance and the right to the Olympic city: The case of Vila Autodromo in Rio de Janeiro. **Journal of Urban Affairs**, 39(7), pp. 970–985, 2017.

JACQUEMART, Alban. **Les hommes dans les mouvements féministes français (1870-2010)** : Sociologie d'un engagement improbable. Ph.D. thesis, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2011.

JAGLIN, Sylvie. Villes disloquées ? Ségrégations et fragmentation urbaine en Afrique australe. **Annales de Géographie**, 110(619), pp. 243–265, 2001.

JASPER, James M. **The Emotions of Protest**. Chicago: University of Chicago Press, 2018.

JOHSUA, Florence. Les conditions de (re)production de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) : l'approche par les trajectoires militantes. **Partis politiques et système partisan en France**, pp. 25–67, 2012.

JOUAN, Adrien. S'impliquer pour enquêter : politiques et dilemmes d'une ethnographie en terrain militant. **Cahiers de recherche sociologique**, 61, pp. 145–166, 2016.

JUBBER, Ken. Sociology in South Africa: A Brief Historical Review of Research and Publishing. **International Sociology**, 22(5), pp. 527–546, 2007.

KANTER, Rosabeth Moss. Commitment and Social Organization: A Study of Commitment Mechanisms in Utopian Communities. **American Sociological Review**, 33(4), 1968.

KIRKLAND, Elizabeth. What's Race Got to Do With it? Looking for the Racial Dimensions of Gentrification. **The Western Journal of Black Studies**, 32(2), pp. 65–95, 2008.

KITSCHOLT, Herbert. Linkages between Citizens and Politicians in Democratic Polities. **Comparative Political Studies**, 33(6–7), pp. 845–879, 2000.

KLANDERMANS, Bert. The Virtue of Comparison : On Times, Places, Issues, and Activities. **Mobilization : An International Quarterly**, 20(1), pp. 1–16, 2015.

KLANDERMANS, Bert ; ROGGEBAAND, Conny (dir.). **Handbook of social movements across disciplines**. New York : Springer, Handbooks of sociology and social research, 2007.

KOTZE, Nico. A community in trouble? The impact of gentrification on the Bo-Kaap, Cape Town. **Urbani izziv**, 24(2), pp. 124–132, 2013.

LACROIX, Isabelle. 'C'est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre !' : Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France. **Politix**, 102(2), pp. 35–61, 2013.

LAHIRE, Bernard ; DEBROUX, Josette. **Portraits sociologiques** : dispositions et variations individuelles. Paris : Armand Colin, Collection essais & recherches, 2005.

LANDIS, Elizabeth S. South African Apartheid Legislation I: Fundamental Structure. **The Yale Law Journal**, 71(1), pp. 1–52, 1961.

LAUTIER, Bruno. Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique Latine. **Revue Tiers Monde**, 214(2), p. 169, 2013.

LEACH, Darcy K. Prefigurative Politics. In : SNOW, David A. ; DELLA PORTA, D. ; KLANDERMANS, B. ; MCADAM, D. (dir.), **The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements**, Oxford, UK, Blackwell Publishing Ltd, 2013.

LECLERCQ, Catherine. "Raisons de sortir" : Les militants du parti communiste. In : Fillieule Olivier (dir.). **Le désengagement militant**, Sociologiquement. Paris : Belin, pp. 131– 154, 2005.

LECLERCQ, Catherine. Engagement et construction de soi. La carrière d'émancipation d'un permanent communiste. **Sociétés contemporaines**, 84(4), pp. 127–149, 2011.

LECLERCQ, Catherine ; PAGIS, Julie. Les incidences biographiques de l'engagement : Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction. **Sociétés contemporaines**, 84(4), pp. 5–23, 2011.

LEEDS, Anthony ; LEEDS, Elisabeth. **A sociologia do Brasil urbano**. Zahar, 1987.

LEFEBVRE, Henri. **Le droit à la ville**. Paris, Le seuil, 1968.

LELANDAIS, Gülçin Erdi. Émergence et résistance spatiale d'un quartier en contexte

autoritaire. Le cas du quartier 1 Mayıs à Istanbul. In : **Regards pluriels sur l'incertain politique. Entre dérives identitaires, urbanisation, globalisation économique, réseaux numériques et féminisation du social**. L'Harmattan, pp. 1–18, 2015.

LEMANSKI, Charlotte. Augmented informality: South Africa's backyard dwellings as a by-product of formal housing policies. **Habitat International**, 33(4), pp. 472–484, 2009.

LEMON, Anthony (dir.). **Homes apart**: South Africa's segregated cities . London : Bloomington, Ind, P. Chapman Pub. ; Indiana : University Press, 1991.

LEVENSON, Zachary. Precarious welfare states : Urban struggles over housing delivery in post-apartheid South Africa. **International Sociology**, 32(4), pp. 474–492, 2017.

LE MONDE. 2016. « Vila Autódromo et ses rebelles des Jeux », 16 août 2016. Disponible en : https://www.lemonde.fr/jeux-olympiques-rio-2016/article/2016/08/16/jo-2016-vila-autodromo-et-ses-rebelles-des-jeux_4983536_4910444.html

LICHTERMAN, Paul. **Elusive togetherness**: church groups trying to bridge America's divisions. Princeton : Princeton University Press, Princeton studies in cultural sociology, 2005.

LIMA, Nícia Trindade. **O movimento de favelados do Rio de Janeiro - Políticas do Estado e lutas sociais (1954-1973)**. Ph.D. thesis, Instituto Universitário de Pesquisas do Rio de Janeiro, 1989.

LINHART, Robert. *L'établi*, Éditions de Minuit, p. 132, 1974.

LIPTON Merle. **Capitalism and apartheid** : South Africa, 1910-1986. Aldershot, Hants, England : Wildwood House, 1986.

LODGE, Tom. **Black politics in South Africa since 1945**. London ; New York : Longman, 1983.

LODGE, Tom. The ANC and the development of party politics in modern South Africa. **The Journal of Modern African Studies**, 42(2), pp. 189–219, 2004.

LOPES DE SOUZA, Marcelo. **Mudar a cidade: uma introdução crítica ao planejamento e à gestão urbanos**. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil, 2001.

LOPES DE SOUZA, Marcelo. Social movements as 'critical urban planning' agents. **City**, 10(3), pp. 327–342, 2006.

LOPES DE SOUZA Marcelo. Ensemble avec l'État, malgré l'État, contre l'État. Les mouvements sociaux, agents d'un urbanisme critique. In : **Villes contestées** : pour une géographie critique de l'urbain. Paris : les Prairies ordinaires, 2014.

LUCKETT, Thembi ; WALTERS, Shirley. Re-membering practices of popular education in the struggle for an alternative South Africa. **Interface : a journal for and about social movements**, vol. 9, pp. 256-280, 2017.

MACHADO, Luiz Antônio. A política na favela. **Cadernos Brasileiros**, 1967.

MACHADO, Luiz Antônio. A continuidade do ‘problema da favela’. In: **Cidade: urbanismo, patrimônio e cidadania**, Rio de Janeiro: FGV, 2002.

MACHADO, Luiz Antônio. **Fazendo a cidade**: trabalho, moradia e vida local entre as camadas populares urbanas. Rio de Janeiro: Mórula Editorial, Coleção Engrenagens urbanas, 2006.

MAECKELBERGH, Marianne. Doing is Believing: Prefiguration as Strategic Practice in the Alterglobalization Movement. **Social Movement Studies**, 10(1), pp. 1–20, 2011.

MAIA, Rosemere Santos. A Produção do Espaço em Áreas de Auto-Segregação: O Caso da Barra da Tijuca. **Anuário do Instituto de Geociências - UFRJ**, vol. 21, 1998.

MANSBRIDGE, Jane. **Beyond adversary democracy**, The University of Chicago Press, 1983.

MANSBRIDGE, Jane, FLASTER Katherine. The Cultural Politics of Everyday Discourse : The Case of "Male Chauvinist". **Critical Sociology**, 33(4), pp. 627–660, 2007.

MANZO, Lynne C. ; PERKINS, Douglas D. Finding Common Ground : The Importance of Place Attachment to Community Participation and Planning. **Journal of Planning Literature**, 20(4), pp. 335–350, 2006.

MARCUSE, P. Gentrification, homelessness, and the work process : Housing markets and labour markets in the quartered city. **Housing Studies**, 4(3), pp. 211–220, 1989.

MARQUES, Eduardo; RODRIGUES Leandro. O Programa Minha Casa Minha Vida na metrópole paulistana: atendimento habitacional e padrões de segregação. **Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais**, 15(2), p. 159, 2013.

MASIYA, Tyanai. Social Movement Trade Unionism: Case of the Congress of South African Trade Unions. **Politikon**, 41(3), pp. 443–460, 2014.

MATHIEU, Lilian. Une mobilisation improbable : l’occupation de l’église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises. **Revue française de sociologie**, pp. 475–499, 1999.

MATHIEU, Lilian. **Comment lutter** : sociologie et mouvements sociaux. Paris : Textuel, La discorde, 2004.

MATTA, Roberto da. **A casa e a rua**: espaço, cidadania, mulher e morte no Brasil. Rio de Janeiro: Rocco, 1997.

MAUGER, Gérard. Enquêter en milieu populaire. **Genèses**, 6(1), pp. 125–143, 1991.

MAUSS, Armand L. Dimensions of Religious Defection. **Review of Religious Research**, 10(3), 1969.

MAVERICK, Daily. 2020. Building occupations by Reclaim The City, a major obstacle to social housing in Cape Town, 17 novembre 2020, <https://www.dailymaverick.co.za/opinionista/2020-11-08-building-occupations-by-reclaim-the-city-a-major-obstacle-to-social-housing-in-cape-town/>

MAYLAM, Paul. The rise and decline of urban apartheid in South Africa. **African Affairs**, 89(354), pp. 57–84, 1990.

MBEMBE, Joseph-Achille. **Critique de la raison nègre**. Paris : La Découverte, 2015.

MCADAM, Doug. **Freedom Summer**. Luttres pour les droits civiques, Mississippi 1964, Marseille : Agone, 1998.

MCADAM, Doug. Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant. In : **Le désengagement militant**. Belin, Paris : Sociologiquement, pp. 49–73, 2005.

MELE, Patrice ; NEVEU, Catherine. Rapports à l'espace et formes d'engagement. Attachements, territorialisation, échelles d'action. **L'Espace Politique [En ligne]**, 38, 2020.

MELUCCI, Alberto. Société en changement et nouveaux mouvements sociaux. **Sociologie et sociétés**, 10(2), pp. 37–54, 1978.

MELUCCI, Alberto. Getting involved: identity and mobilization in social movements. In : **From structure to action** : comparing social movement research across cultures. Greenwich : International social movement research, 1989.

MELUCCI, Alberto. Vie quotidienne, besoins individuels et action volontaire. **Sociologie et sociétés**, 25(1), pp. 189–198, 1993.

MEMMI, Dominique ; ARDUIN, Pascal. L'enquêteur enquêté. De la « connaissance par corps » dans l'entretien sociologique. **Genèses. Sciences sociales et histoire**, 35(1), pp. 131–145, 1999.

MERKLEN, Denis. **Quartiers populaires, quartiers politiques**. Paris : Dispute, 2009.

MERKLEN, Denis ; PLEYERS, Geoffrey. La localisation des mouvements sociaux. **Cahiers des Amériques latines**, 1(66), pp. 25–37, 2011.

MIRAFATAB, Faranak. Governing Post-Apartheid Spatiality: Implementing City Improvement Districts in Cape Town. **Antipode**, 39(4), pp. 602–626, 2007.

MISCHI, Julian. Observer un collectif militant en milieu populaire. **Politix**, n. 100(4), pp. 113–128, 2012.

MISCHI, Julian. **Le bourg et l'atelier** : sociologie du combat syndical. Marseille : Agone, L'ordre des choses, 2016.

MITLIN, Diana ; BEBBINGTON, Anthony ; CHRONIC POVERTY RESEARCH CENTRE. Social movements and chronic poverty across the urban-rural divide: concepts and experiences. **Chronic Poverty Research Centre**, 65, pp. 1–22, 2006.

MOSES, Eldridge ; VAN DER BERGHE, Servaas ; RICH, Kate. A society divided. How unequal education quality limits social mobility in South-Africa. **Synthesis report for the Programme to Support Pro-Poor Policy Development (PSPPD)**, University of

Stellenbosch, 2017.

MOUCHARD, Daniel. La "contre-expertise" militante : un renouvellement de la politique contestataire ? In : **Savoirs experts et profanes dans la construction des problèmes publics**. Presses de l'Université Saint-Louis., pp. 55–76, 2011.

NAUDIER, Delphine ; SORIANO, Éric. Colette Guillaumin. La race, le sexe et les vertus de l'analogie. **Cahiers du Genre**, 48(1), pp. 193–214, 2010.

NEPSTAD, Sharon Erickson ; BOB, Clifford. When do leaders matter ? Hypothesis on leadership dynamics in social movement. **Mobilization : An International Journal**, 11(1), pp. 1–22, 2006.

NETO, Sydenham Lourenço; CRISTINA, Ana; LOURENÇO, Mello Pimentel. A favela ainda nao venceu, mas continua lutando. Movimentos sociais de moradores de favela no Rio de Janeiro. **OPIS**, 9(13), pp. 136–151, 2009.

NEVEU, Erik. Médias, mouvements sociaux, espaces publics. **Réseaux. Communication - Technologie - Société**, 17(98), pp. 17–85, 1999.

NEVEU, Erik. **Sociologie des mouvements sociaux**. Paris : La Découverte, Repères, 2008.

NEVEU, Erik ; FILLIEULE, Olivier. **Activists Forever? Long-term impacts of political activism**. Cambridge : University Press, 2018.

NEZ, Héloïse. La politisation par l'occupation. Pratiques quotidiennes et trajectoires d'*empowerment* dans un squat madrilène. **Politix**, n. 117(1), pp. 63–89, 2017.

NICOURD, Sandrine. **Le travail militant**. Res Publica, Rio de Janeiro : Presses Universitaires de Rennes, 2009.

NINNIN, Justine. Le rêve carioca : entre planification urbaine et déplacements forcés de population. **L'Espace Politique** [En ligne], 22, 2014.

OCDE. « L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale », 2018 <https://www.oecd.org/fr/els/soc/Mobilite-sociale-2018-PrincipauxResultats.pdf>.

Prefeitura de Rio, 2009. <http://www.rio.rj.gov.br/web/guest/exibeconteudo?article-id=87137>

OEGEMA, Dirk ; KLANDERMANS, Bert. Potentials, Networks, Motivations, and Barriers : Steps Towards Participation in Social Movements. **American Sociological Review**, 52(4), pp. 519–531, 1987.

O DIA, 2013. « Eduardo Paes hostilizado no Riocentro », <https://odia.ig.com.br/noticia/rio-de-janeiro/2013-10-07/eduardo-paes-hostilizado-no-riocentro.html>, 7 octobre 2013.

O GLOBO, 1993. Invasores na mira da prefeitura, 3 Juin 1993.

O GLOBO, 2010. Prefeitura removerá 119 favelas até o fim de 2012 7 janvier 2010.

O GLOBO, 2013. “Moradores pedem para sair da Vila Autódromo”, 30 octobre 2013

<http://oglobo.globo.com/rio/moradores-pedem-para-sair-da-vila-autodromo-1-10607952>

OLDFIELD, Sophie. Local state restructuring and urban transformation in post-apartheid Cape Town. **GeoJournal**, 57(1/2), pp. 29–37, 2002.

OLDFIELD, Sophie ; GREYLING, Saskia. Waiting for the state : a politics of housing in South Africa. **Environment and Planning A : Economy and Space**, 47(5), pp. 1100–1112, 2015.

OLDFIELD, Sophie, STOKKE Kristian. Building unity in diversity: Social movement activism in the Western Cape Anti-Eviction Campaign. In : **Voices of Protest : Social Movements in Post-Apartheid South Africa**. University of KwaZulu-Natal Press : Scottsville, pp. 111–132, 2004.

OLSON, Mancur. **The logic of collective action** : public goods and the theory of groups, 21. printing, Cambridge : Mass., Harvard Univ. Press, Harvard economic studies, 2003.

OPILLARD, Florian. Comparer la dimension spatiale des luttes urbaines. Analyse critique des mobilisations contre la gentrification à San Francisco (États-Unis) et contre la prédation immobilière à Valparaíso (Chili). **Annales de géographie**, 720(2), pp. 115–144, 2018.

PAIVA, Angela Randolpho; BURGOS, Marcelo Baumann (dir.). **A escola e a favela**, Rio de Janeiro: Editora PUC: Pallas, 2009.

PAQUOT, Thierry ; LUSSAULT, Michel ; YOUNES, Chris. INSTITUT D'URBANISME DE PARIS (dir.). **Habiter, le propre de l'humain** : villes, territoires et philosophie. Paris : La Découverte, Armillaire, 2007.

PARISSE, Lucien. Les favelas dans la ville : le cas de Rio de Janeiro. **Revista Geográfica**, 70, pp. 109–130, 1969.

PARK, Robert Ezra, BURGESS, Ernest Watson ; MCKENZIE, Roderick ; JANOWITZ, Morris. **The city** : suggestions for investigation of human behavior in the urban environment. Nachdr., Chicago : Univ. of Chicago Press, The heritage of sociology, 2010.

PARNELL, Susan ; PIETERSE, Edgar. The "Right to the City" : Institutional Imperatives of a Developmental State : Institutional imperatives of a developmental state. **International Journal of Urban and Regional Research**, 34(1), pp. 146–162, 2010.

PASSY, Florence. **L'action altruiste** : contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux. Genève, Droz, Travaux de droit, d'économie, de sciences politiques, de sociologie et d'anthropologie, 1998.

PASSY, Florence. Interactions sociales et imbrications des sphères de vie. In : **Le désengagement militant**. Belin, Paris, p. 111–130, 2005.

PAUGAM, Serge ; COUSIN, Bruno ; GIORGETTI, Camila ; NAUDET, Jules. **Ce que les riches pensent des pauvres**. Paris : Éditions du Seuil, 2017.

PAYNE, Charles M. **I've got the light of freedom** : the organizing tradition and the Mississippi freedom struggle. Berkeley : London, University of California Press, 2007.

PECHU, Cécile. **Les squats**. Paris : Presses de la Fondation nationales des sciences politiques, Contester, 2010.

PEREC, George. **Espèces d'espaces**. Feuilleton : Prière d'insérer ». **Articles de presse**. Alfred Herrausen Gesellschaft, 2013, « Urban Age Award 2013 in Rio de Janeiro », 3 décembre 2013, <https://www.aedb.com/cr/en/concrete-urban-age.html>

PEREZ, Marcos Emilio. Becoming a Piquetero: Working-Class Routines and the Development of Activist Dispositions. **Mobilization: An International Quarterly**, 23(2), pp. 237–253, 2018.

PERLMAN, Janice. **The myth of marginality** : urban poverty and politics in Rio de Janeiro. Berkeley: University of California Press, 1976.

PERLMAN Janice. **O mito da marginalidade**: favelas e política no Rio de Janeiro. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 2002.

PERLMAN, Janice. **Favela**: four decades of living on the edge in Rio de Janeiro. Oxford : University Press, 2010.

PEROUSE, Jean-François. Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul. In : **La Turquie conteste** : mobilisations sociales et régime sécuritaire, CNRS, Moyen-Orient, pp. 127–146, 2005.

PIAZZA, Alessandro ; WANG, Dan J. Claim Specialization, Tactical Diversity and the Protest Environment in the Success of U.S. Antinuclear Activism. **Mobilization : An International Quarterly**, 25(1), pp. 93–114, 2020.

PIETERSE, Edgar. From divided to integrated city? : Critical overview of the emerging metropolitan governance system in Cape Town. **Urban Forum**, 13(1), pp. 3–37, 2002.

PIETERSE, Edgar. Building with Ruins and Dreams : Some Thoughts on Realising Integrated Urban Development in South Africa through Crisis. **Urban Studies**, 43(2), pp. 285–304, 2006.

PINÇON, Miche ; PINÇON-CHARLOT, Monique. **Les ghettos du Gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces**. Paris, Seuil, 2007.

PINSON, Gilles ; REIGNER, Hélène. Introduction : Politiques urbaines et (in)justicespatiale. **Sociétés contemporaines**, 107(3), pp. 5–21, 2017.

PIRES, Thula Rafaela de Oliveira. Estruturas Intocadas: Racismo e Ditadura no Rio de Janeiro. **Revista Direito e Práxis**, 9(2), pp. 1054–1079, 2018.

PITHOUSE, Richard. A Politics of the Poor : Shack Dwellers' Struggles in Durban. **Journal of Asian and African Studies**, 43(1), pp. 63–94, 2008.

PIVEN, Frances Fox ; CLOWARD, Richard A. **Poor people's movements** : why they succeed, how they fail. New York Vintage books, 1979.

POLLETTA, Francesca ; JASPER, James M. Collective Identity and Social Movements.

Annual Review of Sociology, 27(1), pp. 283–305, 2001.

PORTELLI, Stefano. La ciutat horitzontal: lluita social i memòria col·lectiva als marges de Barcelona. **Revista d'Etnològica de Catalunya**, pp. 197–203, 2014.

POSEL, Deborah. Race as Common Sense: Racial Classification in Twentieth-Century South Africa. **African Studies Review**, 44(2), pp. 87–113, 2001.

POSEL, Dorrit ; ROGAN, Michael. Women, income and poverty: Gendered access to resources in Post-Apartheid South Africa. **Agenda : Empowering Women for Gender Equity**, 81, pp. 25–34, 2009.

PRUIJT, Hans. The Logic of Urban Squatting: The logic of urban squatting in Europe. **International Journal of Urban and Regional Research**, 37(1), pp. 19–45, 2013.

PUDAL, Bernard. **Un monde défait**: les communistes français de 1956 à nos jours. Bellecombe-en-Bauges : Croquant, Savoir/Agir, 2009.

PUTNAM, Robert D. **Bowling alone** : the collapse and revival of American community. New York : Touchstone Books by Simon&Schuster, 2001.

RIO ON WATCH, 2018. « Nem todos tem um preço », 12 mars 2018, <https://rioonwatch.org.br/?p=30675>.

RIPOLL, Fabrice. S'appropriier l'espace... ou contester son appropriation? Une vue des mouvements sociaux contemporains. **Noröis**, 195, pp. 29–42, 2005.

ROBERT, Philippe. Les territoires du contrôle social, quels changements ? **Déviance et société**, 24(3), pp. 215–235, 2000.

ROBINS, Steven. Slow Activism in Fast Times : Reflections on the Politics of Media Spectacles after Apartheid. **Journal of Southern African Studies**, 40(1), pp. 91–110, 2014.

ROCHFORD, E. Burke. **Hare Krishna in American** : Growth, Decline, and Accommodation. New York : University Press, 1985.

ROLNIK, Raquel. **Guerra dos lugares**: a colonização da terra e da moradia na era das finanças. 1 ed. São Paulo: Boitempo, 2015.

ROLNIK, Raquel; PEREIRA, Alvaro Luis dos Santos; MOREIRA, Fernanda Accioly; ROYER, Luciana de Oliveira; IACOVINI, Rodrigo Faria Gonçalves; NISIDA, Vitor Coelho. O Programa Minha Casa Minha Vida nas regiões metropolitanas de São Paulo e Campinas: aspectos socioespaciais e segregação. **Cadernos Metrópole**, 17(33), pp. 127–154, 2015.

ROLNICK, Raquel. 2012. « Vila Autódromo, um bairro marcado para viver », 27 mars 2012, <https://raquelrolnik.wordpress.com/tag/copa-do-mundo-2014/>

ROTONDANO, Ricardo Oliveira. Brazilian apartheid: racism and segregation in Salvador, Brazil. **International Journal of Sociology and Social Policy**, 39(11/12), pp. 950–961, 2019.

ROUSSEAU, Max. "Bringing politics back in": la gentrification comme politique de développement urbain ? Autour des "villes perdantes". **Espaces et sociétés**, 132–133(1), 2008.

ROZEAUX, Sébastien. Les horizons troubles de la politique de « colonisation » au Brésil : réflexions sur l'identité de la nation brésilienne à travers le prisme de la question migratoire (1850-1889). **Espace populations sociétés. Space populations societies**, 2014/2-3, pp. 45–55, 2015.

RUCHT, Dieter. Movement allies, adversaries, and third parties. In : **The blackwell companion to social movements**. Blackwell : Publishing, pp. 198–216, 2004.

RUPP, Leila J., TAYLOR Verta. Going Back and Giving Back: The Ethics of Staying in the Field. **Qualitative Sociology**, 34(3), pp. 483–496, 2011.

SAINTENY, Guillaume. La rétribution du militantisme écologiste. **Revue Française de Sociologie**, 36(3), 1995.

SALMAN, Ton. **The diffident movement** : disintegration, ingenuity and resistance of the Chilean pobladores, 1973 – 1990. Amsterdam : Thela Publ, Thela Latin America series, 1997.

SALO, Elaine R. **Respectable Mothers, Tough Men and Good Daughters**: Producing Persons in Manenberg Township South Africa. Langaa RPCIG, Mankon, Bamenda, 2018.

SAMPSON, R. J. Neighborhoods and Violent Crime : A Multilevel Study of Collective Efficacy. **Science**, 277(5328), pp. 918–924, 1997.

SANCHEZ, Fernanda; OLIVEIRA, Fabrício Leal de; MONTEIRO, Poliana Gonçalves. Vila Autódromo in dispute: subjects, instruments and strategies to reinvent the space. **Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais**, 18(3), pp. 408–427, 2016.

SANSONE, Livio. **Blackness without Ethnicity Constructing Race in Brazil**. New York : Palgrave Macmillan, 2003.

SANTOS, Milton. **O espaço do cidadão**. São Paulo: Nobel, Coleção Espaços, 1987.

SANTOS, Orlando; GAFFNEY, Christopher; DE QUEIROZ RIBEIRO, Luis Cesar. **Rio de Janeiro**: os impactos da Copa do Mundo 2014 e das Olimpíadas 2016. Rio de Janeiro: Letra Capital, 2015.

SARRASIN, Rachel. **Dynamiques de constitution de la communauté autiautoritaire au Québec**. Ph.D. thesis, Montréal, Université de Montréal, 2014.

SASSEN, Saskia. **Expulsions** : brutality and complexity in the global economy. Cambridge : Press of Harvard University Press, 2014.

SAWICKI, Frédéric. Les politistes et le microscope. In : **Les méthodes au concret**. Paris : Presses universitaires de France, pp. 143–164, 2000.

SAWICKI, Frédéric ; SIMEANT, Johanna. Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. **Sociologie du**

Travail, 51(1), pp. 97–125, 2009.

SCOTT, James C. **Domination and the arts of resistance** : hidden transcripts. New Haven : Yale University Press, 1990.

SIMEANT, Johanna. Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises. **Revue française de science politique**, 51(1), pp. 47–72, 2001.

SKEGGS, Beverley. **Des femmes respectables** : classe et genre en milieu populaire. Agone : L'ordre des choses, 2015.

SLATER, Tom ; CURRAN, Winifred ; LEES, Loretta. Guest Editorial. **Environment and Planning A : Economy and Space**, 36(7), pp. 1141–1150, 2004.

SMITH, Jackie ; FETNER, Tina. Structural approaches in the sociology of social movement. In : **Handbook of social movements accross disciplines**, Springer, pp. 13–47, 2007.

SMITH, Neil. New Globalism, New Urbanism: Gentrification as Global Urban Strategy. **Antipode**, 34(3), pp. 427–450, 2002.

SNOW, David A. ; MULCAHY, Michael. Space, Politics, and the Survival Strategies of the Homeless. **American Behavioral Scientist**, 45(1), pp. 149–169, 2001.

SNOW, David A. ; SOULE, Sarah A. ; KRIESI, Hanspeter. **The Wiley Blackwell Companion to Social Movements**, Wiley-Blackwell, 2004.

SOULIE, Charles. Le classement des sans-abris. **Actes de la recherche en sciences sociales**, 118(1), pp. 69–80, 1997.

SPERA, Simone. Exarcheia : lieu de refuge ou territoire à défendre ? Controverses autour de la gestion des indésirables. **L'Espace Politique** [En ligne], 38, 2020.

STAGGENBORG, Suzanne. Social Movement Communities and Cycles of Protest: The Emergence and Maintenance of a Local Women's Movement. **Social Problems**, 45(2), pp. 180–204, 1998.

STAGGENBORG, Suzanne ; TAYLOR, Verta. Whatever Happened to The Women's Movement? **Mobilization : An International Quarterly**, 10(1), pp. 37–52, 2005.

STASZAK, Jean-François. L'espace domestique : pour une géographie de l'intérieur//Foran insider's geography of domestic space. **Annales de Géographie**, 110(620), pp. 339–363, 2001.

STATISTICS SOUTH AFRICA. « City of Cape Town – 2011 Census – Cape Town ». Statistics South Africa, 2012. South Africa's young children : their family and home environment, 2011 <http://www.statssa.gov.za/?p=2007>

STIFTUNG, Henrich Boll Stiftung. 2015. « Vila Autódromo, simbolo de resistencia na cidade olimpica », 5 mai 2015, <https://br.boell.org/pt-br/2014/05/15/vila-autodromo-simbolo-de-resistencia-na-cidade-olimpica>

STRAUSS, Anselm L. **Mirrors and Masks, the Search for Identity**. Londres : Routledge, 1959.

SUZMAN, Arthur. Race classification and definition in the legislation of the Union of South Africa, 1910-1960 : A survey and Analysis. In: **South African Institute of Race Relations**, Johannesburg, pp. 339–367, 1960.

TANAKA, Giselle (dir.). **Viva a Vila Autódromo: o Plano Popular e a luta contra a remoção**. Rio de Janeiro : Letra Capital, 2018.

TARRAGONI, Federico. De la personne au sujet politique. Une ethnographie des prises de parole populaires dans les assemblées de barrio au Venezuela. **Participations**, 9(2), pp. 149–175, 2014.

TARROW, Sidney. The Strategy of Paired Comparison: Toward a Theory of Practice. **Comparative Political Studies**, 43(2), pp. 230–259, 2010.

TAYLOR, Verta. Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance. **American Sociological Review**, 54(5), pp. 761–775, 1989.

TAYLOR, Verta ; KIMPORT, Katrina ; DYKE, Nella Van ; ANDERSEN, Ellen Ann. Culture and Mobilization: Tactical Repertoires, Same-Sex Weddings, and the Impact on Gay Activism. **American Sociological Review**, 74(6), pp. 865–890, 2009.

TAYLOR, Verta ; THEODORE, Athena ; RUPP, Leila J. **Survival in the Doldrums : The American Women's Rights Movement, 1945 to the 1960s**. Oxford : University Press, 1989.

THE GUARDIAN. Rio de Janeiro favela change Vila Autódromo favela olympics, 25 avril 2016, <https://www.theguardian.com/global-development/2016/apr/26/rio-de-janeiro-favela-change-vila-autodromo-favela-olympics>

TBFACTS, 2015. <https://tbfacts.org/tb-statistics-south-africa/>

THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT, 2012. « Hot spots : Benchmarking global city competitiveness », https://www.citigroup.com/citi/citiforcities/pdfs/eiu_hotspots_2012.pdf

THE SIDNEY MORNING HERALD. Rio's Vila Autodromo, the olympic legacy, 17 août 2016 <https://www.smh.com.au/sport/rios-vila-autodromo-the-other-olympic-legacy-20160814-gqrygm.html>

TIMES LIVE. “From Borestaat to Blikkiesdorp”, 12 mai 2012, <https://www.timeslive.co.za/news/south-africa/2012-03-11-from-boerestaat-to-blikkiesdorp/>

TILLY, Charles. **La France conteste : de 1600 à nos jours**. Paris : Fayard, L'espace du politique, 1986.

TILLY, Charles. **Regimes and repertoires**. Chicago: University of Chicago Press, 2006a.

TILLY, Charles. Why and How History Matters. In : **The Oxford Handbook of Contextual Political Analysis**. Oxford : University Press, 2006b.

TILLY, Charles. **Identities, Boundaries and Social Ties**. Londres : Routledge, 2006c.

TOCQUEVILLE, Alexis de ; LAMBERTI, Jean-Claude ; JARDIN, André ; SCHLEIFER, James T. **De la démocratie en Amérique**. Paris: Flammarion, 1840.

TOMIZAKI, Kimi; CARVALHO-SILVA, Hamilton Harley de; SILVA, Maria Gilvania Valdivino. Socialização Política e Politização entre Famílias do Movimento dos Trabalhadores sem Teto. **Educação & Sociedade**, 37(137), pp. 935–954, 2016.

TOURAINE, Alain. Les mouvements sociaux : objet particulier ou problème central de l'analyse sociologique ? **Revue Française de Sociologie**, 25(1), pp. 3–19, 1984.

TOURNADRE, Jérôme. **Après l'apartheid** : la protestation sociale en Afrique du Sud. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, Res publica, 2014.

TOURNADRE, Jérôme, 2020, "Je suis un activiste à temps plein". Militantisme et sens de la communauté dans une township sud-africaine. **Terrain : revue d'ethnologie de l'Europe**, 2020.

TRAÏNI, Christophe (dir.). **Emotions... Mobilisation !** Paris : Presses de Sciences Po, Sociétés en mouvement, 2009a.

TRAÏNI, Christophe (dir.). **Émotions... mobilisation !** Paris : Presses de Sciences Po, Collection académique, 2009b.

TRAÏNI, Christophe. Des sentiments aux émotions (et vice-versa). **Revue française de science politique**, 60(2), pp. 335–358, 2010.

TRAVEL ; LEISURE, 2017. « What Makes Cape Town the Best City in Africa and the Middle East? », 11 juillet 2017, <https://www.travelandleisure.com/worlds-best/best-city-africa-middle-east-cape-town>

TSISHIMNI, n.d., <https://www.tshisimani.org.za/about/>

TWINE, France Winddance. **Racism in a racial democracy** : the maintenance of white supremacy in Brazil. New Brunswick, NJ : Rutgers University Press, 1998.

UNAIDS, 2020. <https://www.unaids.org/fr/resources/fact-sheet>

VAINER, Carlos. Cidade de Exceção: reflexões a partir do Rio de Janeiro. **Associação Nacional de Pós-graduação e Pesquisa em Planejamento Urbano e Regional**, 14, pp. 1–15, 2011.

VAINER, Carlos; BIENENSTEIN, Regina; TANAKA, Giselle Megumi Martino; OLIVEIRA, Fabricio Leal De; LOBINO, Camilla. O plano popular da Vila Autódromo, uma experiência de planejamento conflitual. **Revistas Anais Encontros Nacionais da ANPUR**, pp. 1–18, 2014.

VALLADARES, Licia. **Passa-se uma Casa**: análise do programa de remoção de favelas do Rio de Janeiro. Rio de Janeiro: Zahar, 1978.

VALLADARES, Licia. **A invenção da favela**: do mito de origem à favela.com. Rio de Janeiro: Editora FGV, 2005.

VALLADARES, Licia. **La favela d'un siècle à l'autre** : mythe d'origine, discours scientifiques et représentations virtuelles. Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 2006.

VALLADARES, Licia. Educação e mobilidade social nas favelas do Rio de Janeiro: O casados universitários (graduandos e graduados) das favelas. **DILEMAS: Revista de Estudos de Conflito e Controle Social**, 2(5-6), pp. 153-172, 2009.

VAN DER BERG, Servaas ; BURGER, Ronelle ; LOUW, Megan. Post- apartheid South Africa : Poverty and Distribution Trends in an Era of Globalization. In : NISSANKE, Machiko ; THORBECKE, Erik (dir.). **The Poor under Globalization in Asia, Latin America, and Africa**. Londres : Oxford University Press, pp. 431-458, 2010.

VAN DER BERGHE, Pierre L. Racial Segregation in South Africa : Degrees and Kinds. **Cahiers d'Études Africaines**, 6(23), pp. 408-418, 1966.

VAN CRIEKENGEN, Mathieu. La gentrification mise en politiques. **Métropoles**, 13, 2013.

VARGAS, João H. Costa. Apartheid brasileiro: raça e segregação residencial no Rio de Janeiro. **Revista de Antropologia**, 48(1), pp. 75-131, 2005.

VELEZ-IBAÑEZ, Carlos G. **Rituals of marginality**: politics, process, and culture change in urban central Mexico, 1969-1974. Berkeley: University of California Press, 1983.

VERSCHUUR, Christine. Mouvements de quartier, genre et justice sociale : réinvention culturelle du politique par les femmes. **Revue internationale des sciences sociales**, 193-194(3), pp. 459-471, 2007.

VIDAL, Dominique. De l'écart entre la fiction et la réalité : La démocratie à l'épreuve dela race en Afrique du Sud et au Brésil. **Cahiers internationaux de sociologie**, 127(2), pp. 199-222, 2009.

VIEIRA DA CUNHA, Neiva Vieira da. L'expulsion comme mode de gouvernement. Les politiques des favelas à Rio de Janeiro. **L'Annee sociologique**, Vol. 68(1), pp. 135-154, 2018.

VIEIRA DA CUNHA, Neiva; MELLO, Marco Antônio da Silva. Novos conflitos na cidade: a UPP e o processo de urbanização na favela. **DILEMAS: Revista de Estudos de Conflito e Controle Social**, 4(3), pp. 371-401, 2011.

VISSER, Gustav ; KOTZE, Nico. The State and New-build Gentrification in Central Cape Town, South Africa” **Urban Studies**, 45(12), pp. 2565-2593, 2008.

VOLPINI, Lorena. Vizinhança e lealdade, fofoca e prestígio. in CARVALHO FILHO, Milton Júlio de; MONTOYA URIARTE, Urpi (org.), **Panoramas Urbanos: usar, viver e construir Salvador**. Salvador : Edufba, pp. 178-201, 2014.

WACQUANT, Loïc. **Parias urbains. Ghetto, banlieues, Etat. Une sociologie comparée de la marginalité sociale.** Paris : La Découverte, 2007.

WENZ, Laura. Changing tune in Woodstock: Creative industries and local urban development in Cape Town, South Africa. **Gateways : International Journal of Community Research and Engagement**, 5, pp. 16–34, 2012.

WESTERN, John. **Outcast Cape Town.** Berkeley, University of California Press, 1996.

WHYTE, William Foote. **Street Corner Society.** Paris, La Découverte, 2002.

WILLIAMSON, Theresa. Nem Todos Têm Um Preço. **RioOmWatch**, 2017.

WILSON, William J. **The truly disadvantaged** : the inner city, the underclass, and public policy, Chicago : University of Chicago Press, 2006.

WOUTERS, Ruud ; WALGRAVE, Stefaan. What Makes Protest Powerful? Reintroducing and Elaborating Charles Tilly's WUNC Concept. **SSRN Electronic Journal**, pp. 1–23, 2017.

YANOW, Dvora. Interpretive Analysis and Comparative Research. In : **Comparative policy studies** : conceptual and methodological challenges. Palgrave Macmillan, pp. 131–159, 2014.

YATES, Luke. Everyday politics, social practices and movement networks : daily life in Barcelona's social centres : Everyday politics, social practices and movement networks. **The British Journal of Sociology**, 66(2), pp. 236–258, 2015.

YATES, Luke. Prefigurative Politics and Social Movement Strategy: The Roles of Prefiguration in the Reproduction, Mobilisation and Coordination of Movements. **Political Studies**, pp. 1–20, 2020.

YIFTACHEL, Oren. Critical theory and "gray space" : Mobilization of the colonized. **City**, 13(2–3), pp. 246–263, 2009.

YOUNG, Michael ; WILMOTT, Peter. **Family and Kinship in East London.** Londres : Routledge, 2011.

ZALD, Mayer. Ideologically Structured Action : An Enlarged Agenda for Social Movement Research. **Mobilization : An International Quarterly**, 5(1), pp. 1–16, 2000.

ZALD, Mayer N. ; ASH, Roberta. Social Movement Organizations : Growth, Decay and Change. **SOCIAL FORCES**, 44(3), pp. 327–341, 1996.

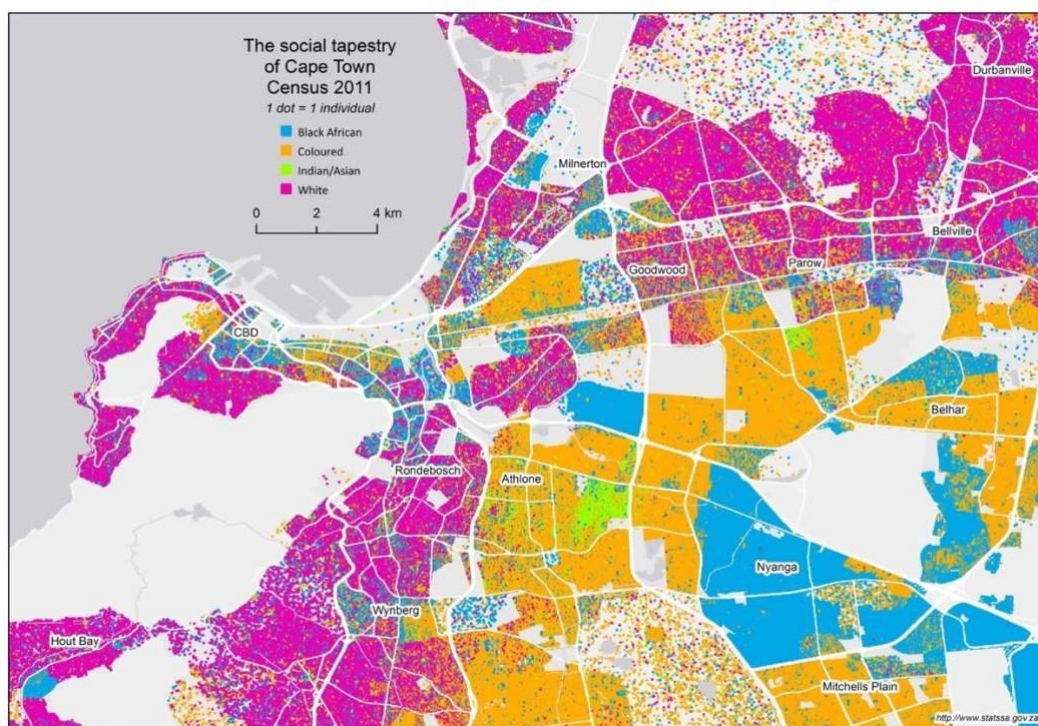
ZALUAR, Alba; ALVITO, Marcos (dir.). **Um século de favela.** Rio de Janeiro: Fundação Getulio Vargas Editora, 1998.

ZANOTELLI, Cláudio. L'espace du politique ou la politique de l'espace : l'éviction des quartiers populaires et les Jeux olympiques de Rio de Janeiro. **EchoGéo**, 41, 2017.

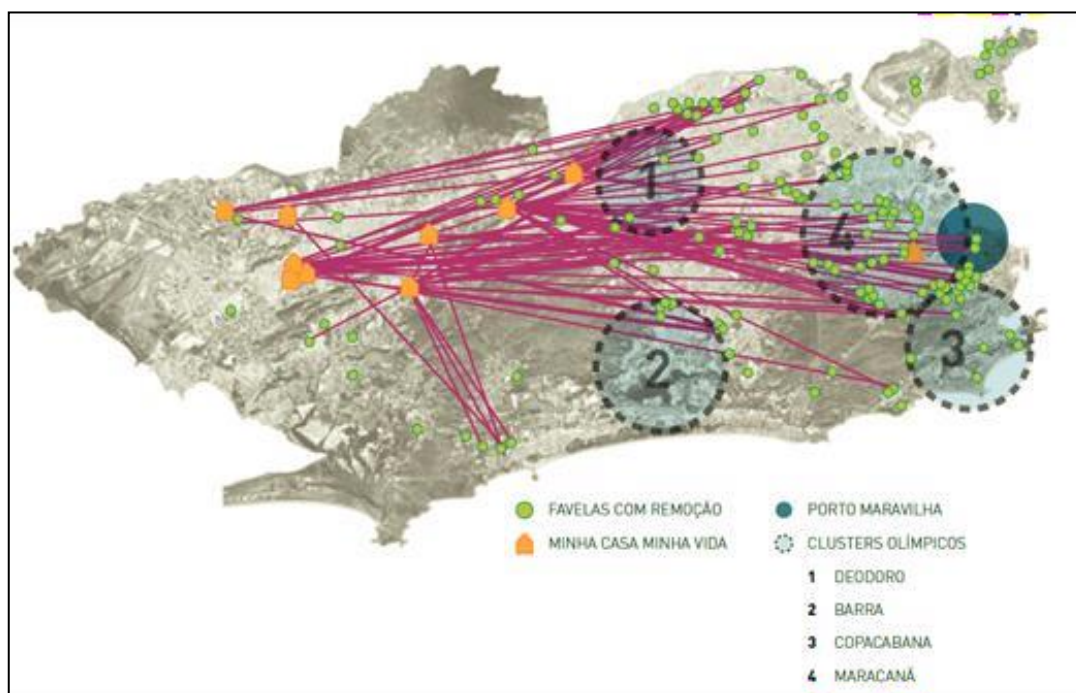
ANNEXE A: Récapitulatif des entretiens et terrains d'enquête menés

Dates et durée desterrains	Pays	Entretiens réalisés
Du 15 février au 18 juillet 2015	Brésil	- Dix entretiens menés à la Vila Autódromo
Du 20 février au 25 juin 2015	Brésil	- Cinq entretiens menés à la Vila Autódromo - Deux entretiens menés à Colonia Juliana(logement social) - Trois entretiens menés au Parque Carioca - Un entretien mené à Guaratiba (Rio de Janeiro) - Un entretien mené à Jacrepaguá
Du 15 septembre 2015 au 15 décembre 2018	Afrique du Sud	- Treize entretiens menés à Cissie Gool House
Du 15 avril au 15 mai 2019	Afrique du Sud	- Douze entretiens menés à Cissie Gool House - Un entretien mené avec un enquêté externe à l'occupation, à Woodstock

ANNEXE B : Cartes du Cap (répartition raciale) et de Rio de Janeiro (déplacements)



Les déplacements de population à Rio de Janeiro



Faulhaber, Azevedo, 2015

ANNEXE C: Photographies des habitats à Vila Autódromo et Woodstock



Habitat détruit à 50% à la Vila Autódromo, 2015



Logement rénové jouxtant le logement d'une habitante expulsée, à Woodstock, 2018

ANNEXE D : Chronologie indicative des mouvements de quartier

Reclaim The City

Février 2016

La campagne Reclaim The City est lancée pour empêcher la vente du site de Tafelberg

Mars 2016

Près de cent personnes occupent le site de Tafelberg

Août 2016

Les militants de RTC occupent le Neighbourgoods Market et protestent contre l'éviction des habitants de Bromwell Street

Mars 2017

L'ancien hôpital de Woodstock et la maison de retraite Helen Bowden sont occupés par des militants

Juin 2017

Le chapitre de Woodstock est formé. Ses habitants décident de se rencontrer chaque semaine

Août 2017

La première Advice Assembly est organisée à l'occupation Cissie Gool House

Septembre 2018

Une marche commémorative du quartier est organisée

Octobre 2018

Les habitants protestent contre l'annulation de la journée Open House

Vila Autódromo

1986

Formation de l'AMPVA (Associação de Moradores e Pescadores da Vila Autódromo)

1993

Protestations contre les premières évictions. Assassinat du représentant de l'association

1994

Octroi de 154 titres de propriété

2005

La zone populaire de la Vila Autódromo est déclarée AEIS (Área de Especial Interesse Social)

2009

Annnonce de la destruction future de la Vila Autódromo

2011

Élaboration du Plan Populaire de la Vila Autódromo

2013

Juin : Manifestation massive pour le maintien dans le quartier
Premiers départs vers le Parque Carioca

2015

3 Juin : épisode de répression.
Août : Le président et la vice-présidente quittent la Vila Autódromo
15 août : Festival
#OcupaVilaAutódromo Hausse des indemnisations et départs en chaîne des habitants

Décembre 2018

Les résidents ouvrent de nouveaux espaces pour recevoir des dizaines d'habitants supplémentaires

2016

8 mars : Eduardo Paes annonce l'urbanisation du quartier

29 juillet : les vingt familles restantes reçoivent les clés de leur logement

ANNEXE E: House rules de l'occupation Cissie Gool House

1. Respect everyone regardless of race, sex, gender, sexual orientation, religion, nationality or ability.
2. Your political views and convictions are your own. Reclaim The City is a non-partisan movement and therefore is no aligned to or affiliated to any political party.
3. Keep **ALL** doors locked at **ALL TIMES**. That includes personal rooms.
4. Security guards or the police do not need to know how many people are occupying. Furthermore, **NO** security guard or unauthorized persons are allowed in the building.
5. Clean up after yourself.
6. Keep the communal areas (toilets, kitchen, passages and meeting room) clean at all times.
7. Respect the property of others. Do not touch or take anything that does not belong to you.
8. Do not take food belonging to someone else without permission.
9. From Monday to Thursday, **ALL** occupiers need to be inside the building by no later than 9pm. No occupier will be let in after 9pm **unless** arranged with the House leaders. On weekends (Friday, Saturday and Sunday), **ALL** occupiers need to be inside the building by no later than 11pm. No occupier will be let after 11pm.
10. House leaders must be notified of any issues, conflict and problems.
- 11. Visiting hours:**
12. Monday, Tuesday and Thursday – 10am to 6pm
Wednesday, Friday and Saturday – 10am to 10pm
13. **Sleepovers:** No sleepovers are allowed without the permission of the House Leaders. A visitor can sleepover for a maximum of 2 night at a given time.
14. No screaming at each other or losing your temper.
15. No person has to belittle or insult another person.
16. If you sleep out you need to communicate this to the house leaders.
17. The house phone must be charged and have airtime **AT ALL TIMES**. The house phone is not allowed to leave the premises.
18. At not point, may the building or the premises be left unattended.
19. Do not use other entrances besides the main entrances. Do not jump over the fence.
20. The key needs to stay on the premises at all time. No one will be allowed to make copies of key. The keys will be kept with the gate keeper.
21. No smoking in the building, this includes the toilets. Your are allowed to smoke in your room or outside.
22. It is compulsory for **ALL** occupiers to attend meetings and events of Reclaim the City, unless otherwise stated. Only valid excuses like work, funeral and legitimate illness will be accepted. Excuses must be given to the House Leaders before the meeting/event.
23. There is a zero tolerance on domestic and physical violence both in and outside the house.
24. No vandalism and stripping of the building will be tolerated.
25. No occupier or their guests are to remove any property from the premises. This includes wood and scrap metal. Any occupier caught removing any property from the premises or vandalizing the building will be expelled from the occupation with immediate effect.

ANNEXE F : Propriétés sociales et politiques des enquêtés selon leurs types d'engagements

Engagement situé au sein de Reclaim The City, 2018 :

	Âge	Niveau d'études	Profession	Quartier de résidence antérieur	Situation familiale	Engagement antérieur	Préférence politique antérieure
Monica	37	Études secondaires (non-terminées)	Sans-emploi	Salt River	Célibataire, trois enfants à charge	Aucun	Alliance Démocratique
Mavis	42	Études secondaires	Employée de commerce	Salt River	Célibataire, trois enfants à charge	Aucun	Alliance Démocratique
George	56	Études secondaires	Ouvrier	Woodstock	Célibataire, deux enfants, garde alternée	Aucun	Alliance Démocratique

Mésengagement au sein de Reclaim The City, 2018 :

	Âge	Niveau d'études	Profession	Quartier de résidence antérieur	Situation familiale	Engagement antérieur	Préférence politique antérieure
Mercy	33	Études secondaires	Sans-emploi	Woodstock	En couple, trois enfants à charge	Aucun	N'a jamais voté
Ibrahim	54	Études primaires	Employée de commerce	Salt River	En couple, deux enfants, un seul à charge	Aucun	Alliance Démocratique
Nina	24	Études secondaires	Sans-emploi	Mitchell's Plain	En couple, un seul enfant à charge	Aucun	N'a jamais voté

Désengagement au sein de la Vila Autódromo :

	Âge	Niveau d'études	Profession	Situation familiale	Engagement antérieur à 2009	Préférence politique
Ana	55	Études secondaires. Diplômée en théâtre dans une école privée supérieure	Secrétaire médicale	En couple, deux enfants	Membre de l'association. Participe aux protestations antérieures	Parti des Travailleurs
Miguel	35	Livreur	Études primaires	En couple avec Inacia, sans enfants	Tracte pour le PSDB dans sa jeunesse	PSDB
Alfonso	58	Serveur et livreur de journaux	Études primaires	Célibataire, deux enfants, garde alternée	Président d'association	Inconnue
Carlos	33	Professeur de danse	Études secondaires	Célibataire	Aucun	Inconnue

Engagement intransigent à Woodstock :

	Âge	Niveau d'études	Profession	Situation familiale	Engagement antérieur	Préférence politique
Peter	57	Études secondaires. Diplômée en théâtre dans une école privée supérieure	Secrétaire médicale	En couple, deux enfants	Syndicaliste au sein du WOSA Membre du Housing Comittee	Orientation politique à gauche. Pratique électorale inconnue.
Lumumba	46	Livreur	Études primaires	En couple avec Inacia, sans enfants	Participe aux protestations de la minorité anglophone au Cameroun Assiste les sans-papiers	Ne vote pas.
Rick	40	Serveur et livreur de journaux	Études primaires	Célibataire, deux enfants, garde alternée	Aucun	Alliance Démocratique
Marius	39	Professeur de danse	Études secondaires	Célibataire	Aucun	N'a jamais voté
Suzanna	40	Femme de ménage	Études secondaires	Célibataire, un enfant à charge	Engagé auprès de l'ANC	ANC
Linda	50	Ouvrière textile	Études primaires	Célibataire, deux enfants à charge	Aucun	Alliance Démocratique

Engagement intransigeant à Woodstock :

	Âge	Niveau d'études	Profession	Situation familiale	Engagement antérieur	Préférence politique
Bruna	49	Femme de ménage	Études primaires	Mariée, un enfant	Aucun	PSOL
Pedro	55	Professeur de sport	Études secondaires	Marié à Bruna, un enfant	Aucun	PSOL
Maria	51	Acupunctrice	Études universitaires	Célibataire, un enfant à charge	Aucun	PSOL
Davi	50	Commerçant	Études secondaires	Célibataire, un enfant	Engagé dans le mouvement Direitas Ja. Participe aux protestations antérieures	Inconnu
Juliana	60	Femme de ménage	Études primaires	Célibataire, six enfants	Participe aux protestations antérieures	PMDB